# L'archéologie à Metz : institutions, pratiques et résultats : des travaux de Johann Baptist Keune à l'archéologie préventive (1896-2008)

Julien Trapp

▶ **To cite this version:**

Julien Trapp. L'archéologie à Metz : institutions, pratiques et résultats : des travaux de Johann Baptist Keune à l'archéologie préventive (1896-2008). Archéologie et Préhistoire. Université de Lorraine, 2012. Français. NNT : 2012LORR0368 . tel-01749669

**HAL Id: tel-01749669**
**https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01749669**

Submitted on 29 Mar 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

**UNIVERSITÉ DE LORRAINE**

UFR Sciences Humaines et Arts
École doctorale : Perspectives interculturelles : écrits, médias, espaces, sociétés (ED 411)
Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire

**Thèse pour obtenir le grade de Docteur de l'Université de Lorraine**
Discipline : Histoire ancienne

Présentée et soutenue publiquement par
Julien TRAPP

# L'archéologie à Metz

# Institutions, pratiques et résultats

# Des travaux de Keune à l'archéologie préventive (1896-2008)

Volume I : Texte

Sous la direction de M. Olivier DARD,
Professeur à l'Université de Lorraine
En codirection avec M. Stéphane BENOIST,
Professeur à l'Université de Lille 3

**Rapporteurs :**

| | |
|---|---|
| Mme Monique DONDIN-PAYRE | Directeur de recherche au CNRS, AnHiMA (UMR 8210) |
| M. Jürgen MERTEN | *Rheinisches Landesmuseum*, Trèves |

**Jury :**

| | |
|---|---|
| M. Stéphane BENOIST | Professeur à l'Université de Lille-3 |
| M. Olivier DARD | Professeur à l'Université de Lorraine |
| Mme Jeanne-Marie DEMAROLLE | Professeure émérite de l'Université de Lorraine |
| Mme Monique DONDIN-PAYRE | Directeur de recherche au CNRS, AnHiMA (UMR 8210) |
| M. Jürgen MERTEN | *Rheinisches Landesmuseum*, Trèves |

15 décembre 2012

# Remerciements

En premier lieu, nous tenons à remercier nos deux directeurs de thèse : d'une part, M. **Olivier DARD**, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine et Directeur du Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire, pour son suivi et pour nous avoir simplifié l'accès à certains ouvrages par le biais du prêt entre bibliothèques ; d'autre part, M. **Stéphane BENOIST**, Professeur à l'Université Lille-3, pour le suivi de notre travail, et ce, depuis notre Master.

Notre gratitude va également au Musée de La Cour d'Or – Metz Métropole, en particulier à M. **Philippe BRUNELLA**, son Directeur et Conservateur en chef, ancien membre du G.U.M.R.A. pour son accueil, son aide et son témoignage concernant les prémices de l'archéologie urbaine à Metz ; Mme **Anne ADRIAN**, Conservatrice des collections médiévales, pour son accueil et ses conseils ; Mlle **Laïla AYACHE**, Conservatrice des collections gallo-romaines, pour son accueil et pour nous avoir permis d'accéder aux réserves du Musée ; M. **Kevin KAZEK**, Assistant de Conservation du Patrimoine, pour son soutien et ses conseils ; Mme **Marie PROCHASSON**, Assistante de Conservation du Patrimoine, pour son accueil et son aide dans la recherche des documents iconographiques ; Mme **Rénilde LECAT**, Responsable du Service chargé des Publics, pour son aide, ses conseils et son soutien indéfectible depuis toutes ces années ; Mme **Véronique THIAM-PETIT**, Service chargé des Publics, pour nous avoir communiqué certains documents iconographiques ; Mmes **Françoise CLÉMANG** et **Aurélie THOMAS**, Documentalistes, pour leur accueil et l'accès aux archives du Musée ; Mlle **Laurianne KIEFFER**, Photographe, pour la numérisation des documents iconographiques ; M. **Daniel LUCAS**, ancien Directeur de l'établissement et actuel directeur de l'Opéra-Théâtre de Metz, pour son accueil et pour nous avoir permis d'accéder aux documents relatifs à J. B. Keune ; M. **Gérald COLLOT**, ancien Directeur, d'avoir bien voulu correspondre avec nous au sujet de sa période d'activité au Musée ; Mme **Isabelle BARDIÈS-FRONTY**, ancienne Conservatrice, pour nous avoir proposé ce sujet ; M. **Olivier CAUMONT**, ancien Conservateur, pour son aide et son intérêt porté à notre sujet de thèse.

Nous remercions aussi l'équipe des Archives départementales de la Moselle, celle des *Stadtarchives* de Trèves et celle des Archives municipales de Metz pour leur accueil, en particulier son Directeur, M. **Thierry DÉPREZ**, ainsi que Mme **Sandrine COCCA**, pour nous avoir donné accès à tous les documents concernant notre sujet. Nous remercions également les *Archiv der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn* pour l'envoi des archives liées au cursus universitaire de J. B. Keune.

Notre gratitude va également au personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine, en particulier à Mme **Murielle GEORGES-LEROY**, Conservatrice Régionale de l'Archéologie, et à M. **Michel PRESTREAU**, ancien Conservateur Régional de l'Archéologie, pour leur accueil et pour nous avoir donné accès aux archives du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine ; Mme **Isabelle MICHARD**, Architecte des Bâtiments de France et responsable du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle, pour son accueil et pour l'accès aux dossiers d'urbanisme ; M. **Pierre THION**, Ingénieur d'études, pour son accueil et son aide à la compréhension de certains dossiers liés aux fouilles archéologiques ; M. **Jean-Pierre LEGENDRE**, Ingénieur d'études, pour ses conseils et la transmission de documents liés à la période de la seconde Annexion ; Mme **Marielle DORIDAT-MOREL**, Documentaliste, pour son accueil et à l'accès à la bibliothèque et la diathèque du S.R.A. ; **Isabelle CLÉMENT-GÉBUS**, Responsable de la Carte Archéologique, pour son accueil et à l'accès aux rapports de fouilles.

Nous remercions tout particulièrement M. **Pierre-Édouard WAGNER**, Conservateur en chef des Bibliothèques-Médiathèques de Metz, pour ses conseils, son témoignage et pour la transmission de documents personnels liés à notre sujet, ainsi que M. **François HÉBER-SUFFRIN**, ancien Maître de Conférence en Histoire de l'Art à l'Université Paris-X, pour la transmission de certains documents liés aux découvertes faites sous la cathédrale de Metz.

Merci également à Mme **Renata DUPOND**, Responsable du Pôle d'Archéologie préventive de Metz Métropole, et à M. **Christian DREIER**, Responsable d'opérations, pour la communication de certains documents liés à la création du service. Nous remercions également Mme **Sandrine MARQUIÉ**, céramologue, pour ses conseils et ses relectures de notre travail.

Une très grande gratitude va également à M. **Claude LEFEBVRE**, ancien Président-fondateur du G.U.M.R.A., pour son témoignage, son aide, ses relectures et ses conseils précieux dans la conception de ce travail.

Nous remercions également M. **Gérard SCHLÉMAIRE**, ancien correspondant de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, pour son témoignage.

Merci à M. **Franck GAMA**, Responsable d'opération à l'Institut National de Recherche d'Archéologie Préventive, pour la communication de certaines données liées à la fouille de la Z.A.C. Amphithéâtre.

Enfin, je tiens à remercier tout particulièrement mes amis pour leur aide et leur soutien pendant toutes ces années, notamment **Victor BENZ**, Animateur laïc en pastorale, sans qui la transcription et la traduction des carnets de J. B. Keune auraient été impossibles ; **Nathalie PASCAREL**, assistante de Conservation au Musée de La Cour d'Or ; **Anthony DUMONTET,** assistant-ingénieur à l'U.M.R. ARTeHIS de Dijon ; **Maxime HENAULT**, étudiant en Médiation culturelle à l'Université de Lorraine ; **Pierre-Marie MERCIER**, Docteur en Histoire médiévale ; **Aurore DUCHÊNE**, Professeur des Écoles, et **Nicolas GASSEAU**, Infographiste, pour la relecture de mon travail, mais surtout pour le soutien moral et leurs conseils ; sans oublier, **Yvon RICHARD**, **Céline GUILLAUME** et **Cyril HIRTZ** pour leur soutien pendant les moments difficiles.

Tout ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien et l'aide de ma compagne, **Aurélie**, ni celui de mes parents et de mes frères et sœurs.

# Liste des abréviations

A.A.A.M. : Fiches de l'Association des Amis de l'Archéologie Mosellane, Metz.
A.D.M. : Archives départementales de la Moselle
A.M.M. : Archives municipales de Metz
A.S.H.A.L. : Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, Metz.
B.A.C.T.H. : Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques, Paris.
B.S.A.L. : Bulletin de la Société d'Archéologie Lorraine, Nancy.
B.S.A.F. : Bulletin de la Société des Antiquaires de France, Paris.
B.S.A.H.M. : Bulletin de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle, Metz.
B.S.L.E. : Bulletin de la Société Lorraine. Études locales.
C.I.L. : *Corpus Inscriptionum Latinarum*, XIII, Berlin, 1901.
C.L. : Les Cahiers Lorrains, Metz.
C.N.A.U. : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours.
C.R.A.I. : Comptes Rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, Paris.
D.A.F. : Document d'Archéologie Française, Paris, M.S.H.
D.A.H.L. : Direction des Antiquités Historiques de Lorraine
D.A.H.P.L. : Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine
D.F.S. : Document Finale de Synthèse, S.R.A.
D.R.A.C. : Direction Régionale des Affaires Culturelles
G.U.M.R.A.: Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique
G.U.M.R.A.U.: Groupe Universitaire Messin de Recherche en Archéologie Urbaine
J.G.L.G.A. : *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, Metz
M.A.M. : Mémoires de l'Académie de Metz.
M.M. : Musée de Metz
M.E.F.R.A. : Mélanges de l'École Française de Rome, Antiquité, Rome.
M.S.A.F. : Mémoires de la Société royale des Antiquaires de France, Paris.
M.S.A.H.M. : Mémoires de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle, Metz.
P.L. : Pays Lorrain, Nancy.
R.A.E. : Revue Archéologique de l'Est et du Centre-Est de la France, Dijon.
R.H.L. : Revue Historique de Lorraine.
R.S.S.D. : Revues des Sociétés Savantes des Départements, Paris.
S. A.H.M. : Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle
S.H.A.L. : Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine
S.R.A. : Service Régional d'Archéologie de Lorraine, Metz.

## Résumé

Depuis le milieu du XVIII$^{e}$ siècle, les découvertes archéologiques ont contribué à l'enrichissement de l'histoire messine. À cette époque, elle est l'apanage d'érudits et les mises au jour sont fortuites. L'archéologie moderne ne naît à Metz qu'à l'extrême fin du XIX$^{e}$ siècle, au cours de la première Annexion allemande, grâce à l'œuvre de J. B. Keune. Pendant un siècle, des personnalités marquent ainsi la recherche messine, qui se développe en raison de la réalisation de travaux d'aménagement du territoire. Scientifiquement, elle a bénéficié de l'avance de la recherche allemande au cours des deux annexions. Par conséquent le cas de Metz présente certaines particularités, inhérentes ou non au contexte national. L'archéologie messine s'est appuyée régulièrement sur les sociétés savantes, dont les membres ont contribué à la protection du patrimoine. Les Musées de Metz par le biais de leurs conservateurs ont joué un rôle décisif, tant dans la sauvegarde des vestiges que dans la diffusion des connaissances. Pendant un siècle, les méthodes d'analyse ont ainsi évolué, permettant la précision des données historiques. Cette évolution aboutit au début des années 1980 à l'émergence d'une archéologie urbaine et à une harmonisation des pratiques. Metz, et par extension sa région, est l'une des premières villes françaises à mener cette nouvelle politique.



**Mots-clés :** archéologie, Metz, annexion, grands travaux, Musées de Metz, archéologie urbaine, archéologie préventive, historiographie, sociétés savantes

## Zusammenfassung[1]

Archäologie in Metz. Institutionen, Verfahren und Ergebnisse. Die Leistung von Keune in der präventiven Archäologie (1896-2008).

Seit der Mitte des achtzehnten Jahrhunderts haben archäologische Entdeckungen zur Bereicherung der metzerer Geschichte. Zu diesem Zeitpunkt, ist diese das Vorrecht der Gelehrten und die Entdeckungen sind zufällig. Während der erste deutsche Annexion, am äußersten Ende des neunzehnten Jahrhundert, ist, in Metz, die moderne Archäologie, insbesondere mit Johann Baptist Keune's Werke, entstanden. Während eines Jahrhundert, markieren Persönlichkeiten so die metzerer Forschung, die sich, wegen der Verwirklichung der Raumordnungsarbeiten, entwickelt. Wissenschaftlich, hat sie aus dem Vorsprung der deutschen Forschung, während beider Annexionen, profitiert. Deshalb weist Metz einige Besonderheiten auf, die vom nationalen Kontext abhängen können, wie auch nicht. Die Archäologie in Metz stützte sich regelmäßig an Wissenschaftsgesellschaften, deren Mitglieder einen wichtigen Beitrag zum Schutze des kulturellen Erbes leisteten. Die Museen von Metz, durch ihre Konservatoren, haben eine entscheidende Rolle, sowohl um Schutz der Überreste als auch in der Verbreitung der Kenntnisse. Über ein Jahrhundert hinweg haben sich so die analytischen Methoden weiterentwickelt, was sich stark an der Präzision und Richtigkeit der historischen Daten auswirkte. Diese Entwicklung führt in den frühen 1980$^{er}$ Jahren zum Aufkommen der städtischen Archäologie und zu einer Angleichung der Praktiken. Metz, und im weitere Sinn sein Gebiet, ist eine der ersten französische Städte um diese neue Politik zu führen.

**Stichworte :** Archäologie, Metz, Annexion, die großen Arbeiten, Museen von Metz, Stadtarchäologie, vorbeugende Archäologie, Geschichtswissenschaft, Gesellschaften

[1] Nous tenons à remercier Victor Benz et Sébastien Denervaud pour la traduction du résumé en allemand.

## Summary[2]

Archaeology in Metz. Institutions and results. From Keune's work to rescue archaeology (1896-2008).

Archaeological finds have contributed to the enrichment of the messin history since the mid-18th century. At that time, archaeology was a privilege of scholars and findings were merely incidental. Modern archaeology was born in Metz thanks to JB Keune, at the end of the 19th century, during the first German Annexation. For a century there were personalities who marked the research in Metz, which developed as a result of spatial planning works. From a scientific point of view, this research took advantage of the German research during both the First and Second Annexations. Therefore, the case of Metz may or may not have some particularities inherent to the national context. Messin archaeology relied regularly on societies whose members have contributed to the protection of cultural heritage. Metz Museums and their curators played a decisive role for the protection of archaeological remains and for the spreading of knowledge. One century long, analytical methods progressed and allowed historical data to become more accurate. In the 1980s, this evolution ended up in the emergence of an urban archaeology and in the standardization of practices. Metz, and therefore its region, is one of the first French cities to adopt such a new policy.

**Keywords :** archeology, Metz, annexation, public works, Museums of Metz, urban archeology, preventive archaeology, historiography, societies

[2] Nous remercions Sandrine Marquié pour la traduction en anglais du résumé.

# Sommaire

**Remerciements** ..... **2**

**Liste des abréviations** ..... **5**

**Résumé** ..... **6**

**Zusammenfassung** ..... **7**

**Summary** ..... **8**

**Sommaire** ..... **9**

**Introduction** ..... **12**

**Chapitre préliminaire**
**Une première organisation de l'archéologie à Metz (1750-1871)** ..... **25**
Introduction : Les premières découvertes archéologiques (1750-1858) ..... 25
I. La Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle ..... 27
II. Chercher, conserver, publier ..... 30

**Première partie**
**L'Ère Keune : la naissance de l'archéologie moderne messine à l'époque allemande (1871-1918)** ..... **35**

**Chapitre 1**
**Le fonctionnement de l'archéologie messine avant l'arrivée de Johann Baptist Keune (1871-1896)** ..... **36**
I. La lente germanisation de l'archéologie messine ..... 36
II. La prise de relais des chercheurs allemands ..... 47

**Chapitre 2**
**La nomination de Johann Baptist Keune à la tête des Musées de Metz : une impulsion décisive** ..... **59**
I. L'arrivée de Johann Baptist Keune à Metz ..... 59
II. Le rôle de Johann Baptist Keune au sein de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* ..... 63
III. Les rapports de Johann Baptist Keune avec le monde scientifique ..... 66

**Chapitre 3**
**L'apport des méthodes allemandes à l'archéologie messine** ..... **73**
I. L'archéologie de terrain ..... 73
II. Un réel financement de l'archéologie ..... 84
III. Une évolution dans la diffusion de l'information ..... 86
IV. L'absence de Johann Baptist Keune de Metz durant la Première Guerre mondiale ..... 93

**Deuxième partie**
**Le retour à la France : un manque évident de moyens (1918-1976)..... 96**

**Chapitre 4**
**Le ralentissement de l'activité archéologique (1918-1940)..... 96**
I. Le tournant : l'expulsion de Johann Baptist Keune (1918-1919)..... 96
II. Un manque de moyens humains et financiers ..... 102
III. La découverte des thermes du Carmel : l'élaboration d'un musée de site (1932-1938)..... 108

**Chapitre 5**
**L'archéologie au service d'une idéologie sous la seconde Annexion (1940-1944) ..... 111**
I. Le premier encadrement de l'archéologie messine : le *Landesdenkmalamt* ..... 113
II. Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains : démontrer l'ascendance germanique du peuple mosellan (1942) ?..... 119

**Chapitre 6**
**Du calme à la tempête (1945-1976) ..... 127**
I. Le réveil timide de l'archéologie messine..... 129
II. Entre aubaine et désastre ..... 141
III. Le traumatisme des années 1970..... 149

**Troisième partie**
**La prise de conscience : l'encadrement de l'archéologie (1976-2008)..... 159**

**Chapitre 7**
**Une volonté d'organiser (1976-1980)..... 159**
I. Une organisation embryonnaire de l'archéologie..... 159
II. La création du Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique ..... 164
III. Le colloque de Tours : le besoin de passer à une archéologie préventive..... 167

**Chapitre 8**
**Le Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique, bras « séculier » de l'antenne messine de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (1978-1983)171**
I. Repenser l'archéologie messine : les objectifs du G.U.M.R.A. ..... 171
II. Une nécessité : la formation des archéologues bénévoles..... 175
III. Vers une archéologie urbaine : le tournant de l'année 1980 ..... 178
IV. Une réflexion sur Metz antique ..... 180
V. L'intérêt suscité par le G.U.M.R.A. ..... 182

**Chapitre 9**
**Le passage de relais entre l'archéologie bénévole et la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (1983-1984)..... 186**
I. Le chantier des Hauts-de-Sainte-Croix : les limites de l'archéologie bénévole..... 186
II. Michel Colardelle, premier Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine à plein-temps..... 189

**Chapitre 10**
**La professionnalisation de l'archéologie messine : les origines de l'archéologie préventive (1984-1991) ..... 194**
I. La modification des institutions et de la législation ..... 194
II. Les missions de la Direction des Antiquités de Lorraine ..... 197

**Chapitre 11**
**La prédominance de l'archéologie préventive (1991-2008) ..... 208**
I. La mise en place du Service Régional de l'Archéologie ..... 208
II. L'A.F.A.N., instrument du Service Régional de l'Archéologie ..... 209
III. Le renforcement de la législation : la création d'un opérateur national, l'I.N.R.A.P. ..... 217
IV. L'ouverture du marché : l'émergence des nouveaux opérateurs archéologiques ..... 225

**Quatrième partie**
**Bilan d'un siècle d'archéologie messine ..... 228**

**Chapitre 12**
**Financements, méthodes et résultats de l'archéologie messine : l'exemple du quartier de l'ancienne citadelle ..... 228**
I. Un financement de l'archéologie messine relativement tardif ..... 230
II. De la méthode stratigraphique à la mécanisation de l'archéologie ..... 233
III. Enrichir les connaissances sur l'histoire de Metz ..... 237

**Chapitre conclusif**
**Un siècle d'archéologie moderne à Metz ..... 243**
I. Heurs et malheurs de l'archéologie messine du XVIII^e^ s. au début du XXI^e^ s. ..... 244
II. Les caractéristiques de l'archéologie messine ..... 250
III. L'apport de l'archéologie à la connaissance historique de Metz ..... 276

**Conclusion ..... 282**

**Index biographique ..... 295**

**Index ..... 299**

**Sources ..... 310**
I. Sources manuscrites et imprimées ..... 310
II. Sources iconographiques ..... 321
III. Mémoires de recherche ..... 324
IV. Bibliographie ..... 325

**Table des matières ..... 353**

**Annexes ..... 359**

# Introduction

L'archéologie préventive fait aujourd'hui la une des journaux de manière récurrente en raison des grands chantiers de fouilles, comme celui du canal Seine-Nord Europe, du camp romain de Strasbourg et plus localement celui de la Z.A.C. Amphithéâtre à Metz. Cette politique a été mise en œuvre il y a maintenant une trentaine d'années. Une nouvelle législation, publiée en 2001, a procuré à l'archéologie française un nouveau cadre et une véritable protection des vestiges mis au jour sur le territoire. Elle devait être modifiée deux ans plus tard pour permettre la mise en concurrence des différents opérateurs archéologiques avec l'I.N.R.A.P., fondé en 2002. Cet établissement public à caractère administratif mène depuis sa création la plupart des fouilles préventives en France, notamment à Metz.

La cité messine regroupe actuellement l'essentiel des institutions et des opérateurs à vocation archéologique de la région lorraine. Le Service Régional de l'Archéologie (S.R.A.), service décentralisé du Ministère de la Culture, assure depuis une vingtaine d'années les prescriptions archéologiques de la région. Pour mener à bien les nombreux chantiers de fouilles en Lorraine, l'agglomération de Metz accueille une des antennes de l'I.N.R.A.P. De plus, sa communauté d'agglomération s'est dotée depuis 2007 d'un pôle d'archéologie préventive. Ainsi, Metz joue aujourd'hui un rôle moteur dans l'archéologie régionale. Pourtant, cette situation résulte d'un siècle d'une lente métamorphose.

Le travail entrepris a pour but d'étudier cette évolution, ainsi que de montrer comment nous sommes passés d'une archéologie régie par les découvertes fortuites et soutenue par les sociétés savantes à une archéologie préventive. En un siècle, l'adaptation de la législation et la création d'institutions adéquates ont contribué à pourvoir en moyens humains et financiers l'archéologie. Tout au long du XX$^{e}$ siècle, les découvertes n'ont ainsi cessé d'enrichir l'histoire de la ville et la connaissance de certaines périodes.

Le choix de ce sujet n'est pas anodin de notre part. Historien de formation, notre parcours universitaire nous a conduit à exercer le métier d'archéologue au sein du Pôle d'archéologie préventive de la communauté d'agglomération messine. Passionné par l'histoire de Metz, il nous a alors paru intéressant de comprendre quelles ont été les grandes étapes de construction de l'archéologie messine et de quelle manière les découvertes ont enrichi l'histoire de Metz. De ce fait, ce travail s'adresse aussi bien aux archéologues messins qu'aux historiens antiquisants et médiévistes désireux de comprendre les démarches scientifiques de leurs prédécesseurs. En effet, il ne faut pas oublier que l'archéologie a longtemps été considérée comme une des sciences auxiliaires de l'histoire, bien qu'aujourd'hui elle soit une discipline indépendante. Pour autant, les liens entre l'archéologie et l'histoire sont et doivent demeurer étroits.

Metz est une ville qui possède une histoire longue de plus de deux mille ans, mais son site est occupé de manière régulière sinon ininterrompue depuis environ cinq mille ans. Peu de villes de l'est de la France ont connu une occupation continue d'une telle ampleur. Son potentiel archéologique est donc relativement important, ce qui a contribué à l'essor d'une archéologie urbaine.

Tout au long de ce travail, l'objectif sera d'exposer de quelle manière s'est faite cette évolution et pourquoi le cas de Metz s'inscrit dans une mouvance nationale, mais présente aussi des particularités. Avant de pouvoir mettre en avant certaines singularités messines, il sera nécessaire de brosser un tableau chronologique, en en dégageant les faits marquants. Il s'agira également de montrer que l'archéologie messine, bien qu'elle soit régie par la législation française, a avant tout été modelée par les chercheurs allemands. Ceux-ci mettent en place le premier encadrement et appliquent déjà la méthode stratigraphique, peu répandue en France, au cours des deux annexions.

Les conservateurs des Musées de Metz ont de même joué un rôle primordial dans l'essor de l'archéologie messine. Johann Baptist Keune, à qui l'on doit les publications les plus importantes, dirige l'établissement pendant plus de vingt ans (1896-1918). Gérald Collot

(1957-1987) assure, quant à lui, la sauvegarde de nombreux objets archéologiques suite aux travaux d'urbanisme des années 1960.

Un autre atout majeur de l'archéologie messine réside dans l'existence de ses Musées[3]. Développée par J. B. Keune, la galerie lapidaire possède depuis cette époque une des collections archéologiques les plus importantes de l'est de la France. Ses réserves ont été alimentées, notamment au cours des périodes d'activité de J. B. Keune et de G. Collot. Il présente également la particularité d'être un musée de site, en raison de la découverte des thermes romains en 1932 sous l'établissement.

Plusieurs types de structures associatives ont également permis à Metz de protéger et de mettre en valeur son patrimoine archéologique. En premier lieu, une société savante, la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine qui est créée par des savants allemands en 1888 (sous le nom de *Gesellschaft fur lothringische Geschichte und Altertumskunde*). Elle a mis en place un réseau de correspondants très étendu, favorisant l'essor de l'archéologie messine. Soutenue par le pouvoir impérial, elle a mené et financé en partie la fouille de l'amphithéâtre du Sablon. Grâce à son *Jahrbuch* (*Annuaire*), la diffusion de l'information archéologique a été assurée pendant une trentaine d'années, avant que les savants français ne prennent le relais pendant encore une soixantaine d'années. Plus tard, à partir de la fin des années 1970, une association à vocation purement archéologique composée de bénévoles, le G.U.M.R.A. (Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique), mènera une série de fouilles de sauvetage. Les premiers jalons de l'archéologie urbaine sont alors posés à Metz.

Le cadre de cette étude est la ville de Metz, entre 1896 et 2008. Géographiquement, notre sujet concerne le centre historique, c'est-à-dire le territoire protégé par l'enceinte médiévale entre le XIII$^{e}$ et le XVI$^{e}$ siècle, ainsi que le quartier du Sablon. En termes de

[3] Tout au long de ce travail, la dénomination du Musée de Metz va évoluer selon les époques abordées. Au cours du XIX$^{e}$ siècle, l'établissement regroupe plusieurs galeries d'expositions (archéologiques, numismatiques, histoire naturelle, Beaux-arts…), d'où l'emploi du terme « Musées » au pluriel. De plus, au cours de la première moitié du XX$^{e}$ siècle, plusieurs endroits, comme la porte des Allemands, accueillent ses collections. En 1980, suite à la réorganisation de l'établissement par G. Collot, il prend l'appellation de Musée d'Art et d'Histoire. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que le nom « Musée de La Cour d'Or » est utilisé, en référence au présumé palais des rois d'Austrasie installé à cet endroit. Depuis 2010, l'établissement se dénomme « Musée de La Cour d'Or – Metz Métropole ».

superficie, l'urbanisation de cette zone n'a guère évolué entre l'Antiquité et la fin du XIX$^{e}$ siècle, période durant laquelle les Allemands détruisent les fortifications pour édifier au sud du centre historique la *Neue Stadt*. Pendant l'Antiquité, le quartier du Sablon constituait essentiellement une zone de nécropoles, puis le « quartier des Basiliques » à la période médiévale (VI$^{e}$-XVI$^{e}$ s.). Au début de la période moderne, ce secteur accueille des ouvrages fortifiés. Les vestiges archéologiques liés au passé de la ville de Metz se concentrent sur ce territoire d'environ 635 ha avec un centre historique de 166 ha[4] (fig. 1). Cette emprise correspond au zonage archéologique du territoire communal mis en place par le S.R.A. de Lorraine en 2003 (cf. *infra*. chap. 10, I).

Chronologiquement, la période concernée s'écoule de 1896 à 2008. L'année 1896 coïncide avec la nomination de J. B. Keune comme Conservateur des Musées de Metz. Son implication dans l'activité archéologique messine est importante. Il est le premier directeur employé à temps plein. Cette période correspond aux débuts de l'archéologie moderne à Metz, grâce à une prise en charge relative des fouilles par les autorités et l'application des méthodes scientifiques allemandes. Une véritable réflexion est menée sur certains thèmes de la période gallo-romaine, comme la nécropole du Sablon et l'amphithéâtre gallo-romain.

Cette étude s'achève en 2008, année durant laquelle a été défini notre sujet. Le début des années 2000 correspond également à l'essor de l'archéologie préventive avec la création de l'I.N.R.A.P. en 2002 et celle du pôle d'archéologie préventive de la communauté d'agglomération messine en 2007. Cette limite chronologique permet de traiter les premières opérations réalisées par celui-ci, comme la fouille de la Place de la République en 2008.

Notre travail poursuit celui réalisé en 1982 par Marylène Thillens dans le cadre d'un mémoire de Maîtrise[5]. La période étudiée par M. Thillens s'étendait de 1750 à 1852. La recherche souffre donc de l'absence d'étude pour la seconde moitié du XIX$^{e}$ siècle. C'est pourquoi, dans une démarche de cohérence, nous aborderons la période courant de 1852 à

[4] Bien que l'aqueduc appartienne aux thèmes de la recherche messine, l'emprise géographique de notre étude n'englobe donc pas celui-ci, qui prenait sa source à Gorze et traversait la Moselle entre Ars-sur-Moselle et Jouy-aux-Arches.

[5] THILLENS Marylène. *L'archéologie dans les milieux messins de 1750 à 1852*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1982.

1896 dans le cadre d'un chapitre préliminaire. Celui-ci sera suivi d'un premier chapitre présentant le contexte dans lequel le conservateur des Musées a pris ses fonctions.

Le thème de notre sujet a été jusque-là peu traité. Bien qu'un nombre relativement important d'ouvrages et d'articles soit paru sur l'archéologie messine, il s'agit essentiellement de publications portant sur les résultats scientifiques, et ayant une approche peu historiographique. Aucune enquête exhaustive n'a été menée pour la période suivant 1896, comme c'est le cas pour certaines régions, à savoir l'Alsace avec le travail de Bernadette Schnitzler[6], ou encore d'un point de vue plus général avec les travaux d'Alain Schnapp à propos de l'archéologie nationale[7]. Seul, en 2005, le volume de la *Carte archéologique de la Gaule* concernant Metz propose dans son introduction une synthèse, rédigée par Jeanne-Marie Demarolle et Isabelle Bardiès-Fronty[8]. Il existe également quelques études ponctuelles. On citera en premier lieu la synthèse de J.-M. Demarolle sur la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle (1858-1895)[9], qui nous a été utile pour la rédaction de l'introduction de notre chapitre préliminaire.

La période de la première Annexion a été mieux abordée, en particulier les thèmes de l'archéologie mosellane, à travers les articles de J.-M. Demarolle[10], ou de la figure de J. B. Keune[11], avec un bémol toutefois, puisque son activité de conservateur a été davantage mise en avant que son action dans le cadre de l'archéologie messine. À travers les publications de l'époque, il est parfois possible de récolter des informations sur les données administratives liées au déroulement des fouilles ou à leur financement, à l'instar de celles portant sur la

[6] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, 351 p.
[7] SCHNAPP Alain. *La conquête du passé : Aux origines de l'archéologie*. Paris : Éditions Carré, 1993, 383 p.
[8] Historique des recherches. *Metz 57/2*, éd. Par FLOTTE Pascal, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2005, 371 p. (Carte archéologique de la Gaule), p. 39-57.
[9] DEMAROLLE Jeanne-Marie, Patrimoine archéologique et société savante. L'exemple de la société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. *Patrimoine et culture en Lorraine*, éd. par LE MOIGNE François-Yves, Metz : Serpenoise, 1980, p. 15-29.
[10] DEMAROLLE Jeanne-Marie, Des vestiges et des hommes : un siècle d'archéologie mosellane au sein de la S.H.A.L. *C.L.*, n° 4, septembre-décembre 1990, p. 237-246 ; DEMAROLLE Jeanne-Marie, Les Médiomatriques et leur *civitas* au miroir de l'archéologie mosellane (1871-1918). *C.L.*, 1/2, juin 2009, p. 6-21.
[11] AMES Gerhard, Die Affäre Keune. Ein « deutscher » Museumsdirektor im annektierten Metz. *Grenzenlos. Lebenswelten in der deutsch-französischen Region an Saar und Mosel seit 1840*, Historisches Museum Saar, 1998, p. 374-398 ; BARDIES Isabelle, Le "Professor" Keune. Conservateur allemand dans la guerre. *De la frontière au front. Un point de vue allemand. Campagnes photographiques 1914/1917*. Metz : Musées de la Cour d'Or, 2003, p. 14-21 ; HEINEN Heinz, Johann Baptist Keune (1858-1937). *Trierer Zeitschrift*, n° 40/41, 1977/78, p. 303-307 ; LAPARRA Jean-Claude, Johann Baptist Keune, directeur du musée de Metz (1899-1918) : un Allemand si lorrain. *C.L.*, 1/2, juin 2009, p. 22-37 ; MERTEN Jürgen, Johann Baptist Keune. *Trierer Biographisches Lexikon*, éd. par MONZ Heinz, Trèves, 2000, p. 218.

fouille de l'amphithéâtre en 1902 dans le *Jahrbuch der Gesellschaft fur lothringische Geschichte und Altertumskunde*.

En raison du ralentissement de l'activité archéologique, la période de l'entre-deux-guerres n'a, quant à elle, pas été traitée par les historiographes messins, tout comme l'époque contemporaine. Cette époque a toutefois été riche en événements, qui ont façonné l'archéologie messine, en particulier grâce aux actions de Gérald Collot et de Jean-Jacques Hatt. Malgré la richesse de la documentation conservée aux archives municipales de Metz et au Musée de La Cour d'Or, les études sur cette période sont *quasi* inexistantes. Les enjeux économiques liés à ces travaux et le fait que la plupart des acteurs soient encore en vie peuvent, en partie, expliquer qu'il a été délicat de traiter ce sujet.

Si les deux époques évoquées précédemment ont été peu abordées par les historiens, celle de la seconde Annexion a, en revanche, été largement étudiée à travers les divers travaux de Jean-Pierre Legendre, depuis une dizaine d'années. En raison des règles de non-communicabilité des archives, il avait été impossible à celui-ci de dépouiller celles en lien avec la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains de 1942. L'expiration du délai de soixante ans nous a permis d'accéder à ces documents et de pouvoir aborder cet aspect. Dernièrement, Laurent Olivier a également proposé une synthèse sur le rôle des archéologues français, et de ce fait messins, au cours de la Seconde Guerre mondiale[12].

Bien que l'histoire de l'archéologie nationale des trente dernières années devienne un thème de recherche important, très peu d'études ont été entreprises sur la naissance de l'archéologie urbaine à Metz dans les années 1980. Seul Vincent Blouet a abordé récemment le cas lorrain[13].

Le champ de la recherche historiographique messine était ainsi assez libre pour entreprendre une étude dans ce domaine. Pour mener à bien ce travail, il nous a fallu consulter des sources diverses, entreposées dans des dépôts d'archives différents. Ce travail a été

[12] OLIVIER Laurent. *Nos ancêtres les Germains. Les archéologues au service du nazisme*. Paris : Tallandier, 2012, 322 p.
[13] BLOUET Vincent, Le développement de l'archéologie préventive en Lorraine. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul, LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 200-209.

possible grâce à l'exploitation de deux types de sources. De nombreux documents sont conservés dans différents fonds d'archives, comme les Archives départementales de la Moselle, les Archives municipales de Metz, les Archives municipales de Trèves, mais également les archives du Musée de La Cour d'Or à Metz, ainsi que celles du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine.

Les archives départementales de la Moselle conservent surtout des documents ayant trait à la période de la Première Annexion (1870-1918). Les documents relatifs à notre étude étaient classés dans la sous-série 7AL [Cultes et monuments historiques], qui présente tout ce concerne le clergé, les congrégations religieuses, les édifices cultuels (églises et presbytères) et les cimetières. La première partie (fonds du ministère d'Alsace-Lorraine) a été versée en 1994 par l'Agence des Bâtiments de France, à laquelle ces documents avaient été remis par la Conservation régionale des monuments historiques d'Alsace. La deuxième partie, versée par le Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine en novembre 1997, se compose de deux fonds distincts : le fonds du conservateur des Monuments Historiques de Lorraine et le fonds du Service d'architecture de la cathédrale de Metz (*Dombauamt*). Le cumul de fonctions de deux conservateurs – Paul Tornow et Wilhelm Schmitz – est à l'origine du regroupement des deux fonds au même endroit. Nous y retrouvons surtout de la correspondance liée à la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine et aux fouilles de l'amphithéâtre.

Pour la même période, la sous-série 19J est divisée en six sections : les archives administratives du Séminaire, quelques registres et dossiers du Petit Séminaire, ceux de l'Œuvre des séminaires, les papiers de plusieurs supérieurs et professeurs, archéologues ou historiens, des cours et des recueils de sermons et des pièces diverses. Pour notre étude, seuls les documents cotés 19J334 ayant un rapport avec les découvertes de tombes dans la cathédrale nous ont été utiles. Toutefois, les informations recueillies concernaient très peu les conditions de découvertes des vestiges.

Le fonds 21J recèle les papiers de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine (S.H.A.L.) depuis sa fondation (1888), sous le nom de *Gesellschaft für die Lothringische Geschichte und Alterstumkunde*. Dès l'origine, la S.H.A.L. avait confié aux archives départementales ses papiers et le dépôt de 1970 a régularisé un état de fait. Il faut signaler la richesse de la sous-série 21J17 qui présente un nombre assez considérable de documents très peu exploités jusque-là, comme ceux liés à la gestion de la fouille de l'amphithéâtre en 1902.

Enfin, le fonds 106J est, quant à lui, constitué des archives d'Émile Delort. Il s'agit de documentation générale, de dossiers de fouille, de dossiers de son activité de directeur de la circonscription (1947-1957) et à l'Académie de Metz et des éléments de fonds provenant d'autres archéologues. L'examen de ce fonds privé est très instructif quant à sa structure et à son contenu. Il présente des analogies avec ce que pourraient être les fonds des services régionaux d'archéologie, où toute la documentation relative à une fouille devrait être rassemblée, avec toutefois une vision très personnelle du rangement, comprenant un classement méthodique. Les documents, cotés 106J10 et jamais exploités, renseignent, quant à eux, sur les fouilles menées lors de la Seconde Annexion à l'intérieur de Saint-Pierre-aux-Nonnains.

Par ailleurs, le service des archives municipales de Metz recèle quatre fonds importants, notamment pour la période concernant la période de la Première Annexion. La série 1D/c contient toutes les délibérations du conseil municipal, dont les décisions prises concernant la gestion des Musées de Metz et les activités de J. B. Keune. Dans la série 2R, de nombreuses liasses ont trait au fonctionnement interne de l'établissement et présentent essentiellement la correspondance de ce dernier avec la Municipalité, avec pour thèmes la gestion du personnel, la comptabilité ou encore les acquisitions récemment faites. Toutefois, ces documents renseignent bien peu sur les objets découverts à la même époque. Une dernière série, la série 7S, comporte des fonds privés à propos de personnalités liées à l'art et à la culture, comme J. B. Keune. Il s'agit pour la plupart de notes manuscrites de ce dernier, ainsi que de la correspondance avec des personnalités d'origine allemande et française. Ces documents viennent compléter ceux conservés aux Musées de La Cour d'Or, mais ils traitent essentiellement de thèmes généraux liés à l'archéologie. Un dernier fond classé en série W nous a livré certains documents concernant la Direction des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle lors de la période d'activité de J.-J. Hatt (1957-1965). La gestion des principaux chantiers de fouille (Saint-Pierre-aux-Nonnains, Musées, Visitation) est abordée, sans toutefois nous renseigner sur les motivations de l'intervention de celui-ci.

Le fonds le plus important et le plus riche concernant la période d'activité de J. B. Keune est conservé au Musée de Metz. Il y est entreposé près de quatre-vingts carnets manuscrits rédigés de sa main, notamment à partir de la période où il est nommé directeur des Musées en 1899, et ce, jusqu'à son expulsion en 1919. Les éléments les plus intéressants se concentrent surtout pour la période courant de 1900 à 1914, puisqu'après cette date, J. B.

Keune est occupé sur le front meusien durant quasiment toute la Première Guerre mondiale. Dix-neuf carnets recèlent un grand nombre d'informations sur les acquisitions faites par les Musées et par là même sur les découvertes faites à Metz et en Moselle. Tandis que quinze *Tagenbüchen*, c'est-à-dire des journaux, renseignent sur toutes les activités de J. B. Keune, et ce, presque quotidiennement, d'autres carnets présentent des notes liées aux diverses fouilles et découvertes, comme celles de l'amphithéâtre, la lunette d'Arçon ou encore la Horgne. Cependant, bien que J. B. Keune nota l'essentiel de ses agissements et des mises au jour, nous pouvons regretter le manque de précision de certaines informations sur les découvertes.

Il nous a aussi été donné l'occasion d'exploiter des documents conservés dans des dépôts allemands, comme au service des archives municipales de Trèves, ville natale de J. B. Keune. Il y est conservé sa correspondance avec la Municipalité messine et le bureau de l'urbanisme, ainsi que sa correspondance privée. Peu de données en corrélation avec notre sujet nous ont été toutefois utiles. Nous avons également pu entretenir une correspondance avec les archives de la *Rheinische Friedrich-Wilhelm-Universität* de Bonn et avec celles de la *Philipps-Universität* de Marburg, où J. B. Keune a étudié. Le personnel de ces dernières a eu la bienveillance de nous transmettre gracieusement les bulletins semestriels de l'ancien conservateur des Musées de Metz durant sa formation universitaire, permettant de connaître les disciplines qu'il avait étudiées.

Pour les périodes les plus récentes, il nous a fallu consulter les archives de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine, située 6, place de Chambre à Metz, où deux types de fonds sont conservés. Le premier se trouve au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine, où sont entreposées toutes les archives de fouilles, notamment celles concernant les chantiers postérieurs à la création de la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques en 1984. Il s'agit surtout de correspondances entre les différents intervenants : Directeurs des Antiquités de Lorraine, puis Conservateur Régional de l'Archéologie, responsables de chantiers, services municipaux, aménageurs… Il existe parfois de rares notes d'ordre scientifique liées aux fouilles mêmes. Ces archives complètent chronologiquement celles conservées aux archives départementales de la Moselle et aux archives municipales de Metz pour les deux périodes de l'Annexion. D'autre part, un second service, la Carte archéologique de Lorraine, conserve tous les rapports de fouilles. Ces documents ont été utiles en raison de leur contenu scientifique, mais surtout pour les informations liées à la préparation et au déroulement des différents chantiers. Cependant, certaines fouilles n'ont pas fait l'objet d'un

rapport de synthèse, souvent par manque de temps et de moyens. On dénombre tout de même près de cent-cinquante rapports d'opérations concernant la commune de Metz depuis le début des années 1960. Il faut préciser que les rapports les plus complets, et donc les plus utilisables pour notre étude, sont ceux résultant des fouilles postérieures aux années 1980, et surtout aux années 1990, en raison des normes de rédaction imposées par le Service Régional de l'Archéologie.

Enfin, le recours aux témoignages oraux pour la période récente a permis d'avoir une source émanant des témoins directs des événements, quand la fermeture des archives ne permettait pas d'avoir accès aux données. Il nous a été possible d'interroger des personnes ayant vécu les périodes les plus récentes, comme Claude Lefebvre et Philippe Brunella, membres fondateurs du G.U.M.R.A. Ainsi, deux entrevues ont été organisées, afin d'évoquer la période de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Ces deux témoignages ont été grandement complétés par le recours aux archives écrites et photographiques de l'association (déposées dans les locaux du Cercle Archéologique et Historique de Châtel-Saint-Germain au Centre culturel de la ville) et par le dépouillement des rapports annuels d'activités de 1978 à 1993, qui nous a permis d'être renseigné sur la multiplicité des activités, les méthodes de travail et de fouille, la formation des membres de l'association, les liens entretenus avec les différentes institutions… Nous avons pu également interroger d'autres acteurs de l'archéologie, comme Pierre Thion, Ingénieur au S.R.A. de Lorraine, Gérard Schlémaire, ancien correspondant de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, et Michel Euzenat, ancien préparateur des Musées de Metz.

Un des acteurs majeurs de l'archéologie messine, durant les années 1960 et 1970, demeure l'ancien Conservateur en chef des Musées de Metz, G. Collot. Nous avons entretenu en 2010 une courte correspondance avec ce dernier, aujourd'hui en retraite. Toutefois, il nous a signifié qu'il ne possédait plus aucun document portant sur l'archéologie durant sa période d'activité à Metz, et que tout était conservé dans les archives du Musée de la Cour d'or.

Certains travaux universitaires nous ont été utiles afin de préciser certains points de notre travail. Nous pensons essentiellement aux mémoires de Maîtrise de Jean-Christophe Diedrich et d'Arnaud Bertinet traitant de l'histoire des Musées de Metz, et donc du musée archéologique, pour les périodes allant de 1817 à 1872 et de 1918 à 1957. Ces travaux ont pu nous renseigner sur le devenir du mobilier mis au jour au cours des différentes fouilles menées sur Metz. Nous pouvons aussi mentionner les travaux de deuxième cycle de Béatrice

Schneider et de Lionel Metzler concernant la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, depuis sa création jusqu'en 1970, qui fut un des principaux acteurs de l'archéologie du début du XX$^{e}$ siècle. Nous devons également à L. Metzler une thèse de troisième cycle portant sur la politique de germanisation en Lorraine annexée entre 1870 et 1914 qui nous a permis de comprendre dans quel contexte avait été fondée la *Gesellschaft fur lothringische Geschichte und Altertumskunde*.

Notre thème de recherche bénéficie également de fonds iconographiques relativement importants, notamment pour les périodes de la Première Annexion et les plus récentes, des années 1970 à nos jours. L'essentiel des photographies est conservé aux archives départementales avec de nombreux clichés sur les fouilles de l'amphithéâtre en 1902 (sous-série 19J248), qui viennent compléter le fonds photographique du Musée de La Cour d'Or, coté A et AX. L'établissement recèle également de nombreux clichés des découvertes faites au Sablon à la même époque, notamment ceux de l'abbaye Saint-Arnould. Le Musée de La Cour d'Or nous a aussi fourni un fonds inédit présentant des photographies prises par Jean-Jacques Hatt, Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle entre 1957 et 1965, comme celles des fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains (1961), mais surtout d'un fond composé de nombreuses diapositives établies par G. Collot lors de sa période d'activité au Musée entre 1957 et 1987. Nous disposons ainsi de clichés de la fouille de la Visitation de 1957 ou encore de l'Esplanade de 1964. Quant au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle, ses fonds nous ont livré un nombre important de documents iconographiques liés aux découvertes faites lors des fouilles de la cathédrale du début du XX$^{e}$ siècle, ainsi que des clichés représentant la mise au jour fortuite de la citadelle du XVI$^{e}$ siècle durant les années 1960, ces documents et ces découvertes demeurant, semble-t-il, inédits à ce jour. Quant au Service Régional de l'Archéologie, il possède une diathèque très importante et très riche, notamment pour les fouilles récentes, entre les années 1980 et 2000.

Afin de pouvoir insérer le cas messin dans un contexte plus large, nous avons consulté une bibliographie liée à l'historiographie nationale. Très peu d'ouvrages traitent toutefois de ce thème. Notre source principale de comparaison concerne en premier lieu les notices liées à l'historique des recherches publiées au sein des différents volumes de la collection des « Cartes archéologiques de la Gaule ». Quelques éléments ont pu être extraits également des *Annuaires* du C.N.A.U. ou de la collection des « Guides archéologiques de France ». L'historiographie de l'archéologie des principales villes françaises demeure cependant un

thème d'étude relativement peu abordé de manière exhaustive et reste un champ de la recherche à explorer.

Nous avons rencontré assez peu d'obstacles dans la recherche d'archives, bien que celles concernant G. Collot aient été difficiles à consulter. En raison des règles de non-communicabilité, il nous était théoriquement impossible de consulter son dossier nous renseignant sur ses informations personnelles. Heureusement, grâce à l'intervention de T. Déprez, responsable des archives municipales de Metz, avec l'accord des Archives nationales, nous avons été autorisé à accéder exceptionnellement à ces données. La principale difficulté à laquelle nous avons été confronté était liée aux témoignages des différents acteurs de l'archéologie messine. En effet, nous avons pu constater certaines différences entre ce que révélaient les documents d'archives et ce qu'avaient perçu et ressenti ces témoins à une époque définie.

Notre travail se compose de quatre grandes parties, chacune subdivisée en chapitres. Comme nous l'avons précisé auparavant, il était utile d'entamer cette réflexion avec un chapitre préliminaire qui se base sur les travaux de M. Thillens. Les trois parties suivantes aborderont le sujet d'un point de vue chronologique, ce qui permettra de montrer l'évolution de l'archéologie messine. Deux années en constitueront les articulations principales. D'une part 1918, année durant laquelle J. B. Keune est démis de ses fonctions aux Musées de Metz, suite au retour de la Moselle à la France. Une période creuse de l'archéologie messine s'ensuit. Elle comprend toutefois quelques moments de reprise d'activité, notamment avec l'action de J.-J. Hatt et de G. Collot au tournant des années 1950 et 1960. D'autre part, l'année 1976 correspond à la prise de conscience de la nécessité d'une « archéologie préventive ». À partir de cette date, un encadrement de l'archéologie se met en place. Les archéologues, certes bénévoles, se forment aux méthodes de fouille et une véritable réflexion est menée sur la ville antique de Metz. Une quatrième partie, composée de deux chapitres, dressera le bilan d'un siècle d'archéologie à Metz. Le douzième et avant-dernier chapitre présentera un bilan en rapport avec l'encadrement, les méthodes et les résultats de l'archéologie messine à partir d'une étude de cas, tandis qu'un chapitre conclusif le fera d'une manière plus thématique, en mettant en avant les particularités messines. En outre, nous avons

mis à la disposition du lecteur un index, dans le but de faciliter la recherche de mention des lieux, associations et autres noms propres, complété d'un index biographique, présentant brièvement les principaux acteurs de l'archéologie messine. Un volume d'annexes vient également illustrer et expliciter certains aspects évoqués dans le volume dédié au texte.

# Chapitre préliminaire Une première organisation de l'archéologie à Metz (1750-1871)

## Introduction : Les premières découvertes archéologiques (1750-1858)

En 1982, Marylène Thillens relatait l'histoire de l'archéologie messine entre 1750 et 1852[14]. Les premières découvertes archéologiques sont mentionnées en 1513 dans les *Chroniques* de Philippe de Vigneulles[15]. Il s'agit principalement de stèles gallo-romaines. Toutefois, des découvertes plus importantes sont faites lors des travaux d'urbanisme entrepris au milieu du XVIII$^{e}$ siècle, notamment par le gouverneur de Metz de cette époque, le Maréchal de Belle-Isle[16]. Entre 1750 et 1760, ce dernier entreprend l'agrandissement de la place d'Armes. Mentionnées dans l'*Histoire de Metz* par les frères bénédictins (fig. 2), Dom François et Dom Tabouillot, des pièces gallo-romaines chauffées par hypocauste sont mises au jour sous l'actuel Hôtel de Ville, lors de la destruction du cloître du chapitre cathédral (fig. 3). Les éléments d'un cryptoportique et une mosaïque de la même époque sont ainsi découverts (fig. 3 et 4). En 1769, une partie des thermes antiques fouillés en 1974 est trouvée rue des Bons Enfants, occupée aujourd'hui par le centre commercial Saint-Jacques. En outre, à cette époque, des vestiges gallo-romains sont encore visibles dans la cité de Metz. Les restes de l'amphithéâtre sont mis au jour en 1736, avant la construction par Cormontaigne de la redoute du Pâté (fig. 5). Jusqu'à la fin du XVIII$^{e}$ siècle s'élève encore la « Maison Quarrée », édifice dont la toiture semblait avoir disparu depuis longtemps, mais dont les murs s'élevaient à plus de 16 mètres de hauteur (fig. 6). Malheureusement, toutes ces découvertes ne sont pas parvenues jusqu'à nous et il n'en reste que des gravures pour nous renseigner. Ces découvertes entraînent ainsi la fondation de l'Académie royale de Metz le 22 avril 1757,

[14] THILLENS Marylène. *L'archéologie dans les milieux messins de 1750 à 1852*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1982.
[15] VIGNEULLES Philippe de, *Chroniques*, t. III.
[16] TRAPP Julien, À la découverte de l'Antiquité. Regard sur les vestiges gallo-romains mis au jour à Metz au XVIII$^{e}$ siècle. *Metz et les Trois-Évêchés au temps de Belle-Isle*, éd. par HOCH Philippe, 2012 (à paraître).

première société savante messine, qui permet de diffuser l'information archéologique. Ce type de démarche est entrepris ailleurs en France, comme à Lyon, où l'Académie de Lyon est créée dès 1700[17]. Ses membres s'attèlent alors à quelques études, notamment celle du parcours de l'aqueduc de Gorze qui alimentait Metz antique en eau (fig. 7), ainsi que de la voie romaine qui reliait Metz à Trèves. Mais les trouvailles archéologiques se font rares à partir de 1770 et l'Académie est dissoute lors de la Révolution en 1793.

Les découvertes archéologiques reprennent dans le premier quart du XIX^e^ siècle et la société académique de Metz renaît en 1819. Tous les travaux archéologiques sont alors publiés dans les *Mémoires de l'Académie* à partir de 1822 (fig. 8). Cette même année, le libraire Louis Devilly y rend compte de la découverte des stèles gallo-romaines mises au jour lors des travaux de revêtement de la Citadelle, près de la tour d'Enfer (fig. 9). Ces mises au jour ont permis de déterminer que des éléments funéraires furent réutilisés lors des travaux de fortification de la ville durant l'Antiquité tardive. En 1835, le 1^er^ Régiment du Génie découvre des vestiges gallo-romains dans les glacis de l'ouvrage à corne de la Citadelle. Entre 1820 et 1836, de nombreuses découvertes fortuites sont faites au sein de la ville de Metz. En 1831, les travaux archéologiques connaissent un nouvel essor grâce aux quatre académiciens Victor Simon, Félicien de Saulcy et aux frères Jean-François et Alexandre Huguenin qui entreprennent des fouilles au Sablon, quartier encore très peu habité et quasiment pas urbanisé. Dès 1833, Victor Simon émet l'hypothèse que la colline Sainte-Croix fut le premier quartier occupé de Metz et qu'un *oppidum* gaulois y était implanté. Dès cette époque, les académiciens assurent la préservation des vestiges mis au jour. Les découvertes archéologiques se multiplient surtout à partir de 1840 lors des travaux de construction d'immeubles à Metz. De nombreux objets antiques sont retrouvés un peu partout dans la ville et des structures sont sorties notamment dans la rue des Clercs, en Fournirue… C'est à cette époque que l'Académie de Metz s'intéresse à l'emplacement du Palais des Rois d'Austrasie qu'elle localise vers 1842 dans les environs du Musée de la Cour d'Or. En outre, des vestiges antiques témoignant de l'existence d'une zone de nécropoles sont mis en évidence au sud de la ville, dans le quartier du Sablon. Les archéologues du XIX^e^ siècle s'aperçoivent à cette occasion que la ville antique était alors relativement resserrée à l'intérieur de ses murailles et entourée de nécropoles. Les objets s'accumulant au fil des découvertes, les académiciens,

[17] CHOMER Claire et LE MER Anne-Catherine, Historiographie lyonnaise, *Lyon 69/2*, éd. par CHOMER Claire et LE MER Anne-Catherine, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2007, p. 112 (Carte archéologique de la Gaule).

comme V. Simon, proposent un premier projet de musée archéologique à Metz en 1835. Les collections sont alors entreposées à l'endroit où se réunit l'Académie de Metz, la bibliothèque située dans l'église des Petits Carmes (actuellement intégrée au Musée de la Cour d'Or) (fig. 10). En 1837 et 1846, à l'initiative de l'Académie, deux congrès archéologiques sont organisés à Metz en raison de l'activité archéologique soutenue. À partir de cette époque, l'archéologie commence à devenir indissociable de l'histoire. Des études annexes en épigraphie et en numismatique apparaissent. Chaque objet retrouvé, chaque vestige mis au jour font l'objet d'un rapport dans les *Mémoires de l'Académie*. À cette époque, les archéologues de cette société savante sont pour la plupart des juristes, des professeurs et même des militaires, mais sont rarement de formation historique. La discipline archéologique ayant trouvé sa place au milieu des études littéraires ou scientifiques vers le milieu du XIX$^{e}$ siècle, V. Simon et d'autres membres de l'Académie fondent en 1858 la première société savante unique consacrée exclusivement à l'archéologie et à l'histoire régionale : la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle.

## I. La Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle

### *A. La création de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle en 1858 : un contexte favorable*

En 1858, Metz possède déjà plusieurs sociétés savantes[18]. L'Académie royale de Metz renaît de ses cendres en 1819 et un de ses membres les plus actifs dans le domaine de l'archéologie est V. Simon. Près de la moitié des membres fondateurs de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle (S.A.H.M.) appartient à l'Académie impériale de Metz. C'est sous l'impulsion de cette dernière que la S.A.H.M. voit le jour en 1858. À bien des égards, cette société peut se réclamer d'avoir une filiation avec l'Académie de Metz, comme à l'époque la Société d'Archéologie Lorraine issue, à l'initiative de l'archiviste Henri

[18] DEMAROLLE Jeanne-Marie, Patrimoine archéologique et société savante. L'exemple de la société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. *Patrimoine et culture en Lorraine*, éd. par LE MOIGNE François-Yves, Metz : Serpenoise, 1980, p. 15-29.

Lepage, de l'Académie de Stanislas à Nancy. Toutefois, ce phénomène s'observe également ailleurs. Des sociétés savantes semblables existent à Verdun, Trèves, Sarrebruck, Luxembourg ainsi qu'un peu partout en France, comme la Société des Antiquaires de Picardie ou encore la Société des Antiquaires de l'Ouest. Leur création est favorisée par la politique de travaux d'assainissement lancée dans de nombreuses villes françaises. De plus, cette tendance est issue elle-même d'un contexte national où rivalisent les initiatives d'Arcisse de Caumont (1803-1873), avocat caennais et fondateur du premier Congrès scientifique, avec la politique officielle du gouvernement. V. Simon, ainsi que d'autres membres fondateurs de la S.A.H.M., sont des auxiliaires très engagés d'Arcisse de Caumont. En effet, V. Simon avait organisé en 1837 et 1846 les Congrès messins. De plus, au gouvernement, François Guizot, ministre de l'Instruction publique de 1832 à 1836, favorise dès cette époque ce type d'entreprise. En 1834, il met en place deux Comités dont le but est la publication des sources de l'histoire de France. La Commission des Monuments Historiques est créée le 29 septembre 1837. Cette politique se poursuit sous le Second Empire avec Napoléon III, ce dernier montrant un très grand intérêt pour l'archéologie. Il entreprend la rédaction d'une *Vie de César* en deux volumes parus en 1863 et 1866. Le souverain entame des fouilles à Alise-Sainte-Reine où il reconnaît l'*oppidum* d'Alésia et crée en 1862 le Musée des Antiquités celtiques et gallo-romaines dans le château de Saint-Germain-en-Laye.

C'est dans ce contexte favorable qu'est créée la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle. La première réunion de la S.A.H.M. se tient dans la salle de lecture de la Bibliothèque le 27 mars 1858 sous le contrôle de trente-et-un membres fondateurs. Le Bureau est constitué par vote à bulletins secrets. V. Simon, alors conseiller à la Cour impériale, est nommé président. Il est assisté par M. Dufresne, conseiller de préfecture, et le Comte Van der Straten-Ponthoz, à la vice-présidence. Ernest de Bouteiller, ancien capitaine d'artillerie, est élu secrétaire perpétuel, alors que Charles Abel, avocat, devient secrétaire-archiviste. Le notaire Charles Berga est, quant à lui, nommé trésorier. C'est également lors de cette séance que sont rédigés les statuts de la société. L'article 1 définit clairement le but de la Société : « Le but de la Société est la recherche, la conservation des monuments et documents historiques, archéologiques, concernant la province »[19]. Cet objectif est tenu pendant plus d'une dizaine d'années par des hommes qui n'avaient *a priori* aucun rapport avec le milieu archéologique.

[19] *B.S.A.H.M.*, 1858, p. 3.

Dès sa création, la société comporte cent cinquante-neuf membres, nombre qu'elle aura encore en 1870, peu avant l'annexion allemande. Entre 1858 et 1870, les effectifs de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle ne varient que très peu. Il n'y a qu'en 1869 que le nombre de membres baisse à cent quarante-neuf, alors qu'il ne cesse d'augmenter de sa création à 1862 pour atteindre cent quatre-vingt-dix-neuf membres (fig. 11).

Bien entendu, comme il n'existe pas encore de filières de formation archéologique, la S.A.H.M. n'est pas composée d'archéologues « professionnels ». En menant une étude socioprofessionnelle, on observe que sa composition ne change que très peu entre 1858 et 1869 (fig. 12 et 13). Plus de la moitié des membres (près de 60 %) sont des juristes, des clercs, des fonctionnaires ou des propriétaires fonciers. Les juristes (avocats, notaires…) sont les plus nombreux avec près de 20 % de membres, certainement en raison de la présence de la Cour d'Appel de Metz. Par exemple, deux des quatre présidents de la Société, V. Simon et C. Abel, sont des juristes. V. Simon est le premier président de la S.A.H.M. en 1858, mais doit renoncer à ses fonctions peu de temps avant sa mort en 1865. Lui succède alors E. de Bouteiller qui exerce sa charge jusqu'en 1873, laissant sa place à C. Abel qui préside la société jusqu'à sa mort en 1895. N. Box, ancien principal du collège de Sarreguemines, ne prend sa succession que pour pouvoir procéder à la liquidation de la Société en raison de son inactivité.

La cotisation annuelle est fixée à 6 francs (puis 3 francs de plus à partir de 1866 pour l'adhésion) et les réunions se tiennent le deuxième jeudi après-midi de chaque mois. Le montant de l'adhésion et les horaires des réunions incitent donc plutôt les personnes issues des milieux aisés et instruits à intégrer la Société.

Bien que par son titre, la S.A.H.M. ait une vocation départementale, ses membres résident essentiellement à Metz. Ainsi, en 1860, seuls 21 % d'entre eux sont domiciliés en dehors de Metz et seulement 15 % en 1869.

## II. Chercher, conserver, publier

Lors de la fondation de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle, nous l'avons vu, le but principal est cité dès l'article 1 des statuts : « Le but de la Société est la recherche, la conservation des monuments et documents historiques, archéologiques concernant la province. »[20] En 1868, C. Abel rappelle cette devise au sujet de la destruction d'un « joli petit chœur gothique » à Manom[21] : *Inquirere, servare, narrare*. « Chercher » : vers le milieu du XIX^e^ siècle, de grands travaux d'urbanisme entraînent de nombreuses découvertes archéologiques. Toutefois, la question de la conservation et de la nécessité de la création d'une galerie archéologique au sein du musée municipal s'est très vite posée. Pour ne pas perdre les traces de ces découvertes, de nombreux comptes rendus sont rédigés dans les *Bulletins* de la société entre 1858 et 1874.

### *A. Chercher : les découvertes liées aux travaux d'urbanisme*

Au milieu du XIX^e^ siècle, une politique de grands travaux d'urbanisme est lancée à Metz[22]. Les conditions d'hygiène au sein de la ville sont plus qu'insuffisantes : le fossé des tanneurs où passe la Seille (actuelle rue des Tanneurs) est un cloaque nauséabond (fig. 14) ; des « vacheries » sont encore établies dans le quartier Saint-Vincent ; sur les Hauts-de-Sainte-Croix, les Dames de la Visitation élèvent des animaux de basse-cour. De plus, la configuration de la ville n'a que très peu évolué depuis le XIII^e^ siècle et la construction des remparts, à l'exception du quartier Fort-Moselle édifié au XVIII^e^ siècle. Sur près de 200 ha, environ cinquante-sept mille Messins (dont dix mille militaires) vivent dans un espace enclos par ses fortifications modernes (fig. 15), alors que la population n'était que de trente-deux mille habitants au début du siècle. Par la loi du 22 avril 1850, une politique d'hygiénisme est favorisée et une lutte contre les logements insalubres est engagée. Ce mouvement s'accélère sous le mandat du médecin Félix Maréchal (1854-1871). La ville veut se doter d'un nouveau

[20] *Ibid*.
[21] *B.S.A.H.M.* 1868, p. 120.
[22] PIGNON-FELLER Christiane. *Metz (1848-1918). Les métamorphoses d'une ville*. Metz : Serpenoise, 2005, p. 22-23.

système de canalisations pour faire venir les eaux des sources de Gorze, projet qui aboutit en 1865. C'est essentiellement grâce à ces travaux que de nombreux vestiges sont mis au jour au fil des rues, bien qu'il faille y ajouter les rénovations de maisons et les travaux militaires.

La plupart des découvertes archéologiques sont donc fortuites et apparaissent sous les pioches des ouvriers creusant des tranchées dans les rues de la ville. La S.A.H.M. dépêche, à l'instar de l'Académie quelques années auparavant, plusieurs de ses membres pour surveiller les travaux et observer les éventuels vestiges. Le plus souvent, il s'agit de C. Abel[23], E. de Bouteiller[24], V. Simon[25], mais surtout de Charles Lorrain. Ce dernier rejoint la Société, alors qu'il vient d'être nommé sous-bibliothécaire de la ville de Metz en 1863[26] (il devient bibliothécaire conjointement avec Jean-Victor Jacob en 1865). Entre 1865 et 1868, il rend compte d'une quarantaine de découvertes dans les *Bulletins*[27]. Un jardinier du Sablon du nom d'Ismeur fait régulièrement part des objets qu'il met au jour fortuitement lors de ses activités agricoles[28].

Au total, plus de quatre-vingts endroits sont ouverts dans la ville, comme dans le quartier du Neufbourg (fig. 18) et sur la place Saint-Jacques (fig. 19 et 20). À cette occasion, de nombreux objets et structures sont sortis : morceaux de murs, fûts de colonnes, tronçons de voies, monnaies, céramiques, fibules, stèles, fragments de l'ancienne muraille romaine… (fig. 16 et 17) Malheureusement, il ne s'agit que d'observations ponctuelles. Une réelle

[23] ABEL Charles, Sur les objets antiques découverts dans la fouille de la rue Mazelle à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 21-24 ; ABEL Charles, Trouvailles de la rue de la Garde et rue de la Glacière. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 186 ; ABEL Charles, Sur les excavations pratiquées sur les glacis Saint-Thiébault. *B.S.A.H.M.*, vol. 7, 1864, p. 67 ; ABEL Charles, Sur les fouilles opérées dans le radier du pont Saint-Georges à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 77 ; ABEL Charles, Sur les mortiers romains découverts à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 92-93 ; ABEL Charles, Sur des colonnes antiques découvertes à Metz. *B.S.A.H.M*, vol. 13, 1870, p. 78-81.

[24] BOUTEILLER Ernest de, Trouvailles au Sablon. *B.S.A.H.M.*, 1859, vol. 2, p. 155 ; BOUTEILLER Ernest de, Sur les objets antiques et modernes découverts dans les fouilles de la Citadelle. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 6-8 ; BOUTEILLER Ernest de, Fouilles à l'oratoire des Templiers. *B.S.A.H.M.*, vol. 4, 1861, p. 35-46.

[25] SIMON Victor, Notice sur des antiquités découvertes à Metz et dans ses environs. *M.A.M.*, vol. 41, 1859-1860, p. 403-412 ; SIMON Victor, Sur des inscriptions romaines découvertes à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 161-163 ; SIMON Victor, Sur une inscription romaine découverte à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 7, 1864, p. 87.

[26] d'ARBOIS de JUBAINVILLE Paul. *Dictionnaire biographique lorrain*. Metz : Serpenoise, 2003, 414 p.

[27] LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 93-97 ; LORRAIN Charles, Notice sur les fouilles exécutées depuis le mois de juin jusqu'au mois de novembre 1865 dans les rues des Prisons Militaires, du Four-du-Cloître, Mazelle et de Saint-Charles. *M. S.A.H.M.*, vol. 7, 1865, p. 265-281 ; LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 9, 1866, p. 13-19, 47-51, 78-82, 109-113, 136-142, 151-160 ; LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 10, 1867, p. 65-71, 87-90, 134-140, 157-162, 181, 203-210 ; LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 11, 1868, p. 84-87, 155-168 ; LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz en 1869 et 1870. *B.S.A.H.M.*, vol. 15, 1872, p. 53-60, 63-70.

[28] ISMEUR, Trouvailles du Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 15-18 ; ISMEUR, Trouvailles au Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 24.

synthèse archéologique n'est pas envisageable à cette époque. À voir les rapports issus des *Bulletins de la S.A.H.M.*, une des priorités pour ces objets est leur conservation.

### *B. Conserver : l'idée d'une galerie archéologique*

De toutes les découvertes faites jusqu'à l'annexion allemande, très peu nous sont parvenues. En effet, la ville de Metz ne dispose pas de musée d'archéologie, ni de galerie archéologique. Pourtant, il existe un musée à Metz, mais un musée d'histoire naturelle fondé en 1817. Depuis la renaissance de l'Académie en 1819, de nombreuses découvertes archéologiques sont faites et une collection d'archéologie débute en 1822. En 1836, lors d'un discours prononcé à la séance publique de l'Académie[29], M. Bergère soumet déjà l'idée d'un projet de musée archéologique. Le préfet de l'époque ne donne pas suite à cette demande. La collection archéologique commence à prendre de l'importance vers 1846 au moment du XIII[e] Congrès archéologique de France et lorsque l'Académie fait un don au musée. Les collections sont placées dans le corridor de la Bibliothèque[30]. À cette époque, il n'existe pas véritablement de conservateur de ces collections. Un document[31] du 28 décembre 1845 indique que Joseph Clercx, nouveau bibliothécaire, signe un reçu d'une statuette médiévale en bronze de Sainte-Glossinde pour 12 francs de la manière suivante : « Conservateur du cabinet d'Antiquités et des médailles ». Cependant, il ne rédige aucun catalogue et le travail scientifique est réservé aux membres de l'Académie. Il faut attendre 1859 pour que J. Clercx et M. Malherbe entreprennent un travail de numérotation des collections devenues un peu plus importantes[32]. En 1864, les premières notes explicatives viennent accompagner les objets. Mais, malgré les importantes découvertes de cette époque entraînées par les travaux d'urbanisme, cela ne motive pas la Municipalité à s'y intéresser. De plus, les découvertes ne prennent pas toujours le chemin du musée. Les ouvriers, qui prétendent avoir tous les droits

[29] *M.A.M.* 1835-36, p. 121-139.
[30] A.M.M. 2R59 (cité DIEDRICH Jean-Christophe. *Les Musées de Metz de 1817 à 1872*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1997, p. 84).
[31] Cité dans DIEDRICH Jean-Christophe. *Les Musées de Metz de 1817 à 1872*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1997, p. 84, mais sans référence.
[32] DIEDRICH Jean-Christophe. *Les Musées de Metz de 1817 à 1872*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1997, p. 140.

sur ces découvertes, s'opposent fréquemment aux membres de l'Académie et de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle.

Dès 1859, la question d'une galerie lapidaire et d'une extension du musée se fait de plus en plus pressante. Pendant un temps, sur une proposition d'Auguste Prost, défendue par M. Dufresne, il est question d'établir une galerie lapidaire sous les arcades qui longeaient alors la cathédrale[33]. L'idée est rapidement abandonnée. Une commission est formée au sein de la S.A.H.M. et propose trois projets : le jardin de la bibliothèque, l'aménagement du rez-de-chaussée du grenier de Chèvremont et l'ancien jardin botanique (actuellement le conservatoire). La commission choisit finalement le jardin de la bibliothèque, projet le moins coûteux.

Ce projet est avant tout le fruit des propositions d'une commission de trente-trois membres issus des sociétés savantes messines, tels qu'E. de Bouteiller, V. Simon, M. Dommanget, C. Abel ou Charles Pêtre. En 1864, un premier projet est soumis à la Municipalité par M. Demoget, architecte de la ville de Metz et est estimé à 392 608 francs. Pour le financer, la mairie tente d'organiser une loterie en août 1865, mais les démarches auprès du gouvernement échouent[34]. Les décisions tardent à être prises et Maître Dommanget continue régulièrement à se plaindre les pages des *Bulletins de la S.A.H.M.* des collections qui s'accumulent à la bibliothèque dans Mais en 1866, le coût des travaux d'urbanisme dans la ville entraîne l'ajournement du projet Demoget.

Toutefois, les érudits ne se découragent pas. En mai 1868, le Président de l'Académie écrit une nouvelle fois au Maire pour demander la convocation d'une nouvelle commission. Le projet du musée intéresse à nouveau la Municipalité et 1869 serait probablement l'année de la réalisation. Son coût est désormais de 60 000 francs, pour une surface de 600 m² au lieu des 1284 m² initiaux. Le projet est élaboré par Demoget en janvier 1869, qui prévoit la construction d'une galerie sur deux étages dans le jardin de la bibliothèque. L'adjudication publique des travaux se fait le 25 mars 1869. Les travaux commencent dans la seconde moitié de l'année 1869 et sont interrompus une première fois durant l'hiver 1869-1870. Mais la guerre entre la France et la Prusse, déclarée le 19 juillet 1870, impose une seconde interruption.

[33] *B.SA.H.M.* 1859, p. 181.
[34] A.M.M. 4 M 66 (cité dans DIEDRICH Jean-Christophe. *Les Musées de Metz de 1817 à 1872*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1997, p. 153).

### *C. Publier : Les Bulletins et les Mémoires de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle*

Une des plus importantes activités de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle reste ses publications. Grâce à ces dernières, il nous reste quelques traces des objets mis au jour entre 1858 et 1870 qui n'ont pas toujours été conservés. En tout, quinze volumes des *Bulletins* (dont treize entre 1858 et 1870) (fig. 21) et dix-huit volumes des *Mémoires* (dont onze entre 1858 et 1870) (fig. 22) sont publiés sans interruption, excepté pour le volume de 1869 des *Mémoires* qui disparaît dans l'incendie de l'imprimerie Pallez-Rousseau. Les *Bulletins* font davantage état des découvertes archéologiques faites dans l'année ainsi que de la vie de la société, alors que les *Mémoires* présentent des sujets plus synthétiques. Ces derniers, vendus 2,50 francs, ne connaissent qu'un faible succès et finissent par être remis gratuitement aux sociétaires.

Entre 1858 et 1870, 2425 pages sont publiées dans les *Bulletins* de la S.A.H.M. En moyenne, près de 10 % de la pagination est consacrée à des études archéologiques, dont plus de la moitié concerne la ville de Metz (fig. 23). Les études synthétiques sur Metz sont plus rares dans les *Mémoires*. Dans le premier volume de 1859, V. Simon publie des *Documents archéologiques sur le département de la Moselle*, dans lesquels Metz est cité. En 1865, C. Lorrain propose une *Notice sur des fouilles exécutées dans les rues des Prisons-Militaires, du Four-au-Cloître, des Piques, Mazelle et de Saint-Charles* qui sont déjà mentionnées dans les *Bulletins*.

# PREMIÈRE PARTIE

# L'ÈRE KEUNE : LA NAISSANCE DE L'ARCHÉOLOGIE MODERNE MESSINE À L'ÉPOQUE ALLEMANDE

# (1871-1918)

La France entre en guerre contre la Prusse le 19 juillet 1870. Durant les semaines qui suivent, l'armée française subit de nombreuses défaites et l'empereur Napoléon III se rend à Sedan avec ses 100 000 soldats le 2 septembre. Le reste de l'armée française s'est réfugié à Metz sous le commandement du maréchal Bazaine. Le 29 octobre 1870, ce dernier ouvre les portes de la ville et sera surnommé dès lors par les habitants « le traître de Metz ». Le traité de Francfort met définitivement fin au conflit le 10 mai 1871. La France doit rendre à l'Empire allemand les pays annexés par Louis XIV en 1648 lors du traité de Westphalie. L'Alsace et la Moselle deviennent ainsi allemandes (fig. 24). Pour l'Allemagne, il ne s'agit pas d'une annexion, mais plutôt d'une réunification (*Wiedervereinigung*). Le nouveau département conserve à peu près la même superficie (6232 km²) et le même nombre d'habitants (environ 500 000) que l'ancienne Moselle. Cependant, il perd l'arrondissement de Briey, mais rattache ceux de Sarrebourg et de Château-Salins. Cette nouvelle situation entraîne la mise en place d'une nouvelle administration.

La germanisation à Metz se fait lentement[35]. En 1872, les casernes changent de nom ; en 1875 seulement, les plaques des rues deviennent bilingues. Cependant, la Municipalité résiste aux injonctions du gouvernement allemand. L'empereur pense supprimer ces réticences à la fin du mandat de Paul Bezançon qu'il ne reconduit pas dans ses fonctions en 1877. Il nomme à la place un fonctionnaire allemand comme administrateur de la ville (*Bürgermeistereiverwalter*), le baron von Freyberg. Pourtant, les tensions avec le conseil municipal demeurent, ce qui provoque la mutation du baron von Freyberg en 1879. Il est remplacé par Alexander Halm qui devient administrateur en 1886. Le calme revient. À partir de 1884, date à laquelle l'allemand devient la langue officielle à Metz, les délibérations du conseil municipal peuvent être rédigées de manière bilingue.

[35] ROTH François. *La Lorraine annexée (1870-1918)*. 2e éd. Metz : Serpenoise, 2007, p. 423.

# Chapitre 1 Le fonctionnement de l'archéologie messine avant l'arrivée de Johann Baptist Keune (1871-1896)

## I. La lente germanisation de l'archéologie messine

### *A. La mise en place de l'administration allemande*

La Moselle devenant avec l'Alsace une terre d'Empire (*Reichsland*), l'annexion ne se fait pas directement à la Prusse et les territoires ne sont pas partagés avec les États allemands du sud. La gestion des affaires est établie à deux niveaux : Berlin et Strasbourg. Les décisions sont prises par les fonctionnaires de la division d'Alsace-Lorraine (*Abteilung Elsass-Lothringen*), rattachée par l'office de la Chancellerie (*Reichskanzleramt*). Strasbourg devient une Présidence supérieure (*Oberpraesidium*), dont le président supérieur est sous la tutelle de Berlin[36].

En 1879, une loi instaure le remplacement du Président supérieur par un gouverneur (*Statthalter*) résidant à Strasbourg[37]. Ce dernier est responsable de l'Alsace-Lorraine et contresigne les lois et les décrets particuliers à l'Alsace-Lorraine, mais dépend étroitement de l'Empereur à qui il envoie directement des rapports (*Immediatberichte*). Afin de mettre fin à la dualité entre Berlin et Strasbourg, la loi de 1879 transfère l'administration à Strasbourg qui devient capitale administrative et politique du *Reichsland*. À la tête de l'administration se trouve un haut-fonctionnaire : le secrétaire d'État (*Staatsekretär*). Il existe deux sortes de fonctionnaires : les fonctionnaires de l'Empire (*Reichsbeamte*) servant dans l'administration d'Empire (postes, douanes, chemins de fer…) et les fonctionnaires du pays d'Empire (*Reichslandbeamte*) servant dans les administrations de l'État territorial. L'Alsace-Lorraine possède son propre service public (*Reichslandsienst*) dont le chef est l'Empereur.

[36] *Id*, p. 60.
[37] *Id*, p. 62.

La Lorraine est l'une des trois présidences (*Bezirks-Praesidium)* du *Reichsland* avec la Haute-Alsace et la Basse-Alsace. Le Président de Lorraine (*Bezirkspräsident*) est le successeur du préfet français et il est nommé par l'Empereur. La présidence est un relais du pouvoir, et non un centre de décision. Cela dit, son rôle s'accroît avec l'établissement d'une résidence de l'empereur Guillaume II (1888-1918) au château d'Urville, près de Courcelles-Chaussy en 1890. Les Présidents les plus souvent rencontrés dans les décisions pour l'archéologie sont le baron von Hammerstein (août 1883-mars 1901) et son successeur le comte von Zeppelin-Aschhausen (1901-1912).

La Présidence de Lorraine est divisée en sept cercles (*Kreis*) dont celui de Metz-campagne. Metz possède un régime spécial : le directeur de police remplit les fonctions du directeur de cercle.

Toutefois, il n'existe pas vraiment d'archéologie administrative. Les décisions sont surtout approuvées par le Président de Lorraine. La nouvelle organisation des Monuments Historiques (*Bau Kunstdenkmäler*) fait de la Lorraine et de l'Alsace des régions pionnières pour la sauvegarde du patrimoine, qu'il soit architectural ou archéologique[38]. Les vestiges archéologiques apparaissent à part entière dans les recensements de l'époque, notamment dans les listes établies par Félix Wolff dans son *Handbuch der staatlichen Denkmalpflege in Elsass Lothringen*. En 1890, la Lorraine compte trente-sept monuments classés, dont quatre sites archéologiques[39]. Dans la région de Metz, seul l'aqueduc de Jouy-aux-Arches est nommé[40]. L'Alsace, quant à elle, compte en 1875 trente monuments classés, dont quatre sites archéologiques[41]. Dès 1871, la Présidence d'Alsace-Lorraine décide de mettre en place une « Statistik der Kunstdenkmäler in Elsass-Lothringen ». Les préfets sont alors avisés de cette décision du président Möller par la circulaire du 19 décembre 1871. En 1889, paraîtra ainsi un volume sur la Lorraine de *Kunst und Altertum in Elsass-Lothringen* de Franz-Xaver Kraus. La mise en place d'une conservation régionale des Monuments Historiques se fait donc progressivement à partir de 1876. Franz-Xaver Kraus est le premier à diriger ce service en Lorraine assisté de l'architecte Paul Tornow (1848-1921) à partir de 1892.

[38] SCHNITZLER Bernadette, *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*, Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 109.
[39] Jouy-aux-Arches, Dieuze, Tarquimpol, Marsal.
[40] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1890, p. 357.
[41] SCHNITZLER Bernadette, *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*, Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 109.

L'innovation majeure est le passage d'une archéologie privée, dirigée par des sociétés d'histoire régionale à un fonctionnement public contrôlé et réglementé par l'autorité administrative[42]. La circulaire du 10 août 1874, adressée à tous les *Bezirkspräsidenten* (préfets), attire leur attention sur la nécessaire protection des vestiges archéologiques, régis par l'article 716 du Code civil et sur leur déclaration obligatoire auprès des autorités administratives. Cette prise de conscience a lieu également en France. En 1896, Gustave Bleicher et Jean-Nicolas Beaupré de Nancy écrivent en introduction de leur *Guide pour les recherches archéologiques (époques préhistorique, gallo-romaine et mérovingienne) dans l'Est de la France* : « Ce guide est destiné aux personnes de la ville et de la campagne s'intéressant aux vestiges de l'Antiquité, pour veiller à leur conservation et pour aider ceux qui se consacrent à leur étude en les tenant au courant des trouvailles journalières. Il s'adresse à tous les fonctionnaires et à tous les amateurs, auxquels leur situation au milieu des campagnes permet d'être avertis à temps des découvertes. »

L'archéologie continue de se pratiquer au sein des sociétés savantes, puis grâce aux Musées de Metz qui poursuit sa mutation.

### *B. Le déclin de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle*

Jusqu'au début de la guerre de 1870, les membres de la S.A.H.M. se réunissent tous les mois de façon régulière. Durant le conflit, les séances d'histoire et d'archéologie font place en septembre et en octobre 1870 à des séances militaires *quasi* hebdomadaires. Réclamées par les blessés, il n'y est plus question que des hauts faits militaires de l'histoire messine. Mais après que l'Annexion est effective, le 2 septembre 1871, il faut surtout se préoccuper d'empêcher la disparition de la Société. Pour pouvoir percevoir encore quelques subventions françaises, le siège de la S.A.H.M. est transporté à Briey. Une séance s'y tient solennellement le 4 juin 1872 et le « Comité de Briey » est organisé, présidé par le Maire de Briey[43]. Cependant, l'Annexion entraîne le départ de plusieurs membres, dont celui du Président et des deux vice-présidents, et le Bureau est complètement désorganisé. Les

[42] *Ibid.* p. 111.
[43] *B.SA.H.M.* 1871-1872, p. 57.

réunions sont alors suivies par seulement sept à huit personnes. Un nouveau Bureau est donc constitué le 18 mars 1873 avec C. Abel comme Président, fonction qu'il assume jusqu'à sa mort en 1895. Cependant, la S.A.H.M. n'accueille plus aucun nouveau membre après 1873.

Charles Abel peut être considéré comme « protestataire » et nie l'Annexion en refusant toute intégration. En décembre 1873, lors d'une séance houleuse, certains membres soutiennent des candidats allemands, ce qui provoque de nombreuses démissions. En 1876, il décide que les membres restés à Metz et en Moselle annexée sont dits membres-titulaires, alors que ceux partis en France deviennent des membres correspondants. Par une lettre du 10 avril 1885[44], l'administrateur de la mairie A. Halm demande au Bureau si la *Société* existe toujours. En effet, les 3375 francs de subventions perçus entre 1873 et 1884 doivent être justifiés. C. Abel ose répondre par l'affirmative au Président de Lorraine, le baron von Hammerstein.

À la mort de C. Abel, une commission de liquidation est nommée avec à sa tête N. Box, membre fondateur de la S.A.H.M. La réunion de liquidation se tient dans les locaux de l'Académie de Metz le 26 août 1897.

La création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* (*G.L.G.A.*) en 1888 par l'archiviste Georg Wolfram (1858-1940), à l'instigation du Président de Lorraine, précipite davantage la chute de la S.A.H.M. Seuls deux membres de la S.A.H.M. rejoignent la *G.L.G.A.*

### *C. Les découvertes fortuites*

La guerre de 1870 provoque l'arrêt brutal des recherches archéologiques. Certains chercheurs quittent la Lorraine annexée pour la France. La reprise se fait peu à peu à partir de 1875 grâce aux chercheurs allemands nouvellement en place et à certains érudits restés à Metz comme C. Abel. Ce dernier rend régulièrement compte de découvertes fortuites au Président de Lorraine Puttkammer. En mai 1875, il l'informe de la découverte de deux squelettes au Sablon, sans doute des soldats du siège de 1552 ainsi que de plusieurs monnaies de Vespasien

[44] A.M.M. 2R2.

le long de la voie de Scarpone qu'il souhaite déposer aux Musées de Metz[45]. Quelques jours plus tard, il signale au Président de Lorraine qu'un des tronçons de colonnes en granit provenant de l'ancien amphithéâtre et réemployées dans l'ancienne abbaye Saint-Arnould traîne toujours au milieu des débris de l'ancienne gare[46]. Ces colonnes devaient être déposées au musée avant le début de la guerre de 1870. De ce fait, C. Abel réitère sa demande.

Bien qu'Auguste Prost se soit exilé à Paris après l'Annexion, ses liens avec Metz et la recherche historique et archéologique perdurent. En 1877, il publie dans les *Mémoires de l'Académie de Metz* les découvertes archéologiques faites à Metz à la fin de l'été 1875[47]. La mise en place du réseau d'égouts se poursuivant, les ouvriers découvrent de nouveaux vestiges. Les premiers sont des fondations de murs retrouvées à la fin du mois de septembre dans la rue des Trinitaires, alors que les seconds sont mis au jour en bas de la rue du Grand-Cerf, à l'extérieur de l'enceinte gallo-romaine tardive, au sud de la place Saint-Louis (fig. 25). Il s'agit d'un bâtiment observé sur 43 mètres qu'A. Prost considère comme contemporain, voire postérieur, à l'enceinte. Cependant, l'intérêt défensif de la construction d'un bâtiment contre l'enceinte tardive est minime. Il serait plus probable que cet édifice soit antérieur à la construction de l'enceinte.

La plupart des découvertes vont se faire au Sablon, grâce à l'exploitation des sablières, ainsi qu'aux travaux militaires, durant toute la période. En 1877, Raymond Dupriez signale plusieurs découvertes au lieu-dit « Saint-Jean »[48] (fig. 26). Cet endroit a déjà livré quelques années auparavant des ossements humains (treize ou quatorze têtes et un squelette complet accompagné de verre, de tuiles et d'objets en fer)[49]. En novembre 1877, des ouvriers découvrent des squelettes à un mètre de profondeur, accompagnés d'un mobilier funéraire (céramique, urnes cinéraires et funéraires, verre, *tegulae*) (fig. 27). Quelques jours plus tard, le 5 décembre, deux sarcophages en plomb sont mis au jour, datés sur l'avis de C. Abel des VII$^{e}$-VIII$^{e}$ siècles. Au sujet des sablières, le journaliste de la *Gazette de Lorraine* écrit dans un article du 17 mars 1882 que les carrières de sable sont « un véritable musée d'archéologie pour les amateurs du pays messin. »

[45] A.D.M. 7AL325. Lettre d'Abel au Président Puttkammer du 3 mai 1875.
[46] A.D.M. 7AL325. Lettre d'Abel au Président Puttkammer du 9 mai 1875.
[47] PROST Auguste, Les fouilles de Metz en 1875. *M.A.M.*, vol. 57, 1875-1876, p. 373-396.
[48] DUPRIEZ Raymond, Note sur un cimetière gallo-romain découvert au Sablon, près de Metz en 1877. *M.A.M.*, vol. VII, 1877-1878, p. 255-262.
[49] MIGETTE Auguste, Une trouvaille d'antiquités romaines au Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 15, 1873-1874, p. 18.

En juillet-août 1880, la 4e Compagnie du 15e Bataillon de Pionniers, sous le commandement du capitaine Naumann, fait creuser à ses hommes des tranchées en huit endroits autour de la lunette d'Arçon (appelée aussi lunette de Montigny). Dans le glacis, ils découvrent des tombes pourvues de matériel daté des IIIe et IVe siècles[50] (fig. 28). Cependant, le Président de Lorraine n'en est informé que quelques mois plus tard[51].

Les découvertes les plus remarquables sont faites plus au sud, dans la sablière Mey. En mars 1882, les restes d'un temple dédié à la déesse celtique *Icovellauna* sont découverts dans les sables de la carrière[52] de l'entrepreneur Wilhelm Mey, lors de la construction des casemates du fort Saint-Ladre (fig. 29). L'édifice cultuel, large de 8 à 9 mètres, s'enfonce sous le sol à 7 mètres de profondeur (fig. 30 et 31). On y descendait par un escalier encore en place pour arriver à un petit bassin de forme octogonale d'un diamètre d'un mètre environ où l'eau était captée. De nombreux objets sont découverts : fûts de colonnes, chapiteaux… Cependant, ce sont les autorités et les chercheurs allemands qui peuvent contempler la découverte assez rapidement entre 1882 et 1883[53], comme en témoignent les publications faites par Fritz Möller, professeur de lycée à Metz. Ce dernier s'occupe de rendre compte de toutes les découvertes faites à Metz entre 1881 et 1885, ainsi que d'informer le Président de Lorraine. Fritz Möller fait une description très précise de l'édifice : méthode de construction, inscriptions, sculptures découvertes, ainsi qu'une étude comparative. Il rend très vite compte de cette importante découverte au Président de Lorraine en mai 1882[54]. Les chercheurs français, notamment C. Abel, ne sont que spectateurs de la découverte. Dans sa publication dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de France* de 1882, A. Prost, revenu à Metz en novembre 1881, ne fait qu'un bref compte-rendu des observations de C. Abel. Ce dernier, qui n'a probablement pas accès dans l'immédiat aux découvertes, doit attendre 1892 pour publier un compte-rendu dans les *Mémoires de l'Académie*[55]. En effet, d'autres découvertes sont faites dans le secteur à quelques mois d'intervalle. En 1879, on découvre un cippe dédié à la déesse celtique *Mogontia* (fig. 32) le long de la voie de Scarpone, à 600 ou 800 m au sud de

[50] MÖLLER Fritz, Ein Fund römischer Altertümer an der Lünette d'Arçon bei Metz. *Jahresbericht des Vereins für Erkunde zu Metz*, vol. 3, 1880, p. 114-136 ; SCHAAFFHAUSEN Hermann, Drei Schädel aus Römergrabern bei Metz. *Jahresbericht des Vereins für Erkunde zu Metz*, vol. 3, 1880, p. 136-160..
[51] A.D.M. 7AL327. Lettre au Président de Lorraine du 22 janvier 1881.
[52] Sablière située à une centaine de mètres au sud du triangle ferroviaire de Montigny.
[53] MÖLLER Fritz, Fundberichte. Metz, Tetingen. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1882, p. 1-2 ; MÖLLER Fritz, Ein *Nymphaeum* in Sablon bei Metz. *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte*, vol. 2, 1883, p. 249-287.
[54] A.D.M. 7AL325. Lettre de Fritz Möller au Président de Lorraine du 10 mai 1882.
[55] ABEL Charles, La *Dea Icovellauna* et la *Dea Victoria* au Sablon. *M.A.M.*, 1891-1892, vol. 21, p. 201-213.

l'enceinte de la ville. La même année, on découvre encore dans la sablière Mey une plaque votive à *Icovellauna*, ainsi que la statue d'une Victoire en septembre 1881. Celle-ci est étudiée quelques mois plus tard par Reinhard Kekulé[56], professeur à l'Université de Bonn.

Si l'on se fie aux publications, on constate que les chercheurs français publient peu de découvertes archéologiques, mis à part C. Abel. A. Prost fait mention des vestiges de l'ancienne cathédrale du XI^e^ siècle mis au jour lors des travaux de restauration[57] menés par les architectes Conrad Wahn, architecte de la ville de Metz depuis 1877, Auguste Dujardin, sculpteur à la cathédrale, et Paul Tornow, architecte du diocèse de Metz depuis 1874. Un projet de campanile à la croisée des transepts entraîne des travaux de fouilles pour s'assurer de la solidité des piliers (fig. 33). Des murs épais de 2,20 m sont alors découverts (fig. 34), de même qu'au sein des troisième, quatrième et huitième travées. À partir de ces observations, A. Prost publie en 1885 la restitution possible du plan de l'édifice du XI^e^ siècle dans sa longue étude sur l'histoire de la cathédrale de Metz[58] (fig. 35).

Entre 1870 et 1885, les découvertes fortuites se multiplient et viennent enrichir les collections des Musées de Metz, dont l'espace s'avère rapidement insuffisant.

### *D. L'achèvement du musée archéologique*

L'Annexion de la Moselle à l'Allemagne étant établie, les travaux d'agrandissement des Musées de Metz reprennent en 1871. En juin, Auguste Migette et M. Demoget mettent en place la galerie lapidaire à côté de la bibliothèque. Dans le même temps, E. de Bouteiller rédige un rapport sur la réinstallation des collections, qui sert également de catalogue provisoire. La galerie archéologique a enfin un parcours muséographique : une salle de céramiques marque le début du parcours, suivie de la galerie lapidaire organisée méthodiquement dans un décor sobre (fig. 36). L'inauguration du nouveau musée a lieu le 12 mai 1872 lors de la séance publique de l'Académie de Metz, en raison du rôle important de celle-ci dans son existence, comme le souligne E. de Bouteiller.

[56] KEKULE Reinhard, *Victoria* aus Sablon bei Metz. *Westdeutsche Zeitschrift*, vol. 1, 1882, p. 291-296.
[57] Travaux effectués suite à l'incendie de la toiture en mai 1877.
[58] PROST Auguste, La cathédrale de Metz, étude sur ses édifices et sur ceux qui les ont précédés ou accompagnés depuis le V^e^ siècle. *M. S.A.H.M.*, vol. 16, 1885, p. 294-299.

L'Annexion aurait pu changer l'organisation des Musées. Il n'en est rien. M. Hussenot est toujours conservateur ; Charles Lorrain reste bibliothécaire et conservateur de la collection numismatique, mais décède en février 1873, alors qu'il vient d'achever le catalogue du musée lapidaire. Ce dernier est l'un des premiers actes fondateurs de la galerie archéologique. Le 13 juin 1874, un crédit de 600 francs est accordé par le conseil municipal pour effectuer l'impression de trois cents exemplaires auprès de l'imprimeur François Verronnais[59]. Le catalogue paraît quelques semaines plus tard et il est vendu au prix de 2,50 francs. Il permet de parcourir la galerie archéologique et de découvrir les quatre-vingt-dix-sept antiquités gréco-étrusques et les deux cent quatre-vingt-quatre antiquités gallo-romaines.

À la mort de C. Lorrain, celui-ci est remplacé par M. Burtin, qui cède rapidement sa place à un Alsacien, M. Schuster, à la fin de l'année 1873. Alors que C. Lorrain s'occupait à la fois de la bibliothèque et de la collection numismatique, les deux fonctions sont alors dissociées. La conservation des « médailles » est désormais confiée à l'abbé Ledain[60], poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1886. À son arrivée, la collection numismatique est très importante, mais elle présente de nombreuses lacunes. Cependant, ce poste de conservateur n'est pas permanent. Comme le mentionne le registre des délibérations du conseil municipal du 7 juillet 1882[61], « l'abbé Ledain est nommé régulièrement conservateur pour la collection numismatique. » L'une des plus belles acquisitions sera une partie de la collection de Charles Robert (1812-1887), intendant général. En 1886, l'abbé Ledain charge Émile Huber d'aller à Paris pour acheter une partie de la collection pour la somme de 3331 francs[62].

Entre 1870 et 1880, l'activité des Musées est assez réduite. En 1873, une Messine, Mme Schoumaker lui fait don d'une statuette de Mercure en bronze, de monnaies retrouvées dans les fondations de sa maison et de deux vases cinéraires gallo-romains de Trèves[63]. Quelques mois plus tard, c'est au tour de M. Goussel de céder une statuette de gladiateur[64]. De

[59] A.M.M. 2R96. Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz du 13 juin 1874.
[60] A.M.M. 2R99. Lettre de l'abbé Ledain au maire du 24 décembre 1873 le remerciant pour le poste de « conservateur du musée des médailles. »
[61] A.M.M. 2R99. Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz. Séance du 7 juillet 1882.
[62] A.M.M. 2R99. Lettre de l'abbé Ledain au maire Halm du 26 avril 1886.
[63] A.M.M. 2R96. Lettre du bibliothécaire Burtin au maire du 18 août 1873.
[64] A.M.M. 2R100. Lettre du bibliothécaire Schuster au maire du 19 décembre 1873.

nombreuses petites découvertes viennent enrichir les collections des Musées de Metz : des lots de monnaies gallo-romaines[65], des objets en bronze[66]…

Les entrées les plus importantes des Musées sont constituées d'objets retrouvés au Sablon durant l'été 1880 à la lunette d'Arçon et, au printemps 1882, dans les carrières de sable de l'entrepreneur Mey. Les premiers sont déposés au musée en septembre 1881 par la Société de Géographie[67] et non pas par la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle alors en plein déclin. Dès le départ, tout objet découvert sur des terrains militaires est considéré comme la propriété de l'Empire allemand. Cette décision est ratifiée en 1884 par le conseil municipal[68]. Quant aux objets mis au jour dans la sablière Mey, le musée est obligé de les acheter à l'entrepreneur afin de les obtenir. Pour cela, la Présidence de Lorraine octroie au musée la somme de 1250 mark pour l'achat des antiquités[69], le professeur Möller s'occupant de la transaction. Les objets entreront quelques mois plus tard au musée, en juillet 1882[70]. À la demande du Secrétaire d'État à Strasbourg du 11 décembre 1883, ils sont alors exposés dans les vitrines du musée archéologique[71].

Les années 1881 et 1882 sont assez riches en acquisitions pour les Musées qui doivent impérativement trouver des soutiens financiers pour leur fonctionnement et leurs achats. Étant un établissement municipal, la plupart de ses subventions proviennent soit de l'État allemand, soit de la Ville de Metz. Pour cette courte période, ces deux institutions lui délivrent la somme de 5584 mark (4734 mark de la part de l'État et 850 mark de la part de la ville)[72]. Ces sommes importantes permettent alors à l'établissement d'enrichir ses collections archéologiques, sa

[65] A.M.M. 2R99. Don de M. Glavet, ingénieur mécanicien, de 33 « médailles », dont 8 gallo-romaines trouvées dans son jardin, près du rempart Belle-Isle.
[66] A.M.M. 2R96. Don de M. Bellevoye d'un trépied en bronze trouvé lors des travaux du canal au pied du bastion sud-ouest de la citadelle.
[67] A.M.M. 2R96.
[68] A.D.M. 7AL325. Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz. Séance du 15 janvier 1884.
[69] A.M.M. 2R96. Lettre du Président de Lorraine du 26 mai 1882. Parmi les objets, on compte : une victoire de 1.30 m (400 M), 438 monnaies d'argent avec un vase en bronze et une stèle (95-253 apr. J.-C.) (500 M), une plaque votive à Mercure (20 M), une écumoire (50 M), deux plaques votives à *Icovellauna* (80 M), un fragment d'une boule avec pied, deux fragments d'autel, deux assiettes en bronze, un vase en argile avec une scène de chasse, un vase en verre, 5 vases en argile, un morceau de vase de Samos, un morceau de béton profilé (50 M).
[70] A.M.M. 2R84. Lettre de l'Administrateur de la ville Halm au bibliothécaire Schuster du 18 juillet 1882.
[71] A.D.M. 7AL325. Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz. Séance du 15 janvier 1884.
[72] A.M.M. 2R87. Subvention de 4000 mark délivrée par le sous-secrétaire d'État Pommer-Esche le 7 avril 1881 ; A.M.M. 2R96. Subvention de 734 mark délivrée par le secrétaire d'État Hofmann le 3 novembre 1881 ; A.D.M. A.M.M. 2R99. Subvention de 850 mark délivrée par la mairie de Metz le 7 juillet 1882.

bibliothèque ou de financer la restauration de certains monuments comme celui de Merten, acquis récemment.

Ce monument est une des acquisitions majeures des Musées de Metz, et le reste encore de nos jours. Il est découvert, presque complet, le 3 janvier 1878 dans le jardin d'un habitant de la commune de Merten[73]. Haut de 11,50 m, il est composé d'un soubassement de deux étages, le premier quadrangulaire et le second polygonal, tous deux décorés de figures sculptées (fig. 37). Il est surmonté d'une colonne accompagnée d'un chapiteau orné de quatre grandes têtes, le tout couronné par le groupe de l'anguipède foulé au pied du cheval monté par un cavalier. Entré au musée le 3 janvier 1879[74] grâce au don de l'État allemand, le monument est vite laissé à l'abandon, ce dont s'insurge Adolphe Bellevoye, chargé des Affaires Culturelles à la Mairie, lors du conseil municipal du 6 février 1882[75]. En effet, l'antiquité est éparpillée dans le musée et il demande de la rassembler, de la consolider et de reconstituer le cavalier. Pour cela, l'institution dispose de 734 mark accordés par le gouvernement allemand. Ce travail de restauration se fait sous la surveillance d'Auguste Dujardin, sculpteur à la cathédrale de Metz pour permettre l'exposition du monument au musée (fig. 38).

Avec l'entrée successive de toutes ces œuvres, la place disponible dans l'établissement devient de plus en plus restreinte. Son agrandissement est voté par le conseil municipal en 1884[76]. Quelques jours avant, un projet de concours avait été lancé en juin, mais l'idée est abandonnée. Le projet d'A. Demoget, modifié par C. Braunwald, est retenu : une aile orientale est ajoutée par rapport au premier projet. Cette dernière relie les deux galeries parallèles à la rue du Haut-Poirier et abriterait les collections de zoologie et de minéralogie au rez-de-chaussée, ainsi que le musée Migette au premier étage. À cette époque, les collections s'étendent sur une surface de 1400 m² alors qu'elles auraient besoin de 2360 m². La situation étant meilleure qu'avant l'Annexion, les dépenses atteindraient alors 272 566 mark. Cependant, les travaux ne sont jamais effectués et l'idée de concours refait surface en 1886[77]. Le 19 février 1886, A. Halm ouvre un concours public, remporté par L. Becker. La somme de 250 000 mark serait allouée au projet de ce dernier : les nouveaux bâtiments constitueraient

[73] PROST Auguste, Les deux monuments de Merten et de Heddernheim. *M. S.A.H.M.*, vol. 17, 1887, p. 171-197.
[74] ABEL Charles, Une explication historique des antiquités trouvées à Merten, *M.S.A.H.M.*, 1885, vol. 16, p. 1-40.
[75] A.D.M. 7AL327. Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz du 6 février 1882.
[76] A.D.M. 7AL327. Registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Metz du 18 juillet 1884.
[77] ALPEN Murielle. *La conservation des vestiges archéologiques : le cas du musée de Metz*. Mémoire de 2e licence : Archéologie et Histoire de l'Art : Université catholique de Louvain-la-Neuve : 1999, p. 20.

quatre corps autour d'une cour vitrée. La galerie archéologique serait placée dans l'aile occidentale. Malheureusement, le mandat du conseil municipal expirant en juillet 1886, le concours est à nouveau annulé.

Avant la création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, la germanisation de l'archéologie s'est faite très lentement. Jusqu'en 1888, le personnel du monde de la culture est toujours d'origine française. La langue française est encore largement utilisée dans les actes administratifs. De plus, le lien entre Allemands et Lorrains est difficile à construire en raison du départ des élites[78]. La politique d'intégration voulue par Bismarck est, en effet, d'abord centrée sur l'Alsace jusqu'en 1888. La *Gesellschaft* est alors un bon moyen d'intégrer les immigrés dans leur région d'adoption et de les rapprocher des savants indigènes.

Le musée archéologique, quant à lui, est créé au début de l'Annexion, mais peine à se développer. En 1887, A. Bellevoye demande à la Municipalité d'installer les objets réunis par A. Migette, car, à ce moment, ils sont entreposés à l'Hôtel de Ville[79]. De plus, son catalogue est resté inchangé depuis 1874. À la fin de l'année 1888, il reste cent soixante-neuf exemplaires du catalogue de la galerie archéologique de C. Lorrain sur les 300 imprimés. Depuis 1881, seuls onze exemplaires ont été vendus, malgré la baisse du prix à 1,20 mark. Pourtant, la sensibilité des autorités allemandes pour l'archéologie et les Musées de Metz est perceptible. Néanmoins, il n'existe pas de véritable relais entre le gouvernement allemand, les chercheurs et le musée. La Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle n'est plus en état de jouer ce rôle, à en juger par le dépôt des découvertes du Sablon par la Société de Géographie. C'est à cette époque que va émerger une nouvelle génération de chercheurs allemands destinés à fonder une nouvelle société savante.

[78] METZLER Lionel. *La politique de germanisation en Lorraine annexée (1870-1914). Culture et enjeux identitaires*. Thèse de Doctorat : Histoire : Université de Metz : 2007, p. 138.
[79] BELLEVOYE Adrien, Musée de la ville de Metz. Statues et objets archéologiques au musée Migette à l'Hôtel de Ville. *M. S.A.H.M.*, vol. 17, 1887, p. 265-294.

## II. La prise de relais des chercheurs allemands

L'année 1888 semble être un tournant pour l'archéologie en Alsace-Lorraine. En Lorraine, on voit la création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* qui va prendre en charge l'archéologie à Metz et en Lorraine annexée. En Alsace, la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace se penche sur le problème de la propriété des objets archéologiques et sur la législation existante[80]. Elle s'insurge contre les sorties clandestines et l'incompétence des personnes entreprenant les fouilles, plus particulièrement M. Barrack, membre du Comité et chargé de faire le point sur la question : « En Alsace-Lorraine, c'est encore l'article 716 du Code civil qui règle la matière. Tout trésor découvert sur le terrain de celui qui le découvre lui appartient ; s'il le trouve dans la propriété d'autrui, il est tenu d'en partager la valeur, par moitié, avec le propriétaire. »

### *A. La* Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde, *une société savante allemande*

La création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* (Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine) a déjà fait l'objet d'une étude dans le cadre d'un mémoire de Maîtrise[81]. Il ne s'agira ici que de rappels pour une remise en contexte. Depuis l'Annexion, nous avons vu que la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle perd de son importance. À la fin des années 1880, elle n'existe quasiment plus, malgré les dires de son Président, C. Abel. Profitant de ce déclin et pour doter à nouveau la Lorraine d'une société savante, correspondant également à la nouvelle situation politique, le Président de Lorraine, le baron de Hammerstein, ainsi que Georg Wolfram, nouveau directeur des archives départementales de la Lorraine, adressent conjointement le 20 septembre 1888 une

[80] SCHNITZLER Bernadette, *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*, Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 112.
[81] SCHNEIDER Béatrice. *Die Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Altertumskunde (1888-1918)*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1982.

circulaire à toutes les personnes supposées s'intéresser à l'histoire de la région[82]. Responsables administratifs, juristes, maires, clercs… Tous reçoivent cette lettre qui sert d'introduction au premier *Jahrbuch* de 1888-1889[83]. On remarque une certaine ouverture d'esprit pour y intégrer à la fois la population locale, mais également les Allemands désireux de s'intégrer à leur nouvelle région.

Dans son développement, Béatrice Schneider se demande à juste titre pourquoi les savants allemands ont attendu dix-huit années avant de fonder une nouvelle société, alors que, nous l'avons vu, la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle était déjà mourante au début de l'Annexion. Il est probable que les deux premières décennies furent agitées, avec une partie de la population locale refusant l'assimilation. De plus, il existe en 1888 un vide culturel à combler.

Le 13 octobre 1888 est alors créée la *Gesellschaft*. Une assemblée constituante regroupe trente-et-un membres pour débattre des projets de statuts. Parmi ces membres, la majorité sont des fonctionnaires (directeurs d'arrondissement, assesseurs, conseillers de régence, archivistes…), un tiers exerce une profession libérale (professeurs supérieurs, banquiers, architectes…) et le reste, soit 16 %, est représenté par des ecclésiastiques (deux chanoines et trois curés). Outre ces membres de l'assemblée constituante, vingt-cinq autres membres adhérent ce même jour à la société, dont des militaires.

Les statuts sont présentés lors de la réunion et se composent de dix articles. Les intentions de la société sont de favoriser le développement en Lorraine des sciences historique et archéologique. Le lieu d'élection de la *Gesellschaft* est Metz et les adhésions sont illimitées. Il faut cependant être parrainé par au moins deux membres. La cotisation annuelle est fixée à 10 mark. Le bureau se compose de neuf membres : un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire-adjoint, un trésorier et quatre membres participants. Le Président de Lorraine est de droit Président de la société. Les travaux sont publiés dans les annuaires de la société (*Jahrbuch*). Le nombre de membres ne cesse de croître entre 1888 et 1896 (fig. 39), date à laquelle Johann Baptist Keune prend ses fonctions aux Musées de Metz. On remarque que, durant cette période, environ 80 à 85 % des membres sont originaires de Lorraine et de Metz (fig. 40).

[82] A.D.M. 7AL327.
[83] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1888-1889, p. 4-6.

Le baron de Hammerstein est le premier président de la *Gesellschaft*, de 1888 à 1895. C'est un homme politiquement habile, mais également un érudit et un passionné d'histoire et d'archéologie, favorisant ainsi les démarches de la société[84]. Quant à Georg Wolfram, arrivé à Metz en 1888 à l'âge de 30 ans, il remplace M. Sauer, directeur des archives départementales, qui parlait exclusivement français.

Avant 1895, la situation administrative est floue. Par exemple, en ce qui concerne la partie financière, nous ne disposons que d'estimations[85], ou plus exactement de devis. Les archives n'ont pu fournir les chiffres exacts. C'est pourquoi la valeur des recettes et des dépenses est identique.

Très rapidement, la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* prend son rôle de moteur de l'archéologie lorraine. Tout d'abord, elle se préoccupe de la diffusion de l'information archéologique auprès de ses membres par des conférences et des promenades archéologiques. Ces conférences sont instaurées dès le début et ont lieu très régulièrement, mais ne sont pas ouvertes au public. Entre 1888 et 1896, Otto Hoffmann, alors en charge de la collection archéologique, donne plusieurs conférences : « Image de Mercure portant la bourse, représentée par la sculpture lorraine » (8 février 1889) ; « La colonne de Merten » (8 avril 1889) ; « Deux bas-reliefs à Devant-lès-Ponts » et « Le serpent à tête de bélier » (4 décembre 1889) ; « Antonie, épouse de Drusus et le buste de Clytie » (18 juillet 1890). Les sujets de ces conférences ne sont pas à proprement parler liés à l'archéologie de terrain. Il s'agit de la présentation d'objets de la galerie archéologique, dont O. Hoffmann a la charge comme nous le verrons. Seules deux conférences ont pour sujet des fouilles archéologiques. La première est délivrée en septembre 1892 par l'abbé Paulus, curé de Puzieux, et porte sur le « Briquetage de la vallée de la Seille ». La seconde est faite par Karl Wichmann le 10 mars 1894 sur les fouilles de Tarquimpol dont il a la charge (« La manière de vivre des Gallo-romains et surtout sur les fouilles et les trouvailles faites à Tarquimpol »).

La deuxième activité de diffusion de l'archéologie est la promenade archéologique. Ces excursions sont mises en place dès l'année 1890 avec la visite en mai du pays du Saulnois et ses salines[86]. En visitant les communes de Dieuze, Marsal et Vic-sur-Seille, les membres de la *Gesellschaft* découvrent sur le terrain le briquetage de la Seille. D'autres promenades vont

[84] SCHNEIDER Béatrice. *Die Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Altertumskunde (1888-1918).* Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1982, p. 26.
[85] A.D.M. 21J3.
[86] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1890, p. 421.

suivre. En 1893, une excursion a lieu au Mont-Hérapel, près de Cocheren, fouillé par l'entrepreneur Émile Huber. Bien qu'elles portent le nom de promenades archéologiques, elles ont souvent peu de rapport avec l'archéologie : le 15 juillet 1893 sont visitées les églises de Scy et Chazelles ; le 6 juin 1894, les membres de la Société découvrent les communes de Failly, Mey, Vantoux et Vallières ; le 26 juillet de la même année une sortie est faite à Sarrebourg.

Ainsi, la *Gesellschaft* devient le principal moteur de l'archéologie lorraine. Ses membres prennent conscience qu'une organisation est nécessaire, aussi bien sur le plan des fouilles archéologiques, qu'au sein même des Musées.

### *B. Les balbutiements de l'archéologie moderne*

Avec la création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, les premières bases d'une archéologie nouvelle sont posées. Bien entendu, cette transition se fait progressivement. On ne passe pas radicalement des trouvailles fortuites à des fouilles organisées et intelligibles. Par exemple, le 8 juillet 1889 est découvert un trésor monétaire dans la rue Saint-Étienne-le-Dépenné lors de la pose d'une conduite de gaz[87], mais aussi un sarcophage mérovingien aux alentours de la porte de la Citadelle en 1890[88]. La première fois que le terme « fouille » (*Ausgrabung*) est employé à Metz, cela correspond à la découverte d'inhumations gallo-romaines près de l'église Saint-Livier, au Pontiffroy, par des ouvriers lors de sa restauration en mars 1891. Les observations sont faites par Georg Wolfram qui en rend compte dans le *Jahrbuch* de 1891[89].

La période 1888-1896 est surtout propice à la mise en place de ressources. D'une part, il est nécessaire de mettre en place un réseau sur tout le département de la Moselle annexée afin de recenser les découvertes. C'est pourquoi, lors de la séance du 9 janvier 1890 du comité de la *Gesellschaft*, l'abbé Paulus propose d'adresser une circulaire aux curés, instituteurs,

[87] HETTNER Felix et LAMPRECHT Karl, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1889, p. 242-243.
[88] HOFFMANN Otto, Neue Funde. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1890, p. 241.
[89] WOLFRAM Georg, Ausgrabungen vor der Kirche St-Livier in Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 3, 1891, p. 418.

agents-voyers et autres fonctionnaires pour les engager à communiquer sur les découvertes archéologiques qui viendraient à leur connaissance[90]. D'autre part, il est nécessaire de cartographier les découvertes dans le département. L'abbé Paulus préconise lors de la séance du bureau de la *Gesellschaft* du 24 septembre 1892, la mise en place d'une carte archéologique et historique, établie à l'échelle 1:100 000[e], mentionnant la topographie, ne comprenant que les sites préhistoriques et gallo-romains, et utilisant les normes proposées au Congrès international de Stockholm[91]. Cette création de carte archéologique fait écho à celle mise en place pour l'Alsace l'année précédente, en septembre 1891[92]. En effet, il existait déjà une couverture cartographique assez précise pour les Länder du Reich, et non pour l'Alsace-Lorraine, nouvellement annexées.

Ce qui faisait défaut les décennies précédentes était un budget pour financer l'archéologie. La *Gesellschaft*, financée en grande partie par la Présidence de Lorraine, possède un budget assez conséquent. Les premières fouilles d'envergure ont lieu à Tarquimpol et à Dolving (*villa* de Saint-Ulrich). Ainsi, en 1894, on attribue aux fouilles 1000 mark (soit 24 % du budget annuel) et 850 mark en 1895 (soit 21 % du budget annuel), dont 750 mark pour les fouilles de la *villa* de Saint-Ulrich.

Cependant, tout cet argent est destiné à des fouilles dans le département. Des découvertes de l'âge du Bronze sont faites à Pépinville en 1893, à Kahlhausen près de Sarreguemines en 1894 et des fouilles sont menées entre 1885 et 1893 à Schalbach, près de Sarrebourg. En ce qui concerne l'époque gallo-romaine, le Hérapel, mis au jour entre 1886 et 1895 sous la direction d'Émile Huber, occupe la place la plus importante. À partir de 1891 commencent les fouilles à Tarquimpol sous la direction de Karl Wichmann, professeur de lycée à Metz. Dans la ville, en 1894, des tombes sont découvertes au Sablon, dont le compte-rendu est rédigé par Johann Baptist Keune qui signe ici sa première contribution dans le *Jahrbuch*[93]. L'année suivante, Georg Wolfram signale, lors d'une séance de la *Gesellschaft* du 17 décembre 1895, la découverte de sépultures gallo-romaines devant la porte des Allemands[94]. Ainsi, entre 1888 et 1896, il n'y a que très peu de découvertes et aucune fouille à

[90] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1890, p. 419.
[91] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1892, 2, p. 273.
[92] SCHNITZLER Bernadette, *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*, Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 130.
[93] KEUNE Johann Baptist, Römischer Grabfund in Sablon (bei Sablon). *J.G.L.G.A.*, vol. 6, 1894, p. 327.
[94] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1895, p. 217.

Metz. Cette période marque essentiellement la réorganisation nécessaire des Musées de la ville par O. Hoffmann.

### *C. La réorganisation des Musées de la ville*

Depuis 1874, la galerie archéologique a très peu changé. Pourtant, une centaine de nouvelles pièces ont fait leur entrée aux Musées, notamment les objets préhistoriques de Morville remis par l'abbé Merciol, et certaines commencent à se dégrader[95]. Or, les objets ne sont pas classés par période, mais par lieux de découverte, les objets préhistoriques côtoyant ainsi des objets modernes[96]. Il s'agit le plus souvent de découvertes fortuites, déposées sans notice. C'est pourquoi, à partir de 1889, la réorganisation du musée est prise en main par Otto Hoffmann.

Otto Adalbert Hoffmann est né le 23 janvier 1858 à Berga, près de Leipzig (Saxe-Anhalt)[97] (fig. 41). Il a étudié l'archéologie et la philologie aux universités de Strasbourg, Berlin et Vienne[98] avant d'arriver à Metz en avril 1885. D'abord professeur au *Kaiserliches Lyceum*, actuellement le lycée Fabert, il enseigne à celui de Longeville-lès-Metz à partir de mars 1893. En raison de sa formation universitaire, et comparativement à la situation des autres membres de la *Gesellschaft*, Otto Hoffmann est alors à cette époque la seule personne pouvant s'occuper des collections archéologiques du musée.

Par une lettre au Maire de Metz datée d'avril 1889, il lui fait remarquer que le catalogue de la galerie archéologique n'existe qu'en langue française. Il se propose dès lors d'établir un catalogue en langue allemande pour répondre aux attentes de l'archéologie germanique, idée que le défunt Fritz Möller avait eue quelques années auparavant[99]. Pour cela, il a besoin de temps et d'argent, ce que le maire A. Halm lui octroie. O. Hoffmann se met rapidement au travail. En mai 1889, les premières pages du catalogue sont traduites en allemand et il entame la numérotation des vitrines, ainsi qu'une nouvelle disposition des

[95] HOFFMANN Otto, *Der Steinsaal des Metzer Altertums-Museum*, Metz : Lang, 1889, 116 p.
[96] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1891, p. 451.
[97] A.M.M. 1F2/474. Fiche domiciliaire.
[98] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire du 8 avril 1889.
[99] *Ibid*.

objets[100]. À la fin de l'année 1889, il publie un premier catalogue sur la galerie lapidaire intitulé *Der Steinsaal des Altertums-Museums zu Metz* présentant les antiquités gréco-étrusques, gallo-romaines et médiévales. Ainsi, le visiteur peut découvrir six cent quatre-vingt-quinze objets. En novembre 1889, après ce travail exemplaire, le Maire le charge pour deux années de ce travail sur tous les objets de la galerie archéologique. O. Hoffmann reçoit alors le titre de conservateur du musée archéologique de la ville (*Conservator des archäologischen Museums der Stadt*), tout en conservant son emploi de professeur au lycée de Longeville-lès-Metz. À la fin de l'année 1890, il extrait de la réserve des Musées les objets préhistoriques, gallo-romains et médiévaux, afin de les identifier et les inventorier. Il semble que ce travail de conservation soit bénévole si l'on en croit la demande d'O. Hoffmann d'une rémunération mensuelle de 75 mark pendant trois ou quatre mois, ce classement l'occupant en-dehors de ses heures de travail[101]. En février 1891, il termine l'inventaire des objets avant de partir six semaines en Italie contempler les collections des musées de Florence, Rome et Naples entre la mi-mars et la fin du mois d'avril, afin d'en tirer profit pour les Musées de Metz[102]. Il prend également conseil auprès des directeurs des musées de Trèves, Felix Hettner, de Strasbourg, Adolf Michaelis, et de Mayence, Ludwig Lindenschmidt, dont il reprend le système de classement[103]. En septembre 1891, il intègre les découvertes faites lors des fouilles de Tarquimpol aux collections du musée[104]. À la fin du mois, l'identification et l'inventaire des objets gallo-romains et médiévaux sont terminés. En novembre, O. Hoffmann s'occupe d'installer les vitrines et l'électricité[105], permettant ainsi l'ouverture de la galerie en 1892 en même temps que la parution du nouveau catalogue, cette fois en allemand : *Die Kleinaltertümer des römisch-mittelalterlichen Museums der Stadt Metz.*

Imprimé à part à destination du visiteur par les imprimeries du *Lothringer Zeitung*, ce dernier paraît également dans le *Jahrbuch* de 1892[106]. À présent, la galerie présente dans un premier temps les antiquités romaines comprenant les fibules, la céramique, les tuiles, les objets en verre, les objets de tabletterie, avant de découvrir les vitrines consacrées au culte des divinités égyptiennes, puis grecques, romaines et gauloises. Toutefois, Otto Hoffmann n'a pas

[100] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire du 10 mai 1889.
[101] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire du 5 novembre 1890.
[102] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire du 1er février 1891.
[103] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1891, p. 429.
[104] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire du 16 septembre 1891.
[105] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire de novembre 1891.
[106] HOFFMANN Otto, Die Kleinaltertümer des römisch-mittelalterlichen Museums der Stadt Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 4, 1892, p. 186-218.

terminé son travail aux Musées, étant donné qu'il lui reste à mettre en place les objets préhistoriques, mérovingiens et modernes. En avril 1893, O. Hoffmann a terminé de présenter les objets de la préhistoire[107], ce qui lui permet de consacrer le temps qui lui est imparti jusqu'au 1er octobre aux autres périodes. Il achève la mise en place du musée au début du mois de novembre 1893[108]. À la fin de l'année, il publie dans le *Jahrbuch* la suite du catalogue de la galerie archéologique, comprenant les antiquités préhistoriques, mérovingiennes, médiévales et modernes[109]. Son travail au musée étant terminé, O. Hoffmann demande au maire de le dispenser de son poste de conservateur du musée archéologique, en raison de son emploi de professeur et de son déménagement de la rue Saint-Vincent au Ban-Saint-Martin. Le Maire accepte sa requête et il est démis de son poste le 19 novembre 1893[110]. En attendant la nomination de son successeur, il se propose de continuer à s'occuper des affaires courantes des Musées.

Parallèlement, la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* s'implique également dans les affaires des Musées. Lors de la séance du 21 octobre 1891[111], la Société abandonne à la ville la propriété de toutes les antiquités et de tous les objets d'art qu'elle possède à condition que la Municipalité s'oblige à pourvoir aux frais de conservation et d'installation des objets qui seront sous la responsabilité du conservateur. Ces objets ne pourront ni être vendus, ni échangés, ni cédés et devront porter une mention lisible indiquant qu'ils ont été donnés par la *Gesellschaft*. Pourtant, dès 1894[112], elle se plaint auprès de la ville de la non-conformité par rapport à la convention signée trois ans auparavant, car les objets offerts par la *Gesellschaft* ne sont pas suffisamment mis en valeur. Un an plus tard, Karl Wichmann se plaint de l'état dans lequel se trouve le musée et demande au Maire de prendre des dispositions, notamment en faisant porter au budget une somme pour couvrir les dépenses des Musées[113].

L'événement le plus marquant de l'histoire et de l'archéologie mosellanes est sans conteste la participation des Musées de Metz, sous la direction de la *Gesellschaft*, à

[107] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au Maire du 14 avril 1893.
[108] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au Maire du 4 novembre 1893.
[109] HOFFMANN Otto, Die Kleinaltertümer des römisch-mittelalterlichen Museums der Stadt Metz (Fortsetzung). *J.G.L.G.A.*, vol. 5, 1893, p. 172-187.
[110] A.M.M. 2R96. Lettre d'Otto Hoffmann au maire du 26 novembre 1893.
[111] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1891, p. 449.
[112] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1894, séance du 6 décembre 1894.
[113] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1895, p. 213, séance du 11 octobre 1895.

l'exposition sur les arts et l'industrie de Strasbourg en 1895. Des objets archéologiques, des sculptures, des tableaux, de l'orfèvrerie, de la ferronnerie… sont exposés afin de promouvoir l'Alsace-Lorraine. Les Musées sont sollicités en mai 1895 pour le prêt d'objets, notamment des silex et des monnaies du camp gallo-romain de Morville, ainsi que ceux liés au briquetage de la Seille[114]. Le Comité de la *Gesellschaft* est invité par le Bureau de l'exposition de Strasbourg à nommer un sous-comité pour la Lorraine le même mois. Il est décidé que le Bureau de la *Gesellschaft* fera office de sous-comité et que huit catégories d'objets seront prêtées : objets de l'âge de pierre, monnaies gauloises, antiquités romaines, reliefs carolingiens, porcelaine, vases liturgiques et estampes[115]. L'exposition ouvre ses portes le 1er juillet 1895 pour se clore en octobre. Cependant, les objets lorrains n'ont pas rencontré le succès attendu. Il semblerait qu'ils n'étaient pas présentés de la manière proposée par le comité lorrain et mis à part[116].

Quelques mois plus tard, le musée lapidaire s'enrichit d'une nouvelle œuvre majeure au début de l'année 1896. En effet, durant l'été 1895, un monument dédié au dieu oriental Mithra est découvert à Sarrebourg (fig. 42 et 43). Il est encore exposé au Musée de La Cour d'Or de nos jours. En octobre 1895, le bureau de la *Gesellschaft* demande à F. von Fisenne, inspecteur des bâtiments militaires, de s'occuper du transfert du monument aux Musées[117]. En février 1896, les frais de fouille et de rapatriement s'élèvent à 2556,93 mark, la ville ayant déjà alloué une subvention de 1000 mark. La *Gesellschaft* demande encore 500 mark à la Municipalité ainsi que 1200 mark au Ministère pour couvrir le reste des frais[118]. Au final, le monument de Mithra est installé au musée, contre le mur, face à la porte du jardin, en présence de l'administrateur de la Mairie, le baron von Kramer en mars 1896.

L'encadrement de l'archéologie à Metz est donc lent et se fait progressivement tout au long du XIXe siècle. Grâce à des sociétés savantes comme l'Académie de Metz et la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle et à des hommes comme V. Simon ou C. Abel, une prise de conscience pour protéger le patrimoine archéologique de Metz et de ses environs

[114] A.M.M. 2R96. Lettre du directeur du musée Fridrici au maire du 14 mai 1895.
[115] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1895, 2, p. 207, séance du comité de mai 1895.
[116] *Ibid.*, p. 215, séance du comité du 23 octobre 1895.
[117] *Ibid.*, p. 213, séance du 11 octobre 1895.
[118] *Ibid.*, p. 225, séance du 28 février 1896.

émerge à cette époque. L'Annexion de 1870 crée un grand vide pendant presque vingt ans, les juristes et les avocats laissant la place à une nouvelle génération de chercheurs allemands, formés en archéologie et en philologie dans les universités allemandes. La fin du XIX[e] siècle est marquée par l'implication du gouvernement allemand dans le développement d'une archéologie organisée, notamment à travers le service des Monuments Historiques.

Quant au musée archéologique, sa création est tout aussi lente et difficile. Il faut attendre l'Annexion pour qu'une galerie archéologique et un catalogue l'accompagnant existent. Il faut ajouter qu'il n'y a pas de conservateur permanent. Le travail des conservateurs intermittents est bénévole, lorsque les besoins l'exigent. En règle générale, après leur départ, les collections ne sont ni suivies, ni entretenues.

D'un point de vue scientifique, les recherches ne se font qu'à partir des découvertes fortuites au cours des travaux d'urbanisme ou lors de l'exploitation des sablières du Sablon, mettant en évidence la zone de nécropoles au sud de la ville. Pourtant, il n'existe pas de véritable synthèse englobant toutes ces découvertes, bien que le père jésuite Julien Bach s'essaie à esquisser un tableau des origines de la ville de Metz en 1863[119]. À partir des connaissances de l'époque, il propose une histoire des origines de la ville de Metz, avec plus ou moins de justesse. Bien qu'aucune découverte n'ait été faite à l'époque, il localise l'*oppidum* gaulois sur les hauteurs de la colline Sainte-Croix à partir des textes antiques (César, Strabon, Pline, Tacite…) et de la topographie du site[120], ce qui, nous le verrons, s'avèrera exact plus d'un siècle plus tard[121]. Cela dit, il se trompe sur plusieurs points : il localise, par exemple, le *forum* romain sous la place Saint-Louis, un nymphée sous la lunette d'Arçon, déclare que le Sablon est un quartier très urbanisé et va jusqu'à nier l'existence de l'amphithéâtre de Metz. Pourtant, il pose les bonnes questions à propos des découvertes protohistoriques, assez rares à cette époque, concernant notamment les habitations[122]. On sait alors que les Gaulois vivaient dans des habitations en matériaux périssables ne laissant que peu de traces. J. Bach s'interroge ainsi sur la signification de ces excavations remplies

[119] BACH Julien, Études sur les origines de Metz, de Toul et de Verdun. *M.S.A.H.M.*, vol. 4, 1863, p. 141-252.
[120] *Ibid.* p. 167 : « D'après la nature du site et l'indice des murailles romaines qui ont remplacé l'enceinte primitive, il est facile d'en déterminer à peu près le circuit. Le rempart gaulois régnait incontestablement le long des hauteurs que nous connaissons ; en traçant une ligne depuis le point culminant de Sainte-Ségolène, par le haut de la *rue Chèvremont* jusqu'au haut de *Sainte-Croix*, puis par la *rue des Murs* et celle des *Récollets*, on a toute la forteresse, de deux cents ou deux cent cinquante mètres dans sa plus grande largeur. »
[121] Voir les fouilles de P. Thion en 1986 rue Taison.
[122] BACH Julien, Études sur les origines de Metz, de Toul et de Verdun. *M. S.A.H.M.*, vol. 4, 1863, p. 141-252.

d'argile (probablement des trous de poteau ou des fosses) et contenant des fragments de poteries, du silex, du fer, du bronze et des restes osseux[123].

À cette époque, les contacts avec la France sont assez rares, les échanges se faisant surtout avec le *Reich*. Par exemple, avec la Lorraine non annexée, seule l'Académie de Metz entretient des rapports avec la Société d'Archéologie et d'Histoire de Lorraine de Nancy. Cette dernière ne communique avec la *Gesellschaft* qu'à partir de 1896. Les résultats scientifiques sont publiés quasiment exclusivement dans les revues locales et allemandes.

À partir de la fin du XIX[e] siècle, des changements s'opèrent, aussi bien localement qu'en Europe. D'un point de vue régional, la *Gesellschaft* bénéficie du soutien des autorités allemandes. La Lorraine s'ouvre ainsi à la science allemande qui jouit en Europe d'un rayonnement incontesté. En 1876, le *Reich* compte seize chaires d'Histoire de l'Art et d'Archéologie, dont trois à Strasbourg, alors qu'il n'en existe pas en France[124]. Theodor Mommsen (1817-1903) est titulaire depuis 1861 de la chaire d'Histoire romaine à l'Université de Berlin. C'est un savant éminent à qui l'on doit l'initiative et la réalisation d'un recueil des inscriptions latines du monde romain, le célèbre *Corpus inscriptionum latinarum* (*C.I.L.*). De plus, la philologie se développe grandement dans les universités allemandes, entretenant des liens très étroits avec l'histoire et l'archéologie[125]. En cette fin de XIX[e] siècle, les nouveaux conservateurs de musées allemands d'Antiquités suivent les séminaires d'épigraphie de Theodor Mommsen, ceux en archéologie d'Otto Hirschfeld (1843-1922) et d'Otto Benndorf (1838-1907) à Vienne. En France, pour tenter de rattraper le retard, l'École française de Rome est créée en 1875, après celle d'Athènes en 1846.

Les méthodes de fouilles et d'analyse connaissent de véritables progrès à cette époque. Les recherches d'Heinrich Schliemann (1822-1890) révolutionnent les connaissances sur la Grèce antique grâce aux fouilles d'Hissalrik (1871-1873, 1879, 1882-1883, 1889-1890), de Mycènes (1874-1876), d'Orchomène (1880) ou de Tirynthe (1884-1885). Ses découvertes consacrent alors l'archéologie et ses « méthodes d'analyse et de comparaison[126] ». Avec ses travaux, H. Schliemann met en évidence sept niveaux d'occupation à Troie, annonçant les prémices de la fouille stratigraphique pour les périodes historiques. En effet, avant le dernier

[123] *Ibid.* p. 86.
[124] DEMAROLLE Jeanne-Marie, Des vestiges et des hommes : un siècle d'archéologie mosellane au sein de la S.H.A.L. *C.L.*, n° 4, septembre-décembre 1990, p. 238.
[125] GRAN-AYMERICH Eve. *Naissance de l'archéologie moderne : 1798-1945*. Paris : C.N.R.S., 1998, p. 206.
[126] *Ibid.* p. 271.

quart du XIX[e] siècle, on distinguait les « archéologues-historiens » des « géologues-préhistoriens. » Néanmoins, en l'absence de textes écrits, la philologie devient inutile et les « archéologues-historiens » doivent adopter la méthode stratigraphique empruntée à la géologie[127]. Dès le milieu du XIX[e] siècle, Jacques Boucher de Perthes (1788-1868) opte pour cette méthode lors des découvertes préhistoriques qu'il fait à Abbeville, dans la Somme.

De plus, l'étude des couches doit être associée à celle des objets qu'elles contiennent. On voit alors émerger des études typologiques, notamment celle de Hans Dragendorff (1870-1941) pour la céramique sigillée en 1895, et celle d'Heinrich Dressel (1845-1920) pour les amphores, suite aux fouilles du *Monte Testaccio* à Rome. Les décors des vases ne sont plus seulement analysés, mais également les aspects techniques comme la couleur, la forme, la nature de la pâte…

C'est au cours de cette période de changement que Johann Baptist Keune prend ses fonctions aux Musées de Metz et va prendre part aux activités archéologiques en Lorraine.

[127] *Ibid.* p. 296.

# Chapitre 2 La nomination de Johann Baptist Keune à la tête des Musées de Metz : une impulsion décisive

## I. L'arrivée de Johann Baptist Keune à Metz

### *A. Son parcours universitaire en Allemagne (1877-1892)*

À la fin du XIX[e] siècle, l'Allemagne possède une avance certaine en matière d'archéologie. D'une part, les universités allemandes délivrent les meilleures formations en archéologie, en lettres classiques et en philologie. L'histoire ancienne européenne est dominée par les travaux de Theodor Mommsen et son *Corpus Inscriptionum Latinarum*, publié sous l'impulsion de l'Académie de Berlin. Johann Baptist Keune (fig. 44) profite de cette période bénéfique, maîtrisant les méthodes de recherche dans le champ de l'*Altertumswissenschaft*.

Né le 28 novembre 1858 à Trèves, il est le fils d'un chef d'entreprise de confession catholique qui part s'installer l'année suivante avec sa famille à Coblence dans le quartier de Moselweiss[128]. À l'âge de 19 ans, J. B. Keune intègre la *königlich preussische Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität* de Bonn (All., Rhénanie-Westphalie) le 9 novembre 1877 (fig. 45). Inscrit en philologie sous le matricule n° 288, il y étudie jusqu'en mars 1880. Durant les cinq semestres passés à l'université de Bonn, J. B. Keune suit des cours de littérature grecque, de grammaire latine, d'histoire ancienne et de philologie, au sein desquels il étudie Platon, Horace, Juvénal, Démosthène, Aristobule, Thucydide, Ovide, Cicéron, ainsi que les cours d'histoire de la mythologie grecque du Pr. Reinhard Kekulé (1839-1911), à qui l'on doit en 1882 un article à propos de la Victoire découverte au Sablon[129]. Peu de temps après, durant l'été 1880, il quitte Bonn pour poursuivre ses études de philologie à la *Philipps-Universität* de

[128] Archiv der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, Exmatrikelakte Phil 1879/80 Keune, Johann Baptist.
[129] KEKULE Reinhard, *Victoria* aus Sablon bei Metz. *Westdeutsche Zeitschrift*, vol. 1, 1882, p. 291-296.

Marburg, et ce, jusqu'au semestre d'été de 1884[130]. Par la suite, après un séjour de quelques mois à Berlin en tant que stagiaire, il devient l'assistant à Vienne de l'éminent archéologue Otto Benndorf (1838-1907), également formé à l'Université de Bonn et qui avait accédé à la chaire de l'Université de Vienne en 1877 afin de diriger le séminaire d'archéologie et d'épigraphie. J. B. Keune se familiarise alors pendant dix-huit mois avec le *Corpus inscriptionum latinarum*, tout en occupant, durant le semestre d'hiver 1884-1885, un poste d'aide-bibliothécaire à la bibliothèque royale de Vienne[131]. Ayant obtenu son doctorat en philologie, il revient dans sa ville natale pour devenir professeur au lycée Friedrich-Wilhelm de Trèves en tant que professeur non titulaire entre 1889 et 1892, tout en œuvrant au *Landesmuseum* au côté de Felix Hettner[132].

### *B. Du professeur du Petit Séminaire au Directeur des Musées de Metz (1892-1896)*

J. B. Keune arrive à Metz en octobre 1892 pour occuper un poste d'enseignant au Petit Séminaire de Montigny, et ce, jusqu'en 1918[133]. Il y côtoie des personnalités comme le chanoine Roch-Stephan Bour, également intéressé par l'histoire et l'archéologie messines.

Johann Baptist Keune vit avec sa famille[134] principalement à Metz, mais il a vécu jusqu'en 1903 à Montigny, à proximité du Petit Séminaire où il enseigne, puis au Sablon jusqu'en 1911 (fig. 46). Il finit par s'établir au 13 rue de la Chèvre cette même année avant de déménager dans un logement de fonction situé dans les Musées durant toute la période de la Première Guerre mondiale.

Le 10 mars 1896, sur proposition de l'administrateur de la ville, le baron Sigismond von Kramer (1895-1901), J. B. Keune est nommé Conservateur des Musées[135]. Trois années

[130] UniA Marburg Best. 305 m 1 Sommersemester 1880 ; UniA Marburg 305 m 3 Sommersemester 1884.
[131] Trier Stadtarchiv, Ka 22.
[132] HEINEN Heinz, Johann Baptist Keune (1858-1937). *Trierer Zeitschrift*, n° 40/41, 1977/78, p. 304.
[133] *Ibid*., p. 325.
[134] De son union avec Helena Dyckhof (1865-1945) naissent cinq enfants, trois garçons (Franz (1894 — ?), Hans (1902 — ?) et Walter Hermann (1907-1980) et deux filles (Maria-Theresa (1895-1990) et Elisabeth (1899-1964), alors qu'il est en poste à Metz.
[135] A.M.M. 1D/c 123. Délibération du conseil municipal (1896).

plus tard, par décision du conseil municipal, J. B. Keune reçoit le titre de « Directeur des Musées de la Ville » 12 décembre 1899, tandis que le titre de « Directeur de la Bibliothèque et des Archives de la Ville » est conféré à l'abbé Paulus[136].

Prenant la relève d'O. Hoffmann plus de deux ans après, le choix de la nomination de J. B. Keune à la tête des Musées de Metz semble évident. En cette fin de XIX$^{e}$ siècle à Metz, il paraît censé que ce poste soit confié à un membre de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*. De surcroît, J. B. Keune possède la formation et les compétences adéquates et il réside à Metz, ou du moins à proximité.

Dans son parcours professionnel à Metz, il faut également mentionner qu'il reçoit le titre de « Professor » en 1906.

### *C. Les méthodes de travail de Johann Baptist Keune*

Avec l'arrivée de J. B. Keune à la tête des Musées de Metz, la gestion de l'institution, ainsi que l'archéologie en elle-même sont bouleversées. Cela découle en grande partie des méthodes de travail du nouveau directeur des Musées, qui sont reflétées à travers les différents carnets d'inventaire, mais aussi grâce à ses journaux personnels qu'il tenait quotidiennement à jour (fig. 47).

Lorsqu'il prend son poste en 1896, il se familiarise avec l'histoire de la ville, et plus largement avec le territoire de la Moselle annexé en 1870. Durant sa période d'activité, ses carnets sont remplis de notes issues des différentes chroniques, comme celles de Philippe de Vigneulles, de l'*Histoire de Metz* écrite par les moines bénédictins Nicolas Tabouillot et Jean François, mais aussi du *Corpus inscriptionum Latinarum* (*C.I.L.*) dont le volume XIII, paru en 1899, concerne les inscriptions épigraphiques latines des Trois Gaules et de Germanie[137].

L'étude du matériel rapporté au musée par J. B. Keune est essentiellement basée sur la comparaison avec d'autres objets, d'autres édifices, d'autres sites archéologiques. Ses carnets recèlent des notes sur des éléments provenant de Nîmes, Narbonne, Orange, Fréjus, Pompéi,

[136] A.M.M. 1D/c 126. Délibération du conseil municipal (1899).
[137] A.M.M. 7S4.

Trèves, Grenoble, Montbéliard ou Mayence[138]. Lors de chacun de ses voyages, il n'hésite pas à établir des comparaisons entre les objets qu'il observe dans divers musées et ceux mis au jour à Metz.

J. B. Keune n'hésite pas à utiliser les outils techniques à sa disposition, comme la photographie. On le voit notamment avec la prise de nombreux clichés lors des découvertes des sarcophages en pierre (fig. 48) et en plomb (fig. 49) dans les sablières Distler et Bidinger au Sablon entre 1903 et 1905. Il en est de même avec les fouilles de l'amphithéâtre gallo-romain de 1902 (fig. 50).

Il faut ajouter à cela le dynamisme de J. B. Keune. À travers ses carnets, il est facilement observable que le nouveau Directeur des Musées de Metz se rend quasiment quotidiennement sur les chantiers de découvertes : la lunette d'Arçon, l'amphithéâtre gallo-romain du Sablon, les sablières du Sablon Distler et Bidinger. Il prend alors des notes sur les objets (fig. 51) et les structures (fig. 52) mises en évidence, sur leur nature, leur localisation, et les dessine.

J. B. Keune est d'ailleurs parfois réprimandé par le conseil municipal qui, chargé de lui rembourser les frais engagés lors de ses voyages, lui reproche de ne pas toujours le prévenir[139]. Le 29 juin 1906, le Directeur des Musées se défend en argumentant qu'il ne peut pas prévoir chacun de ses déplacements, puisqu'il lui arrive parfois de partir rapidement afin de visiter le lieu des découvertes archéologiques. J. B. Keune est soutenu par un des membres du conseil, M. Erbrich, qui rappelle que le principal devoir des Musées est de recueillir et d'étudier les objets antiques, et qu'il est nécessaire à J. B. Keune d'examiner dans un premier temps ces trouvailles avant de les faire entrer dans les collections du musée archéologique.

Scientifiquement, J. B. Keune est un savant rigoureux. À sa mort, le grand historien de la Gaule, Albert Grenier, écrira : « C'était un petit homme, tout en vivacité, aux yeux scrutateurs derrière ses lunettes. On m'avait prévenu qu'il n'avait pas bon caractère ; il était en effet du premier mouvement, ne connaissant ni dissimulation ni flatterie. Rien d'autre n'existait pour lui que sa science. […] Il était un modeste. […] Il aimait la précision des détails, il se méfiait des hypothèses et des théories[140]. »

[138] A.M.M. 7S6.
[139] A.M.M. 1 D/c 133. Délibération du conseil municipal (1906).
[140] GRENIER Albert, J. B. Keune. *A.S.H.A.L.*, t. XLV, 1936, p. 325-328.

## II. Le rôle de Johann Baptist Keune au sein de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*

Durant la première Annexion, la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* acquiert une légitimité certaine dans le domaine de l'archéologie, participant à certaines décisions en matière de fouilles ou concernant les Musées. Elle demeure, de sa création en 1888 à la fin de la première Annexion, un des seuls vecteurs de diffusion de l'information archéologique.

Elle a constitué un réseau assez dense de correspondants issus du département de la Moselle annexée. Ainsi, des archéologues/épigraphistes, comme J. B. Keune, Directeur des Musées de Metz, côtoient des historiens médiévistes tels Georg Wolfram, Directeur des Archives départementales de la Moselle, ou Karl Wichmann, professeur de lycée ; des spécialistes de l'architecture à savoir Paul Tornow, Conservateur des Monuments Historiques, ou Emil Knitterscheid, architecte à Posen ; des militaires, comme le major Erwin Schramm ; ou encore des amateurs, comme Émile Huber, entrepreneur à Sarreguemines, l'abbé Paulus, curé de Puzieux, et Timothée Welter, notaire à Lorquin. La *Gesellschaft* regroupe aussi bien des *Eingewanderte*, des Allemands immigrés en terre lorraine pouvant être qualifiés de *Lothringer*, que des *Eingeborene*, c'est-à-dire des Lorrains d'origine française.

J. B. Keune, alors professeur au Petit Séminaire de Montigny (fig. 53), intègre les rangs de la *Gesellschaft* le 19 octobre 1893 à l'âge de 34 ans[141]. Quatre ans plus tard, suite à la démission de F. von Fisenne et du Professeur H. von Besler, J. B. Keune est élu en compagnie de Timothée Welter au sein du Bureau le 11 novembre 1897[142], puis réélu lors de chaque assemblée générale que tient la *Gesellschaft* tous les trois ans. Il accède même au poste de Secrétaire en 1905, succédant à G. Wolfram.

L'implication de J. B. Keune dans la *Gesellschaft* est importante et se manifeste sous différentes formes. Il faut citer en premier lieu les nombreuses conférences que le Directeur des Musées présente entre 1896 et 1911 : « Les guides itinéraires romains » (1896), « La civilisation en Lorraine sous la période gallo-romaine » (1898), « Les inscriptions à Metz sous l'époque gallo-romaine » (1900), « L'organisation et le but des amphithéâtres romains »

[141] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1893, p. 245.
[142] *Id.* 1897, p. 371.

(1905), « Les monnaies romaines » (1905), « Epona » (1905), « La civilisation gallo-romaine en Lorraine, il y a 1800 ans » (1906), « Metz avant, pendant et après le siège de 1870 » (1908), « Metz, cité médiomatricienne à l'époque romaine » (1910), « Le mode de voyager et la circulation en général, il y a 1800 ans » (1911), soient une dizaine au total. Il est également fréquent que J. B. Keune tienne informés les membres de la *Gesellschaft* des dernières découvertes archéologiques à Metz et en Lorraine annexée, qu'il a généralement lui-même observées, notamment à la lunette d'Arçon en 1905[143].

Il est fréquent qu'à chaque découverte importante, les membres de la *Gesellschaft* se rendent sur le chantier sous la conduite de J. B. Keune qui assure la visite commentée. Ainsi, le 6 août 1902, ainsi que le 13 mai 1903 (fig. 54), G. Wolfram, E. Schramm et J. B. Keune organisent une visite de la fouille de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz pour la *Gesellschaft*[144]. Ils assurent également l'accueil de trois sociétés savantes étrangères, dont la Société d'Archéologie Lorraine de Nancy présidée par Léopold Quintard[145].

La *Gesellschaft* continue l'organisation de sorties d'études afin de faire découvrir le patrimoine archéologique de Metz et de la Moselle à ses membres. À titre d'exemple, les découvertes faites lors de la destruction des restes de l'ancienne citadelle du XVI$^{e}$ siècle, comme les vestiges de l'enceinte de l'Antiquité tardive ou encore des éléments architecturaux comme des stèles ou des blocs monumentaux, sont contemplés par les membres de la *Gesellschaft* le 13 juillet 1901 (fig. 55).

Le 9 juillet 1903, la Ville nomme une commission mixte, comprenant, entre autres, deux membres de la *Gesellschaft* pouvant la représenter au sein de la commission des Musées[146]. Une convention est également signée le 10 janvier 1905 entre les Musées et la *Gesellschaft* dans le but de favoriser le développement du musée archéologique et de maintenir des relations suivies entre les deux partenaires[147]. Ainsi, un Comité des Musées, présidé par l'administrateur de la Ville, est formé. Il se compose de six membres, dont trois sont issus du conseil municipal et trois de la *Gesellschaft*. Son rôle principal est de communiquer à ce comité les acquisitions des Musées et de délibérer sur les projets d'agencement intérieur.

[143] *Id.* 1905, p. 535.
[144] *Id.* 1902, p. 531.
[145] *Id.* p. 565.
[146] A.M.M. 1 D/c 130. Délibération du conseil municipal (1903).
[147] A.M.M. 1 D/c 135. Délibération du conseil municipal (1905).

La *Gesellschaft* constitue un vaste réseau permettant de lier les compétences scientifiques. Elle met en relation différents membres afin d'analyser, de comprendre des œuvres, notamment en archéologie, et surtout de mettre en commun les compétences de chacun. Par exemple, en juin 1897, à la demande de la *Gesellschaft*, alors que celui-ci est Conservateur des Musées de Metz, J. B. Keune étudie une des stèles mises au jour lors de la fouille d'une nécropole à la Neuve-Grange, près de Sarrebourg, par Timothée Welter[148]. De même en janvier 1900, suite aux indications de M. Bischof, notaire à Thionville, le Directeur des Musées de Metz est chargé de se rendre à Boulange afin de constater la découverte de plusieurs sépultures[149].

Très rapidement, J. B. Keune représente la *Gesellschaft* à l'extérieur de Metz et de la Lorraine allemande, notamment lors des manifestations archéologiques. Par exemple, il assiste à deux reprises en qualité de membre de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* au Congrès des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Allemagne du Sud et de l'Ouest à Trèves en 1901[150] et à Mannheim en 1904[151], au cours desquels il rencontre d'autres savants, comme Ernst Fabricius, avec qui il correspond lors des fouilles de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz.

Enfin, la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* participe également aux discussions importantes concernant la conservation ou non de certains vestiges archéologiques, bien qu'elle n'ait aucun pouvoir décisionnel. Aussi, le comte Zeppelin, J. B. Keune et G. Wolfram forment en septembre 1901 une commission afin d'étudier la question de la conservation du mur d'enceinte de l'Antiquité tardive. Un an plus tard, en septembre 1902, une discussion autour de la conservation des vestiges de l'amphithéâtre se tient lors d'une séance de la *Gesellschaft* entre l'administration des chemins de fer de Strasbourg, Hans Dragendorff en tant que représentant du *Kaiserlisches deutsches Archäologisches Institut*, le comte Zeppelin, Président de Lorraine, G. Wolfram, J. B. Keune, K. Wichmann et C. Wahn, soit les responsables des principales institutions culturelles et administratives du département à l'époque[152].

[148] M.M. *Eingänge* (1896-1897).
[149] *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1899, p. 427.
[150] *Id.*, 1901, p. 443.
[151] *Id.*, 1904, p. 499.
[152] *Id.*, 1902, p. 543.

Ainsi, ce réseau de correspondants couvrant la totalité du département de la Moselle permet de relayer les découvertes archéologiques des différents secteurs, comme Timothée Welter, notaire à Lorquin, dans celui de Sarrebourg, ou à Metz avec l'abbé Paulus, curé de Puzieux, près de Delme. Ce dernier semble surveiller les grands chantiers d'urbanisme entrepris à Metz en 1902, avec la destruction du rempart joignant la tour Camoufle, celui de la redoute du Pâté avec la mise au jour de l'amphithéâtre, ainsi que celui de la citadelle, permettant dès lors l'acquisition de nouvelles œuvres par les Musées de Metz.

## III. Les rapports de Johann Baptist Keune avec le monde scientifique

### *A. Johann Baptist Keune et les savants lorrains*

Bien qu'il soit de nationalité allemande, J. B. Keune entretient des liens étroits avec des savants d'origine lorraine. À travers sa correspondance, il est possible d'établir leur identité[153]. En effet, des noms reviennent assez régulièrement. En premier lieu, on retrouve T. Welter (1859-1937). Formé en droit à l'Université de Berlin entre 1879 et 1880, il est nommé notaire à Lorquin en 1886 et se livre parallèlement à de nombreuses investigations archéologiques dans le canton[154]. Proche également de l'abbé Paulus, il adhère à la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* et accède au comité en 1897 à la suite de la fouille de la nécropole de la Neuve-Grange. Émile Huber parraine dans un second temps son admission à l'Académie Nationale de Metz en 1903. Dans la seule année 1898, J. B. Keune correspond avec lui une vingtaine de fois. Malheureusement, nous ne connaissons pas le contenu de ces lettres. D'autres noms reviennent régulièrement comme ceux de G. Wolfram, Directeur des Archives départementales de la Lorraine, qu'il côtoie au sein de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, É. Huber,

[153] A.M.M. 2R85. Correspondance de Johann Baptist Keune entre le 10 mars 1898 et le 31 mars 1899.
[154] DEMAROLLE Jeanne-Marie, Des vestiges et des hommes : un siècle d'archéologie mosellane au sein de la S.H.A.L. *C.L.*, n° 4, septembre-décembre 1990, p. 242.

entrepreneur à Sarreguemines à qui l'on doit le financement des fouilles du Hérapel, près de Cocheren et de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz.

En juin 1909, J. B. Keune pose sa candidature en tant que membre titulaire de l'Académie de Metz[155]. Bien que ses membres reconnaissent la qualité scientifique des travaux de J. B. Keune, le scrutin secret se prononce contre son élection par dix voix contre cinq.

Il existe donc encore une réticence de la part de certains savants lorrains d'origine française à l'égard des savants allemands. Mais les relations de J. B. Keune ne se limitent pas à Metz et à la Lorraine. Le Directeur des Musées de Metz possède un réseau de correspondants à la fois en France, mais surtout à travers tout l'Empire allemand.

### *B. Les voyages de Johann Baptist Keune en France*

À partir de 1906, les découvertes archéologiques se raréfient, notamment à Metz. En effet, le déclassement des fortifications de la ville est presque achevé. J. B. Keune peut se consacrer alors à l'organisation de son musée et entreprendre plusieurs voyages d'étude en France, notamment en 1907 et en 1909.

Le 11 août 1907, le Directeur des Musées de Metz prend le train en direction d'Autun afin d'assister au 3e Congrès préhistorique de France, qui se tient au théâtre municipal[156]. Les archives conservées au Musée de La Cour d'Or nous renseignent assez bien sur le déroulement de son séjour, montrant sa curiosité pour d'autres thèmes que l'archéologie. J. B. Keune assiste à plusieurs communications avant de visiter la ville, comme les 13 et 14 août. Le 15 août, il se rend sur le site archéologique du Mont-Beuvray, qui abrite l'ancien *oppidum* celtique de Bibracte, capitale des Éduens, découvert en 1867. Il reprend le train le lendemain en direction de Chalon-sur-Saône à partir d'où il va effectuer un périple d'une dizaine de jours. Il en profite pour visiter le musée municipal de Mâcon et le site préhistorique de la roche de Solutré le 17 août 1907. Le lendemain, il se rend sur le site d'Alésia, puis enchaîne

[155] Registre des délibérations de l'*Académie Nationale de Metz*, 22 avril 1907-17 avril 1917.
[156] M.M.. *Reisen in Frankreich (Aug.-Okt. 1907)*.

avec les villes de Dijon, Dole, Besançon, Vesoul, Bourbonne-lès-Bains, Langres, Neufchâteau, Soulosse, Grand qui abrite un amphithéâtre gallo-romain, Naix-aux-Forges correspondant à l'antique agglomération de Nasium, Bar-le-Duc, Saint-Mihiel puis Verdun. Il rentre finalement à Metz le 29 août 1907. Mais ce voyage ne constitue pas seulement un séjour d'agrément pour J. B. Keune, puisqu'il en profite pour nouer des contacts avec des savants français qui ne sont pas uniquement issus du milieu historique ou archéologique. On compte parmi eux René Gadant, Conservateur des collections d'Antiquités de la Société éduenne, Paul Girod, Directeur de l'École de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand, Hyppolite Marlot, géologue et directeur des mines d'uranites de Saint-Symphorien ou encore F. Gidon, docteur en médecine et ès sciences à Caen. En effet, il ne faut pas oublier que J. B. Keune n'était pas seulement conservateur des collections archéologiques, mais également des collections d'histoire naturelle ou minéralogiques. Il profite également de ce voyage pour prendre des notes dans les différents musées qu'il visite, notamment celui de Bar-le-Duc, afin de pouvoir comparer les objets en vitrine à ceux découverts à Metz et qu'il est en charge d'étudier. C'est le cas de la céramique mise au jour à Urville et qu'il publie la même année dans le *Jahrbuch*[157].

Deux années plus tard, en juillet et août 1909, il entreprend un nouveau voyage en France afin d'assister une nouvelle fois au 5e Congrès préhistorique de France qui se tient cette fois-ci à Beauvais entre le 26 et le 31 juillet 1909. Parti de Metz le 23 juillet, J. B. Keune en profite pour faire escale à Châlons-sur-Marne où il visite le musée et la cathédrale avant de s'arrêter le lendemain à Reims afin d'y contempler la cathédrale, mais surtout la porte de Mars et le musée. Arrivé à Beauvais le 26 juillet, il n'assiste cependant pas à l'intégralité du congrès. Il repart dès le lendemain pour Paris où il séjourne jusqu'au 6 août 1909. Il visite bien évidemment le Musée du Louvre, ainsi que le musée Carnavalet où il prend beaucoup de notes. Il profite de son séjour pour compléter ses connaissances à propos d'œuvres messines. Ainsi, le 2 août, il se rend à la Bibliothèque nationale, notamment au Cabinet des médailles, et consulte le sacramentaire de Drogon, œuvre messine majeure de la période carolingienne. Au musée de Saint-Germain-en-Laye, qu'il visite le lendemain, il y observe des sarcophages en plomb semblables à ceux découverts au Sablon et ne manque pas de prendre des notes à ce sujet. Là encore, son intérêt ne se porte pas seulement sur des objets archéologiques,

[157] KEUNE Johann Baptist, Die Fundstücke aus dem Bauerngehöft römischer Zeit bei Urville. *J.G.L.G.A.*, vol. 18, 1906, p. 436-449. ; KEUNE Johann Baptist, Bronzezeitlicher Fund aus Urville. *J.G.L.G.A.*, vol. 18, 1906, p. 538-541.

puisqu'au Louvre il demande à voir les originaux de tableaux dont les copies sont exposées à Metz, ainsi qu'à Versailles où il peut admirer des peintures représentant le maréchal de Belle-Isle qui gouverna Metz et les Trois-Évêchés entre 1727 et 1761.

On le constate, le sentiment de revanche envers l'Allemagne semble avoir disparu presque quarante ans après l'Annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire, du moins dans la communauté scientifique. La collection de cartes postales reçues par J. B. Keune, conservée au Musée de La Cour d'Or, ainsi que l'inventaire de sa correspondance[158] montre qu'il entretenait une correspondance avec des savants renommés, notamment Émile Espérandieu (1857-1939), épigraphiste et archéologue français à qui l'on doit le *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*, ainsi qu'avec René Cagnat (1852-1937), grand épigraphiste latin et historien de l'Afrique romaine. Cette correspondance entre J. B. Keune et Émile Espérandieu se fait essentiellement entre 1912 et 1915[159], période à laquelle ce dernier publie le tome concernant la Gaule Belgique de son *Recueil*, dont Metz faisait partie durant l'Antiquité, entre 1913 et 1915.

Cependant, J. B. Keune ne se déplace pas seulement en France, n'oubliant pas l'Empire allemand et la richesse scientifique qu'il offre. Il effectue quelques voyages, comme entre les 15 et 19 avril 1903, où il se rend à Mayence, Wiesbaden, Francfort, Hombourg et Darmstadt. Ses relations avec les savants allemands sont plus qu'étroites.

### *C. La correspondance avec les savants allemands*

Malgré son installation et son attachement à Metz, J. B. Keune maintient des liens très forts avec l'Allemagne, et plus particulièrement sa ville natale, Trèves, ainsi qu'avec de nombreuses sociétés savantes européennes, comme la *Wissenschaftliches Gesellschaft* de Strasbourg et la section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg[160]. Membre de la *Gesellschaft für Mutzliche Forschungen in Trier* depuis 1891 (fig. 56), il en devient membre d'honneur l'année suivante, peu de temps avant son départ pour Metz. Il est surtout membre

[158] M.M., *Tagebuch* de Johann Baptist Keune daté de juillet 1903 au 1er avril 1904.
[159] M.M., *Tagebuch* de Johann Baptist Keune daté du 13 mai 1912 au 6 juin 1917.
[160] Trier Stadtarchiv, Ka 22.

du *Kaiserlisches deutsches Archäologisches Institut* de Berlin fondé en 1829 et menant des recherches archéologiques partout en Europe.

J. B. Keune entretient des échanges réguliers avec le *Landesmuseum* de Trèves et son conservateur Felix Hettner (1851-1902) avec qui il a collaboré avant son installation à Metz, et qui poursuit ses fouilles dans les régions de l'ancienne frontière de l'Empire romain, le *limes* rhénan. À voir la correspondance de J. B. Keune, ces échanges sont réguliers, puisque, pour la seule année 1898, soit deux années après sa prise de fonction aux Musées de Metz, il échange une douzaine de lettres avec le conservateur du Musée de Trèves[161]. Le contenu de ces plis n'est pas connu, puisqu'il s'agit de courrier envoyé et non reçu, mais on peut supposer que le Conservateur des Musées de Metz demande des conseils en termes de muséographie à celui qu'il a côtoyé durant plusieurs années au *Provinzialmuseums Trier*.

Il ne faut pas oublier Hans Lehner (1865-1938) que J. B. Keune a connu également au *Provinzialmuseums* de Trèves peu de temps avant son départ pour Metz en 1892. Durant la période d'activité de J. B. Keune à Metz, Hans Lehner est directeur du *Provinzialmuseums* de Bonn.

Dès le mois d'août 1902, il prend contact avec Karl Schumacher (1860-1934), Directeur du *Römisch-Germanisches Zentralmuseum* de Mayence[162], à propos du mur de l'enceinte de l'Antiquité tardive, mis au jour dans le sud de la ville lors de la construction du Palais du Gouverneur, découvert quelques années plus tôt[163]. En effet, on doit à K. Schumacher une collaboration au *Obergermanisch-rätische Limes des Römerreiches* présentant le *limes* de l'Empire romain dans la région de la Rhétie. Il y a rédigé plusieurs notices entre 1895 et 1900 dans le volume 5 à propos de plusieurs forts[164], de même qu'Ernst Fabricius (1857-1942). Lui aussi spécialiste du *limes* rhénan, professeur depuis 1888 à l'université de Fribourg, il dirige depuis 1902 la *Reichslimeskommission*. J. B. Keune prend contact avec lui en octobre 1902 à propos de la découverte de l'amphithéâtre de Metz[165]. Un dernier membre de la *Reichslimeskommission*, Louis Jacobi (1836-1910) est consulté pour ses

[161] A.M.M. 2R85.
[162] A.D.M. 21J17. Lettre de Karl Schumacher à Johann Baptist Keune datée du 16 août 1902.
[163] WOLFRAM Georg, Die römische Ausdehnung von Metz zu römischer und frühmittelalterlicher Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 124-154.
[164] *Der obergermanisch-raetische Limes des Roemerreiches*, Abt. B, Bd. 5.1, Petters, Heidelberg : « Das Kastell Osterburken » (1895) ; « Kastell Oberscheidenthal » (1897) ; « Die Kastelle bei Neckarburken » (1898) ; « Das Kastell bei Schlossau » (1900) ; « Kastell und Vicus bei Wimpfen » (1900).
[165] A.D.M. 21J17. Lettre d'Ernst Fabricius à Johann Baptist Keune datée du 29 octobre 1902.

qualités d'architecte afin de comprendre la nature et la construction des murs mis au jour lors de la fouille de l'amphithéâtre[166].

Le Directeur des Musées de Metz contacte également d'autres grands noms de l'archéologie allemande. D'une part, Adolf Michaelis (1835-1910) et, d'autre part, Alexander Conze (1831-1914). Philologue de formation, A. Michaelis est professeur d'archéologie depuis 1872 à la nouvelle université de Strasbourg dont il fait un grand centre de recherche archéologique. Bien qu'il ne soit pas directement impliqué dans l'étude de l'édifice, il montre un grand intérêt à la découverte de l'amphithéâtre de Metz, en conseillant J. B. Keune de bien se documenter en le comparant aux autres amphithéâtres de l'empire, tels que ceux de Nîmes, Arles ou encore Vérone. Il fait partie des premières personnalités à demander la conservation des ruines, car elles présentent un intérêt certain que d'autres amphithéâtres ne possèdent pas[167]. Il faut préciser que c'est Alexander Conze qui recommande Hans Dragendorff pour l'étude de la céramique mise au jour lors de la fouille de l'amphithéâtre de Metz.

Quant à Alexander Conze, secrétaire-général du *Deutschen Archäologischen Instituts*, il est invité à venir à Metz, mais il décline l'invitation[168], certainement en raison de son âge, puisque ce dernier doit faire le voyage depuis Berlin. Il évoque H. Dragendorff (1870-1941) qu'il a côtoyé au *Deutschen Archäologischen Instituts* et qui est depuis 1902 directeur de la *Römisch-Germanischen Kommission* de Francfort. Celui-ci est l'auteur d'une thèse, « *De vasculis Romanorum rubris capita selecta* », soutenue à l'Université de Bonn en 1894, puis éditée dans le *Bonner Jahrbücher* de 1896-1897, qui reste encore aujourd'hui la référence pour l'identification des céramiques sigillées. H. Dragendorff apporte d'ailleurs son aide à J. B. Keune pour l'étude de la céramique sigillée mise au jour lors de la fouille de l'amphithéâtre de Metz[169], lors de sa venue sur le chantier en décembre 1902[170]. Il va jusqu'à financer une partie de la fouille à hauteur de 3875 mark afin qu'elle puisse être achevée. D'autres savants allemands se chargent de l'étude du matériel : Alexander Tornquist, Professeur à l'Institut géologique de l'Université de Strasbourg, étudie les marbres, tandis que Ludwig Döderlein (1855-1936), professeur de zoologie à l'Université et Directeur des collections zoologiques du Musée de Strasbourg, s'occupe de l'étude des ossements.

[166] A.D.M. 21J17. Lettres de Louis Jacobi datées des 19 et 22 novembre 1902.
[167] A.D.M. 21J17. Lettre d'Adolf Michaelis à Johann Baptist Keune datée du 27 octobre 1902.
[168] A.D.M. 21J17. Lettre d'Alexander Conze à Johann Baptist Keune datée du 8 novembre 1902.
[169] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902.
[170] A.D.M. 21J17. Lettres de Hans Dragendorff à Georg Wolfram datées des 11 et 12 décembre 1902.

J. B. Keune entretient donc des liens étroits avec d'éminentes personnalités du domaine de l'archéologie, possédant presque toutes une formation en archéologie, ainsi qu'en philologie. La plupart de ces archéologues, comme E. Fabricius, H. Dragendorff et bien entendu J. B. Keune, ont reçu leur formation à la *königlich preussische Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität* de Bonn qui prodigue une des meilleures formations en archéologie et en philologie.

La découverte de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz semble susciter un vif intérêt dans le milieu archéologique, jusqu'au sommet de l'administration impériale et le *Deutsches Archäologisches Instituts* de Berlin. La plupart de ces savants sont venus visiter les ruines de l'édifice antique : K. Schumacher et E. Fabricius le 31 octobre 1902, tandis que H. Dragendorff se déplace le 11 décembre 1902.

Comme le fait remarquer G. Wolfram dans la publication des résultats de la fouille dans le *Jahrbuch* de 1902, sans leur aide et leur soutien, il aurait été difficile pour E. Schramm et J. B. Keune de mener à bien l'analyse des données recueillies sur le terrain, aussi bien pour l'étude architecturale, notamment grâce aux conseils d'A. Michaelis suggérant de le comparer à d'autres amphithéâtres, que pour l'étude du matériel mis au jour, spécifiquement la céramique sigillée, étudiée à partir des travaux de H. Dragendorff.

# Chapitre 3 L'apport des méthodes allemandes à l'archéologie messine

Cette avance certaine, que possèdent les archéologues allemands dans le cadre de la formation universitaire, de méthodes de fouille et d'analyse ainsi que de diffusion des résultats, est apportée par J. B. Keune. Elle bénéficie à l'archéologie messine, notamment lors des importants travaux d'urbanisme de la période allant de 1900 à 1906, constituant l'essentiel des découvertes archéologiques.

À partir de 1896, les autorités allemandes procèdent au déclassement et au démantèlement partiel des fortifications de Metz. En effet, depuis la construction de l'enceinte médiévale au début du XIII$^{e}$ siècle, puis des modifications apportées par Sébastien Vauban (1633-1707) et Louis de Cormontaigne (1696-1752), la ville de Metz ne s'est plus développée topographiquement. L'urbanisation de nouveaux quartiers, sous l'impulsion de l'architecte en chef de la ville, Conrad Wahn (1851-1920), est réalisée. La destruction des différents ouvrages fortifiés, comme la lunette d'Arçon (fig. 57) et la redoute du Pâté au Sablon, la porte Sainte-Barbe à l'est de la ville (fig. 58), les restes de la citadelle (fig. 59) provoque la découverte de nombreux vestiges archéologiques. D'autres découvertes sont liées directement à l'urbanisme, comme lors de la mise en place de la ligne de chemin de fer à proximité des restes de la ferme de la Horgne ou encore à cause de l'exploitation de sablières au Sablon.

## I. L'archéologie de terrain

### *A. Les fouilles de l'amphithéâtre*

La découverte archéologique la plus remarquable de la période de la première Annexion demeure l'amphithéâtre gallo-romain du Sablon, mis au jour à l'occasion de la construction de la nouvelle gare, en 1902. En vue de poursuivre l'urbanisation du sud de la ville et d'y établir le nouveau bâtiment, il est nécessaire de raser les fortifications de l'époque

médiévale, mais surtout du XVIII[e] siècle. Les abords de la tour Camoufle sont les premiers mis à bas en février 1902 (fig. 60). Cet élément de l'enceinte médiévale avait été ajouté en 1437 avant de devenir obsolète suite à la mise en place du système Vauban à la fin du XVII[e] siècle. Les murailles sont alors abattues et les fossés sont remblayés. L'abbé Paulus, directeur des archives municipales et de la bibliothèque, et membre de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, procède à une surveillance de travaux qui permet la découverte de quelques monnaies et de fragments de verre[171].

Plus au sud gît l'imposante redoute du Pâté érigée en 1737 par Louis de Cormontaigne, d'après les plans de Vauban. Devenue gênante pour l'établissement de la nouvelle gare, elle est détruite à partir de mai 1902 mettant au jour les vestiges de l'amphithéâtre gallo-romain du I[er] siècle de notre ère. Pourtant, cette découverte ne constitue pas une surprise puisque son emplacement est connu depuis plusieurs siècles. D'après une gravure de Claude Chastillon datée de 1614, nous savons que ses restes étaient encore en partie en élévation avant de disparaître complètement dans les décennies suivantes. Il faut ajouter que déjà lors de la construction de la redoute du Pâté en 1737, une partie de l'amphithéâtre avait été mise au jour et un relevé très sommaire avait été établi. C'est pourquoi une demande de fouille a été anticipée et autorisée dès 1900 par l'empereur Guillaume II[172]. En quelque sorte, nous sommes en présence de la première fouille préventive de l'histoire de l'archéologie messine.

Depuis longtemps, nous connaissons le déroulement de la fouille et ses résultats à travers l'article paru dans le *Jahrbuch* de 1902[173]. Cependant, ces données peuvent être complétées grâce aux documents conservés aux Archives départementales de la Moselle et aux carnets d'inventaires des entrées d'œuvres des Musées de Metz tenus par J. B. Keune, nous renseignant sur le salaire des ouvriers ayant participé au dégagement des vestiges, sur la correspondance avec les autorités ou encore sur l'achat des fournitures.

La fouille débute le 15 mai 1902[174] dans les jardins des frères Simon, qui ont mis à disposition leur terrain[175] ; elle est conduite par Erwin Schramm, major du 12[e] Régiment

[171] M.M. *Eingänge* V (1901-1902).
[172] A.D.M., 7AL354. Lettre de Paul Tornow au *Stattsekräter* datée du 27 août 1902.
[173] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 340-430.
[174] *Ibid.*, p. 343.
[175] *Id.*

d'Artillerie de Saxe, également membre de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, avec l'aide d'une douzaine d'ouvriers. Au début du mois de juillet, l'effectif est ramené à huit terrassiers, puis à cinq[176], probablement après avoir terminé le plus gros de l'excavation et avoir atteint les niveaux archéologiques. Ces cinq ouvriers[177] restent les mêmes jusqu'à la fin de la fouille. Rémunérés 0,30 mark par heure, ils travaillent sur le chantier dix heures par jour en moyenne, six jours par semaine sous la direction d'un contremaître du nom de Mischo, qui assure également la garde du chantier le dimanche contre la somme de 3 mark. Ce dernier gère le temps de travail de chaque ouvrier, remplit leur fiche de paye, sous le contrôle d'E. Schramm. Au total, jusqu'au 15 novembre 1902, on comptabilise 9162 heures travaillées par les ouvriers sur le chantier de fouille de l'amphithéâtre[178]. En revanche, les données de la fin de la fouille concernant les ouvriers nous sont inconnues.

Quant au déroulement de la fouille, nous ne connaissons que les grandes étapes grâce aux carnets d'inventaires tenus pas J. B. Keune. La majeure partie des remblais recouvrant les vestiges est donc dégagée en juillet 1902 (fig. 61). Durant la première quinzaine du mois de février 1903, les galeries établies à l'aide de rondins de bois permettent de fouiller les souterrains de l'amphithéâtre (fig. 62) ainsi que de découvrir les colonnes situées dans la *cavea*[179] (fig. 63). Le sol naturel est probablement atteint à ce moment et est relevé à une altitude de 171,00 m[180]. Cependant, les ouvriers rencontrent des problèmes en raison des fossés humides de la redoute du Pâté, provoquant la montée de la nappe phréatique. L'eau doit alors être pompée dans l'arène pour la poursuite des fouilles. Grâce à des moyens mécaniques modernes, tel un système de pompage, l'eau est évacuée[181], comme le montrent certaines photographies (fig. 64). Les 19 et 20 mars, des sondages sont creusés à proximité des murs au nord et au sud de l'amphithéâtre (fig. 65 à 67). Les fouilles semblent s'achever au début du mois de mai, peu de temps avant la visite de l'empereur Guillaume II, puisque plus aucun objet ne semble entrer dans les réserves des Musées de Metz.

Les autorités – locales ou impériales – sont tenues informées régulièrement de l'avancée des travaux. Dès le 9 juin 1902, le lieutenant-général et le gouverneur de Metz

[176] A.D.M. 21J17.
[177] Ces ouvriers se nomment Jakob Buhr, Alois Humorisky, Jakob Petry, Nikolaus Rasskob et Franz Sieg.
[178] *Ibid*.
[179] M.M. *Eingänge* VII (2 février – 8 juillet 1903).
[180] A.D.M. 7AL354.
[181] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 343.

préviennent la Présidence de Lorraine de la découverte des ruines de l'amphithéâtre par la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*[182]. Dès que possible, un plan de la fouille est fourni au baron Hammerstein, *preussischer Innenminister* (Ministre de l'Intérieur) depuis 1901, ancien Président de Lorraine, mais surtout ancien membre-fondateur et premier Président de la *Gesellschaft*[183]. La fouille de l'amphithéâtre intéresse donc les autorités les plus hautes placées au sein de l'État allemand. L'Empereur, qui accorde sa protection à la *Gesellschaft* peu de temps après le début de la fouille de l'amphithéâtre[184], prend connaissance des premières découvertes le 4 août 1902. Malgré son opposition à la conservation à l'air libre des ruines dès le mois octobre 1902[185], le souverain se déplace en personne afin de visiter les vestiges de l'édifice gallo-romain le 15 mai 1903 (fig. 68).

Au niveau local, le 20 novembre 1902, le conseil municipal prend connaissance de la décision de l'Empereur selon laquelle il n'est pas envisageable de modifier les plans de construction de la nouvelle gare et de la ligne de chemin de fer, suite à la découverte des restes de l'amphithéâtre, pour empêcher tout retard dans les travaux[186]. L'édifice sera donc une nouvelle fois recouvert, en partie sous le talus accueillant la ligne de chemin de fer après la fin de la fouille. Un second rapport sur l'état des fouilles est fait au conseil municipal le 20 février 1903[187]. Bien qu'il ne reste plus que la partie inférieure de l'édifice qui a été fortement endommagé par les aménagements de Vauban en 1677-1678 et de Cormontaigne en 1737, les résultats sont plus précieux et considérables que prévus.

Paul Tornow, lui aussi, exprime son souhait de conserver les vestiges de l'amphithéâtre de Metz[188]. Ce dernier est remblayé, malgré l'insistance supplémentaire du major Schramm. La décision est prise par la direction des chemins de fer, confortée par l'Empereur Guillaume II[189].

Outre le volume de 1902 du *Jahrbuch* (fig. 69 à 71), les résultats de la fouille sont diffusés au fur et à mesure de l'avancée du chantier par l'intermédiaire de la presse. Le 15

[182] A.D.M. 21J17. Lettre du lieutenant-général et du Gouverneur de Metz à la Présidence datée du 9 juin 1902.
[183] A.D.M. 21J17. Lettre de Hans von Hammerstein datée du 25 octobre 1902.
[184] A.D.M. 7AL327. Lettre de Guillaume II à la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* datée du 26 mai 1902.
[185] A.D.M. 21J17. Lettre de M. Lucanus, conseiller privé du cabinet de l'empereur, au comte Zeppelin datée du 3 novembre 1902.
[186] A.M.M. 1D/c 129. Délibération du conseil municipal (1902).
[187] A.M.M. 1D/c 130. Délibération du conseil municipal (1903).
[188] A.D.M. 7AL354. Lettre de Paul Tornow au *Stattsekräter* datée du 27 août 1902.
[189] A.D.M. 7AL354. Lettre de M. Wackerzapp, directeur des chemins de fer à Paul Tornow datée du 4 novembre 1902.

août 1902, soit trois mois après le début de la fouille, une notice est publiée dans le journal *Le Lorrain*, quotidien catholique en langue française. Elle est suivie d'un autre article dans le *Metzer Zeitung* le 26 novembre 1902.

Les fouilles de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz constituent en quelque sorte la première fouille préventive de l'histoire de l'archéologie messine. La présence des vestiges étant connue depuis plusieurs siècles, la décision – impériale – est prise de fouiller l'édifice, avant qu'il ne soit détruit, ou du moins enfoui pour longtemps, par la construction de la nouvelle gare, inaugurée en 1908. Pourtant, malgré la qualité des vestiges mis au jour et la persévérance de Paul Tornow et du major Schramm, les vestiges sont recouverts, laissant transparaître que le passé de la ville ne prévaut pas sur la construction de la gare. En effet, l'intérêt majeur de la nouvelle gare est stratégique, puisqu'elle constitue le terminus de la *Kanonenbahn*, une ligne de chemin de fer reliant Berlin à Metz qui permettrait en cas de conflit avec la France d'acheminer les troupes sur le front occidental. La disposition des quais permet le chargement et le déchargement rapide des soldats et des chevaux. De plus, les voies traversant la gare, elles n'obligent pas les trains à des manœuvres pour en sortir.

Cependant, bien que la fouille de l'amphithéâtre se termine en mai 1903, des découvertes liées à l'amphithéâtre sont faites postérieurement, notamment lors de la création de la rue de Magny (actuelle avenue André Malraux) en février 1905, lorsque des murs sont mis au jour[190]. Tandis qu'à la fin de l'année 1903, en octobre et en novembre avaient été découverts une série de sarcophages à proximité de l'édifice gallo-romain[191].

Aujourd'hui, les restes de l'amphithéâtre sont toujours enfouis sous le parvis du Centre Pompidou-Metz. Il reste le plus grand de Gaule romaine et le cinquième de l'Empire romain en termes de dimensions (148 m sur 124 m) et de capacité (environ 25 000 spectateurs).

### *B. Les surveillances de chantiers suite aux travaux d'urbanisme*

La découverte de l'amphithéâtre gallo-romain constitue donc une véritable fouille avec des moyens financiers, l'application de méthodes de fouilles nouvelles, une analyse des

[190] M.M. *Eingänge* XI (21 septembre 1904 – janvier 1905).
[191] M.M. *Tagebuch* (Juillet 1903 au 1er avril 1904).

données recueillies sur le terrain. Cependant, elle est la seule menée à Metz durant cette période. Les autres découvertes sont fortuites et restent essentiellement liées au démantèlement des fortifications.

### 1. La découverte du chancel de Saint-Pierre-aux-Nonnains

Le déclassement des fortifications de Metz entraîne également le démantèlement des restes de l'ancienne citadelle bâtie en 1560. Déjà amputée des bastions Royal et Saint-Pierre afin de mettre en place l'Esplanade et la place de la République dans les années 1830, les autorités allemandes s'attèlent entre 1896 et 1905 au comblement des fossés et au reclassement de certains de ses bâtiments, comme l'ancienne église de l'abbatiale Saint-Pierre-aux-Nonnains. À cette époque, le rez-de-chaussée de l'édifice est utilisé comme débarras pour le matériel militaire et le premier étage sert de pigeonnier[192] (fig. 72). Les travaux menés au début de l'année 1899 par l'entrepreneur Heister pour la somme de 500 mark amènent la mise au jour d'une série de blocs de pierre sculptés de l'époque mérovingienne au sein même du bâtiment. Il s'agit de l'ancien chancel qui venait autrefois séparer la nef du chœur de l'église (fig. 73). Cependant, nous n'avons guère d'information sur le déroulement même de la découverte à l'intérieur de Saint-Pierre-aux-Nonnains. La découverte attire la curiosité de l'empereur Guillaume II lui-même en raison du style germanique du graphisme des éléments décorés. Les frais de la fouille sont alors pris en charge par l'administration impériale, et non plus par la Mairie, à partir de juin 1899[193]. J. B. Keune manifeste alors son intérêt de voir ces éléments d'architecture exposés dans la galerie lapidaire du musée archéologique. Le transport de l'œuvre se fait ainsi le 21 juillet 1899 en quarante-et-un lots répartis dans dix-huit caisses dans les bâtiments du Mont-de-piété, en attendant la fin des travaux d'agrandissement des Musées. Les dernières pièces du chancel entrent aux Musées le 4 décembre 1900[194].

Quant à l'ancienne église de Saint-Pierre-aux-Nonnains, elle est plus ou moins laissée à l'abandon. Bien que le secrétaire d'État du Ministère pour l'Alsace-Lorraine demande le

[192] A.D.M. 7AL327.
[193] A.M.M. 2R104. Lettre du Gouverneur militaire de Metz à Johann Baptist Keune datée du 23 juin 1899.
[194] M.M. *Eingänge* IV (23 mars 1900-28 octobre 1901).

classement comme Monument Historique de l'édifice en avril 1900[195], il faut attendre le 31 décembre 1909 pour que cela soit effectif. Il faut noter que la décision de ne pas détruire le bâtiment émane directement du Ministre de l'Intérieur, le baron von Hammerstein, ancien Président de Lorraine et premier président de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*.

Par la suite, les vestiges de l'ancienne citadelle du XVI^e^ siècle sont détruits entre 1900 et 1904. Le rempart sud ainsi que la porte Serpenoise sont rasés, mettant en évidence l'angle sud-ouest de l'enceinte de l'Antiquité tardive en 1901[196] (fig. 75). De nombreux blocs architecturaux datant de la période gallo-romaine sont mis au jour (fig. 74), dont certains étaient encastrés dans la muraille médiévale, elle aussi mise à bas pour laisser la place au futur palais du Gouverneur, comme un autel taurobolique découvert en février 1904 (fig. 76) et attestant le culte de la déesse orientale Cybèle à Metz au II^e^ siècle. Pour construire le nouveau bâtiment, il est également nécessaire de détruire les vestiges de l'abbaye Sainte-Marie-aux-Nonnains reconvertie au XVI^e^ siècle en arsenal militaire (fig. 77). Des sarcophages issus de l'ancien cimetière des nonnes sont mis en évidence à cette occasion (fig. 78).

### 2. La nécropole gallo-romaine de la Horgne

La construction de la nouvelle gare entre dans le processus de développement du chemin de fer en Europe et de nouvelles lignes de chemin de fer sont mises en place dans les environs de Metz. C'est le cas à proximité de l'ancienne ferme de la Horgne, située dans la partie sud-est du Sablon. Dès juillet 1897, une première sépulture à incinération est mise au jour à 150 m au nord de la ferme[197]. Puis les découvertes s'échelonnent entre 1900 et 1903. Mais c'est essentiellement à partir de mai 1903 que la nécropole est mise en évidence.

En effet, depuis 1897, J. B. Keune consigne dans ses carnets les différentes découvertes faites dans le secteur de la Horgne qu'il fait entrer aux Musées. Mais en mai 1903, c'est le comte Zeppelin, Président de Lorraine, qui le prévient personnellement suite à

[195] A.D.M. 7AL327. Lettre du Secrétaire d'État du Ministère pour l'Alsace-Lorraine au Président de Lorraine datée du 20 avril 1900.
[196] WOLFRAM Georg, Vorläufiger Bericht über die Aufdeckung der römischen Mauer zwischen Höllenturm und Römerthor. *J.G.L.G.A.*, vol. 13, 1901, p. 348-355.
[197] M.M. *Eingänge* (1896-1899).

la mise en place des voies ferrées[198]. Quelques moyens sont mis en œuvre afin de dégager les vestiges archéologiques, essentiellement des stèles-maisons, des urnes cinéraires ainsi que des sarcophages de l'époque gallo-romaine. Pour cela, trois ouvriers dénommés Fuchs, Post et Altz, mis à disposition par la ville de Metz, s'attèlent à cette tâche[199] et dès le lendemain, le 28 mai 1903, les premiers objets rejoignent les collections archéologiques des Musées de Metz[200]. Le 29 mai 1903, soient quelques jours seulement après la découverte des stèles près de l'ancienne ferme de la Horgne, J. B. Keune envoie un article pour publication au journal *Le Lorrain*. Encore une fois, on remarque la rapidité avec laquelle se font les entrées des objets comme la diffusion dans la presse qui reste un outil important pour la vulgarisation de l'information archéologique. À cela, il faut ajouter que l'étude de ces découvertes est publiée peu de temps après dans le *Jahrbuch* de 1903[201].

### 3. Les nécropoles gallo-romaine et carolingienne sous la lunette d'Arçon

Nous l'avons vu précédemment[202], la découverte d'éléments funéraires gallo-romains lors des travaux menés à la lunette d'Arçon au début de l'annexion allemande est fréquente. Mais, lors du démantèlement de l'ouvrage militaire à partir de juillet 1900, il était certain que les découvertes allaient se multiplier. C'est pourquoi J. B. Keune se rend régulièrement sur le chantier de démolition jusqu'au début de la fouille menée en 1905 et 1906. Il consigne chaque découverte dans ses carnets d'entrées d'œuvres lors de l'acquisition d'objets archéologiques par les Musées de Metz (fig. 79). Entre juillet 1900 et mars 1905, près d'une dizaine de découvertes d'objets gallo-romains sont faites, surtout à partir de novembre 1901[203]. Cependant, à compter de mai 1902, qui correspond au début de la fouille de l'amphithéâtre gallo-romain, J. B. Keune semble avoir moins le temps de se préoccuper des découvertes à la lunette d'Arçon[204]. Mais cela ne signifie pas que les découvertes aient été interrompues, bien au contraire. Toutefois, à voir le contenu des carnets des entrées d'œuvres aux Musées, il est

[198] A.D.M. 21J17. Lettre du comte Zeppelin à Johann Baptist Keune datée du 27 mai 1903.
[199] M.M. *Tagebuch* (Juillet 1903 au 1er avril 1904).
[200] A.M.M. 1D/c 130. Délibération du conseil municipal (1903).
[201] KEUNE Johann Baptist, Sablon in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 324-460.
[202] Introduction générale, p. 17.
[203] M.M. *Eingänge* V (1901-1902).
[204] M.M. *Eingänge* V (1901-1902) ; *Eingänge* VI (juin 1902-31 janvier 1903).

probable que les ouvriers n'aient pas signalé les mises au jour réalisées entre mai et décembre 1902.

Ainsi, des objets sont à nouveau consignés dans les carnets d'entrées d'œuvre à partir de la fin de l'année 1902[205]. Urnes cinéraires, sarcophages en pierre, céramique, monnaies, stèles funéraires constituent la majorité des découvertes faites à la lunette d'Arçon entre mars 1904 et mars 1905[206].

Mais à partir de cette période, les découvertes deviennent d'une autre nature. Le matériel mis au jour est datable de la période tardo-médiévale et moderne, telles des monnaies espagnoles contemporaines du siège de 1552 et de Louis XV[207]. Le 28 mars 1904 est révélé un chapiteau de style roman (fig. 80), appartenant jadis à l'ancienne abbaye Saint-Arnould et détruite pour préparer la défense de la ville contre l'arrivée des armées de Charles Quint. Dès le mois de février, comme il l'écrit dans ses carnets[208], J. B. Keune est conscient que les ouvriers s'approchent des restes de l'édifice religieux à l'est-nord-est de la lunette d'Arçon (fig. 81). Mais ce n'est qu'à la mi-septembre que la crypte de l'église abbatiale est atteinte[209] (fig. 82). La nécropole impériale carolingienne de la famille de Charlemagne est mise au jour et les sarcophages sont ouverts (fig. 83). L'intégralité des vestiges est dégagée un mois et demi plus tard (fig. 84). De nombreux blocs d'architecture, comme des chapiteaux de colonnes, sont retrouvés. Malheureusement, nous sommes mal renseignés sur le déroulement du dégagement des restes de l'abbaye. J. B. Keune relate des découvertes dans ses journaux jusqu'en octobre 1906[210], date à laquelle la destruction des vestiges de l'abbaye Saint-Arnould est achevée[211]. L'ouvrage militaire est démoli jusqu'à l'été 1912 et des objets gallo-romains sont encore découverts à ce moment[212].

Cette fois-ci, les découvertes ne sont pas uniquement étudiées par J. B. Keune, mais également par l'abbé Roch-Stephan Bour, membre de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* depuis 1900, professeur au Grand Séminaire. Ce dernier propose au sein de deux volumes du *Jahrbuch* une synthèse sur la découverte de l'abbaye

[205] M.M. *Eingänge* VI (juin 1902-31 janvier 1903).
[206] M.M. *Eingänge* IX (14 janvier 1904 – mai 1904) ; *Eingänge* X (juin au 20 septembre 1904) ; *Eingänge* XI (21 septembre 1904 – janvier 1905) ; *Eingänge* XII (19 janvier 1905 – 27 octobre 1905).
[207] M.M. *Eingänge* XII (19 janvier 1905 – 27 octobre 1905).
[208] *Ibid.*
[209] *Ibid.*
[210] M.M. *Tagebuch* I (5 novembre 1905 au 26 octobre 1906).
[211] A.D.M. 7AL354.
[212] M.M. *Eingänge* XVII (mai 1911 – octobre 1912).

Saint-Arnould[213] (fig. 85). L'abbé Bour (1870-1947) est professeur d'histoire, d'archéologie et de patrologie au Grand séminaire de Metz depuis 1898[214]. Au sein de ses cours, il introduit des cours d'architecture religieuse obligatoires pour les deux premières années d'études. Passionné d'archéologie, ces qualités en font le mieux placé pour étudier les vestiges de l'ancienne abbaye Saint-Arnould, ainsi que ceux mis au jour au sein même de la cathédrale.

### 4. Les découvertes sous la cathédrale Saint-Étienne

Durant la période de la première Annexion, nous l'avons vu précédemment[215], des travaux ont lieu au sein même de la cathédrale Saint-Étienne de Metz entre 1877 et 1881, révélant des substructions des périodes gallo-romaines et alto-médiévales.

Par la suite, en juillet 1905, de nouveaux travaux sont entrepris dans la partie ouest de la quatrième travée, près de la tour du Chapitre, probablement sous la conduite et la surveillance de Paul Tornow, alors *Restaurator der geschichtlichen Denkmäler in Lothringen* (Conservateur des Monuments Historiques de Lorraine) (fig. 86 et 87). Le sol est excavé jusqu'au niveau géologique, mettant au jour de nouveaux vestiges, essentiellement des murs de l'époque gallo-romaine. Nous n'avons que peu d'informations à propos de ces découvertes. Les seuls documents qu'il nous a été possible de consulter sont issus du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle. Des photographies nous dévoilent le chantier, montrant que les parois du trou béant étaient renforcées à l'aide de planches de bois et de rondins, évitant tout écroulement (fig. 88). Cependant, l'intérêt essentiel de ces fouilles réside dans le relevé de trois coupes stratigraphiques de chacune des parois (fig. 89 à 91). Cette pratique semble innovante pour l'époque. Bien qu'il n'existe aucun commentaire, aucune analyse de ces relevés, la démarche doit être soulignée. Il faut attendre 1942 avec la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains par le *Landesdenkmalamt* lors de la seconde Annexion pour revoir ce procédé appliqué une nouvelle fois par les Allemands. Sur ces relevés

[213] BOUR Roch-Stephan, Die Benediktiner-Abtei St. Arnulf vor den Metzer Stadtmauern. Eine archäologische Untersuchung. *J.G.L.G.A.*, vol. 19, 1907, p. 1-136 ; BOUR Roch-Stephan, Die Benediktiner-Abtei St. Arnulf vor den Metzer Stadtmauern. Eine archäologische Untersuchung. *J.G.L.G.A.*, vol. 20, 1908, p. 20-120.
[214] LUDWIG Virginie. *Roch-Etienne (R.-S.) Bour. Vie et œuvres*. Mémoire de Master 1 : Histoire : Université Paul-Verlaine de Metz : 2008, p. 11.
[215] Introduction générale, p. 18.

architecturaux sont clairement identifiés les murs d'époque gallo-romaine avec la profondeur à laquelle chaque structure apparaît en-dessous du sol actuel.

Durant l'hiver 1914-1915, l'évêché de Metz décide de réaliser des travaux de chauffage central au sein de la cathédrale Saint-Étienne, provoquant la découverte de nouveaux vestiges archéologiques. Cette fois-ci, il s'agit des sépultures de certains évêques et chanoines du chapitre de la cathédrale (fig. 92). Cependant, les méthodes de fouille sont un peu moins rigoureuses, l'intérêt se portant surtout sur les tombes en elles-mêmes et les objets qu'elles contiennent (fig. 93). Wilhelm Schmitz, successeur de Paul Tornow, donne les résultats archéologiques de la fouille dans le *Jahrbuch* de 1914, tandis que l'abbé Bour se cantonne à identifier chaque défunt et à étudier le matériel que les sarcophages en pierre contenaient.

### 5. Les mises au jour dans les sablières Distler et Bidinger au Sablon

Depuis le milieu du XVI$^{e}$ siècle et la destruction des différentes abbayes lors du siège de Metz par Charles Quint en 1552, le quartier du Sablon est très peu peuplé. On compte quelques habitations éparses au milieu de quelques ouvrages fortifiés comme la lunette d'Arçon et la redoute du Pâté. À partir du XIX$^{e}$ siècle, plusieurs sablières sont exploitées en raison du terrain très sablonneux qui a sans doute donné son nom au quartier. Déjà en 1881, la sablière appartenant à Wilhelm Mey avait livré plusieurs objets d'origine gallo-romaine. Deux sablières, appartenant aux entrepreneurs Distler et Bidinger, recelaient des éléments funéraires d'époque gallo-romaine que J. B. Keune n'a pas manqué de relever. Situé dans les environs de l'actuelle place Saint-Livier, ce secteur n'est urbanisé que durant l'entre-deux-guerres, dans les années 1920.

Les premières découvertes sont signalées au début du mois d'octobre 1903[216] dans la sablière Distler et elles continuent jusqu'en mars 1904[217]. J. B. Keune consigne tous les objets mis au jour dans ses carnets et se déplace régulièrement lui-même sur le terrain comme l'attestent de nombreuses photographies. Les vestiges sortis du sable sont pour la plupart des

[216] M.M. *Eingänge* VIII (9 juillet 1903-13 janvier 1904).
[217] M.M. *Eingänge* IX (14 janvier 1904 – mai 1904).

stèles et des sarcophages en plomb (fig. 94) datant de l'Antiquité tardive retrouvés à environ 2,50 m de profondeur. J. B. Keune effectue un véritable travail d'inventaire de tous les objets découverts, et ce, dès la phase de terrain. Il consigne ainsi la découverte de l'objet dans ses carnets[218], en le décrivant précisant, et lorsqu'il présente un certain intérêt archéologique ou épigraphique, il le dessine sommairement (fig. 96). Ces découvertes constituent un bon exemple pour illustrer le travail de ce dernier, notamment la découverte de la stèle de *Q. Iulius Castor* le 17 février 1904. Comme il utilise régulièrement la photographie, nous disposons également d'un cliché de la stèle lors de sa mise au jour (fig. 95).

Il en est de même pour les découvertes faites dans la sablière Bidinger (fig. 97 et 98). Entre janvier 1905 et mai 1909, des sarcophages en pierre (fig. 99 et 100) et en plomb ainsi que des stèles funéraires sont mis au jour. Mais la plupart des découvertes se concentrent durant l'année 1905[219]. La grande majorité des trouvailles est apportée aux Musées de Metz, mais pas toutes, encore une fois en raison du poids et du volume de certains sarcophages. De ce fait, ces derniers sont ouverts et étudiés sur place, le matériel qu'ils contiennent étant apporté aux Musées.

Les découvertes archéologiques réalisées au cours de la première Annexion sont donc relativement nombreuses. Leur collecte est essentiellement due à la volonté et au dynamisme du Directeur des Musées de Metz, J. B. Keune. Mais ces qualités ont leurs limites dans certains cas et des crédits sont parfois nécessaires pour mener à bien certaines de ces fouilles.

## II. Un réel financement de l'archéologie

Bien qu'une seule fouille d'importance ait été entreprise à Metz durant la période de la première Annexion, il existe une réelle volonté de la mener dans les meilleures conditions possibles. Par exemple, la fouille de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz est prise en charge

[218] *Ibid*.
[219] M.M. *Eingänge* XII (19 janvier 1905 – 27 octobre 1905).

au départ par la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*. Mais très rapidement, les fonds ne suffisent plus pour la poursuite du chantier. L'importance de la fouille provoque un engouement à la fois de la part des autorités, mais également du monde scientifique. Ainsi, le prestigieux *Kaiserlisches deutsches Archäologisches Institut* de Berlin verse la somme de 2000 mark, en plus des 3000 mark mis à disposition par le *Statthalter*, sous couvert du Président de Lorraine, le comte Zeppelin[220]. Hans Dragendorff envoie, quant à lui, la somme de 1000 mark en plus des 2000 mark qu'il a donnés quelques semaines auparavant[221], avant de renvoyer 875 mark supplémentaires en janvier 1903[222]. Quant à Émile Huber, il verse au total la somme de 4000 mark afin de financer l'achat de fournitures et d'assurer les prestations de la caisse d'assurance maladie[223].

Au total, 8875 mark sont versés durant les sept mois de fouille. Malgré ce financement relativement important des fouilles de l'amphithéâtre de Metz, Paul Tornow, premier Conservateur des Monuments Historiques de Lorraine, estime à 200 000 mark la somme qu'il faudrait engager afin de dégager l'intégralité de l'édifice, comprenant les travaux d'excavation, mais également les frais nécessaires à la modification du projet de construction de la nouvelle gare[224]. Il faudrait alors créer de nouveaux axes de circulation ferroviaires.

Concrètement, nous sommes renseignés sur les dépenses engagées jusqu'à la mi-novembre 1902. Le salaire des ouvriers s'élève à 2502 mark auxquels s'ajoutent 69 mark de fourniture, notamment de l'huile destinée à alimenter les lampes permettant d'éclairer les galeries, et les poutres en bois censées soutenir ces dernières[225]. On compte également des factures de moindre importance, comme l'achat le 16 juin de cartes de paiement pour le salaire des ouvriers chez l'imprimeur L. Winckel, établi rue Ladoucette, pour la somme de 4,50 mark. Au coût de la fouille, il faut ajouter le remboursement des frais de déplacement des savants qui visitent le chantier, comme Karl Schumacher qui avait dépensé 24 mark pour venir de Mayence[226].

D'autres fouilles de moindre importance bénéficient elles aussi des crédits de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, bien que la plupart soient

[220] A.D.M. 21J17. Lettre du *Statthalter* datée du 13 février 1902.
[221] A.D.M. 21J17. Lettre de Hans Dragendorff datée du 3 décembre 1902.
[222] A.D.M. 21J17. Lettre de Hans Dragendorff datée du 12 janvier 1903.
[223] A.D.M. 21J17. 25 novembre 1902.
[224] A.D.M. 7AL354. Lettre de Paul Tornow au *Stattsekräter* datée du 27 août 1902.
[225] A.D.M. 21J17.
[226] A.D.M. 21J17. Lettre de Karl Schumacher à Johann Baptist Keune datée du 4 novembre 1902.

réalisées dans le reste du département. Ainsi, en octobre 1899, la *Gesellschaft* octroie à J. B. Keune la somme de 100 mark afin qu'il puisse mener des fouilles dans les jardins des Musées de Metz. Un montant plus important de 2000 mark est débloqué également en décembre 1900 pour que J. B. Keune dirige une fouille à Burthecourt dans le but de faire découvrir des éléments du briquetage de la Seille aux participants du Congrès d'Anthropologie que Metz accueille entre les 4 et 9 août 1901.

On le constate, seul l'exemple de la fouille de l'amphithéâtre gallo-romain de Metz est significatif par son financement relativement important pour l'époque. Il existe donc une véritable volonté de mener à terme dans les meilleures conditions possibles cette entreprise. Ces efforts se retrouvent également dans la diffusion de l'information archéologique.

## III. Une évolution dans la diffusion de l'information

### *A. L'essor de la galerie archéologique*

Avec l'arrivée de J. B. Keune à la tête des Musées de Metz, l'établissement connaît un essor important grâce à l'afflux de nouvelles collections archéologiques dans les nouveaux bâtiments construits pour l'occasion. La gestion des Musées dépend exclusivement de la Municipalité qui décide des travaux à effectuer ou encore de l'acquisition de collections, sur proposition de son Directeur, J. B. Keune.

Le conseil municipal décide le 21 mai 1897 de procéder à l'agrandissement des bâtiments des Musées[227]. En concertation avec la Commission des Musées, l'administrateur de la ville propose de déplacer le surplus des collections au marché couvert, situé à proximité de l'Hôtel de Ville et de la Cathédrale, permettant ainsi d'y attirer plus facilement les visiteurs. Grâce à la présence des deux ailes de ce bâtiment, le Maire pense que l'aménagement et la transformation du marché en musée occasionneraient des dépenses moins élevées. Cependant,

[227] A.M.M., 1D/c 124. Délibération du conseil municipal (1898).

certains membres du conseil municipal craignant une baisse de l'activité économique et du marché immobilier, le projet est abandonné.

Pendant ce temps, J. B. Keune ne chôme pas au sein de son établissement et met en place de nouvelles vitrines d'exposition, si bien qu'on lui reproche par le biais du journal *Le Messin* l'usage exclusif de la langue allemande et le remplacement de tous les cartels en français par des indications en allemand[228]. Privilégiant les collections archéologiques, il place la collection des Beaux-arts dans le corridor situé à l'entrée de l'établissement, ce qui fait également des mécontents[229].

Plus de deux ans plus tard, lors du conseil municipal du 16 août 1899, le projet prévu depuis treize ans voit le jour[230]. En effet, l'agrandissement des Musées devient nécessaire suite à la découverte du chancel de l'époque mérovingienne à Saint-Pierre-aux-Nonnains. L'ordre émane directement de l'Empereur Guillaume II, qui porte un intérêt certain à ces éléments d'architecture. D'après les plans du Bureau de l'Architecture, une nouvelle annexe devrait permettre d'accueillir les collections archéologiques. Cette nouvelle construction comprendrait une aile se composant d'un rez-de-chaussée, accueillant les pièces du chancel et les collections archéologiques, ainsi que d'un étage supérieur pour la galerie de tableaux ; le chancel reposerait contre le mur arrière du jardin des Musées. Le projet est approuvé par le conseil municipal, accordant la somme de 22 000 mark pour les travaux.

Mais en 1903, les travaux, notamment l'aménagement de certaines salles et des réserves, ne sont toujours pas achevés et J. B. Keune demande un crédit spécial de 4000 mark pour ne pas les interrompre : 1000 mark pour le classement de la collection minéralogique et géologique, 400 mark pour l'étiquetage et l'entretien des trouvailles, l'achat de cartons convenables pour le classement des monnaies, 400 mark pour le rafraîchissement des tableaux, 600 mark pour les photographies, les impressions, l'achat d'un appareil photographique et pour l'édition d'un guide, 500 mark pour la reliure de nombreux volumes cédés aux Musées, 300 mark pour l'achat de nouveaux ouvrages pour la bibliothèque des Musées, et 800 mark pour le mobilier, les tables, les socles ou encore les armoires.

En 1895, le Musée de Metz est ouvert le dimanche de 10 h à 16 h et le mercredi de 13 h à 16 h, avant d'ouvrir seulement le dimanche de 11 h à 12 h et de 15 h à 16 h entre le

[228] Articles du *Messin* n° 291, daté du 15 décembre 1897 et n° 293, daté du 17 décembre 1897.
[229] Article du *Messin* n° 293, daté du 17 décembre 1897.
[230] A.M.M. 1D/c 124. Délibération du conseil municipal (1898).

1er octobre et le 31 mars, et de 14 h à 16 h le reste de l'année en 1910[231]. À cette époque, le montant de l'entrée est fixé à 0,50 mark, tandis qu'une carte familiale valable pour trois personnes est disponible pour la somme de 1 mark. Sur une année, durant la période d'activité de J. B. Keune, on recense environ 2000 visiteurs annuels pour le musée central et celui de la porte des Allemands, comptabilisant respectivement 984 et 1142 entrées en 1911, avec donc une légère prééminence pour le musée de la porte des Allemands. Le montant des entrées, soit 1555 mark pour l'année 1911, est reversé intégralement à la Mairie de Metz, en quatre fois : le 5 janvier, le 5 avril, le 5 juillet et le 5 octobre. Ces visiteurs peuvent être guidés lors de visites. Ne disposant pas de personnel qualifié suffisant, J. B. Keune conduit lui-même ces visites, notamment au musée de la Porte des Allemands[232].

Les visiteurs de la galerie lapidaire des Musées de Metz (fig. 101) sont encore en 1907 guidés par le catalogue édité par Otto Hoffmann en 1889[233], dont il reste dix ans plus tard encore trente-et-un exemplaires. Afin de se débarrasser de ce surplus, J. B. Keune propose à l'administrateur de la Ville de les échanger contre des catalogues d'autres musées. Il est étonnant à ce propos que le Directeur des Musées de Metz n'ait pas établi un nouveau catalogue de la galerie lapidaire, à voir tous les objets qui ont intégré les réserves du musée archéologique suite aux nombreuses découvertes.

Quant à l'achat de matériel, il est régi par un système d'appel d'offres. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'acheter en juin 1900 une série de vitrines avec serrure de sécurité pour exposer les monnaies et le matériel mis au jour lors des fouilles récentes, le marché est remporté par M. Thomas, établi au n° 22 de la rue du pont des Morts à Metz pour la somme de 2255 mark[234]. Dans le cas présent, le matériel est réceptionné huit semaines après la commande et le paiement est effectué quatorze jours après la livraison.

Bien que J. B. Keune réalise un travail remarquable au sein de son établissement, il n'est pas apprécié par tout le milieu messin, même si cela reste marginal. Ainsi, en 1913, l'Académie Nationale de Metz fait remarquer à l'administrateur de la ville que les œuvres des Musées sont dispersées dans différents locaux de la ville, comme le Musée sur la colline Sainte-Croix ou la porte des Allemands[235]. Mais les nombreuses entrées d'œuvres ne

[231] A.M.M. 2R88bis.
[232] M.M. *Tagebuch* (octobre 1908 à mars 1909) ; *Tagebuch* (Mars 1911 au 8 juin 1912).
[233] HOFFMANN Otto, *Der Steinsaal des Metzer Altertums-Museum*, Metz : Lang, 1889, 116 p.
[234] A.M.M. 2R94.
[235] M.M. Rapports du musée (1909-1913).

permettent pas de centraliser les collections, notamment en raison des découvertes archéologiques qui s'amplifient.

Après les découvertes de l'amphithéâtre du Sablon, dans les sablières Distler et Bidinger et de l'abbaye Saint-Arnould, les découvertes archéologiques se font plus rares à partir de 1906. J. B. Keune peut s'occuper à plein temps de la gestion des collections des Musées de Metz. À travers les carnets d'inventaires tenus régulièrement par J. B. Keune, il est facile de constater que pendant ces périodes, les objets affluent quasiment quotidiennement. Par exemple, au cours des sept mois de fouilles de l'amphithéâtre de Metz, près de soixante-dix lots de matériel sont déposés aux Musées. Les premiers objets font leur entrée dans les réserves dès le 24 mai 1902, soit neuf jours après le début de la fouille. Il est également aisé de remarquer qu'ils sont en règle générale apportés aux Musées dès le lendemain de leur découverte. On dénombre de la céramique, des tuiles estampillées, des éléments de tabletterie, du verre, des tesselles de mosaïques, des monnaies… Tout ceci est déposé soit par J. B. Keune lors de ses visites sur le chantier, soit par E. Schramm, soit par M. Mischo, le contremaître de la fouille, soit par M. Getto, employé aux Musées, soit par l'abbé Paulus, Directeur des Archives et de la Bibliothèque de la Ville, ou encore par les ouvriers du chantier. Ainsi, depuis 1902, l'assurance des collections des Musées ainsi que le mobilier est portée à 500 000 mark[236]. L'année suivante, par décision du conseil municipal, les trouvailles gallo-romaines faites par la direction impériale des chemins de fer lors de la construction de la ligne ferroviaire, dans les environs de la ferme de La Horgne, sont acquises par les Musées le 28 mai 1903[237].

Cependant, tous les objets ne font pas leur entrée dans les réserves des collections archéologiques des Musées et certains restent sur le lieu de découverte. En effet, en raison de leur poids et de leur volume, certains sarcophages mis au jour dans la sablière Distler en novembre 1903 sont laissés sur place[238]. Pourtant, ces vestiges, bien que n'intégrant pas les réserves des Musées, figurent dans les pages du *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*. Poursuivant l'œuvre de ses prédécesseurs, comme O. Hoffmann, J. B. Keune l'utilise aussi pour informer les membres de la Société de l'entrée des dernières acquisitions faites par les Musées.

[236] A.M.M., 1D/c 130. Délibération du conseil municipal (1903).
[237] *Ibid.*
[238] M.M. *Eingänge* VIII (9 juillet 1903-13 janvier 1904).

### *B. Le rôle du* Jahrbuch

Durant la première Annexion, le *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* joue un rôle essentiel dans la diffusion de l'information archéologique en Lorraine. Publiée à partir de 1888 lors de la création de la *Gesellschaft* (fig. 102), cette parution perdure jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale. Après le retour à la France, il faut attendre 1920 pour que l'*Annuaire*, nom francisé du *Jahrbuch*, recommence à paraître. De plus, l'archéologie y prend une place importante et, pendant trente ans, elle représente 20 % de la revue.

J. B. Keune publie énormément dans les pages du *Jahrbuch*. Durant toute sa carrière, entre 1892 et 1937, on dénombre trois cent vingt-huit publications rédigées de sa main. Il en publie près d'un tiers alors qu'il est en poste à Metz. Les principaux sujets de ses articles concernent bien évidemment la Lorraine, Metz et les Musées de Metz, et un peu moins d'un tiers paraissent au sein du *Jahrbuch*. J. B. Keune publie surtout au sujet de Metz (21 % de ses publications) ainsi que sur la Lorraine (15 %) et il utilise également les pages de la revue à partir de 1899, lors de sa nomination à la direction des Musées, afin de signaler les dernières acquisitions des Musées de Metz. En vingt-deux années d'activité, quatorze rapports sur des entrées d'œuvres sont publiés.

J. B. Keune commence à publier dans le *Jahrbuch* peu de temps après son arrivée à Metz, dès 1894. Il s'agit au départ de courts articles d'une ou deux pages présentant des objets archéologiques mis au jour à Metz, comme ceux provenant des sépultures du Sablon[239], ou du matériel provenant du reste de la Lorraine annexée, telle une borne milliaire retrouvée près de Sarrebourg[240]. Lorsqu'il est nommé Conservateur des Musées, ses articles deviennent plus étoffés et plus synthétiques. N'oubliant pas qu'il est épigraphiste et philologue en raison de sa formation universitaire, il fait une étude critique de cent dix-sept pages des fausses

[239] KEUNE Johann Baptist, Römischer Grabfund in Sablon (bei Sablon). *J.G.L.G.A.*, vol. 6, 1894, p. 327 ; KEUNE Johann Baptist, Römisches Gräberfeld zu Sablon. *J.G.L.G.A.*, vol. 7, 1895, p. 195.
[240] KEUNE Johann Baptist, Der römische Meilenstein bei Saarburg (Lothringen). *J.G.L.G.A.*, vol. 7, 2, 1895, p. 194-195.

inscriptions de l'antiquaire du XVII[e] siècle, Jean-Jacques Boissard, en 1896[241] avant de proposer l'année suivante un essai de synthèse sur la culture médiomatrique[242]. À travers ce dernier, il cible son propos sur la langue parlée en Lorraine durant l'Antiquité et sur l'origine de certains toponymes de la région. En 1898, il publie la première synthèse sur Metz antique, présentant un bilan de plusieurs siècles de découvertes archéologiques, confrontées aux sources historiques, et en établissant une critique de certains de ses prédécesseurs comme Émile Bégin et Charles Abel qui voyaient en Metz une ville de garnison, entre autres, alors que les inscriptions semblent prouver le contraire[243].

Ainsi, le *Jahrbuch* est l'outil majeur de la diffusion de l'information archéologique au cours de la première Annexion. La découverte des multiples objets archéologiques lors des différents travaux d'urbanisme permet alors aux scientifiques de réaliser les premières synthèses archéologiques sur le passé de Metz.

### *C. Un effort de synthèse*

Plusieurs auteurs ont écrit des articles ou des ouvrages synthétiques liés à l'archéologie messine. Trois publications demeurent d'une importance capitale dans la recherche archéologique messine, encore aujourd'hui.

La première est celle publiée en 1902 par E. Schramm, G. Wolfram et J. B. Keune sur la fouille de l'amphithéâtre gallo-romain du Sablon[244]. À travers une étude exhaustive longue de quatre-vingt-dix pages, les trois auteurs nous livrent un compte-rendu précis et documenté sur l'édifice. L'intérêt de ce travail est qu'il est pluridisciplinaire. En effet, dans une première partie E. Schramm effectue une description assez précise de la fouille et des découvertes, en effectuant de nombreuses comparaisons avec d'autres amphithéâtres du monde romain, lui permettant d'affirmer l'importance de celui de Metz. Son étude est suivie par celle de G.

[241] KEUNE Johann Baptist, Fälschungen Römischer Inschriften zu Metz und die neuesten Funde in der Trinitarierstrasse. *J.G.L.G.A.*, vol. 8, 1896, p. 1-118.
[242] KEUNE Johann Baptist, Gallo-römische Kultur in Lothringen und den benachbarten Gegenden. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 155-201.
[243] KEUNE Johann Baptist, Zur Geschichte von Metz in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 10, 1898, p. 1-71.
[244] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 340-430.

Wolfram qui présente l'originalité de confronter les données de terrain avec celles retrouvées en archives, notamment en ce qui concerne l'éventuel lieu de culte paléochrétien mis au jour dans la *cavea* du bâtiment. Enfin, J. B. Keune s'occupe de l'étude du matériel archéologique : céramique, faune, inscriptions… Le Directeur des Musées fournit une étude du matériel mis au jour en utilisant les répertoires et autres typologies mis au point par les chercheurs allemands récemment. Le tout est agrémenté à la fin de la revue de vingt-deux planches présentant les plans et coupes de la fouille, les documents issus des archives et les photographies des objets analysés. Il faut regretter l'absence d'une synthèse plus globale en fin d'article confrontant l'intégralité des données recueillies par les trois auteurs. Mais cet article reste le seul à présenter une analyse globale de l'édifice encore de nos jours.

L'année suivante, J. B. Keune propose la première synthèse archéologique sur la zone du Sablon, notamment grâce à la découverte des stèles de la Horgne[245]. Sur les cent trente-six pages de l'article, la majeure partie est consacrée à l'étude de ces stèles : l'auteur met en pratique ses connaissances en épigraphie, ainsi qu'en philologie et fournit aussi une étude des noms gravés sur les blocs funéraires.

Enfin, en 1905, suite à la mise au jour des restes de l'ancienne abbaye Saint-Arnould, l'abbé Roch-Stephan Bour, professeur d'architecture religieuse au Grand Séminaire de Metz notamment et passionné d'archéologie, se charge de leur étude en publiant deux articles exhaustifs sur le sujet, représentant deux cent trente-cinq pages du *Jahrbuch*. Il confronte les données archéologiques aux documents d'archives, aux livres liturgiques ou encore au cérémonial de l'abbaye Saint-Arnould datant du XIII$^{e}$ siècle. Il parvient ainsi à proposer une reconstitution architecturale et de la liturgie du monastère rasé en 1552 sur les ordres du duc de Guise, afin de préparer la défense de la cité contre les armées de Charles Quint. Bien qu'Ernst Müsebeck ait déjà publié un article sur le sujet en 1901 dans le *Jahrbuch*[246], Roch-Stephan Bour insiste quant à lui sur la découverte archéologique des restes de l'abbaye. Dans une première partie, il présente la topographie environnante de l'abbatiale, avant de s'atteler à l'étude historique de sa fondation au VI$^{e}$ siècle puis des différentes transformations et reconstructions qui ont eu lieu aux époques mérovingienne, carolingienne et tardo-médiévale.

[245] KEUNE Johann Baptist, Sablon in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 324-460.
[246] MÜSEBECK E., Die Benediktinerabtei St. Arnulf vor Metz in der ersten Hälfte des Mittelalters. *J.G.L.G.A.*, vol. 13, 1901, p. 164-244.

La description de l'église et des bâtiments conventuels est faite dans une troisième partie, avant de conclure en évoquant la crypte mise au jour en 1905.

Bien que formé à l'archéologie et à la philologie, J. B. Keune ne s'intéresse pas qu'à ces thèmes. À travers les carnets d'inventaire des entrées d'œuvres ainsi que ses journaux, ses préoccupations se tournent également vers l'ethnographie, lui permettant de faire entrer de nombreux meubles lorrains, ou encore l'architecture médiévale. Il récupère ainsi plusieurs œuvres comme le plafond peint dit « du Voué » découvert rue Poncelet en mai 1896[247].

Il faut souligner la rigueur et la qualité du travail fourni par les savants lorrains, d'autant plus que les comptes-rendus sont publiés généralement dans l'année suivant les découvertes. Par exemple, E. Schramm rédige le premier brouillon de l'article portant sur l'amphithéâtre dès le 15 novembre 1902 alors que la fouille n'est pas encore terminée[248] !

La recherche archéologique messine connaît ainsi un premier âge d'or durant cette fin de période d'Annexion. Cependant, cette situation ne dure pas en raison du déclenchement de la guerre en 1914, qui va éloigner J. B. Keune de Metz.

## IV. L'absence de Johann Baptist Keune de Metz durant la Première Guerre mondiale

Avec le début du premier conflit mondial en août 1914, le sort de l'archéologie et de J. B. Keune connaît un changement radical. Ces aspects ont déjà été traités à travers l'exposition « *De la Frontière au front. Un point de vue allemand. Campagnes photographiques 1914/1917* » présentée à l'automne 2003 au Musée de La Cour d'Or, ainsi qu'au sein de son catalogue d'exposition[249].

La guerre de position s'installant à la fin de l'année 1914 sur le front ouest, la zone des combats se déplace dans le département de la Meuse. Durant trois années, jusqu'à l'été 1917,

[247] M.M. *Eingänge* (1896-1899).
[248] A.D.M. 21J17.
[249] BARDIES Isabelle, Le "Professor" Keune. Conservateur allemand dans la guerre. *De la frontière au front. Un point de vue allemand. Campagnes photographiques 1914/1917*. Metz : Musées de la Cour d'Or, 2003, p. 14-21.

J. B. Keune est envoyé sur le front par le *Gouvernement* de Metz, c'est-à-dire le commandement de la région fortifiée, en tant que responsable du *Schutzverwahrung von Kunst und Kulturwerken* (Service de protection des œuvres d'art et des biens culturels)[250]. Cette mission l'oblige à couvrir un territoire se déployant de la frontière mosellane à l'arrière du front, comprenant les départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, l'éloignant de Metz et des Musées. J. B. Keune semble profiter des mouvements de troupes afin d'atteindre les sites proches des zones des combats, notamment les églises conservant les œuvres de Ligier Richier, sculpteur lorrain de la Renaissance, qu'il souhaite tout particulièrement mettre à l'abri. Avant de récupérer l'œuvre, J. B. Keune la fait photographier dans son contexte d'origine, utilisant une nouvelle fois une méthodologie rigoureuse.

En janvier 1915, il décide de transférer le retable de la collégiale Saint-Maur d'Hattonchâtel (Meuse), attribué à Ligier Richier, à Metz, dans la chapelle des Templiers avec d'autres œuvres du sculpteur. Le déplacement de patrimoine français en territoire annexé causera ultérieurement des problèmes au Directeur des Musées de Metz lors du retour à la France des territoires annexés, en 1919.

Cependant, J. B. Keune n'en oublie pas pour autant l'archéologie, et on dénombre quelques découvertes sur le front meusien. À proximité du camp de Varvinay (Meuse), une série de tombes mérovingiennes est dégagée en août 1915, avec le concours des soldats de l'armée allemande. Isabelle Bardiès s'était interrogée sur l'insistance du Directeur des Musées à employer le terme de « *frankischer Steinsarg* » (sarcophages francs), se demandant si ce dernier ne se montrait pas réceptif à certaines théories de propagande qui tendent à l'époque à vouloir prouver par l'archéologie la justification d'une occupation du sol par les peuples d'origine germanique. Il semble que J. B. Keune n'a pas pour objectif de démontrer ces hypothèses. Il est fréquent qu'il utilise ces terminologies lors de découvertes semblables durant la période de l'Annexion. Il faut également signaler la découverte en avril 1916 de l'autel dédié à Hercule Saxsetanus (fig. 103), d'abord transporté aux Musées de Metz avant d'être définitivement conservé au Musée Lorrain de Nancy.

[250] A.M.M. 2R111 ; 2R129. Cité dans BARDIES Isabelle, Le "Professor" Keune. Conservateur allemand dans la guerre. *De la frontière au front. Un point de vue allemand. Campagnes photographiques 1914/1917*. Metz : Musées de la Cour d'Or, 2003, p. 15.

J. B. Keune revient à Metz en 1918. Mais la situation est bien différente de celle qu’il a connue durant les deux décennies précédentes. En effet, cette période constitue un premier âge d’or pour l’archéologie messine, notamment la première décennie du XX$^{e}$ siècle, grâce à l’implication sans faille du Directeur des Musées. Des fouilles importantes, comme celles de l’amphithéâtre gallo-romain du Sablon et celles de l’abbaye Saint-Arnould ont permis la mise au jour de vestiges spectaculaires, donnant un nouvel éclairage sur le passé de la ville. Des personnalités comme J. B. Keune et R.-S. Bour ont pu alors proposer des études rigoureuses et sérieuses permettant à la recherche messine de franchir un grand pas, venant combler les lacunes de l’histoire de Metz. Il ne faut pas oublier de mentionner l’essor des Musées de Metz qui, après de nombreux projets avortés, voient leur surface agrandie et l’essor de la galerie archéologique. Cependant, la fin de la guerre et le retour à la France vont marquer la période de l’entre-deux-guerres d’un énorme ralentissement de la recherche archéologique, allant jusqu’à renier le travail exemplaire des savants allemands, tel J. B. Keune.

# DEUXIÈME PARTIE

# LE RETOUR À LA FRANCE : UN MANQUE ÉVIDENT DE MOYENS

# (1918-1976)

Le 18 novembre 1918, les troupes françaises font leur entrée à Metz[251]. Le général Maud'huy, nommé gouverneur militaire, et le préfet Léon Mirman rétablissent la République. Le département de la Moselle est réuni à la France, sans qu'il ne retrouve toutefois sa configuration d'avant 1871. Toute l'administration est ainsi rattachée au Commissariat général de la République, mais le retour à la France ne se fait pas sans quelques heurts. En effet, tout au long de la Première Guerre mondiale, la propagande envers l'ennemi a été forte de part et d'autre de la frontière franco-allemande. Puisant ses origines dans le conflit de 1870, la haine de l'Allemand est exacerbée par les autorités françaises[252]. Le ressentiment envers l'Allemand est fort et J. B. Keune en subit les effets.

## Chapitre 4 Le ralentissement de l'activité archéologique (1918-1940)

### I. Le tournant : l'expulsion de Johann Baptist Keune (1918-1919)

Dès le 19 novembre 1918, un officier de l'armée française, Émile Hinzelin, inspecte le Musée central et constate que les œuvres sont en bon état dans les sous-sols. Il en profite pour démettre de leurs fonctions les responsables allemands des Musées et de la Bibliothèque, dont J. B. Keune fait partie[253]. Ce dernier décide toutefois de rester en France. Quelques semaines

[251] LE MOIGNE François Yves (dir.). *Histoire de Metz*. Toulouse : Privat, 1986, p. 375.
[252] Pour une étude détaillée sur ce thème, voir l'ouvrage de Juliette COURMONT : *L'odeur de l'ennemi (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, 2010, 186 p.
[253] A.M.M. 2R129. Cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 11.

plus tard, le 16 décembre, le préfet Mirman nomme administrateur des Musées Michel Thiria, qui est rejoint le 1er mars 1919 par le nouveau Directeur de la Bibliothèque, Roger Clément (fig. 104).

Aux Musées, les affaires courantes tardent à reprendre. Bien que l'État ne s'implique pas directement dans la politique de l'établissement, Roland Marcel, Secrétaire général du Commissariat de la République de Metz, suggère tout de même le déménagement des collections archéologiques entreposées à la porte des Allemands[254]. Cependant, le manque de place dans les réserves provoque l'abandon temporaire de cette idée.

Par un rapport du 5 septembre adressé à la Préfecture, le baron François de La Chaise, membre de la commission de l'architecture et des Beaux-arts pour l'Alsace-Lorraine et ami de Michel Thiria, demande une profonde réorganisation des Musées et renie leur passé allemand[255]. La Chaise reconnaît à J. B. Keune sa qualité d'éminent archéologue, mais il lui reproche sa négligence envers les collections de peinture et de sculptures d'origine française. Il veut mettre en valeur le passé de la France pour donner aux Messins et aux étrangers l'idée de l'ancienneté et de la vigueur de la tradition française à Metz. Ce rapport occulte totalement la transformation des Musées entre 1870 et 1918, d'un petit établissement en un important musée d'archéologie, notamment grâce aux objets recueillis par J. B. Keune. Ce dernier, fustigé par M. Thiria pendant près de deux ans, trouve en R. Clément un allié.

Les Musées ont rouvert leurs portes depuis le 27 avril 1919. R. Clément est alors responsable des Musées d'archéologie et de sculpture, ainsi que des Musées de la guerre et d'histoire locale le 8 mai 1919, avant d'être nommé directeur des Musées et de la Bibliothèque le 8 juillet 1919. Très vite, il se heurte à M. Thiria et au baron de La Chaise. Il réagit violemment au nouveau rapport de celui-ci adressé au Maire le 1er décembre 1919 en le contredisant point par point et fustige les erreurs grossières de celui-ci sur l'état des collections[256]. R. Clément reçoit également le soutien d'importantes personnalités, notamment du milieu archéologique, comme Salomon Reinach, Directeur du Musée de Saint-Germain-en-Laye[257], Camille Jullian, professeur au Collège de France, ou Amédée Boinet, secrétaire de

[254] *Ibid*. Cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 15.
[255] A.D.M. 3Tp157.
[256] A.M.M. 2R123. Cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 16.
[257] *Ibid*. Lettre de Salomon Reinach datée du 7 octobre 1919.

la Société Française d'Archéologie qui est envoyé en mission à Metz par le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts en octobre 1919. Grâce à ce dernier, l'évolution qu'ont connue les Musées durant l'Annexion et le travail de J. B. Keune sont reconnus. Le rapport de R. Clément est approuvé par la Municipalité qui lui apporte désormais un soutien inconditionnel et le confirme à son poste de Directeur. Pourtant, l'affrontement avec M. Thiria n'est pas terminé et J. B. Keune devient le cœur du problème.

Bien que destitué depuis le 19 novembre 1918, J. B. Keune continue de former son successeur[258]. Un lien d'amitié est né entre les deux hommes et R. Clément ne tarit pas d'éloges à son sujet : « Je ne connaissais pas M. Keune avant d'être appelé à la direction des Musées. Après trois mois de collaboration, je suis obligé de reconnaître en cet homme un savant de grande valeur, aussi laborieux que modeste, scrupuleusement honnête, n'ayant d'autre souci que de passer dignement à son successeur la garde des collections auxquelles il avait consacré son existence[259] ». Cependant, il regrette les conditions de travail dans lesquelles ils évoluent : « M. Keune sans cesse accusé, perquisitionné à son domicile, toujours sur le qui-vive n'a point de liberté d'esprit voulue pour m'initier comme il le voudrait et comme il en a reçu la mission, à ses travaux, dont je dois être le coordinateur, et notre travail commun se trouve à chaque instant paralysé par l'impossibilité où nous sommes de consulter les documents enfermés dans le fameux bureau ».

En effet, le bureau de J. B. Keune a été mis sous séquestre depuis le 18 novembre 1918 par M. Thiria, qui l'accuse d'avoir envoyé en Allemagne les œuvres recueillies sur le front en 1917. Clément prend alors la défense de J. B. Keune : « M. Keune est allemand et, comme tel, il entend souffrir dignement avec sa patrie, mais il est trop conservateur et archéologue dans l'âme pour n'avoir point déploré amèrement la guerre, […] il a fait son possible pour sauvegarder de son mieux tout ce qu'il a pu lorsqu'il a été chargé de mettre en sûreté les objets d'art et monuments en danger sur le front. Le soin qu'il a mis à tout étiqueter, cataloguer avec les adresses des propriétaires écarte absolument toute intention frauduleuse de sa part[260] ».

[258] A.M.M., 2R125. Cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 18.
[259] A.M.M. 2R129. Cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 18.
[260] *Ibid.*

Depuis juin 1919, M. Thiria a mis sous séquestre toutes les œuvres d'art volées par les Allemands se trouvant notamment à l'*Oberrealschule* (actuel Lycée Fabert), au Musée de la colline Sainte-Croix, à la porte des Allemands et à la Chapelle des Templiers. Ainsi, aucun objet, meuble, livres ou archives ne peut être restitué sans son autorisation[261]. Les effets personnels de J. B. Keune sont dans ce cas de figure, enfermés dans son bureau, dont les clés sont détenues par M. Thiria.

Bien que J. B. Keune ait été démis de ses fonctions le 19 novembre 1918, il est resté à Metz afin de terminer ses travaux en cours. Il n'est suspendu officiellement par le gouvernement que le 1er février 1919[262], mais il continue de percevoir la somme de 500 francs par mois puisqu'il travaille encore aux Musées. En août 1919, il effectue la mise à jour et la traduction en français des inscriptions et des étiquettes allemandes du musée avec l'aide d'un soldat[263]. Mais le travail est loin d'être terminé et prend du retard en raison de la mise sous séquestre du bureau de J. B. Keune. En effet, toutes les pièces d'administration liées à la gestion des musées, ainsi que les documents concernant les collections y sont entreposés.

Au fil des mois, les actions de M. Thiria sont de moins en moins soutenues par la Municipalité, si bien qu'en août 1919, le Maire demande au Commissaire de la République s'il ne faudrait pas confier entièrement l'administration des Musées à R. Clément, bien plus compétent selon lui[264]. En effet, afin de le soustraire à l'autorité de J. B. Keune, M. Thiria en avait été nommé administrateur. À présent, il est Inspecteur des Beaux-arts et ses nouvelles fonctions sont incompatibles puisque celles-ci impliquent l'inspection des Musées. Soutenu par l'adjoint au Maire chargé de la Culture, Paul Vautrin, R. Clément obtient que M. Thiria soit relevé de ses fonctions à compter du 1er septembre 1919[265], peu de temps après avoir été nommé Directeur des Musées[266].

Cependant, les dossiers de J. B. Keune ne lui sont toujours pas restitués, les clés de son bureau étant toujours entre les mains de M. Thiria. R. Clément fait tout son possible pour le contrer et critique la dissémination des objets soi-disant « volés » par J. B. Keune durant la guerre entre les Musées, la porte des Allemands, le grenier de Chèvremont et les salles

[261] A.D.M. 3Tp157, Lettre de Michel Thiria au commissaire de la République datée du 23 avril 1919.
[262] A.M.M. 2K101. Dossier du personnel municipal (Johann Baptist Keune)
[263] A.D.M. 3Tp157. Lettre de Roger Clément au secrétaire général datée du 8 août 1919.
[264] *Ibid.*, Lettre du Maire au commissaire de la République datée du 9 août 1919.
[265] *Ibid.*, Lettre du commissaire de la République à Michel Thiria datée du 28 août 1919.
[266] *Ibid.*, Lettre du commissaire de la République au maire de Metz datée du 27 août 1919.

d'exposition. Il souhaiterait ainsi que ceux-ci soient centralisés au Musée central et que M. Thiria autorise l'accès aux archives de J. B. Keune, lui refusant même l'entrée de l'établissement le 8 septembre alors qu'il venait l'inspecter[267]. En effet, l'ancien conservateur doit partir prochainement et son bureau contient tous les registres d'inventaire et de comptabilité, qu'il doit remettre à son successeur, ainsi que ses papiers personnels[268].

J. B. Keune reçoit le soutien particulier du savant français Émile Espérandieu, qu'il avait aidé quelques années auparavant dans le cadre des tomes VIII, IX et X de son *Recueil général des bas-reliefs*, consacrés au Rhin et au *limes*, dont l'a chargé le Ministère de l'Instruction publique. Ce dernier est inquiet quant à la suite de cette affaire, craignant la réaction des scientifiques allemands si la situation perdure[269].

Bien qu'il n'administre plus les Musées, M. Thiria tente encore de saper l'autorité de R. Clément afin de contrer J. B. Keune. Le 17 septembre, il demande au Commissaire de la République qu'un certain nombre de documents concernant la Bibliothèque et les Musées qui appartenaient à J. B. Keune, tels les registres de comptes et les inventaires, soient déposés aux Archives départementales, afin qu'il puisse les consulter et procéder au classement des objets dérobés durant la guerre[270]. Bien que le Commissaire général tente d'apaiser les tensions en proposant un entretien entre R. Clément et M. Thiria le 22 septembre, un incident éclate le 18 septembre avec J. B. Keune, alors qu'un accord semble avoir été conclu avec R. Clément le matin même[271]. M. Thiria décide alors de démissionner, ce qui facilite le règlement de la situation. Le Secrétaire général demande à M. Thiria de remettre les manuscrits, les livres particuliers et la correspondance du savant allemand, ainsi que tous les autres papiers et volumes de ce dernier.

Comme quinze mille fonctionnaires allemands après la guerre, J. B. Keune repart finalement peu de temps après en Allemagne, le 6 octobre 1919 avec sa fille Marie-Thérèse qui était restée avec lui après le retour à la France[272]. R. Clément procède au rapatriement de

[267] *Ibid.*, Lettre de Michel Thiria au commissaire de la République datée du 16 septembre 1919.
[268] *Ibid.*, Rapport de Roger Clément au maire daté du 13 septembre 1919.
[269] *Ibid.*, Lettre d'Émile Espérandieu au secrétaire général datée du 11 septembre 1919, suite à une visite en avril et en mai des musées de Spire, Worms, Mayence, Coblence, Bonn et Wiesbaden.
[270] *Ibid.*, Lettre du commissaire général de la République au Général-gouverneur de Metz datée du 17 septembre 1919.
[271] *Ibid.*, Lettre du secrétaire général au maire de Metz datée du 18 septembre 1919.
[272] A.M.M. 1F2/524. Fiche domicilaire de Keune.

ses livres en février 1921[273] et reste une des rares personnalités françaises à considérer encore l'ancien Directeur des Musées de Metz. Dans une lettre datée du 28 février 1923, le Maire de Metz achève ce travail de dénigrement en écrivant à l'Office de vérification et de compensation pour l'Alsace et la Lorraine : « L'intéressé est devenu incapable de continuer son service à la suite du rattachement de l'Alsace et Lorraine à la France. Il appartenait à une nation ennemie de la France, ne possédait pas la nationalité française, ne connaissait pas la langue officielle et ne pouvait mériter la confiance que l'Administration municipale doit avoir en ses employés. En conséquence la Ville était en droit de révoquer Keune JB en vertu de l'article 626 du Code civil allemand. »

J. B. Keune n'est jamais revenu aux Musées de Metz. Suite à son expulsion, il devient Directeur d'un autre grand musée archéologique du sillon mosellan : le *Landesmuseum* de Trèves. À sa mort, survenue le 15 janvier 1937, il reçoit les hommages de R. Clément qui écrit à sa veuve : « L'œuvre de M. le professeur Keune est considérable : cette œuvre-là ne périra pas, elle reste un guide précieux et sûr pour ceux qui devront la continuer »[274]. Il faut également citer Albert Grenier (1878-1961), professeur au Collège de France, qui avait connu l'ancien Directeur des Musées lorsqu'il était en poste à Metz. Ce dernier concluait sa nécrologie ainsi : « À Metz, on conservera justement le souvenir de l'excellent archéologue lorrain que fut Keune, ardemment dévoué à sa patrie d'adoption, passionné de sa plus ancienne histoire, inspirateur de toutes les recherches concernant les antiquités du pays messin, animateur zélé, pendant un quart de siècle, de la Société d'histoire et d'archéologie lorraine et l'organisateur du Musée archéologique de la ville de Metz[275]. »

Une des pages glorieuses de l'archéologie messine et de l'histoire des Musées de Metz se tourne alors[276]. R. Clément reprend alors seul la direction des Musées de Metz en 1920 et essaie d'assurer une continuité avec le travail réalisé par J. B. Keune, autant dans le domaine muséal que dans le cadre archéologique, avec des moyens humains et financiers diminués.

[273] Trier Stadtarchiv, Ka 22.
[274] Document MM.
[275] GRENIER Albert, J. B. Keune. *A.S.H.A.L.*, t. XLV, 1936, p. 328.
[276] Notons qu'en 2011, les rancœurs étant apaisées, le Maire de Metz, Dominique Gros a inauguré un panneau à la mémoire de J. B. Keune sur un espace situé devant le nouveau Centre Pompidou-Metz.

## II. Un manque de moyens humains et financiers

### *A. Un contexte national défavorable*

Avec le retour à la France, l'archéologie est de ce fait réglementée par les lois françaises et dépend du Service des missions de l'Instruction publique, qui est absorbé en 1935 par la Caisse nationale de la recherche scientifique[277]. Sous la Troisième République, des tentatives de législation de l'archéologie sont faites. Suite à la défaite de 1870, pour permettre un redressement national, une profonde réforme de l'Université française est entreprise, entraînant la création des premières chaires d'archéologie. En 1904 est fondée la Société française des fouilles archéologiques, qui permet l'ouverture d'importants chantiers comme ceux de la Turbie, du Vieil-Evreux ainsi que la réouverture d'Alésia dont la fouille a débuté sous le Second Empire.

Pourtant, la situation est proche du néant pour ce qui est de la conservation du patrimoine archéologique et la réglementation des fouilles en France, bien qu'une réelle prise de conscience ait lieu dès 1910. De ce fait, les archéologues Salomon et Théodore Reinach déposent deux projets de lois au Sénat cette même année[278] ; un premier le 25 octobre 1910 concernant les fouilles archéologiques et paléontologiques ; un second le 11 novembre 1910 qui porte sur la conservation des monuments et les objets ayant un intérêt historique ou artistique. Toutefois, les deux projets sont rejetés.

Suite à cela, l'archéologie est régie par défaut par une législation qui s'applique en premier lieu aux Monuments Historiques. Ainsi, par la loi du 31 décembre 1913, « sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, les monuments mégalithiques, [et] les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques » (article 1, alinéa 2).

Ce n'est qu'à partir de 1930 que l'archéologie s'affirme comme une discipline distincte de l'histoire[279]. Par un décret daté du 13 avril 1933, une 5$^{e}$ section affectée aux

[277] GRAN-AYMERICH Eve. *Naissance de l'archéologie moderne : 1798-1945*. Paris : C.N.R.S., 1998, p. 445.
[278] DELAGE Franck, La législation de l'archéologie. *La Grande Revue*, 1911 ; REINACH Salomon, La question des fouilles. *Revue archéologique*, vol. 17, 1911 ; MONTEL Nadia, 1910-1913 : l'occasion manquée d'une réglementation des fouilles. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 101-119.
[279] GRAN-AYMERICH Eve. *Naissance de l'archéologie moderne : 1798-1945*. Paris : C.N.R.S., 1998, p. 448.

fouilles et aux antiquités classiques est créée au sein de la commission des Monuments Historiques, dont les premiers membres sont des historiens et des archéologues de renom comme Camille Jullian, Albert Grenier et Jérôme Carcopino. Ils sont alors considérés comme les artisans de l'institutionnalisation de l'archéologie métropolitaine[280]. Le Centre National de la Recherche Scientifique (C.N.R.S.) est créé à son tour en 1939 et celui-ci est placé sous l'autorité du Ministère de l'Éducation nationale.

Ce manque d'encadrement législatif de l'archéologie au niveau national ne facilite pas la tâche de R. Clément à Metz, bien que ce dernier fasse son possible pour recenser et conserver les vestiges archéologiques.

### *B. Roger Clément, un juriste à la tête des Musées de Metz*

R. Clément est né à Metz le 30 septembre 1876 d'un père négociant[281]. Après avoir étudié à Reims et à l'Institut catholique de Paris, il soutient sa thèse en Droit en 1903 portant sur « La condition des Juifs à Metz sous l'Ancien Régime ». Il s'inscrit par la suite dans un Institut d'agriculture en Suisse et devient alors membre correspondant de l'Académie de Metz. Lors de la Première Guerre mondiale, sa famille est expulsée et spoliée de ses biens. R. Clément participe à la guerre comme sergent-cartographe. Il est décoré à la fin du conflit de la Croix de Guerre.

Lors de son retour à Metz en 1919, il est nommé Directeur des Musées, ainsi que directeur de la Bibliothèque et des Archives. Cependant, la formation de juriste de R. Clément constitue un des freins du développement de l'archéologie pendant la période d'entre-deux-guerres. De plus, M. Thiria et le baron de La Chaise continuent de déstabiliser R. Clément en l'attaquant sur ses compétences professionnelles, notamment à propos de l'affaire des vases de Yutz et de la dégradation de plusieurs tableaux, entre 1921 et 1933[282]. De ce fait, les Musées de Metz et la Municipalité sont profondément marqués par ces querelles, resserrant ainsi leurs liens. Ces derniers sont renforcés grâce aux bons rapports qu'entretient R. Clément

[280] *Ibid.*, p. 453.
[281] BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 56.
[282] *Ibid.*, p. 24.

avec les deux maires successifs : Paul Vautrin (1924-1938), ancien adjoint au Maire chargé de la Culture, et Gabriel Hocquard (1938-1940), ancien adjoint aux Écoles et aux Beaux-arts. Les subventions versées aux Musées sont alors conséquentes[283].

Le personnel allemand ayant été expulsé suite à la défaite, treize nouveaux employés sont recrutés à temps plein. Ils doivent être français, habiter à Metz et posséder un casier judiciaire vierge[284].

Entre 1918 et 1939, plus de trois mille objets sont acquis. Pourtant, peu d'entre eux sont de nature archéologique[285]. Ceci s'explique certainement par le fait que R. Clément se rend moins sur le terrain que ne l'avait fait J. B. Keune. Néanmoins, les aides financières des Musées allouées à la recherche scientifique sont essentiellement concentrées sur les fouilles, ce qui permet la découverte de sites archéologiques, comme celui de Rudemont par André Bellard en 1931[286] et la mise au jour des ateliers de potiers de Chémery entre 1934 et 1936 par Timothée Welter et Émile Delort[287]. Cependant, si l'activité archéologique est quelque peu soutenue en Moselle, la situation est toute autre à Metz.

### *C. Des découvertes archéologiques rares*

La période de l'entre-deux-guerres s'avère assez décevante en terme de découvertes archéologiques, malgré l'implication de R. Clément qui tente de marcher dans les pas de son prédécesseur, avec qui il garde des contacts jusqu'à sa mort[288].

L'urbanisation du quartier du Sablon et la construction de la *Neue-Stadt* se poursuivent. Il faut rappeler que la destruction des fortifications et l'annexion des communes voisines, comme Devant-lès-Ponts et Queuleu, ont fait passer la superficie des terres

[283] *Ibid.*, p. 26.
[284] A.M. M., 2R132, cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 29.
[285] BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 35.
[286] A.M.M. 2R177.
[287] A.M.M. 2R178.
[288] M.M. Lettre de Roger Clément à la veuve de Johann Baptist Keune datée du 15 janvier 1937.

urbanisables de 221 ha en 1900 à plus de 2 000 ha en 1907[289]. La nature funéraire du quartier durant l'Antiquité laissait augurer la découverte de nombreux vestiges. Pourtant, elles ne sont pas très importantes. En effet, la Municipalité de Metz continue d'étendre la Nouvelle-Ville vers le sud. En 1924, on entame la mise en place de la rue Pétain (actuelle rue Pasteur) avec la construction de nouveaux immeubles. Il en est de même en 1936, lors de l'ouverture des rues Grégoire-de-Tours et Paul-Diacre. À cette occasion, les ouvriers dégagent de nombreux vestiges gallo-romains. Afin de pérenniser l'œuvre de J. B. Keune, R. Clément tente de les sauvegarder autant qu'il le peut.

En juin 1924, l'entrepreneur et architecte M. Kommer met au jour d'anciennes maçonneries dans une large tranchée destinée à recevoir des conduites d'eau et de gaz pour la nouvelle rue Pasteur, à environ 200 m de la façade nord de l'ancienne gare[290]. Il s'agit essentiellement de canalisations en moellons calcaires jointés au mortier de tuileaux et convergeant vers un bâtiment compartimenté de 48 m sur 16. L'intégralité de ces excavations est financée par M. Kommer, qui se charge de relever les substructions. Ces découvertes ne sont signalées à R. Clément que tardivement. Par chance, le propriétaire des immeubles en construction, Auguste Barthélémy, a mis de côté les objets archéologiques qui lui ont paru avoir de l'intérêt[291]. Il faut attendre le mois de février 1925 pour que le Maire soit informé des découvertes[292]. En revanche, qu'il s'agisse de documents manuscrits ou d'articles publiés, il n'est jamais fait mention du service des Monuments Historiques ; fait étonnant puisque selon la législation en vigueur, l'archéologie dépendait de ce dernier[293]. Ainsi, R. Clément ne semble en relation qu'avec la Municipalité pour les opérations archéologiques.

C'est d'ailleurs cette dernière qui prend en charge la plupart des dépenses liées aux excavations à partir du mois de février 1925[294]. Dès le début du mois de mars, la Municipalité met à la disposition de R. Clément deux ouvriers du service de la voirie[295] que ce dernier avait demandés ; ceci afin d'éviter que les nouvelles découvertes ne deviennent un obstacle à la

[289] LOEW Guy, 1918-1970. Un demi-siècle d'urbanisme messin. De la ville épargnée à la ville martyre. *C.L.*, n° 3/4, 2003, p. 69.
[290] A.M.M. 2R170. Notice succincte de M. Kommer datée de mars 1925 à propos des découvertes archéologiques au sud de l'ancienne gare.
[291] CLEMENT Roger, Trouvaille archéologique au Sablon. *C.L.*, 1926, p. 100.
[292] A.M.M. 2R170. Lettre du Maire à Roger Clément datée du 2 février 1925.
[293] Voir la loi du 13 décembre 1913, citée plus haut B.1., p. 80.
[294] A.M.M. 2R170.
[295] *Ibid.* Lettre du Maire de Metz à Roger Clément datée du 3 mars 1925.

construction de nouveaux immeubles[296]. À la fin du mois de mai 1925, le montant des fouilles s'élève à 1498,90 francs, représentant cinq-cent-soixante-dix-sept heures de travail sur le terrain[297]. Comme aucun crédit spécial n'est prévu, les travaux doivent s'arrêter à cette date. Malgré l'aide municipale, les moyens financiers et humains ne sont pas assez abondants et R. Clément le déplore souvent[298]. Il reconnaît d'ailleurs dans un article du *Messin* que « l'ouvrier terrassier est le pionnier de l'archéologie ; sans lui, ceux qui sont chargés d'étudier ce qui est enfoui dans le sol ne peuvent rien faire[299] ».

Concernant l'analyse et l'interprétation des vestiges mis au jour, bien que la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* existe toujours – rebaptisée depuis Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine –, le nouveau Directeur ne bénéficie plus du réseau scientifique dont disposait J. B. Keune. R. Clément est souvent conseillé par le chanoine Roch-Stephan Bour, devenu Directeur du Grand Séminaire. Celui-ci l'assiste notamment lors de l'identification des substructions dégagées rue Pétain, alors interprétées comme différentes de celles de l'abbaye Saint-Arnould, qu'il a étudiées vingt ans auparavant[300]. Le Directeur des Musées fait encore appel à lui lors de la découverte de stèles gallo-romaines suite à l'effondrement de la chaussée dans la rue des Murs en 1930[301]. Malgré ce soutien précieux, l'émulation permise par J. B. Keune perd de son éclat. De ce fait, R. Clément doit se contenter des contacts locaux et la recherche messine tend à s'affaiblir. Ainsi, en 1935 et 1936, lorsqu'il s'agit de procéder au relevé et au dessin de plusieurs objets, comme le lapidaire mis au jour lors des travaux réalisés rue de la Tête d'Or[302] ou les sépultures retrouvées lors de l'installation des rues Paul-Diacre et Grégoire-de-Tours au Sablon[303] (fig. 105), il requiert les qualités artistiques de Jean Thiriot, alors employé aux Musées de Metz[304]. Pour réaliser les plans de masse, R. Clément reçoit l'aide des services d'arpentage de la ville. Pour l'étude des objets trouvés sur le terrain, lorsque cela est possible, il fait appel à

[296] *Ibid.* Lettre de Roger Clément au Maire de Metz datée du 7 février 1925.
[297] *Ibid.* Lettre de la Mairie à la section C datée du 22 mai 1925.
[298] CLEMENT Roger, Fouilles archéologiques et accessions nouvelles au musée lapidaire de Metz. *A. S.H.A.L.*, vol. 33, 1933, p. 449 ; CLEMENT Roger, Découverte archéologique, rue Neuve-Saint-Louis, à Metz. *C.L.*, 1935, p. 36.
[299] Article du *Messin* du 30 mars 1926.
[300] A.M.M. 2R170. Lettre de Roger Clément au Maire de Metz datée du 7 février 1925.
[301] A.M.M. 2R171. Brouillon d'article de Roger Clément ; CLEMENT Roger, Fouilles archéologiques et accessions nouvelles au musée lapidaire de Metz. *A. S.H.A.L.*, vol. 33, 1933, p. 437.
[302] CLEMENT Roger, Découverte archéologique, rue Neuve-Saint-Louis, à Metz. *C.L.*, 1935, p. 35-36.
[303] CLEMENT Roger, Trouvailles archéologiques à Metz et dans les environs. *A.S.H.A.L.*, t. XLV, 1936, p. 157-172.
[304] Ce dernier publiera un des ouvrages de référence sur la fortification messine en 1971 (*Portes, tours et murailles de la cité de Metz*. Metz : Serpenoise, 1971).

des spécialistes. Lors de la découverte d'une sépulture recélant des fioles contenant un liquide indéterminé, il le fait analyser par Ney, chimiste de la pharmacie Stahl, situé rue Sainte-Marie, puis par Delafosse, professeur agrégé en sciences naturelles au Lycée de Metz. Certes, il ne s'agit pas d'éminents spécialistes en biologie, mais R. Clément tente de mener à bien ces études archéologiques avec le peu de moyens qui lui sont dévolus.

Bien évidemment, toutes ces découvertes viennent alimenter les réserves du musée archéologique de Metz, bien que leur quantité soit moindre par rapport à la période de l'Annexion. Tout comme J. B. Keune, R. Clément fait paraître les entrées d'œuvres du musée archéologique dans les revues locales, comme les *Cahiers Lorrains*, nouvellement créés en 1922 par la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine. Mais du fait de la faible quantité d'objets archéologiques entrés aux Musées, il ne publie qu'à deux reprises en vingt ans[305]. Ainsi, alors que l'archéologie représentait 15 % de la pagination des publications de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* entre 1888 et 1918, elle n'en représente plus que 2 % entre 1920 et 1939. Quant à la diffusion et la publication de ces découvertes auprès du grand public, R. Clément comme son prédécesseur, utilise également la presse locale, notamment le *Messin*[306], ainsi que le quotidien récemment créé, suite au retour à la France, le *Metzer Freies Journal*[307], ancêtre du *Républicain lorrain*.

Ainsi, le retour de Metz à la France marque une période peu propice à l'archéologie. Néanmoins, la mise au jour de thermes gallo-romains lors des travaux d'agrandissement des Musées constitue la découverte majeure de l'entre-deux-guerres.

[305] CLEMENT Roger, Dons faits aux musées de décembre 1918 au 17 mai 1926. *C.L.*, 1926, p. 136-139 ; CLEMENT Roger, Nouvelles acquisitions archéologiques du musée de Metz. *C.L.*, 1931, p. 135-136.
[306] Article du *Messin* daté du 30 septembre 1926 présentant les découvertes de la rue Pétain ; article du *Messin* daté du 4 novembre 1926 présentant la découverte d'une défense d'éléphant préhistorique au Sablon ; article du *Messin* daté du 9 mars 1927 présentant la découverte d'urnes cinéraires à Frescaty.
[307] Article du *Freies Metzer Journal* daté du 6 septembre 1938 présentant les découvertes de la rue des Murs.

## III. La découverte des thermes du Carmel : l'élaboration d'un musée de site (1932-1938)

La découverte importante pour la recherche archéologique messine et les Musées de Metz de cette période demeure celle des thermes gallo-romains. En 1928, suite au décès du romancier et dramaturge messin, François de Curel, sa fille lègue aux Musées la somme de 250 000 francs. Grâce à ce don, R. Clément peut alors songer à apporter des modifications à son musée (fig. 106). Ainsi, en novembre 1932, des travaux pour remettre aux normes le chauffage central sont entamés dans les sous-sols du bâtiment et de la bibliothèque[308]. C'est alors que l'ingénieur des eaux de la ville Adams découvre qu'il existe une galerie éventrée, dont le soubassement et les parois sont encore intacts[309] (fig. 107). Ces dernières sont construites en *opus mixtum*[310], présentant ainsi des alternances de lits de moellons calcaires avec des lits de briques, caractéristiques des vestiges gallo-romains. Prévenu, R. Clément lui demande de poursuivre les excavations autant que possible. En continuant les travaux, des baignoires et une salle à hypocauste sont mises au jour, permettant à R. Clément de supposer la présence d'un complexe thermal gallo-romain.

En février 1933, il rend compte des découvertes au Maire de Metz[311], grâce auquel il reçoit une subvention pour la poursuite des fouilles. La même année, il se rend à Paris pour l'exposition des chefs-d'œuvre des musées de province. Lors d'une visite du Musée de Cluny, R. Clément en profite pour dater du II$^{e}$ siècle le matériel retrouvé sous son musée, en le comparant aux objets conservés dans l'établissement parisien[312].

Les découvertes faites entre la fin de l'année 1932 et le début de 1933 incitent à la poursuite des travaux. Au détriment de l'Arsenal et de l'ancienne gare qui avaient été un temps envisagés[313], R. Clément procède donc à la construction d'une nouvelle aile durant l'hiver 1934, afin d'accueillir les collections archéologiques. Situés à l'est des bâtiments

[308] CLEMENT Roger, Fouilles archéologiques et accessions nouvelles au musée lapidaire de Metz. *A. S.H.A.L.*, vol. 33, 1933, p. 437.
[309] A.M.M. 2R171, cité dans CLEMENT Roger, Fouilles archéologiques et accessions nouvelles au musée lapidaire de Metz. *A.S.H.A.L.*, vol. 33, 1933.
[310] Technique de construction romaine alternant des rangées de moellons calcaires avec des lits de briques.
[311] A.M.M. 2R170. Lettre de Roger Clément au Maire de Metz datée du 9 février 1933.
[312] A.M.M. 2R163. Cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 73.
[313] BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 74.

existants, ces travaux permettent d'agrandir les salles d'archéologie de la galerie Demoget à partir des plans de l'architecte Roger Berrier. Durant ces travaux, toujours financés grâce au don de la fille de François de Curel, de nouveaux vestiges gallo-romains viennent s'ajouter à ceux découverts précédemment sur toute la longueur du nouveau bâtiment. R. Clément décide alors de conserver les vestiges, obligeant l'architecte à modifier ses plans. Afin de compléter les relevés effectués aux Musées, R. Clément reçoit l'autorisation des autorités ecclésiastiques pour relever les vestiges des thermes gallo-romains dans les bâtiments de l'ordre du Carmel[314]. Mais il regrette un manque de moyen pour parfaire l'étude des thermes : « Quant à la suite des travaux et l'agrandissement du musée, ils permettront peut-être plus tard de faire de nouvelles fouilles grâce auxquelles il sera possible d'acquérir des notions plus complètes, d'apporter des lumières nouvelles sur cette question ténébreuse. Il faut des ouvriers, des collaborations. Puissions-nous susciter des vocations archéologiques nouvelles[315]. »

Pour diriger ces fouilles, il dispose d'un personnel réduit, généralement peu qualifié dans le domaine archéologique. Par exemple, les excavations sont réalisées par Rodolphe Eilrich, préposé au service de la chaufferie[316], puis les décombres amassés sont examinés minutieusement par Émile Chenet, employé des Musées.

Les vestiges conservés sont intégrés au parcours de visite des Musées de Metz, faisant de l'établissement, paradoxalement, un « musée de site ». Le 27 juillet 1938, il est classé « Monument Historique ».

La faiblesse relative de la situation archéologique de la Moselle est-elle due aux vicissitudes liées au retour à la France ? La réponse est négative si l'on examine le cas de l'Alsace, annexée comme la Moselle entre 1871 et 1918. Robert Forrer, Conservateur du Musée de Strasbourg, en poste depuis 1909, est un acteur des plus actifs de l'archéologie alsacienne. Il le reste jusqu'à la veille de sa mort en 1947, date à laquelle Jean-Jacques Hatt lui succède à la tête du musée. Le Musée Alsacien de Strasbourg fonctionne comme un véritable Service Régional de l'Archéologie actuel[317]. Pendant quarante ans, il coordonne,

[314] CLEMENT Roger, Découvertes faites lors des travaux de construction des nouveaux bâtiments du Musée Central. *C.L.*, 1938, p. 76.
[315] A.M.M. 2R171.
[316] A.M.M. 2R170.
[317] SCHNITZLER Bernadette, *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*, Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 181.

centralise, étudie et publie toutes les découvertes faites en Alsace. Parallèlement, la nouvelle université de Strasbourg est inaugurée le 22 novembre 1919. Albert Grenier l'intègre alors à sa création et y occupe la chaire d'Antiquité gallo-romaine jusqu'en 1935. Ce dynamisme s'observe également dans le cadre des publications. De nombreux articles en français et en allemand paraissent, portant sur toutes les périodes.

Les liens entre Strasbourg et Metz sont ténus. Le Congrès archéologique de France, qui se tient à Strasbourg du 21 au 30 juin 1920, organise un circuit passant par Metz. Les rares rapports entre les deux villes sont conflictuels, notamment suite à la découverte au Sablon en novembre 1926 d'une défense d'un éléphant préhistorique[318]. L'objet est alors transporté au musée de Strasbourg. Dans un rapport du 17 novembre 1926, R. Clément déplore la perte de cet objet, demandant qu'il revienne à Metz, car, selon lui, il n'existe aucune parenté entre la préhistoire d'Alsace et celle de Metz. D'autant plus que Frédéric-Armand Schaeffer, Conservateur du Musée de Strasbourg, s'est permis de publier des lignes de critiques sur l'état des collections préhistoriques et paléontologiques des Musées de Metz, alors qu'elles se trouvent en réalité dans une salle de dépôt, en attente de leur mise en ordre.

Le sort de l'archéologie, qu'il soit sur le terrain ou au sein des musées, est donc très différent pour l'Alsace et pour la Moselle après le retour à la France en 1918. L'archéologie alsacienne a été bien plus dynamique que sa voisine lorraine pendant l'entre-deux-guerres. La raison principale réside dans les personnalités et surtout les formations, diamétralement opposées, qu'ont reçues des deux conservateurs de musées, R. Clément et R. Forrer. Cette même constatation peut être faite avec le déclin des sociétés savantes, comme la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine qui n'assure plus de fouilles, comme cela avait été le cas durant la période de la première Annexion. Ce retard n'est toutefois pas inhérent à Metz. Bien que développée à l'étranger, notamment autour du bassin méditerranéen, la recherche française peine à combler ses lacunes sur le territoire métropolitain, contrairement à l'Allemagne. L'affaiblissement de l'archéologie messine va d'ailleurs être grandement dénoncé durant la période de la seconde Annexion par les archéologues associés au régime nazi.

[318] Article du *Messin* daté du 4 novembre 1926 et d'André Bellard dans *Le Lorrain* daté du 7 novembre 1926.

# Chapitre 5 L'archéologie au service d'une idéologie sous la seconde Annexion (1940-1944)

En matière d'historiographie de l'archéologie, le sujet a été largement traité par Jean-Pierre Legendre depuis une dizaine d'années à travers divers articles[319]. Nous reprendrons donc les conclusions de ce dernier, en y ajoutant des éléments nouveaux issus de documents conservés aux Archives départementales de la Moselle, devenus accessibles que récemment.

Après la défaite de l'armée française en mai 1940 et rompant les termes de l'armistice signé entre l'État français et le *Reich*, l'Allemagne nazie annexe dès l'été 1940 trois départements français : la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Au début de juillet 1940, l'ancienne frontière mise en place lors de la première Annexion (1871-1918) est rétablie.

L'administration allemande se met en place à Metz dès le 17 juin. Le préfet ainsi que l'ensemble des hauts fonctionnaires sont remplacés par des personnalités d'origine allemande. Le 25 septembre, Josef Bürckel, nommé Chef de l'administration civile en Moselle annexée et proche d'Hitler, reçoit de ce dernier l'ordre de germaniser la Moselle dans un délai de dix ans[320]. Le 30 novembre, il annonce officiellement la création d'une nouvelle entité territoriale, le *Gau Westmark* (Marche de l'Ouest), réunissant sous son autorité la Sarre, le Palatinat et l'ancien département de la Moselle. Entre septembre 1940 et juillet 1941, plus de 100 000 Mosellans, notamment ceux n'étant pas nés sur le territoire des départements fraîchement rattachés au III$^{e}$ *Reich*, sont expulsés et remplacés par des *Siedler* (colons) venus de Sarre. Le paysage est débarrassé de toute référence française. Les noms des communes, des rues, des commerces, les prénoms sont germanisés dès l'été 1940. En octobre, les associations sont dissoutes et la langue française proscrite. Les journaux français sont remplacés par le *Metzer Zeitung* et la *Deutsche Front*. L'appareil de l'administration et du parti nazi est implanté. À la tête de chaque arrondissement (*Kreis*), on trouve un *Landsrat* secondé par un politique, un *Kreisleiter* de la *Deutsche Volksgemeinschaft* (Communauté du Peuple allemand). Chaque commune est administrée par un *Bürgermeister*.

[319] Voir la bibliographie.
[320] WILMOUTH Philippe, La Moselle annexée de fait (1940-1945). *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*, Metz : Serpenoise, 2001, p. 11.

Aux Musées de Metz, R. Clément est expulsé et remplacé par Edmund Hausen (fig. 108) en septembre 1940[321]. Ce dernier n'est pas archéologue, contrairement à son homologue strasbourgeois, Adolphe Riff, mais historien de l'Art. Avant d'obtenir la direction des Musées de Metz, il dirigeait la Chambre des Métiers de Sarre-Palatinat à Kaiserslautern[322]. Il faut noter que les Musées de Metz conservaient avant le début de la Seconde Guerre mondiale une des plus importantes collections de l'Est de la France, notamment en ce qui concerne la période gallo-romaine. Peu après le début du conflit, R. Clément avait pris la décision de mettre en sécurité les objets les plus précieux dans l'abbaye de Ligugé et dans le château de Dissay, dans le département de la Vienne. À son arrivée aux Musées de Metz le 6 septembre 1940, E. Hausen fait rapatrier l'ensemble des œuvres mises en sécurité. Il réorganise de manière quasiment complète les collections, ne gardant au Musée central que les collections archéologiques et historiques. Les autres œuvres sont réparties à différents endroits de la ville : l'École normale accueille les collections d'histoire naturelle, et la maison Rabelais, en Jurue, les collections du peuple messin, autrefois entreposées à la porte des Allemands.

Assisté du Dr Moos, E. Hausen présente un rapport sur la vision « dégénérée » de l'histoire des Musées et préconise une nouvelle organisation de ces derniers très rapidement, car, selon lui, rien n'a été fait durant la période française[323]. Les salles d'archéologie sont rouvertes au public en décembre 1940, en même temps que l'exposition artistique *Künstler der Westmark*[324]. Par la suite, en raison de l'intensification des bombardements, E. Hausen est contraint de déplacer une partie des collections dans les sous-sols de la Caisse d'Épargne et de la Chambre de Commerce de Metz, puis à Varize, Romécourt et Helfedange, ainsi que dans la propriété de R. Clément à Rozérieulles. E. Hausen applique les règles de protection de la *Luftwaffe* édictées en 1939 et fait installer des pare-éclats aux fenêtres du Musée central et cimenter les pièces du lapidaire les plus importantes dans les thermes gallo-romains[325]. Au

[321] BARDIES Isabelle, Les Musées de Metz entre 1940 et 1944. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 115.
[322] BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 91.
[323] A.M.M. 2Z7, cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 91.
[324] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 451.
[325] BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 94.

moment de la Libération en 1944, les combats n'endommagent que très peu les collections archéologiques, contrairement aux collections des Beaux-arts.

## I. Le premier encadrement de l'archéologie messine : le *Landesdenkmalamt*

L'archéologie est également un instrument de propagande. Elle vise à prouver que la Moselle est une vieille terre allemande. Structurellement, l'activité archéologique est prise en charge par le *Landesdenkmalamt*. En Moselle annexée, comme en Alsace, le patrimoine est du ressort du service spécialisé « *K* » (culture et presse), confié à Hermann Hemrich, directeur du *Westmarkinstitut für Landes- und Volksforschung* de Kaiserslautern[326]. Il a notamment sous sa responsabilité le *Landesdenkmalamt* qui est chargé de la gestion et de la protection du patrimoine lorrain et se divise en deux cellules : le *Denkmalpflege und Naturschutz* (Monuments Historiques et protection de la nature) et le *Vor- und Frühgeschichte – Bodendenkmäler* (archéologie), structures totalement nouvelles, avec dans ce dernier cas un service spécialisé, l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte*. L'organisation de celui-ci est calquée sur les services existant déjà au sein des *Länder* allemands. Les locaux du *Landesdenkmalamt* messin sont installés au n° 10 de la *Stephanplatz* (place Saint-Étienne) (fig. 109), qui abrite toujours la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine.

À partir de septembre 1940, Hermann Keuth (1888-1974), *Landeskonservator* pour les musées et les monuments de la Sarre, est mis en place à la tête du *Landesdenkmalamt Metz* jusqu'en 1944. Le premier archéologue nommé à l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte* en septembre 1940 est Paul-Hans Stemmermann (1909-1977) (fig. 110), qui a déjà participé quelques mois auparavant à la mise en place du *Landesamt für Ur- und Frühgeschichte Strassburg* en Alsace. Professeur d'archéologie à l'École Normale de Karlsruhe, Paul-Hans Stemmermann est totalement gagné à l'idéologie nazie et porte une forte attention à l'histoire de la germanisation de l'Alsace-Lorraine annexée[327]. Pourtant, il ne reste que très peu de

[326] SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 37.
[327] *Ibid.*, p. 39.

temps en place, étant mobilisé dans la *Wehrmacht* en mars 1941, soit au bout de six mois. Son poste échoue alors à Wilhelm Reusch (1908-1995) (fig. 111) qui prend ses fonctions en avril 1941 et à qui revient le rôle de véritablement créer et développer l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte Metz*. Jusque-là conservateur-adjoint au musée de Cologne, W. Reusch, contrairement à son prédécesseur, semble n'avoir aucune sympathie particulière pour le régime nazi, se faisant plutôt remarquer par son sens du contact humain, par sa francophilie et les relations cordiales qu'il noue avec les chercheurs locaux[328].

Le *Landesdenkmalamt* dispose de peu de personnel, seulement un dessinateur, Eduard Opp et un photographe, Eugen Rantz (fig. 111). Ce dernier occupe également le poste de *Präparator* (préparateur) et est chargé de la restauration du mobilier archéologique[329]. Il est assisté dans cette tâche par Francis Delaître (fig. 112), originaire de Nancy, qui travaille notamment à la reconstitution des céramiques mises au jour lors des fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains. Il réalise aussi une maquette au 1/10$^{e}$ des éléments du chancel découverts dans l'édifice à la fin du XIX$^{e}$ siècle. C'est pour cette raison que le service fait appel souvent au *Reichsarbeitsdienst* et à la *Wehrmacht* pour le prêt de main d'œuvre supplémentaire. Les archéologues lorrains, Marcel Lutz et Émile Delort, participent également aux divers chantiers de fouille organisés par l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte*.

Le programme scientifique de l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte* est en premier lieu défini par Paul-Hans Stemmermann dans un article paru dans le tome 4 des *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*[330]. Dans un texte très orienté politiquement, il attaque violemment l'archéologie française en Lorraine après 1918, en reprochant notamment l'absence d'un service spécialisé dans la gestion des vestiges enfouis, en prenant pour exemple l'affaire de la découverte des vases de Basse-Yutz que les Musées de Metz, puis celui du Louvre avaient refusé d'acquérir pour une somme modeste. Paul-Hans Stemmermann conclut en constatant qu'en Lorraine avant 1940 « la recherche archéologique en est restée au stade des antiquaires, alors que pendant ce temps en Allemagne elle s'est

[328] *Ibid.*
[329] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 444.
[330] STEMMERMANN Paul-Hans, Vorgeschichte in Lothringen. *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*, 1941, vol. 4, p. 105-125, cité dans SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 39.

dotée du point de vue historique et des méthodes appropriées[331] ». Il souhaite clairement orienter les problématiques scientifiques vers un seul but : servir la politique d'annexion et témoigner de l'ancienneté du peuplement germanique de la Lorraine. Ce premier programme est repris, puis complété par Wilhelm Reusch dans un article paru en 1943[332]. Il définit également les grandes lignes de l'organisation de l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte* :

- contrôler et étudier suivant des normes scientifiques toutes les collections privées ;
- inventorier les sites archéologiques ;
- mettre en place un réseau de correspondants locaux ;
- traiter et conserver les objets de fouille par des méthodes appropriées ;
- constituer une carte archéologique centralisée et une photothèque ;
- diffuser les résultats scientifiques après du public par le biais de publications, mais aussi par des articles de journaux et des émissions à la radio.

Le fonds documentaire est très rapidement constitué. Le *Denkmalarchiv*, c'est-à-dire le service d'archives du *Landesdenkmalamt*, regroupe les archives de l'ancien service de la *Denkmalpflege* de la première Annexion et celles du service français des Monuments Historiques. Pourtant, le fonds documentaire lié à l'archéologie est une création entièrement nouvelle, puisque l'*Abteilung Vor- und Frühgeschichte* n'a pas de prédécesseur[333]. Le *Denkmalarchiv* est divisé en quatre sections distinctes :

- la carte des sites archéologiques (*Fundkartei der Vor- und Frühgeschichte*) regroupant l'intégralité des trouvailles ;
- les archives graphiques (*Plankammer*) comportant de nombreux plans de monuments, les dessins des fouilles d'Ennery et de Saint-Pierre-aux-Nonnains à Metz ;

[331] *« Die Vorgeschichtsforschung war hier auf dem früheren, rein antiquarischen Standpunkte und entsprechende Arbeitsmethoden zu eigen gemacht hat. »*
[332] REUSCH Wilhelm, Frankische Funde aus lothringischem Boden. Bericht über den gegenwärtigen Stand der frühgeschichtlichen Spatenforschung in Lothringen. *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*, vol. 5, 1943, p. 39-58.
[333] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 458.

- les archives photographiques (*Lichtbildarchiv*) regroupant la collection des plaques de verre constituée avant 1918 par le *Denkmalpflege* ;
- une bibliothèque spécialisée comprenant une section sur l'histoire de l'Art et l'architecture ainsi qu'une autre sur l'archéologie. Étant doté d'importants moyens financiers, le *Landesdenkmalamt* se munit aussi bien de grandes revues de l'époque (*Germania, Bonner Jahrbücher, Fundberichte aus Schwaben*…) que de revues de propagande (*Germanen Erbe, Reichsbund für Deutsche Vorgeschichte*…).

Juridiquement, l'*Abteilung für Ur- und Frügeschichte* est encadré par une ordonnance émise par le *Gauleiter* Josef Bürckel le 10 janvier 1941 et publiée dans le *Verordnungsblatt für Lothringen Nr. 3* du 20 janvier 1941.

« Ordonnance sur les fouilles archéologiques et les découvertes d'objets préhistoriques et historiques remarquables.

« Les vestiges préhistoriques et historiques conservés dans le sous-sol sont les témoins uniques et irremplaçables de l'histoire de notre pays. Ils n'appartiennent donc pas à quelques-uns, mais à la communauté, c'est-à-dire aux collections publiques, où ils peuvent être étudiés par les scientifiques et admirés par tous. Pour la sauvegarde de ces objets, j'ordonne en raison des pouvoirs qui m'ont été conférés par le *Führer* :

« Paragraphe 1 : 1- qui souhaite entreprendre des fouilles dans le but de rechercher des objets préhistoriques ou historiques, ou bien qui souhaite entreprendre des travaux de terrassement dans un autre but, au cours desquels la découverte de tels objets est prévisible, doit avoir obtenu au préalable l'autorisation du *Landkommissar* ou du *Stadtkommissar*. Avant d'accorder celle-ci, le *Landkommissar* ou le *Stadtkommissar* doit obtenir l'avis du chargé de mission pour l'archéologie en Lorraine.

2- l'autorisation n'ouvre aucun droit particulier. Elle peut être accordée avec les prescriptions.

« Paragraphe 2 : 1- en cas de découverte d'objets préhistoriques ou historiques lors de travaux de terrassement, une déclaration doit être faite au plus tard le lendemain auprès du *Bürgermeister* de la commune concernée ou bien du chargé de mission pour l'archéologie. La déclaration par l'auteur de la découverte est obligatoire. Si l'inventeur n'est ni le maître d'œuvre des travaux, ni l'employé de ce dernier, ni le maître d'ouvrage, il doit tout de suite signaler la découverte à celui d'entre eux qui se trouve sur place. Ces derniers sont tenus d'en faire immédiatement la déclaration au *Bürgermeister*.

2- Toutes les personnes travaillant à l'emplacement de la découverte, le propriétaire du terrain ou les personnes citées ci-dessus ont l'obligation d'interrompre les travaux et de conserver les objets en place. Cette obligation expire à la fin du troisième jour qui suit la déclaration, sauf si la reprise des travaux a été autorisée ou bien sauf si le dégagement des vestiges a été ordonné par les autorités.

« Paragraphe 3 : les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux fouilles réalisées par le chargé de mission et par le service chargé de l'archéologie en Lorraine.

« Paragraphe 4 : les contrevenants seront punis d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six semaines et d'une amende pouvant atteindre 150 Reichsmark, ou bien d'une seule de ces deux peines.

« Paragraphe 5 : les circulaires législatives et administratives nécessaires pour exécuter et compléter ces mesures sont publiées par le Chef de l'Administration civile en Lorraine.

« Sarrebruck, le 10 janvier 1941.

« Le chef de l'Administration civile en Lorraine

BURCKEL ».

Cette circulaire est antérieure de six mois à celle prise par l'Alsace le 9 juillet 1941 et de huit mois à la loi de Jérôme Carcopino, promulguée par le régime de Vichy[334]. Elle vient renforcer l'ordonnance émise le 1er octobre 1940 par le *Gauleiter* Josef Bürckel, et probablement inspirée par Paul-Hans Stemmermann, dans laquelle sont stipulées des instructions relatives aux vestiges archéologiques[335] :

> « Les vestiges archéologiques conservés dans le sous-sol sont les témoins uniques et irremplaçables de l'histoire ancienne de notre pays. Ils n'appartiennent donc pas à quelques-uns, mais aux collections publiques, où ils peuvent être étudiés par les scientifiques et admirés par tous. L'intérêt d'un objet réside également dans son contexte, sa relation avec d'autres découvertes, etc.… C'est pourquoi la recherche archéologique doit être uniquement menée par des spécialistes avertis. Il est donc nécessaire que toutes les trouvailles faites lors de travaux de terrassement et de construction soient signalées au chargé de mission pour l'archéologie en Lorraine à Metz, 10, *Stephanplatz*. Une intervention sera alors menée dans les meilleurs délais, afin de ne pas interrompre les travaux. Je vous informe par ailleurs qu'il est interdit d'entreprendre des fouilles archéologiques sans l'autorisation écrite de ce chargé de mission. Par conséquent, je demande à l'ensemble des *Landeskommissare* et des *Stadtkommissare* de surveiller avec vigilance les travaux de terrassement et de construction qui pourraient éventuellement déboucher sur une intervention archéologique, et je souhaite qu'ils soient particulièrement conscients de l'importance de ce dossier. Toutes les questions relatives à ce sujet sont à envoyer à l'adresse ci-dessus. »

Afin de porter la nouvelle législation archéologique à la connaissance des Mosellans et de les sensibiliser aux découvertes fortuites de sites ou d'objets isolés, le *Landesdenkmalamt Metz* publie une petite brochure éducative intitulée *Merkblatt zum Schütz der Bodenaltertümer* qui incite les découvreurs de vestiges archéologiques à prévenir le Maire de leur commune ou directement le service.

[334] Validée en 1945.
[335] *Ibid.*, p. 450.

Quant à la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, qui assure jusqu'en 1939 la quasi-totalité de l'activité archéologique du département de la Moselle, elle est dissoute le 22 août 1940, car considérée comme trop « française » par le régime nazi. Le *Gauleiter* Josef Bürckel nomme un *Stillhaltekommissar* afin de gérer l'ensemble des biens des sociétés dissoutes et les reconstituer selon les critères de l'administration allemande[336]. Pour l'étude du patrimoine, Josef Bürkel autorise en novembre 1940 la création du *Lothringische Institut für Landes- und Volksforschung*, qui s'installe au n° 20 de la Nexirue. La société ne garde en matière d'archéologie qu'une mission très limitée d'information auprès du public, que ce soit par la constitution d'une bibliothèque et d'une photothèque ayant trait à l'histoire de la Lorraine. L'institut est principalement chargé de la germanisation des toponymes cadastraux.

La principale action et mission que s'est fixée le *Landesdenkmalamt* réside dans la fouille et l'étude de l'ancienne église de l'abbaye Saint-Pierre-aux-Nonnains, autrefois installée dans un bâtiment gallo-romain.

## II. Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains : démontrer l'ascendance germanique du peuple mosellan (1942) ?

Le faible nombre d'archéologues lorrains ne permet pas à l'*Abteilung für Ur- und Frühgeschichte* de pouvoir disposer d'un réseau de correspondants suffisamment dense. Une seule opération archéologique se déroule pendant la période de la seconde Annexion à Metz : la fouille de l'église Saint-Pierre-aux-Nonnains (*Sankt Peter auf der Zitadelle*) en 1942 (fig. 113). À laquelle peut être ajoutée celle de la nécropole du haut Moyen Age à Ennery, en Pays messin, découverte depuis 1935, mais fouillée de manière exhaustive par les archéologues du *Landesdenkmalamt* en 1941. Ce village au nord de la ville devient ainsi le

[336] HIEGEL Henri, La germanisation et la nazification de la vie culturelle du département de la Moselle sous l'occupation allemande de 1940 à 1944. *M.A.M.*, 1984, p. 84-96, cité dans SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 43.

laboratoire privilégié des archéologues allemands qui veulent montrer les origines germaniques du peuple mosellan à travers l'étude des sites protohistoriques et alto-médiévaux. Cependant, à Metz, aucune fouille de ce type n'est possible. Les archéologues allemands décident donc de s'attarder sur le passé ottonien de l'église de l'ancienne abbaye Saint-Pierre-aux-Nonnains.

L'édifice est attesté en tant qu'abbaye féminine au VII^e^ siècle, mais est en réalité établi dans un édifice gallo-romain. Subissant de nombreuses modifications jusqu'à l'époque gothique, le bâtiment perd sa fonction religieuse lors de la construction de la citadelle au milieu du XVI^e^ siècle et devient un magasin d'artillerie. Comme nous l'avons vu précédemment, il faut attendre la fin du XIX^e^ siècle et le déclassement des fortifications pour que les érudits s'intéressent à Saint-Pierre-aux-Nonnains. L'intérêt de ces derniers est encore affûté par la découverte du chancel daté du VIII^e^ siècle. Celui-ci, véritable symbole de l'art germanique à l'époque mérovingienne, attire les autorités allemandes qui voient en lui un nouvel argument venant étayer la thèse de l'origine germanique des terres mosellanes et ainsi légitimer *de facto* la nouvelle annexion.

La fouille est dirigée par Wilhelm Reusch, assisté par l'archéologue lorrain, Émile Delort, alors nommé *Kreispfleger* (correspondant)[337]. Le *Landesdenkmalamt* obtient grâce à l'appui du *General Leutnant* (général de division) Böttcher que les autorités militaires mettent à sa disposition plusieurs soldats de la *Wehrmacht* (fig. 114), parmi lesquels le *Getfreiter* (caporal) H. Hendlein, blessé sur le front russe et en convalescence à Metz[338]. Ce dernier, compétent en la matière, est chargé de réaliser les relevés de terrain sous la direction du dessinateur Eduard Opp. Les clichés sont effectués par le photographe du *Landesdenkmalamt*, Eugen Rantz.

À l'instar de la fouille d'Ennery, la méthode employée par Wilhelm Reusch est exemplaire, ce dernier s'attachant à comprendre l'évolution de l'édifice. Il multiplie ainsi les coupes stratigraphiques, permettant la mise en évidence de cinq phases successives

[337] Le rôle d'É. Delort au cours de la seconde Annexion reste encore à déterminer et deux hypothèses s'opposent, comme le montre L. Olivier (voir OLIVIER Laurent. *Nos ancêtres les Germains. Les archéologues au service du nazisme*. Paris : Tallandier, 2012, p. 146). Tantôt il est perçu comme un collaborateur culturel du régime nazi, tantôt il aurait participé à contrecœur à ces fouilles dans le seul but d'empêcher, par sa présence, la falsification des données de terrain par les archéologues allemands.

[338] SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 72.

d'aménagement, depuis l'installation d'un atelier de potier au I^er^ siècle de notre ère jusqu'aux modifications apportées aux époques ottoniennes et gothiques. Cette méthode de relevés est issue des sciences géologiques et elle est souvent utilisée par les archéologues du *Landesamt*.

Les relevés de la fouille sont assurés par le *Gefreiter* H. Hendlein, sous la direction d'Eduard Opp, tandis que les plans d'ensemble du monument et de son environnement sont réalisés par un simple soldat, L. Wagner, appartenant au *Baubrücken Ersatzbataillon 28* (28^e^ bataillon de remplacement de pontonniers)[339]. Les plans de fouille sont réalisés sur papier millimétré, au 1/20^e^, introduisant de nouvelles normes en terme de relevés archéologiques. Nous disposons également d'un descriptif assez détaillé du déroulement du début de la fouille entre les 11 et 21 mars 1942, rédigé de la main d'É. Delort[340], qui, semble-t-il, dirige la fouille. S'agissant de notes personnelles, il est intéressant de constater qu'elles sont écrites en français et non en langue allemande.

Les premières excavations se font au sein même de l'édifice, le mercredi 11 mars. La technique de fouille employée par les archéologues allemands est exemplaire et elle est sans comparaison avec celles utilisées par les archéologues français. Couramment utilisée dans l'archéologie allemande, la méthode stratigraphique est systématiquement employée, comme l'attestent plusieurs coupes relevées par M. Ulrich[341] (fig. 115). Sur celles-ci, il apparaît que les archéologues ont identifié chronologiquement différentes couches des époques gallo-romaine, mérovingienne, tardo-médiévale, moderne et contemporaine[342]. Une tranchée orientée nord-sud, soit dans la largeur de l'édifice, est également creusée et les archéologues procèdent alors au relevé des cotes d'altitudes auxquelles apparaissent les différentes couches sédimentaires, en précisant leur épaisseur. Pour cela, ils tendent un axe horizontal reliant plusieurs « jalons rouges », positionnés à 2 m et 4,20 m du point d'origine. Ils observent alors une succession de couches jaunes et de terres noires avant d'atteindre le « fond de fouille », situé à un peu plus de 1,40 m de profondeur. Un plan général est finalement réalisé au 1/20^e^ le samedi 21 mars 1942. Depuis la veille, la fouille a été prolongée vers l'est, où une autre

[339] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 446.
[340] A.D.M. 106J19.
[341] *Ibid*.
[342] Les archives (A.D.M. 106J19) nous renseignent de manière quotidienne sur les structures et le matériel découvert au sein de ces couches : céramique de Longwy (XIX^e^ siècle) le 13 mars, tesson mérovingien le 14 mars, tesson estampillé gallo-romain le 18 mars. Les premiers vestiges gallo-romains antérieurs à l'édifice du IV^e^ siècle sont découverts le 16 mars, directement sous le sol en mortier daté de l'époque mérovingienne.

tranchée de 1,60 m de largeur a été creusée, perpendiculaire à la précédente. Là encore, les archéologues procèdent à un relevé des couches en attribuant à chacune un numéro en chiffre romain. Ainsi, Émile Delort nomme chaque strate « I. Le béton le plus profond », « II. Le béton épais mérovingien-romain », « III. La couche blanche de la moitié sud », « IV. La couche mince dans toute la longueur » et « V. Le sol supérieur, avec carreaux de briques ». Les archéologues fouillent alors une nouvelle fois couche après couche : « Entre IV et V, on enlève la couche grise sous laquelle sont de nombreux charbons ; puis la couche jaune, et on libère le 4e *Fussboden* (niveau de sol) = béton à gros grains ».

Cette méthode de fouille, jamais employée à Metz jusqu'à la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains, met en évidence les différentes étapes d'occupation de l'édifice. Comme le montre le plan établi le 16 mai 1942 (fig. 116), une douzaine de tranchées sont creusées à l'intérieur du bâtiment, ainsi que deux à l'extérieur, qui révèlent la présence d'une stratigraphie puissante de plus de 4 m de profondeur et laissant apparaître sept grandes périodes d'occupation : un four du potier Casicos du Ier siècle (fig. 117), des murs avec des débris de monuments des IIe-IIIe siècles, le sol du bâtiment du IVe siècle sur lequel viennent reposer les fondations d'un autel et le mur du chancel du VIIe siècle. Le sol du Xe siècle est par la suite recouvert par des remblais lors de l'aménagement de la citadelle en 1562. Au sommet culmine le pavage moderne qui constitue le sol de 1942. De plus, l'abside antique est découverte à l'extérieur de l'édifice (fig. 118).

Concernant les objets mis au jour lors de la fouille, ils reçoivent un traitement approprié, conformément au programme annoncé par Wilhelm Reusch[343]. Disposant d'un laboratoire parfaitement équipé pour la restauration du mobilier, l'*Abteilung Vor- und Frühgeschichte* confie cette tâche au *Präparator* Eugen Rantz, assisté à partir de novembre 1942 par le jeune apprenti, le *Präparator-Lehrling* Francis Delaître. Ce dernier se charge notamment du traitement des objets métalliques d'Ennery, ainsi que la reconstitution à l'aide de plâtre coloré des céramiques découvertes dans l'atelier de Casicos lors des fouilles de Saint-Pierre-aux Nonnains.

Le traitement des données se déroule peu de temps après la fouille, aux mois de mai et juin 1942. Les archives conservent des frottis des monnaies découvertes, étudiées et

[343] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 464.

identifiées au mois de juin à partir de l'ouvrage en huit tomes d'Henry Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, publiés entre 1880 et 1892 pour la période antique, ainsi que de celui de Charles Robert, *Description de la collection numismatique*, paru en 1886 pour la période médiévale.

L'avance indiscutable des archéologues allemands est perceptible par la minutie dont ils font preuve lors des études typologiques et chronologiques auxquelles ils procèdent. À la fin du mois de mai 1942, ils s'attèlent à l'étude des tessons de céramique. Les dessins effectués nous sont parvenus et comportent à la fois une vue de face (fig. 119), mais également la représentation du profil des céramiques qui permet leur identification (fig. 120). La couleur de la pâte est également indiquée, ainsi que son diamètre.

Les premiers résultats de la fouille sont relatés dans plusieurs articles de journaux locaux, notamment dans le *Metzer Abend*, peu de temps après la fin des travaux[344]. La presse sert ainsi d'outil de propagande afin de diffuser la thèse de l'ascendance germanique du peuple mosellan.

W. Reusch publie alors les résultats de la fouille au sein de trois articles, dont deux sont consacrés à la découverte du four de Casicos. Une des principales publications allemandes de l'époque, *Germania*, éditée par la *Römisch-Germanische Kommission* du *Deutsches Archäologisches Institut* sert de support à son article sur Saint-Pierre-aux-Nonnains[345]. Le dernier article est, quant à lui, publié dans la revue *Erbe und Heimat*, revue régionale d'histoire nouvellement créée en 1944, qui remplace en quelque sorte les *Cahiers Lorrains* et les annuaires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine.

Spécialiste de la période antique, W. Reusch conçoit à la suite de la fouille une restauration mettant en valeur les vestiges gallo-romains, et non l'édifice ottonien, comme il avait été question au départ (fig. 121). Des travaux de restauration sont programmés afin d'y installer un mémorial dédié aux soldats tombés au combat. Celui-ci viendrait alors jouxter les bâtiments du projet de musée consacré à la fortification, le *Festungsmuseum*. Il marquerait ainsi l'aboutissement du *Kriegsmuseum des westlichen Schauplatzes* envisagé durant la

[344] Article du *Metzer Abend*, « Die Petersbasilika in Metz », daté du 15 août 1942 ; *Ibid.*, « Der Töpferofen in der Kirche », daté du 22 août 1942.
[345] REUSCH Wilhelm, Frankische Funde aus lothringischem Boden. Bericht über den gegenwärtigen Stand der frühgeschichtlichen Spatenforschung in Lothringen. *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*, 1943, vol. 5, p. 39-58 ; REUSCH Wilhelm, Die St. Peter-Basilika auf der Zitadelle in Metz. Neue Untersuchungen und Ausgrabungen des Landesdenkmalamtes Metz im Jahre 1942. *Germania*, vol. 27, 1943, p. 79-92.

Première Guerre mondiale. La porte des Allemands ayant été envisagée un temps, les travaux débutent en 1942 dans le bâtiment contigu à Saint-Pierre-aux-Nonnains et s'étalent sur plus d'une année[346]. D'abord réservé aux scolaires et aux militaires, il ouvre par la suite ses portes au grand public dès l'été 1943. Heureusement quelques documents photographiques permettent de connaître la disposition des salles. En effet, son contenu est modifié pour l'exposition temporaire de juin 1944 dont le thème est : *Vom Ringwall zum Bunker – 3000 Jahre Geschichte der Festung* (Du site fortifié de hauteur au bunker – 3000 ans d'histoire de la fortification)[347]. Composée de deux sections, l'exposition s'installe, d'une part, dans le bâtiment du *Festungsmuseum* qui reprend, en les enrichissant, les collections permanentes des Musées de Metz. Neuf salles présentent des thèmes chronologiques en commençant par les sites fortifiés de hauteur et palafitte (*Ringwall und Pfahldorf*), suivi notamment par l'époque gallo-romaine avec les *castella* et les ouvrages du *limes*. On peut contempler, entre autres, des maquettes représentant Metz à différentes périodes de son histoire, basées sur les connaissances archéologiques de l'époque (fig. 122). Cependant, la maquette du site de hauteur fortifié daté de 800 avant notre ère, inspirée de celle de Starzedell (Brandebourg), constitue une représentation abusive de l'*oppidum* de Metz[348] (fig. 123), qui à l'époque n'a pas encore été découvert. La seconde section, d'autre part, s'installe dans les bâtiments du cloître de Saint-Pierre-aux-Nonnains, comprenant six salles consacrées à l'armée de terre. Le but de la muséographie du *Festungsmuseum*, comme celui de la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains, réside dans le fait de démontrer le passé germanique de la Moselle et de légitimer de ce fait l'annexion de son territoire au III$^{e}$ *Reich*. Mais l'existence de ce musée de la fortification reste éphémère en raison de la Libération en novembre 1944 et semble être mise sous séquestre. Le bâtiment est alors récupéré par l'armée française ; ce qu'il reste des collections, notamment les maquettes et les plans-reliefs, est rétrocédé au musée de Metz le 23 mars 1946[349].

[346] SCHNITZLER Bernadette, BARDIES Isabelle, LEGENDRE Jean-Pierre, D'importantes expositions de propagandes. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 111.
[347] LEGENDRE Jean-Pierre, Un musée nazi en Lorraine annexée. Le *Festungsmuseum* de Metz (1943-1944), *Des musées au-dessus de tout soupçon*, éd. par André GOB, Paris, A. Colin, 2007, p. 241-242.
[348] *Ibid.* p. 243.
[349] SCHNITZLER Bernadette, BARDIES Isabelle, LEGENDRE Jean-Pierre, D'importantes expositions de propagandes. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 104-114, cité dans LEGENDRE Jean-Pierre, Un musée nazi en Lorraine annexée. Le *Festungsmuseum* de Metz (1943-1944), *Des musées au-dessus de tout soupçon*, éd. par André GOB, Paris, A. Colin, 2007, p. 247.
[349] *Ibid.* p. 243.

Les rapports entre le *Landesdenkmalamt Metz* et les Lorrains semblent très bons tout au long de la seconde Annexion, puisque certains d'entre eux travaillent pour le service, notamment Émile Delort, Marcel Lutz, ainsi que le peintre Clément Kieffer. Cependant, il ne faut pas faire l'amalgame entre cette attitude du personnel du *Landesdenkmalamt Metz* et les rapports qu'ils ont entretenus avec l'idéologie et la propagande nazies. En effet, les trois principaux cadres du service, Hermann Keuth, Paul-Hans Stemmermann et Wilhelm Reusch, sont membres du *N.S.D.A.P.* et les deux premiers sont liés à la *S.S.* Mais comme le rappelle Jean-Pierre Legendre[350], les travaux de W. Pape ont montré que cette situation n'est pas propre à la Lorraine : 86 % des archéologues allemands sont alors membres du *N.S.D.A.P.* Pourtant, il semblerait que le comportement de Wilhelm Reusch soit beaucoup plus nuancé, car si son premier article à propos de la Moselle va dans le sens du peuplement germanique de la région[351], on cherchera en vain dans les suivants une quelconque allusion idéologique[352]. Jean-Pierre Legendre le montre très bien par ses articles[353], « l'image politique du personnel du *Landesdenkmalamt Metz* est beaucoup plus contrastée que certains ont voulu le faire croire. Il n'est certes pas toujours facile de faire la part de l'opportunisme et du carriérisme d'une part, et celle des convictions réelles d'autre part ».

Malgré l'aspect idéologique, les archéologues allemands ont mené une fouille exemplaire du point de vue de la méthode à Saint-Pierre-aux-Nonnains. Pour la première fois de son histoire, l'archéologie messine, tout comme en Alsace, dispose d'un encadrement administratif et législatif. La fouille en elle-même est menée avec de nouvelles méthodes, grâce à l'emploi de la fouille stratigraphique, qui sera reprise quinze années plus tard par Jean-Jacques Hatt.

[350] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 471.
[351] REUSCH Wilhelm, Die St. Peter-Basilika auf der Zitadelle in Metz. Neue Untersuchungen und Ausgrabungen des Landesdenkmalamtes Metz im Jahre 1942. *Germania*, vol. 27, 1943, p. 79-92.
[352] SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 19-45..
[353] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 472-473.

Les fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains sont les seules entreprises par le *Landesdenkmalamt* à Metz durant la période de la seconde Annexion. Les événements de 1944 précipitent le départ de l'administration allemande en août. Metz est finalement libérée le 22 novembre 1944, ce qui marque un nouveau retour de la ville à la France.

# Chapitre 6 Du calme à la tempête (1945-1976)

Le 22 novembre 1944, la ville de Metz est libérée par les troupes américaines et Gabriel Hocquard (1944-1947) redevient maire.

Les Musées de Metz ont été durement touchés par les bombardements alliés, endommageant les collections et les bâtiments[354]. R. Clément revient le 19 janvier 1945 de son exil à Montpellier où il a été pendant la guerre attaché à la bibliothèque. Il peut ainsi retrouver son poste de conservateur, cependant il tombe malade et doit être hospitalisé. Jusque-là, les affaires courantes sont gérées par Schaeffer qui entreprend le rapatriement des collections dispersées. En mars, les stèles antiques et les objets archéologiques couchés dans les sous-sols des thermes du Carmel et peu touchés lors des combats de la Libération sont dégagés de leur cercueil de ciment[355]. R. Clément revenu de convalescence en août 1945 et, avec l'aide de la Direction des Musées de France nouvellement créée, entreprend de réunir les Musées de Metz sur la colline Sainte-Croix. Le Musée de la porte des Allemands est abandonné en octobre 1946, à la suite de la destruction de la toiture et des difficultés de conservation dues à l'humidité ambiante.

Des travaux de rénovation sont entrepris pendant le rapatriement des collections, notamment dans les sous-sols où sont présentés les thermes et la galerie lapidaire gallo-romaine. Les Musées de Metz rouvrent leurs portes au public le 2 juin 1946, marquant, selon Gabriel Hocquard, le « renouveau de la vie culturelle messine »[356].

Cependant, R. Clément est âgé de 70 ans. Dès le printemps 1946, il fait valoir ses droits à la retraite et passe le pouvoir à André Bellard (1890-1969), auparavant journaliste au *Lorrain* et ce depuis le 2 juillet 1945. Au cours de sa carrière dans la presse, il interpelle fréquemment R. Clément sur l'avenir des Musées de Metz. Passionné par la Préhistoire, A. Bellard avait découvert en 1920 le site néolithique de Rudemont et déposé le matériel mis au jour aux Musées. Entre les deux guerres, il a participé activement à la vie de l'institution en tant que membre de la Société des Amis des Musées et en intégrant la commission des

[354] A.M.M. 2R701, cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 101.
[355] A.M.M. 2R721, cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 102.
[356] Article du *Lorrain* daté du 2 juin 1946.

Musées jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Expulsé en novembre 1940 en Ariège, il intégra la Résistance et revint à Metz au moment de la Libération.

Quant à R. Clément, il reste membre de la Commission du Musée jusqu'en 1947 et, le 6 mars 1948, il est décoré de la Légion d'honneur pour son courage et son efficacité lors de l'évacuation des collections en 1939. Il décède le 17 juin 1950.

A. Bellard poursuit la restauration des Musées de Metz en améliorant les conditions de conservation. La galerie archéologique située au rez-de-chaussée de l'aile François de Curel est aménagée, alors que celle située au sous-sol souffre de plus en plus de l'humidité[357]. Des réserves abritant les objets archéologiques sont agencées avec des rayonnages métalliques et en bois afin de ranger ceux qui ne sont pas présentés dans le parcours muséographique. Leur réorganisation est accélérée lors de l'arrivée du matériel des fouilles de Chémery de 1936, jusque-là conservé dans une maison en Jurue. Afin de se familiariser avec une muséographie plus moderne à appliquer aux Musées de Metz, A. Bellard part à deux reprises en stage à Paris en 1946[358]. Dès 1948, une salle présentant la préhistoire lorraine est installée au fond de la cour du Musée. Il faut attendre 1951 pour que la dernière galerie archéologique, qui constituait jusqu'alors l'ancienne galerie lapidaire mise en place en 1870, soit achevée. Des monuments gallo-romains, telle la colonne de Merten, et des objets d'origine paléochrétienne et mérovingienne y sont présentés. Le Musée peut rouvrir définitivement ses portes au public le 15 août 1947.

Quant aux méthodes de fouilles et de datation mises en œuvre par l'archéologie allemande depuis les années 1920, notamment à Metz et en Moselle durant la Seconde Annexion, elles se développeront en France et en Europe après la Seconde Guerre mondiale.

La méthode stratigraphique, employée par exemple lors de la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains en 1942, se répand pour les chantiers en milieu urbain. Dans l'Est de la France, le premier à l'utiliser est Jean-Jacques Hatt, Directeur des Antiquités d'Alsace et de Moselle de l'après-guerre. Il s'était initié à cette méthode auprès du préhistorien Saint-Just Pequart lors d'une fouille au Mas d'Azil en 1937, avant de se familiariser davantage auprès de son

[357] A.M.M. 2R701, cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 112.
[358] BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 113.

prédécesseur au Musée archéologique de Strasbourg, Robert Forrer. L'immédiate après-guerre voit ainsi un renouveau, tant au niveau national qu'au niveau local.

## I. Le réveil timide de l'archéologie messine

### *A. La synthèse archéologique de Maurice Toussaint*

Au lendemain du second conflit mondial, l'archéologie messine dépend une nouvelle fois de l'administration française. Pourtant, depuis deux siècles qu'érudits et savants s'intéressent au passé antique de Metz, aucun bilan, notamment cartographique, n'existe. Ce nouveau retour à la France est marqué par le départ des archéologues allemands qui possèdent une avance sur leurs homologues français. Il n'existe pas encore de réseau professionnel de l'archéologie en France métropolitaine et les recherches sont menées essentiellement par des érudits locaux, à l'instar de Maurice Toussaint.

M. Toussaint (1885-1955) n'est pas archéologue de formation. Originaire d'Épinal, il devient journaliste à Nancy peu de temps avant le début de la Grande Guerre et ses articles portent essentiellement sur l'archéologie[359]. C'est à cette occasion qu'il rencontre Albert Grenier, avec qui il restera en contact jusqu'à sa mort et qu'il aide à la conception de la revue *Gallia*, publiée par le C.N.R.S. depuis 1942. Passionné d'archéologie, M. Toussaint est l'auteur de nombreux ouvrages sur le sujet, notamment onze répertoires en plus d'un quart de siècle : *La Lorraine à l'époque gallo-romaine* (1928), préfacée par Camille Jullian, alors professeur au Collège de France et titulaire de la chaire des Antiquités nationales ; *Répertoire archéologique du département de la Meuse* (1946) ; *Répertoire archéologique du département de la Meurthe-et-Moselle* (1947) ; *Répertoire archéologique du département des Vosges* (1948) ; *Metz à l'époque gallo-romaine* (1948) ; *Répertoire archéologique du département de la Moselle* (1950) ; *Répertoire archéologique du département de Seine-et-Oise* (1951) ; *Répertoire archéologique du département de Seine-et-Marne* (1953) ;

[359] GRENIER Albert, Maurice Toussaint (1885-1955). *Gallia*, vol. 13, 1955, p. 1.

*Répertoire archéologique du département de la Seine moins Paris* (1953) ; *Répertoire archéologique du département de l'Aube* (1954) ; *Répertoire archéologique du département des Ardennes* (1955). Ses liens étroits avec des savants reconnus comme C. Jullian et A. Grenier montrent que M. Toussaint n'est pas un érudit parmi tant d'autres. En 1948, lorsqu'il publie, avec le concours du C.N.R.S., son répertoire de Metz, il est alors correspondant de la Commission des Monuments Historiques et membre associé correspondant national de la Société Nationale des Antiquaires de France[360].

En ce qui concerne ses premières synthèses, il est parfois reproché à M. Toussaint un manque de rigueur, malgré l'intérêt de ses travaux[361]. Jugés trop centrés sur les départements et localités étudiés, ces *Répertoires* paraissent alors être de simples compilations qui s'adressent de fait à un public local. En effet, le manque de contextualisation des territoires environnants rebute les chercheurs extérieurs. Des outils de recherche tels des cartes ou des répertoires systématiques font défaut dans ses ouvrages et il est reproché à l'auteur de ne pas mentionner les références du *Corpus inscriptionum latinarum*, ainsi que les travaux antérieurs de chercheurs allemands, comme ceux de J. B. Keune. S'agit-il d'un oubli involontaire de la part de M. Toussaint ou faut-il rapprocher cette lacune de son soutien d'avant-guerre apporté à Maurice Barrès[362], fervent nationaliste français ?

Quoi qu'il en soit, ces manques sont comblés dans les *Répertoires* suivants publiés par M. Toussaint. Celui sur la ville de Metz en fait partie. Il constitue le premier véritable répertoire archéologique concernant le passé gallo-romain de l'ancien chef-lieu de la cité des Médiomatriques et est en quelque sorte l'ancêtre du *document d'évaluation du patrimoine archéologique urbain*[363], publié en 1992, et de la *carte archéologique*[364], parue en 2005.

M. Toussaint ne se contente pas seulement de faire un inventaire archéologique de la ville de Metz, mais il propose pour la première fois un essai d'historiographie portant sur l'archéologie messine, depuis J.-J. Boissard au XVII$^{e}$ siècle jusqu'à A. Bellard, nouveau

[360] TOUSSAINT Maurice. *Metz à l'époque gallo-romaine*. Metz : Paul Even, 1948, p. 7 (A.S.H.A.L.)
[361] BREUER Jacques, Toussaint (Maurice), *La Lorraine à l'époque gallo-romaine*. *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 8, 1929, p. 1267-1268.
[362] GRENIER Albert, Maurice Toussaint (1885-1955). *Gallia*, vol. 13, 1955, p. 1.
[363] BRUNELLA Philippe, DAUTREMONT Nathalie, THION Pierre et WAGNER Pierre-Édouard (dir.). *Metz, document d'évaluation du patrimoine archéologique urbain*. Tours : C.N.A.U., A.F.A.N., 1992, 117 p.
[364] FLOTTE Pascal (dir.). *Metz 57/2*. Paris : Académie des Inscriptions et Belles-Lettre, 2005, 371 p. (Carte archéologique de la Gaule)

conservateur des Musées en 1946, sans oublier les archéologues allemands qui l'ont précédé[365].

Avant de présenter l'inventaire des vestiges archéologiques, M. Toussaint replace la ville antique de Metz dans un contexte plus général, principalement établi sur les faits historiques et les textes des auteurs antiques comme Strabon, Pline l'Ancien, Ptolémée, Tacite, Ammien Marcellin. S'ensuit le catalogue des découvertes archéologiques classées par année de découverte (de 1513 à 1946). Cependant, en 1948, M. Toussaint ne se préoccupe que de la période antique. L'intérêt pour l'archéologie médiévale ne viendra que quelques décennies plus tard. M. Toussaint délaisse aussi un classement par secteur de découverte, comme le proposera en 2005 la *carte archéologique*. Pour pallier ce manque, l'un des atouts majeurs de son travail réside dans la cartographie des vestiges mis au jour à Metz (fig. 124), auxquels sont attribués les numéros renvoyant aux notices présentes dans le corps du texte. Située entre les pages n° 32 et 33 de l'ouvrage, il s'agit de la première carte synthétique archéologique de Metz antique. Au total, l'auteur établit six cent soixante-cinq notices dans lesquelles il précise la nature de la découverte. Lorsqu'il s'agit d'une inscription ou d'un bas-relief, il se réfère au *Corpus inscriptionum latinarum* ou au *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine* d'E. Espérandieu, rectifiant ainsi les erreurs qui lui avaient été reprochées. À ce titre, A. Grenier écrit dans la préface : « Je considère son répertoire messin comme le couronnement de tout son travail d'inventaire des antiquités gallo-romaines des départements lorrains et je loue la méthode qu'il a partout adoptée. »[366]

Pour conclure son étude, M. Toussaint propose un essai de synthèse sur Metz à l'époque gallo-romaine de soixante-quatre pages, abordant la topographie urbaine, la vie politique, économique et sociale, ainsi que les questions religieuses. Sans bouleverser la connaissance sur Metz antique, l'auteur ne se contente pas de compiler des données, mais livre un premier bilan organisé, incorporant les données récentes. Toutefois, il tente, à tort, d'appliquer les règles romaines au cas messin, notamment en matière de topographie urbaine. De plus, il ne cherche pas à proposer une synthèse par grandes phases chronologiques, mélangeant ainsi des éléments de la période augustéenne à ceux de l'Antiquité tardive.

[365] TOUSSAINT Maurice. *Metz à l'époque gallo-romaine*. Metz : Paul Even, 1948, p. 13-18 (A.S.H.A.L.)
[366] *Ibid.* p. 11.

Malgré tout, le travail de M. Toussaint demeure à ce jour le premier véritable bilan sur Metz à l'époque gallo-romaine, marquant le début et la fin d'une première phase de l'archéologie messine. Cette synthèse conclut ainsi plus de quatre siècles de passion et de recherche des savants messins. Un début, car ses travaux constituent une base pour les futurs archéologues et historiens de l'après-guerre. Après lui, il faudra attendre près d'un demi-siècle pour voir la publication d'un nouveau travail de ce type[367].

### *B. La première organisation de l'archéologie française*

Au niveau national, le C.N.R.S., créé en 1939, tente en cette période de reconstruction de rééquilibrer l'archéologie métropolitaine et l'archéologie à l'étranger, en se trouvant associé au Ministère des Affaires étrangères pour apporter des solutions alternatives à la disparition des institutions implantées dans les pays engagés dans la voie de la décolonisation[368]. La mise en place des XV$^{e}$ et XVI$^{e}$ commissions au sein du C.N.R.S. répond au besoin d'une gestion globale de l'archéologie.

La fonction de Directeur des Antiquités est créée par décret daté du 13 septembre 1945 dans le but d'établir une législation visant à réglementer l'archéologie, ainsi que la mise en place de circonscriptions archéologiques[369]. Celles-ci sont découpées d'après les bases posées par la loi du 21 janvier 1942 et de l'arrêté du 12 février 1942[370]. Le décret de 1945 prévoit la division de ces unités administratives en deux parties indépendantes, composées, d'une part, d'une direction des Antiquités préhistoriques, et, d'autre part, d'une direction des Antiquités historiques gérant les périodes celtiques, grecques et gallo-romaines[371]. À la tête de chaque circonscription est nommé par arrêté ministériel un Directeur des Antiquités[372], qui est choisi, à partir de 1964, d'après une liste d'aptitude établie par le Conseil Supérieur de la Recherche

[367] BRUNELLA Philippe, DAUTREMONT Nathalie, THION Pierre et WAGNER Pierre-Édouard (dir.). *Metz, document d'évaluation du patrimoine archéologique urbain*. Tours : C.N.A.U., A.F.A.N., 1992, 117 p.
[368] GRAN-AYMERICH Eve, La réorganisation de l'archéologie française entre 1939 et 1969 : les conséquences de la décolonisation. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 134.
[369] Décret n° 45-2098 du 13 septembre 1945 (*Journal Officiel* du 27 septembre 1941).
[370] DELESTRE Xavier. *100 ans d'archéologie en Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Paris : Edisud, 2008, p. 44.
[371] Article 2.
[372] Article 3.

Archéologique (C.S.R.A.). Cet organisme, créé la même année, est chargé d'examiner les demandes de fouilles[373]. Le Directeur des Antiquités de chaque circonscription peut être assisté en cas de besoin par l'Architecte des Monuments Historiques en cas de découvertes de vestiges immobiliers[374].

Déjà en 1941, sous le régime de Vichy[375], avait été établie une première législation par l'intermédiaire de deux lois promulguées par Jérôme Carcopino (1880-1970), qui seront modifiées à de nombreuses reprises[376]. La première loi, édictée le 13 septembre 1941, institue un contrôle de l'État sur les fouilles archéologiques[377]. La protection des vestiges du sous-sol autant que celles du patrimoine immobilier constituent le principal propos, comme le précise l'article 1 : « Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation. La demande d'autorisation doit être adressée au préfet de région […] » Il faut signaler l'importance de cette loi, établie par Jérôme Carcopino, alors ministre de l'Éducation de Vichy et directeur de l'École normale supérieure, car elle est encore en vigueur actuellement. La seconde loi du 21 janvier 1942 organise précisément ce contrôle de l'État. Celui-ci est ainsi assuré par deux commissions du C.N.R.S., la XV$^{e}$ pour les fouilles métropolitaines, dont le Comité technique de la recherche archéologique, dirigé par Albert Grenier, prend la relève en 1948[378], et la XVI$^{e}$ pour les fouilles à l'étranger[379]. Un ensemble de circonscriptions archéologiques, supervisées par la XV$^{e}$ commission, complète ce système. Si la loi de 1941 a été validée en 1945, celle de 1942 est abrogée. Cependant, le décret n° 45-2098 du 13 septembre 1945 en reprend de larges extraits.

La Moselle, et plus particulièrement Metz, est rattachée à la circonscription d'Alsace-Moselle en 1957. Elle est dirigée depuis 1945 par É. Delort, bien que ce dernier ait fouillé

[373] Décrets n° 64-357 et n° 64-358 du 23 avril 1964 (*Journal Officiel* du 25 avril 1964).
[374] Article 5 du décret n° 45-2098 du 13 septembre 1945.
[375] Loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques (*Journal Officiel* du 15 octobre 1941).
[376] Validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945, modifiée par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, et par le décret n° 64-357 du 23 avril 1964, par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980, par la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 et le décret n° 94-422 du 27 mai 1994.
[377] REBOUL Jean-Pierre, Genèse et postérité des lois Carcopino. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 120.
[378] GRAN-AYMERICH Eve, La réorganisation de l'archéologie française entre 1939 et 1969 : les conséquences de la décolonisation. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 137.
[379] *Ibid*.

pour le *Landesdenkmalamt* à Ennery en 1941 et à Metz en 1942. Comme le souligne J.-P. Legendre[380], É. Delort, ainsi que M. Lutz, « rivalisent de zèle pour gommer toute trace de l'existence de l'*Abteilung Vor- und Frühgeschichte* pour laquelle ils avaient pourtant travaillé pendant près de quatre ans. » Si bien qu'É. Delort prétend n'avoir fouillé qu'avec un effectif réduit à deux terrassiers lorrains l'ensemble de la nécropole d'Ennery[381].

J.-J. Hatt (1913-1997) prend sa succession au printemps de l'année 1957. Ce dernier a débuté sa carrière de professeur au lycée Kléber de Strasbourg en 1937, en tant qu'agrégé de grammaire[382]. Peu après, il débute ses recherches sur la tombe gallo-romaine, sujet que lui avait proposé A. Grenier, alors professeur à l'Université de Strasbourg, et qu'il soutiendra dans le cadre d'un doctorat en 1951. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il séjourne à Clermont-Ferrand entre 1941 et 1945 où il occupa un poste de professeur. À côté de cela, il dirige également des fouilles à Gergovie et à Aulnat.

À son retour en Alsace en mai 1945 et à la demande d'A. Grenier, il dépose sa candidature pour le poste de conservateur du Musée préhistorique et gallo-romain de Strasbourg, suite au départ de Frédéric-Armand Schaeffer[383]. Sa candidature fait l'unanimité et, par décision du Comité de la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace, il est chargé d'assurer la conservation des collections à compter du 24 juillet 1945. Il prend ainsi le relais de R. Forrer qu'il avait côtoyé avant le début de la guerre. Il est aussi titulaire de la chaire d'Antiquités nationales à l'Université de Strasbourg qu'il occupera jusqu'en 1982.

Parallèlement, J.-J. Hatt est nommé au poste de Directeur de la Circonscription des Antiquités Historiques d'Alsace et de Moselle à partir de 1957. À cette époque, le département de la Moselle, avec ceux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, fait partie de la 6e Circonscription des Antiquités Préhistoriques, placée sous l'autorité de P. Wernert, et de la 17e Circonscription des Antiquités Historiques[384]. Cette situation perdure jusqu'en 1965, date à laquelle, par le décret du 11 janvier 1965, la Moselle est intégrée logiquement à la

[380] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 478.
[381] DELORT Émile, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 5, 2, 1947, Metz, p. 351.
[382] SCHNITZLER Bernadette, Jean-Jacques Hatt (1913-1997). *R.A.E.*, vol. 47, 1996, p. 5
[383] SCHNITZLER Bernadette, *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*, Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 239.
[384] *Ibid.*, p. 244.

circonscription de Lorraine. Après le départ de P. Wernert en 1963, jusque-là à la tête des Antiquités Préhistoriques, J.-J. Hatt concentre alors l'intégralité des fonctions des deux directions.

Afin de publier les recherches et les résultats des fouilles archéologiques, et de les mettre à la disposition de la communauté scientifique, J. Carcopino et A. Grenier créent la revue *Gallia. Fouilles et monuments archéologiques en France métropolitaine* en 1942, placée sous le contrôle du Centre National de Recherche Scientifique (C.N.R.S). La vulgarisation des résultats scientifiques obtenus lors des fouilles n'étant plus relayée par les sociétés savantes, la revue *Gallia* en prend la charge à partir de cette date. Ainsi, lors de son mandat messin, J.-J. Hatt publie les comptes-rendus de fouilles et de découvertes entre 1958 et 1964[385]. Il s'appuie également sur des revues locales, notamment l'*Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine*[386].

### *C. Jean-Jacques Hatt et l'utilisation systématique de la fouille stratigraphique (1957-1964)*

Le 19 octobre 1947, Gabriel Hocquard (1944-1947) laisse son siège de Maire à Raymond Mondon (1947-1970). De nouvelles orientations politiques sont alors mises en place et vont durer plus de deux décennies. Celles-ci concernent particulièrement le développement industriel, ainsi que la modernisation de l'habitat urbain. Bien qu'il subventionne de manière non négligeable les Musées de Metz et les fouilles[387], R. Mondon ne fait pas de la politique culturelle sa priorité. C'est pourquoi l'activité archéologique ne reprend vraiment qu'à la fin des années 1950.

[385] HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 16, 2, 1958, Metz, p. 323-329 ; HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 18, 2, 1960, Metz, p. 213-220 ; HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 20, 2, 1962, Metz, p. 492-496 ; HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 22, 2, 1964, Metz, p. 347-351.
[386] HATT Jean-Jacques, Fouilles stratigraphiques à Metz, juin-novembre 1957. *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 35-44 ; HATT Jean-Jacques, Fouilles à Mackwiller et à Metz. *C.R.A.I*, 1958, p. 94-101 ; HATT Jean-Jacques, Fouilles de Metz, campagne de 1958. *A.S.H.A.L.*, t. LIX, 1959, p. 5-15 ; HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains de Metz en 1961. *A.S.H.A.L.*, t. LXI, 1961, p. 15-26 ; HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique de Metz en 1961. *C.R.A.I.*, 1962, p. 116-123 ; HATT Jean-Jacques, Relevé des niveaux antiques sur le chantier du Parking souterrain. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 77-78.
[387] A.M.M. 99W47.

A. Bellard, Directeur des Musées de Metz depuis 1946, est chargé par la Municipalité de la sauvegarde du Vieux Metz, mais il ne parvient pas à éviter les nombreuses démolitions au sein du centre historique voulues par le Maire. Celles-ci ont entraîné la destruction de nombreux vestiges archéologiques. A. Bellard parvient cependant à arrêter en 1957 de manière provisoire les travaux de la nouvelle cité administrative construite à proximité des Musées[388], à l'emplacement de l'ancien couvent de la Visitation, dont les terrains avaient été acquis par la Ville de Metz en 1951[389]. Il alerte aussitôt J.-J. Hatt, nouveau Directeur de la Circonscription des Antiquités d'Alsace-Moselle, qui se déplace à Metz pour observer les vestiges mis au jour. Entre 1957 et 1965, date à laquelle la Moselle rejoint la circonscription archéologique de Lorraine, il mène trois fouilles d'envergure non négligeable : celles de la Visitation (1957-1958), celles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains (1958-1961) et celles des thermes du Carmel (1960-1965). Les raisons de l'intervention divergent selon les chantiers. Concernant la fouille de la Visitation, il s'agit du contexte particulier de restructuration urbaine lancée par Raymond Mondon. Il est possible de qualifier l'intervention de J.-J. Hatt de « fouille de sauvetage » ou « d'urgence », car elle est menée en amont de la construction de la nouvelle cité administrative. Cette intervention permet le sauvetage de quelques vestiges archéologiques. Cette expression sera de plus en plus employée jusqu'à la mise en place de l'archéologie préventive au cours des années 1990. La fouille des thermes du Carmel est du même ordre, puisqu'elle est entreprise en prévision de la construction des nouveaux bâtiments du musée. Quant à la fouille de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains (fig. 125 et 126), il s'agit d'une fouille programmée, aucun projet urbain ne menaçant l'édifice gallo-romain et ses abords. J.-J. Hatt reprend les travaux que son prédécesseur, É. Delort, avait entrepris, avec l'aide de R. Renard, Architecte des Monuments Historiques, en effectuant quelques sondages. Le nouveau Directeur recherche notamment le tracé dans l'enceinte de l'Antiquité tardive, en vain.

Afin de mener à bien ses entreprises, J.-J. Hatt emploie des moyens logistiques nouveaux. Pour la première fois dans l'histoire de l'archéologie messine, des engins mécaniques sont utilisés. Lors des fouilles des thermes du Carmel aux Musées, une pelle mécanique munie d'un godet de 400 litres évacue durant cinq jours les déblais avec l'aide de

[388] HATT Jean-Jacques, Fouilles stratigraphiques à Metz, juin-novembre 1957. *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 35.
[389] LE MOIGNE François Yves (dir.). *Histoire de Metz*. Toulouse : Privat, 1986, p. 412.

camions de 9 tonnes pour les transporter jusqu'à la décharge[390]. Ce n'est pas le cas pour les fouilles de la Visitation, car les engins de chantier de l'entrepreneur choisis pour la construction de la cité administrative se chargent de cette tâche.

Mais la main d'œuvre humaine n'a pas été remplacée pour autant. Nous l'avons vu, le personnel des Musées de Metz, et en première ligne son nouveau Conservateur, Gérald Collot, exerce des surveillances de chantier en compagnie du préparateur de l'établissement, Michel Euzenat. Ces derniers exercent d'ailleurs une surveillance de travaux après la fin des fouilles du chantier de la Visitation, entre août et décembre 1957, permettant la découverte de nombreux objets[391]. Pour le plus gros des terrassements, des détenus de la prison du Cambout de Metz sont employés. Encore une fois, comme lors des deux annexions, il ne s'agit pas de main-d'œuvre qualifiée. Seuls les responsables des chantiers sont spécialisés en archéologie. L'ensemble du personnel pénitentiaire est nourri et logé dans des baraquements loués à l'entreprise Kugler et fils basée à Mackwiller, dans le Bas-Rhin, que J.-J. Hatt a déjà côtoyé lors des fouilles menées en 1955 dans le village alsacien[392]. Mais la mécanisation de l'archéologie a un coût. Sur l'ensemble des dépenses, l'emploi des engins de chantiers en représente environ les deux tiers.

Pour assurer le bon fonctionnement du chantier, puis des recherches, il est donc nécessaire de disposer de fonds importants. Or, la Direction des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle n'en a pas. La Direction de l'Architecture, dont elle dépend, emploie des personnes bénévoles dans le but de diriger ces services[393]. Elle fonctionne grâce à des subventions que ses responsables perçoivent à titre personnel. Il s'agit donc de subventions forfaitaires destinées à des particuliers, et non à des institutions. Ainsi, bien qu'il travaille pour le Ministère des Affaires Culturelles, J.-J. Hatt n'est pas fonctionnaire de l'État. Afin de pouvoir diriger les fouilles messines de manière efficace, ce dernier demande à la Mairie de Metz des subventions chaque année. Au total, entre 1957 et 1965, la Municipalité accorde 9,6 millions d'anciens francs, soient 96 000 nouveaux francs, au Directeur des Antiquités. Les trois premières années sont les plus exceptionnelles. Pour les fouilles de 1957, J.-J. Hatt obtient 200 000 francs[394] ; 400 000 francs en 1958[395] et jusqu'à 3 millions de francs[396] l'année

[390] A.M.M. 99W47. Factures liées au chantier du Carmel.
[391] HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 16, 2, 1958, Metz, p. 323-329.
[392] A.M.M. 99W47.
[393] *Ibid.* Lettre de Jean-Jacques Hatt au receveur de la Recette-Perception de Metz datée du 8 août 1958.
[394] *Ibid.*

suivante, pour mener en parallèle les fouilles des thermes du Carmel et celles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains. Jusqu'en 1965, le montant de ces subventions se stabilise à la somme de 10 000 francs par an[397].

En ce qui concerne la méthode, suivant l'exemple de R. Forrer à Strasbourg et d'E. Delort à Metz, J.-J. Hatt applique systématiquement celle de la stratigraphie. Il poursuit l'œuvre des archéologues du *Landesdenkmalamt* et il parvient à affiner la chronologie des phases d'occupation et de destruction de la ville gallo-romaine de Metz[398]. La stratigraphie, issue des sciences géologiques, en est alors à ses débuts, mais J.-J. Hatt tient à la faire appliquer sur l'ensemble du territoire national. Dans l'immédiate après-guerre, elle s'est développée essentiellement en Grande-Bretagne grâce à l'archéologue écossais, Sir Mortimer Wheeler (1890-1976), qui établit la méthode qui porte son nom, consistant à découper le terrain en carrés de 5 mètres de côtés et à en fouiller un sur deux, laissant apparente la totalité de la stratigraphie sur les parois pendant la durée du chantier. Chaque couche est datée, entre autres, grâce au matériel céramique mis au jour au cours de la fouille. Il ne faut pas oublier que J.-J. Hatt connaît l'importance de la céramique pour établir une chronologie. Il fonde en 1962 la G.E.C.A.G. (Groupe d'Étude de la Céramique Antique en Gaule), à l'origine de l'actuelle S.F.E.C.A.G. (Société Française d'Étude de la Céramique Antique en Gaule).

Sur la colline Sainte-Croix, les travaux de terrassement débutent dès 1956 avec le concours de moyens mécaniques, entraînant la destruction de vestiges archéologiques pris dans les caves des bâtiments conventuels de la Visitation[399]. Comme le déplore J.-J. Hatt dans l'article qu'il publie dans l'*Annuaire de la S.H.A.L.* de 1958, aucune surveillance archéologique n'a été exercée sur le chantier, notamment par son prédécesseur, É. Delort. À cette époque, celui-ci se préoccupe assez peu de l'archéologie messine, car son intérêt se porte davantage sur l'est du département, en collaboration avec M. Lutz.

[395] *Ibid.* Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal du 22 mai 1959.
[396] *Ibid.* Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal du 30 octobre 1959.
[397] Le montant des subventions semble diminuer entre 1959 et 1960. Ceci s'explique par le passage de l'ancien franc au nouveau franc. Ainsi, à partir de 1960, le montant des subventions s'élève à 10 000 nouveaux francs, soit un million d'anciens francs.
[398] HATT Jean-Jacques, Fouilles stratigraphiques à Metz, juin-novembre 1957. *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 35-44 ; HATT Jean-Jacques, Relevé des niveaux antiques sur le chantier du Parking souterrain. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 77-78 ; COLLOT Gérald, Fouilles archéologiques sur le chantier du Parking souterrain de l'Esplanade et rue Poncelet ; fouilles et dégagement des thermes du Carmel en 1963 et 1964. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 41-78.
[399] HATT Jean-Jacques, Fouilles stratigraphiques à Metz, juin-novembre 1957. *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 35.

Cependant, A. Bellard prend quelques clichés des vestiges découverts. À partir du printemps 1957, il est rejoint par le préparateur du Musée, M. Euzenat, qui récolte quelques objets archéologiques, essentiellement en céramique[400]. C'est à ce moment qu'A. Bellard prend contact avec J.-J. Hatt, fraîchement nommé à la tête de la Direction des Antiquités d'Alsace-Moselle. En mai 1957, la Municipalité donne son accord pour que ce dernier mène une fouille en lui concédant une subvention de 200 000 francs, prélevée dans le fonds dédié aux dépenses imprévues[401], ainsi que 40 000 francs de la part de la Direction de l'Architecture. Pour mener à bien les fouilles, le chef de travaux, Gabriel Quérard, engage une main d'œuvre pénitentiaire[402].

La fouille commence en juin pour s'achever en juillet 1957. Cherchant à établir une chronologie fine, J.-J. Hatt profite du front de taille afin d'y établir une coupe stratigraphique longue de 40 mètres[403] (fig. 127). Grâce au matériel recueilli, notamment en céramique, il observe quatre grandes phases d'occupation : Hallstatt, La Tène III, période augustéenne, période de mise en place des habitats et des axes de circulations. L'année suivante, au mois de juin, les travaux se poursuivent et J.-J. Hatt procède à un décapage stratigraphique sur la partie orientale du front de taille sur une largeur de 9 mètres[404]. Cette fois-ci, il recueille une urne funéraire datée du Bronze final II (environ 1000 ans avant notre ère) (fig. 128), preuve que l'occupation du site est plus ancienne qu'il ne le pensait. Mais les conditions de fouilles restent difficiles en raison des engins de chantier, rendant ardue l'étude des habitats de l'époque de la Tène.

À travers ses publications, J.-J. Hatt s'obstine à déterminer la datation des couches observées au sein des coupes stratigraphiques. La méthode permet certes de comprendre les étapes successives de l'occupation d'un site archéologique, notamment en milieu urbain, toutefois, l'archéologue associe chaque couche d'incendie à un événement historique violent qui a marqué l'histoire de la ville ou la province de Gaule Belgique, sans omettre de préciser pour chaque niveau l'altitude à laquelle il apparaît. Par exemple, concernant la stratigraphie du chantier de la Visitation, il propose les dates suivantes :

[400] *Ibid*. Propos confirmés par Michel Euzenat lui-même.
[401] M.M. Papiers personnels de Gérald Collot. Extrait du procès-verbal de la séance du 24 mai 1957 du Conseil municipal, cité dans HATT Jean-Jacques, Fouilles stratigraphiques à Metz, juin-novembre 1957. *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 36.
[402] M.M. Papiers personnels de Gérald Collot. Lettre de l'Adjoint au Maire à la Recette Perception Municipale.
[403] HATT Jean-Jacques, Fouilles de Metz, campagne de 1958. *A.S.H.A.L.*, t. LIX, 1959, p. 5
[404] *Ibid.* p. 6.

- la couche d'incendie du IV^e^ siècle correspond au franchissement du *limes* par les Francs et les Alamans en 352 et de ce fait à un pillage de la ville antique ;

- les deux niveaux de destruction relevés pour le I^er^ siècle sont datés par J.-J. Hatt de la révolte des Éduens, alliés aux Trévires en 21 et de celle des Trévires en 70 ;

- la couche la plus ancienne est mise en relation, avec le début de la guerre des Gaules en 58 avant notre ère.

Ces rapprochements sont évidemment douteux, car rien ne prouve que Metz ait été directement touchée par des événements durant l'Antiquité. Dans ce contexte d'habitat, une structure a pu être détruite par un incendie totalement indépendant des événements historiques. Il n'est pas étonnant que, récemment, les datations proposées par J.-J. Hatt aient été remises en question pour les fouilles qu'il avait menées à Strasbourg[405]. Grâce aux nouvelles fouilles et aux nouvelles typologies élaborées depuis plus d'un demi-siècle, les archéologues de Strasbourg ont observé des écarts allant du quart au demi-siècle entre les datations proposées par J.-J. Hatt et celles proposées aujourd'hui. Il est toutefois probable que des mélanges aient été réalisés au moment de la collecte sur le terrain[406]. Certains dessins de céramiques décorées à la molette comportent des erreurs, qui ont faussé les résultats de datation. Si de telles erreurs ont été remarquées pour les fouilles sous la direction de J.-J. Hatt à Strasbourg, la fiabilité des datations avancées par ce dernier pour les fouilles qu'il a dirigées à Metz est réduite.

[405] KUHNLE Gertrud, BAUDOUX Juliette, WATON Marie-Dominique, La mutation et le rôle du camp légionnaire de Strasbourg dans l'Antiquité. *R.A.E.*, supp. 30, 2011, p. 83-108.
[406] *Ibid.* p. 96.

## II. Entre aubaine et désastre

### *A. Les grands travaux d'urbanisme : une période de destruction massive*

En 1944, lors des combats pour la libération de la ville, Metz a été durement touchée par les bombardements américains et les combats au sol. De ce fait, il fallut reconstruire. Entre 1945 et 1950, la rénovation urbaine concerne essentiellement les quartiers du Rimport et de Fort-Moselle, au nord-est de la ville[407]. En ruine depuis 1933, le Rimport est reconstruit sous la forme de petits blocs H.L.M. Le Fort-Moselle, quant à lui, est un des rares quartiers à avoir souffert des destructions durant la guerre. Il subit un véritablement réaménagement avec la transformation des casernes militaires en logements et la construction d'immeubles modernes.

Entre 1946 et 1965, la population de Metz s'accroît considérablement, passant de 70 000 à 115 000 habitants[408]. Le réaménagement urbain doit donc tenir compte de ce changement démographique. Né au début des années 1930, le fonctionnalisme, école urbanistique diffusée par Le Corbusier dès 1941 et rejetant la rue et le « culte du pittoresque », préconise le zonage des fonctions urbaines (zones commerciales et industrielles, grands ensembles résidentiels et espaces verts), la stricte hiérarchie des axes de circulation (axes de transit, pénétrantes et voies piétonnes) et la standardisation des habitations[409]. La ville de Metz subit cette politique de rénovation, spécifiquement les quartiers Saint-Ferroy, Coislin, Saint-Jacques et le Pontiffroy. Ainsi, dans un rapport de la Municipalité de 1945, la question de la rénovation est posée, car on constate que sur les deux mille quatre cent trente-neuf immeubles de la ville huit cent quarante-sept habitations doivent être détruites[410]. Dans le quartier du Pontiffroy, 90 % des immeubles sont jugés insalubres[411]. Raymond Mondon,

[407] LOEW Guy, 1918-1970. Un demi-siècle d'urbanisme messin. De la ville épargnée à la ville martyre. *C.L.*, n° 3/4, 2003, p. 73.
[408] AVANZATO Gaëtan. *Raymond Mondon. Maire de Metz et Ministre de la nouvelle société*. Metz, Serpenoise, 2000, p. 75.
[409] LOEW Guy, 1918-1970. Un demi-siècle d'urbanisme messin. De la ville épargnée à la ville martyre. *C.L.*, n° 3/4, 2003, p. 73.
[410] AVANZATO Gaëtan. *Raymond Mondon. Maire de Metz et Ministre de la nouvelle société*. Metz, Serpenoise, 2000, p. 90.
[411] *Ibid.* p. 91.

Maire de la ville depuis 1947, veut profiter de l'occasion pour moderniser le centre urbain en remodelant entièrement certains îlots d'habitations. Cette décision entraîne non seulement la destruction de nombreux immeubles et maisons médiévales et modernes, mais aussi celles des vestiges archéologiques.

Malgré les destructions dues à la Libération, le patrimoine bâti de la ville est finalement resté intact. Toutefois, Raymond Mondon veut remodeler et moderniser une ville destinée à devenir une grande métropole régionale[412]. Cette tâche incombe à l'architecte Jean Dubuisson (1914-2011) entre 1964 et 1973. En mars 1967, l'architecte des bâtiments civils et palais nationaux, Robert Joly, mène une étude approfondie du patrimoine urbain à la demande du Ministère des Affaires culturelles afin d'orienter les décisions[413]. Le Conservateur du Musée, G. Collot, lui fournit un rapport concernant les zones archéologiques de Metz menacées par ces grands travaux[414]. On s'aperçoit alors que la valeur culturelle de Metz réside surtout dans la qualité des ensembles et que le patrimoine immobilier du centre de la ville est en assez bon état[415]. Une politique de restauration est alors envisageable. Pourtant, la volonté de modernisation de R. Mondon l'emporte et les destructions s'amplifient. Des îlots entiers composés d'hôtels et de maisons datés du XIV$^{e}$ au XVIII$^{e}$ siècle sont démolis pour laisser la place à des tours en béton. Encore aujourd'hui, certains historiens n'hésitent pas à qualifier l'œuvre de R. Mondon comme de « l'Haussmanisme attardé »[416]. Il ne faut pas oublier qu'à l'intérieur des bâtisses, il existe encore des éléments d'architecture de l'époque gothique ou baroque, comme des plafonds peints, des escaliers à balustre, etc. Tout est rasé par les engins de chantier.

Tout commence donc en 1956 avec le début des travaux de construction de la cité administrative sur la colline Sainte-Croix. Ce projet viole de ce fait l'Article Premier de la loi n° 92 du 25 février 1943 des Monuments Historiques qui stipule que :

« D'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement. Est considéré, pour l'application de la

[412] BERRAR Jean-Claude. *Metz défigurée dans les années 60-70*. Metz, Serpenoise, 2011, p. 8.
[413] A.M.M. 99W47. Lettre du Maire de Metz au Directeur de l'Office de rénovation urbaine de Metz datée du 13 mars 1967.
[414] *Ibid*. Lettre de Gérald Collot à Robert Joly datée du 13 mars 1967.
[415] *Ibid.*
[416] AVANZATO Gaëtan. *Raymond Mondon. Maire de Metz et Ministre de la nouvelle société*. Metz, Serpenoise, 2000, p. 81.

présente loi, comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé pour le classement, tout autre immeuble nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui, et situé dans un périmètre n'excédant pas 500 mètres ».

La cathédrale de Metz est ainsi bâtie à moins de 200 m du chantier de construction. Qui plus est, des vestiges archéologiques non négligeables sont mis au jour. La Mairie laisse toutefois l'opportunité à J.-J. Hatt de les fouiller. Mais les destructions se poursuivent. Entre 1952 et 1961, la rénovation du quartier Saint-Ferroy se traduit par la destruction de quarante-deux immeubles qui sont remplacés par cinq barres et une tour de seize étages, à proximité de l'église gothique Sainte-Ségolène et du grenier médiéval de Chèvremont[417]. À partir de 1962, la majeure partie du Pontiffroy, soit plus de six-cents maisons, est condamnée ; ne subsistent alors que quelques bâtiments anciens comme l'ancienne abbaye Saint-Clément et les restes de l'église Saint-Livier. La rénovation du quartier est confiée à une société mixte, la SONACOTRA (Société Nationale de Construction de Logements pour les Travailleurs). Il faudra attendre le milieu des années 1970 pour que le patrimoine archéologique préoccupe le grand public. En 1964-1965, c'est tout l'îlot du Change, près des arcades de la place Saint-Louis, qui est détruit. L'O.R.U.M. (Office pour la Rénovation Urbaine de Metz) fait ainsi raser quatre hectares de bâtiments anciens, remplacés au début des années 1970 par des tours et des barres d'immeubles. Non loin de là, à partir de 1967 sont rasées, sur la place Coislin, les quelques maisons du XV$^{e}$ siècle qui constituaient jadis le Champ-à-Seille[418].

Cette politique de destruction n'est pas propre à Metz, elle a existé dans de nombreuses villes françaises, à la même époque. La question de la modernisation de la ville a marqué l'esprit de ses habitants. La contestation commence à émerger dans les années 1960, mais prend surtout de l'ampleur lors de la décennie suivante.

À partir de 1965, la Moselle est rattachée, logiquement, à la VIII$^{e}$ circonscription des Antiquités de Lorraine. Son directeur, Roger Billoret (1910-1987), est maître-assistant à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Nancy, qui accueille le siège de la Direction des Antiquités. C'est pourtant G. Collot, Conservateur du Musée de Metz, qui se charge des surveillances de travaux dans la cité messine.

[417] LOEW Guy, 1918-1970. Un demi-siècle d'urbanisme messin. De la ville épargnée à la ville martyre. *C.L.*, n° 3/4, 2003, p. 74.
[418] Au Moyen Age, le Champ-à-Seille constituait une des places de marché de la ville.

### *B. Un homme providentiel : Gérald Collot*

En décembre 1956, un conservateur stagiaire, G. Collot (fig. 129), intègre l'équipe des Musées en prévision du départ en retraite d'A. Bellard, en poste depuis 1946[419]. Pendant six mois, il se familiarise avec les collections. Le 6 juillet 1957, A. Bellard quitte ses fonctions, se retirant dans sa maison de Novéant. Il meurt le 19 juillet 1969 dans la Somme. Il laisse ainsi à G. Collot un musée aux collections immenses, entassées dans des locaux devenus une nouvelle fois trop exigus, à la suite de la centralisation des Musées, ainsi qu'en raison des découvertes postérieures liées aux destructions d'îlots complets en vue de leur rénovation.

G. Collot est né le 22 janvier 1927 à Paris[420]. C'est un jeune conservateur lorsqu'il prend la direction du Musée de Metz en juillet 1957. Fils du peintre Ernest-René Collot, il est élevé par Lucien Collot, Professeur au Lycée Henri-Poincaré et à l'École Régionale d'Architecture de Nancy, en Lorraine. Diplômé d'études supérieures, il est employé à la Bibliothèque Universitaire de Nancy avant d'arriver aux Musées de Metz. Parallèlement à ses fonctions, il enseigne comme professeur à l'École des Arts appliqués de Metz.

Dès son arrivée, il est confronté aux problèmes que rencontre l'archéologie messine. Les nombreuses destructions provoquées par les travaux d'urbanisation ne font qu'amplifier les difficultés. Il se rapproche alors de J.-J. Hatt qu'il assiste dans toutes les opérations de terrain entre 1957 et 1964 : fouilles de la Visitation en 1957-1958, des thermes du Carmel (1958-1965), de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains (1959-1960) et de l'Esplanade (1964).

À partir du rattachement de Metz et de la Moselle à la VIII$^{e}$ Circonscription archéologique des Antiquités Historique de Lorraine en 1965, et, de ce fait, du départ de J.-J. Hatt pour l'Alsace, G. Collot marche dans les pas de ce dernier et exerce lui-même les surveillances de chantier, bien qu'il n'ait pas de formation archéologique. Malgré l'éloignement géographique, les deux hommes maintiennent des rapports cordiaux, à lire la

[419] A.M.M. 2R713, cité dans BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999, p. 125.
[420] Document non côté des Bibliothèques-Médiathèques de Metz.

correspondance qu'ils entretiennent postérieurement[421]. G. Collot est alors nommé correspondant de la Circonscription archéologique en 1965 et Roger Billoret va s'appuyer sur lui et ainsi se décharger de la surveillance archéologique des opérations d'urbanisme messines[422].

Après le départ de J.-J. Hatt, les travaux de destruction ne s'achèvent pas pour autant. G. Collot assure donc encore quelques années la surveillance des travaux. Pour mener à bien cette mission, le versement des subventions par la Municipalité se poursuit jusqu'en 1967, à raison de 10 000 francs par an, permettant notamment la poursuite des fouilles des thermes du Carmel et celles à l'emplacement des futures Nouvelles Galeries, ainsi qu'à l'École des Arts appliqués. Le Directeur des Antiquités Historiques n'assurant pas la direction des fouilles, les subsides sont versés directement aux Musées, permettant de payer la main d'œuvre[423]. Contrairement aux chantiers précédents, G. Collot fait embaucher pour les travaux de terrassement des chantiers archéologiques des Nouvelles Galeries et de l'École des Arts appliqués des ouvriers qualifiés mis à disposition par l'entreprise Chanzy-Pardoux, qui est chargée, entre 1966 et 1967, de la restauration du Grenier de Chèvremont attenant aux bâtiments du Musée. Le Conservateur du Musée n'a que très peu de temps pour intervenir. Grâce aux factures conservées, nous savons que les ouvriers sont employés pendant 150 heures en mars et avril 1965 lors du chantier des Nouvelles Galeries et 95 heures lors de celui de l'École des Arts appliqués en 1967. Le nombre d'ouvriers est insuffisant à voir la nature des vestiges mis au jour. G. Collot fait de son mieux, notamment grâce à son réseau de connaissances. N'obtenant pas de crédits pour effectuer des travaux de terrassement, il s'arrange avec M. Bercier[424], architecte du projet, mais également directeur de l'École dans laquelle G. Collot enseigne également. Ainsi, durant le mois d'août 1967, il peut effectuer tout de même des observations et prélever du matériel archéologique.

Parfois, la situation est encore plus complexe. C'est le cas du chantier du parking souterrain de l'Esplanade en 1964 (fig. 130). Fait étrange, aucun crédit de fouille n'est accordé à G. Collot par la Municipalité pour mener à bien les observations lors des travaux[425]. Les découvertes sont abondantes, mais le Conservateur du Musée ne peut que procéder à

[421] A.M.M. 99W47.
[422] *Ibid*. Lettre de Gérald Collot à Roger Billoret datée du 25 janvier 1967.
[423] *Ibid.*
[424] COLLOT Gérald, Fouilles archéologiques sur le chantier de l'Ecole des Arts appliqués. *A.S.H.A.L.*, t. LXVII-LXVIII, 1967-1968, p. 5
[425] M.M. Compte-rendu réalisé par Gérald Collot en 1967.

l'observation des coupes stratigraphiques créées par les engins de chantier pendant les quatre mois que durent les terrassements, entre février et avril (fig. 131). Ne pouvant embaucher plus de main-d'œuvre, G. Collot est assisté par le personnel des Musées, comme Mlle Hass, assistante déléguée du C.N.R.S. et une nouvelle fois de M. Euzenat, préparateur au Musée[426]. Des relevés sont rapidement réalisés et de nombreuses photographies prises. J.-J. Hatt vient spécialement de Strasbourg afin de relever deux coupes stratigraphiques : une sur la paroi ouest le 15 février et une autre sur la berme nord le 26 février. Sous les godets et les chenilles des bulldozers disparaît la majeure partie d'un quartier gallo-romain, composé d'une rue et d'un bâtiment adjacent richement décoré de peintures murales.

G. Collot accepte la tâche de correspondant de la Direction des Antiquités Historiques dans l'attente de la création d'un service de fouille municipal[427]. Le Conservateur des Musées de Metz demande au Directeur des Antiquités Historiques de Lorraine le recrutement de deux vacataires pour faire face aux grands chantiers qui sont annoncés, à savoir l'axe autoroutier Thionville-Metz-Pont-à-Mousson, sans oublier la poursuite de la rénovation urbaine de Metz. La région messine ne possède plus de service de fouilles depuis le *Landesdenkmalamt* de la seconde Annexion. De plus, seuls les chantiers destinés au dégagement et à la protection des monuments importants sont subventionnés, ce qui laisse de côté les découvertes fortuites qui se multiplient avec les travaux. G. Collot est conscient que les grands travaux vont se multiplier, pouvant engendrer la destruction probable des vestiges du sous-sol, en plus du patrimoine bâti. Les travaux de terrassement de l'École des Arts appliqués en 1967, mais surtout la construction du centre commercial de l'îlot Saint-Jacques, dont la date de début des travaux reste incertaine, approchent. Du fait de l'ampleur de ces chantiers, ceux-ci ne peuvent plus être menés dans de bonnes conditions avec l'aide de fouilleurs bénévoles et de la main-d'œuvre non qualifiée. À cela, il faut ajouter que G. Collot est d'avantage occupé par son poste de Directeur des Musées, qu'il occupe depuis dix ans. De fait, il ne peut pas à lui seul remplacer un service de fouille inexistant. C'est pourquoi, il réclame à la Municipalité l'emploi d'un personnel qualifié, à savoir deux personnes de niveau licence, ainsi qu'un dessinateur d'architecture permettant la réalisation des relevés de terrain muni d'un véhicule de service, ainsi qu'un dépôt de fouille mis à disposition par la ville de Metz. Ces quelques personnes pourraient ainsi assurer une surveillance des chantiers, étudier le matériel pour le

[426] COLLOT Gérald, Fouilles archéologiques sur le chantier du Parking souterrain de l'Esplanade et rue Poncelet ; fouilles et dégagement des thermes du Carmel en 1963 et 1964. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 41.
[427] M.M. Compte-rendu réalisé par Gérald Collot en 1967.

publier et entretenir des liens avec les autorités délivrant les permis de construire. Sa demande reste sans réponse de la part de R. Billoret. Pour cela, il faut attendre une dizaine d'années et son successeur, Yves Burnand, pour que soit mise en place une antenne messine, qui permettra au Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique (G.U.M.R.A.) de remplir ces missions.

Mais il faut préciser que G. Collot ne s'intéresse pas uniquement au sauvetage des vestiges. Les travaux de rénovation urbaine déclenchés par R. Mondon engendrent la destruction d'un autre type de patrimoine : celui du bâti médiéval et moderne. Des îlots entiers comprenant des maisons, des escaliers à vis, des plafonds peints, etc. sont les victimes des engins de chantier. G. Collot, en compagnie de M. Euzenat, préparateur au Musée, parcourt la ville durant les années 1960 pour récupérer et sauver ainsi certaines de ces œuvres. Elles lui permettront quelques années plus tard de mettre en place le musée d'architecture au sein même de l'établissement muséal messin[428]. Ce travail de sauvegarde du Patrimoine, qui s'ajoute à son action au sein des Musées de Metz, est récompensé en 1967, lorsqu'il est fait Chevalier des Arts et des Lettres, puis Chevalier de la Légion d'Honneur en 1975[429].

À partir de 1967, G. Collot retourne pleinement à la gestion des Musées de Metz, mais amoureux du patrimoine de sa ville d'adoption, il n'abandonne pas l'idée de trouver du personnel capable de sauvegarder cette richesse archéologique. Il se rapproche alors en 1969 de Jean-Étienne Biehler, professeur au lycée Robert Schuman de Metz qui anime, en compagnie de M. Ticheur, également professeur dans l'établissement, un club d'archéologie composé essentiellement d'élèves de Première[430]. En mai 1969, les deux professeurs dégagent, suite aux travaux menés sur la place Coislin (fig. 132), la mosaïque dite « aux Gladiateurs » avec l'aide des membres du club d'archéologie[431] (fig. 133).

Le choix de G. Collot n'est donc pas anodin. D'autant que J.-E. Biehler possède une certaine connaissance du terrain et a côtoyé J.-J. Hatt lors des fouilles du Pègue, dans la Drôme dans les années 1950. Suite à la proposition qui lui est faite par le Conservateur des Musées de devenir le correspondant de la Direction des Antiquités de Lorraine à Metz, J.-E. Biehler accepte.

[428] A.D.M. 30W41.
[429] Article du *Républicain Lorrain* daté du 14 juillet 1975.
[430] *Ibid.* Lettre de Gérald Collot à Jean-Etienne Biehler datée du 9 juin 1969.
[431] BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 28, 2, 1970, Metz, p. 300.

Ce dernier procède alors à la surveillance de quelques chantiers de construction, prenant la relève de G. Collot. Cette attention lui permet de sauver et de fouiller deux pavés de mosaïque de l'époque gallo-romaine qui font encore aujourd'hui la richesse des Musées de Metz. En juin et juillet 1970, J.-E. Biehler sauve ainsi une mosaïque (fig. 134) lors de la construction d'un immeuble de la Caisse Mutuelle de Dépôts et de Prêts situé rue Maurice-Barrès[432] (fig. 135), après avoir prélevé celle de la place Coislin en 1969.

Devant ce travail minutieux et méthodique, G. Collot soumet à R. Billoret, Directeur des Antiquités de Lorraine, le nom de J.-E. Biehler afin de mener ce qu'on qualifiera dans les années 1980 de « fouille de sauvetage programmée » au sein de la caserne de Lattre de Tassigny à Metz. En effet, en juillet 1969, afin d'installer l'alimentation du chauffage dans un bâtiment neuf, une tranchée est creusée dans la cour de la caserne, celle-ci révèle une série de tessons de céramique sigillée[433]. L'adjudant-chef, Louis Boellinger, un passionné d'archéologie, sauve ce qu'il peut, mais la tranchée est comblée dès le mois d'août. Au mois de novembre, le militaire procède, avec l'accord de ses supérieurs, à un sondage profond d'un mètre, à proximité du lieu des précédentes découvertes. Il récolte alors plus de 25 kg de céramique, essentiellement de la sigillée. Le matériel est alors lavé, trié, recollé et stocké au domicile de l'adjudant-chef. Prévenu en novembre 1969, G. Collot transmet immédiatement l'information à R. Billoret qui se déplace en compagnie de J.-J. Hatt. Le Conservateur du Musée envoie également les premières observations, notamment celles des estampilles, à M. Lutz du Musée de Sarrebourg à qui l'on doit d'importants travaux sur la céramique sigillée dans l'est de la France. Après ces découvertes, lorsque l'entreprise d'une fouille est décidée par la Direction des Antiquités Historiques, la responsabilité de l'opération est confiée à J.-E. Biehler. Ce dernier intervient en avril 1971 avec l'aide d'un groupe d'étudiants de la Faculté des Lettres de l'Université de Metz, nouvellement créée. Le professeur applique une méthode rigoureuse et effectue un sondage de 8 mètres sur 6 mètres.

Pourtant, malgré le travail de G. Collot, puis de J.-E. Biehler, la situation ne s'arrange pas et s'aggrave même au cours des années 1970.

[432] BIEHLER Jean-Étienne, Découverte d'une mosaïque polychrome, rue Maurice Barrès à Metz. *C.L.*, 2, 1972, p. 35
[433] M.M. Lettre de Louis Boellinger à Gérald Collot daté du 19 novembre 1969.

## III. Le traumatisme des années 1970

### *A. La prise de conscience de l'opinion*

Bien qu'une contestation face aux travaux de rénovation et de destruction se fasse entendre dès le début des années 1960, son organisation peine à se mettre en place. Au début des années 1960, une association de commerçants de quartier est constituée afin de défendre leurs demeures et leurs commerces[434]. Au milieu de la décennie est fondé le Comité de Sauvegarde de Metz qui cherche à alerter l'opinion locale et parisienne.

Au niveau des sociétés savantes, l'Académie Nationale de Metz rappelle au Maire son devoir de protection du Patrimoine, en soulignant la priorité des valeurs d'art et d'histoire en matière d'urbanisme des quartiers anciens.

Afin de stopper le « vandalisme municipal » de R. Mondon, *Le Républicain Lorrain* lance une campagne de sensibilisation auprès de ses lecteurs pour qu'ils redécouvrent la beauté de leur ville[435]. En mai 1970, Marguerite Puhl-Demange, directrice du quotidien, tente une nouvelle fois d'interpeler le Maire en ouvrant une tribune intitulée « Metz notre ville » : « À propos de ce qui s'est fait à Metz depuis quinze ans, on a parlé d'assassinat culturel. L'accusation est-elle justifiée ? Face au mutisme observé tant en ce qui touche le passé qu'en ce qui concerne l'avenir, nous avons décidé d'ouvrir le dossier devant l'opinion publique. » L'occasion est donc donnée aux lecteurs de s'exprimer. Pourtant, le Maire ne répond pas.

Au niveau national, le journaliste Philippe Levantal qualifie Metz dans un article du *Monde* du 30 avril 1970 de « ville d'art sinistrée ». R. Mondon n'accorde aucune attention à ces attaques, mais interrompt finalement les travaux d'urbanisme le mois suivant[436].

Mais la véritable opposition à ces grands chantiers provient d'un groupe associatif créé en 1970, Renaissance du Vieux Metz. Proposant de véritables contre-projets à la Municipalité pour les quartiers des Hauts-de-Sainte-Croix, du Pontiffroy et Saint-Jacques, elle décline son

[434] *Renaissance du Vieux Metz*, vol. 16, 1974, p. 10.
[435] AVANZATO Gaëtan. *Raymond Mondon. Maire de Metz et Ministre de la nouvelle société*. Metz, Serpenoise, 2000, p. 95.
[436] *Ibid.* p. 96.

action à travers un bulletin trimestriel, des conférences et des articles dans la presse. Par trois fois, en novembre 1971, ainsi qu'en janvier et décembre 1973, l'association propose un projet contrecarrant celui choisi pour la rénovation de l'îlot Saint-Jacques. Jugés « non rentables » par la Municipalité, ils sont tous rejetés.

### *B. La destruction des thermes gallo-romains de l'îlot Saint-Jacques*

Jusqu'en 1974, plus de 25 ha d'îlots anciens ont été détruits : le quartier Saint-Ferroy en 1958, l'îlot du Change en 1964, le quartier Coislin en 1965 et le quartier du Pontiffroy entre 1967 et 1974[437]. Il reste le problème de l'îlot Saint-Jacques occupé jusque-là par des maisons datant du XVI$^{e}$ au XVIII$^{e}$ siècle. Plus de deux ha de terrains bâtis doivent être arasés pour la construction d'un nouveau centre commercial muni d'un parking souterrain de plus de mille places de stationnement.

Le projet de rénovation de l'îlot Saint-Jacques est déjà assez ancien. Il est décidé lors de la séance du Conseil municipal du 27 décembre 1960[438]. Cette opération consiste à démolir un quartier jugé trop vétuste, à améliorer la circulation urbaine et avoir une meilleure organisation du commerce messin en créant un centre commercial au centre-ville. Le programme nécessite donc l'arasement de l'intégralité du quartier que la Municipalité entreprend dès le milieu de la décennie.

De nombreux éléments architecturaux sont alors démolis ou déplacés, comme une maison à colombage, dont la façade est remontée intégralement au Musée d'architecture de Metz, ou encore la Maison des Têtes qui sera déplacée en partie en juin 1974 de quelques mètres au nord et dont les bustes sculptés sont aujourd'hui conservés aux Musées de Metz et de Boston.

Lors de la campagne municipale de 1971, l'équipe de Jean-Marie Rausch promet de sauver tout ce qui peut l'être et est élue en partie grâce à ce programme. Pourtant, le 26 novembre 1971, la nouvelle Municipalité vote le projet de rénovation de l'îlot Saint-

[437] *Renaissance du Vieux Metz*, vol. 16, 1974, p. 3.
[438] *Ibid*. p. 16

Jacques qu'avait élaboré celle de R. Mondon. L'année suivante, le 27 décembre 1972, le Préfet de la Moselle déclare d'utilité publique la rénovation du quartier. Malgré le recours en justice déposé par l'association Renaissance du Vieux Metz auprès du tribunal administratif de Strasbourg en février 1973, les destructions se poursuivent. Le Conseil municipal adopte définitivement le projet lors de la séance du 22 juin 1973, tout en sachant que les travaux vont obligatoirement révéler des vestiges archéologiques.

En effet, à partir de l'automne 1971 se réunissent autour de François Reitel, adjoint aux Affaires Culturelles et professeur de Géographie à l'Université de Metz, des personnalités du monde archéologique, tels R. Billoret, Directeur des Antiquités Historiques de Lorraine, et son correspondant en Moselle, J.-E. Biehler[439]. Ensemble, ils décident de faire précéder les travaux de rénovation de l'îlot Saint-Jacques de fouilles systématiques et en informent Jacques Duhamel, Ministre des Affaires Culturelles, afin que l'État participe à leur financement. Ce dernier garde le silence. Au printemps 1972, l'entreprise Fondasol procède à deux carottages au centre de l'îlot, révélant ainsi des matériaux d'origine gallo-romaine. Les archéologues découvrent alors que les niveaux antiques apparaissent à une profondeur de 1,20 m et se développent sur une épaisseur de 1,50 m. On suppute la présence d'éléments du *forum*. À ce moment, F. Reitel estime que si les vestiges découverts sont importants, la Municipalité devra modifier le projet.

Les premiers coups de pioches sont donnés à partir de février 1973. Au mois de juillet, la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine effectue des travaux préparatoires aux fouilles archéologiques et, peu de temps après, les découvertes se multiplient. Le chantier est poursuivi en juillet et en août 1973 permettant la mise au jour de thermes gallo-romains, identifiés comme tels en octobre. Toutefois, les investigations archéologiques se déroulent de manière discontinue en raison du manque de main-d'œuvre et des intempéries[440]. En décembre, les archéologues mettent au jour une piscine circulaire (fig. 136) : or, les travaux de construction du futur centre commercial doivent débuter le 1er janvier 1974. Les fouilles n'avancent pas assez rapidement. Le retard pris par les fouilleurs les empêche de dégager une autre partie de l'ouvrage circulaire, notamment en raison du reste des maisons qu'il faut encore abattre cour des Ranzières, de la présence de déblais qui ne sont pas enlevés dans la

[439] Article du *Républicain Lorrain* daté du 4 janvier 1973.
[440] SPECHT Sophie, Quand le Maire de Metz trouve la mariée trop belle. *Archéologia*, n ° 67, février 1974, p. 72.

rue des Bons-Enfants, mais surtout du manque de fouilleurs. R. Billoret s'insurge de son côté de « l'apathie des Messins » qui semblent se désintéresser de cette découverte[441]. Quant à la Municipalité, elle revient sur les déclarations de F. Reitel et semble de moins en moins disposée à conserver les vestiges *in situ* et à les incorporer au projet, ce qui provoquerait une perte globale de 30 000 à 40 000 m² de locaux commerciaux (alors que le Maire avance le chiffre de 8 000 m²…[442]). L'O.R.U.M. y voit une perte essentiellement financière s'élevant à 30 ou 40 millions de francs et Jean-Marie Rausch, Maire de Metz, refuse de modifier le projet si l'État n'alloue pas un budget particulier. Bien que face à « un cruel dilemme », comme il le souligne dans un article du *Républicain Lorrain* du 12 décembre 1973, le Maire brandit la menace d'augmenter la fiscalité locale pour dissuader un éventuel contre-projet.

Le 14 décembre, J.-J. Hatt, Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace et Professeur à l'Université de Strasbourg, est alors mandaté par le Ministère des Affaires Culturelles pour examiner le site archéologique. Il publie son rapport au sein du numéro 16 de son *Bulletin* de l'association Renaissance du Vieux Metz[443].

Les vestiges mis au jour correspondent aux substructions de thermes gallo-romains, notamment à une piscine circulaire dallée d'une vingtaine de mètres de diamètre. À proximité sont découverts des piliers massifs, soutenant probablement une voûte, ainsi que les fondations de deux piscines de plan ovalaire. Dans les couches supérieures recouvrant l'édifice ont été découverts des restes de tabletterie attestant la présence d'un atelier de travail de l'os à partir du III$^{e}$ siècle.

Afin de dater avec une plus grande précision ces vestiges et d'en préciser le plan, déjà relevé par la Direction des Antiquités toujours dirigée par R. Billoret, J.-J. Hatt préconise d'entreprendre une fouille avant l'intervention des engins de chantiers dans un délai de cinq semaines et d'effectuer des relevés de coupes stratigraphiques. Il propose à Jean-Paul Bertaux, agent technique de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, de diriger la fouille avec l'aide d'étudiants bénévoles et du personnel municipal.

Suite à la venue de J.-J. Hatt commence une « guerre des mots » à travers la presse. Dès le lendemain, le *Républicain Lorrain* publie le rapport de « l'expert des Affaires

[441] Article du *Républicain Lorrain* daté du 12 décembre 1973.
[442] *Ibid.*
[443] HATT Jean-Jacques, Rapport sur les vestiges archéologiques mis au jour à Metz dans l'îlot Saint-Jacques. *Association Renaissance du Vieux Metz*, vol. 16, 1974, p. 21-22.

Culturelles », mais en partie seulement[444]. En effet, comme le mentionne le titre, le quotidien ne retient seulement qu'une partie du texte : « dans la mesure où l'on ne trouvera pas de vestiges nettement plus importants, il ne sera pas nécessaire de les *(les vestiges)* préserver et de mettre en cause l'opération Saint-Jacques et son plan de masse », confortant la décision de J.-M. Rausch. On constate donc que les propos de J.-J. Hatt ont été tronqués à travers le rapport, publié en intégralité dans le numéro 16 du *Bulletin* de *Renaissance du Vieux Metz*[445]. En effet, J.-J. Hatt est parfaitement conscient du caractère exceptionnel de la découverte. Il préconise une fouille systématique et, selon lui, « il serait intéressant de préserver en sous-sol et dans une partie du parking les vestiges relativement bien conservés de la piscine dallée. […] Il serait donc nécessaire de chiffrer la somme rendue nécessaire pour modifier le plan initial de façon à maintenir *in situ* ces vestiges. » Ce n'est que quelques mois après, en mai 1974, qu'un conseiller de la Mairie rapportera intégralement les propos de J.-J. Hatt dans la presse[446]. Mais il sera malheureusement trop tard pour agir.

L'affaire des thermes de l'îlot Saint-Jacques retentit au niveau national. L'article dans la revue de vulgarisation *Archeologia* du mois de février 1974 intitulé « Quand le Maire de Metz trouve la mariée trop belle »[447] dénonce la politique de J.-M. Rausch et de son équipe envers la conservation des thermes de l'îlot Saint-Jacques, et plus largement envers le patrimoine architectural et archéologique à travers des numéros antérieurs. Le magazine conclut dans un deuxième article concernant la Maison des Têtes, située non loin de là et également menacée de destruction à cette époque, que « le saccage de l'îlot Saint-Jacques est en soit une catastrophe[448] ».

Cependant, le 2 avril 1974, le Président de la République, Georges Pompidou, décède. Le lendemain matin, à 6 h 30, les bulldozers de l'entreprise des Grands Travaux de Marseille procèdent à l'arasement du site archéologique du Saint-Jacques. Renaissance du Vieux Metz rappelle que le paragraphe 9 de l'article 8 de la convention signée entre le Ministère des Affaires Culturelles et l'O.R.U.M., organisme représentant la Municipalité, prévoit la remise à

[444] Article du *Républicain Lorrain* daté du 15 décembre 1973.
[445] HATT Jean-Jacques, Rapport sur les vestiges archéologiques mis au jour à Metz dans l'îlot Saint-Jacques. *Association Renaissance du Vieux Metz*, vol. 16, 1974, p. 21-22.
[446] Article du *Républicain Lorrain* daté du 2 mai 1974.
[447] SPECHT Sophie, Quand le Maire de Metz trouve la mariée trop belle. *Archéologia*, vol. 67, février 1974, p. 72-73.
[448] SPECHT Sophie, Comment grâce à *Archéologia* le Maire de Metz a pu acheter des Indulgences pour ses pêchés de vandalisme… *Archéologia*, n° 67, février 1974, p.74.

ce dernier, « sans indemnisation pour leur valeur marchande éventuelle, des vestiges archéologiques trouvés dans le terrain. » [449] Fort heureusement, les découvertes ont pu être relevées avec l'aide de l'ingénieur des Mines, René Jolin[450] (fig. 137), et de nombreux objets sont prélevés. Toutefois, la perte scientifique est immense. En guise de protestation, l'association Renaissance du Vieux Metz envoie un télégramme au ministre des Affaires Culturelles, Alain Peyrefitte, qui lui répond une semaine plus tard : « Hélas oui, la spéculation immobilière peut défigurer un quartier, voire une ville. » [451]

Quel est le rôle de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine ? Bien que R. Billoret se soit déplacé sur le chantier pour constater l'ampleur des dégâts, c'est J.-J. Hatt qui représente l'État le 14 décembre 1973 afin d'établir un rapport. De plus, la publication et le suivi scientifique des données recueillies sur le terrain sont plus que lacunaires. R. Billoret propose, comme chaque année, un compte-rendu assez sommaire des découvertes[452]. Il faut attendre 1982, soit huit ans après les faits, pour que R. Jolin rédige un article plus synthétique sur le sujet, alors qu'il n'est pas archéologue de métier[453].

Malgré cet incident majeur dans l'histoire de l'archéologie messine, un événement semblable se reproduit quelques mois plus tard, au même endroit. En effet, au mois de juin 1974, un engin qui creuse une tranchée de fondation dans la partie est du chantier de rénovation de l'îlot Saint-Jacques (fig. 138), déterre une trentaine de stèles de l'époque gallo-romaine[454] (fig. 139). Le 22 juin, G. Collot fait transporter une vingtaine d'entre elles aux Musées, laissant les autres sur le chantier avant de pouvoir venir les chercher en raison du manque de place pour les entreposer aux Musées. Elles restent plusieurs semaines à l'air libre, subissant intempéries et mutilations volontaires, alors que, comme le déplore un journaliste du *Républicain Lorrain*, « on protège bien les sacs de ciment, pourquoi pas les pierres… ».

Ces stèles constituent en réalité la fondation de l'enceinte gallo-romaine construite durant l'Antiquité tardive et contre laquelle les maisons à arcade de la place Saint-Louis viendront s'appuyer au début du XIII$^{e}$ siècle. Aucune fouille à proprement parler n'est menée.

[449] *Ibid.* p. 22.
[450] BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 32, 2, 1974, Metz, p. 357 ; BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 34, 2, 1976, Metz, p. 361.
[451] *Ibid*. p. 18. Reproduction de la lettre du Ministre des Affaires Culturelles à Renaissance du Vieux Metz datée du 11 avril 1974.
[452] BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 32, 2, 1974, Metz, p. 353-356.
[453] JOLIN René, Les thermes Saint-Jacques à Metz. *C.L.*, 1982, p. 266-276.
[454] Article du *Républicain Lorrain* daté du 30 juillet 1974.

Au fur et à mesure que les blocs sont dégagés, un ouvrier est chargé de les nettoyer. Nous disposons de quelques photographies prises par Pierre-Édouard Wagner, alors adjoint de G. Collot aux Musées de Metz, et d'un relevé une nouvelle fois effectué par R. Jolin. L'année suivante, en juillet 1975, les responsables de la construction et le G.I.E. (Groupement d'Intérêt Économique) décident d'exposer certaines de ces stèles dans la galerie marchande du nouveau centre commercial. Les données portant sur les vestiges antiques de l'îlot Saint-Jacques sont donc relativement peu nombreuses. Toutefois, le quartier du Pontiffroy subit également une forte rénovation urbaine, ce qui provoque la disparition de nombreux vestiges archéologiques.

### *C. La longue agonie du quartier du Pontiffroy*

À la fin de l'année 1973, alors que la destruction des vestiges des thermes antiques de l'îlot Saint-Jacques retient l'attention, celle des vestiges découverts au sein du quartier du Pontiffroy se poursuit. Les îlots d'habitation sont quasiment tous rasés. Place nette étant faite, la construction de nouveaux immeubles peut commencer : la nouvelle bibliothèque-médiathèque, le bâtiment abritant les services de la Caisse d'Allocations Familiales ou encore des barres entières d'immeubles d'habitation situées dans la partie orientale du quartier. Après avoir provoqué la disparition des bâtiments des XVII$^{e}$ et XVIII$^{e}$ siècles, les travaux s'attèlent à creuser les fondations des futurs immeubles, entraînant la mise au jour de vestiges de l'époque gallo-romaine.

Le quartier est laissé aux engins de chantier et les structures antiques qui sont mises au jour sont détruites, la Direction des Antiquités Historiques n'exerçant quasiment aucune surveillance de chantier. Certaines sont toutefois assurées par Gérard Schlémaire, correspondant de la Direction, au même titre que J.-E. Biehler. À la demande de G. Collot, il intervient dans le quartier du Pontiffroy au milieu des années 1970 dans le but de sauvegarder quelques vestiges[455].

[455] Informations orales recueillies auprès de G. Schlémaire.

Gérard Schlémaire observe sur tout le site du Pontiffroy et durant tous les travaux de creusement une couche d'occupation très importante datée du I^er^ siècle qui s'interrompt aux alentours de 60/80 de notre ère, montrant une occupation très précoce du secteur[456]. Il émet l'hypothèse qu'à cette époque l'habitat devait être en bois, en raison de l'absence de structure en pierre, avant de laisser place au II^e^ siècle à des habitations. Au moment de la création de la nouvelle rue Chambière, entre la construction de la résidence Saint-Clément et les ruines de l'église Saint-Livier, est découverte une cave de cette époque, assez bien conservée. En coopération avec les conducteurs d'engins qui épargnent le site durant une journée, Gérard Schlémaire parvient à fouiller rapidement les vestiges avec l'aide de J.-E. Biehler, M. Schultz et M. Balahurak.

L'année suivante, les travaux se poursuivent et mettent au jour une nouvelle cave (S. 2) et une partie d'un bâtiment (S. 3), non loin de la cave fouillée en 1973. Gérard Schlémaire est alors assisté de Jean-Marie Boffo, Daniel Bérénice, Jean Villemin et Pierre Schmitt, tous bénévoles. En 1976, l'importance et la rapidité des travaux ne leur permettent pas d'intervenir efficacement une nouvelle fois, puisque la plupart des vestiges mis au jour sont endommagés par les engins de chantier. Ils parviennent tout de même à fouiller huit ensembles datables du I^er^ au IV^e^ siècle, parmi lesquels de l'habitat et des dépotoirs[457].

G. Schlémaire bénéficie du réseau de correspondants de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine pour l'étude du mobilier, notamment de la céramique de l'époque gallo-romaine étudiée par M. Lutz[458], archéologue et éminent céramologue de l'est de la Gaule[459].

G. Schlémaire publie au total trois comptes-rendus de fouilles dans l'*Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine* de 1974[460], de 1976[461] et de 1978[462], très détaillés, composant ainsi un témoignage important dans la recherche archéologique messine.

[456] Article du *Républicain Lorrain* daté du 7 janvier 1975.
[457] SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1976. Sites S. 4 à S. 11. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVIII, 1978, p. 41.
[458] *Ibid*.
[459] DEMAROLLE Jeanne-Marie, Marcel Lutz. *M.A.M.*, 2002, p. 61-64.
[460] SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1973. Cave S. 1. *A.S.H.A.L.*, t. LXXIV, 1974, p. 19-27.
[461] SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1974. Bâtiments S. 2 et S. 3. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVI, 1976, p. 37-59.

Les scandales des destructions de l'îlot Saint-Jacques et du Pontiffroy sont des exemples ayant marqué l'histoire de l'archéologie messine. Ils constituent une véritable rupture. On le constate, l'État, à travers la Direction des Antiquités de Lorraine, n'assure plus son rôle de protecteur du Patrimoine. Bien que de nombreux vestiges archéologiques aient dû disparaître sous les godets et les chenilles des engins de chantier sans que personne ne s'en aperçoive, la situation messine n'est hélas pas un cas unique. L'intégralité du territoire français est touchée par cette restructuration de l'espace urbain, provoquant de nombreux scandales archéologiques, comme celui de l'ossuaire du cimetière des Innocents à Paris en 1948, la destruction des vestiges grecs sous le chantier de la Bourse de Marseille en 1967 et le scandale du Campo Santo d'Orléans en 1978.

Le cas de la ville de Metz est donc comparable à celui de nombreuses villes françaises[463]. À la fin des années 1970, la politique de rénovation provoque la destruction de nombreux îlots. C'est ainsi que 28 ha sont détruits à Metz, tandis que 27 ha le sont à Bordeaux, 50 à Rennes, 17 à Lyon[464], etc. La loi du 10 juillet 1970 avait introduit la politique de résorption de l'habitat insalubre, que les communes appliquent, sans se soucier du patrimoine. Il faut attendre trois décrets et cinq arrêtés du 20 novembre 1979 pour que la reconquête des centres urbains et la lutte contre l'insalubrité s'appuient davantage sur la conservation du bâti ancien que sur sa destruction totale.

Toutefois, à l'inverse de Metz, certaines villes, comme Amiens[465], Marseille[466] et Lyon[467], sauve leur patrimoine archéologique en menant plusieurs fouilles de sauvetage tout

[462] SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1976. Sites S. 4 à S. 11. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVIII, 1978, p. 41-63.
[463] *Actes du colloque international de Tours*, 17-20 novembre 1980, Paris, 1982, p. 141
[464] LASFARGUES Jacques, Naissance de l'archéologie préventive en Rhône-Alpes. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 179.
[465] À Amiens, des archéologues, tels D. Bayard, N. Mahéo et T. Ben Redjeb mènent des fouilles de sauvetage : parking souterrain du square Jules Bocquet, rue Puvis-de-Chavannes, Caisse d'épargne, rue des Cordeliers (1974), Chambre de Commerce, rue de Noyon (1974-1979), « Centrum » rue de la 2e D.B. (1977), gare routière (1978)… voir PICHON Blaise, Histoire des recherches archéologiques. *Amiens 80/1*, éd. PICHON Blaise, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2009, p. 25 (Carte archéologique de la Gaule).
[466] En 1967, l'ouverture des fouilles de la Bourse constitue un véritable point de départ de l'archéologie urbaine en France. Voir ROTHÉ Marie-Pierre, Histoire de la recherche, *Marseille et ses alentours 13/3*, éd. par ROTHÉ Marie-Pierre et TRÉZINY Henry, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2005, p. 104 (Carte archéologique de la Gaule).
[467] À Lyon, la construction et la rénovation de la ville dans les années 1970 entraînent de nombreuses mises au jour. Quelques observations sont faites lors de la construction de la station de métro place Bellecour (1974-1975), du musée de Fourvière (1974). Des fouilles de sauvetage urgent sont menées sur le site des Hauts de Saint-Just entre 1974 et 1980. Voir CHOMER Claire et LE MER Anne-Catherine, Historiographie lyonnaise,

au long des années 1970. Bien que leurs moyens soient dérisoires et que les fouilles consistent essentiellement à des sondages limités, on assiste à l'émergence d'une nouvelle génération d'archéologues.

*Lyon 69/2*, éd. par CHOMER Claire et LE MER Anne-Catherine, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2007, p. 112 (Carte archéologique de la Gaule).

# TROISIÈME PARTIE

# LA PRISE DE CONSCIENCE : L'ENCADREMENT DE L'ARCHÉOLOGIE

# (1976-2008)

À la fin des années 1970, un manque de moyens persiste en matière d'archéologie à Metz, suite aux destructions des vestiges gallo-romains de l'îlot Saint-Jacques et du Pontiffroy. L'État n'assume plus son rôle de protection du patrimoine et ne déploie que très peu de moyens financiers. À Metz, comme ailleurs en France, les préoccupations économiques sont toutes autres. Les grands travaux d'urbanisme des années 1960 et 1970 arrivent à leur terme, ainsi que les saccages de sites archéologiques. Pourtant, il s'avère nécessaire de saisir le problème en amont, afin de prévenir d'éventuelles nouvelles destructions. La mise en place de nouvelles structures s'impose alors. Entre 1945 et les années 1960, les institutions sont dépassées par le développement de l'urbanisation dans une France encore rurale avec peu de transformations. À cela s'ajoutent certaines lacunes scientifiques, les connaissances sur Metz antique restant très fragmentaires, peu précises et entachées d'*a priori*.

## Chapitre 7 Une volonté d'organiser (1976-1980)

### I. Une organisation embryonnaire de l'archéologie

#### *A. La mise en place de la Direction Régionale des Affaires Culturelles*

En 1976 est mise en place la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine, comme dans de nombreuses autres régions. Voulue par André Malraux dès 1963, elle

constitue un service décentralisé du Ministère des Affaires Culturelles. En effet, par une circulaire datée du 23 février 1963, ce dernier crée un Comité Régional des Affaires Culturelles dans chaque région, comprenant plusieurs compétences : archéologie, architecture, archives, cinéma, création artistique, enseignement artistique, musées, théâtre et musique, ainsi que l'action culturelle. À partir de 1968, André Malraux charge Claude Charpentier, architecte, de réfléchir à la constitution de directions régionales. Cette réflexion aboutit à la création de cinq Directions Régionales des Affaires Culturelles expérimentales en Île-de-France, Rhône-Alpes, Alsace, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse. Leur généralisation est entérinée par le Ministre Jacques Duhamel (1971-1973), avant d'être effective sous le ministère de Françoise Giroud en 1977. À partir de cette date, la mise en place des D.R.A.C. se fait progressivement, région après région.

La D.R.A.C. de Lorraine est divisée en plusieurs services tels que la Conservation Régionale des Bâtiments de France, le Secrétariat Régional de l'Inventaire et les deux Directions des Antiquités (Historiques et Préhistoriques). Elle comprend également un Conseiller Artistique Régional et un délégué à la Musique. À la fin des années 1970, la D.R.A.C. de Lorraine est dirigée par Yves Touveron. Le Directeur Régional a autorité sur les services culturels existants, dans les quatre départements lorrains, dont il coordonne l'action. Il est le premier interlocuteur des administrations, des élus et des partenaires culturels dans les domaines où il n'existe pas de services spécialisés tels que les théâtres et les bibliothèques. Il gère aussi financièrement les dépenses faites dans la région grâce au budget du Ministère des Affaires Culturelles, tout en entretenant des relations avec les préfets et les assemblées délibérantes locales et régionales.

### *B. Les services archéologiques : un manque de moyens*

En matière d'archéologie, la D.R.A.C. est donc constituée des deux directions : la Direction des Antiquités Préhistoriques administrée par André Thévenin, installée à Metz dès 1976 dans les locaux de la D.R.A.C., mais que nous n'évoquerons pas, car son champ d'action ne concerne que rarement la ville. La Direction des Antiquités Historiques, dirigée depuis 1977 par Yves Burnand, qui succède à R. Billoret, est installée alors dans les locaux de

l'Université de Nancy 2, dans les bâtiments de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, car les directeurs successifs sont des universitaires exerçant dans cet établissement. Le service ne compte que très peu de personnel. Le directeur, qualifié « d'indemnitaire », garde ses fonctions professionnelles à l'université et il n'est assisté que d'un ingénieur de l'Inventaire Général et du Service des Fouilles et des Antiquités, Jean-Paul Bertaux, ainsi que d'une secrétaire travaillant à temps partiel. Il n'existe aucun poste de Conservateur des Fouilles et Antiquités. À leurs tâches habituelles, s'ajoutent la tenue à jour des archives administratives et scientifiques, ainsi que le service de la documentation. En effet, la correspondance administrative et scientifique est la conséquence de l'existence annuelle de plus d'une quinzaine d'opérations programmées, auxquelles il faut ajouter une trentaine d'interventions de sauvetage d'urgence. La Direction est constamment sollicitée par les collectivités, les associations et organismes divers. Grâce au concours bénévole d'un réseau de correspondants départementaux nommés par le Préfet de Région sur proposition du Directeur des Antiquités Historiques, ils tiennent informés de leurs démarches les collectivités et assurent la surveillance du patrimoine archéologique. La plupart de ces correspondants sont à la tête d'une équipe de fouilleurs également bénévoles. À la fin des années 1960, J.-E. Biehler, professeur au lycée Robert-Schuman, avait succédé à G. Collot, trop accaparé par la restructuration du Musée de Metz, mais son action demeura relativement limitée.

### *C. L'organisation de la Direction des Antiquités Historiques dans les années 1970*

La Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, comme celle des Antiquités Préhistoriques, est sous l'autorité de la Sous-direction des Fouilles et Antiquités au Ministère des Affaires Culturelles, ainsi que de la D.R.A.C. de Lorraine[468]. Elle est chargée de l'instruction des dossiers de demandes de fouilles programmées et de sauvetages programmés qui sont transmises au Service central afin d'être examinées par le C.S.R.A. (Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique), créé en 1964. Celui-ci émet un avis sur chaque demande, au vu duquel le Ministre prend la décision d'autorisation ou de refus. Chaque dossier est accompagné ou non d'une demande de subvention à l'A.F.A.N. (Association pour

[468] Décret n° 45-2098 du 13 septembre 1945 modifié par les décrets n° 64-357 et 64-358 du 23 avril 1964 (Journal Officiel du 25 avril 1964).

les Fouilles Archéologiques Nationales) créée en 1973, structure par laquelle passent obligatoirement les crédits provenant du Ministère. Il appartient au directeur de juger du bien-fondé de ces demandes de financement, comme de la répartition entre l'A.F.A.N. et les collectivités locales de l'effort financier nécessaire à chaque chantier. Les autorisations de fouilles de sauvetage d'urgence ne peuvent être délivrées que par le Directeur et ne concerner que des sites sur lesquels pèse un danger certain, imprévu ou imminent. Il lui appartient d'exercer, entre autres, une stricte surveillance du patrimoine archéologique et il doit aussi assurer la gestion des dépôts officiels régionaux qui sont implantés à Grand (Vosges), Cutry et Dieulouard (Meurthe-et-Moselle). Il veille également à la dévolution obligatoire aux musées destinataires du mobilier recueilli durant les fouilles. Il doit enfin faire appliquer la législation archéologique en vigueur : aucune fouille, prospection systématique, recherche intentionnelle d'un objet mobilier enfoui ne peut être menée sans autorisation[469].

En 1977, Y. Burnand remplace R. Billoret et souhaite mettre de l'ordre sur le plan administratif dans la Direction des Antiquités : il informe les archéologues bénévoles qu'il n'y aura plus d'autorisation orale de fouille[470], que des formulaires spécifiques sont prévus à cet effet et que l'envoi d'un rapport scientifique et financier traduisant la qualité de la fouille réalisée ainsi que les capacités du demandeur à conduire celle-ci est une obligation. Sans ce document aucun renouvellement d'autorisation n'est possible.

Du point de vue scientifique, Y. Burnand rappelle, en 1981, dans son article[471] sur la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine qu'on « ne fouille pas pour le seul plaisir de fouiller, mais pour trouver des éléments qui aident à la connaissance d'une époque et pour les faire connaître ». À cette date, la Lorraine compte alors trois projets collectifs de recherche

[469] Réglementation des fouilles archéologiques due à la loi du 27 septembre 1941, validée par ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945, modifiée par décrets n° 64-357 et 64-358 du 23 avril 1954 et ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (Journal Officiel des 15 octobre 1941, 14 septembre 1945, 25 avril 1964 et 24 octobre 1958).
[470] Sur les autorisations orales et l'absence de rapport de fouille, les témoignages sont nombreux. Pour n'évoquer que la région messine : Gérard Quiram, qui fut un pilier du G.U.M.R.A. dans les années 80 (cf. *infra*) raconte que l'ancien responsable de la fouille médiévale du Mont Saint-Germain (à Châtel-Saint-Germain près de Metz) a abandonné la direction de son chantier car il était paniqué par les exigences d'Y. Burnand : il avait fouillé pendant des années sans rendre un rapport et jeté les ossements de la nécropole avec les déblais ; Gérard Schlémaire est intervenu lors de la destruction du quartier du Pontiffroy uniquement sur la requête de G. Collot, le conservateur du musée, ce qui était un moindre mal, mais sans l'autorisation administrative de la Direction des Antiquités. J.-P. Legendre, Conservateur au S.R.A., confirme que ces pratiques ont existé, particulièrement pour les fouilles médiévales car l'archéologie du Moyen Age n'était pas reconnue comme un champ archéologique spécifique par beaucoup.
[471] BURNAND Yves, Les institutions culturelles régionales V. La Direction des Antiquités Historiques de Lorraine. *C.L.*, 1981, p. 1-4.

qui ont été conjointement définis avec les régions voisines : « Les *oppida* du nord-est de la France », « Les *vici* du nord-est de la France » et « Grand la gallo-romaine ».

Les actions scientifiques de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (D.A.H.L.) s'exercent au niveau central par la mise à disposition d'une bibliothèque de recherche, alimentée régulièrement par les envois à titre gratuit du Ministère de la Culture et les crédits, certes modestes, alloués par le Service Central.

Le Directeur exerce une action de façon décentralisée auprès de chaque équipe importante de fouilleurs et prévoit, à la fin des années 1970, d'implanter onze antennes archéologiques (dont quatre en Moselle, à Metz, Marsal, Sarrebourg et Thionville) baptisées officiellement « Centres de Documentation d'Archéologie Historique », qui seraient installées auprès d'un musée ou d'une bibliothèque. L'antenne de Metz est installée en 1979 dans les locaux mêmes de la D.R.A.C., au quatrième étage du bâtiment de la place de Chambre, et est la première à fonctionner. Elle sera la seule à connaître une grande activité. Sa responsabilité est confiée à Claude Lefebvre, alors professeur d'histoire-géographie au lycée Robert Schuman, qui devient à son tour correspondant de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine pour la région de Metz. Ces centres de documentation ne sont pas des dépôts, mais bien des centres d'animation et de recherche qui sont constitués d'une salle de réunion, ainsi que d'un espace pour la documentation, doté d'un fonds de bibliothèque, adapté aux recherches spécifiques de chaque antenne. L'équipement et le fonctionnement de ces antennes sont alors financés par les Départements.

Pour conclure sur les actions scientifiques de la D.A.H.L., Y. Burnand rappelle dans son article que le but principal de la recherche archéologique est la publication des résultats, notamment dans les revues locales (*Cahiers Lorrains*, *Pays Lorrain*), ou des revues à portée nationale (*Gallia*, *Revue archéologie de l'Est et du Centre-Est*, *Revue archéologique* ou *Archéologie Médiévale*). À Metz, cette tâche incombe au responsable – à titre bénévole – de l'antenne et à l'association que ce dernier a créée : le G.U.M.R.A.

## II. La création du Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique

À l'origine du Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique (G.U.M.R.A.), il y a le club d'archéologie créé au lycée Robert-Schuman de Metz par Marcel Ticheur, auquel succède en 1973 un jeune professeur d'histoire-géographie, diplômé d'archéologie, Claude Lefebvre, qui fut le disciple d'A. France-Lanord, alors Conservateur du Musée du Fer et Directeur du Laboratoire d'Archéologie des Métaux de Nancy-Jarville, avant de parfaire sa formation sur de nombreux chantiers du C.N.R.S. du Midi de la France. Les membres du club, qui ont eu l'occasion d'intervenir en 1974 sur le site de l'îlot Saint-Jacques en cour d'aménagement, sont consternés par la destruction brutale des thermes gallo-romains au lendemain de la mort du Président Georges Pompidou. Ils prennent conscience de la nécessité de ne pas se limiter à quelques stages de fouille en Lorraine ou dans le sud de la France, mais de participer aux opérations de sauvetage des sites menacés en Lorraine et à Metz en particulier. L'arrivée d'Y. Burnand à la tête de la Direction des Antiquités Historiques en 1977 facilite cette orientation : enseignant en Antiquités Nationales à l'Université de Nancy 2, il dirige les recherches de C. Lefebvre. La même année, ce dernier, avec l'aide des membres du club d'archéologie, conduit ses premières opérations de sauvetage urgent à Metz sur une opération immobilière rue Dupont-des-Loges (fig. 140). Dans ce cas précis, la Direction des Antiquités tardivement prévenue qu'un hypocauste a été mis au jour[472] (fig. 141) autorise C. Lefebvre, assisté de Philippe Brunella, à intervenir d'urgence. Malheureusement, une grande partie du site a déjà été détruite par les engins de chantier. Une fouille systématique est impossible, seules les quelques coupes stratigraphiques sont relevées. Des éléments d'hypocauste et des enduits peints sont prélevés.

Afin de ne plus être confronté à ces problèmes, il devient urgent pour les archéologues de créer une structure permettant d'intervenir en amont. En effet, depuis 1974, l'archéologie messine est sinistrée. Hormis les tentatives désespérées de l'archéologue G. Schlémaire pour suivre avec l'accord tacite de R. Billoret, le Directeur des Antiquités Historiques, les destructions du quartier du Pontiffroy, les travaux d'urbanisme ne sont plus suivis par l'État. Ce sera un des objectifs d'Y. Burnand. Dès sa nomination en 1977 à la Direction des Antiquités Historiques, celui-ci favorise la recherche en développant les fouilles

[472] HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude, Un secteur d'habitat antique rue Dupont des Loges à Metz. *R.A.E.*, vol. 35, 1984, p. 150-158.

programmées, c'est-à-dire des fouilles correspondant à un programme de recherche pouvant se poursuivre plusieurs années, à raison d'une campagne d'été en règle générale. Notons qu'à cette époque la pratique des sauvetages urgents existe, mais est encore relativement faible. À la fin de la décennie, les fouilles programmées sont nombreuses dans les Vosges à Grand (J.-P. Bertaux), en Meuse à Naix-aux-Forges, en Moselle à Sarrebourg (M. Lutz), Marsal (J.-P. Bertaux), à Châtel-Saint-Germain (D. Pargny puis C. Lefebvre).

Des associations encadrent les bénévoles qui participent à ces travaux. Si le lien entre l'archéologie et la toute jeune université de Metz est faible, il est plus fort avec l'université de Nancy du fait de la double fonction d'Y. Burnand. Ce dernier, pour établir un lien entre la chaire d'Antiquités Nationales qu'il occupe et la fonction de Directeur des Antiquités Historiques qu'il exerce, crée une association à vocation régionale, le Groupe Universitaire Lorrain d'Antiquité Nationale (G.U.L.A.N.).

À Metz, à la même époque, C. Lefebvre, devenu correspondant de la Direction des Antiquités Historiques, envisage de créer une association pour dépasser le cadre étroit du club d'archéologie qu'il dirige et obtenir les moyens logistiques d'une véritable politique de « sauvetage urgent », selon l'expression en vigueur. Cette association permettrait le fonctionnement du « centre de documentation d'archéologie historique », cette antenne messine de son service qu'Y. Burnand veut implanter, dès 1979, dans les locaux de la D.R.A.C et confier à son correspondant local. Les deux hommes tombent d'accord pour appeler cette future association « Section Messine du Groupe Universitaire Lorrain d'Antiquité Nationale » (S.M.G.U.L.A.N.). C'était méconnaître en fait l'état d'esprit des enseignants de la jeune université de Metz...

L'assemblée générale constitutive se tient à Metz à la fin de l'année 1978, en l'absence d'Y. Burnand. Les statuts élaborés par C. Lefebvre traduisent la volonté de leur auteur de placer l'association sous le patronage des institutions culturelles concernées : ont donné leur accord pour être membre de droit, le Directeur Régional des Affaires Culturelles, les deux Directeurs des Antiquités Préhistoriques et Historiques, deux enseignants de l'Université de Metz, Jeanne-Marie Demarolle (Histoire ancienne) et François-Yves Le Moigne (Histoire moderne, également Président de la S.H.A.L.), le Conservateur des Musées de Metz, G. Collot. Si tout le monde est d'accord avec les objectifs, les deux universitaires lorrains n'acceptent pas le nom proposé pour l'association qui placerait cette dernière sous la tutelle

de l'Université de Nancy. Les deux archéologues fondateurs, C. Lefebvre et P. Brunella, n'ayant aucun état d'âme à ce sujet, l'unanimité se fait sur l'appellation « Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique » (G.U.M.R.A.). La nouvelle association voit le jour officiellement le 30 janvier 1979, date de son inscription au registre des associations du Tribunal d'Instance de Metz.

L'objectif affiché du G.U.M.R.A.[473] est d'intervenir dans un cadre officiel, immédiatement et efficacement, sur tout site mis au jour suite à des travaux à Metz et dans la région messine. En effet, dans le contexte de l'époque, il aurait été inutile de créer une association sans posséder un projet cohérent, des références de qualification, un appui logistique, des moyens matériels suffisants, un environnement scientifique et des relations avec les autres organisations de la région. La sensibilisation du public et la formation sont également un objectif majeur de l'association. Sous la direction de fouilleurs confirmés, les adhérents de l'association suivent, dans le cadre du Centre de Documentation d'Archéologie Historique, l'antenne messine, une initiation à l'histoire de l'Antiquité, au latin, aux méthodes de l'archéologie, afin de pouvoir effectuer des travaux pratiques (traitement des objets issus des fouilles, technique du dessin archéologique...) en vue de l'élaboration des rapports et des publications. Dans son article, présenté comme un manifeste, C. Lefebvre, Président du G.U.M.R.A., souhaite aussi un renforcement des Directions des Antiquités, une professionnalisation croissante des archéologues, l'encadrement et la formation des fouilleurs bénévoles et la disparition des amateurs non qualifiés.

L'action du G.U.M.R.A. ne se limite pas à la région messine. Y. Burnand demande aux bénévoles de l'association de prêter main-forte les week-ends à J.-P. Bertaux, l'ingénieur de la Direction des Antiquités historiques (le seul professionnel à plein temps du service), puis de relayer ce dernier pour la fouille de la nécropole mérovingienne de Dugny-sur-Meuse (Meuse), en 1978 et 1979. À Metz, un réseau se met en place progressivement. Nadia Devinoy, alors Architecte des Bâtiments de France, prévient le responsable de l'antenne lorsque des vestiges sont mis au jour par les aménageurs.

Mais les conditions de fouille sont loin d'être optimales et l'année 1980 va constituer un tournant pour l'archéologie messine, notamment dans la manière dont elle est pensée. Dans le même article des *Cahiers Lorrains*, le Président de l'association expose les problèmes

[473] LEFEBVRE Claude, Peut-on encore faire des fouilles archéologiques aujourd'hui ? *C.L.*, 1980, 1, p. 2-6.

rencontrés par les archéologues en matière de prospection, de techniques de fouille, ou d'étude des objets découverts. Il souhaite alerter l'opinion publique à propos des destructions de vestiges archéologiques qui ont lieu régulièrement. À la fin de cette même année, il assiste au colloque de Tours consacré à l'archéologie urbaine qui va conforter ses idées. Les fouilles archéologiques doivent avoir lieu avant que les travaux ne commencent. On assiste alors à l'émergence d'une déontologie de l'archéologie urbaine, notamment grâce au travail fourni par un chercheur du C.N.R.S., Henri Galinié, depuis plusieurs années à Tours.

## III. Le colloque de Tours : le besoin de passer à une archéologie préventive

Le colloque de Tours constitue un tournant radical, une prise de conscience plus nette de la nécessité de mettre en place des méthodes d'archéologie urbaine et une politique professionnelle dans un cadre donné. C. Lefebvre y représente la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, car Y. Burnand, le Directeur et G. Collot, Conservateur des Musées de Metz, proposent, sans être présents, un texte sur l'état de l'archéologie urbaine à Metz à cette époque, destiné aux actes du colloque.

Ce colloque international d'archéologie urbaine se déroule du 17 au 19 novembre 1980. Organisé par le Conseil supérieur de la recherche archéologique et la Direction du Patrimoine, placé sous le patronage du Ministère de la Culture et de la Communication, il s'inscrit dans le cadre de la mission confiée à la Direction du Patrimoine par le décret du 13 octobre 1978 qui la charge « de l'organisation de la recherche archéologique et de la définition de ses objectifs ».

En effet, depuis 1978 l'archéologie commence à s'organiser au niveau du ministère de la Culture et un vaste effort de réflexion est nécessaire, « tant en raison de l'intérêt intrinsèque des objectifs scientifiques nouveaux qu'elle se propose que des problèmes institutionnels et logistiques qu'elle soulève »[474]

[474] *Actes du colloque international de Tours*, 17-20 novembre 1980, Paris, 1982, p. 7.

À partir de cette époque, avec l'évolution des buts et des méthodes, l'archéologie, beaucoup plus que la science de l'objet ou du monument, devient une science de la terre, une science du sol. Les recherches des archéologues sont menées dans un état d'urgence et de précipitation puisqu'il faut suivre les machines, quelles que soient les conditions météorologiques.

Dans de nombreuses villes, on constate que les fouilles d'ampleur sont la réponse à une menace de destruction, non à une question scientifique. Dans les villes où l'on s'approche le plus de la pratique de l'archéologie urbaine, on assiste à une regrettable spécialisation des archéologues mettant l'accent sur les grandes périodes du découpage chronologique, gallo-romain ou médiéval, au détriment d'une autre.

Aussi est-il indispensable que des sites de grande superficie soient soumis à une enquête archéologique, que chacun couvre plusieurs états de la ville, que ceux-ci soient ensuite examinés en détail grâce à des méthodes de fouille et d'enregistrement adaptées à la complexité des sites.

Il faut évaluer le patrimoine et les risques archéologiques, réfléchir aux procédures de recherches et d'intervention. Les difficultés d'ordre conjoncturel, liées au remaniement des centres anciens et aux travaux de promotion, sont aggravées par la faible capacité d'intervention des archéologues, à la fois sur le plan juridique et sur le terrain, alors que des moyens juridiques existent déjà. La mise en place de moyens spécifiques apparaît inévitable, soit sous la forme d'équipes permanentes dans les villes où une enquête systématique peut être développée, soit par la création de structures d'intervention dans le cas d'opérations ponctuelles. De plus, le succès des opérations en ville est étroitement lié à l'intérêt porté par les habitants et les élus. L'intégration de l'archéologie à la vie de la cité est une tâche pour laquelle les archéologues sont souvent mal préparés, et mal armés.

Depuis les années 1960, on assiste à une augmentation du nombre de travaux et, donc, à l'érosion du patrimoine archéologique. Une prise de conscience au niveau européen se fait alors sentir. En Grande-Bretagne, depuis 1963 et la parution de l'ouvrage du Pr Colin Buchanan, *Traffic in Towns*, publié par le *Ministry of Transport*, on sait que l'aménagement et le remodelage des cœurs urbains allaient avoir des conséquences dramatiques pour la conservation des bâtiments anciens. En France, c'est en 1962, à la suite de la loi sur les

secteurs sauvegardés qu'on introduit une notion très comparable au texte anglais de 1963, à ceci près que le bâti et le sous-sol ne sont pas pris en compte de la même manière.

Pour remédier à ces problèmes, le colloque de Tours propose des solutions et des pistes de réflexion, notamment concernant les procédures d'intervention[475]. Par exemple, les procédures de concertation ne peuvent être réalisées qu'entre des partenaires qui se connaissent, or archéologues et aménageurs se côtoient rarement. Le point de départ doit être la constitution d'une carte archéologique permettant de localiser des points ou des secteurs protégés, celle-ci étant tenue à disposition des aménageurs, des administrations et des élus. Ces concertations permettraient ainsi d'éviter des aménagements futurs dans une zone susceptible de concentrer des informations archéologiques. Mieux encore, ces prescriptions pourraient permettre à l'avenir l'intégration de vestiges antiques au projet d'aménagement. En résumé, la concertation par l'information et le dialogue permettrait l'établissement d'aménagements concertés et cohérents.

Sur le plan juridique, il existe plusieurs recours, toutefois ils sont rarement utilisés. La législation ne prévoit pas[476] que les archéologues participent aux réunions visant à préparer le plan d'occupation des sols. Seuls les Architectes des Bâtiments de France sont concernés. Pourtant, l'article R 123 du Code de l'Urbanisme précise que le groupe de travail du plan d'occupation des sols « pourra entendre toute personne qualifiée ». D'autres prescriptions permettent aux archéologues de surveiller leurs chantiers dans les meilleures conditions : la loi portant sur les fouilles du 27 septembre 1941[477], le Code de l'Urbanisme, la loi de décembre 1967, le décret 77-753 du 7 juillet 1977, article R. 111-3-2.

Sur le plan pratique, le personnel à temps plein des directions des Antiquités intervient lors des fouilles chaque fois qu'il le peut. Néanmoins, il est nécessaire de prévoir la constitution d'équipes spécifiques dirigées par des responsables permanents, ce que les directions des Antiquités peuvent encore rarement assurer. Ainsi, l'État ne devrait pas être seul à participer aux dépenses, mais devrait être assisté par les collectivités. Il en est de même pour l'intégration des vestiges et leur mise en valeur : le colloque de Tours propose non seulement des études scientifiques, mais également des choix scientifiques préalables ainsi que des choix budgétaires qui n'incomberaient pas seulement à l'État.

[475] *Ibid.*, p. 37
[476] Circulaire n° 72-172 du 28 octobre 1972 du Code de l'Urbanisme.
[477] Titre II, article 9 ; titre III, articles 14, 15 et 16

Une des premières villes françaises à tenter d'adopter ces méthodes est la ville de Tours, sous l'impulsion d'Henri Galinié[478]. Depuis 1973, une enquête systématique est menée sur le passé de la cité. Les travaux de reconstruction, de rénovation des différents secteurs urbains ont offert, depuis 1945, des occasions uniques d'accès au sous-sol. En 1980, on dénombre dix-sept interventions d'ampleur inégale. La ville de Tours n'est cependant pas le siège d'une circonscription archéologique, aucune équipe universitaire ou du C.N.R.S. s'attachant à la recherche archéologique sur la ville n'existe. En 1973, une association est fondée au sein de laquelle est créé un organisme de recherche dénommé « Laboratoire d'archéologie urbaine de Tours », financé par la ville de Tours et le Conseil Général d'Indre-et-Loire. Un unique poste de chercheur à temps plein du C.N.R.S. est créé et occupé par Henri Galinié, assisté de deux personnes à mi-temps.

Forte de l'expérience de Tours, l'archéologie française est sur le point de connaître un véritable tournant sur le plan scientifique et sur celui de la sauvegarde du patrimoine urbain enfoui. La démarche a vocation à devenir plus professionnelle et à se mettre au service de l'État.

[478] *Actes du colloque international de Tours*, 17-20 novembre 1980, Paris, 1982, p. 79

# Chapitre 8 Le Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique, bras « séculier » de l'antenne messine de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (1978-1983)

## I. Repenser l'archéologie messine : les objectifs du G.U.M.R.A.

### *A. Les moyens mis en œuvre*

Les fouilles de sauvetage urgent menées par le G.U.M.R.A. se font avec peu de moyens, surtout avant 1980.

Le fonctionnement de l'association est assuré par des subventions octroyées par la Ville de Metz, par le Département de la Moselle, mais aussi grâce aux dons et par le produit des conférences de C. Lefebvre faites à la demande des sections locales du Rotary Club ou du Lion's Club, ou encore à l'occasion de l'année du Patrimoine. En 1980, le G.U.M.R.A. obtient le premier prix du concours régional, portant sur la protection et la sauvegarde du patrimoine, organisé par la D.R.A.C. de Lorraine, le quotidien *Le Républicain Lorrain* et FR3.

Grâce à ces financements, l'association acquiert deux véhicules (dont un minibus), des appareils de relevé (théodolite, niveaux de chantier, appareil-photo de qualité…) et un matériel de fouille complet comprenant un groupe électrogène et un aspirateur industriel. Mieux équipé que le service technique de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, le G.U.M.R.A. réalise, entre 1978 et la fin des années 1980, une vingtaine de fouilles de sauvetage urgent et plusieurs surveillances de travaux à Metz ou dans le département de la Moselle ainsi que trois fouilles de sauvetage programmé (parmi les tout premiers effectués en Lorraine : le bassin de l'aqueduc antique à Ars-sur-Moselle et le petit amphithéâtre romain à Metz en 1982, l'Arsenal Ney en 1983). Il participe aux deux fouilles programmées que dirige

C. Lefebvre : la nécropole médiévale de Châtel-Saint-Germain près de Metz et les *oppida* du plateau de Jastres (Ardèche).

L'association dispose de plusieurs salles de réunion et de travail dans les locaux de l'antenne messine de la Direction des Antiquités Historiques installée au quatrième étage de la D.R.A.C. à Metz. Le produit des fouilles est déposé dans un sous-sol du lycée Robert-Schuman, avant d'être transféré dans un garage mis à disposition par la Municipalité de Metz. Lorsque la Direction des Antiquités s'installera à Metz à la fin de l'année 1983 dans les locaux de l'antenne messine – qui, de ce fait, cesse d'exister –, le G.U.M.R.A. continuera à occuper quelques salles de la D.R.A.C. avec l'accord des nouveaux Directeurs des Antiquités Historiques. Mais les travaux d'aménagement et d'agrandissement des deux derniers niveaux, que le développement des nouveaux services archéologiques, dotés d'un personnel à plein-temps, a rendu nécessaires, marquent un tournant. Les réunions du G.U.M.R.A. auront lieu désormais dans un appartement loué par la D.R.A.C. et mis à la disposition de l'association au 34, rue du Grand-Wad. Cette solution ne pouvait être qu'une situation provisoire. En 1987, son siège est à nouveau fixé dans les locaux de la D.R.A.C., dans un sous-sol aménagé, comportant une salle de réunion et de travail jouxtant un local technique équipé de paillasses pour le traitement du mobilier issu des fouilles.

### *B. Les conditions de fouilles*

Intervenant après, ou au mieux pendant les travaux des engins de chantier, le terrain est déjà creusé et les niveaux archéologiques fortement perturbés. Les archéologues du G.U.M.R.A. utilisent alors les coupes stratigraphiques engendrées par les pelles mécaniques des aménageurs. Ne pouvant pas être les premiers sur les chantiers, les archéologues sont obligés de travailler en s'accommandant des engins des entrepreneurs. Pour ne perdre aucune information archéologique, ils travaillent également sur leur temps libre les soirs et les week-

ends. Au final, malgré tous ces efforts, il s'agit plus ici de surveillance de travaux que de fouille, au sens actuel du terme.

Les conditions de sécurité sont loin d'être optimales. Il arrive que les archéologues du G.U.M.R.A. doivent travailler dans des trous de plusieurs mètres de profondeur, sans qu'il n'y ait le moindre blindage pour sécuriser les parois. Le sondage de 5 mètres de profondeur réalisé lors de l'opération concernant l'église Saint-Livier au Pontiffroy (Metz) en 1978 en est la meilleure illustration (fig. 142). À cette époque, les fouilleurs ne portaient jamais de chaussures de sécurité et rarement des casques de chantier. Malgré ces conditions difficiles, les bénévoles s'organisent au mieux pour veiller sur les travaux en cours. Un planning est même mis en place pour intervenir en quelques heures, dès l'ouverture d'un chantier.

Au début des années 1980, le patrimoine archéologique médiéval, notamment du bâti, intéresse de plus en plus les archéologues. À Metz, les membres du G.U.M.R.A. sont parmi les premiers à pratiquer l'archéologie du bâti, par exemple rue du Pont-Sailly, dans une ancienne maison protestante du XVI$^{e}$ siècle (fig. 143), où des peintures murales représentant des scènes bibliques sont mises au jour après enlèvement des crépis qui les recouvraient (fig. 144). Dans la rue Dupont-des-Loges, ce sont des caves voûtées de la fin du Moyen Age qui feront l'objet d'un relevé. L'association s'équipe du matériel nécessaire (casques, marteaux, burins…). Les éléments du bâti ne sont pas toujours relevés, faute de temps. Des croquis sont effectués afin de pouvoir remettre en contexte les vestiges sur le cadastre. Toutefois, les peintures murales de la rue du Pont-Sailly sont déposées au Musée de Metz, à l'initiative de son Conservateur, G. Collot, et exposées.

Les archéologues attachent une importance particulière à l'étude du matériel mis au jour. Pour cela, ils mettent en pratique de nouvelles techniques d'analyse permettant d'affiner la chronologie et d'améliorer la conservation des objets.

### *C. L'emploi de nouvelles méthodes d'analyse des données*

Les analyses en laboratoire sont encore loin d'être répandues et les études un peu plus poussées, qui requièrent d'autres compétences que celles des archéologues, sont confiées à

des spécialistes d'autres disciplines. Des datations au carbone 14 sont par exemple entreprises lors de la fouille de l'église Saint-Livier. Si ces méthodes se mettent progressivement en place, elles sont encore peu répandues, car trop onéreuses.

Mais l'archéologie se rapproche progressivement d'autres sciences, notamment pour dater le matériel et, de ce fait, dater les couches archéologiques. En ce qui concerne la céramique, les tessons sont, dans certains cas, étudiés et datés par Marcel Lutz, Maître de Recherche honoraire au C.N.R.S. et chargé de cours de céramologie à l'Université de Metz, notamment les objets issus des fouilles de la rue Dupont-des-Loges et de l'église Saint-Livier. Les premières datations par dendrochronologie sont effectuées sur les bois découverts sur les Hauts-de-Sainte-Croix. Après les fouilles de l'église Saint-Livier en 1979, le doyen de la Faculté de médecine de Nancy est sollicité pour effectuer une étude anthropologique du corps contenu dans un sarcophage en plomb (fig. 145).

On procède également à la restauration des objets issus des fouilles, comme ceux en métal et les enduits peints. En effet, des quantités non négligeables de peintures murales ont été trouvées lors de la fouille de la rue Dupont-des-Loges en 1977. Il est donc nécessaire de les restaurer afin de les conserver. Cette tâche est confiée à Dominique Heckenbenner qui prépare alors une thèse de Doctorat sur ce sujet, soutenue en 1983. Entre 1981 et 1984, des stages, sous la direction de cette dernière, sont alors organisés au Musée de Sarrebourg pour les membres du G.U.M.R.A et des restaurations seront réalisées dans les locaux de l'antenne messine.

Dans la même optique, les membres de l'association confient au L.A.M. (Laboratoire Archéologique des Métaux) de Jarville, près de Nancy, la restauration des objets en métal. Des liens avec le Laboratoire d'Archéologie Médiévale de l'Est de la France (LamEst, Université de Nancy 2) se nouent également.

Les restaurations les plus simples, comme celle d'un sarcophage en pierre issu de la fouille de l'église Saint-Livier, sont assurées par les membres du G.U.M.R.A. Ces derniers sont également formés au dessin de mobilier archéologique, tels la céramique ou les objets métalliques en utilisant des normes modernes, ainsi qu'aux méthodes photographiques spécifiques à la discipline. L'équipe s'occupe aussi du lavage, du marquage et du remontage du mobilier. Les rapports de fouilles ainsi que les publications sont également préparés par les

bénévoles. Toutefois, afin de remplir ces tâches, il est nécessaire de former les archéologues bénévoles aux nouvelles méthodes de l'archéologie.

## II. Une nécessité : la formation des archéologues bénévoles

Pour mener à bien leur travail de sauvetage à Metz, il est nécessaire que les membres du G.U.M.R.A. soient rodés aux méthodes de fouilles. Depuis sa création en 1970, l'Université de Metz n'a jamais prodigué de formation archéologique et ne propose qu'une seule filière historique. Les seuls cours dispensés à proximité le sont par les universités de Nancy 2 et de Strasbourg. Pour remédier à cette lacune, les fouilleurs du G.U.M.R.A. se forment par leurs propres moyens, sur le plan théorique comme sur le plan pratique.

Dans cette optique, de nombreux stages de fouilles sont organisés, que ce soit à Metz, dans la région proche, voire ailleurs en France. Entre 1979 et 1987, plusieurs sites archéologiques accueillent durant la période estivale les bénévoles du G.U.M.R.A. Parmi les plus importants, il faut citer, d'une part, le chantier gallo-romain de Ruscino, sur la commune de Château-Roussillon, près de Perpignan (Pyrénées-Orientales). Des fouilleurs sont accueillis entre 1979 et 1986 par Guy Barruol, chercheur au C.N.R.S. et Directeur des Antiquités Historiques du Languedoc-Roussillon, en charge du site. De même, pendant cette période, des stages sont organisés par C. Lefebvre sur le chantier protohistorique et gallo-romain de l'*oppidum* de Jastres-nord, qu'il dirige en Ardèche. À cela s'ajoutent divers chantiers où les membres se forment ponctuellement : le site néolithique d'Argelliers (Hérault), la grotte de Lazaret près de Nice (1980), le site de Saint-Romain-en-Gal (Rhône), de Salernes, dans le Var (1982), l'*oppidum* des Caisses de Jean-Jean à Mouriès dans le Vaucluse (1982), ou encore l'agglomération médiévale de Brandes, en Savoie (1986-1987). Ils sont alors confrontés à une grande diversité chronologique et de structures, et travaillent aussi bien avec des fouilleurs bénévoles que des équipes du C.N.R.S., universitaires ou de services municipaux.

À proximité de Metz, la principale fouille programmée à les accueillir est celle du site de Châtel-Saint-Germain, avec la mise au jour du prieuré et de la nécropole médiévale. Entre 1980 et 1991, douze campagnes de fouille sont dirigées par C. Lefebvre.

Bien entendu cette formation a pour but de fournir des fouilleurs qualifiés aux chantiers messins. Les fouilles de sauvetage programmé, dirigées par des responsables du G.U.M.R.A., comme celles du Petit amphithéâtre en 1982, de l'Arsenal Ney, entre 1983 et 1986, ou celles des Hauts-de-Sainte-Croix, entre 1983 et 1987, accueillent donc de nombreux fouilleurs bénévoles dont le noyau est constitué par les membres du G.U.M.R.A.

C'est donc naturellement dans les locaux de l'antenne messine que se concentrent de nombreuses réunions de travail pour former les membres du G.U.M.R.A. aux techniques d'après-fouille, avec des séances de lavage de mobilier, marquage, dessin archéologique, remontage de la céramique, etc. Sous la responsabilité de C. Lefebvre, ces réunions ont lieu, dans un premier temps, dans les locaux de l'antenne messine de la Direction des Antiquités Historiques à la Direction Régionale des Affaires Culturelles toutes les semaines, avant de devenir bihebdomadaires à partir de 1984 et de se tenir les mardis soirs et les samedis dans les nouveaux locaux de l'association, au 34 de la rue du Grand-Wad. À partir d'avril 1987, elles se tiennent à nouveau dans les sous-sols de la D.R.A.C., à raison d'une réunion au moins par semaine.

Bien entendu, cette formation pratique est accompagnée d'une formation plus théorique, permise notamment par la participation à des colloques ou à des congrès et par des conférences afin de compléter les connaissances des archéologues bénévoles : ainsi plusieurs acteurs de l'archéologie régionale viennent faire des exposés en rapport avec des sujets locaux, notamment entre 1979 et 1982. L. Olivier évoque les *tumuli* menacés par les travaux agricoles de la région de Bayon ; J.-P. Bertaux, ingénieur des fouilles à la Direction des Antiquités Historiques propose une conférence sur les canalisations antiques de Grand, Jacques Guillaume sur les nécropoles mérovingiennes de la région, D. Heckenbenner sur les peintures murales de la villa gallo-romaine de Saint-Ulrich, ou encore Pierre-Édouard Wagner sur l'histoire de la ville de Metz.

De nombreux acteurs de l'archéologie régionale viennent faire des exposés en rapport avec des sujets locaux, notamment entre 1979 et 1982. J.-P. Bertaux, alors ingénieur des fouilles à la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine propose une conférence portant

sur les canalisations antiques de Grand ; Jacques Guillaume sur les nécropoles mérovingiennes de la région, D. Heckenbenner sur les peintures murales de la villa gallo-romaine de Saint-Ulrich, ou encore Pierre-Édouard Wagner sur l'histoire de la ville de Metz.

Certains bénévoles assistent également aux cours d'Antiquités nationales mis en place par Y. Burnand à l'Université de Nancy 2 ou à ceux que propose Marcel Lutz, à l'Université de Metz, sur la céramologie, suivis de visites aux musées de Sarreguemines et de Sarrebourg.

Dans l'objectif de se tenir informé des dernières découvertes archéologiques en France, les responsables du G.U.M.R.A. assistent également à de nombreux colloques et congrès se tenant dans l'Hexagone, et plus particulièrement ceux de la S.F.E.C.A.G. (Société Française d'Étude de la Céramique Antique en Gaule). Ainsi, en 1981, trois de ses membres assistent à celui qui se tient à Vichy, et l'année suivante, à Metz. Deux années plus tard, deux communications sont proposées à celui de Fréjus par des membres de l'association messine. Enfin, en 1985 à Reims, Dominique Heckenbenner et P. Brunella font un exposé portant sur « la céramique dite gallo-belge à Metz et à Eincheville-le-Tenig[479] ». Plusieurs de ses membres assistent aux colloques portant sur les peintures murales. Le premier se tient à Sarrebourg en 1981 et le second à Paris en 1985.

Fortement impliqué dans la recherche archéologique locale, le G.U.M.R.A. entretient des rapports étroits avec la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine et son responsable a publié quatre articles dans les *Cahiers Lorrains* entre 1980 et 1985. Ses membres participent régulièrement aux Journées d'études de cette société savante.

Mais le rôle principal du G.U.M.R.A. demeure les fouilles de sauvetage à Metz dans le but d'anticiper les destructions de vestiges archéologiques. Pour pouvoir intervenir avant les travaux, il est donc nécessaire d'entretenir des relations étroites avec les aménageurs afin de pouvoir négocier avec eux.

[479] BRUNELLA Philippe, COISPINE Jean-Marie, HECKENBENNER Dominique, WATON Marie-Dominique, La céramique dite gallo-belge à Eincheville-le-Tenig et à Metz. *S. F.E.C.A.G.*, Actes du Congrès de Reims, 1985, p. 15-20.

## III. Vers une archéologie urbaine : le tournant de l'année 1980

Au retour du colloque de Tours C. Lefebvre a bien conscience qu'une simple politique de sauvetage urgent n'est qu'un palliatif et que la solution consiste dans la mise en place d'une véritable archéologie urbaine. Mais que peut faire une association de bénévoles face aux promoteurs qui, même s'ils ne sont pas indifférents à l'histoire de leur ville, se retranchent derrière les enjeux économiques ? Le soutien ne peut venir de la Municipalité qui considère, à demi-mot, que les archéologues sont des gêneurs, le conflit du quartier Saint-Jacques qui se dénoue brutalement en 1974 est encore dans toutes les mémoires : la ville doit aller de l'avant. Le soutien ne peut venir non plus de la Direction régionale des Antiquités historiques de lorraine qui ne dispose que d'un seul professionnel à plein temps pour quatre départements. Le Directeur indemnitaire, Y. Burnand, est un spécialiste d'épigraphie latine : s'il a le souci d'un service bien géré, il n'est pas enclin, sur un terrain qui lui est étranger, à livrer des batailles qu'il ne peut gagner. La solution est évidemment d'ordre politique puisqu'il faudrait un accroissement considérable du personnel scientifique et administratif en poste dans chaque Direction régionale et des dispositions juridiques mieux adaptées à la situation. Qu'attendre des élections présidentielles prévues pour l'année suivante[480] ?

Le responsable de l'antenne messine tente de mettre en place une esquisse de politique d'archéologie urbaine à Metz : l'Architecte des Bâtiments de France, Nadia Devinoy, personne dotée d'une grande volonté, transmet à C. Lefebvre pour avis les demandes de permis de construire qui passent par son service : les autorisations pour les zones sensibles ne sont accordées qu'assorties d'une réserve en application de l'article R 111-3-2 du code de l'urbanisme dont le champ d'action s'étend aux vestiges archéologiques. Une carte du sous-sol archéologique étant un outil indispensable, les « carottages » réalisés par les entreprises qui effectuent des sondages géophysiques lors des opérations immobilières et des travaux d'urbanisme sont analysés et répertoriés par le G.U.M.R.A. En 1982 et 1983, l'antenne et

[480] Témoignage de C. Lefebvre.

l'association effectuent, avec l'appui de la Direction des Antiquités, les premiers « sauvetages programmés » qui sont les prémices de l'archéologie urbaine[481].

Des accords sont conclus, en amont des travaux, avec les aménageurs, comme le Crédit Immobilier, pour qu'ils participent financièrement à la fouille que leur projet de construction a rendu indispensable. Ces premières conventions annoncent un système qui se développera, à partir de 1984, dans un tout autre contexte administratif, mais elles ne concernent que de petites opérations. La politique mise en place ne pouvait ainsi se faire, dans le cadre du bénévolat, qu'à une échelle réduite.

Dans cette période charnière qui va de 1980 à 1983, la fouille de sauvetage la plus significative demeure celle du petit amphithéâtre gallo-romain, menée par P. Brunella. À partir de 1981, l'antenne archéologique est informée qu'un projet immobilier est engagé par la société privée Logi-Est sur l'îlot situé entre la rue de la Paix et la rue Sainte-Marie, juste au-dessus des fondations de l'ancien petit amphithéâtre gallo-romain et de l'abbaye moderne de Sainte-Marie. Un dossier de demande d'autorisation pour une opération de sauvetage programmé est rapidement constitué auprès du Ministère de la Culture en 1982. Les travaux entamés dans les caves et les jardins ont pour but de préciser les relevés effectués par les Allemands durant la première Annexion, en 1903. Suite aux travaux réalisés par l'association, il apparaît évident alors qu'il ne s'agit pas des vestiges d'un théâtre, comme l'affirme René Jolin[482], mais d'une structure ovalaire inscrite dans un rectangle, comme l'avait déjà dessiné le major Schramm en 1902[483]. Ainsi, bien que la fonction de l'édifice ne soit pas clairement définie, il apparaît évident que le site mérite d'être protégé et mis en valeur compte tenu du bon état de conservation des parties inférieures de l'édifice.

Les premières heures de vacation payées par l'A.F.A.N. pour l'archéologie sont utilisées pour la première fois à l'occasion de ce chantier. Suite aux travaux réalisés par P. Brunella en 1982, les responsables du G.U.M.R.A. entament des négociations avec Logi-Est, un aménageur privé et non public, dans l'optique d'une intégration des vestiges antiques dans le nouvel immeuble. Ce projet aboutit et constitue un bel exemple de ce type.

[481] On citera les fouilles du Petit amphithéâtre romain, du bassin de régulation de l'aqueduc de Metz à Ars-sur-Moselle et de l'Arsenal ney
[482] JOLIN René, Un théâtre romain à Metz. *C.L.*, 1979, p. 33-36.
[483] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, pl. 2.

Mais l'annonce de grandes opérations d'urbanisme à moyen terme, hors de portée au niveau logistique pour une association locale, quels que soient les moyens dont elle dispose, ne peut qu'obscurcir à nouveau le ciel de l'archéologie sans qu'une solution puisse être envisagée. Les archéologues messins en sont conscients. Le scandale du chantier des Hauts-de-Sainte-Croix en 1983 marquera l'apogée et les limites de cette politique d'archéologie bénévole.

## IV. Une réflexion sur Metz antique

Parallèlement aux activités de terrain du G.U.M.R.A., une réflexion théorique sur Metz antique est conduite dans les locaux de l'antenne. P.-É. Wagner, alors Conservateur-adjoint de G. Collot aux Musées de Metz, apporte à l'équipe sa profonde connaissance des textes historiques portant sur la ville et des dossiers documentaires. En utilisant les méthodes de la critique historique, tous les écrits, dessins et plans concernant *Divodurum* sont passés en revue. Les erreurs, les partis pris, les hypothèses reprises et transformées en affirmations sont confrontées aux réalités archéologiques dûment attestées. Un nouveau plan de Metz antique (fig. 146) est proposé qui se rapproche plus de la page blanche que des représentations rêvées et proposées dans les années 1970 par Jean Thiriot[484] (fig. 147) et René Jolin[485] (fig. 148).

Le résultat de cette réflexion est présenté par C. Lefebvre sous la forme d'une communication au Colloque international portant sur « Les villes de la Gaule Belgique au Haut-Empire » qui se tient à l'abbaye de Saint-Riquier (Somme) en octobre 1982. Les actes de ce colloque paraissent ultérieurement, en 1984[486]. L'auteur propose une véritable réflexion sur la topographie urbaine de Metz antique en confrontant les hypothèses anciennes aux découvertes archéologiques récentes. Ainsi, concernant l'*oppidum* celtique, qui n'a pas encore

[484] THIRIOT Jean. *Portes, tours et murailles de la cité de Metz*. Metz : Est-Imprimerie, 1970, p. 12.
[485] JOLIN René, Vestiges romains entre la rue des Clercs et Nexirue à Metz. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVII, 1977, p. 17-25.
[486] LEFEBVRE Claude, WAGNER Pierre-Édouard, Metz antique. Remarques sur la connaissance de l'organisation spatiale. *Les villes de la Gaule Belgique du Haut Empire,* Actes du colloque de Saint-Riquier, 22-24 octobre 1982, Revue archéologique de Picardie, 1984, n ° 3-4, p. 149-169.

été mis en évidence, C. Lefebvre y voit plutôt « un site qui peut être défendu qu'un site défensif », balayant les idées reçues d'un important *oppidum* faisant office de chef-lieu de la cité des Médiomatriques. Il propose, peu de temps après, dans l'*Histoire de Metz* (Privat) le site du mont Saint-Quentin qui domine Metz, mais que les travaux militaires ont bouleversé depuis le XIX^e^ siècle. Les recherches récentes tendent à lui donner raison sur le premier point, puisque les derniers travaux de Stephan Fichtl montrent que la fonction de chef-lieu des Médiomatriques aurait plutôt été assurée par l'*oppidum* du Fossé des Pandours, près du col de Saverne[487].

La question de l'essor de la ville entre la fin de la période de la Tène et le début de la période augustéenne est posée, sans pouvoir y apporter une réponse. Chaque hypothèse émise depuis un siècle de recherche archéologique est soumise à une analyse et à une critique constructive. Lorsque les preuves archéologiques ou archivistiques n'existent pas, les auteurs préfèrent poser des questions pertinentes plutôt que d'établir des extrapolations sans fondements : le plan des rues antiques est-il véritablement orthonormé ? Quelle est la véritable fonction de certains bâtiments antiques connus ? Quel est le tracé exact de l'enceinte de l'Antiquité tardive ? Quoi qu'il en soit, ce travail est le premier travail de réflexion sur la topographie de Metz antique et certaines questions posées par les auteurs restent toujours en suspens actuellement.

P. Brunella et C. Lefebvre, poursuivant dans la même optique, établissent pour la première fois un plan non figé de la ville antique publié dans l'*Histoire de Metz* paru en 1986[488]. Cette carte est divisée en trois volets : « La ville au premier siècle », « La ville au second et troisième siècles » et « L'enceinte du Bas-Empire » (fig. 149). Elle présente également les vestiges archéologiques véritablement attestés, prenant ainsi le contre-pied des plans proposés par René Jolin et Jean Thiriot, qui tentaient d'appliquer le modèle romain à la ville antique de *Divodurum*. Il reste que cette synthèse sur l'histoire de Metz et sur les périodes anciennes en particulier s'inscrit dans une tendance assez répandue dans les années 1980 : Michel Mangard, Directeur des Antiquités Historiques de Haute-Normandie, publie

[487] FICHTL Stephan, Metz à la Protohistoire. *Metz 57/2*, éd. par FLOTTE Pascal, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-Lettre, 2005, p. 59-62. (Carte archéologique de la Gaule) ; FICHTL Stephan, PIERREVELCIN Gilles, Nouveaux éléments pour une chronologie de l'oppidum du fossé des Pandours au col de Saverne (Bas-Rhin). *Archaelogia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 417-438.
[488] LE MOIGNE François Yves (dir.). *Histoire de Metz*. Toulouse : Privat, 1986, 448 p.

celle sur Rouen en 1979[489], Jacques Corrocher celle de Vichy antique en 1981[490], Didier Bayard et Jean-Luc Massy celle sur Amiens antique en 1983[491] et Jean-Pierre Martin celle sur Reims antique la même année[492]…

## V. L'intérêt suscité par le G.U.M.R.A.

Au début des années 1980, le G.U.M.R.A. compte plusieurs dizaines d'adhérents, dont une vingtaine très actifs. L'association réussit à intéresser un certain nombre de personnes du monde de la Culture à Metz. Elle est soutenue par le Directeur des Antiquités historiques puisqu'elle contribue au fonctionnement de l'antenne qu'il a créée à Metz. Elle est également soutenue par le Directeur des Affaires Culturelles qui l'accueille dans ses locaux, car il a bien compris que l'antenne ne serait qu'un cadre vide sans l'association. Les anciens responsables de cette dernière racontent que l'un des Directeurs, M. Marais, dont le logement était proche des salles de l'antenne, venait de temps à autre, tard le soir, causer avec les archéologues tout en les félicitant pour leur passion.

Un des soutiens les plus importants demeure pendant toute sa période d'activité Nadia Devinoy, alors Architecte des Bâtiments de France. Elle transmet au responsable de l'antenne les permis de construire afin que ce dernier puisse intervenir en amont en utilisant les prescriptions définies par l'article R111-3-2 du Code de l'Urbanisme. Elle devient donc naturellement membre de droit de l'association en 1980.

Des liens réguliers sont également entretenus avec la Municipalité. Il faut bien sûr justifier les subventions accordées[493]. Il y a également une autre raison : les principaux projets d'urbanisme sont ceux de la Ville de Metz qui est, de ce fait, un des principaux aménageurs avec qui les archéologues doivent négocier. C'est ainsi que dès 1980, des rapports étroits sont

[489] MOLLAT du JOURDIN Michel (dir.). *Histoire de Rouen*. Toulouse : Privat, 1979, 444 p.
[490] CORROCHER Jacques. *Vichy antique*. Clermont-Ferrand : Institut d'études du Massif central, 1981, 426 p.
[491] BAYARD Didier et MASSY Jean-Luc. *Amiens romain : Samarobriva Ambianorum*. Amiens : Revue archéologique de Picardie, 1983, 374 p.
[492] DESPORTES Pierre (dir.). *Histoire de Reims*. Toulouse : Privat, 1983, 444 p.
[493] Cf. l'exposition « Metz 300 ans d'archéologie » installée dans le hall de l'Hôtel de Ville en 1983.

entretenus avec Mme Avignon, chargée des Affaires Culturelles, pour lui présenter l'association et évoquer, entre autres, une éventuelle intervention archéologique préventive à l'Arsenal, là où sera construit plus tard un nouvel auditorium.

Quelques acteurs de la vie culturelle locale, par ailleurs membres de droit du G.U.M.R.A., s'intéressent aux actions menées par l'association, comme François-Yves Le Moigne, Professeur d'Histoire moderne à l'Université de Metz et Président de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, ainsi que G. Collot, Conservateur des Musées de Metz. Des objets issus des fouilles sont déposés dans les réserves du Musée ou exposés dans les salles.

Les liens avec l'Université sont également importants pour le G.U.M.R.A. Outre celles nouées avec François-Yves Le Moigne, ce sont des relations réciproques qui s'établissent peu à peu. À la rentrée universitaire 1984, C. Lefebvre devient chargé de cours d'archéologie en 2$^{e}$ et 3$^{e}$ année à la Faculté de Lettres (avant que le cours soit limité à la seule 2$^{e}$ année) et il le restera jusqu'en 2004. Ses cours portent sur les objectifs, les méthodes et les moyens de l'archéologie et ils sont systématiquement illustrés par des diapositives, des vidéogrammes et des documents de fouilles. Des visites de sites protohistoriques, gallo-romains et médiévaux sont également organisées à Châtel-Saint-Germain, à Prény, au Camp d'Affrique près de Nancy et à Grand.

L'intérêt suscité par l'association ne touche pas seulement les acteurs locaux de la Culture, mais également le grand public. Jusque-là, ce dernier ne se préoccupait que très peu de l'archéologie, qui était uniquement accessible au milieu universitaire et patrimonial, sauf lorsqu'un scandale éclatait comme en 1974. Une des principales forces du G.U.M.R.A. va être de sensibiliser les Messins à leur passé par divers moyens, dont l'organisation de journées portes-ouvertes ou d'expositions. Par ces actions, l'association touche un large éventail de publics. Ainsi, des manifestations sont organisées en milieu scolaire et universitaire. Une exposition permanente et une journée porte-ouverte sont mises en place au lycée Robert-Schuman en mai 1979, tandis qu'une exposition archéologique pour promouvoir son action est montée dans les locaux du collège de Metz-Magny à l'automne 1985. Des visites des chantiers de l'Arsenal et de la rue Marchant sont organisées pour les étudiants en archéologie et en histoire de l'art des universités de Nancy 2, Strasbourg, Besançon ou encore Kiel en 1985 et 1986. Le G.U.M.R.A. vise également un plus large public afin de le sensibiliser à ses

travaux archéologiques, et, plus largement, au passé de la ville de Metz. À l'automne 1983, pendant trois mois, l'association présente une exposition photographique dans le vestibule de l'Hôtel de Ville, consacrée à l'histoire de l'archéologie messine depuis XVI$^{e}$ siècle et au bilan du G.U.M.R.A. De plus, quasiment toutes les fouilles dirigées par un membre de l'association font l'objet d'une exposition, la plupart du temps à l'endroit même où les fouilles ont été réalisées. Ainsi, en septembre 1985, les premiers résultats du chantier des Hauts-de-Sainte-Croix sont présentés aux résidences Sainte-Croix et à la cité administrative[494]. Quelques années plus tard, avec le concours de la Direction des Antiquités Historiques, les journées portes-ouvertes organisées le 27 juillet 1986 sur le chantier de l'Arsenal Ney attirent plus de 2000 visiteurs[495]. En règle générale, ce genre de manifestation se fait avec le concours des services municipaux qui procèdent au balisage du chantier et au prêt de barrières métalliques.

Toutefois, le succès de ces manifestations serait moindre sans le relais de la presse et l'utilisation des médias. Près d'une trentaine d'articles de presse, notamment concernant les chantiers des Hauts-de-Sainte-Croix et de l'Arsenal Ney, paraissent dans le quotidien *Le Républicain Lorrain* entre 1979 et 1987, permettant à la fois de faire découvrir le passé archéologique et historique de Metz, mais également d'informer le grand public de l'organisation de visites de chantier. L'association utilise également des médias, plus « modernes », en intervenant sur des radios locales comme Radio Nord-est et Radio-Jéricho, ainsi que nationales, à l'instar d'Europe no 1, afin de relayer la grève des fouilleurs des Hauts-de-Sainte-Croix, sans oublier la télévision, qui lui permet, grâce à la chaîne FR3, de présenter ses fouilles de l'Arsenal Ney.

Toutes ces actions, qu'elles soient d'ordre scientifique ou médiatique, sont récompensées. Ainsi, dès 1980, le G.U.M.R.A. reçoit le premier prix du concours régional du Patrimoine organisé par le Ministère de la Culture, le *Républicain Lorrain* et FR3, à l'Abbaye des Prémontrés de Pont-à-Mousson en présence de Mme Puhl-Demange et de M. Pattyn, Directeur du Patrimoine, à l'occasion de l'année du Patrimoine. La même année, l'association est agréée par arrêté ministériel comme association d'Éducation populaire. En 1988, le petit ouvrage *Metz, cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987*, reçoit le prix d'histoire

[494] Article du *Républicain Lorrain*, 29 septembre 1985.
[495] Article du *Républicain Lorrain*, 23 juillet 1986 ; article de l'*Est Républicain*, 27 juillet 1986.

de l'Académie nationale de Metz pour son apport important à la connaissance de la topographie et de l'habitat antique.

L'œuvre du G.U.M.R.A. à Metz, minorée jusqu'à ce jour, se révèle donc importante. Les bilans d'activité annuels révèlent un travail considérable. L'association a créé les prémices de l'archéologie urbaine à Metz, comme le rappelait récemment le Maire, M. Dominique Gros[496]. Elle a mis en place les premiers accords entre l'État et les aménageurs. Toutefois, l'aspect bénévole de l'association était contradictoire avec les objectifs qu'elle s'était fixés. L'avis sur les permis de construire ne tenait que grâce à l'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France, N. Devinoy, et les archéologues n'étaient pas à l'abri que l'un d'entre eux échappe à leur vigilance, comme cela sera le cas pour celui des résidences des Hauts-de-Sainte-Croix.

[496] Propos tenus par Monsieur le Maire de Metz, lors de l'inauguration de l'exposition du Pôle d'archéologie préventive de Metz Métropole « En quête du passé. Archéologie préventive à Metz Métropole » au Musée de La Cour d'Or le 3 octobre 2012

# Chapitre 9 Le passage de relais entre l'archéologie bénévole et la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (1983-1984)

## I. Le chantier des Hauts-de-Sainte-Croix : les limites de l'archéologie bénévole

Informé dès 1980 d'un projet de construction de parkings souterrains et d'immeubles sur les Hauts-de-Sainte-Croix, C. Lefebvre prévient le Directeur des Antiquités Historiques, Y. Burnand, qui reste sans réaction. Malheureusement, le permis de construire est signé en 1982 sans que la contrainte archéologique soit signalée. En effet, un jeune Architecte des Bâtiments de France (A.B.F.) stagiaire accorde le permis pour un secteur-clé, c'est-à-dire le quartier à l'origine de la ville, sans transmettre la demande au responsable de l'antenne messine comme le faisait depuis 1980 N. Devinoy, l'A.B.F. en titre. Ce permis de construire, accordé sans réserve, porte sur trois grands immeubles et deux niveaux de parking souterrain qui doivent succéder au parking aérien, occupant le site depuis vingt-cinq ans, en arrière de la cité administrative. L'affaire n'est connue qu'à la fin de l'hiver 1983.

Alerté par le responsable de l'antenne, Y. Burnand prévient le Directeur Général d'Uniblor-Sicoblor en mai 1983 de la présence de vestiges archéologiques et de la nécessité de faire intervenir les archéologues le plus rapidement possible[497]. Le G.U.M.R.A. mobilise les personnes disponibles à cette date et les travaux de surveillance puis de sauvetage commencent le 10 juin 1983, sous la direction de C. Lefebvre, pour une durée de trois mois. Au départ, les conditions de concertation avec les aménageurs sont bonnes, suite à un compromis établi dès le 4 mai. Les fouilles consistent essentiellement en la rectification de l'ensemble des coupes stratigraphiques entamées par les engins de chantier et la réalisation de grands sondages.

[497] S.R.A. Lorraine, Lettre d'Yves Burnand au Directeur Général de la société SICOBLOR du 3 mai 1983 (n° 515).

Cependant, devant l'ampleur des découvertes (3000 m² d'un quartier protohistorique et gallo-romain intact sur 2 à 4 m de stratigraphie, ainsi qu'une nécropole protohistorique du milieu du III^e siècle au milieu du II^e siècle avant J.-C.), les délais imposés aux archéologues deviennent difficiles à tenir, bien que deux nouveaux compromis aient été négociés par ces derniers les 17 et 20 juin. Les fouilleurs ne veulent pas prendre la responsabilité de laisser détruire ce site unique, tant par son étendue que par son épaisseur, où la présence d'une architecture de terre et de bois, sujet encore mal connu en France à cette époque, est signalée. Les conditions de fouilles se dégradant encore du fait qu'une entreprise de terrassement ne respecte pas les accords conclus, un constat de police est même dressé. L'intervention de l'État devient nécessaire. Un inspecteur général de l'Archéologie, Yves de Kisch est chargé d'étudier le dossier : il visite le site 4 juillet 1983 et confirme l'importance exceptionnelle du gisement. Au cours de cette journée, un compromis est passé entre le promoteur et les responsables du chantier archéologique, en présence des Directeurs des Antiquités, ainsi que des représentants de la Préfecture et de la Municipalité.

Ce compromis prévoit le gel des travaux dans un secteur bien défini ainsi que la mise en place d'un calendrier des travaux de fouilles d'urgence dans les autres secteurs. Malgré ces mesures, des difficultés subsistent sur le terrain, les fouilleurs devant intervenir à plusieurs reprises devant les engins de chantier pour éviter la destruction immédiate de vestiges importants. Les engins rasent malgré tout plusieurs structures archéologiques. Les fouilleurs refusent de cautionner ces destructions. Celle, partielle, de la nécropole protohistorique marque l'apogée du conflit. Les plus déterminés des fouilleurs bénévoles – des préhistoriens venus épauler les effectifs du G.U.M.R.A. - bloquent les pelleteuses en se jetant dans les godets et vont jusqu'à pendre, à l'extrémité de la flèche de la grue la plus haute, un mannequin avec la pancarte « C'est l'histoire qu'on assassine » (fig. 150). Paradoxe pour des bénévoles, ils décident d'une « grève » d'une semaine à compter du 11 juillet 1983, ce qui entraîne l'arrêt des terrassements puisque les pelleteurs ne sont plus guidés.

Cette affaire suscite, par le biais des médias, l'intérêt des Messins qui se déplacent en masse sur le site pour le découvrir et recevoir les explications des fouilleurs. Le 21 juillet, une réunion se déroule à la Préfecture avec Y. de Kisch, de retour à Metz. Elle aboutit à l'établissement d'un nouveau calendrier - qui sera respecté - et à la définition d'un secteur de fouille protégé par une dalle de béton construite sur des piliers. La convention signée entre

l'État et l'aménageur prévoit que les travaux dureront quatre années. Cependant, la surface à fouiller a été réduite à 300 m² uniquement (soit 1/10e du site initial) et sur une épaisseur de seulement 1,50 à 2,50 m.

Il est à noter que la Municipalité a fait, lors de ces événements, une nouvelle fois la sourde oreille. Alors que C. Lefebvre expose en juillet 1983 l'intérêt primordial de la fouille à J.-M. Rausch, Maire de Metz, celui-ci répond, face à l'imposante stratigraphie de 4 mètres d'épaisseur représentant 500 ans de l'histoire de la ville : « Je ne sais pas si ce que je vois c'est de l'or ou de la terre, mais quoi qu'il en soit c'est à l'État de payer ! »[498]

Juridiquement, la situation n'est pas favorable aux archéologues, puisqu'un permis de construire avait été accordé dès 1982 sans que l'antenne de la D.A.H.L. soit prévenue : dans le cas contraire, la mention de l'article R111-3-2 du Code de l'urbanisme aurait figuré sur ce permis. En juin, lors d'une réunion en Préfecture en présence des aménageurs, du Directeur régional des affaires culturelles et du Directeur régional des Antiquités Historiques, pour examiner une demande modificative du permis initial concernant les toitures, les responsables culturels ont reculé devant l'emploi de cette arme que constituait le recours à cette disposition du code de l'urbanisme, considérant que les travaux étaient trop engagés et que les enjeux économiques étaient énormes. Le promoteur, M. Schnitzler, argue de surcroît que des investisseurs nationaux interviennent pour la première fois à Metz : le blocage du chantier aurait des conséquences pour l'image de la ville et pour son développement futur... Finalement l'arbitrage de l'État, suite à la mission de l'Inspecteur général de l'Archéologie Y. de Kisch, aboutit à un dernier compromis, dérisoire et coûteux, qui consacre une nouvelle défaite de l'archéologie.

Cet incident a eu un retentissement national, voire européen. En effet, l'« affaire des Hauts-de-Sainte-Croix » fut relatée dans la presse locale, grâce au *Républicain Lorrain*. Elle est également parue dans des journaux nationaux comme *Le Point*[499], le *Figaro*[500] ou encore des journaux allemands comme *Die Welt*[501]. L'article, en forme de charge, qui aura pourtant l'impact le plus retentissant paraît dans la revue de vulgarisation *Archéologia*[502]. Il relate avec

[498] Propos qui nous ont été rapportés par Claude Lefebvre.
[499] *Le Point*, n ° 567, 1er août 1983, p. 56.
[500] *Figaro* du jeudi 15 septembre 1983.
[501] *Die Welt*, semaine du 15 août.
[502] RICHET Christine, Nouveau scandale à Metz ! *Archéologia*, n ° 183, octobre 1983, p. 26-33.

précision les événements et dénonce, d'une part, l'inaction de la Municipalité de l'époque, qui, selon la journaliste, a été informée de la mise au jour probable de vestiges archéologiques dans ce secteur, mais aussi, d'autre part, l'inertie du Directeur des Antiquités historiques.

L'affaire des Hauts-de-Sainte-Croix a montré les limites de l'archéologie bénévole. Les circonstances favorisent sans doute la professionnalisation qui s'amorce à partir de 1984. C'est d'ailleurs à cette époque que C. Lefebvre expose au premier adjoint au Maire, M. Faudon, la nécessité de la création d'un poste d'archéologue municipal à Metz et d'un service qui pourrait réaliser des fouilles préventives et permettre de fouiller dans des conditions optimales, en total accord avec les aménageurs. Ce service mettrait en valeur le résultat des fouilles futures ainsi que le passé antique et médiéval de la ville dans un but touristique. Le rapport remis à la Municipalité, sur cette question, reste sans suite : un service d'archéologie municipal coûterait trop cher. Il faudra attendre près de vingt-cinq ans pour voir la création d'un service archéologique centré essentiellement sur la ville et son agglomération.

## II. Michel Colardelle, premier Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine à plein-temps

La fin de l'année 1983 marque les débuts de l'archéologie professionnelle à Metz. Les deux Directions des Antiquités Historiques et Préhistoriques sont réunies en une seule entité et Michel Colardelle (36 ans), arrivé de Rhône-Alpes en novembre 1983, devient le premier Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques à être employé à plein-temps, remplaçant les deux directeurs indemnitaires. Il est assisté par deux conservateurs récemment nommés[503]. Ce regroupement s'insère dans un mouvement national qui voit la fusion des deux directions dans dix régions entre 1983 et 1988[504]. Cette réforme affirme l'unité

[503] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 26.
[504] GAUTHIER Marc, Organisation et réglementation de la recherche archéologique en France. *Archéologie de la France. 30 ans de découvertes*. Paris : Réunion des Musées Nationaux, 1989, p. 463.

de l'archéologie et répond aussi à un souci d'harmonisation administrative puisque, pour un même site, un dossier pouvait être amené à être examiné par les deux directeurs.

En Lorraine, le siège de la Direction est alors transféré de Nancy à Metz dans les locaux de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, place de Chambre. Mais des difficultés matérielles d'installation se posent qui ne seront réglées qu'en novembre 1986. Outre les locaux du quatrième étage, de vastes combles et caves du bâtiment ont fait l'objet d'aménagements de bureaux et de laboratoire grâce à un montage financier de la Direction de l'Administration Générale (D.A.G.) et de la Sous-direction de l'Archéologie (S.D.A.)[505].

La réussite de la mise en place de la politique de convention entre les archéologues et les élus réside énormément dans la personnalité et le parcours en Rhône-Alpes de M. Colardelle. Bien qu'originaire de Mulhouse, il a démarré sa carrière à Grenoble en 1968 comme Conservateur du Musée dauphinois. Il faut rappeler que la région Rhône-Alpes constitue une des régions-pilotes en matière d'archéologie préventive. Le terme semble employé la première fois en 1979 par Jacques Lasfargues, alors Directeur des Antiquités Historiques de la région Rhône-Alpes (entre 1979 et 1989)[506]. Un programme Pluriannuel en Sciences Humaines (P.P.S.H.) réunissant les moyens de la région, du C.N.R.S. et du Ministère de la Culture, est créé afin de parer aux destructions causées par les travaux d'urbanisme à Lyon. Des contacts avec la D.D.E. (Direction Départementale de l'Équipement) sont alors noués, si bien qu'on arrive à l'inscription de clauses archéologiques dans certaines études d'impact[507]. Un dialogue entre les archéologues, les aménageurs, les techniciens des travaux publics et les élus se crée. Le but étant d'intervenir le plus en amont possible, les craintes des élus et des aménageurs sont anticipées par l'intégration d'un calendrier et du budget nécessaire aux fouilles. Les premières conventions sont donc signées à partir de 1978 à Lyon[508]. Pour mettre en œuvre concrètement ces principes, la Direction des Antiquités de Rhône-Alpes intervient au niveau du P.O.S. (Plan d'Occupation des Sols), qui est appliqué à Lyon en 1980 et qui consiste à établir plusieurs zones de sensibilité archéologique

[505] *Ibid.* p. 31.
[506] LASFARGUES Jacques, Naissance de l'archéologie préventive en Rhône-Alpes. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 178-180.
[507] LASFARGUES Jacques, Naissance de l'archéologie préventive en Rhône-Alpes. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 180.
[508] *Ibid.* p. 181.

décroissante. Comme nous le verrons, celui de Metz sera mis en place progressivement suite au décret n° 86-192 datant de 1986.

Au niveau national, les fouilles archéologiques commencent à être menées par des professionnels de l'archéologie et, entre 1983 et 1984, on assiste à une restructuration de l'archéologie en France par le Ministre de la Culture de l'époque, Jack Lang. Suite à cela, l'archéologie de sauvetage explose. À Metz, l'une des premières conventions entre les archéologues et les aménageurs est signée en 1984 avec la fouille de la rue Marchant. Les bénévoles deviennent alors des contractuels de l'Association Française d'Archéologie Nationale (A.F.A.N.). On assiste désormais au début de la professionnalisation de l'archéologie à Metz.

Pourtant, M. Colardelle demande aux membres du G.U.M.R.A. de rester et de l'épauler. Il tient à ce que ses responsables participent aux discussions et aux négociations avec les aménageurs en vue des futures fouilles archéologiques. D'une part, M. Colardelle est un défenseur du bénévolat et, dès son arrivée, il reconnaît le travail fourni par les archéologues durant ces cinq années d'activité. D'autre part, le nouveau Directeur des Antiquités a besoin de l'association puisque ses membres détiennent la connaissance archéologique. Après quelques mois de cohabitation avec le nouveau service, le G.U.M.R.A. est relogé aux frais de la Direction des Antiquités dans un appartement de la rue du Grand-Wad, avant de revenir une nouvelle fois dans les locaux de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, mais dans les locaux aménagés du sous-sol. Pour sceller cette coopération et passer le relais entre le G.U.M.R.A. et la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques, M. Colardelle demande à C. Lefebvre de rédiger conjointement un article proposant un premier bilan de l'archéologie urbaine à Metz au début des années 1980 dans la revue des Monuments Historiques dont le thème est « Archéologie et projet urbain »[509]. À la demande du Service, le dossier de travail rédigé en 1983 par le G.U.M.R.A. sur le thème de l'archéologie urbaine à Metz (bilan et prévisions) est augmenté en 1985, grâce à la participation de nouveaux collaborateurs, pour tenir compte des travaux réalisés (fig. 151).

Paradoxalement, le travail fourni par l'association trouve sa reconnaissance à partir de 1984, époque à partir de laquelle son rôle est appelé à diminuer. Sur proposition de Christian

[509] COLARDELLE Michel, LEFEBVRE Claude, L'exemple de Metz. *Monuments Historiques, Archéologie et projet urbain*, n° 136, décembre 1984-Janvier 1985, p. 49-54.

Goudineau, Professeur au Collège de France, C. Lefebvre est le premier archéologue bénévole (avec Cl. Mordant pour la Préhistoire) à être nommé, entre 1985 et 1989, par décision ministérielle au Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique (cet « intellectuel collectif », selon l'expression de J. Burnouf, qui définit la politique de l'archéologie nationale et la soumet au Ministre de la Culture). Il est nommé également par le préfet de la région lorraine à la Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique (C.O.R.E.P.H.A.E) de 1984 à 1989 et au Collège Régional du Patrimoine et des Sites (C.O.R.E.P.A.S.) de 1985 à 1997. Il obtient en 1984 des charges de cours à l'université de Metz qui dureront jusqu'en 2005.

Dès son arrivée en novembre 1983, M. Colardelle met alors tout en œuvre pour appliquer une politique d'archéologie préventive en Lorraine. En effet, le mois de son arrivée se pose la question de l'aménagement de la rue aux Arènes, toute proche de l'amphithéâtre[510]. Comme il l'écrit, « il veut éviter les aberrations de l'opération Hauts-de-Sainte-Croix »[511]. Ainsi, au nom de l'article R111-3-2 du Code de l'Urbanisme, il fait réaliser de sondages de reconnaissance, l'aménagement d'un planning de travaux permettant au meilleur prix l'exploration archéologique et la prise documentaire et le financement de la fouille par les différents partenaires que sont l'État, les collectivités et le maître d'ouvrage. C'est pourquoi le Directeur des Antiquités donne un avis défavorable à la demande de délivrance du certificat d'urbanisme présentée par la Mairie de Metz. Durant l'année 1984 s'ouvre un dialogue de concertation entre la Direction des Antiquités et les différents aménageurs, comme la S.N.C.F. Cette dernière va jusqu'à demander elle-même de vérifier la présence ou non de vestiges archéologiques grâce à des sondages[512].

M. Colardelle applique ainsi systématiquement la politique de convention qu'il a déjà appliquée avec J. Lasfargues en Rhône-Alpes. Comme il le dit dans un article de presse à son arrivée à la tête de la Direction des Antiquités de Lorraine : « On peut fouiller sans tout bloquer[513] ». Dans une lettre envoyée le 25 mai 1984 au Délégué Régional à la Recherche et à l'Industrie[514], il expose les problèmes rencontrés en archéologie urbaine : un manque financier, une pénurie en archéologues professionnels en raison de la pauvreté des formations

[510] S.R.A. Lorraine. Dossier Metz-Archives administratives jusque 1994.
[511] *Id.*
[512] *Ibid*. Lettre de la S.N.C.F. à Michel Colardelle datée du 30 janvier 1984.
[513] Article du *Républicain Lorrain* daté du 25 novembre 1983.
[514] S.R.A. Lorraine. Dossier « D.E.P.A.U ». Lettre du 25 mai 1984.

offertes par les deux universités lorraines qui ne se concertent pas avec la Direction des Antiquités et les collectivités territoriales. Pour pallier ce manque de moyens, Michel Colardelle propose de former les hommes en se concertant avec l'Université de Metz et celle de Nancy en offrant des stages sur le terrain ; de négocier avec les aménageurs en établissant des conventions spécifiques en fixant les délais et les coûts de l'intervention archéologique préventive ; d'élaborer une carte archéologique de Metz ; de mettre sur pied une équipe de recherche avec un laboratoire ; de publier systématiquement les résultats scientifiques ; et enfin, de présenter à terme une grande exposition sur l'archéologie de la ville à Metz, ainsi qu'à Trèves et à Paris.

Mais cette politique ne convient pas à la Municipalité de Metz. Ainsi, lors de la fouille du parking du Conseil Régional de Lorraine en 1986, Jean-Marie Rausch proteste contre les frais de fouille qui incombent à la Municipalité et parle de racket : « c'est avant tout une assurance pour pouvoir ouvrir le chantier dans les délais. C'est une espèce de racket pour acheter sa tranquillité après deux mois de grattage[515]. »

Cependant, M. Colardelle ne reste pas longtemps à la tête de la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques puisqu'il est nommé dès 1984 conseiller technique pour les musées et les arts plastiques au cabinet du Ministre de la Culture, Jack Lang. Malgré cette courte occupation du poste de Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, M. Colardelle a posé les premiers jalons de la professionnalisation de l'archéologie à Metz et il a demandé à l'université de mettre en place des cours d'archéologie[516].

[515] Article du *Républicain Lorrain* daté du 25 septembre 1986.
[516] Ces cours seront assurés, au début, par lui-même et par ses conservateurs (Frédérique Boura et Laurent Olivier), ainsi que par C. Lefebvre. Assez rapidement, ce dernier assurera seul un cours jusqu'en 2005.

# Chapitre 10 La professionnalisation de l'archéologie messine : les origines de l'archéologie préventive (1984-1991)

Jean-Luc Massy succède à Michel Colardelle à la tête de la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine en janvier 1985, suite à la nomination de ce dernier au cabinet du Ministre de la Culture[517]. Depuis la fusion des deux Directions en 1983, le personnel s'est considérablement accru. Ainsi, en 1987, le Directeur est assisté de deux Conservateurs pour la Préhistoire, d'un Conservateur pour les périodes historiques, de trois I.T.A. (Ingénieurs, Techniciens, Administrateurs) polyvalents et de formation historique et d'une secrétaire dactylo. Ce personnel désormais permanent est dans l'ensemble très jeune et généralement, il n'a pas reçu de formation spécifique.

## I. La modification des institutions et de la législation

Le passage de M. Colardelle à la tête de la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine dura à peine plus d'un an, mais il fut décisif pour la pose des bases d'une archéologie urbaine à Metz. Nommé au cabinet du Ministre de la Culture, il cède son poste en janvier 1985 à Jean-Luc Massy qui arrive de Picardie où il exerçait la fonction de directeur des Antiquités Historiques[518]. Depuis la fusion des deux Directions à la fin de l'année 1983, le personnel s'est considérablement accru. Ainsi, en 1987, le Directeur est assisté de deux conservateurs pour la Préhistoire (Christine Guillaume, Frédérique Boura), d'un conservateur pour les périodes historiques (Xavier Delestre), de trois I.T.A. (Ingénieurs, Techniciens, Administrateurs) polyvalents et de formation historique et d'une secrétaire dactylo. En 1991, les conservateurs, pour les périodes historiques, seront deux (Murielle

[517] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 26.
[518] *Id.*

Georges-Leroy, Jean-Pierre Legendre). En fait, la spécialité des conservateurs compte finalement peu, car chacun d'eux se voit attribuer la responsabilité complète d'un - ou de deux – départements lorrains. Ce personnel désormais permanent est dans l'ensemble très jeune.

Il n'existe cependant toujours pas de service archéologique municipal, comme l'avaient souhaité G. Collot et surtout C. Lefebvre à qui la Mairie avait pourtant demandé de rédiger un rapport sur cette question. Seul Jean-Paul Petit occupe sur le site de Bliesbruck (Moselle) un poste d'archéologue de collectivité locale au Conseil Général de la Moselle depuis juillet 1985.

Pour mieux anticiper et contrôler l'impact des travaux d'aménagement sur les vestiges archéologiques, un décret relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme est promulgué le 5 février 1986. Ainsi, selon l'article 1, « lorsqu'une opération, des travaux ou des installations soumis à l'autorisation de lotir, au permis de construire, au permis de démolir ou à l'autorisation des installations et travaux divers prévus par le code de l'urbanisme peuvent, en raison de leur localisation et de leur nature, compromettre la conservation ou la mise en valeur de vestiges ou d'un site archéologiques, cette autorisation ou ce permis est délivré après avis du commissaire de la République, qui consulte le Directeur des Antiquités. » Ainsi, pour tout chantier dont la surface affecte plus de 1000 m² en milieu urbain (3000 m² en milieu rural), la Direction des Antiquités interviendra en effectuant des sondages afin de vérifier la présence ou non de vestiges archéologiques. Bien que le Directeur des Antiquités ne soit pas décisionnaire pour la délivrance d'un permis de construire, comme le sera plus tard - à partir de 1991 - le Conservateur Régional de l'Archéologie, il sera tout de même consulté et pourra émettre un avis. Cependant, l'Architecte des Bâtiments de France ne transmettant pas au service archéologique les projets situés en dehors des périmètres du secteur sauvegardé, le suivi de ces travaux ne sera pas systématique[519].

À Metz, les dispositions du décret du 5 février 1986 seront intégrées dans le P.O.S. (Plan d'Occupation des Sols). Cette élaboration fut longue, mais le concours de la D.D.E. et du S.R.A. permit de définir le zonage du développement urbain en tenant compte des données

[519] THION Pierre, Metz. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 26.

de la carte archéologique et du futur D.E.P.A.U. en cours de préparation. Les applications ne deviendront effectives qu'en 1992, date à partir de laquelle le service archéologique sera saisi systématiquement[520]. Il en résulte la mise en place à Metz de trois zones concentriques de sensibilité archéologique croissante (fig. 1, p. 365). La zone 1 correspond à l'ensemble du territoire communal. Dans ce périmètre, le Service Régional de l'Archéologie (S.R.A., qui remplace en 1991 la Direction des Antiquités) reçoit toutes les demandes de permis de construire, de démolir ou de lotir dès lors que la surface aménagée au sol atteint ou dépasse le seuil de 3000 m². La zone 2, qui forme la zone géographique intermédiaire, concerne les extensions funéraires et cultuelles de l'agglomération gallo-romaine du haut Moyen Age et du Moyen Age tardif. La nécropole protohistorique du nord-ouest de la commune est également placée dans cette zone. Dans ce périmètre, le S.R.A. traite les demandes concernant le sous-sol, dès lors que la surface aménagée atteint ou dépasse le seuil de 50 m². La zone 3, qui concerne le centre-ville, correspond à l'agglomération gallo-romaine et médiévale. Le S.R.A. demande à ce que soient transmis dans ce périmètre tous les documents d'urbanisme susceptibles d'affecter le sous-sol ou le bâti ancien, quelle que soit la surface des travaux prévus.

Afin de poursuivre ce qu'avait initié M. Colardelle entre 1983 et 1984, la Direction des Antiquités de Lorraine s'est fixé des objectifs comme l'élaboration d'une carte archéologique, employer une main-d'œuvre professionnelle afin de mener une politique d'archéologie préventive et diffuser les résultats des fouilles.

[520] S.R.A. Lorraine. Dossier concernant le P.O.S.

## II. Les missions de la Direction des Antiquités de Lorraine

### *A. L'élaboration d'une carte archéologique*

Dès juin 1984, M. Colardelle exprime son souhait de mettre en place la réalisation d'une carte archéologique, de Metz notamment[521]. Ce document serait alors susceptible de fournir aux aménageurs une évaluation la plus précise possible des contraintes induites par le patrimoine archéologique de la ville. Il existe quelques projets en France, mais surtout dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne ou la Belgique.

À partir de mars 1985, la Direction des Antiquités de Lorraine tente la mise en place d'une carte archéologique afin d'en faire un outil efficace tant en matière de préparation face aux futurs travaux d'aménagement des sols que sur le plan de la recherche[522]. Avant cette date, la gestion de la documentation éparpillée est quasiment inexistante rendant impossible son élaboration. De plus, il ne faut pas oublier les recherches menées depuis plus d'un siècle et disséminées dans un certain nombre de périodiques qu'il faut dépouiller.

En novembre 1985, l'extension des locaux de la Direction des Antiquités de Lorraine permet la mise en place d'une salle de documentation ; afin de coordonner la carte archéologique, la Direction des Antiquités de Lorraine recrute en 1987 deux vacataires pour une durée de six mois[523]. Parallèlement, de nombreux bénévoles se chargent lors de leurs travaux de prospection de vérifier les données anciennes.

Les informations de chaque site sont rédigées dans une fiche normalisée dans laquelle figurent plusieurs types de renseignements relatifs à l'identité du site : renseignements administratifs, repérage topographique, géographique et géologique du site, description caractéristique du site et du mobilier, sa datation, ainsi que l'état et le lieu de conservation.

[521] S.R.A. Lorraine. Dossier « D.E.P.A.U. ». Lettre de Michel Colardelle au Maire de Metz du 29 juin 1984.
[522] JACQUEMOT Stéphanie, La carte archéologique de la Lorraine, rapport d'activités. 1985-1986. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 43.
[523] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 27.

Sont joints également un extrait de la carte I.G.N. sur lequel sont localisés le site, divers extraits de publications, courrier, photos aériennes, dessins, coupes et plans…[524]

Les échanges entre le personnel de la carte archéologique et les correspondants locaux sont fréquents et améliorent la qualité de la collaboration. Le bilan à la fin de 1986 est positif. Sur les 3160 sites recensés en Moselle (près de 8000 pour l'ensemble de la Lorraine), 157 sont localisés sur le territoire de Metz.

La compilation des données de terrain a débuté à Metz en 1981 avec les premières investigations du G.U.M.R.A. Des entreprises effectuant des sondages géotechniques (appelés « carottages ») interviennent à la demande des aménageurs pour étudier la nature et la stabilité du sous-sol. Cette évaluation a pour but de définir le mode d'implantation des futures constructions. Les archéologues de l'association ont sollicité ces entreprises, *Fondasol* en particulier, pour qu'elles leur permettent d'examiner les coupes stratigraphiques réalisées afin de définir l'épaisseur des sédiments archéologiques. Par la suite, à l'instigation de la Direction des Antiquités Préhistoriques et historiques, deux villes donneront lieu à une étude systématique et à une évaluation du patrimoine archéologique : Metz, où Jean-Luc Massy (qui a succédé à M. Colardelle en 1985) fait appel en 1987 à la collaboration de Pierre-Édouard Wagner, de C. Lefebvre et de P. Brunella et Sarrebourg avec Dominique Heckenbenner et Denis Perichon. À Metz, un inventaire des caves de la ville est réalisé par des membres du G.U.M.R.A qui reçoivent pour la circonstance des vacations. Afin de mener ce projet à bien, des liens sont créés avec le Centre National d'Archéologie Urbaine et deux réunions sont organisées avec son directeur, Henri Galinié, la première à Metz en novembre 1985, et la seconde à Tours en septembre 1986.

De cette entreprise naît une nouvelle association dérivée du G.U.M.R.A. : le Groupe Universitaire Messin de Recherche en Archéologie Urbaine (G.U.M.R.A.U.) en 1987[525]. L'assemblée générale constitutive a lieu le 25 septembre 1987 dans les locaux de la Direction des Antiquités de Lorraine. Le groupe se compose une nouvelle fois de membres issus de formations différentes, comme des archéologues (P. Brunella, Xavier Delestre, Nathalie Dautremont, C. Lefebvre, Pierre Thion), des historiens (Pierre-Édouard Wagner), des

[524] JACQUEMOT Stéphanie, La carte archéologique de la Lorraine, rapport d'activités. 1985-1986. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 45.
[525] S.R.A. Lorraine. Dossier « D.E.P.A.U. ».

historiens de l'Art (François Heber-Suffrin), des professeurs d'Université (Jeanne-Marie Demarolle), ainsi que le Directeur des Antiquités de Lorraine (Jean-Luc Massy). Le groupe est en relation étroite avec le C.N.A.U. de Tours qui a désigné C. Lefebvre comme chargé d'étude et P. Brunella comme responsable scientifique de l'opération. Ce dernier est rémunéré pour cette mission, mais sa nomination l'année suivante comme technicien-archéologue sur le site de Bliesbruck lui laisse assez peu de temps pour mener sa tâche dans de bonnes conditions. En 1989, P. Thion, ingénieur à la Direction des Antiquités, vient le seconder. Les travaux et les recherches, terminés en juillet 1991, débouchent en 1992 sur la parution du Document d'Évaluation du Patrimoine archéologique Urbain (D.E.P.A.U.) de Metz (fig. 152). Il s'agit là de la première véritable carte archéologique synthétique de la ville réalisée par des spécialistes et des professionnels de ce domaine. Scientifique, l'étude est agrémentée de nombreuses cartes divisées par périodes et elle ne prend en compte que les éléments attestés par l'archéologie et les archives. Dans la préface de l'ouvrage, le directeur du C.N.A.U. présente ce type de travail comme un outil de réflexion dans la perspective d'une politique d'archéologie préventive et comme un outil de sensibilisation pour ceux qui ont la charge du présent et de l'avenir d'une ville. Nous pourrions ajouter que la transcription cartographique des données archéologiques pour chaque époque permet aux archéologues de crédibiliser leur discours face aux aménageurs, aux ingénieurs et aux architectes dans les réunions qui précèdent la signature d'une convention.

### *B. L'animation du milieu archéologique : l'encadrement les bénévoles*

L'objectif souhaité par le G.U.M.R.A. d'une professionnalisation de l'archéologie ayant été atteint en 1983, l'association envisage alors de se dissoudre, mais les Directeurs des Antiquités qui se sont succédés dans les années 1980 ne le souhaitent pas. Au début de sa prise de fonction, M. Colardelle demande aux responsables de l'association de l'accompagner dans toutes les réunions de travail avec des partenaires extérieurs (aménageurs, élus…) pour bénéficier de leur connaissance des dossiers et du terrain.

Dans le cadre des conventions passées avec les promoteurs et les aménageurs, une dizaine de vacataires est recrutée pour effectuer les fouilles à partir de 1985 sur des contrats

de courtes durées, allant de deux à six mois maximum[526]. Une majorité des nouveaux responsables d'opération sont issus du G.U.M.R.A. D. Heckenbenner a la responsabilité des fouilles de l'Arsenal Ney (en co-direction avec P. Thion) entre 1984 et 1986, P. Brunella, les fouilles des Hauts-de-Sainte-Croix terminées, prend la direction en 1987 du chantier de la rue Winston-Churchill, Murielle Georges celui de la rue Boucherie-Saint-Georges et des Jardin du Mail en 1987, Franck Gama celui de la rue de la Princerie en 1990.

Pourtant, le G.U.M.R.A. continue d'exister, bien qu'il ne participe plus aux négociations et ne mène plus de fouilles de sauvetage, à l'exception d'une fouille de sauvetage à l'extérieur de Metz. L'association occupe toujours une partie des sous-sols aménagés de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et ce jusqu'en 1993. Ses dernières actions importantes sont l'édition en 1988 de la plaquette « *Metz, cinq années de recherches archéologiques* » en collaboration avec la Direction des Antiquités de Lorraine[527] ainsi que la création du Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique en Archéologie Urbaine (G.U.M.R.A.U.) en 1987, en vue de l'élaboration du Document d'Évaluation du Patrimoine Archéologique Urbain de Metz (D.E.P.A.U.)[528].

On est passé d'une archéologie de bénévoles à une archéologie professionnelle avec des agents rémunérés et sous contrat. La dernière grande assemblée générale du G.U.M.R.A. eut lieu en 1988. Cette année-là, le G.U.M.R.A. reçoit un prix d'histoire de l'Académie de Metz. Sa disparition, inéluctable, devint effective en 1993[529].

[526] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 27.
[527] Complétée et rééditée en 1990.
[528] S.R.A. Lorraine. Dossier « D.E.P.A.U. ».
[529] Que sont devenus les responsables bénévoles du G.U.M.R.A. ? P. Brunella, recruté en 1988 par le Conseil Général de la Moselle pour travailler à la création du parc archéologique de Bliesbruck-Reinheim en compagnie de Jean-Paul Petit, devint Conservateur en 2000 sur le site dont il était devenu aussi le directeur-adjoint. En 2011, il est nommé Conservateur en chef, Directeur du musée de Metz-Métropole ; D. Heckenbenner fit toute sa carrière au Musée de Sarrebourg (Moselle) ; M. Georges-Leroy devint Conservatrice du Patrimoine, puis Conservatrice en chef, au S.R.A. de Lorraine avant de devenir la responsable de ce service en 2012 ; F. Gama, après une maîtrise de sciences et techniques de l'archéologie à Tours, fut successivement archéologue municipal de Verdun, poste qui lui permit de réaliser le D.E.P.A.U. de cette ville, puis, de retour à Metz, il est Ingénieur d'étude et responsable d'opération archéologique à l'I.N.R.A.P. du Grand Est. C. Lefebvre, le fondateur de l'association, garda sa charge de cours d'archéologie à l'université de Metz jusqu'en 2005. Pressenti pour devenir Directeur-adjoint à la Direction des Antiquités de Franche-Comté, il préféra poursuivre ses deux fouilles programmées en cours (deux *oppida* en Ardèche – dont il tira un doctorat d'histoire ancienne et d'archéologie à l'université de Nancy 2 – et la nécropole médiévale de Châtel-Saint-Germain, près de Metz) afin de les mener jusqu'à leur publication scientifique.

### *C. La mise en œuvre de l'archéologie préventive*

Malgré la fin des grandes destructions depuis la fin des années 1970, les grands travaux d'urbanisme affectent encore la région et plus particulièrement Metz. La Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine se donne pour objectif d'assurer dans des conditions scientifiques acceptables les fouilles de sauvetage[530]. Cette politique de prévention est renforcée par la prise en compte en amont de tous les grands projets, qu'il s'agisse de la construction des autoroutes, du Plan d'Occupation des Sols, du futur aéroport de Metz-Nancy, de la plupart des permis de lotissements et des permis de construire. Ainsi, en 1986, plus d'une dizaine de conventions, dont la plupart bénéficie d'un cofinancement de l'État, sont signées en Lorraine en 1986. En règle générale, l'interlocuteur privilégié durant les années 1980 afin de mettre en place cette politique de conventions et le Plan d'Occupation des Sols est la Direction Départementale de l'Équipement[531]. La première fouille d'envergure à bénéficier de la politique de convention mise en place par M. Colardelle est celle menée à l'Arsenal Ney (fig. 153).

Depuis 1970, le sort de l'ancien Arsenal Ney, construit sur ordre de Napoléon III entre 1860 et 1864, fait débat[532]. À la fin de la même année, la Municipalité de Raymond Mondon prévoit sa destruction pour permettre la construction d'une bibliothèque. Dès le mois de juin 1971, l'association Renaissance du Vieux Metz entame un plaidoyer pour la conservation du bâtiment. Il faut attendre 1978 et sept années de « lutte » entre l'association et la Municipalité, pour que cette dernière décide de créer une salle de concert.

Nous l'avons vu, Nadia Devinoy, architecte des bâtiments de France, transmet à C. Lefebvre en tant que responsable de l'antenne messine de la D.A.H. les demandes d'autorisation de travaux. Afin de légitimer son action, le G.U.M.R.A. utilise un article d'une loi récente votée le 7 juillet 1977, l'article R111-3-2 du Code de l'Urbanisme. Ce dernier a été assez peu utilisé jusque-là. Il stipule : « Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site

[530] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 33.
[531] S.R.A. Lorraine. Dossier « Application du décret de 1986 ».
[532] *Renaissance du Vieux Metz*, 30-31, 1978, p. 96-97.

ou de vestiges archéologiques ». Grâce à ce décret, le responsable de l'antenne est donc en position de négocier avec les aménageurs.

Dès qu'il fut informé du projet municipal concernant l'Arsenal Ney, le G.U.M.R.A. se lance dans une opération préventive à partir de juillet 1981[533]. Les premiers sondages, effectués par l'entreprise Fondasol, complétés par des études en archives réalisées par Pierre-Édouard Wagner, Conservateur-adjoint des Musées, laissent présager des découvertes archéologiques. C. Lefebvre sollicite alors pour P. Brunella une autorisation de sauvetage qui fut accordée par Y. Burnand pour une durée d'un mois, valable du 11 juillet au 10 août, avec une subvention de 500 francs. Les sondages sont effectués dans la cour de l'arsenal, révélant l'affleurement des niveaux antiques. Compte tenu de ces résultats, une demande de sauvetage programmé, déposée auprès du Ministère de la Culture en décembre 1982[534], est délivrée en 1983.

Mais la question du financement pose quelques problèmes, spécialement avec la Municipalité. Le 24 novembre 1983 a lieu une entrevue entre le directeur du service culturel de la Mairie, M. Wagner, et quelques représentants du G.U.M.R.A., C. Lefebvre, P. Brunella et Dominique Heckenbenner[535]. M. Wagner exprime alors le souhait que l'association consacre tous ses moyens à l'opération archéologique et que cette dernière soit achevée au printemps 1985. Les archéologues demandent à la Municipalité que le coût du chantier, estimé à 150 000 francs, soit intégré au devis d'aménagement : nous assistons, dans les faits à une des premières négociations entre aménageurs et archéologues (bénévoles) même si ce pouvoir de négociation n'appartient en théorie qu'au Directeur Régional des Antiquités Historiques. Mais ce dernier, peu intéressé par les problèmes de l'archéologie urbaine, donne carte blanche au responsable de l'antenne…

Les premières fouilles de 1983 montrent que les niveaux antiques affleurent dans la cour du bâtiment. Deux secteurs sont fouillés, mettant en évidence des niveaux du I$^{er}$ siècle avec une architecture de terre et de bois et un bâtiment probablement de forme rectangulaire plus tardif (III$^{e}$-IV$^{e}$ siècles). Ainsi, la preuve est faite qu'il existait un quartier antique de la ville dès le début du I$^{er}$ siècle. En 1984, M. Colardelle nouveau Directeur des Antiquités -

[533] S.R.A. Lorraine, Lettre de Claude Lefebvre à Yves Burnand du 2 juillet 1981 (n° 353).
[534] S.R.A. Lorraine, Lettre d'Yves Burnand du 17 décembre 1982.
[535] S.R.A. Lorraine, Lettre de Claude Lefebvre au Directeur des Antiquités Historiques de Lorraine du 30 novembre 1983 (n° 755).

mais à plein temps - reprend les négociations avec la Municipalité. Des autorisations sont octroyées pour les années 1984 et 1985 avec des moyens accrus.

En 1986, une convention est signée entre l'État, représenté par le Directeur des Antiquités, et la Municipalité de Metz. Les travaux sont cette fois-ci réalisés en continu, entraînant la création d'une codirection du chantier entre Dominique Heckenbenner, membre du G.U.M.R.A. et Pierre Thion, ingénieur à la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, avec des vacations subventionnées par l'A.F.A.N pour la responsable du chantier et quelques fouilleurs. Le G.U.M.R.A. a prêté pour le bon déroulement du chantier son matériel de fouille, ainsi que son théodolite. Les relevés topographiques sont d'ailleurs réalisés par le géomètre du G.U.M.R.A., Claude Voignier.

Ces six années de fouille, non continues, ont permis de mettre en évidence trois rues antiques, dont l'orientation est totalement différente de celles reconnues jusque-là, une occupation commençant dès le début du I$^{er}$ siècle, un établissement métallurgique daté de l'Antiquité tardive, ainsi que des fonds de caves et des latrines du XVI$^{e}$ siècle.

Avec la multiplication des fouilles de sauvetage, le matériel mis au jour s'accumule et il est nécessaire de trouver un local pour le stocker. À l'époque du G.U.M.R.A., il l'était dans un garage mis à disposition de la Municipalité, tandis qu'au cours des fouilles de l'Arsenal, les objets sont conservés sur place. À la fin de l'année 1986, la situation en Lorraine n'est pas meilleure. S'il existe une quarantaine de lieux de stockage, les conditions de conservation, de protection et de présentation de la plupart sont loin d'être optimales[536]. À Metz, il y a urgence : C. Lefebvre intervient directement auprès du Directeur des Affaires culturelles, M. Marais, en affirmant sur le mode de la plaisanterie que les archéologues devront, en l'absence de solution, déposer le produit des fouilles sur la place devant la D.R.A.C. Saisi d'une intuition, le Directeur, M. Marais téléphone aussitôt à un général de l'état-major installé à Metz : c'est ainsi que les anciens chais militaires situés à Scy-Chazelles, en bordure de l'agglomération messine, deviendront le grand dépôt archéologique encore utilisé aujourd'hui : « Les Chais » présentent des locaux parfaitement fonctionnels pour le stockage

[536] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 31.

(néanmoins, au prix de travaux d'étanchéité) comprenant 3000 m² répartis sur quatre niveaux[537].

### *D. Publier et diffuser l'information archéologique*

Au milieu des années 1980, la Lorraine connaît un retard important dans le domaine de la publication. Les Directeurs des Antiquités sont conscients que les publications scientifiques sont les seules à pouvoir décloisonner l'archéologie régionale en obligeant les partenaires locaux à collaborer, échanger, solliciter les avis autorisés de personnalités extérieures.

Cependant en Lorraine, aucune équipe du C.N.R.S. n'est impliquée dans la recherche[538]. Concernant l'université, seule l'équipe de recherche associée au C.N.R.S. (E.R.A. n° 1008), dirigée par M. Bur, Professeur à l'Université de Nancy 2, travaille dans le cadre d'un programme sur les fortifications médiévales. Mais, depuis quelques années, à l'initiative de quelques enseignants des Universités de Nancy, comme MM. Croissant, Lonis, Grandjean et Pégeot, et de Metz, tels François-Yves Le Moigne, Jean-Charles Picard et Jeanne-Marie Demarolle, on assiste à une volonté de proposer aux étudiants et aux bénévoles des programmes d'initiation à l'archéologie dans le cadre de cours, de mémoires de maîtrise portant sur des chantiers de fouille. Ainsi, en décembre 1986 est lancé à l'Université de Metz un groupe de travail et de réflexion sur l'Antiquité tardive et le haut Moyen Age en Lorraine sous la responsabilité de Jean-Charles Picard, en coordination avec la Direction des Antiquités. On peut également citer le mémoire de maîtrise réalisé en 1987, sous la direction de madame Demarolle, par Véronique Viaux, adhérente du G.U.M.R.A., qui porte sur le mobilier céramique des fouilles récentes de l'Arsenal Ney, des Hauts-de-Sainte-Croix et de la rue Marchant[539]. C'est en 1986 que des universitaires de Metz, de Nancy et de Dijon publient sous la direction de François-Yves Le Moigne une *Histoire de Metz* dans la collection Privat, dont quatre chapitres sont consacrés à l'archéologie l'histoire et l'art de l'Antiquité et du

[537] Cette anecdote concernant l'acquisition des anciens chais militaires nous a été rapportée oralement par Claude Lefebvre.
[538] *Ibid.*, p. 29.
[539] VIAUD Véronique. *Les origines de Metz. Recherches sur la céramique gallo-romaine précoce (de La Tène finale à l'époque claudienne)*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1987.

Moyen Âge sous la plume de J.-M. Demarolle, C. Lefebvre, M. Parisse et de G. Collot, Conservateur en chef des musées de Metz.

Bien que la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine ne prenne plus en charge de fouilles archéologiques, les *Cahiers Lorrains* sont un moyen de diffusion efficace de l'information archéologique en Lorraine. C'est pourquoi, la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine propose à la fin de l'année 1986 un bulletin complet consacré à la publication des travaux archéologiques de la région[540]. Ainsi, des fouilles comme celles de l'Espace Serpenoise[541], de l'Arsenal Ney[542], de la rue Taison et son mur gaulois à poutrage interne[543], de la rue Winston-Churchill et son puits gallo-romain font l'objet de publication dans les revues locales.[544]. Les *Cahiers Lorrains* accueillent la publication de l'étude de la datation par archéomagnétisme des briques de Saint-Pierre-aux-Nonnains, monument emblématique de Metz [545]

Il ne faut pas oublier les publications des responsables du G.U.M.R.A. (cf. *supra* ch. 8 et 9) et, avant ces dernières, les travaux de René Jolin à qui l'on doit les relevés des thermes de l'îlot Saint-Jacques en 1973. Parfois critiquables en raison des extrapolations de ce dernier à propos de certains vestiges disparus ou non, ses articles ont le mérite de poser des questions sur la fonction de certains bâtiments antiques. Déjà, à la fin des années 1970, René Jolin avait proposé à travers deux articles dans les *Annuaires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine* une nouvelle interprétation des vestiges mis en évidence lors des travaux effectués pour créer la place d'Armes au milieu du XVIII$^{e}$ siècle[546], ainsi que des vestiges de la rue des Clercs retrouvés par G. Collot au cours des années 1960[547]. En 1979, son étude de

[540] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 31.
[541] VERDEL Éric, Fouille de sauvetage de l'Espace Serpenoise à Metz. *C.L.*, 1986, p. 353-362.
[542] HECKENBENNER Dominique, THION Pierre, Fouille archéologique de l'Arsenal Ney à Metz. *C.L.*, 1986, p. 337-352.
[543] DREIDEMY C., FAYE Olivier, GEORGES Murielle, PERICHON Denis et THION Pierre, Des remparts de La Tène à Metz, rue Taison. *C.L.*, 1988, p. 145-152.
[544] KILL René, BRUNELLA Philippe et BLAISING Jean-Marie, Un puits à signes lapidaires rue Winston Churchill, à Metz. *C.L.*, 1992, p. 21-28.
[545] DELESTRE Xavier, Saint-Pierre-aux-Nonnains : une nouvelle datation par l'archéomagnétisme. *C.L.*, 1988, p. 195-198.
[546] JOLIN René, Implantation des vestiges romains retrouvés aux environs de la cathédrale de Metz au XVIII$^{e}$ siècle. *A.S.H.A.L.*, t. LXXV, 1975, p. 31-43.
[547] JOLIN René, Vestiges romains entre la rue des Clercs et Nexirue à Metz. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVII, 1977, p. 17-25.

l'édifice de spectacle de la rue Sainte-Marie pose le problème de sa fonction exacte[548]. Cependant, René Jolin, dans son article, fait abstraction des murs relevés par Erwin Schramm pendant la Première Annexion[549]. Il propose ainsi un théâtre semi-circulaire, tandis que l'édifice possédait clairement une forme elliptique (fig. 154). « C'est pour provoquer » dit-il à C. Lefebvre[550]. Les investigations menées par P. Brunella avec le G.U.M.R.A. ont bien évidemment démontré le contraire. R. Jolin propose encore divers articles jusqu'au milieu des années 1980 concernant les thermes du Carmel sur la colline Sainte-Croix[551] et son interprétation du *forum* gallo-romain de Metz sous la place Saint-Jacques[552]. Il établit ainsi des parallèles avec d'autres édifices, toutefois en se fondant sur très peu d'éléments mis au jour et mal datés, donc probablement pas contemporains.

Cette synergie se crée également au niveau national, puisque Metz accueille au cours des années 1980 plusieurs colloques ayant une portée parfois internationale. On peut citer le congrès de la S.F.E.C.A.G. (Société Française d'Étude de la Céramique Antique en Gaule), organisé dans la cité messine en 1982, ainsi que le Colloque néolithique de 1986 et les Journées d'Archéologie mérovingienne organisées par l'A.F.A.M. (Association Française d'Archéologie Mérovingienne) en 1988.

À l'extrémité de la chaîne opératoire, il est nécessaire de populariser la recherche et de la rendre accessible au grand public en organisant systématiquement des journées « portes ouvertes » sur les chantiers de fouille, utiliser les médias, notamment la presse pour diffuser l'actualité archéologique, en élaborant de petites brochures et en sensibilisant les enseignants et les élèves dans le cadre de stages de formation en liaison avec la recherche[553].

En 1988, la direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine et le G.U.M.R.A. éditent une plaquette de plus de soixante-dix pages[554], rééditée en 1990, intitulée

[548] JOLIN René, Un théâtre romain à Metz. *C.L.*, 1979, p. 33-36.
[549] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 340-430.
[550] Propos qui nous ont été rapportés par Claude Lefebvre.
[551] JOLIN René, Les thermes de la ville haute à Metz. *C.L.*, 1983, p. 229-235.
[552] JOLIN René, Interprétation de vestiges romains retrouvés au voisinage de la Place Saint-Jacques à Metz. *C.L.*, 1985, p. 109-117.
[553] MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 34.
[554] BRUNELLA Philippe, HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude et THION Pierre. *Metz. Cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987*. Metz : Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, G.U.M.R.A., 1988, 80 p.

« *Metz, cinq années de recherches archéologiques* », accessible à un large public et bien illustrée, qui fait le bilan des connaissances acquises au cours de la décennie (fig. 155). Elle est accompagnée d'une exposition sur le même thème réalisée dans le bâtiment de l'École des Arts appliqués à l'Esplanade et attire douze mille visiteurs qui ont pu découvrir, entre autres restitutions, la maquette à l'échelle 1/2 du rempart protohistorique à poutrage interne, daté de 110 av. J.-C., qui fut mis au jour l'année précédente rue Taison[555] (fig. 156).

À la fin des années 1980, la mise en place de l'archéologie préventive est alors bien entamée. Un suivi des travaux d'urbanisme est ainsi mis en place en amont afin de protéger les vestiges archéologiques. La Direction des Antiquités de Lorraine a finalement établi une politique de professionnalisation de l'archéologie et se prépare à subir des changements structurels afin de mieux assurer la prédominance de l'archéologie préventive.

[555] THION Pierre, Metz. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 25

# Chapitre 11 La prédominance de l'archéologie préventive (1991-2008)

## I. La mise en place du Service Régional de l'Archéologie

En 1991 est achevée la réforme des institutions archéologiques au niveau national. Par la circulaire du 7 octobre 1991 éditée par Jack Lang, Ministre de la Culture et de la Communication, les Directions des Antiquités Historiques et Préhistoriques sont remplacées par les Services Régionaux de l'Archéologie (S.R.A.), instituant une nouvelle organisation de l'archéologie au niveau local. Chaque service est dirigé par un seul et unique Conservateur Régional de l'Archéologie remplaçant le Directeur régional des Antiquités. Le terme *antiquités* très désuet est remplacé par celui d*'archéologie*, plus moderne et à connotation plus scientifique. En revanche le responsable du service a perdu son titre de *Directeur régional* : simple Conservateur, même si sa responsabilité est toujours régionale, il est désormais soumis à l'autorité du Directeur Régional des Affaires Culturelles, lui-même à celle du Préfet. Jusque-là cette organisation était relativement floue, le Directeur des Antiquités prenant seul les décisions en matière d'archéologie. À présent, il doit en référer au Directeur Régional des Affaires Culturelles. Ce conservateur régional est chargé de mettre en œuvre la politique de l'État en matière d'archéologie et son service a pour mission d'étudier, de protéger, de conserver et de promouvoir le patrimoine archéologique en Lorraine. Il veille également à l'application de la législation et de la réglementation sur les fouilles et découvertes archéologiques, l'utilisation du sol et du sous-sol, la protection des vestiges archéologiques et l'utilisation des détecteurs de métaux.

Toutes les missions que s'était fixée la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine et qui étaient celles de toutes les directions des Antiquités de France sont à présent consignées dans la législation : programmation des fouilles et prospections annuelles, financement des travaux archéologiques, alimentation de la carte archéologique, gestion du dépôt de fouilles, publication des résultats scientifiques, diffusion auprès d'un large public…

Nous l'avons vu, jusque-là les permis de construire, les permis de lotir et les permis de détruire étaient transmis par l'Architecte des Bâtiments de France. Par la publication de cette circulaire de 1991, le Service Régional de l'Archéologique est désormais saisi automatiquement.

En Lorraine, le premier Conservateur Régional de l'Archéologie est Martine Willaume, succédant ainsi à Joëlle Burnouf, dernier Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, qui avait remplacé Jean-Luc Massy en 1988.

En termes de publications des résultats de diagnostics et de fouilles, les Services Régionaux de l'Archéologie entament à partir de 1991 un travail systématique de publication en recensant chaque année les diagnostics et les fouilles s'étant déroulés dans chaque région à travers les *Bilans scientifiques* qui paraissent théoriquement encore aujourd'hui, même si un retard considérable s'est accumulé par manque de personnel.

Enfin, pour mener à bien l'application de la politique d'archéologie préventive sur le terrain, le S.R.A. continue à faire appel à l'A.F.A.N. qui constitue la seule structure en France à pouvoir mener des fouilles archéologiques préventives, notamment à Metz depuis que le G.U.M.R.A. n'assure plus les fouilles de sauvetage.

## II. L'A.F.A.N., instrument du Service Régional de l'Archéologie

### *A. L'absence de l'A.F.A.N. à Metz jusqu'au milieu des années 1980*

L'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales voit le jour en 1973[556]. Elle répond aux besoins de l'archéologie en France, à la suite des nombreux scandales qui éclatent en raison de la « modernisation urbaine » entamée au cours des années 1960. À cette époque l'archéologie française n'est pas apte à réagir immédiatement aux destructions liées à

[556] TALON Marc, BELLAN Gilles, Développement et professionnalisation de l'archéologie préventive en France : l'Afan (1973-2001). *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 251.

l'aménagement du territoire qui s'amplifient. Bien que certaines Directions des Antiquités tentent d'intervenir, il faut attendre le rapport Soustelle en 1975, qui fait un premier bilan de l'état de l'archéologie en France, pour qu'une stratégie de sauvetage des vestiges archéologiques se mette en place.

Le caractère associatif de l'A.F.A.N. permet à l'État, par le biais des Directions des Antiquités, d'utiliser l'association comme un relais pour exécuter des fouilles de sauvetage sur le territoire national. Les liens avec le Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique sont très étroits, puisque ce dernier guide les choix des fouilles à réaliser et que le Président de l'A.F.A.N. n'est autre que le Directeur de la Sous-direction de l'Archéologie. L'association dispose des subventions du Ministère de la Culture et bénéficie notamment du Fonds d'Intervention pour l'Archéologie de Sauvetage (F.I.A.S.) créé en 1975 et des crédits des collectivités territoriales pour des opérations précises[557].

L'A.F.A.N. a recours ponctuellement à des salariés dits « hors statut » représentant près d'un tiers des emplois du secteur archéologique, toutes institutions confondues. Ce personnel est alors payé sur des vacations par les Directions Régionales des Affaires Culturelles ou par le C.N.R.S. La durée des contrats est plafonnée à six mois par an à raison de cent vingt heures de vacation par mois, pour un salaire mensuel s'élevant à 2500 francs. De ce fait, les rémunérations sont complétées grâce à des crédits attribués aux collectivités locales. Mais, dès novembre 1980, au cours du Colloque de Tours portant sur l'archéologie urbaine, un manifeste est présenté par les « hors-statuts » qui réclament la reconnaissance de leur qualification, l'ouverture de postes au sein des Directions des Antiquités et du C.N.R.S., des modalités de recrutement permettant d'intégrer ceux qui pratiquent régulièrement l'archéologie de sauvetage, ainsi qu'un cursus de formation adapté aux exigences de l'archéologie nouvelle.

En 1982, Jack Lang, Ministre de la Culture, expose alors son programme de politique de l'emploi en archéologie, suite à la parution du rapport Querrien[558]. Entre 1985 et 1986, les effectifs de l'A.F.A.N. doublent et passent de deux cent quatre-vingt-quatorze à cinq cent seize contractuels.

[557] *Ibid.* p. 252.
[558] *Ibid.* p. 254.

Une première grève nationale a lieu au début de l'année 1990 avec occupation de la Sous-direction de l'Archéologie. En septembre 1990, suite au rapport établi par Christian Goudineau, deux cent cinquante nouveaux contrats à durée indéterminée sont mis en place. Mais la parution à la fin de l'année 1991 d'un dossier proposant un premier bilan sur la carte archéologique mise en place par le Ministère de la Culture au niveau national en 1977 et devant normalement anticiper les destructions liées aux aménagements montre les limites de cet instrument, notamment grâce à la prescription de sondages mécaniques systématiques par les Directions des Antiquités, plus particulièrement en Lorraine

Une réforme de l'A.F.A.N. est ainsi entreprise en 1991 afin de la rendre plus autonome vis-à-vis des Services Régionaux de l'Archéologie nouvellement mis en place. De nouveaux statuts définissent désormais l'A.F.A.N. comme une association d'intérêt général agissant sous le contrôle de l'État, spécifiquement du Ministère de la Culture et celui du Budget. Les subventions reçues sont à présent gérées par les membres de l'association, non plus par les Directeurs des Antiquités. De plus, six antennes sont créées au niveau régional selon un découpage territorial coïncidant avec le territoire des Commissions Interrégionales de la Recherche Archéologique (C.I.R.A.), qui sont en cours de mise en place. Metz dépend quant à elle de l'antenne « Grand Est ».

Cette réforme prévoit alors le recrutement de deux cent cinquante salariés sous contrat à durée indéterminée. Tardant à venir, les premiers archéologues à bénéficier de cette stabilisation le sont par le tribunal des prud'hommes de Metz, suite à un recours déposé en juillet 1990 par la section Lorraine de l'U.S.P.A.C.T.-C.G.T. qui aboutit le 17 mai 1991 à la requalification de seize contrats à durée déterminée en contrat à durée indéterminée[559].

Ces changements, qu'il s'agisse de la mise en place des Services Régionaux de l'Archéologie ou de l'autonomie de l'A.F.A.N., s'inscrivent dans un contexte beaucoup plus global[560]. Depuis le colloque de Tours en 1980, plusieurs manifestations de ce type se sont déroulées afin d'encadrer le mieux possible l'archéologie, aussi bien au niveau national qu'au niveau international : le colloque de Florence « Archéologie et aménagement » (octobre 1984), la réunion à Strasbourg du comité d'experts « Archéologie et aménagement urbain et rural (novembre 1985), le colloque de Nice « Archéologie et grands travaux » (novembre

[559] *Ibid*. p. 260.
[560] GAUTHIER Marc, L'élaboration de la convention de Malte. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 227-238.

1987), la réunion à Strasbourg du comité d'experts (juin 1989) et enfin le colloque de Coimbra « Sites archéologiques en Europe – Conservation, entretien et mise en valeur » (octobre 1990), débouchent sur la signature d'une convention internationale signée à Malte le 16 janvier 1992. Ce texte régit sur plusieurs points l'archéologie en Europe, en insistant sur la nécessité des inventaires du patrimoine archéologique, de la conservation du patrimoine archéologique, du financement de la recherche et de la conservation archéologiques, de la collecte et la diffusion de l'information scientifique, de la prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique et de la pluridisciplinarité en archéologie. Ratifiée par cinq pays (aujourd'hui trente-huit), la convention de Malte entre en vigueur en France le 10 janvier 1996[561].

Il faut préciser que le recours à l'A.F.A.N. de la part de la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, puis du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine vient plus tardivement à Metz puisque, jusqu'en 1983, les fouilles de sauvetage sont assurées par une autre association, à savoir le G.U.M.R.A. Les premières fouilles faisant intervenir des contractuels de l'A.F.A.N. sont, à partir de 1984, celles des Hauts-de-Sainte-Croix, de la rue Marchant et de l'Espace Serpenoise, ainsi que de la rue Winston-Churchill en 1987, grâce à la mise en place du chapitre 66-20 du budget du Ministère de la Culture, permettant la signature de conventions avec les aménageurs.

### *B. L'exemple de la fouille de la rue de la Pierre-Hardie (1994)*

Afin de comprendre les mécanismes de l'archéologie préventive durant les années 1990, nous avons pris le parti de les montrer à partir de l'exemple de la fouille de la rue de la Pierre-Hardie qui s'est déroulée à Metz en 1994. Entre le moment où le permis de construire est demandé par le pétitionnaire et celui où le rapport de fouille est rendu au S.R.A. de Lorraine, plusieurs étapes s'enchaînent.

En premier lieu, le projet immobilier est présenté par le pétitionnaire à l'Architecte des Bâtiments de France afin de demander un permis de démolir et un permis de construire. Ainsi, en 1992, il est décidé de construire un immeuble de quatorze habitations sur sous-sol au n° 4

[561] Décret n° 95-1039. *Journal Officiel* daté du 18 septembre 1995.

de la rue de la Pierre-Hardie à Metz. L'Architecte des Bâtiments de France, N. Devinoy, informe le Conservateur Régional de l'Archéologie, M. Willaume de ce projet.

Parce qu'il est situé dans un secteur archéologique sensible, cette dernière demande dans un deuxième temps, en août 1992, la réalisation de sondages archéologiques à l'aide d'une pelle mécanique mise à disposition par le pétitionnaire, la S.C.I. Pierre-Hardie, en invoquant l'article R 111/3/2 du Code de l'Urbanisme et la loi Carcopino de 1941, ainsi qu'une étude du bâti puisque l'immeuble est localisé dans le secteur sauvegardé[562].

Dans un troisième temps, l'étude du bâti n'étant pas concluante, le permis de démolir est délivré le 25 février 1993 au promoteur. Le bâtiment est ainsi mis à bas au cours du printemps. En vue de la réalisation des sondages archéologiques, après consultation du Conservateur Régional de l'Archéologie en juin, la demande est faite auprès du Préfet de Région le 8 juillet, qui émet de ce fait un refus conservatoire pour l'octroi du permis de construire.

Ce dernier informe alors en septembre le service des permis de construire de la Mairie de Metz que « le pétitionnaire devra prendre l'attache du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine, 6 place de Chambre – 57045 METZ CEDEX 1, afin d'organiser une série de sondages de reconnaissance complémentaires, puis de fixer les modalités de l'intervention de levée de l'hypothèque archéologique qui sera réalisée, sous le contrôle de l'État, sur les secteurs appelés à être terrassés. En cas de découverte de vestiges monumentaux, durant les fouilles ou lors des travaux, le pétitionnaire devra modifier son projet de construction afin de permettre la conservation et la mise en valeur in situ de ceux-ci[563] ».

Au cours de la quatrième étape, les sondages archéologiques sont réalisés le 23 juin 1994 sous la surveillance de P. Thion, Ingénieur du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine. Pour rappel, la Lorraine est une des premières régions de France à recourir au sondage mécanique systématique en amont d'un chantier. Cette méthode consiste à sonder 5 à 7 % de la surface impactée par les travaux afin de vérifier la présence ou non de vestiges archéologiques, et à quelle profondeur ils apparaissent sous le niveau du sol actuel[564]. En règle

[562] S.R.A. Lorraine. Dossier « 4 rue Pierre Hardie ». Lettre de Martine Willaume à Nadia Devinoy datée du 21 août 1992.
[563] *Ibid*. Lettre du Préfet au Service des permis de construire de la Mairie de Metz datée du 28 septembre 1993.
[564] BLOUET Vincent, SEILLY Marie-Paule et THION Pierre, Carte archéologique et gestion prévisionnelle du Patrimoine. *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 45, automne 1991, p. 18.

générale, avant la mise en place de la législation de 2002, ces diagnostics archéologiques sont réalisés par les ingénieurs du Service Régional de l'Archéologie, P. Thion et M.-P. Seilly. En effet, comme le prévoit l'article 1 du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, l'État réalise lui-même les études d'impact archéologique.

Dans notre cas, il s'agit d'archéologie urbaine et la méthode diffère légèrement. D'une part, le site étant situé au cœur du centre historique de la ville, il est quasiment certain de mettre au jour des vestiges archéologiques. D'autre part, l'envergure du projet, à peine 550 m², ne permet pas d'effectuer une série de sondages linéaires et il est nécessaire à l'archéologue de s'adapter aux conditions du chantier. Ainsi, l'opération se déroule sur une seule journée à l'aide d'une pelle mécanique et P. Thion profite de la berme, laissée par la destruction de l'immeuble suite au démontage de la paroi des caves, pour réaliser une coupe stratigraphique longue d'environ 12 mètres. Le relevé de cette dernière montre une stratigraphie puissante de près de 5 mètres d'épaisseur laissant entrevoir un potentiel archéologique important pour la période gallo-romaine.

Le mois suivant, suite à l'opération, M. Willaume avise la S.C.I. Investibail Transactions des résultats du diagnostic en lui signifiant que quatre mois seraient nécessaires pour mener une fouille archéologique et prévient en même temps Claude Gitta, Directeur de l'antenne interrégionale de l'A.F.A.N. localisée à Nancy, de ces prescriptions[565].

Durant les jours qui suivent, l'A.FA.N. établit rapidement un devis dans l'optique de la réalisation de fouilles préventives. Ce dernier peut être amené à être modifié par l'A.F.A.N. ou le prescripteur du S.R.A., ce qui est le cas. Finalement, en moins d'une semaine, le devis est proposé à l'aménageur le 7 juillet 1994 et s'élève alors à 858 315 francs. Cette somme prend en compte le salaire du responsable de l'opération, celui de trois archéologues qualifiés et d'un archéologue spécialiste, ainsi que les frais engendrés par la rédaction du rapport de fouille et les analyses éventuelles.

Dans un sixième temps, l'aménageur peut contester ce devis et des négociations sont engagées entre ce dernier, le S.R.A. et l'A.F.A.N. entre les mois de juillet et août. L'aménageur, à savoir l'entreprise Batigère, propose de prendre en charge les frais techniques qui s'élèvent à 67 300 francs, tels que l'utilisation d'une pelle mécanique, d'une minipelle, la

[565] *Ibid.* Lettre de Martine Willaume à la S.C.I. Investibail Transactions datée du 30 juin 1994.

mise à disposition d'une cabane de chantier pour les archéologues et d'un bloc sanitaire[566]. La convention est finalement signée entre les trois participants le 12 août 1994. L'aménageur prend en charge 664 140 francs, soit plus de 75 % du financement de la fouille, le reste l'étant par le S.R.A. de Lorraine. La phase de terrain représente, quant à elle, 40 % (358 095 francs) du financement, le plus gros étant absorbé par la phase de traitement des données.

La fouille débute le 1er septembre 1994. On le constate, le montage de l'opération est très rapide entre le moment où le diagnostic est réalisé et celui où la fouille débute, en comparaison avec aujourd'hui, comme nous le verrons, où il peut se passer plusieurs mois, voire plusieurs années, entre ces deux étapes. L'opération, comme prévue initialement, dure quatre mois et s'achève le 31 décembre 1994.

Concernant la méthode, elle est similaire à celle employée pour d'autres fouilles à cette époque. L'utilisation des engins mécanisés devient systématique. Ainsi, suite à la démolition des bâtiments non réhabilités, le terrain est décapé à l'aide d'une pelle mécanique et les tranchées de récupération sont vidées à l'aide d'une minipelle[567]. Les structures sont relevées à l'échelle 1/50e grâce à un carroyage orthonormé en plan ainsi qu'en coupe. Chaque couche est associée à une unité stratigraphique (U.S.) enregistrée sur des fiches, utilisées à Metz depuis 1986 sur le chantier de l'Arsenal. Ce modèle est inspiré de celui mis au point lors des fouilles du Grand-Louvre et de la Cour Napoléon en 1982 à Paris. Le matériel est ramassé, inventorié et dessiné.

Comme à l'accoutumée, le relais de l'information auprès du grand public est assuré par la presse locale, notamment lorsqu'une mosaïque est mise au jour en novembre 1994. Un premier article, intitulé « Une *"domus"* gallo-romaine avec mosaïque, rue Pierre-Hardie », paraît dans les colonnes du *Républicain Lorrain* du 9 novembre, et un second est publié par le quotidien de Nancy, l'*Est Républicain*, le 21 novembre sous le titre : « Une demeure gallo-romaine dévoile ses mystères à Metz ».

Au cours de la fouille ont été mis au jour une série d'enduits peints et une mosaïque (fig. 157) de qualité de conservation assez exceptionnelle nécessitant des crédits supplémentaires afin de pouvoir les prélever sans les altérer (fig. 159) et les étudier (fig. 158).

[566] *Ibid.* Lettre de Batigère à Pierre Thion datée du 13 juillet 1994.
[567] GEBUS Laurent. *Metz, 4, rue de la Pierre Hardie (1994)*. D.F.S. de fouille d'archéologie préventive : 1998, p. 13.

Dans le but d'anticiper ces travaux, un premier devis est demandé au cours du chantier, dès octobre, pour la dépose de la mosaïque et de la peinture murale à l'entreprise Krougly, spécialisée dans la restauration de ce type de matériaux, par Monique Sary, alors Conservatrice des Musées de Metz. Les Musées se portent ainsi acquéreurs de la mosaïque qui est encore de nos jours exposée dans l'établissement[568]. Une demande d'autorisation portant sur cette étude est faite préalablement, auprès de la Commission Interrégionale de la Recherche Archéologique (C.I.R.A.) en mars 1995, avant de solliciter des crédits supplémentaires en mai auprès de la Sous-direction de l'Archéologie (S.D.A.) afin de mener à terme cette opération. La C.I.R.A. valide cette demande et la S.D.A. octroie une dotation exceptionnelle s'élevant à 73 170 francs.

Près de trois années sont nécessaires afin d'effectuer toutes les analyses et de rédiger le rapport de fouille ou Document Final de Synthèse (D.F.S.) qui est déposé au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine en mars 1998.

Au final, la fouille du n° 4, rue de la Pierre-Hardie constitue une des opérations archéologiques les plus importantes des trente dernières années à Metz. Elle a mis en évidence sur plus de 3 mètres d'épaisseur des « terres noires » de l'époque médiévale, thème important de la recherche archéologique en France aujourd'hui. Il ne faut pas oublier la découverte de l'extraordinaire mosaïque qui constitue encore actuellement une des œuvres majeures du Musée de La Cour d'Or. Cette fouille constitue ainsi un bon exemple pour montrer la chaîne opératoire de la mise en place et le déroulement d'un chantier archéologique à cette période où l'A.F.A.N. est un instrument du S.R.A.

[568] *Ibid*. Lettre de Monique Sary à l'entreprise Krougly datée du 19 octobre 1994.

## III. Le renforcement de la législation : la création d'un opérateur national, l'I.N.R.A.P.

### *A. Les premières lois sur l'archéologie préventive*

Sur le plan national, l'A.F.A.N. ne cesse de se développer. Devenant de plus en plus autonome, son budget et ses effectifs augmentent. On atteint en 2001 le chiffre de mille trois cent trente-quatre personnes en contrat à durée indéterminée pour un budget annuel d'environ 500 millions de francs[569]. Cependant, la législation n'est toujours pas stable : chaque projet est négociable. À partir de 1996, une série de rapports prévoit la mise en place d'une redevance afin de financer l'archéologie préventive et la création d'un Établissement Public Administratif (E.P.A.) de recherche. La création de ces projets est précipitée par les événements de 1997 et de 1998, comme l'affaire de Rodez qui voit la destruction d'un site gallo-romain par un aménageur avec l'accord du Gouvernement, ou encore le lancement d'un appel d'offres à Saint-Omer pour la réalisation de fouilles archéologiques. Tout ceci met en cause la faiblesse du cadre législatif et la prédominance de l'A.F.A.N. en tant qu'opérateur privilégié de l'État.

La Ministre de la Culture, Catherine Trautmann, mandate le 9 octobre 1999 un groupe de travail composé de Jean-Paul Demoule, Professeur de protohistoire à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, et de Bernard Poignant, Maire de Quimper, afin de travailler à l'élaboration d'une loi sur l'archéologie préventive.

À la suite de longs débats parlementaires, la loi sur l'archéologie est promulguée le 17 janvier 2001[570], instaurant une redevance. L'objectif de celle-ci est de financer les diagnostics et les fouilles d'archéologie préventive (article 9). Elle prévoit également la création d'un E.P.A. de recherche (article 4), conséquence directe de la dissolution de l'A.F.A.N. Avec l'instauration de cette loi, les principes de la convention de Malte signée en

[569] TALON Marc, BELLAN Gilles, Développement et professionnalisation de l'archéologie préventive en France : l'Afan (1973-2001). *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 261.
[570] Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

1992 sont enfin intégrés au droit français, permettant de concilier le développement économique avec la connaissance de l'histoire de notre pays[571].

L'article 1 insiste sur le fait que l'archéologie préventive « relève de service public », s'opposant ainsi à toute mise en concurrence avec des opérateurs d'ordre privé. Globalement, ce texte couche sur le papier tous les principes mis en place depuis le début des années 1980, comme « la détection, la conservation et la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement ». Le Service Régional de l'Archéologie est chargé de prescrire les fouilles et les diagnostics et désigne le responsable de l'opération (article 2). Une des principales missions des S.R.A. est d'alimenter en permanence la carte archéologique instaurée depuis 1977.

Comme le prévoit la loi du 17 janvier 2001, un E.P.A. est établi. Ainsi, le 1er février 2002, l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (I.N.R.A.P.) est créé, au sein duquel les employés deviennent des agents contractuels de droit public. L'article L. 523-1 du Code du Patrimoine prévoit une triple mission pour l'I.N.R.A.P. : être opérateur des travaux de diagnostics et de fouilles d'archéologie préventive, assurer l'exploitation scientifique des opérations et la diffusion de leurs résultats, ainsi que concourir à l'enseignement, à la diffusion culturelle et la valorisation de l'archéologie.

### *B. L'exemple de l'aménagement de la Z.A.C. Amphithéâtre (2006-2007)*

À l'instar de la mise en place de la politique de convention avec l'A.F.A.N., il convient d'en faire de même lors de l'établissement de l'I.N.R.A.P. à Metz en 2002. Nous prendrons donc pour exemple celui de l'aménagement de la Z.A.C. Amphithéâtre, aux abords de la gare.

Avec l'application des lois sur l'archéologie préventive, les procédures en matière d'archéologie sont modifiées en profondeur et les réflexions sur l'aménagement du territoire

[571] POT Nicole, L'Inrap, une construction difficile et mouvementée. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 266.

sont abordées plusieurs années à l'avance. Celle concernant l'aménagement du secteur de la gare de Metz débute dès la fin des années 1980. En mars 1989, la Municipalité de Metz envisage d'implanter sur 35 ha, notamment sur les terrains de la gare de marchandises, un quartier résidentiel et tertiaire sous le nom « Amphithéâtre », du nom de l'édifice gallo-romain enfoui dans les environs[572].

Dès l'année suivante, le Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, Joëlle Burnouf, se préoccupe des vestiges susceptibles d'être perturbés par les travaux, spécifiquement ceux de l'amphithéâtre fouillé en 1902 par les archéologues allemands avant d'être réenfoui[573]. L'objectif est clair : il ne s'agit pas de mettre au jour les vestiges de ce dernier, mais de collecter le maximum d'informations et de confronter ces connaissances à la réalité urbaine. Il est alors nécessaire d'entreprendre un travail sur le cadastre et les sources historiques permettant de situer précisément la position des vestiges que recèle le sous-sol. À partir de ces données, une réflexion doit être menée en vue des aménagements à venir. Le principal but demeure la préservation « pour les générations futures » de ces vestiges et qu'ils soient le moins affectés par les travaux.

Bien que les terrains ne soient acquis par la Ville de Metz que six ans plus tard, en février 1996, pour la somme de 32 millions de francs[574], la conservation des vestiges de l'amphithéâtre gallo-romain commence à faire débat au sein du monde politique, dont la mise en valeur est voulue par Marie-Jo Zimmermann, Conseillère municipale, la même année. En 1999, c'est au tour de la Société d'Histoire du Sablon de demander la mise en valeur des ruines de l'édifice[575]. La protection, voire la mise en valeur du monument, est réellement au centre des négociations.

Anticipant d'éventuels travaux archéologiques entrant dans le cadre du P.O.S., N. Devinoy, Adjointe au Maire de Metz chargée des affaires d'urbanisme et ancien Architecte des Bâtiments de France, contacte le S.R.A. de Lorraine en février 1997 afin de recueillir le maximum d'informations à propos de l'amphithéâtre gallo-romain[576]. Il faut rappeler que N. Devinoy est coutumière de ce genre de procédure puisqu'au début des années 1980, elle

[572] Article du *R.L.* « Aménagement du secteur gare : la réflexion est sur les rails » daté du 23 mars 1989.
[573] Lettre n° 90-3146 de Joëlle Burnouf à M. Leucart, Mairie de Metz.
[574] Article du *R.L.* « L'achat de Metz marchandises place le projet urbain sur les rails » daté du 24 février 1996.
[575] Article du *R.L.* « Les Messins veulent voir l'amphithéâtre » daté du 28 janvier 1999.
[576] S.R.A. Lorraine. Dossier « Z.A.C. Amphithéâtre ». Lettre de Nadia Devinoy à Martine Willaume datée du 14 février 1997.

transmettait les permis de construire aux archéologues afin que des interventions archéologiques puissent être menées. Une demande de sondages archéologiques est alors faite en septembre 1998 afin de confirmer ou d'infirmer la présence de vestiges archéologiques[577] et un premier devis est établi en juin 1999[578] puis envoyé le mois suivant à l'A.F.A.N. En effet, nous sommes deux ans avant les lois de 2001 sur l'archéologie préventive et trois ans avant la création de l'I.N.R.A.P. Les premières opérations archéologiques sont donc réalisées par l'association. Les premiers sondages concernent le secteur « Esplanade » et le terrain « Bour et Thielen » et se déroulent en août 1999, sous la direction de Laurent Gébus et Franck Gama[579]. Seuls 2,3 hectares sont diagnostiqués mettant en évidence une occupation de l'époque gallo-romaine. En effet, toute la surface concernée par les aménagements du futur quartier doit faire l'objet de sondages archéologiques. Ces derniers vont s'échelonner sur plus d'une dizaine d'années et le terrain concerné est alors divisé en zones prescrites au fur et à mesure de l'avancée de travaux[580].

Des réunions de concertation sont alors organisées à partir de l'automne 1999 avec les différents protagonistes liés à l'aménagement de la Z.A.C. Amphithéâtre : la Municipalité de Metz, la Préfecture, la D.D.E., la Chambre des Métiers, le C.C.I. de la Moselle, le S.R.A. de Lorraine, la S.N.C.F, l'A.G.U.R.A.M... L'archéologie est donc à présent prise en compte lors de l'élaboration des grands chantiers d'urbanisme.

En 2003, le Ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, originaire de Metz et ancien Président du Centre Georges-Pompidou, ainsi que le Maire de Metz, Jean-Marie Rausch, décident d'implanter une antenne du Musée d'Art contemporain à Metz, dans le futur quartier de l'Amphithéâtre. Archéologiquement, le problème réside dans le fait qu'il est prévu d'implanter le nouveau musée à proximité immédiate des vestiges enfouis de l'amphithéâtre gallo-romain. L'aménagement d'un parking souterrain est également prévu à quelques mètres de là, pouvant détruire des niveaux archéologiques. Le concours d'architecture en vue de la construction du Centre Pompidou-Metz est lancé en juin 2003. S'agissant d'un aménagement de la CA2M (Communauté d'Agglomération de Metz Métropole) créée en 2002, le S.R.A. de

[577] *Ibid*. Lettre de Nadia Devinoy à Martine Willaume datée du 7 septembre 1998.
[578] *Ibid.* Cahier des Charges pour des sondages archéologiques dans le quartier de l'Amphithéâtre.
[579] GEBUS Laurent. *Metz-Sablon, quartier de l'amphithéâtre secteur de l'Esplanade et secteur Bour et Thielen*. D.F.S. d'évaluation archéologique : 2001, 92 p.
[580] En 2012, nous sommes à dix zones diagnostiquées représentant 16,5 hectares, soit environ la moitié de la surface impactée.

Lorraine informe son Président, Jean-Marie Rausch, dès juillet 2003 que cette opération nécessitera probablement des fouilles archéologiques avant le début des travaux[581]. Aussi, pour préserver le plus possible l'amphithéâtre, l'implantation retenue en novembre 2003 se situe en bordure immédiate du monument, sur son côté sud-est[582] et le futur musée sera construit sur têtes de pieux sur plus de 16 m de profondeur afin de ne pas bâtir de fondations trop destructives.

Ainsi, après analyse des plans du projet du Centre Pompidou-Metz par le S.R.A. de Lorraine, il s'avère que les vestiges archéologiques ne sont pas menacés et la contrainte archéologique est levée en mai 2005. Les travaux peuvent ainsi commencer et la pose de la première pierre de Centre a lieu le 7 novembre 2006 en présence du Ministre de la Culture et de la Communication, Renaud Donnedieu de Vabres, du Maire de Metz, Jean-Marie Rausch, et du Président Centre Pompidou de Paris, Bruno Racine. Cependant, une surveillance du chantier est tout de même entreprise par les archéologues de l'I.N.R.A.P. en août 2007, à l'occasion des forages d'implantation de quatre pieux à proximité immédiate de l'amphithéâtre gallo-romain. Bien qu'ils aient révélé des matériaux des époques moderne, médiévale et gallo-romaine, ceci ne justifie pas l'arrêt des travaux pour faire intervenir les archéologues.

Le projet d'implantation du Centre Pompidou-Metz est un bon exemple de concertation entre les aménageurs et les archéologues. Il était inconcevable quelques années auparavant que l'impact de travaux d'aménagement sur des vestiges archéologiques soit pris en compte par les aménageurs et provoque la modification du projet. Ces négociations ont permis ainsi la préservation d'un édifice antique, évitant sa destruction et des dépenses très importantes en matière de fouilles, voire de mise en valeur. Il ne faut pas négliger non plus la virulente campagne médiatique de tous ceux, les opposants politiques en particulier, qui auraient souhaité que le monument soit remis au jour.

Il en est tout autrement à propos du projet de construction du parking jouxtant le futur musée d'Art contemporain. En effet, cette aire de stationnement se déploie sur trois niveaux, soit sur une profondeur d'environ 6 m, et est donc susceptible de perturber des niveaux archéologiques. Contrairement au projet du Centre Pompidou-Metz, le déplacement du projet

[581] S.R.A. Lorraine. Dossier « Centre Pompidou ». Lettre du D.R.A.C. au Président de la Ca2m datée du 26 avril 2004.
[582] *Ibid.* Lettre du D.R.A.C. au Préfet de la Région Lorraine datée du 2 juillet 2004.

n'est pas envisageable. Grâce aux lois sur l'archéologie préventive, plusieurs démarches sont ainsi mises en place afin de pouvoir effectuer des opérations archéologiques sans retarder les travaux d'aménagement.

La S.A.RE.M (Société d'Aménagement et de Restauration de Metz) contacte en premier lieu le S.R.A. de Lorraine dès le mois de mars 2002, lui signifiant la nature du projet et lui demande l'engagement de la procédure permettant l'intervention de l'I.N.R.A.P. le plus rapidement possible[583]. Suite à une réunion entre l'État et l'aménageur le 8 juin 2005, ce dernier fournit rapidement les plans cadastraux sur lesquels figurent les emprises des travaux[584].

Après la consultation de la C.I.R.A. (Commission Interrégionale de Recherche Archéologique), le S.R.A. de Lorraine émet un arrêté de prescription le 3 novembre 2005 pour une première tranche de fouille préventive[585], respectant le calendrier établi avec l'aménageur lors d'une réunion le 21 septembre[586]. Mais en raison de la superficie prescrite et pour assurer le mieux possible le déroulement des travaux d'aménagement, l'opération archéologique est scindée en deux tranches de fouille. En effet, l'emprise totale des travaux de construction du parking concerne une superficie de plus de 22 000 m² les terrains « Bour et Thielen » sondés en 1999, qui avaient révélé une importante stratigraphie d'environ 2,30 m d'épaisseur.

Les objectifs de cette fouille sont précis. Il s'agit de dater et de déterminer l'implantation, ainsi que l'organisation du quartier antique qui bordait l'amphithéâtre. La période alto-médiévale est également concernée et les archéologues doivent étudier l'évolution du quartier à cette époque. En amont de l'opération, le responsable scientifique doit la préparer en faisant le point sur l'état des connaissances relatives au site et à son environnement. Pour la sécurité des fouilleurs, les réseaux électriques et de gaz devront être mis hors-service. Concernant les moyens mis en œuvre, la mécanisation des fouilles archéologiques est désormais devenue systématique grâce à l'emploi de pelles mécaniques. Les frais de logistique, comme ceux liés à l'installation de la base-vie pour les archéologues,

[583] S.R.A. Lorraine. Dossier « Z.A.C. Amphithéâtre ». Lettre de la S.A.RE.M. à la D.R.A.C. datée du 11 mars 2002.
[584] *Ibid*. Lettre de la S.A.RE.M. à la D.R.A.C. datée du 12 juillet 2002.
[585] S.R.A. Lorraine. Arrêté de prescription n° 2005-380 daté du 3 novembre 2005.
[586] S.R.A. Lorraine. Dossier « Z.A.C. Amphithéâtre ». Compte-rendu de la réunion du 21 septembre 2005 tenue à la S.A.RE.M.

sont alors pris en charge par la S.A.RE.M., tout comme la clôture du chantier de fouille pour des raisons de sécurité[587]. Pour les travaux de terrassement, une consultation doit être lancée par la S.A.RE.M. à propos du choix de l'entreprise pour la location des engins mécaniques.

L'autorisation de fouille est ensuite délivrée par le S.R.A. de Lorraine le 15 mars 2006, désignant Franck Gama, Ingénieur d'étude à l'I.N.R.A.P., comme responsable scientifique de l'opération[588]. La fouille peut alors commencer quelques jours plus tard pour une durée de six mois avec l'aide d'une dizaine d'archéologues, dont un responsable de secteur secondant le responsable d'opération.

Une seconde autorisation de fouille est par la suite délivrée au début de l'année suivante, afin de permettre la réalisation de la seconde tranche de l'opération, située au nord et à l'est de la limite de la fouille précédente[589]. Afin d'assurer une cohérence scientifique, le S.R.A. de Lorraine désire la mise en place de la même équipe ayant fouillé en 2006.

Au total, l'opération de fouille préventive de la Z.A.C. Amphithéâtre s'est déroulée sur seize mois, sous la direction d'un responsable d'opération, un responsable de secteur et l'aide d'une dizaine de techniciens de fouille, dont le nombre a fluctué selon les besoins[590]. Les relevés des structures ont été assurés par des topographes de l'I.N.R.A.P. durant toute la durée de l'opération. L'emploi de moyens mécaniques, sous la forme de minipelles et de brouettes mécaniques, a duré pendant presque toute la durée du chantier, soit environ treize mois.

À l'heure actuelle, en juin 2012, le rapport final de l'opération n'a pas encore été rendu par l'équipe de Franck Gama, ne nous laissant pas entrevoir les résultats[591]. Mais grâce aux renseignements fournis par ce dernier, nous savons que le traitement des données de terrain et les études du matériel mis au jour ont duré de 2008 à 2011. En termes de moyen humain, la durée de la post-fouille est presque égale à celle de la phase de terrain (cf. tableau ci-dessous).

[587] *Ibid.* Compte-rendu de la réunion du 6 janvier 2006 tenue à la S.A.RE.M.
[588] S.R.A. Lorraine. Arrêté portant autorisation d'une opération d'archéologie préventive n° 2006-123 daté du 15 mars 2006.
[589] S.R.A. Lorraine. Arrêté n° 2007-34 daté du 8 janvier 2007.
[590] Nous tenons à remercier M. Franck Gama, Responsable de l'opération Z.A.C. Amphithéâtre, ainsi que M. Laurent Gébus, Assistant Scientifique et Technique de l'I.N.R.A.P. Grand-Est, pour nous avoir fourni les renseignements relatifs au déroulement de la fouille de 2006-2007.
[591] Hormis un article publié dans la revue de Renaissance du Vieux Metz.

| Moyens humains (jours) | Préparation de l'opération | Phase de terrain | Post-fouille |
|---|---|---|---|
| **Responsable d'opération** | 15 | 325 | 350 |
| **Responsable de secteur** | 10 | 350 | 700 |
| **Techniciens de fouille** | 0 | 2850 | 2145 |
| **Spécialistes** | 0 | 440 | 680 |
| **Moyens mécaniques** | 260 jours de minipelles, 480 jours de brouettes mécaniques, 65 jours de chariot élévateur pour le tamisage | | |

Le rapport de fouille sera organisé en huit volumes : les résultats archéologiques (tome I), l'étude céramologique (tome II), l'étude du reste du mobilier (métal, tabletterie, verre, éléments lapidaires…) (tome III), l'étude anthropologique (tome IV), l'étude archéozoologique (tome V), les études environnementales (carpologie, palynologie) (tome VI), l'inventaire des structures et du mobilier (tome VII) et la synthèse archéologique (tome VIII). Seul le deuxième tome a été rendu actuellement.

Ainsi, la Z.A.C. Amphithéâtre est encore en cours d'aménagement. Dix diagnostics archéologiques ont été réalisés entre 1999 et 2012 soit par l'A.F.A.N., soit par l'I.N.R.A.P., soit par le pôle d'archéologie préventive de la Communauté d'agglomération, ainsi que deux fouilles préventives. L'une d'elles a été menée par l'opérateur privé Antéa, tandis que la seconde l'a été par la Communauté d'agglomération de Metz-Métropole.

Ainsi, en 2007, la mise en concurrence des opérateurs archéologiques, voulue par la loi de 2001, modifiée en 2003, s'opère enfin à Metz. Les travaux d'aménagement s'accélérant au sein de la ville et de son agglomération, la CA2M crée son propre opérateur afin de pouvoir pallier le retard que connaît l'I.N.R.A.P. en termes de fouilles archéologiques.

## IV. L'ouverture du marché : l'émergence des nouveaux opérateurs archéologiques

La loi de 2001 est modifiée en profondeur par la loi n° 2003-707 du 1er août 2003, visant à travers l'article 4 à développer l'intervention des services archéologiques agréés des collectivités territoriales. L'aménageur peut ainsi à présent choisir l'opérateur des fouilles en faisant appel soit à l'I.N.R.A.P., soit à un service archéologique territorial, soit à tout opérateur privé ou public ayant été agréé par l'État. Les diagnostics archéologiques peuvent être réalisés par tout opérateur public, à savoir l'I.N.R.A.P. ou une collectivité, mais en aucun cas par un opérateur privé, contrairement aux fouilles. Le financement de l'archéologie est assuré par la Redevance d'Archéologie Préventive (R.A.P.), notamment pour les diagnostics, ainsi que par le Fonds National pour l'Archéologie Préventive (F.N.A.P.).

À Metz, les travaux d'aménagement urbain les plus importants sont réalisés par la CA2M (Communauté d'Agglomération de Metz Métropole), créée en 2002. Cependant, l'I.N.R.A.P. connaît certaines difficultés pour dégager, à court et moyen termes, les ressources humaines nécessaires à la réalisation des diagnostics et fouilles archéologiques pour libérer les terrains à bâtir.

C'est pourquoi, le 30 janvier 2006, le Conseil de Communauté décide de prendre la compétence facultative « Archéologie préventive », entérinée par l'arrêté préfectoral n° 2006-DRCL/1-018 du 21 avril 2006. Le 5 avril 2007, un arrêté du Ministère de la Culture et de la Communication délivre l'agrément officiel rendant possible la mise sur pied d'un pôle d'archéologie préventive réclamé depuis des années, par G. Collot au milieu des années 1960, puis par C. Lefebvre en 1984.

En effet, la mise en place du service de la CA2M est assez tardive, compte tenu du gisement archéologique que présente Metz et surtout des scandales archéologiques que la ville a pu connaître à la fin des années 1970 et au début des années 1980. En effet, des villes comme Lyon possèdent le leur, ou du moins des semblants de services municipaux, dès les années 1930, disposant d'un personnel chargé de dégager des vestiges archéologiques[592].

[592] DEMOLON Pierre, Les services archéologiques territoriaux. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 189.

D'autres doivent leur existence aux destructions occasionnées lors des combats de 1944, permettant ainsi de reconstituer leurs collections, comme à Douai[593]. Ainsi, en 1981, on comptait une dizaine de services pour l'ensemble du territoire afin d'atteindre une trentaine à la fin de la décennie, notamment grâce aux réformes du Ministère de la Culture. Ce chiffre ne cesse de croître, si bien qu'en décembre 2007 dix-sept conseils généraux, vingt-trois communes et sept communautés d'agglomérations ont obtenu leur agrément.

D'une part, le pôle est rattaché à la Direction de la Promotion Culturelle et Touristique de la CA2M afin d'optimiser l'exploitation des découvertes archéologiques avec le Musée de La Cour d'Or. D'autre part, afin de disposer en amont des informations concernant les projets liés à l'aménagement du territoire de la Communauté d'agglomération, le pôle d'archéologie préventive travaille également en collaboration avec la Direction du Développement et de l'Aménagement Durable.

L'agrément porte sur la réalisation pour l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération messine de tous types de diagnostics archéologiques, ainsi que la réalisation de fouilles d'archéologie préventive concernant les périodes allant de la Protohistoire à l'époque contemporaine. L'un des principaux buts du pôle est d'anticiper l'activité archéologique des projets d'aménagement sur le territoire de l'agglomération, rôle que l'I.N.R.A.P. peine à remplir par manque de moyens humains.

En matière de personnel, le pôle d'archéologie préventive compte en 2008 dix agents permanents, dont cinq occupent des postes scientifiques et sont recrutés en contrat de droit public. Ces derniers sont, conformément à la loi du 26 janvier 1984, d'une durée maximale de trois ans renouvelable, une fois. À sa tête se trouve une responsable, Renata Dupond, Conservatrice du Patrimoine et Docteur en Archéologie, qui est chargée de gérer le pôle, diriger des opérations archéologiques, organiser ces dernières sur un plan matériel, logistique et administratif et coordonner la préparation des rapports d'opérations ainsi que les publications archéologiques. Elle est assistée de trois archéologues qui sont chargés de la suppléer. Une céramologue se charge d'étudier les tessons de céramique mis au jour lors des fouilles et d'en publier les résultats. Onze techniciens de fouilles permettent la mise en place d'équipes compétentes dont disposent les responsables d'opération afin d'assurer les interventions courantes de diagnostics et de fouilles dans les meilleures conditions.

[593] *Ibid.*

Cette équipe d'une vingtaine de personnes est basée dans des locaux de 255 m² situés au siège de la Communauté d'agglomération à Metz-Technopôle. Le matériel découvert lors des fouilles, après avoir été lavé, reconditionné et étudié, est conservé au Centre de Conservation et d'Étude de Scy-Chazelles, un bâtiment de l'État. Les collections archéologiques du pôle de la CA2M sont gérées par un technicien territorial qui s'occupe de conserver, inventorier, ainsi qu'organiser et gérer les réserves, en collaboration avec les agents du S.R.A. de Lorraine.

L'équipe scientifique est assistée d'un responsable administratif et financier chargé de la gestion du pôle et du suivi des conventions passées entre les aménageurs et la Direction Régionale des Affaires Culturelles, suppléée d'un agent administratif dont la tâche est l'accueil et le secrétariat. Deux topographes réalisent les relevés au théodolite des structures archéologiques sur le terrain et en dressent le plan.

Entre 2007 et 2008, le pôle d'archéologie préventive de la CA2M a réalisé sur Metz deux diagnostics, ceux de la Z.A.C. Amphithéâtre zone 8 et de la place Saint-Simplice, et une fouille archéologique, celle de la place de la République. Cette dernière vient compléter les données des nombreuses fouilles de ce secteur. Une superficie importante pour un chantier urbain de 3200 m² a été décapée, permettant la mise au jour d'une occupation gallo-romaine entre les I$^{er}$ et IV$^{e}$ siècles, à laquelle succèdent un habitat médiéval puis une partie de l'ancienne citadelle du milieu du XVI$^{e}$ siècle[594].

En 2008, la Communauté d'Agglomération décide de procéder au regroupement de tous ces moyens fonctionnels en un lieu unique baptisé la « Maison de l'Archéologie et du Patrimoine » (fig. 160), construite à l'Actipôle de Metz-Borny et qui a ouvert ses portes en septembre 2012.

Il aura ainsi fallu une trentaine d'années pour mettre pleinement en œuvre la politique d'archéologie urbaine à Metz. Son encadrement est à présent assuré par le S.R.A. de Lorraine, tandis que deux opérateurs, l'I.N.R.A.P. et le pôle d'archéologie préventive de Metz Métropole assurent l'essentiel des fouilles sur le territoire de l'agglomération.

[594] Il n'est pas prévu de développer les apports de cette importante fouille ici, puisque le rapport final d'opération n'a pas encore été publié.

# QUATRIÈME PARTIE

# BILAN D'UN SIÈCLE D'ARCHÉOLOGIE MESSINE

Depuis le milieu du XVIII[e] siècle, l'archéologie ne cesse de compléter les connaissances sur l'histoire messine. Toutefois, ce n'est qu'à partir de l'arrivée de J. B. Keune en 1896 que les résultats issus des fouilles deviennent réellement exploitables en raison des nouvelles méthodes utilisées à la fin du XIX[e] siècle. Après avoir exposé les faits marquants de l'archéologie messine, il convient à présent de proposer un bilan de son encadrement, des moyens mis en œuvre et de sa mise en valeur. Une étude à l'échelle de la ville, ou du moins à celle de la zone définie dans le cadre de notre sujet serait fastidieuse. Néanmoins, un tableau de l'archéologie messine peut être esquissé, en réalisant une étude de cas sur un secteur représentatif du reste du territoire urbain.

## Chapitre 12 Financements, méthodes et résultats de l'archéologie messine : l'exemple du quartier de l'ancienne citadelle

Le quartier méridional, au sein duquel était bâtie l'ancienne citadelle du XVI[e] siècle, constitue un bon exemple. En effet, cette zone de près de 20 ha a fait l'objet de treize opérations ou découvertes archéologiques dans l'intervalle d'un siècle. Le monument le plus étudié demeure Saint-Pierre-aux-Nonnains et ses abords. Dès 1899, la découverte du chancel succède à une étude réalisée par l'architecte Emil Knitterscheid[595]. Cette étude est accompagnée du creusement de quelques tranchées permettant de révéler des débris de constructions gallo-romaines et médiévales. Au cours de la Seconde Annexion, Wilhelm Reusch y conduit une fouille sous l'égide du *Landesdenkmalamt* et met en évidence les

[595] KNITTERSCHEID Emil, Die Abteikirche St. Peter auf der Citadelle in Metz, ein Bau aus merovingischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 97-111 ; KNITTERSCHEID Emil, Die Abteikirche St. Peter auf der Citadelle in Metz, ein Bau aus merovingischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 10, 1898, p. 120-152.

phases d'occupation successives de l'édifice[596]. Les abords sont également fouillés par J.-J. Hatt en 1961[597], tandis qu'en 1974 et en 1988, J.-P. Bertaux[598] et X. Delestre[599] réalisent des sondages au sein de l'édifice peu avant sa restauration. La majeure partie du XX$^{e}$ siècle a été marquée par des surveillances de travaux, en raison de l'aménagement du territoire. Ainsi, le démantèlement de la citadelle au début du siècle, la construction du parking souterrain de l'Esplanade en 1964 et l'extension de l'École des Arts appliqués en 1967 ont conduit à de simples observations de terrain. Ce n'est qu'à partir des années 1980 et des premières conventions signées avec les aménageurs que les premières fouilles méthodiques sont entreprises. Les chantiers, comme celui de l'Arsenal (1981-1986), annoncent les débuts de l'archéologie préventive et indiquent le passage d'une archéologie bénévole à une archéologie professionnelle. Les dernières fouilles menées au cours de la première décennie des années 2000 marquent l'essor de l'archéologie préventive. En raison de la mise en concurrence des opérateurs archéologiques, les chantiers du Magasin-aux-Vivres (2003) et de l'Esplanade (2006) ont été réalisés par l'I.N.R.A.P., tandis que celui de la place de la République (2008) est l'œuvre du pôle d'archéologie préventive de Metz-Métropole.

Bien que les causes de ces découvertes soient toutes liées à l'aménagement du territoire, la nature des opérations archéologiques a nettement évolué en un siècle. Pendant plus de sept décennies, il faut les qualifier de « découvertes fortuites », bien que G. Collot et J.-J. Hatt aient voulu anticiper la destruction des vestiges au cours des années 1960 et 1970. Les savants et les archéologues interviennent toujours après les mises au jour ou au mieux, pendant les travaux urbains. Seules les fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains, de 1942 et 1961, ont été programmées par les autorités, qu'il s'agisse du *Landesdenkmalamt* ou de la Direction des Antiquités Historiques. La mise en place des fouilles de sauvetage programmé à la fin des années 1970 en Lorraine permet aux archéologues d'intervenir avant le début des travaux. Les premières conventions sont signées à Metz en 1982 lors du chantier du petit amphithéâtre, rue de la Paix, puis pour la fouille de l'Arsenal. À la différence des fouilles de

[596] REUSCH Wilhelm, Die St. Peter-Basilika auf der Zitadelle in Metz. Neue Untersuchungen und Ausgrabungen des Landesdenkmalamtes Metz im Jahre 1942. *Germania*, vol. 27, 1943, p. 79-92.
[597] HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains de Metz en 1961. *A.S.H.A.L.*, t. LXI, 1961, p. 15-26 ; HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique de Metz en 1961. *C.R.A.I.*, 1962, p. 116-123.
[598] BERTAUX Jean-Paul. *Metz, Saint-Pierre-aux-Nonnains*. Rapport d'observations archéologiques préliminaires : 1974, 12 p.
[599] DELESTRE Xavier. *Saint-Pierre-aux-Nonnains*. Rapport de fouille de sauvetage : 1987, 7 p.

sauvetage urgent, au cours desquelles les archéologues interviennent en même temps que les travaux, les fouilles de sauvetage programmé posent les premiers jalons de l'archéologie préventive. Avec la prédominance de cette dernière à partir des années 1990, le nombre d'opérations ainsi que leur ampleur en termes de moyens financiers et logistiques ne cessent d'augmenter.

Pour que cela devienne possible, un encadrement et une législation ont progressivement été mis en place tant sur le plan local qu'au niveau national (cf. *infra* chap. préliminaire, D.). La loi de 1941 est la première loi à se préoccuper véritablement de la protection des découvertes archéologiques. Adaptée à une France rurale, la loi Carcopino s'avère rapidement inadaptée aux travaux liés à la Reconstruction qui touchent Metz au cours des années 1960. Il faut attendre les lois de 2001 et 2003 sur l'archéologie préventive pour observer une nette évolution du cadre législatif. Parallèlement à celle-ci, le financement des opérations archéologiques a également pris de l'ampleur, spécifiquement au cours des trois dernières décennies. Cet encadrement permet ainsi d'injecter des moyens financiers conséquents dans le but d'entreprendre des fouilles de plus grande ampleur.

## I. Un financement de l'archéologie messine relativement tardif

Pour mener à bien une opération archéologique, des crédits sont nécessaires pour acquérir le matériel de fouille et rémunérer les ouvriers ou les fouilleurs. De nos jours, il en va de soi dans le cadre de l'archéologie préventive. Toutefois, il n'en fut pas toujours ainsi. Pendant de nombreuses décennies, l'archéologie messine a fonctionné grâce aux subventions, plus ou moins importantes, octroyées par l'administration locale.

En prenant l'exemple du quartier de l'ancienne citadelle, on constate qu'il est difficile de fournir des données chiffrées pour la période de la première Annexion. En effet, il s'agit la plupart du temps de découvertes fortuites qui ne demandent pas de financement particulier. Quelques données peuvent être prises en compte. Ainsi, le montant du salaire proposé à l'entrepreneur Heister afin d'effectuer des travaux à Saint-Pierre-aux-Nonnains en 1899

s'élève à 500 mark. Nous pourrions aussi prendre en compte le salaire de J. B. Keune, puisque celui-ci assiste presque chaque jour aux travaux de destruction de la citadelle entre 1900 et 1905. Toutefois, il s'agirait d'une vision biaisée de la réalité. En fait, aucune somme n'est officiellement allouée pour prélever les objets mis en évidence et aucun ouvrier n'est embauché dans le but d'excaver des structures archéologiques. Seule la fouille de l'amphithéâtre du Sablon a été financée à hauteur d'environ 10 000 mark. Puisque l'empire allemand connaît une organisation en *Reichsländer*, les subventions sont accordées par la Présidence de Lorraine, et non pas directement par le pouvoir impérial, bien que ce dernier accorde son protectorat à la *Gesellschaft*. L'archéologie étant pratiquée par ses membres, celle-ci perçoit les crédits attribués à l'archéologie. Il existe alors un intérêt et un encouragement de la part du pouvoir en place, qui accorde des fonds.

En revanche, la situation est tout autre durant l'entre-deux-guerres. Aucune institution n'exerce une surveillance des travaux d'urbanisme et les fouilles ne sont pas prises en charge par l'État. Au cours de cette période, aucune découverte n'est attestée dans le secteur de l'ancienne citadelle. Cependant, afin de mesurer la faible participation financière des autorités, il convient de prendre un exemple localisé non loin de notre sujet d'étude, dans le quartier du Sablon. Seule la municipalité alloue quelques crédits afin que R. Clément assure des surveillances de chantier et préserve des objets archéologiques. En 1925, le Maire accorde près de 1500 francs pour mettre au jour les structures de la rue Pétain. Afin de pouvoir comparer l'évolution du montant des subventions, il convient d'avoir une valeur monétaire commune à chaque période[600]. Ainsi, 1500 francs en 1925 équivalent à environ 923 euros actuels. Cette somme est relativement modeste, d'autant plus que lorsque la somme prévisionnelle est atteinte, R. Clément ne perçoit plus aucun crédit pour la poursuite des excavations.

La seconde Annexion annonce la mise en place d'un cadre pour l'archéologie messine : le *Landesdenkmalamt*. Pourtant, nous ne disposons d'aucune donnée chiffrée concernant l'unique fouille de l'époque menée à Saint-Pierre-aux-Nonnains en 1942. Toutefois, à voir la durée de la fouille et les moyens engagés, il paraît évident que des crédits

[600] Le site internet de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.) propose une interface permettant de convertir les sommes en francs en euros depuis 1911 : http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=29&page=achatfranc.htm

ont été octroyés pour cette entreprise. Les fouilleurs étant des soldats de la *Wehrmacht*, il est probable que leur solde n'a pas été prise en charge par le *Landesdenkmalamt*, mais par l'armée allemande. Il faut néanmoins prendre en compte les salaires de W. Reusch et d'É. Delort qui ont codirigé cette fouille, ainsi que le coût du matériel qui a été nécessaire pour sa réalisation.

Les premières données exploitables sont les subventions annuelles octroyées par la municipalité à J.-J. Hatt afin qu'il puisse entreprendre la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains entre 1959 et 1961. Il faut toutefois rester prudent, ces sommes étant également concédées pour les fouilles des thermes du Carmel et de la Visitation. En moyenne, le montant des subventions s'élève chaque année à 10 000 nouveaux francs, soit environ 15 000 euros. Ces sommes permettent l'acquisition de matériel, l'utilisation d'engins mécaniques et la rémunération des ouvriers non qualifiés.

En raison de la professionnalisation de l'archéologie, le coût d'une opération archéologique augmente sensiblement. Le passage d'une convention entre l'aménageur et la Direction des Antiquités permet tout de même de partager les frais occasionnés pour la fouille de l'Arsenal Ney qui se montent à 872 000 francs, soit près de 220 000 euros. Cette inflation est due au coût en personnel, qui représente la moitié des dépenses, suivi des frais de terrassement réalisés à l'aide d'engins mécaniques (40 % environ)[601]. À compter de cette période, les besoins en personnel sont comptabilisés en « jours-hommes ». Ainsi, 800 jours-hommes ont été utilisés en 1986 pour l'opération de l'Arsenal Ney.

Pour des raisons de confidentialités et de respect de la concurrence entre opérateurs, il nous a été impossible d'accéder aux devis des opérations postérieures à la loi de 2001[602]. En revanche, nous avons pu accéder au nombre de jours-hommes utilisés lors des fouilles du Magasin-aux-Vivres (2003)[603], de l'Esplanade (2006)[604] et de la place de la République (2008)[605]. En 2003, la fouille du Magasin-aux-Vivres a nécessité la présence de cinq archéologues en moyenne sur une période de sept semaines, soit un total de cent vingt-deux

[601] S.R.A. Lorraine. Dossier Arsenal Ney.
[602] Magasin-aux-Vivres 2003 ; Esplanade 2006 ; Place de la République 2008.
[603] PERNOT Patrice. *Magasin-aux-Vivres.* Rapport de fouilles préventives : 2003.
[604] PERNOT Patrice. *Esplanade*. Rapport de fouilles préventives : 2006, 3 vol.
[605] Nous tenons à remercier C. Dreier, responsable d'opération au pôle d'archéologie préventive de Metz Métropole pour nous avoir fourni ces données.

jours-hommes pour une surface de 175 m². À propos de la fouille de l'Esplanade, la surface concernée est plus importante, à savoir 1000 m². Deux cent vingt-cinq jours-hommes ont été utilisés au cours des dix-sept semaines de fouille. Enfin, la fouille de la place de la République a nécessité cinq cent quatre-vingt-huit jours-hommes pour les vingt semaines de chantier, sur une superficie de 1260 m².

Le financement des opérations archéologiques a été ainsi relativement tardif. Les premières sommes conséquentes n'ont été seulement octroyées qu'après la Seconde Guerre mondiale. Avant cette période, les sommes allouées aux fouilles ou aux travaux de terrassement sont modestes. La mise en place des Directions des Antiquités Historiques en 1945 a contribué à faciliter le versement de subventions dans le but que J.-J. Hatt puisse mener des fouilles. Néanmoins, ces nouvelles structures ne disposent que de très peu de ressources et la Mairie doit financer les opérations archéologiques. Jusqu'à l'avènement de l'archéologie préventive, toute opération est alors financée à l'aide de subventions. Ce n'est que lors des accords, puis des conventions passées avec les aménageurs au début des années 1980 que les fouilles reçoivent des financements à la hauteur des moyens nécessaires. Lorsque cela s'avère utile, des engins mécaniques sont à présent utilisés, ce qui explique la diminution relative du nombre d'archéologues employés sur un chantier depuis les années 1980. Toutefois, cette mécanisation a un coût, nécessitant des sommes élevées. Il est cependant difficilement concevable d'entreprendre une fouille aujourd'hui sans celle-ci, tout comme l'emploi de la méthode stratigraphique.

## II. De la méthode stratigraphique à la mécanisation de l'archéologie

En raison de l'accroissement des moyens financiers, les archéologues peuvent utiliser les méthodes de fouille les plus adaptées. Pendant une période relativement longue, l'essentiel des découvertes est néanmoins fait de manière fortuite, que ce soit à Metz, plus précisément dans le quartier de l'ancienne citadelle. Il est impossible de parler alors de fouille méthodique. Les savants procèdent beaucoup par comparaison. Ainsi, ne disposant pas de matériel

permettant de la dater, G. Wolfram en déduit par comparaison que l'enceinte tardive, découverte en 1899, a été élevée vers les III^e^-IV^e^ siècles, comme celles de Neumagen, Jünkerath, Bitburg, Arlon ou Périgueux.

Quelques années plus tard**,** lors du démantèlement de la citadelle et de la réhabilitation des bâtiments, une multitude d'objets archéologiques sont mis en évidence par les ouvriers. Le plus remarquable demeure le chancel de Saint-Pierre-aux-Nonnains. Nous ne disposions que de très peu d'informations concernant sa mise au jour. En raison de sa restauration, seules des informations sur le bâtiment nous sont parvenues. Les blocs sculptés sont découverts fortuitement en remploi dans les piliers ottoniens[606] par l'entrepreneur Heister. Si une fouille méthodique avait été entreprise, il en resterait des comptes-rendus manuscrits ou des publications. Malgré l'intérêt porté par J. B. Keune et l'empereur Guillaume II, nous ne connaissons pas avec précision le contexte de la découverte. Il en est de même pour la totalité des vestiges découverts entre 1899 et 1904, publiés, pour la plupart, dans le *Jahrbuch* par le Directeur des Musées[607]. Bien que ces découvertes soient importantes pour l'histoire de Metz, il est impossible de les replacer correctement dans leur contexte d'origine. Les ouvriers se contentent de mettre de côté les artéfacts comme la céramique ou les blocs lapidaires, tandis que les couches d'occupation sont détruites au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Cette situation perdure encore durant la période de l'entre-deux-guerres, notamment dans le quartier du Sablon.

Un véritable changement s'amorce au cours de la seconde Annexion. La fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains en 1942 se déroule dans de bonnes conditions, du fait qu'aucun chantier d'urbanisme ne menace l'édifice. Elle pourrait être qualifiée de « fouille programmée », bien que le terme ne soit pas approprié compte tenu de l'époque. Il s'agit de la première fouille dirigée par des archéologues confirmés, W. Reusch et É. Delort. Toutefois, la main d'œuvre ne l'est pas, puisque constituée de soldats de la *Wehrmacht*. Elle constitue aussi la première fouille stratigraphique menée à Metz[608]. Les archéologues allemands appliquent systématiquement cette méthode empruntée des sciences géologiques. Si l'archéologie

[606] DELESTRE Xavier, *Saint-Pierre-aux-Nonnains*, Paris, Imprimerie Nationale, 1992, p. 41.
[607] KEUNE Johann Baptist, Inschriftsockel von der Citadelle zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 479 ; KEUNE Johann Baptist, Aus einem Bericht über Altertumsfunde in Metz und Lothringen. *J.G.L.G.A.*, vol. 16, 1904, p. 477-482.
[608] Contrairement aux idées reçues, les fouilles de J.-J. Hatt, menées à la Visitation en 1957-1958, ne sont pas les premières à appliquer la méthode stratigraphique.

préhistorique en fait usage depuis le XIX^e^ siècle, son application aux périodes historiques se révèle être plus tardive. Les relevés en plans et en coupe réalisés par É. Delort à Saint-Pierre-aux-Nonnains montre les techniques de fouille adoptées. Plusieurs tranchées sont creusées, souvent perpendiculaires les unes aux autres. Elles laissent ainsi apparaître des coupes stratigraphiques de plusieurs mètres d'épaisseur. Celles-ci permettent d'observer distinctement les couches d'occupation et d'abandon qui éclairent l'histoire de l'édifice. Par la suite, les archéologues du *Landesdenkmalamt* fouillent chaque couche et recueillent le matériel qui en est issu. Celui-ci, généralement de la céramique, permet de dater chaque strate à l'aide des typologies établies par les savants allemands depuis la fin du XIX^e^ siècle. Une documentation est également constituée. En supplément des relevés réalisés sur papier millimétré, des clichés des structures mises au jour sont réalisés. Les tessons de céramiques sont également dessinés. Grâce aux typologies établies par les chercheurs allemands, ceux-ci sont étudiés et ils permettent de dater chaque couche.

La stratigraphie est devenue un des fondements de l'archéologie de terrain, notamment grâce aux travaux de Sir M. Wheeler dans les années 1950. Elle est systématiquement employée par J.-J. Hatt dans le cadre de ses recherches à Metz et à Strasbourg. Une nouvelle fois en 1964, celui-ci relève les coupes laissées dans les tranchées réalisées par les pelles mécaniques. Les couches et les niveaux de voirie sont datés à l'aide du matériel. Méthodiquement, une seule critique peut être faite, puisque le Directeur des Antiquités rattache un niveau de destruction à un événement historique. En règle générale, grâce à la céramique, une couche peut être datée au quart de siècle, voire à la décennie. Or, le Directeur des Antiquités associe un niveau de destruction à une révolte, alors qu'il pourrait s'agir de l'incendie accidentel d'une demeure. Malgré cela, il utilise les méthodes employées par les archéologues allemands : relevés en plan et en coupe, photographies, dessin de matériel...

La multitude de travaux urbains engagés par la Municipalité nécessite l'emploi d'engins, tels des pelles mécaniques et des camions. Profitant de cette occasion, J.-J. Hatt fait appel à ces nouveaux outils. Lors du chantier de Saint-Pierre-aux-Nonnains au début des années 1960, il utilise les moyens mécaniques qui sont mis à sa disposition. À l'instar des chantiers de la Visitation et des thermes du Carmel, J.-J. Hatt utilise ces moyens grâce aux subventions qui lui ont été accordées. Il loue notamment des camions afin d'évacuer les

déblais engendrés par la fouille et utilise une pelle mécanique pour dégager une partie des thermes du Carmel, sous les bâtiments des Musées.

Bien que le recours aux engins mécaniques ne soit pas systématique dans les années suivantes, les archéologues ne manquent pas de les utiliser afin de raccourcir le temps de fouille. Toutefois, ils interviennent après le passage des pelles mécaniques, ou dans le meilleur des cas pendant les travaux. L'information prélevée n'est ainsi que fragmentaire. Grâce aux conventions passées entre les archéologues et les aménageurs, il devient réellement possible de procéder à la mécanisation de l'archéologie. Dans ce cadre, les pelles mécaniques sont essentiellement employées pour le décapage du terrain à fouiller. Il devient ainsi possible d'accéder aux niveaux archéologiques en un minimum de temps.

Les archéologues procèdent de manière méthodique. L'utilisation des coupes stratigraphiques est devenue systématique. Afin de compléter la documentation, les fouilleurs remplissent des fiches d'enregistrement en y consignant les informations ayant trait aux structures mises au jour. Le matériel découvert est inventorié, conditionné et conservé afin d'en faire l'étude. Les objets sont nettoyés, restaurés, puis dessinés. Les premières normes de dessin sont établies. Les archéologues messins reçoivent à présent une formation par le biais de chantiers archéologiques localisés partout en France, puis dans les universités régionales, comme Nancy ou Strasbourg. L'archéologie se professionnalise et les méthodes de fouille s'harmonisent tout au long des années 1990. Lors de la mise en place de l'archéologie préventive au début des années 2000, on assiste à une harmonisation des méthodes. L'État, par l'intermédiaire du S.R.A. de Lorraine, fournit le cahier des charges à respecter par les différents opérateurs. Le responsable de l'opération, ainsi que les techniciens de fouille sont des archéologues qualifiés. Afin de fouiller dans de bonnes conditions et dans des délais raisonnables, les engins mécaniques sont utilisés pour le décapage (fig. 161), mais aussi pour fouiller les structures trop imposantes pour l'être manuellement. Chaque structure est dessinée, chaque coupe stratigraphique est relevée, chaque objet est collecté et inventorié (fig. 162). Le tout est étudié par des archéologues et des spécialistes. À l'issu de ces analyses, un rapport final d'opération est rendu au S.R.A. Celui-ci présente tous les résultats de la fouille. En amont de la fouille, en concertation avec l'aménageur, des délais de fouille et d'analyse sont définis. Toutefois, l'archéologie préventive ne présente pas que des aspects positifs. En effet, en raison des délais imposés par les aménageurs, des choix de fouille

doivent être faits. Ainsi, tous les vestiges ne peuvent pas être fouillés. De plus, en règle générale, peu de temps est réservé à une analyse approfondie du mobilier et de rares études voient le jour dans le cadre de publications.

## III. Enrichir les connaissances sur l'histoire de Metz

En règle générale, la plupart des vestiges mis au jour dans le secteur de l'ancienne citadelle a été étudiée et publiée. La manière dont les données issues des découvertes et des fouilles ont été traitées et diffusées a néanmoins évolué. On distinguera alors l'apport scientifique de chacune d'entre elles, ainsi que sa méthode de diffusion.

Les études menées à Saint-Pierre-aux-Nonnains par E. Knitterscheid en 1897 sont publiées dans les *Jahrbücher der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* de 1897 et 1898[609]. Bien que l'essentiel du texte évoque l'étude architecturale du bâtiment, huit pages du volume de 1898 sont consacrées aux « fouilles » menées à l'intérieur et à l'extérieur de l'édifice. La découverte des débris de construction permet alors d'en déduire qu'il a existé plusieurs étapes de construction entre l'époque gallo-romaine et la période moderne. Ceci est confirmé par la mise au jour des éléments du chancel carolingien, réemployés dans les piliers de l'époque ottonienne. La méthode stratigraphique n'étant pas encore appliquée en archéologie, E. Knitterscheid ne se préoccupe pas des couches dont pourraient être issus ces vestiges. Seuls les blocs du chancel sont décrits et font l'objet d'une étude stylistique. Celui-ci devient alors un des symboles de l'art germanique.

Suite au démantèlement des bâtiments de la citadelle, une multitude d'objets sont mis en évidence. Toutefois, il s'agit principalement de découvertes fortuites, qui ne permettent pas de proposer une étude synthétique. J. B. Keune publie tout de même au sein des *Jahrbücher*

[609] KNITTERSCHEID Emil, Die Abteikirche St. Peter auf der Citadelle in Metz, ein Bau aus merovingischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 97-111 ; KNITTERSCHEID Emil, Die Abteikirche St. Peter auf der Citadelle in Metz, ein Bau aus merovingischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 10, 1898, p. 120-152.

de 1903 et 1904 des analyses du matériel retrouvé[610]. Étant hors de leur contexte d'origine, il est impossible d'en tirer des conclusions quant à la chronologie du quartier. Ces études ne fournissent que quelques indices. Par exemple, une des découvertes majeures demeure celle d'un autel taurobolique réemployé dans le mur d'enceinte médiéval, en 1904. Bien que laissant suggérer la présence d'un lieu de culte dédié à la déesse Cybèle dans cette zone[611], aucune trace d'un temple n'a été formellement attestée. L'autre découverte importante est celle du mur d'enceinte de l'Antiquité tardive. Également publiés dans le *Jahrbuch*[612], les résultats permettent d'en déduire l'étendue spatiale de la ville dans ce secteur vers les III^e^-IV^e^ siècles.

Les fouilles de 1942 ont une certaine importance pour la connaissance de l'histoire de Saint-Pierre-aux-Nonnains. W. Reusch et É. Delort ont mis en évidence les phases d'occupation successives du bâtiment, de la période gallo-romaine à l'époque moderne. La Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine ayant été dissoute en 1940[613], comme d'autres associations, l'*Annuaire* et les *Cahiers Lorrains* ne paraissent plus. W. Reusch publie donc les résultats, d'une part, dans *Germania*[614], revue éditée par le *Deutschen Archäologischen Instituts*, et d'autre part, dans le *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*[615], coédités par le *Lothringen Institut für Land- und Volkforschung* – qui se substitue à la S.H.A.L. – et le *Westmarkinstitut für Landes- und Volksforschung*[616].

[610] KEUNE Johann Baptist, Inschriftsockel von der Citadelle zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 479 ; KEUNE Johann Baptist, Aus einem Bericht über Altertumsfunde in Metz und Lothringen. *J.G.L.G.A.*, vol. 16, 1904, p. 477-482.

[611] Hypothèse corroborée par la découverte de la statue d'Isis (déesse souvent associée à Cybèle) lors de la construction de la caserne du Génie en 1842 et d'une stèle liée au culte de Cybèle en 2008 lors de la fouille de la place de la République.

[612] WOLFRAM Georg, Vorläufiger Bericht über die Aufdeckung der römischen Mauer zwischen Höllenturm und Römerthor. *J.G.L.G.A.*, vol. 13, 1901, p. 348-355.

[613] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 469.

[614] REUSCH Wilhelm, Frankische Funde aus lothringischem Boden. Bericht über den gegenwärtigen Stand der frühgeschichtlichen Spatenforschung in Lothringen. *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*, 1943, vol. 5, p. 39-58.

[615] REUSCH Wilhelm, Die St. Peter-Basilika auf der Zitadelle in Metz. Neue Untersuchungen und Ausgrabungen des Landesdenkmalamtes Metz im Jahre 1942. *Germania*, vol. 27, 1943, p. 79-92.

[616] LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 487 : le *Westmarkinstitut für Landes- und Volksforschung* est créé en 1936 à Kaiserslautern par Hermann Hemrich. Celui-ci a dirigé le service « K » (culture et presse) de l'administration allemande en Lorraine.

Lors du retour à la France, la S.H.A.L. est reconstituée et son *Annuaire* recommence à paraître en 1947. Il faut attendre deux années de plus pour que *Les Cahiers Lorrains* soient publiés à nouveau. Entre 1961 et 1967, les données récoltées par J.-J. Hatt et G. Collot au cours des chantiers du secteur de l'ancienne citadelle sont essentiellement publiées dans les annuaires. La découverte de deux bassins circulaires aux abords de Saint-Pierre-aux-Nonnains laisse suggérer aux Directeurs des Antiquités Historiques qu'il s'agit de baptistères en lien avec l'abbaye primitive. À ce jour, aucune découverte n'est venue confirmer ou infirmer ces hypothèses, mais il est certain que des structures extérieures au monument étaient en lien avec celui-ci. J.-J. Hatt s'étonne également de ne pas découvrir l'enceinte tardive, supposée reposer non loin de là. Selon lui, il est probable que celle-ci n'existait pas lors de la construction de Saint-Pierre-aux-Nonnains. Toutefois, les découvertes récentes faites sous l'Esplanade laissent penser que des murs construits en terrasse auraient pu suffire à la défense de ce secteur[617]. Les résultats des travaux du Directeur des Antiquités sont publiés dans l'*Annuaire* de 1961[618], comme ceux de l'Esplanade en 1964. En effet, en raison de la construction d'un parking souterrain, plusieurs niveaux d'occupations sont observés, attestant une occupation antique dès le I$^{er}$ siècle. Au total, cinq niveaux de voies ont été observés par J.-J. Hatt sur 1,70 m de stratigraphie. Bien que ces observations soient sporadiques, elles ont une certaine importance et peuvent être mises en relations les unes avec les autres. Pas moins de deux articles sont rédigés par J.-J. Hatt et G. Collot afin de rendre compte de celles-ci[619]. Le premier utilise un nouveau support de publication : la revue *Gallia*, fondée en 1943 par A. Grenier. De plus, à l'instar des autres Directeurs des Antiquités Historiques de France, J.-J. Hatt publie les résultats des fouilles de sa circonscription dans la rubrique « Informations archéologiques »[620], il s'agit cependant de courtes notices résumant les principales découvertes. Quoi qu'il en soit, la diffusion des résultats est assurée à la fois par les revues locales, l'*Annuaire* de la S.H.A.L. et *Les Cahiers Lorrains*, et une revue nationale, *Gallia*.

[617] PERNOT Patrice. *Esplanade*. Rapport de fouilles préventives : 2006, 3 vol.
[618] HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains de Metz en 1961. *A.S.H.A.L.*, t. LXI, 1961, p. 15-26.
[619] COLLOT Gérald, Fouilles archéologiques sur le chantier du Parking souterrain de l'Esplanade et rue Poncelet ; fouilles et dégagement des thermes du Carmel en 1963 et 1964. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 41-78 ; HATT Jean-Jacques, Relevé des niveaux antiques sur le chantier du Parking souterrain. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 77-78.
[620] HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 20, 2, 1962, Metz, p. 492-496 ; HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 22, 2, 1964, Metz, p. 347-351.

L'utilisation de ces revues pour la diffusion des résultats ne change guère au cours des années suivantes. L'*Annuaire* de la S.H.A.L. n'est plus publié depuis 1980, un article à propos des fouilles de l'Arsenal Ney paraît dans *Les Cahiers Lorrains* en 1986[621]. Les résultats évoluant en précisions et en nombre, ce n'est pas une simple notice, mais une synthèse sur la fouille qui est publiée dans le volume de 1992 de *Gallia*[622]. En effet, les méthodes de fouille se perfectionnant, les données recueillies sur le terrain ont une importante dans la connaissance de l'histoire antique de Metz. Les archéologues déterminent que des habitations construites en matériaux périssables précédaient celles en pierre. Qui plus est, contrairement à ce qui était suggéré jusque-là, l'organisation du réseau viaire était différente dans ce secteur de la ville. De forme trapézoïdale, ce dernier n'était pas orthonormé, comme dans la partie septentrionale de la ville. Il s'agit d'une des premières fouilles montrant que l'aspect de la ville de Metz n'est pas resté figé entre le I^er^ et le III^e^ siècle de notre ère. Une partie importante de l'article est également réservé à l'étude du matériel, spécifiquement la céramique, dont les typologies n'ont cessé de s'affiner. Ces analyses s'inscrivent dans les thématiques de la recherche archéologique de l'époque. Les responsables des chantiers de l'Arsenal communiquent ainsi à l'occasion de colloques à propos de ces différents sujets, que sont l'organisation urbaine[623] et l'habitat urbain[624].

À partir de ces fouilles, les premiers ouvrages de synthèse sont proposés à la fin des années 1980 : l'organisation spatiale de la ville antique occupe une part importante dans

[621] HECKENBENNER Dominique, THION Pierre, Fouille archéologique de l'Arsenal Ney à Metz. *C.L.*, 1986, p. 337-352.
[622] HECKENBENNER Dominique, BRUNELLA Philippe, LEROY Murielle, MILUTINOVIC Milan, THION Pierre et *alii*, Le quartier de l'Arsenal à Metz (Moselle) : topographie urbaine et évolution architecturale durant l'Antiquité. *Gallia*, vol. 49, 1992, p. 9-35.
[623] LEFEBVRE Claude, Le développement topographique d'une ville de Gaule Belgique à l'époque Claudienne : l'exemple de Metz. *Claude de Lyon, empereur romain*. Actes du colloque Paris-Nancy-Lyon, Novembre 1992/éd. par BURNAND Yves, LE BOHEC Yvan, MARTIN Jean-Pierre, Paris : Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998, p. 487-495 ; LEFEBVRE Claude, WAGNER Pierre-Edouard, Metz antique. Remarques sur la connaissance de l'organisation spatiale. *Les villes de la Gaule Belgique du Haut Empire*, Actes du colloque de Saint-Riquier, 22-24 octobre 1982, Revue archéologique de Picardie, 1984, n ° 3-4, p. 149-169.
[624] BLOUET Vincent, BRUNELLA Philippe, HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude, LEGENDRE Jean-Pierre, OLIVIER Laurent, WATON Marie-Dominique, La Lorraine. *Architectures de terre et de bois. L'habitat privé des provinces occidentales du monde romain. Antécédents et prolongements : protohistoire, Moyen Age et quelques expériences contemporaines*, Actes du Congrès archéologique de Gaule méridionale de Lyon, 2-6 novembre 1983, éd. par LASFARGUE Jacques. Paris : M.S.H., D.A.F., 2, 1985, p. 103-112 ; HECKENBENNER Dominique, THION Pierre, L'habitat urbain dans une ville de Gaule Belgique à l'époque claudienne : le cas de Metz. *Claude de Lyon, empereur romain*. Actes du colloque Paris-Nancy-Lyon, Novembre 1992/éd. par BURNAND Yves, LE BOHEC Yvan, MARTIN Jean-Pierre, Paris : Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998, p. 497-502.

l'*Histoire de Metz* parue en 1986[625]. Le G.U.M.R.A. publie en 1988 un bilan de dix années de recherche archéologique, laissant une place importante aux fouilles de l'Arsenal[626]. X. Delestre propose, quant à lui, une synthèse sur Saint-Pierre-aux-Nonnains à partir des recherches menées au cours du siècle écoulé[627].

En revanche, le nombre de publications, notamment de synthèse, diminue à partir des années 1990. En effet, les fouilles du Magasin-aux-Vivres (2003), de l'Esplanade (2006) et de la place de la République (2008) n'ont fait l'objet que de très peu de comptes rendus, bien que l'étude des deux premières soit terminée. En 2010, un catalogue[628] est paru en accompagnement de l'exposition « Vive la République », présentée au Musée de La Cour d'Or. Celui-ci relate les premiers résultats de la fouille menée en 2008. La faible quantité des publications est inhérente aux missions de l'archéologie préventive. Bien que l'une d'elles soit de diffuser les résultats, la principale reste de mener rapidement des opérations de terrain, laissant peu de temps aux archéologues pour publier. Seuls les *Bilans scientifiques régionaux* dressent un inventaire exhaustif des fouilles archéologiques depuis 1992. Pourtant, l'importance des données recueillies au cours de ces trois opérations n'est pas négligeable. Une partie du réseau viaire a été mis en évidence, venant étayer les résultats des fouilles antérieures ; un secteur d'habitat, riche en mobilier, a également été reconnu, bien que le secteur de l'Esplanade ait été érodé par les travaux liés à la citadelle.

À partir de l'exemple du quartier de l'ancienne citadelle, il est ainsi possible d'esquisser un tableau représentatif de l'archéologie messine. Celle-ci a ainsi évolué au cours du XX$^{e}$ siècle, tant sur son financement, que sur les méthodes de fouille employées et les résultats qui en ont découlé. On est passé d'une archéologie subventionnée par les autorités locales à une prise en charge partielle des chantiers par les aménageurs à partir des années 1980. Depuis cette période, il a été possible de mener des fouilles systématiques, utilisant des

[625] LEFEBVRE Claude, Archéologie et urbanisme antique à Metz. *Histoire de Metz*, éd. par Le MOIGNE François Yves, Toulouse : Privat, 1986, p. 12-22.
[626] BRUNELLA Philippe, HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude et THION Pierre. *Metz. Cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987*. Metz : Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, G.U.M.R.A., 1988, 80 p.
[627] DELESTRE Xavier. *Saint-Pierre-aux-Nonnains, de l'époque romaine à l'époque gothique*. Paris : Ministère de la Culture et de la Communication (Guides Archéologiques de la France ; 15), 1988, 64 p.
[628] DUPOND Renata, *Metz. Place de la République. 2000 ans d'histoire. Recherches et fouilles archéologiques*. Metz : Serpenoise, 2010, 80 p.

archéologues formés et qualifiés. Jusque-là, les découvertes étaient fortuites. Quelques rares fouilles ou observations méthodiques ont néanmoins été entreprises, en particulier celles de J.-J. Hatt. La mécanisation et la professionnalisation de l'archéologie, surtout au cours des années 1980, permettent d'étendre les surfaces fouillées et de rentabiliser le temps des fouilleurs. Les résultats se sont alors affinés au cours du siècle et leur publication est systématique dans les revues locales, comme le *Jahrbuch* au début du XX$^{e}$ siècle, puis les *Annuaires de la S.H.A.L.* et les *Cahiers Lorrains*. Cette évolution s'est faite au cours du siècle écoulé, résultant de plusieurs singularités qui constituent l'archéologie messine.

# Chapitre conclusif Un siècle d'archéologie moderne à Metz

La ville de Metz possède une histoire riche de plus de deux mille ans. Au même titre que les historiens, les archéologues l'ont considérablement enrichie en un siècle. Malgré des périodes difficiles, l'archéologie messine n'a cessé d'évoluer, se munissant d'un cadre et d'une législation. Favorisée par l'administration centrale ou locale, les véritables chevilles ouvrières en ont été les structures à caractère culturel, comme les Musées, les sociétés savantes et les associations archéologiques. Toutefois, le contexte urbain favorable, en particulier celui des grands travaux, l'existence d'une vision politique et un financement conséquent, ont permis, certes de manière fluctuante, le développement de l'archéologie messine. Afin d'aborder ces différents thèmes de manière simple, nous avons réalisé un tableau synthétisant, période par période, tous les faits évoqués en liaison avec l'archéologie messine : il servira donc de fil conducteur au chapitre qui suit (fig. 163). Grâce à un système de couleurs, il sera plus aisé de faire émerger les grands thèmes et de dégager les grandes caractéristiques de l'archéologie messine. Selon des nuances de bleu, nous montrerons selon les époques quel a été, d'une part, le degré d'importance du rôle des institutions administratives, aussi bien au niveau national que local ; d'autre part, celui des institutions culturelles locales, comme les Musées, les sociétés savantes, l'université de Metz et les associations archéologiques ; enfin, le contexte dans lequel a évolué l'archéologie messine.

En premier lieu, les découvertes sont favorisées par les périodes de grands travaux, pendant lesquelles émergent souvent de fortes personnalités. Celles-ci tentent généralement d'imposer leur vision de l'archéologie et, pour ce faire, s'appuient sur des structures, comme les sociétés savantes et les Musées de Metz. Peu à peu, Metz est ainsi devenue un des moteurs de l'archéologie régionale.

## I. Heurs et malheurs de l'archéologie messine du XVIII^e^ s. au début du XXI^e^ s.

Avant 1896, la situation de l'archéologie messine et nationale est précaire. Cette discipline n'a pas le statut de science, puisqu'elle est considérée comme auxiliaire de l'histoire. Le terme de « patrimoine archéologique » est alors inconnu et aucune institution, ni aucune loi ne régissent les découvertes faites à Metz. Seuls quelques passionnés, essentiellement des notables et des clercs, se soucient de l'avenir du mobilier mis au jour. Parmi eux, V. Simon joue un rôle primordial dans la collecte d'objets archéologiques. Conseiller à la Cour impériale, celui-ci dispose du temps nécessaire pour s'adonner à ces occupations, comme la plupart des membres de l'Académie de Metz et de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle. Bien que le rôle de ces hommes soit important, ces derniers s'appuient davantage sur les sociétés savantes que sur les institutions locales, en particulier la Municipalité. L'implication de celle-ci se traduit essentiellement par la participation du Maire F. Maréchal aux activités associatives. Médecin de profession, celui-ci lance une politique d'assainissement de la ville par la mise en place d'un réseau d'égouts. Du mobilier archéologique est alors découvert dans chaque tranchée creusée par les ouvriers. En raison de l'ampleur des travaux, une surveillance de chantier est assurée par les membres de l'Académie de Metz, puis de la S.A.H.M. L'essentiel de ces trouvailles est fortuit, ne nécessitant pas un financement important. Toutefois, l'intérêt pour ces objets est tel, qu'ils sont publiés au sein des *Mémoires* de l'Académie de Metz, ainsi que des *Bulletins* et *Mémoires* de la S.A.H.M. Le matériel retrouvé vient par la suite s'accumuler dans un des couloirs des Musées. Depuis sa création en 1839, l'établissement est en pleine gestation et une galerie archéologique n'est mise en place qu'entre 1889 et 1893. Le premier conservateur, O. Hoffmann, a pour mission de la réorganiser. Toutefois, celui-ci n'est pas employé à plein-temps et occupe parallèlement un poste de professeur de lycée. Au niveau national, la situation est similaire. L'encadrement de l'archéologie est inexistant et demeure l'apanage des sociétés savantes composées de notables locaux[629]. Alors que cette situation perdure jusqu'au milieu du XX^e^ siècle en France, elle évolue différemment à Metz en raison du rattachement de la ville à l'empire allemand en 1871.

[629] LANDES Christian, Amateurs et sociétés savantes. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 54-66.

Il faut attendre 1888 et la création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* avant qu'un mouvement ne s'amorce. Avec la nouvelle organisation administrative, l'archéologie messine dépend directement de la Présidence de Lorraine. Néanmoins, cette institution régionale n'a qu'un rôle limité, bien qu'elle délivre les subventions à la société savante et que le Président soit à sa tête. La Municipalité de Metz continue d'accorder des sommes relativement importantes dans le but de mener des chantiers de fouille occasionnés par les grands travaux d'urbanisme de la *Neue Stadt* entre 1896 et 1914. Strasbourg, également annexée à l'empire allemand, connaît une situation similaire. Lors des travaux que connaît la ville entre 1896 et 1898, la Municipalité octroie des subventions à la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace afin d'en assurer la surveillance[630]. À l'instar de Metz et de la Lorraine annexée, le rôle des savants appartenant à ces sociétés reste primordial. La figure de J. B. Keune demeure indissociable de cette période, de la même manière que son homologue strasbourgeois, R. Forrer. Les Musées de Metz connaissent alors un de leur âge d'or et se développent grâce à l'entrée des œuvres récupérées par J. B. Keune sur les chantiers. À ces deux personnalités s'ajoute le major E. Schramm, qui assure la conduite de l'importante fouille de l'amphithéâtre. Le major s'attèle également à l'étude du petit amphithéâtre, localisé dans les caves de la rue Sainte-Marie. Quant à J. B. Keune, il intervient non seulement sur le terrain, mais assure également le bon fonctionnement des Musées de Metz. Ainsi, peu à peu, un important réseau de savants français et allemands se forme au sein de la *Gesellschaft*. De plus, grâce au *Jahrbuch*, l'archéologie messine possède un indispensable support de diffusion pour ces résultats. Il accueille dans ses pages des synthèses d'une importance capitale pour la recherche archéologique messine[631].

Lors du rattachement de Metz et de la Moselle à la France en 1918, la situation de l'archéologie redevient analogue à celle de 1870. On peut la rapprocher également de celle d'après la Libération de 1944, jusqu'à l'arrivée de J.-J. Hatt à la Direction des Antiquités

[630] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 124.

[631] BOUR Roch-Stephan, Die Benediktiner-Abtei St. Arnulf vor den Metzer Stadtmauern. Eine archäologische Untersuchung. *J.G.L.G.A.*, vol. 19, 1907, p. 1-136 ; BOUR Roch-Stephan, Die Benediktiner-Abtei St. Arnulf vor den Metzer Stadtmauern. Eine archäologische Untersuchung. *J.G.L.G.A.*, vol. 20, 1908, p. 20-120 ; KEUNE Johann Baptist, Gallo-römische Kultur in Lothringen und den benachbarten Gegenden. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 155-201 ; KEUNE Johann Baptist, Zur Geschichte von Metz in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 10, 1898, p. 1-71 ; KEUNE Johann Baptist, Sablon in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 324-460 ; SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 340-430.

Historiques d'Alsace-Moselle. La seule différence est qu'en 1945 la loi Carcopino de 1941, qui protège l'archéologie, est mise en application. De plus, elle est accompagnée de la création de nouvelles institutions, les Directions des Antiquités Historiques et Préhistoriques. Tout ceci vise à structurer l'archéologie française. Entre 1918 et 1940, il n'existe pas de véritable cadre législatif, étant donné que la loi de 1913 protège uniquement les monuments mégalithiques. Le service des Monuments Historiques, censé gérer les découvertes archéologiques, ne s'en préoccupe pas. Quant à la Municipalité, qu'il s'agisse des mandats de P. Vautrin (1924-1938), de G. Hocquard (1938-1940/1945-1947) ou de R. Mondon (1947-1970), elle interfère très peu dans le domaine archéologique. Elle se contente d'octroyer certains moyens logistiques et quelques milliers de francs dans le but de sauvegarder quelques objets mis en évidence lors des travaux d'urbanisme. Seuls les Conservateurs des Musées, R. Clément au cours de la période de l'entre-deux-guerres et A. Bellard après la Libération, se chargent de surveiller les chantiers d'urbanisme. La S.H.A.L. perd le rôle moteur qu'elle jouait au cours de la première Annexion, engendrant ainsi un vide scientifique. De plus, les quelques publications de R. Clément[632] n'ont pas la rigueur et la portée scientifiques de celles de J. B. Keune.

Au cours de ce demi-siècle, seule la période de la seconde Annexion se démarque. On observe alors une volonté politique de la part de l'occupant allemand pour encadrer l'archéologie messine. Celle-ci est structurée grâce à l'existence du *Landesdenkmalamt* et de l'ordonnance promulguée en janvier 1941. Il existe alors une gestion et une autonomie véritables de l'archéologie messine. Celle-ci n'est plus du ressort des sociétés savantes, mais bien de l'administration en place. De leur côté, les Musées jouent leur rôle de lieu de conservation des œuvres et leur Conservateur, E. Hausen, n'intervient en aucun cas sur les chantiers. La fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains est ainsi dirigée par des archéologues, W. Reusch assisté d'É. Delort, et non plus par les membres de la S.H.A.L ou les Conservateurs des Musées. Elle est motivée par une problématique scientifique – l'évolution

[632] La plupart du temps, les publications de R. Clément sont de simples comptes rendus de fouille : CLEMENT Roger, Trouvaille archéologique au Sablon. *C.L.*, 1926, p. 99-100 ; CLEMENT Roger, Fouilles archéologiques et accessions nouvelles au musée lapidaire de Metz. *A.S.H.A.L.*, vol. 33, 1933, p. 437-449 ; CLEMENT Roger, Découverte archéologique, rue Neuve-Saint-Louis, à Metz. *C.L.*, 1935, p. 35-36 ; CLEMENT Roger, Trouvailles archéologiques à Metz et dans les environs. *A.S.H.A.L.*, t. XLV, 1936, p. 157-172 ; CLEMENT Roger, Découvertes faites lors des travaux de construction des nouveaux bâtiments du Musée Central. *C.L.*, 1938, p. 75-76 ; CLEMENT Roger, Découvertes gallo-romaines, rue des Murs à Metz, en septembre 1938. *A.S.H.A.L.*, t. XLVII, 1938, p. 207-217.

de l'édifice entre l'époque gallo-romaine et l'époque moderne – et très peu par des travaux d'urbanisme – la restauration du bâtiment.

La seconde moitié du XX$^{e}$ siècle voit une amplification des travaux liés à l'aménagement du territoire. Il faut attendre l'arrivée en 1957 du nouveau directeur des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle, J.-J. Hatt, pour observer une volonté de protéger le patrimoine archéologique. Jusqu'en 1967, en compagnie de G. Collot, Conservateur des Musées, il mène une série de fouilles sur des sites menacés de destruction par les engins de chantier. La Direction des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle donne alors à l'archéologie messine le premier cadre institutionnel d'origine française, accompagné d'une véritable législation. Cette structure permet, en effet, la mise en œuvre de la loi Carcopino, qui s'avère rapidement inadaptée à ces grands travaux urbains d'un type nouveau. Malgré cela, l'action des deux hommes permet l'étude et la sauvegarde d'une multitude de vestiges de l'époque gallo-romaine. Cependant, suite au rattachement de la Moselle à la circonscription de Lorraine et au départ de J.-J. Hatt en 1965, ainsi qu'au retrait de G. Collot, un vide d'une dizaine d'années se crée une nouvelle fois. L'État perd son rôle de protecteur du patrimoine archéologique. Les chantiers d'urbanisme se multiplient et de nombreux vestiges sont détruits. Le changement de municipalité en 1971 accroît ce phénomène, qui atteindra son paroxysme au milieu de la décennie avec la destruction des sites gallo-romains de l'îlot Saint-Jacques et du Pontiffroy. Les rapports entre les rares archéologues[633], une partie de l'opinion publique, d'une part, et la Municipalité, d'autre part, sont alors de plus en plus tendus. Les sociétés savantes, comme la S.H.A.L. ou l'A.A.A.M. (Association des Amis de l'Archéologie Mosellane), n'interviennent quasiment pas sur les chantiers. Seule une association de création récente Renaissance du Vieux Metz milite avec énergie pour sauver les maisons de qualité non encore détruites.

Après ce passage à vide, une renaissance de l'archéologie messine s'amorce en 1977. D'une part, grâce à l'article R111-3-2 du Code de l'urbanisme, la législation est quelque peu renforcée et s'adapte aux réalités urbaines. D'autre part, la D.R.A.C. de Lorraine s'installe à Metz, réaffirmant ainsi le rôle protecteur de l'État en matière de patrimoine. Suite à l'arrivée d'Y. Burnand à la tête de la Direction des Antiquités Historiques, une antenne messine de son service est fondée et sa direction est confiée à C. Lefebvre. Afin de pouvoir mener à bien des

[633] Il s'agit la plupart du temps de correspondants de la Direction des Antiquités Historiques, qui interviennent de manière bénévole.

fouilles en milieu urbain, celui-ci crée le G.U.M.R.A. en 1978 avec le soutien des principales institutions, tels la D.R.A.C., les Musées et l'Université de Metz. Toutefois, la véritable prise de conscience a lieu en 1980. La nécessité d'une archéologie urbaine est alors évoquée au colloque de Tours auquel assiste C. Lefebvre, représentant officiellement Y. Burnand. Le début de cette décennie à Metz est marqué par des premiers accords entre le responsable de l'antenne et les aménageurs. En outre, la mise en place d'un début de carte archéologique par le G.U.M.R.A. a pour objectif d'inventorier les gisements et de parfaire la connaissance topographique de la ville antique. Une étude critique des écrits antérieurs est aussi présentée par C. Lefebvre au colloque de Saint-Riquier consacré aux villes de la Gaule Belgique en 1984. Plusieurs publications suivent les fouilles menées par le G.U.M.R.A.

Ces repères étant posés, la fin de l'année 1983 constitue un nouveau tournant dans l'histoire de l'archéologie messine. Les deux Directions des Antiquités fusionnent en une seule entité qui vient s'installer dans les locaux de la D.R.A.C. à Metz. À sa tête, un Directeur, M. Colardelle, employé à plein-temps, impose fermement une politique de conventions. Celle-ci est définitivement entérinée par ses successeurs, J.-L. Massy et J. Burnouf, en raison des nouvelles mesures mises en place avec le décret de 1986 portant sur le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.). L'élaboration de la carte archéologique se poursuit et donne lieu à une collaboration entre les services de l'État et le Groupe Universitaire Messin de Recherche en Archéologie Urbaine (G.U.M.R.A.U.), association – issue du G.U.M.R.A. – créée à cette occasion. Progressivement, les structures bénévoles s'effacent au profit d'une archéologie professionnelle, encadrée par une législation et une administration.

Peu à peu, l'archéologie messine entre dans une phase d'harmonisation, en se fondant sur le modèle national. Les institutions locales étant stabilisées, la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques devient le Service Régional de l'Archéologie en 1991. L'accent est mis sur la recherche scientifique, mais le S.R.A. passe sous l'autorité du Directeur Régional des Affaires Culturelles et du Préfet de manière plus marquée. Le Conservateur Régional de l'Archéologie n'a, de ce fait, plus le titre de Directeur Régional. À présent, les procédures administratives et les méthodes appliquées sur le terrain sont harmonisées. À présent sous le contrôle de l'État, l'archéologie est financée de manière conséquente. Les fouilles sont alors menées par les vacataires de l'A.F.A.N. Le temps du bénévolat est ainsi

révolu. En 2001, l'archéologie est finalement régie par une loi et est prise en compte en amont des travaux afin d'éviter tout conflit avec les aménageurs.

En 2002, la création d'un établissement public d'État, l'I.N.R.A.P., véritable opérateur archéologique, permet d'entreprendre des fouilles préventives. Toutefois, celui-ci perd son monopole en raison de la modification de la loi de 2001 deux ans plus tard. L'I.N.R.A.P. est alors mis en concurrence avec d'autres opérateurs, publics ou privés. Grâce à cette ouverture du marché, la communauté d'agglomération de Metz Métropole se dote de son propre pôle d'archéologie préventive en 2007. La collectivité prend également à sa charge les frais de fonctionnement du Musée de Metz, qui ne dépend plus alors de la Ville de Metz, mais de la Communauté d'agglomération (CA2M). Le Musée devient alors un véritable vecteur de l'archéologie messine et régionale en organisant plusieurs expositions sur ce thème[634].

La ville de Metz étant moins touchée par de grands travaux urbains, les fouilles sont d'une moindre ampleur, malgré l'existence de chantiers, comme ceux de la Z.A.C. Amphithéâtre en 2006-2007 et de la place de la République. En raison de la priorité faite aux opérations de terrain, le temps alloué à la publication des résultats est réduit. De plus, cette dernière devient moins systématique.

Ainsi, pendant deux siècles, l'archéologie messine a évolué de manière fluctuante. Plusieurs grandes caractéristiques marquent cette longue période.

[634] Depuis 1990, six expositions ayant pour thème l'archéologie ont été organisées par le Musée de Metz : *La Lorraine antique, villes et villages. 30 ans d'archéologie* (1990), *Metz médiéval. Mises au jour, mise à jour* (1996), *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)* (2001), *Trésors des sépultures celtes et gauloises des environs de Metz* (2008), *Metz place de la République 2000 ans d'histoire. Recherches & fouilles archéologiques* (2010), *L'en-verre du décor. Archéologie et usages du verre* (2011).

## II. Les caractéristiques de l'archéologie messine

### *A. Les périodes de grands travaux d'urbanisme facilitent l'émergence de personnalités*

Depuis le milieu du XVIII[e] siècle, la ville de Metz a connu d'importants travaux d'urbanisme qui ont révélé de nombreux vestiges archéologiques. À cette occasion, on assiste à l'émergence de personnalités importantes qui ont pour objectif la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine issu du sous-sol. L'origine sociale, l'activité professionnelle ou les motivations de ces acteurs ont évolué au cours des décennies et modifié la mise en œuvre de l'archéologie.

À la fin de l'époque moderne, le Maréchal de Belle-Isle, gouverneur de Metz et des Trois-Évêchés, décide d'entreprendre d'importants remaniements urbains, notamment par le réaménagement de la place d'Armes et l'amélioration de la fortification dans la partie méridionale de la ville. En effet, celle-ci s'était développée à l'intérieur de l'enceinte du XIII[e] siècle. Le tissu urbain est alors en majorité d'origine médiévale. L'objectif d'agrandissement de la place d'Armes nécessite le démantèlement du cloître attenant à la cathédrale[635]. Sa destruction permet la mise au jour de quelques vestiges gallo-romains, comme deux pavés de mosaïque. Plus au sud, dans les environs du Centre Pompidou-Metz, les travaux de construction de la redoute du Pâté en 1737 mettent en évidence les ruines de l'amphithéâtre antique. Ces découvertes attirent l'attention de deux moines bénédictins appartenant à la congrégation de Saint-Vanne, Nicolas Tabouillot et Jean François[636]. Ce regain d'intérêt pour l'Antiquité s'inscrit dans le contexte de la découverte des sites de Pompéi et d'Herculanum durant la première moitié du XVIII[e] siècle[637]. Cette curiosité pour les

[635] Au milieu du XVIII[e] siècle, d'autres découvertes liées aux travaux d'urbanisme ont été faites. On citera celle de l'amphithéâtre lors de la construction de la redoute du Pâté en 1737 ; celle de stèles et d'une mosaïque au Pontiffroy lors du creusement des fondations de l'église des Dames de la Congrégation au Pontiffroy entre 1755 et 1758.

[636] Ils consignent ces découvertes dans leur *Histoire de Metz*, publiée à la fin du XVIII[e] siècle. Ailleurs en France, des démarches similaires sont entreprises, comme à Langres, où André (prénom inconnu) rédige en 1726 un *Recueil des Antiquités de la ville de Langres* (JOLY Martine et VIARD Georges, Histoire de la recherche archéologique. *Langres 52/2*, éd. JOLY Martine, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2001, p. 23 (Carte archéologique de la Gaule).

[637] ÉTIENNE Robert. *La vie quotidienne à Pompéi*. Paris : Hachette, 1989 (rééd.), p. 47-60

vestiges antiques est inhérente à d'autres villes françaises. Par exemple à Amiens, lors de chantiers urbains, le bénédictin Dom Grenier réalise alors des constatations archéologiques dans le cadre de son projet d'histoire de la Picardie[638]. À Metz, d'autres érudits se sont intéressés à ces vestiges, comme M. Heillecourt, procureur au Parlement, ainsi que Michelet d'Ennery, antiquaire. Cette passion pour l'Antiquité de la part des notables et des membres du clergé perdure tout au long du siècle suivant.

Le XIX[e] siècle marque celle de grands travaux d'urbanisme à travers toute la France. De grandes villes, telles Reims[639], Marseille[640] et Amiens[641], connaissent les premiers effets de la Révolution industrielle avec, notamment, la construction des lignes ferroviaires. De nombreuses découvertes sont alors faites et viennent enrichir les réserves des musées français qui se développent. Il en est de même à Metz. Vers le milieu de ce siècle, de nouveaux grands travaux d'assainissement sont ordonnés par le Maire F. Maréchal. La ville se munit alors d'un nouveau système d'égouts qui entraîne la mise en évidence de mobilier archéologique. À cette époque, ce ne sont plus des individus isolés qui se penchent sur ces découvertes, mais un réseau d'érudits avec, en chef de file, V. Simon. Ils s'organisent et se réunissent dans le but de créer en 1858 la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle. Ses membres, essentiellement des juristes, des clercs, des fonctionnaires et des propriétaires fonciers, surveillent les tranchées creusées par les ouvriers. Les objets découverts sont alors étudiés et deviennent le sujet de nombreux articles du *Bulletin* et des *Mémoires* de la S.A.H.M., avant de venir enrichir les collections des Musées de Metz. On observe ce même phénomène à Paris, où les travaux archéologiques sont marqués entre 1842 et 1895 par la personnalité de Théodore Vacquer (1824-1899), notamment au cours des grands travaux initiés par le baron Haussmann[642]. Architecte de formation, T. Vacquer assure la surveillance des chantiers parisiens et récolte de nombreuses informations archéologiques. Son investissement permet la naissance de l'archéologie parisienne. Nommé sous-conservateur du musée Carnavalet, il crée

[638] PICHON Blaise, Histoire des recherches archéologiques. *Amiens 80/1*, éd. PICHON Blaise, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2009, p. 23 (Carte archéologique de la Gaule)
[639] FEUVRIER-PRÉVOTAT Claire, Histoire des recherches, *Reims 51/2*, éd. par CHOSSENOT Raphaëlle, ESTÉBAN Angélique et NEISS Robert, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2010, p. 56 (Carte archéologique de la Gaule).
[640] ROTHÉ Marie-Pierre, Histoire de la recherche, *Marseille et ses alentours 13/3*, éd. par ROTHÉ Marie-Pierre et TRÉZINY Henry, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2005, p. 95 (Carte archéologique de la Gaule).
[641] PICHON Blaise, Histoire des recherches archéologiques. *Amiens 80/1*, éd. PICHON Blaise, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2009, p. 24 (Carte archéologique de la Gaule).
[642] BUSSON Didier. *Paris ville antique*. Paris : Éditions du Patrimoine, 2001, p. 15 (Guides archéologiques de la France).

et développe les salles archéologiques à partir de 1880. Il faut attendre la fin de la décennie pour la ville de Metz, avec la nomination à temps partiel d'O. Hoffmann.

Quelques années plus tard, au cours de la première Annexion allemande, de nouveaux travaux d'urbanisme sont entrepris dans la cité messine. Il s'agit d'abord d'assainir le centre urbain en détournant le cours de la Seille, dont le bras intérieur accueille jusqu'à cette époque une activité de tannerie. Les autorités germaniques souhaitent ensuite agrandir la ville en la développant au-delà des fortifications médiévales et modernes. Leur démantèlement débute en 1896 afin de pouvoir construire la *Neue Stadt*, dans le sud de la ville. Les découvertes archéologiques se font à la fois lors de la destruction des éléments de fortifications et au cours du creusement des fondations des nouveaux bâtiments.

La figure du Conservateur des Musées, J. B. Keune, est indissociable de l'archéologie messine du début du XX$^{e}$ siècle. Sa conception de l'archéologie est d'ailleurs radicalement différente de celle de ses prédécesseurs. En effet, J. B. Keune n'est pas un érudit local amateur et il possède une formation universitaire. À la fin du XIX$^{e}$ siècle, l'université et l'archéologie allemandes possèdent une avance sur leurs homologues français. Bien que le Directeur des Musées soit diplômé en philologie et non en archéologie, il entretient des liens étroits avec d'éminents archéologues allemands[643]. L'Allemagne influence beaucoup l'archéologie messine pendant près d'une vingtaine d'années, comme à Strasbourg, qui connaît une situation relativement similaire à celle de Metz. À la fin du XIX$^{e}$ siècle, un programme d'organisation de l'alimentation de la ville en eau potable et en réseau d'assainissement est mis en place[644]. La personnalité de Robert Henning, Professeur d'Université et Conservateur du Musée, domine l'archéologie strasbourgeoise de cette époque. La construction de la nouvelle gare en 1881 amène la fouille de deux cent quarante sépultures d'une nécropole gallo-romaine. Ce regain d'intérêt pour l'histoire de la ville incite de nombreux savants à proposer des études et des synthèses historiques. On compte parmi eux des universitaires, tels R. Henning et E. Thrämer, et des ingénieurs militaires, comme F. von Appel. À partir de 1909, l'archéologie strasbourgeoise est dominée par R. Forrer, qui assure la plupart des fouilles. Comme à Metz, bien que l'archéologie soit encore l'affaire

[643] On citera Felix Hettner, Hans Lehner, Karl Schumacher, Ernst Fabricius, Louis Jacobi, Adolf Michaelis et Hans Dragendorff. J. B. Keune utilise notamment son réseau lors du traitement des données issues de la fouille de l'amphithéâtre du Sablon (cf. supra, chap. 2, III., C.).

[644] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 123.

d'érudits, on constate l'émergence de professionnels qui disposent de formation universitaire et qui occupent essentiellement des postes de conservateurs de musées. Cela dit, bien que les villes françaises connaissent des travaux d'urbanisme d'importance similaire, la situation de l'archéologie y est différente. Contrairement à l'Alsace et à la Moselle annexée, influencée par l'archéologie allemande, l'archéologie française évolue peu et demeure semblable à celle du XIX^e^ siècle. Elle est toujours l'affaire de sociétés savantes composées de notables et de clercs. L'exemple de Narbonne est typique. Les travaux d'assainissement entrepris nécessitent le démantèlement des fortifications entre 1867 et 1884[645]. Paul Tournai, pharmacien de profession, assure le suivi du chantier, qui met fortuitement en évidence des éléments lapidaires. Il en est de même en Provence-Alpes-Côte d'Azur au début du XX^e^ siècle, lorsque la construction des lignes de chemin de fer entraîne de nombreuses découvertes fortuites[646]. Bien que des découvertes de ce type aient encore lieu à Metz, il existe une véritable volonté de procéder à des fouilles en amont des travaux. La fouille de l'amphithéâtre du Sablon en 1902 en est un parfait exemple (cf. *supra* chap. 3, A., 1.)[647].

Lors du rattachement de Metz à la France en 1918, l'archéologie retrouve en quelque sorte son statut d'avant 1870, avec un net repli de la S.H.A.L. Face aux grands chantiers liés à la poursuite de la *Neue Stadt* dans les années 1920-1930, R. Clément se retrouve seul pour observer les vestiges archéologiques. Même si ce dernier n'a pas réussi à continuer l'œuvre de son prédécesseur, il faut rendre hommage à sa volonté de sauvegarder les vestiges mis au jour.

Cette situation est semblable à celle qui suit la Libération. Malgré la mise en place de la Direction des Antiquités Historiques, aucune personnalité messine n'est en mesure de surveiller les grands chantiers liés à la Reconstruction. A. Bellard, successeur de R. Clément, l'imite dans sa volonté d'inspecter certains chantiers. Toutefois, il a déjà fort à faire avec la remise en état des Musées, endommagés pendant la Seconde Guerre. L'arrivée de J.-J. Hatt, Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle, suite à sa demande, marque un nouveau tournant. Le Maire R. Mondon (1947-1971) intensifie l'ampleur des travaux de reconstruction et souhaite moderniser l'habitat messin. Le secteur le plus touché à la fin des

[645] ALIBERT Chantal, Historique des recherches archéologiques. *Narbonne et le Narbonnais 11/1*, éd. par DELLONG Éric, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2002, p. 65 (Carte archéologique de la Gaule).
[646] DELESTRE Xavier. *100 ans d'archéologie en Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Paris : Edisud, 2008, p. 40.
[647] La fouille de l'amphithéâtre du Sablon a été financée à hauteur de 10 000 mark et a été soutenue par le pouvoir impérial. L'utilisation de six ouvriers pendant une durée de dix mois a ainsi été possible pour mener à bien le chantier (cf. supra. chap. 3, I., A.).

années 1950 demeure la colline Sainte-Croix. C'est à l'occasion de la construction de la Cité administrative, à la suite de la destruction du couvent de la Visitation, que J.-J. Hatt décide d'intervenir en tant que Directeur des Antiquités Historiques, contrairement à son prédécesseur, É. Delort. Sans J.-J. Hatt, il est certain que les vestiges découverts lors des travaux auraient été détruits sans avoir fait l'objet de la moindre étude. Celui-ci n'intervient cependant à Metz qu'en 1957, alors qu'il est en place depuis 1945. Cela s'explique par le fait que la Circonscription de Moselle n'est rattachée à l'Alsace qu'en 1957. Entre 1945 et 1957, J.-J. Hatt s'est consacré entièrement à Strasbourg, ville qui connaît également d'importants travaux de reconstruction. Ainsi, en douze ans, il assure la conduite de treize chantiers, au cours desquels il utilise pour la première fois en France sur des sites gallo-romains la méthode stratigraphique[648].

Tout au long de son action à Metz, entre 1957 et 1965, J.-J. Hatt reçoit l'aide du jeune Conservateur des Musées, G. Collot, qui joue également un rôle moteur dans la sauvegarde du patrimoine archéologique. Sensibilisé au cours de son cursus universitaire à l'archéologie, il s'acharne à sauvegarder le patrimoine messin, tant archéologique qu'artistique. Pendant huit ans, les deux hommes vont ainsi marquer l'archéologie messine. Suite au retour de J.-J. Hatt à Strasbourg, G. Collot aurait pu abandonner les surveillances de chantier. Pourtant occupé à la réorganisation de son musée, il continue l'œuvre de l'ancien Directeur pendant encore deux ans, en tant que correspondant de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine.

La défection de G. Collot en 1967, au profit de J.-E. Biehler, un professeur de lycée dont l'activité archéologique fut relativement limitée, laisse un vide dans le milieu archéologique. Bien que ce dernier prenne la relève, il est seul, avec très peu de moyens, alors que les travaux d'urbanisme prennent de l'ampleur au tournant des années 1960 et 1970. À la fin des années 1970, la politique de rénovation provoque la destruction de nombreux îlots à Metz, comme partout en France. Ainsi, 28 ha sont détruits à Metz, 27 à Bordeaux et 50 à Rennes. Parallèlement, la loi du 10 juillet 1970 a introduit la politique de résorption de l'habitat insalubre. Il faut toutefois attendre les trois décrets et les cinq arrêtés du 20 novembre 1979 pour que la reconquête des centres urbains et la lutte contre l'insalubrité s'appuient sur la conservation du bâti ancien et non sur sa destruction totale. À Metz, la destruction des vestiges gallo-romains de l'îlot Saint-Jacques et du quartier du Pontiffroy

[648] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 249.

provoque une nouvelle prise de conscience. Elle incite plusieurs personnalités à préserver le patrimoine enfoui, ou tout du moins à prélever un maximum d'informations. G. Schlémaire intervient seul au Pontiffroy avec de simples autorisations de fouilles délivrées oralement par R. Billoret, Directeur des Antiquités Historiques de Lorraine. Cette méthode ne peut pas perdurer. Afin d'intervenir dans un cadre légal et de prendre le relais de l'État, C. Lefebvre, alors professeur de lycée, assure la direction de l'antenne messine de la D.A.H. et fonde une association, le G.U.M.R.A., destinée à prendre en charge les fouilles de sauvetage urgent à venir. Mais, du fait de son parcours, son projet est plus large. Après l'obtention d'une maîtrise d'épigraphie latine et d'un certificat « méthodologie de l'archéologie », il a complété sa formation en suivant les séminaires d'Albert France-Lanord, Conservateur du Musée de l'Histoire du Fer à Jarville (Nancy) organisés dans le Laboratoire d'Archéologie des Métaux et en participant à de nombreux chantiers dirigés par des chercheurs du C.N.R.S. du Midi de la France. Guy Barruol, Directeur des Antiquités de Languedoc Roussillon, lui fit découvrir sa circonscription et l'associa, quand il devint responsable d'une fouille programmée en Ardèche, à l'U.P.R. 290 du C.N.R.S. (Civilisations protohistoriques de la France méditerranéenne). Son expérience lui fait donc souhaiter un renforcement de la politique archéologique de l'État, des moyens accrus pour les Directions des Antiquités, une archéologie plus scientifique et plus professionnelle, des bénévoles mieux encadrés et formés, mais aussi un développement de l'archéologie préventive. C'est donc avec une mentalité assez différente de celle des archéologues bénévoles lorrains qu'il développe son activité dans la région messine. Dans un domaine plus théorique, l'ingénieur R. Jolin décide d'interpréter – parfois de manière peu scientifique – les vestiges mis au jour au cours des travaux urbains de la fin des années 1970, notamment ceux de l'îlot Saint-Jacques[649].

Au cours des années 1980, bien que les travaux liés à la Reconstruction soient achevés, plusieurs projets immobiliers voient le jour. Un des plus importants est celui des Hauts-de-Sainte-Croix à partir de 1983, non loin des fouilles entreprises en 1957-1958 par J.-J. Hatt. Prévenu tardivement, C. Lefebvre, responsable de l'antenne messine, intervient avec les bénévoles du G.U.M.R.A., alors que les engins de chantiers sont entrés en action (cf. *supra*. chap. 9, I.). Après ce scandale archéologique, le nouveau Directeur des Antiquités Historiques nommé à plein temps à Metz, M. Colardelle, installera une véritable politique de

[649] JOLIN René, Les thermes Saint-Jacques à Metz. *C.L.*, 1982, p. 266-276.

conventions d'une autre ampleur que les accords passés, à l'époque du bénévolat, entre l'antenne messine et les aménageurs.

À partir de 1984, la mise en place de cette politique d'archéologie urbaine est véritablement liée à la personnalité de M. Colardelle. Arrivé de Rhône-Alpes, où il était Conservateur du Musée dauphinois à Grenoble, celui-ci possède une personnalité très volontariste. Il a accompagné J. Lasfargues dans ses démarches. Ce dernier, alors Conservateur du Musée de Lyon et Directeur des Antiquités Historiques de Rhône-Alpes, avait réussi à imposer l'autorité de l'État face à d'importants enjeux économiques, en raison de sa forte personnalité. M. Colardelle a ainsi connu la politique de convention établie entre l'État et les aménageurs. Depuis longtemps appliquée dans cette région, le nouveau Directeur des Antiquités de Lorraine l'impose de manière systématique en Lorraine et à Metz en particulier dans un cadre désormais officiel. Malgré la réticence des aménageurs, ses successeurs, J.-L. Massy et J. Burnouf, parviennent à faire de même. Dorénavant, les fouilles archéologiques sont entreprises avant le commencement de travaux urbains.

Après 1990, le rôle de ce type de personnalité diminue du fait de la stabilisation des institutions et de la mise en place systématique d'une politique archéologique. Les personnalités s'effacent ainsi au profit d'une harmonisation au niveau national de l'archéologie avec la mise en place du S.R.A., de l'A.F.A.N., puis de l'I.N.R.A.P., puisque jusqu'à présent, les différentes politiques archéologiques dépendaient essentiellement de la vision de ses acteurs.

### *B. Un élément moteur : les conceptions archéologiques des acteurs*

Les politiques archéologiques revêtent des formes diverses selon les époques. Elles dépendent essentiellement des administrations en place, ainsi que des tempéraments des principaux intervenants. À Metz, trois grandes politiques ont été menées : celle des archéologues allemands, celle de J.-J. Hatt et, à partir du colloque de Tours en 1980, celle de l'archéologie urbaine.

## 1. Les politiques allemandes

Il est indéniable que l'Allemagne a influencé l'archéologie messine. Sur le siècle qui concerne notre étude, Metz a été annexée pendant vingt-six ans[650]. Avant l'annexion de 1871, l'archéologie messine est rythmée par des découvertes fortuites. Elle dispose d'un minimum d'encadrement avec la S.A.H.M. et du soutien de certaines personnalités politiques, tel F. Maréchal. Pour autant, il n'existe aucune formation universitaire en France métropolitaine qui permettrait l'émergence d'une archéologie plus méthodique et plus rigoureuse. Ceux qui participent à la recherche archéologique sont des notables, des clercs, des juristes, etc. En somme, ce sont des hommes, dont l'aisance financière permet de mener à bien les recherches qu'ils ont entreprises. La situation a peu évolué pendant la période de l'entre-deux-guerres. À la veille de la seconde Annexion, le développement de certaines universités, comme celle de Strasbourg, a contribué à l'émergence de certaines personnalités comme A. Grenier. En revanche, le rôle des sociétés savantes est devenu quasi nul.

Suite aux deux annexions allemandes, la situation de l'archéologie messine connaît de véritables évolutions, en particulier entre 1870 et 1918. Toutefois, ces changements se sont opérés lentement, en raison des protestations émises par certains érudits français. La politique d'acculturation voulue par Bismarck peine à se mettre en place. D'abord focalisée sur l'Alsace, la constitution d'une identité régionale alsacienne-lorraine centrée sur la Lorraine voit le jour[651]. Elle favorise alors la création de la *Gesellschaft fur lothringische Geschichte und Altertumskunde* en 1888 par des notables et des chercheurs, à la fois autochtones et d'origine allemande. Soutenue par les autorités locales, à savoir la Présidence de Lorraine, la société connaît son âge d'or entre 1896 et 1914 grâce à J. B. Keune. En 1902, l'empereur Guillaume II octroie sa protection à la société savante, suite à la découverte du chancel de Saint-Pierre-aux-Nonnains et à la fouille de l'amphithéâtre antique du Sablon. Les deux découvertes attirent sa curiosité. Au même titre que son déplacement en Alsace, au mont Saint-Odile, en 1899[652], il se rend en personne à Metz afin de contempler les vestiges de

[650] Nous rappelons que les limites chronologiques de notre étude sont 1896-2008. Au total, Metz a été annexée à l'Allemagne pendant cinquante-et-un ans, soit entre 1871 et 1918, ainsi qu'entre 1940 et 1944.
[651] METZLER Lionel. *La politique de germanisation en Lorraine annexée (1870-1914). Culture et enjeux identitaires*. Thèse de Doctorat : Histoire : Université de Metz : 2007, p. 144.
[652] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 137.

l'édifice gallo-romain en 1903. Au cours de la seconde Annexion, le *Reich* allemand met en place une véritable administration régissant l'archéologie. Le *Landesdenkmalamt* fournit un premier cadre administratif et législatif à l'archéologie messine, malgré la forte idéologie nationaliste qui l'imprègne. Ceci permet de mener des fouilles dans un cadre légal, avec l'emploi de nouvelles méthodes, telle la stratigraphie. Néanmoins, le soutien des administrations locale et impériale n'est pas la seule raison de cette évolution.

La prédominance de l'archéologie allemande s'explique en partie grâce à l'existence d'un réseau d'universités prestigieuses. Les principaux acteurs allemands de l'archéologie messine possèdent une formation universitaire. J. B. Keune est ainsi diplômé en philologie de l'Université de Bonn, qui prodigue à cette époque une des meilleures formations dans cette discipline. Avant son installation à Metz, il a côtoyé d'éminents chercheurs, tels O. Benndorf et F. Hettner. La force de l'archéologie allemande réside alors dans l'existence d'un réseau liant tous ces chercheurs. Le nouveau Directeur des Musées l'utilise lors de sa période d'activité à Metz, non seulement au niveau local, par le biais de la *Gesellschaft*, mais également à l'échelle de l'empire allemand. Il entretient ainsi des liens étroits avec des savants, comme H. Lehner, K. Schumacher, E. Fabricius, A. Michaelis, H. Dragendorff, etc.

Cette synergie permet la mise au point de nouvelles méthodes de travail. De ce fait, chaque chantier est surveillé par un ou plusieurs membres de la *Gesellschaft*. Chaque vestige mis au jour est recensé, puis systématiquement étudié. Au cours des deux annexions, les archéologues allemands entreprennent les deux premières fouilles, qu'on qualifierait de nos jours de « programmées », voire « préventives ». En effet, elles sont menées en amont des travaux d'urbanisme – la construction de la nouvelle gare en 1902 – ou de restauration – celle de Saint-Pierre-aux-Nonnains, en 1942. La première est menée avant la construction de la nouvelle gare. Quant à la deuxième, elle voit la première utilisation dans le cadre messin de la méthode stratigraphique, soit quinze ans avant que J.-J. Hatt ne l'emploie lors de la fouille de la Visitation. Il en est de même en Alsace où R. Forrer et les archéologues allemands l'appliquent au cours de certaines fouilles[653].

En matière de publication, il existe une véritable volonté de diffuser les données et les articles à caractère archéologique sont plus largement représentés dans les pages des revues

[653] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 249.

locales, particulièrement au cours de la première Annexion. À partir de 1888, le *Jahrbuch der Gesellschaft fur lothringische Geschichte und Altertumskunde* est le principal support de diffusion des études d'histoire messine et essentiellement des synthèses archéologiques. En comparaison avec les notices publiées par R. Clément au cours de l'entre-deux-guerres et l'absence de publication dans l'immédiate après-guerre, les synthèses entreprises par J. B. Keune sur le Sablon[654] et l'amphithéâtre[655] apportent un nouvel éclairage sur l'histoire messine et restent encore d'actualité.

En conséquence, l'Allemagne a fortement influencé l'archéologie messine, que ce soit sous l'impulsion de structures, comme la *Gesellschaft* et le *Landesdenkmalamt*, ou par l'intermédiaire de fortes personnalités comme celles de J. B. Keune. La situation est similaire en Alsace et plus spécifiquement à Strasbourg, également rattachée à l'empire allemand à deux reprises. L'archéologie alsacienne est marquée par R. Forrer, qui est relayé par J.-J. Hatt à partir de 1945. En raison de sa nomination au poste de Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace, puis d'Alsace-Moselle en 1957, celui-ci intervient à Metz et impose sa vision de l'archéologie.

### 2. La méthode de Jean-Jacques Hatt

En 1957, A. Bellard avertit J.-J. Hatt, Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle, de la menace qui pèse sur les vestiges découverts en face des Musées, au cours du chantier de la Visitation. En raison du rattachement de la Moselle à la circonscription d'Alsace la même année, il lui était impossible d'intervenir à Metz auparavant, malgré les travaux liés à la Reconstruction. Avant d'exercer son activité de Professeur à l'Université de Strasbourg et de Conservateur du Musée archéologique, J.-J. Hatt a assisté R. Forrer sur plusieurs chantiers de fouille avant la guerre. De ce fait, il continue d'appliquer les méthodes des archéologues allemands, en particulier celle de la stratigraphie, tant à Strasbourg entre

[654] KEUNE Johann Baptist, Sablon in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 324-460.
[655] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 340-430.

1945 et 1957[656], qu'à Metz entre 1957 et 1965, date à laquelle le rattachement de la Moselle à la circonscription de Lorraine est effectif et le retour à Strasbourg de J.-J. Hatt nécessaire.

Par sa présence à Metz en qualité de Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle, J.-J. Hatt met en avant le rôle protecteur de l'État vis-à-vis du patrimoine archéologique. Il donne un nouveau cadre à l'archéologie messine par le biais de cette nouvelle institution. Sa collaboration avec G. Collot renforce cette idée de sauvegarde du patrimoine archéologique, avec l'intervention d'une autre institution, certes municipale : les Musées de Metz. Il comble ainsi les lacunes laissées par son prédécesseur, É. Delort, qui n'est intervenu que rarement lors des travaux entrepris dans la cité au milieu des années 1950.

Lors de son passage à Metz, sa démarche scientifique consiste avant tout à lier l'archéologie à l'histoire. De cette façon, le Directeur des Antiquités Historiques rattache chaque couche de destruction à un fait marquant mentionné dans les sources antiques. En suivant l'exemple de Strasbourg, où il a fait correspondre certaines couches de destruction avec les guerres civiles de 21, 70 et 97, ainsi que les incursions germaniques de 175, 235 et 352, il associe les niveaux d'incendie découverts à Metz avec les événements de 21, 70 et 352. Les découvertes archéologiques viennent ainsi corroborer les textes des auteurs latins, comme Tacite[657] et Ammien Marcellin[658], ce qui permet de souligner les évolutions qu'a connues la ville au cours de l'Antiquité.

La méthode de J.-J. Hatt a toutefois été remise en question dès les années 1980. Il a été montré qu'il faudrait davantage privilégier des niveaux de destructions liés à des incendies d'habitations qu'à de grands événements historiques Dernièrement, les dernières fouilles menées à Strasbourg et l'étude du mobilier ont confirmé qu'il existait des écarts entre les datations proposées par l'ancien Directeur des Antiquités et celles établies par les nouvelles typologies de céramiques[659]. Ceci incite à penser que les datations données par J.-J. Hatt à Metz sont également erronées. De ce fait, une nouvelle étude du mobilier messin qu'il a mis au jour serait à envisager.

[656] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 249.
[657] TACITE. *Histoires*, I, 63, 1 ; IV, 70-7 ; 72, 1, 7.
[658] AMMIEN MARCELLIN. *Histoires*, XV, 11, 9.
[659] Ces écarts sont de l'ordre du quart au demi-siècle. Pour cela, voir KUHNLE Gertrud, BAUDOUX Juliette, WATON Marie-Dominique, La mutation et le rôle du camp légionnaire de Strasbourg dans l'Antiquité. *R.A.E.*, supp. 30, 2011, p. 97.

Quoi qu'il en soit, J.-J. Hatt a donné un souffle nouveau à l'archéologie messine. Son départ en 1965 laisse un vide institutionnel et scientifique qui n'est à aucun moment comblé. La Directions des Antiquités Historiques de Lorraine reste basée à Nancy et l'encadrement de l'archéologie messine est quasiment inexistant. Il faut attendre la fin des années 1970 et le début de la décennie suivante pour voir émerger une nouvelle politique, celle de l'archéologie urbaine.

### 3. L'émergence d'un nouveau champ de l'archéologie : l'archéologie urbaine

Depuis la fin des années 1960, des scandales archéologiques ont eu lieu dans de nombreuses villes françaises et il devient évident au cours de la décennie suivante qu'une archéologie urbaine doit voir le jour. La prise de conscience a lieu lors du colloque de Tours de 1980. L'archéologie urbaine veut prendre en compte les réalités de l'aménagement du territoire pour mener des fouilles en amont des travaux. Elle se donne pour but de rétablir le rôle protecteur de l'État, ainsi que des grandes institutions sur tout le territoire national. Ce mouvement s'est amorcé dès 1945, lors du découpage des circonscriptions archéologiques et de la mise en place des Directeurs des Antiquités à leur tête. En 1945, la circonscription de Moselle est dirigée par É. Delort, avant d'être rattachée à celle d'Alsace en 1957. À partir de son rattachement à la circonscription de Lorraine en 1965, R. Billoret remplace J.-J. Hatt. C'est sous sa direction que l'État perd son rôle de protecteur du patrimoine. Il n'existe donc aucun encadrement de l'archéologie messine à cette époque, d'autant plus que la loi Carcopino s'avère de plus en plus inefficace face aux réalités urbaines.

La naissance de l'archéologie urbaine a pour but de faire appliquer les lois et les nouvelles dispositions adaptées à la ville, tel l'article R 111-3-2 du Code de l'urbanisme et le décret de 1986 régissant les P.O.S. (Plan d'Occupation des Sols). Il devient également nécessaire de former les archéologues. Le colloque de Tours pose les premiers jalons de cette politique en préconisant le passage de conventions entre archéologues et aménageurs, avec un financement, à l'origine modeste, par ces derniers.

À Metz, la mise en œuvre de l'archéologie urbaine demeure limitée au début des années 1980 et se concentre au niveau de l'antenne messine de la Direction des Antiquités et du G.U.M.R.A. Des accords, en forme de mini-conventions, sont passés avec des aménageurs privés, comme le Crédit Immobilier, ou avec la Ville lors de la programmation du chantier du petit amphithéâtre en 1982. Les moyens financiers mis à la disposition des archéologues bénévoles du G.U.M.R.A. demeurent faibles. En vue d'établir une carte archéologique de la ville, ceux-ci cherchent à établir l'épaisseur des sédiments archéologiques grâce aux carottages de l'entreprise Fondasol.

À partir de 1984, on observe une explosion et une officialisation de la politique d'archéologie urbaine à Metz. La Direction des Antiquités Historiques vient s'installer dans les locaux messins de la D.R.A.C. Un spécialiste en la matière est nommé à sa tête, désormais salarié et employé à plein-temps, M. Colardelle. Celui-ci, originaire de Rhône-Alpes, est habitué à cette politique de conventions, qui devient alors systématique pour les chantiers de la rue Marchant (1984), de l'Espace Serpenoise (1984), de l'Arsenal (1986) et de la rue Taison (1987). À partir de 1985, sous la direction de J.-L. Massy, on assiste officiellement au développement de la carte archéologique en Lorraine. Depuis le début des années 1980, les carottages effectués par l'entreprise Fondasol servent de base à son élaboration. Ces travaux, amplifiés dans la seconde moitié de la décennie, débouchent en 1992 sur la parution du D.E.P.A.U. (Document d'Évaluation du Patrimoine Archéologique Urbain) de Metz, qui devient une des premières villes à s'en munir. L'élaboration d'un tel document s'avère utile, à la fois pour la crédibilité de l'archéologie et dans le cadre des négociations entre le S.R.A. et les aménageurs. Seules les villes de Beauvais, Douai, Angers, Besançon, Arles, Grenoble et Saint-Amand-Montrond disposaient déjà de leur propre document d'évaluation. Depuis, quatorze autres villes ont publié leur propre volume[660].

La manière de penser l'archéologie a ainsi grandement évolué en l'espace d'un siècle. Toutefois, afin d'appliquer ces politiques nouvelles, les principaux acteurs se sont appuyés sur diverses structures.

[660] Strasbourg, Bayeux, Castres, Aix-en-Provence, Cluny, Troyes, Bourges, Verdun, Auxerre, Saint-Pierre de la Martinique, Compiègne, Parthenay, Béthune et Soissons.

### *C. Structures passives, structures actives : des sociétés savantes aux opérateurs archéologiques*

Afin de mettre en place les différentes politiques archéologiques successives, les principaux acteurs se sont souvent appuyés sur des réseaux d'intellectuels ou des administrations de manière à intervenir dans un cadre légal. Il faut néanmoins distinguer les structures passives et les structures actives.

La première catégorie est spécifiquement inhérente au XIX^e^ siècle et à la première moitié du XX^e^ siècle. Elle comprend, d'une part, les Musées de Metz dont leurs conservateurs sont intervenus dans le cadre de leurs fonctions, en tant que protecteurs du patrimoine, et, d'autre part, les sociétés savantes. Quant à la seconde, elle regroupe les structures qui sont créées dans le but précis de soutenir les fouilles archéologiques et de protéger le patrimoine archéologique.

Depuis les débuts de l'archéologie messine au milieu du XVIII^e^ siècle et ce, jusqu'en 1983, des sociétés savantes ou des associations se sont fortement impliquées dans la conservation des vestiges. Elles constituent à chaque période un soutien et un cadre pour les personnalités, tels V. Simon, J. B. Keune ou C. Lefebvre. Au cours des deux siècles et demi écoulés, on ne compte pas moins de cinq associations qui ont favorisé l'archéologie messine[661]. Deux périodes ont marqué leur âge d'or, à savoir le XIX^e^ siècle, comme c'est le cas un peu partout en France, et le début des années 1980. Toutefois, ces associations n'ont pas eu le même impact dans l'archéologie. Pour cette raison, on distinguera celles ayant servi de support à certains individus (Académie de Metz, S.A.H.M., S.H.A.L., A.A.A.M.) de celle ayant eu un rôle plus actif dans l'archéologie messine (G.U.M.R.A.). Cette dernière est à rapprocher des structures professionnelles, tels l'A.F.A.N. et l'I.N.R.A.P., apparues suite à l'émergence d'une archéologie professionnelle.

[661] L'Académie de Metz, la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle, la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, l'Association des Amis de l'Archéologie Mosellane et le Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique.

### 1. Les structures passives : le rôle des sociétés savantes et du musée archéologique

L'Académie de Metz, fondée en 1760, permet aux moines Bénédictins, Nicolas Tabouillot et Jean François, d'étudier des monuments, comme l'aqueduc antique, ou la voie romaine reliant Metz à Trèves. Bien que la société possède encore un réseau de correspondants qui surveillent les travaux d'urbanisme du milieu du XIX$^{e}$ siècle, les recherches archéologiques sont soutenues par la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle. On observe ce même phénomène dans d'autres villes françaises, où ce type de structures donne un cadre fédérateur pour les érudits locaux. À l'instar de Metz et de la S.A.H.M., on pourra citer Langres et la Société Historique et Archéologique de Langres[662], Reims et l'Académie nationale de Reims en 1841[663] ou encore Amiens et la Société Archéologique de la Somme en 1836[664]. L'intérêt de la S.A.H.M. pour l'histoire, mais surtout pour l'archéologie locale, est plus important que précédemment, grâce à l'intervention d'érudits, comme V. Simon ou C. Lorrain. Suite à l'Annexion de 1871 et le déclin de la société, les savants allemands attendent près de deux décennies avant de fonder la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*. Bien qu'elle perdure lors du rattachement de Metz à la France, elle perd son rôle d'acteur majeur de l'archéologie locale après avoir connu trente années d'intense activité. Il faut attendre les années 1960 et les créations successives de l'A.A.A.M. (Association des Amis de l'Archéologie Mosellane), qui intervient peu à Metz[665] et surtout celle du G.U.M.R.A., en 1978, pour qu'une association s'investisse activement et exclusivement dans l'archéologie messine (cf. *supra* chap. 8).

Leur composition diffère sensiblement. Les sociétés savantes, telles l'Académie ou la S.A.H.M., se composent essentiellement de notables, de clercs et de militaires, qui, grâce à leur activité professionnelle, disposent de temps pour entreprendre leurs études

[662] JOLY Martine et VIARD Georges, Histoire de la recherche archéologique. *Langres 52/2*, éd. JOLY Martine, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2001, p. 24 (Carte archéologique de la Gaule).
[663] FEUVRIER-PRÉVOTAT Claire, Histoire des recherches, *Reims 51/2*, éd. par CHOSSENOT Raphaëlle, ESTÉBAN Angélique et NEISS Robert, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2010, p. 56 (Carte archéologique de la Gaule).
[664] PICHON Blaise, Histoire des recherches archéologiques. *Amiens 80/1*, éd. PICHON Blaise, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2009, p. 24 (Carte archéologique de la Gaule).
[665] En 1964, Christian Guy, membre de l'A.A.A.M., a réalisé quelques relevés lors des travaux de l'Esplanade (doc. conservé à la Carte archéologique de la Lorraine).

archéologiques. Les membres de la *Gesellschaft* sont davantage issus des milieux liés à la vie culturelle messine et mosellane. Par exemple, J. B. Keune est Directeur des Musées de Metz, tandis que G. Wolfram est Directeur des Archives départementales et Wilhelm Schmitz, puis Paul Tornow, sont Conservateurs des Monuments Historiques. Toutefois, ce sont des membres bénévoles.

Leur action a été, en règle générale, soutenue par les autorités en place, qu'il s'agisse de l'État ou des pouvoirs locaux. En effet, sans l'appui de la Présidence de Lorraine, puis de l'Empereur en 1902, la *Gesellschaft* aurait probablement peiné à mener à bien ses travaux archéologiques. Auparavant, un des soutiens les plus importants de la S.A.H.M. demeure le Maire de l'époque, F. Maréchal. Elle cherche à s'attirer ses faveurs en le désignant membre honoraire de la Société[666]. L'octroi de crédits est ainsi facilité. Néanmoins, les échanges sont réciproques, puisque F. Maréchal semble être vivement intéressé par l'histoire de sa ville. En 1869, il publie dans le *Bulletin* de la S.A.H.M. une étude portant sur l'origine des noms des rues de la ville[667]. Ce soutien de la part de la Municipalité n'est alors pas simplement le fait de Metz. À la même époque, des sociétés, comme l'Académie des sciences, des Belles-Lettres et des Arts de Besançon[668], reçoivent le soutien de leur municipalité. En 1848, le magistrat bisontin, Édouard Clerc, crée même une Commission municipale d'archéologie avec un programme d'action. Il favorise également le développement du musée archéologique, installé depuis 1843, dans la nouvelle halle aux grains, de la même manière que la S.A.H.M. a contribué à l'essor de la galerie archéologique des Musées de Metz. Ces cas ne sont pas isolés en France. À Autun, le Comité des Antiquités favorise l'émergence de l'archéologie dans la cité bourguignonne et contribue à la création du musée Rolin en 1836[669].

Toutefois, les Musées de Metz n'ont pas été qu'une simple vitrine de l'archéologie messine. Ils ont été un soutien de l'archéologie messine, grâce à l'intervention de leurs conservateurs. Que ce soit dans leurs périodes fastes ou au cours de leurs périodes creuses, les Musées de Metz sont toujours restés un support de l'archéologie messine, en raison de leur caractère archéologique. Lorsque les institutions, comme la Municipalité ou l'État, sont

[666] DESMARS Bernard, *Félix Maréchal (1798-1871). Médecin et Maire de Metz*. Metz, Serpenoise, 2011, p. 61
[667] MARÉCHAL Félix, Dénomination des noms de rues. *B.S.A.H.M.*, 1869, vol. 12, p. 15-23.
[668] LERAT Lucien. *Besançon antique*. Paris : Imprimerie Nationale, 1989, p. 30 (Guides archéologiques de la France).
[669] REBOURG Alain et GOUDINEAU Christian. *Autun antique*. Paris : Éditions du Patrimoine, 2002, p. 19 (Guides archéologiques de la France).

inexistantes ou défaillantes, leurs conservateurs sont les seuls acteurs archéologiques. Des personnalités, comme J. B. Keune et G. Collot, bien que soutenues par la S.H.A.L., n'interviennent pas à titre individuel, mais en qualité de Conservateurs des Musées. Leur présence est primordiale pour le développement de l'archéologie messine, et, de ce fait, des Musées. En effet, le mobilier récolté vient enrichir les réserves de l'établissement et permet de concevoir une nouvelle muséographie, notamment sous la direction de G. Collot à la fin des années 1970. Au cours de la première Annexion, cette synergie est semblable à Strasbourg, en raison des actions menées par les deux conservateurs successifs des collections archéologiques du Musée, R. Henning, puis R. Forrer[670]. Comme J. B. Keune, ils sont très présents sur les chantiers urbains afin de récolter un maximum de mobilier archéologique.

Qu'il s'agisse des Musées de Metz ou de Strasbourg, on observe le même système de fonctionnement inspiré des établissements allemands. L'archéologie est souvent à la charge des conservateurs, comme à Trèves avec F. Hettner, à Bonn avec H. Lehner ou à Mayence avec K. Schumacher. Ceux-ci, malgré leur activité muséale, mènent parallèlement des travaux archéologiques. Cette situation est différente en France jusqu'à la Libération, où les archéologues sont en règle générale des universitaires. Un changement s'amorce au début de la seconde moitié du XX$^{e}$ siècle, comme à Arles, où certaines fouilles sont entreprises avant les années 1970 par le conservateur du musée[671]. De plus, avant son arrivée à Metz, M. Colardelle a la charge du musée dauphinois à Grenoble, tout en menant des chantiers archéologiques en collaboration avec une association[672].

À Metz, G. Collot ne mène pas seul ses actions. Il prête plutôt main-forte à J.-J. Hatt, bien qu'il le relaie entre 1965 et 1967. De manière similaire, le conservateur du Musée Rolin d'Autun assure des surveillances de chantier entre 1963 et 1972, avant de mener les premières fouilles de sauvetage en compagnie du Directeur des Antiquités de Bourgogne, Jean-Bernard Devauges[673].

[670] SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Sociétés savantes d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, p. 171.
[671] SINTES Claude, Arles. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1$^{er}$ mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 7.
[672] GIFFAULT Michèle, Grenoble. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1$^{er}$ mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 19.
[673] REBOURG Alain et GOUDINEAU Christian. *Autun antique*. Paris : Éditions du Patrimoine, 2002, p. 20 (Guides archéologiques de la France).

En outre, selon les découvertes réalisées, ainsi que les thématiques de recherche de l'époque, la muséographie des Musées de Metz a été fortement influencée par l'archéologie. Au cours de la première Annexion, l'essentiel des découvertes qui retiennent l'attention de J. B. Keune est d'origine gallo-romaine. Il est donc compréhensible que la galerie lapidaire se développe au début du XX$^{e}$ siècle. En revanche, lors des travaux de rénovation des années 1960, G. Collot sauve aussi bien des œuvres de l'époque gallo-romaine que médiévale. C'est ce qui lui permet de concevoir au cours des années 1970 un musée médiéval d'architecture[674].

D'autres conservateurs des Musées de Metz, dont R. Clément et A. Bellard, ont participé à la sauvegarde du patrimoine archéologique, mais de manière moins active. Ceci s'explique, d'une part, par le fait qu'il dispose de moins de moyens, humains ou financiers, et, d'autre part, par leur formation qui diffère quelque peu, notamment celle de R. Clément qui est diplômé en droit.

Ainsi, grâce à la personnalité des conservateurs successifs, les Musées de Metz ont pu devenir un des établissements archéologiques les plus importants de l'est de la France. Pourtant, en raison de la prise de relais par les institutions et de l'émergence de la professionnalisation de l'archéologie, leur rôle s'atténue au cours des années 1970 : à l'action bénévole du G.U.M.R.A. de 1978 à 1983 succèdera bientôt celle des opérateurs professionnels.

### 2. Les structures actives : du bénévolat à l'archéologie professionnelle

À la fin des années 1960 et ce, jusqu'en 1977, le vide institutionnel et l'absence de personnalités dans l'activité archéologique messine sont flagrants. De manière générale en France, une lente professionnalisation s'amorce, sans toutefois parvenir à pallier ces manques. On assiste davantage à la collaboration entre plusieurs individus, qu'il s'agisse de celle entre

[674] Le musée médiéval d'architecture de Metz est un cas singulier en France. Inauguré en 1980, il est constitué des œuvres récoltées par G. Collot dans les années 1960. Son espace s'est adapté à celles-ci et non le contraire, comme c'est souvent le cas dans d'autres établissements. L'établissement a participé à l'obtention d'une mention d'honneur au prix européen des musées en 1981. (voir l'article de N. Pascarel : http://historiametensis.over-blog.com/article-le-musee-d-architecture-au-musee-de-la-cour-d-or-metz-metropole-104289964.html).

les conservateurs de Musée et les Directeurs des Antiquités Historiques, ou de leur regroupement au sein de structures associatives. Parallèlement, les formations universitaires en archéologie apparaissent, comme à l'Université de Nancy 2 avec les cours d'Antiquités nationales instaurés par Y. Burnand. La plupart des bénévoles du G.U.M.R.A. y sont assidus, ce qui leur permet de compléter leur formation (cf. *supra.* chap. 8).

Cette nouvelle structure, composée essentiellement de lycéens, d'étudiants en histoire, mais aussi d'adultes venant de milieux professionnels variés, souhaite pallier le rôle défaillant de l'État. Bien que le rôle des Musées de Metz s'atténue, il reste un partenaire privilégié de l'archéologie messine et des nouvelles structures à caractère archéologique. Celui-ci, par l'intermédiaire de son Directeur, G. Collot, soutient le groupe de bénévoles, comme le fait l'Université de Metz et la D.R.A.C. de Lorraine. Au tournant des années 1970 et 1980, certaines villes françaises assistent à l'émergence d'associations archéologiques, en lien avec les Directions des Antiquités Historiques. À Reims, le G.E.A.C.A. (Groupe d'Études Archéologiques Champagne-Ardenne) mène des fouilles de sauvetage à Reims depuis 1964[675]. Le G.U.R.A.M.R.O. (Groupe Universitaire de Recherches Archéologiques Médiévales de Rouen) est créé à Rouen en 1973[676]. La même année, le G.R.A.N. (Groupe de Recherche Archéologique du Narbonnais) opère à Narbonne, et ce, jusqu'à la fin des années 1980[677]. Toutes ces structures mènent des fouilles de sauvetage programmé, avant que leurs bénévoles, comme ceux du G.U.M.R.A., intègrent, pour la plupart, l'A.F.A.N.

Néanmoins, en raison de la nécessité d'une archéologie urbaine à partir de 1980, les bénévoles ne parviennent plus à gérer certains aspects administratifs et le bénévolat s'efface progressivement au cours de la décennie (*supra* chap. 9). La professionnalisation de l'archéologie est marquée par l'apparition d'opérateurs archéologiques. Le premier d'entre eux est l'A.F.A.N. Ceux-ci servent en premier lieu d'instrument pour les Directions des Antiquités. Ils mettent en application cette nouvelle politique d'archéologie urbaine. Par la suite, l'évolution de la législation octroie une plus grande autonomie à ces opérateurs,

[675] FEUVRIER-PRÉVOTAT Claire, Histoire des recherches, *Reims 51/2*, éd. par CHOSSENOT Raphaëlle, ESTÉBAN Angélique et NEISS Robert, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2010, p. 58 (Carte archéologique de la Gaule).
[676] LEQUOY Marie-Clotilde et GUILLOT Bénédicte, Histoire de la recherche archéologique concernant la période gallo-romaine à Rouen, *Rouen 76/2*, éd. par LEQUOY Marie-Clotilde et GUILLOT Bénédicte, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2004, p. 51 (Carte archéologique de la Gaule).
[677] ALIBERT Chantal, Historique des recherches archéologiques. *Narbonne et le Narbonnais 11/1*, éd. par DELLONG Éric, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2002, p. 70 (Carte archéologique de la Gaule)

spécifiquement à l'I.N.R.A.P., suite à la loi sur l'archéologie préventive de 2001. La mise en concurrence des différents opérateurs en 2003 marque définitivement cette indépendance (cf. *supra* chap. 11).

Le rôle des opérateurs explose à Metz après 1982. Bien qu'existant depuis 1973 au niveau national, les premières vacations de l'A.F.A.N. ne sont utilisées qu'une dizaine d'années plus tard dans la cité messine. En effet, le vide laissé jusqu'en 1977 par la Direction des Antiquités Historiques, puis l'action bénévole du G.U.M.R.A. ne nécessitent pas de recourir à l'A.F.A.N. À partir de 1982, la majorité des responsables d'opération sont pour la plupart d'anciens membres du G.U.M.R.A. et apportent leurs connaissances acquises sur les chantiers messins. L'A.F.A.N. prend ainsi le relais du G.U.M.R.A. et devient à son tour l'instrument de la Direction des Antiquités de Lorraine, puis du S.R.A. Cette politique s'applique partout en France et amène une certaine harmonisation de l'archéologie au cours des années 1990 (cf. *supra* chap. 10).

En 2002, la situation précaire des vacataires de l'A.F.A.N. conduit à la création d'un établissement public, l'I.N.R.A.P. organisé en antennes réparties sur le territoire national. L'antenne du Grand-Est est basée à Metz, rue de Méric. Renforcé par les législations de 2001 et de 2003, le nouvel opérateur peut mettre pleinement en application la politique d'archéologie urbaine voulue vingt ans auparavant (cf. *supra* chap. 11). Néanmoins, la prise en compte de l'archéologie avant le début des travaux impose certaines règles. Les conventions signées entre archéologues et aménageurs imposent des délais et, de ce fait, des choix à faire au cours des fouilles. Bien que les vestiges mis au jour soient à présent analysés, il est souvent impossible de les étudier avec la même attention, notamment les niveaux les plus récents[678].

La loi de 2003, qui favorise la mise en concurrence entre les opérateurs archéologiques, permet la création en 2007 d'un pôle archéologique de l'agglomération messine, tant réclamé en leur temps par G. Collot et C. Lefebvre qui avait déposé en 1983 un rapport à la demande de M. Faudon, maire-adjoint. Metz s'est ainsi dotée tardivement d'un tel service, en comparaison avec d'autres villes françaises. En effet, une trentaine de villes

[678] Lors d'une fouille préventive, selon la connaissance du secteur fouillé et le potentiel archéologique, on privilégiera souvent l'étude des niveaux les plus anciens, notamment protohistoriques et gallo-romains. En effet, les archives, ainsi que les plans médiévaux et modernes renseignent les archéologues sur les périodes les plus récentes.

possèdent déjà leur propre service dès la fin des années 1980. On pourra citer Arles[679] (1977), Arras[680] (1977), Fréjus[681] (1982), Bourges[682] (1983), Quimper[683] (1983), Autun[684] (1984), Nîmes[685] (1987), etc.

Toutes ces structures ont contribué, et contribuent encore, à faire de Metz un des moteurs de l'archéologie en Lorraine. Toutefois, la ville a joué ce rôle tardivement, en raison du manque d'encadrement de l'archéologie, ainsi que du rayonnement de certaines villes proches, telles Strasbourg, puis Nancy.

### *D. Metz, moteur de l'archéologie régionale ?*

Depuis le milieu du XVIII[e] siècle, la richesse archéologique de Metz est connue par les chercheurs et les érudits. Toutefois, malgré ces atouts patrimoniaux, la ville possède un rôle administratif fluctuant et, en règle générale, faible dans le domaine archéologique jusqu'au début des années 1980. Elle a été souvent reléguée au second plan en raison du rôle de Strasbourg, puis de Nancy, en plus de son manque d'encadrement.

De plus, au cours de son histoire, Metz est rattachée alternativement à la France et à l'Allemagne. De ce fait, la législation en vigueur a régulièrement changé. Avant son annexion à l'Empire allemand en 1871, il n'existe pas de loi protégeant le patrimoine archéologique. Seul l'article 716 du Code civil, promulgué en 1803, légifère en matière de propriété d'un « trésor » découvert de manière fortuite[686].

[679] SINTES Claude, Arles. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 7.
[680] JACQUES Alain, Arras. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 9.
[681] GEBARA Chérine, Fréjus. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 17.
[682] TROADEC Jacques, Bourges. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 15.
[683] LE BIHAN Jean-Paul, Quimper. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 29.
[684] REBOURG Alain et GOUDINEAU Christian. *Autun antique*. Paris : Éditions du Patrimoine, 2002, p. 20 (Guides archéologiques de la France).
[685] VEYRAC Alain, Historique des recherches et présentation de la documentation. *Nîmes 30/1*, éd. par FICHES Jean-Luc et VEYRAC Alain, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 1996, p. 63 (Carte archéologique de la Gaule).
[686] Loi 1803-04-19 promulguée le 29 avril 1803 :

Le fait que la notion de patrimoine archéologique n'existe pas tout au long du XIX^e^ siècle peut expliquer cette absence d'encadrement. Celle-ci va retrouver un cadre scientifique, ainsi qu'administratif, grâce à la création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* en 1888. En effet, bien qu'il n'existe pas de loi régissant le patrimoine archéologique, le pouvoir impérial ne néglige pas son importance. Sur le plan national, la *Gesellschaft*, ainsi que l'archéologie, bénéficient des faveurs de l'empereur Guillaume II. Dans un premier temps, celui-ci accorde son protectorat à la société en 1902. Dans un second temps, il se déplace personnellement l'année suivante afin de contempler les vestiges de l'amphithéâtre gallo-romain. Légalement, à l'instar de la législation française, le patrimoine archéologique dépend du service des Monuments Historiques (*Bau Kunstdenkmäler*), bien que les décisions et les autorisations de fouilles soient délivrées par la Présidence de Lorraine, basée à Strasbourg. En effet, Metz est à cette époque sous l'influence administrative de la cité alsacienne, où la Présidence de Lorraine a été installée. Toutes les décisions, autorisations de fouilles et versements de subventions, y sont prises. Strasbourg rayonne ainsi sur les territoires annexés en 1871 et son université connaît un second souffle grâce aux savants allemands. Bien que l'activité archéologique soit relativement soutenue à Metz, en raison des travaux d'urbanisme de la seconde moitié du XX^e^ siècle, la ville n'accueille ni université, ni institution archéologique, et souffre encore de son image de ville de garnison[687].

Pendant la période de l'entre-deux-guerres, la perte de vitesse, que connaît l'archéologie messine, peut s'expliquer en partie par cette absence d'institutions, en plus du départ des savants allemands et du retrait de la S.H.A.L. Strasbourg connaît, de son côté, un âge d'or en raison du dynamisme de R. Forrer. Toutefois, ce vide institutionnel, doublé d'un cadre législatif faible et inapproprié, n'est pas inhérent à Metz et s'observe par ailleurs sur la majorité du territoire métropolitain.

Lors du rattachement à la France en 1918, la législation française s'applique à nouveau à Metz, ainsi qu'en Moselle. Une loi a été votée peu de temps avant le début de la Grande

« La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds ; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard. »

[687] Suite au siège de 1552 par Charles Quint, la ville voit son système de fortifications amélioré les décennies suivantes. Sa position stratégique en fait une place forte importante de l'est du royaume de France. Metz accueille ainsi un nombre non négligeable de soldats, logés alors dans les multiples casernes de la cité. Ce rôle militaire effectif dure jusqu'au début du XX^e^ siècle, date à laquelle la majorité des fortifications est détruite.

Guerre. Sur les trente articles qui composent la loi de 1913, un seul paragraphe réglemente une certaine catégorie de découverte[688]. Les vestiges des périodes historiques, qui représentent l'essentiel des découvertes de cette époque, ne sont ainsi pas concernés par cette protection juridique.

Comme en Allemagne, l'archéologie française dépend du service des Monuments Historiques, qui n'assure pas son rôle de protection de l'archéologie. Aucune institution nationale, encore moins locale, ne prend en charge les travaux archéologiques. Il existe donc un vide juridique et institutionnel peu avant le début de la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, des chercheurs, archéologues et historiens, tel Albert Grenier, fondent le C.N.R.S. en 1939, instituant ainsi un cadre à l'archéologie française. Cependant, Metz ne bénéficie pas de ce nouvel encadrement en raison du début du conflit mondial et du rattachement du territoire mosellan au III$^{e}$ Reich. Sous tutelle allemande, la cité messine est régie une nouvelle fois par la législation germanique. Metz joue alors un rôle relativement important au niveau régional. Contrairement à la première Annexion, les deux chefs-lieux des territoires annexés, Metz et Strasbourg, sont dotés chacun d'une administration et d'une législation archéologiques propres. Le *Landesdenkmalamt* peut alors fonctionner sans contrainte et mener les fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains. L'archéologie est alors contrôlée au niveau local et non pas par le pouvoir central.

Il est intéressant de constater qu'au cours de la même année, une législation est mise en place à la fois en France par le régime de Vichy et à Metz. En 1941, la loi rédigée par J. Carcopino, ainsi que l'ordonnance émise par le *Gauleiter* Bürckel visent à réglementer l'archéologie. Toutefois, l'ordonnance allemande est moins précise que la loi française, celle-ci ayant été modifiée à cinq reprises[689] et étant toujours en vigueur. À Metz, cette législation ne n'est appliquée que pendant quatre ans, mais présente un certain nombre de similitudes avec la loi Carcopino. En effet, elles visent toutes les deux à réglementer les fouilles archéologiques et ainsi empêcher les fouilles clandestines.

[688] Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, *J.O.R.F.* du 4 janvier 1914 :
« […] Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi :
1°) Les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques ; […] »
[689] Modifiée par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, par le décret n° 64-357 du 23 avril 1964, par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980, par la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 et le décret n° 94-422 du 27 mai 1994.

À cette époque, l'archéologie est sous la responsabilité d'autorités locales : le *Landkommissar* ou le *Stadtkommissar* à Metz[690], qui est rattachée à l'Allemagne, et le préfet de région en France[691]. Ceux-ci délivrent les autorisations de fouilles. La différence réside dans l'absence en France de structure locale faisant appliquer cette loi, alors qu'à Metz et en Moselle annexée, l'archéologie est sous la tutelle du *Landesdenkmalamt*, à la tête duquel se trouve un chargé de mission pour l'archéologie. Les Directions des Antiquités Historiques et Préhistoriques françaises ne sont mises en place qu'après la Libération. En plus de l'autorisation officielle, la loi française exige également celle du propriétaire du terrain concerné par les fouilles[692], ce qui n'est pas le cas de l'ordonnance allemande. En revanche, dans les deux cas, toute découverte fortuite doit être signalée auprès des autorités, sous peine d'emprisonnement et d'amende[693]. De plus, qu'il s'agisse des archéologues du *Landesdenkmalamt* ou des représentants du Ministère de la Culture, ils sont seuls à pouvoir passer outre cette réglementation pour faire fouiller un site[694]. Cependant, seule la loi Carcopino statue à propos du devenir des vestiges mis au jour lors de fouilles. Bien que celle-ci soit plus complète que l'ordonnance de Bürckel, celle-ci demeure la première réglementation mise en application à Metz par une structure, le *Landesdenkmalamt*.

Suite à la Libération, Metz est une nouvelle fois régie par la législation française et, de ce fait, par la loi Carcopino, validée en 1945. Afin de l'accompagner, le territoire métropolitain est divisé en circonscriptions archéologiques. Après une courte durée, Metz retourne en 1957 sous la tutelle de Strasbourg, suite au rattachement de la Moselle à la circonscription archéologique d'Alsace. À l'inverse de ce qui s'est passé au cours de la première moitié du XX$^{e}$ siècle, cet événement devient une aubaine pour l'archéologie messine. J.-J. Hatt, en qualité de Directeur des Antiquités Historiques, vient temporairement combler le vide qu'a connu Metz, avant le début de la guerre. Toutefois, bien qu'il existe un encadrement pour l'archéologie messine, la Direction des Antiquités reste basée à Strasbourg. En toute logique, elle est rattachée à la circonscription de Lorraine en 1965. Toutefois, le siège de l'institution demeure à Nancy, dans les locaux de l'Université de Nancy 2 en raison du poste de Professeur qu'y occupe son directeur, Y. Burnand. Les Directions des Antiquités

[690] Paragraphe 1.
[691] Article 1
[692] Article 2.
[693] Paragraphe 4 et articles 19, 20 et 21
[694] Paragraphe 3 et article 9.

Historiques et Préhistoriques deviennent ainsi les garants de cette nouvelle législation. La période de reconstruction entraîne d'importants travaux d'urbanisme au cours des années 1960 et 1970 et la loi Carcopino s'avère rapidement insuffisante. Progressivement, l'État et les Directions des Antiquités se retrouvent désarmés face aux destructions de sites archéologiques.

Peu après le rattachement de la Moselle à la circonscription de Lorraine en 1965, l'État assure de moins en moins son rôle de protecteur du patrimoine archéologique, spécifiquement à Metz. Cette période marque aussi le retour de J.-J. Hatt à Strasbourg et le retrait de G. Collot. En raison de ce manque d'encadrement et d'une législation inadaptée, de nombreux vestiges sont détruits, sans faire l'objet de la moindre étude. Par exemple, lors de la construction de l'accès à l'autoroute A 31 en 1971, des éléments de l'ancienne citadelle du XVI$^{e}$ siècle sont mis au jour (fig. 164 et 165). Toutefois, aucune surveillance du chantier n'est exercée par les autorités compétentes, faute de moyens humains. Il ne reste de ces découvertes que quelques photographies conservées au Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle.

Il faut attendre 1977 pour voir l'établissement d'une institution à caractère culturel, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, à Metz. Néanmoins, son rôle archéologique demeure faible, puisque les locaux de la Direction des Antiquités restent à Nancy. Le nouveau Directeur des Antiquités, Y. Burnand, veut améliorer la gestion administrative du service et réaffirmer l'autorité de l'État[695]. Il créé plusieurs antennes de la D.A.H. en Lorraine. La plus importante, celle de Metz, est confiée à C. Lefebvre qui milite aussi pour une meilleure gestion de l'archéologie lorraine et qui souhaite que le bénévolat soit mieux encadré et formé, à l'instar de ce qui se fait en Languedoc-Roussillon. Installée dans les locaux de la D.R.A.C., l'antenne messine est celle qui eut l'impact le plus important sur l'activité archéologique locale, comparée à celles de Sarrebourg et de Thionville par exemple. Les lacunes législatives sont aussi quelque peu comblées en 1977 grâce à l'article R.111-3-2 du Code de l'urbanisme. Celui-ci réglemente les permis de construire concernant les sites ou les terrains renfermant des vestiges archéologiques[696]. La prescription entraînée par l'observation de ce décret oblige l'aménageur à intégrer un délai pour une fouille préventive avant le début des travaux

[695] Voir son article : Les institutions culturelles régionales V. La direction des Antiquités historiques de Lorraine. *C.L.*, 1981, p. 1-4.

[696] Décret n° 77-755 du 7 juillet 1977 : « Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques. »

d'urbanisme. Encore faut-il que les aménageurs soient réceptifs à cette requête. Officieusement, l'Architecte des Bâtiments de France, N. Devinoy, transmet préalablement tous les permis de construire au Directeur de l'antenne messine de la D.A.H., C. Lefebvre. Par le biais du G.U.M.R.A., structure associative, les premières fouilles de sauvetage programmé sont menées au début des années 1980. C'est l'acte de naissance de l'archéologie préventive à Metz : ses débuts seront modestes et son véritable développement se fera avec la professionnalisation des archéologues.

Les années 1983/1984 marquent un tournant. Les Directions des Antiquités Historiques et Préhistoriques fusionnent en une seule entité, avec à sa tête un seul directeur. Celle de Lorraine est alors transférée à Metz et M. Colardelle en devient de ce fait le premier directeur à temps plein. Le remplacement des directeurs indemnitaires par des directeurs uniques employés à plein-temps s'inscrit dans une politique nationale appliquée progressivement. La région Nord-Pas-de-Calais connaît cette situation depuis 1975[697] et la Lorraine amorce à son tour ce changement en 1984. Par la suite, dans un intervalle de quatre années, onze régions, soit la moitié des circonscriptions archéologiques, voient la fusion à la fusion de leurs Directions des Antiquités Historiques et Préhistoriques.

L'importance prise par l'archéologie urbaine dans la politique archéologique nationale donne finalement un rôle moteur à Metz. Le nouveau Directeur applique alors les méthodes utilisées en Rhône-Alpes par son ancien collègue, J. Lasfargues. Cependant, l'action de M. Colardelle doit être aussi efficace que symbolique. En effet, le Maire, J.-M. Rausch, également Sénateur et futur Ministre, est une forte personnalité, hostile à une politique de convention, qu'il qualifie publiquement de racket[698]. Progressivement, elle devient systématique.

Toutefois, malgré cette volonté de coordonner l'archéologie sur le territoire national, la situation de celle-ci reste précaire. Bien que des conventions soient signées entre les archéologues de l'A.F.A.N. et les aménageurs, la législation et l'organisation de l'archéologie préventive ne sont pas adaptées aux réalités urbaines.

Avec le remplacement de la Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques par le Service Régional de l'Archéologie, on assiste à une harmonisation des procédures administratives. De plus, les S.R.A. assument leur rôle de garant de l'État en Lorraine, comme

[697] *Gallia Préhistoire*, 1975, 26, 2, p. 651.
[698] Article du *Républicain Lorrain* daté du 25 septembre 1986.

ailleurs, en matière d'archéologie. Ils font intervenir l'A.F.A.N. afin qu'elle réalise des sondages au préalable et, le cas échéant, des fouilles archéologiques.

Le véritable changement intervient en 2001 et la promulgation de la loi sur l'archéologie préventive, modifiée en 2003. Pour la première fois, le terme d'« archéologie préventive » est utilisé dans le cadre législatif. Les fouilles sont finalement insérées dans la réalisation d'un projet d'aménagement du territoire. Les prescriptions, l'exécution des fouilles, la recherche scientifique et la conservation du patrimoine sont sous le contrôle de l'État, le S.R.A.[699]. L'archéologie devient professionnelle, recrutant des agents qualifiés et rémunérés.

Il aura donc fallu environ deux siècles et demi pour qu'existent un cadre et une législation pour l'archéologie messine. Dans les années 1980, l'action de M. Colardelle et de ses successeurs a permis à Metz d'asseoir son rôle de capitale régionale administrative de l'archéologie, et plus généralement de capitale culturelle de Lorraine. La ville demeure aujourd'hui le siège des principales institutions patrimoniales de Lorraine, en particulier celui du Service Régional de l'Archéologie, ainsi que la base administrative de l'I.N.R.A.P. dans le Grand-Est.

Les contextes favorables, l'action des individus et des structures associatives ou professionnelles, ainsi que le rôle moteur de Metz, même tardif, ont contribué à alimenter et à enrichir l'histoire messine.

## III. L'apport de l'archéologie à la connaissance historique de Metz

Metz est une ville qui existe depuis plus de deux mille ans et qui a eu une importance historique à toutes les époques. Sa position en a fait une cité prospère économiquement, avec une position militaire stratégique. Elle possède non seulement un patrimoine bâti important, mais également des archives issues du sous-sol qui le sont tout autant. Celles-ci résultent de l'évolution du développement urbain, du moins, jusqu'au début des grands travaux réalisés

[699] Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Article 2.

sous le mandat de R. Mondon. Préservée par la guerre, la ville offre ainsi des vestiges intacts dans leur grande majorité. L'archéologie a permis de compléter l'histoire messine, notamment lorsque les documents d'archives ont disparu.

Avant 1896, les érudits se contentent de suivre les travaux d'édilités et récoltent le mobilier qui en est issu. L'existence d'un passé antique est connue à Metz depuis la fin du Moyen Age et ce dernier a fait l'objet d'études. Seule l'époque gallo-romaine retient l'attention dès le milieu du XVIII^e^ siècle. Le patrimoine médiéval n'est pas menacé, puisque les Messins de cette époque vivent dans une ville encore largement marquée par l'urbanisme du XV^e^ siècle et que l'intérêt pour le Moyen Âge ne se développe qu'au XIX^e^ siècle. Bien que les objets mis au jour attestent de l'ancienneté de la cité, les érudits ne formulent alors que des hypothèses quant à la topographie urbaine. Les découvertes de sarcophages au milieu du XIX^e^ siècle dans les sablières du Sablon laissent présager l'existence d'une nécropole au sud. De plus, sans aucune preuve archéologique, J. Bach établit dès 1863 les origines gauloises de la cité sur la colline Sainte-Croix avec l'installation d'un *oppidum* à la fin de l'époque celtique[700]. Sa théorie est reproduite sur une carte en 1902 par E. Schramm dans son étude sur l'amphithéâtre gallo-romain[701].

Au cours de la première Annexion, les connaissances du passé antique de la ville s'enrichissent considérablement. Les limites de la cité durant l'Antiquité tardive sont matérialisées par la découverte de la partie méridionale de l'enceinte. La présence d'une nécropole plus au sud, qui s'étend jusque dans le secteur de la ferme de la Horgne, devient indubitable. Toutefois, les deux découvertes les plus spectaculaires demeurent l'amphithéâtre du Sablon, ainsi que celui de la rue Sainte-Marie. L'intérêt des chercheurs se porte sur la parure monumentale. Les fouilles de l'amphithéâtre du Sablon menées en 1902 permettent de restituer le plan et l'élévation de l'édifice de spectacle. Le chantier met également en évidence des traces de l'occupation paléochrétienne au cours de l'Antiquité tardive, ce qui vient conforter les écrits de Paul Diacre datés du VIII^e^ siècle. Une fois encore, l'essentiel des vestiges étudiés est d'origine gallo-romaine.

La période de l'entre-deux-guerres est moins faste en termes de découvertes. R. Clément assiste à quelques mises au jour dans le quartier du Sablon – essentiellement des

[700] BACH Julien, Études sur les origines de Metz, de Toul et de Verdun. *M.S.A.H.M.*, vol. 4, 1863, p. 167.
[701] SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, pl. I.

éléments de la nécropole –, mais ne les étudie pas de manière exhaustive, comme l'avait fait auparavant J. B. Keune. Les thermes de la colline Sainte-Croix constituent la découverte majeure de la fin de la période. Connue uniquement grâce à la gravure de C. Chastillon, l'exploration des vestiges, menée par le Conservateur, met en évidence un complexe relativement vaste.

Au cours de la seconde Annexion, les archéologues allemands cherchent à légitimer le passé germanique de Metz. Contrairement à la fouille de la nécropole mérovingienne d'Ennery, la démarche semble moins marquée lors de la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains, où W. Reusch met en évidence les différentes phases d'occupation de l'édifice, de l'Antiquité à l'époque moderne. Toutefois, le point de départ de cette étude demeure le chancel, découvert quatre décennies auparavant et véritable symbole l'art germanique. Bien que sa phase ottonienne soit mise en avant lors de sa restauration, la fouille de l'édifice ne laisse transparaître cependant aucune volonté d'exalter les racines germaniques de la population messine, contrairement à celle entreprise à Ennery en 1941.

Au tournant des années 1950 et 1960, J.-J. Hatt affine la chronologie des phases d'occupation antique en ayant recours à la stratigraphie. Chaque niveau de destruction est alors mis en relation avec un événement historique. Le Directeur des Antiquités poursuit également les fouilles des thermes commencées par R. Clément. Non loin de là, il met en évidence pour la première fois de manière certaine des traces d'occupation protohistorique sur la colline Sainte-Croix, grâce à la découverte d'urnes cinéraires datées de l'âge du Bronze.

Le début des années 1980 marque un tournant dans la réflexion sur le passé de Metz. De nouvelles méthodes d'analyses apparaissent, en particulier la reconnaissance des vestiges de l'architecture de terre et de bois, et un nouveau regard est porté sur celui-ci. L'*oppidum* celtique, longtemps soupçonné s'être installé dans le secteur de la colline Sainte-Croix, est finalement mis au jour dans la rue Taison (fig. 166), par l'intermédiaire du rempart à poutrage interne extraordinairement bien conservé. La chronologie de la période antique est encore affinée, grâce aux multiples fouilles menées depuis plus d'une trentaine d'années. En 1983, sur le chantier des Hauts-de-Sainte-Croix, C. Lefebvre, fort de son expérience sur les sites d'*oppida* méridionaux, met en évidence l'architecture de terre et de bois, qui précède celle en pierre. En plus de l'évolution des techniques de construction, les archéologues découvrent les multiples quadrillages qu'a connus la ville antique. L'espace urbain antique est ainsi redéfini :

la trame des rues n'est pas conventionnelle par rapport aux normes romaines. Toutefois, à partir de la fin des années 1980, les grands travaux se font plus rares jusqu'à la fouille de la Z.A.C. Amphithéâtre en 2006, si l'on excepte certaines fouilles d'envergure, comme celles de la place de la Comédie en 1992, ainsi que celle de la rue Pierre-Hardie en 1994 (fig. 167). En raison de ce manque de nouvelles données, l'histoire messine n'est guère renouvelée. Néanmoins, les fouilles de la Z.A.C. Amphithéâtre précisent les limites entre la zone urbanisée et la nécropole dans la partie méridionale de la ville. Les abords de l'amphithéâtre, qu'on croyait désertés, étaient en réalité urbanisés au début de l'Antiquité. Malgré l'accumulation des données archéologiques, la zone de la nécropole n'a toutefois fait l'objet d'aucune nouvelle synthèse depuis celle de J. B. Keune.

Les années 1980 voient également l'émergence de l'archéologie médiévale à Metz. Pratiquée depuis les années 1960 dans certains départements, elle ne se développe que lors des premières opérations de sauvetage à Metz. Son émergence résulte du succès intellectuel de la Nouvelle Histoire et de l'École des Annales, menées par les historiens Jacques Le Goff et Georges Duby[702]. Les premières interventions en France datent du milieu des années 1970, comme celles de Tours, Saint-Denis et Douai. Par la suite, ce type d'intervention prend son essor en raison de l'émergence de l'archéologie préventive. Les premières typologies d'objets sont établies, comme celle sur le verre initiée par Hubert Cabart dans l'est de la France. En plus des fouilles, le patrimoine bâti fait l'objet d'opérations archéologiques. Les premières sont menées à Metz en 1982 par le G.U.M.R.A. dans la rue du Pont-Sailly[703]. La revue *Archéologie médiévale*, calquée sur le modèle de *Gallia* et fondée en 1971, devient alors un support primordial pour la diffusion des résultats. Les premières synthèses sur le sujet paraissent à Metz à la fin des années 1980 avec la publication de *Metz. Cinq années de recherches archéologiques* et du D.E.P.A.U. Il faut également citer l'exposition qui s'est tenue aux Musées en 1996, *Metz médiéval, mises au jour, mise à jour*[704]. En raison des

[702] CHAPELOT Jean et GENTILI François, Trente ans d'archéologie médiévale en France. *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*, éd. Par CHAPELOT Jean, Caen : C.R.A.H.M., 2010, p. 6.
[703] Des peintures murales du XVI^e^ siècle représentant des scènes bibliques ont été découvertes dans une ancienne maison protestante. Elles sont exposées aujourd'hui au Musée de La Cour d'Or (voir la thèse de HANS-COLLAS Ilona. *Images de la société : entre dévotion populaire et art princier. La peinture murale en Lorraine du XIII^e^ au XVI^e^ siècle*, Thèse de Doctorat : Art et Archéologie : Université de Strasbourg : 1999).
[704] GOEDERT Valérie, THOMAS Valérie et THION Pierre. *Metz médiéval : mises au jour, mise à jour*, Metz : Serpenoise, 1996, 175 p.

destructions intervenues au cours des années 1960 et 1970, le patrimoine médiéval est ainsi devenu un thème de réflexion majeur.

Toutefois, certaines questions et problématiques restent en suspens. La nature de l'*oppidum* celtique n'a pas encore été définie. S'agissait-il d'un site-refuge ou plutôt d'un site défensif ? Pendant longtemps identifié comme le chef-lieu de la cité des Médiomatriques, les travaux de S. Fichtl tendent à montrer qu'il était plutôt localisé au col de Saverne, sur le site du Fossé des Pandours. Les recherches sur la période protohistorique sont d'autant plus importantes qu'il est difficile d'atteindre les niveaux archéologiques les plus anciens. Avant l'archéologie des années 1980, exceptées les découvertes réalisées par J.-J. Hatt à la fin des années 1950, les structures protohistoriques étaient difficilement identifiables et la période intéressait peu les archéologues. Actuellement, il s'agit d'une question importante à laquelle il faut s'atteler. Cependant, en raison de l'application des mesures de sécurité liées à l'archéologie préventive[705] et des petites superficies sondées en milieu urbain, il est souvent difficile d'atteindre les couches les plus anciennes. La transition entre l'*oppidum* protohistorique et la ville romaine demeure également floue. En effet, dans l'intervalle d'un demi-siècle, le territoire de la ville voit sa superficie passer d'une dizaine d'ha localisée sur la colline Sainte-Croix à une ville étendue sur près de 160 ha. Les chercheurs ne savent pas si celle-ci s'est développée progressivement, entre le milieu du I^er^ siècle avant J.-C. et le début de notre ère, ou si une fondation, avec tracé du *pomerium*, a eu lieu[706]. À propos de l'époque gallo-romaine, les problématiques sont plus nombreuses. D'une part, la localisation du *forum* demeure incertaine, comme l'est d'ailleurs celle du centre de la vie religieuse. Traditionnellement, le cœur de la vie civique est supposé entre la place Saint-Jacques et la place Jean-Paul-II, en raison de la présence de la *Maison Quarrée*. Toutefois, la fonction de cette dernière reste plus qu'incertaine. Quant au complexe cultuel, aucun temple lié au culte traditionnel romain n'a été identifié à Metz. Seuls les cultes orientaux, en rapport avec les déesses Isis et Cybèle, ont été reconnus dans le quartier sud de la ville, suite à la mise au jour

[705] Il est impossible d'excaver en dessous de 1,30 mètre de profondeur sans mettre en place une série de paliers afin de sécuriser le terrain à fouiller. Ainsi, plus les archéologues creusent en profondeur, plus la surface à fouiller diminue.

[706] LEFEBVRE Claude, Le développement topographique d'une ville de Gaule Belgique à l'époque Claudienne : l'exemple de Metz. *Claude de Lyon, empereur romain*. Actes du colloque Paris-Nancy-Lyon, Novembre 1992/éd. pat BURNAND Yves, LE BOHEC Yvan, MARTIN Jean-Pierre, Paris : Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998, p. 487-495.

d'éléments lapidaires[707]. L'archéologie de la période moderne est, quant à elle, encore peu étudiée. Bien qu'il existe de nombreux plans et archives liés aux bâtiments postérieurs au XVI$^{e}$ siècle[708], les traces archéologiques, relatives à la culture matérielle, demeurent peu exploitées.

[707] La découverte en 1904 d'un autel taurobolique en remploi dans l'enceinte médiévale, ainsi que celle d'une stèle lors de la fouille de la place de la République en 2008 laissent penser la pratique de ce culte dans ce secteur au cours de l'Antiquité (voir également KAZEK Kevin, Des dieux aux visages multiples, *Metz, La Cour d'Or : Visages d'un musée*, éd. par ADRIAN Anne, AYACHE Laïla, KAZEK Kevin et *alii*., Paris : Chêne, 2011, p. 56-57).

[708] Le premier plan exploitable de la ville de Metz est daté de 1552 (*Le plant de la ville & siège de Metz, ainsi qu'il fut présenté au Roy par Monseigneur de Guyse, en l'an 1552*).

# Conclusion

L'archéologie messine a évolué au cours du XX^e^ siècle. Elle a connu aussi bien des âges d'or que des périodes de ralentissement. Elle s'est métamorphosée grâce à la personnalité et à l'action de certains hommes. En un siècle, elle est passée d'une archéologie faite de découvertes fortuites à une archéologie préventive.

L'archéologie à Metz a ainsi été marquée par plusieurs grandes périodes, rythmées par des événements marquants. Avant l'arrivée de J. B. Keune à la tête des Musées de Metz, les découvertes sont fortuites et faites par les adhérents des sociétés savantes, telles que l'Académie de Metz, puis la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle. Leurs membres, essentiellement des notables, des clercs et des militaires, se contentent d'effectuer des surveillances des chantiers d'urbanisme entrepris au milieu du XIX^e^ siècle. Les objets découverts sont alors prélevés et viennent alimenter la galerie lapidaire des Musées qui se développe progressivement.

Ce n'est qu'après l'annexion à l'Empire allemand en 1871 que les premiers bouleversements ont lieu à Metz. Bien que l'assimilation de la population autochtone soit lente et difficile, l'émulation entre savants mosellans et allemands se fait finalement grâce à la fondation de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* en 1888. Soutenue par les autorités locales et impériales, un réseau de chercheurs se crée véritablement au cours de la dernière décennie du siècle.

J. B. Keune accède à ses fonctions de Conservateur des Musées de Metz en 1896 dans ce contexte favorable. Au cours de sa période d'activité, celui-ci donne un souffle nouveau à son établissement, mais également à l'archéologie messine. Bien que philologue et épigraphiste de formation, il va pourtant se charger de la surveillance de tous les chantiers d'urbanisme liés à la construction de la *Neue Stadt*, que connaît Metz entre la fin du XIX^e^ et le début du XX^e^ siècle. J. B. Keune récolte, décrit, inventorie et fait photographier chaque structure, chaque objet qui est révélé par les pioches des ouvriers. Les premières synthèses sur la ville antique, comme celles sur la nécropole et l'amphithéâtre gallo-romains du Sablon, sont publiées. La fouille de ce dernier constitue alors le premier véritable chantier de fouille de l'histoire de l'archéologie messine. En raison de sa réalisation en amont des travaux de

construction de la nouvelle gare, elle peut même être qualifiée de première « fouille préventive », toutes proportions gardées, puisque cette conception de l'archéologie est loin d'être acquise à cette époque. L'esprit pangermaniste, qui prévoyait au début de l'annexion l'assimilation de la population messine, semble s'effacer à la fin de la période. Il laisse alors la place à la recherche scientifique, qui met en avant le passé historique de Metz.

Toutefois, ce premier âge d'or de l'archéologie messine s'achève lors du premier conflit mondial. Lors du rattachement de Metz à la France, l'expulsion de J. B. Keune dans ce contexte « antiboche » laisse un énorme vide et rend la tâche de son successeur, R. Clément, relativement difficile. Ayant soutenu J. B. Keune jusqu'à son départ, le nouveau conservateur des Musées tente péniblement de marcher dans les pas de son prédécesseur. Contrairement à lui, R. Clément ne peut plus s'appuyer sur la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, qui s'est mise en retrait. Le seul événement majeur de cette période est la découverte des thermes antiques lors des travaux d'agrandissement de l'établissement, qui devient alors un musée de site.

Une nouvelle annexion rétablit l'appareil administratif allemand en 1940. Malgré l'idéologie affichée par le régime du III$^{e}$ Reich, celui-ci offre à Metz et à la Moselle la première structure d'encadrement, le *Landesdenkmalamt*, ainsi qu'une législation. Une fouille, que l'on pourrait qualifier de « programmée », voire « préventive », est menée par W. Reusch et É. Delort en 1942 à l'intérieur et aux abords de Saint-Pierre-aux-Nonnains. Elle met ainsi en évidence les différentes phases d'occupation entre les périodes antiques et modernes grâce à l'application de la méthode stratigraphique, jusque-là utilisée par les archéologues-préhistoriens.

Au lendemain de la Libération, les travaux liés à la Reconstruction entraînent la destruction de 28 ha d'îlots d'habitation, entre les années 1950 et le milieu des années 1970. La surveillance de certains chantiers est alors assurée par G. Collot, nouveau Conservateur des Musées, qui vient épauler J.-J. Hatt, à la tête de la nouvelle Direction des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle depuis 1957. Les deux hommes sauvent ainsi de nombreux vestiges jusqu'en 1965, date à laquelle J.-J. Hatt repart pour Strasbourg.

Ces destructions de sites archéologiques atteignent leur paroxysme entre 1974 et 1976. Cette période voit la disparition des vestiges des thermes de l'îlot Saint-Jacques, ainsi que ceux du quartier du Pontiffroy. Une prise de conscience a alors lieu en 1976-1977. C'est l'époque où la D.R.A.C. de Lorraine s'installe à Metz. Le nouveau Directeur des Antiquités

Historiques de Lorraine, Y. Burnand, crée une série d'antennes archéologiques, dont celle de Metz est confiée à C. Lefebvre. Afin de pallier le manque de moyens, celui-ci crée en 1978 le G.U.M.R.A., association composée d'archéologues bénévoles, qui a pour but de mener des fouilles de sauvetage à Metz et, à partir de 1980, de mettre en œuvre les débuts d'une politique d'archéologie urbaine.

Mais cette archéologie bénévole, malgré une vingtaine d'opérations sur le terrain, se sait condamnée, car elle ne pourra faire face à la montée en puissance des grands travaux qui s'annoncent. La Direction des Antiquités, qui n'est pas dirigée par un véritable professionnel, montre également ses limites lors de l'éclatement du scandale lié aux fouilles des Hauts-de-Sainte-Croix en 1983. Mais, à compter de cette date, l'État retrouve enfin son rôle de garant du patrimoine archéologique, en installant la Direction des Antiquités dans la capitale de région, au sein de la Direction des Affaires Culturelles. Les deux composantes (préhistoriques et historiques) fusionnent. Une politique de conventions avec les aménageurs est mise en place sous l'impulsion du nouveau directeur des Antiquités, M. Colardelle. Celui-ci n'a plus le statut d'indemnitaire, mais est employé à temps plein. L'harmonisation des démarches administrative s'achèvera au début des années 1990, au moment où le Service Régional de l'Archéologie remplace la Direction des Antiquités. Une page est tournée…

La politique d'archéologie urbaine est désormais pleinement mise en œuvre, ce qui permet de mener quelques fouilles importantes à Metz. Au niveau national, cette politique aboutit en 2001 à la publication d'une loi régissant l'archéologie préventive. À cela s'ajoute la création d'un établissement chargé de réaliser les fouilles préventives sur tout le territoire national, l'I.N.R.A.P., dont l'antenne Grand-Est est basée à Metz. En 2003, une nouvelle loi remplace celle de 2001 et permet l'ouverture de l'archéologie à la concurrence. La communauté d'agglomération de Metz Métropole se dote ainsi en 2007 de son propre service d'archéologie préventive. Aujourd'hui, l'archéologie est prise en compte lors des travaux d'aménagement du territoire.

Le cas de Metz est à la fois commun à un contexte plus général, mais également atypique, car il présente de nombreuses singularités. En premier lieu, l'archéologie messine n'aurait pu prendre son essor sans les grandes périodes de travaux entrepris pendant un siècle.

Outre les travaux d'urbanisation de la *Neue-Stadt*, qui ont permis de multiples découvertes dans le quartier du Sablon, on retiendra surtout les chantiers liés à la Reconstruction des années 1950 et de rénovations des décennies 1960 et 1970.

Cette période de grands travaux a éveillé certaines personnalités à la sauvegarde du patrimoine archéologique messin. Profitant en règle générale de leur fonction occupée au sein d'une institution, ces hommes s'y sont investis pleinement. Au tournant du XIX^e^ et du XX^e^ siècle, J. B. Keune est intervenu en tant que Directeur des Musées sur les multiples chantiers urbains afin d'observer et de déposer dans son établissement tous les objets qui en étaient issus. Dans les années 1960 principalement, J.-J. Hatt, en qualité de Directeur des Antiquités Historiques d'Alsace-Moselle et G. Collot, en qualité de Conservateur des Musées de Metz, se sont chargés de sauver et de relever les vestiges, autant que possible. J.-J. Hatt a également rendu systématique l'utilisation de la méthode stratigraphique. À partir de la fin des années 1970, C. Lefebvre, qui a beaucoup fouillé dans le sud de la France a voulu appliquer au cas messin les leçons apprises ailleurs en lesquelles il croit. Dès son arrivée à Metz en 1983, M. Colardelle, fort de son expérience personnelle, a imposé la politique de conventions qu'il avait déjà connue en Rhône-Alpes. Cette politique a permis de rétablir le rôle de l'État et de lancer une véritable politique d'archéologie urbaine.

L'archéologie messine a ainsi contribué à l'essor des Musées, notamment à la galerie lapidaire au cours de la première annexion allemande. Stèles, sarcophages en plomb et petits objets provenant de la nécropole du Sablon sont ainsi venus enrichir les collections du musée archéologique. Plus tard, le mobilier recueilli sur les chantiers continuera à enrichir les collections des musées. À l'inverse, l'établissement a souvent servi de support de diffusion, notamment par le biais de nombreuses expositions, et le rôle de ses conservateurs a été prépondérant. À l'instar des conservateurs allemands, qui dirigeaient des chantiers de fouilles[709], ceux de Metz se sont chargés de protéger le patrimoine en intervenant activement sur le terrain.

L'archéologie germanique possède, en effet, une certaine avance sur son homologue française dès la fin du XIX^e^ siècle. Elle bénéficie également du rayonnement de ses universités qui proposent les meilleures formations en philologie et en épigraphie. Les méthodes de recherche dans le champ de l'*Altertumswissenschaft* ont considérablement

[709] On pourra citer pour le début du XX^e^ siècle F. Hettner à Trèves, H. Lehner à Bonn, K. Schumacher à Mayence

influencé l'archéologie messine. En premier lieu, les chercheurs allemands possèdent une certaine rigueur dans les méthodes de fouille. On pourra citer, par exemple, le travail d'inventaire, de relevé et de synthèse réalisé par J. B. Keune entre 1896 et 1918, ou encore l'application de la méthode stratigraphique par W. Reusch et É. Delort au cours de la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains en 1942. De plus, l'administration allemande a doté l'archéologie messine d'un cadre institutionnel, comme la Présidence de Lorraine, qui prend à sa charge le financement des fouilles pendant la première Annexion, et le *Landesdenkmalamt* pendant la seconde Annexion, qui constitue le premier véritable service de fouille messin.

Une dernière particularité messine réside dans l'action des associations tout au long de notre période. Bien avant l'arrivée de J. B. Keune en 1896, la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle s'était fixée pour but, dès le milieu du XIX$^{e}$ siècle, de protéger le patrimoine archéologique mosellan, et, de ce fait, messin. En 1888, la création de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* apporte un second souffle à l'archéologie messine. Un réseau composé aussi bien de savants allemands que lorrains lui permet de connaître un de ses âges d'or. Lors du retour à la France en 1918, elle perd ce rôle moteur, mais reste un support de diffusion grâce à la publication de ses *Annuaires* et des *Cahiers Lorrains*. Il faut alors attendre soixante ans pour qu'une association à caractère archéologique mène des fouilles à Metz. En tant que « bras séculier » de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, les bénévoles du G.U.M.R.A. entreprennent une série de fouilles de sauvetage, urgent, mais aussi programmé, essentiellement entre 1978 et 1984.

Toutefois, le cas messin s'insère aussi dans un contexte plus général, sur un plan national, voire européen. Metz n'est pas la seule ville à connaître d'importants travaux d'urbanisme, qui ont permis la mise au jour de vestiges archéologiques. Au milieu du XIX$^{e}$, la politique d'assainissement voulue par le maire F. Maréchal s'inscrit dans un cadre plus large. La Révolution industrielle et ses effets mènent à la construction de lignes de chemin de fer partout sur le territoire national, comme à Reims, Marseille et Amiens, et provoquent de nombreuses découvertes archéologiques. Il en est de même à Paris lors des grands travaux lancés à cette période par le baron Haussmann. Plus tard, la Reconstruction amène une modernisation de l'habitat urbain et, de ce fait, la destruction des îlots les plus vétustes. Bien que 28 ha aient été détruits à Metz, il en est de même partout en France, avec la destruction de

27 ha à Bordeaux, 50 ha à Rennes, 17 ha à Lyon, etc. Afin de protéger ce patrimoine, il a fallu mettre en place progressivement un cadre administratif et législatif.

Depuis le XIX$^{e}$ siècle, il existe une volonté de la part des autorités, gouvernementales ou locales, de favoriser l'archéologie. À cette période, la création des sociétés savantes a lieu sur tout le territoire métropolitain. La fondation de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle s'inscrit aussi dans ce mouvement favorisé depuis le milieu des années 1830 par F. Guizot, ministre de l'Instruction publique. Cette période propice à l'archéologie voit la mise en place de la Commission des Monuments Historiques en 1837 (c'est à cette date qu'ont lieu les premières restaurations sur le pont de l'aqueduc antique de Metz, à Jouy-aux-Arches, son classement intervenant l'année suivante, au mois de mai 1838) et la création en 1862 du Musée des Antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye. Au niveau local, l'archéologie est favorisée par les municipalités, dont leurs élus facilitent l'octroi des subventions. Ils intègrent la plupart du temps les rangs de ces sociétés savantes, telles à Besançon et à Autun, au même titre que F. Maréchal adhère à la S.A.H.M.

Tout au long du XIX$^{e}$ siècle, on assiste également à une prise de conscience : il faut préserver le patrimoine archéologique. Le mobilier recueilli sur les chantiers vient alors enrichir les collections des musées. De nombreux établissements voient ainsi le jour et se développent, à l'instar des Musées de Metz.

Des liens étroits ont toujours existé entre le musée archéologique messin, les associations et les institutions, à Metz comme ailleurs. De la même manière que G. Collot avait épaulé J.-J. Hatt au début des années 1960, d'autres conservateurs de musée ont assisté des Directeurs des Antiquités, comme à Autun. Parfois, des conservateurs de musée apportent leur soutien à des associations à vocation archéologiques, comme M. Colardelle à Grenoble et G. Collot à Metz avec le G.U.M.R.A. Ces structures bénévoles permettent également aux Directeurs des Antiquités de s'appuyer sur elles afin de mener des fouilles de sauvetage, en raison du peu de moyens dont ils disposent. Au même titre qu'Y. Burnand – à travers l'antenne archéologique – utilise le G.U.M.R.A. à Metz, ailleurs c'est le G.E.A.C.A. (Groupe d'Études Archéologiques Champagne-Ardenne) à Reims, le G.U.R.A.M.R.O. (Groupe Universitaire de Recherches Archéologiques Médiévales de Rouen) à Rouen ou le G.R.A.N. (Groupe de Recherche Archéologique du Narbonnais) à Narbonne qui mènent des fouilles de sauvetage, sous couvert des Directions des Antiquités. Ces structures bénévoles, qui ont un rayon d'action relativement limité, émergent un peu partout en France. Bien qu'elles

n'entretiennent aucun lien entre elles[710], elles participent à la mise en place de l'archéologie urbaine sur tout le territoire national.

À partir de la fin des années 1970, ce nouveau champ de l'archéologie se développe et s'harmonise tout au long de la décennie suivante, à Metz comme dans d'autres villes françaises. Le point de départ demeure le colloque de Tours en 1980. Issu de la seule volonté de Roger Delarozière, alors à la tête de la Sous-direction de l'Archéologie, il apparaît alors comme le couronnement du renouveau de l'archéologie nationale. En se fondant sur le modèle britannique des années 1960, l'archéologie urbaine française va toutefois trouver sa propre identité.

Progressivement, le cas messin perd en originalité en raison du rétablissement de l'autorité de l'État et de l'application de la même politique sur l'ensemble du territoire national avec la création des S.R.A. et, depuis 2001, la promulgation de la loi sur l'archéologie préventive.

D'abord pratiquée, en France, par des bénévoles passionnés jusque dans les années 1970 à 1980, enseignée comme une discipline de l'histoire de l'art, l'archéologie a su s'imposer, non plus seulement comme auxiliaire de l'histoire, mais comme la science des objets et des traces matérielles des sociétés humaines. Les données issues des fouilles ont ainsi considérablement enrichi l'histoire de Metz, en raison du potentiel archéologique relativement important de la ville. Son site connaît, en effet, une occupation trimillénaire, dont la connaissance ne cesse d'être précisée.

À ce jour, plus de soixante-dix fouilles (fig. 168) et une cinquantaine d'opérations du bâti (fig. 169) ont été menées sur le territoire qui concerne notre étude. Il est difficile d'estimer quelle surface exacte a été fouillée au total, notamment en raison des découvertes fortuites du XIX$^{e}$ siècle. Toutefois à partir des années 1970, les données deviennent plus précises. Sur les 635 ha qui englobent le territoire du Sablon et le centre historique, seuls 12 ha[711] semblent avoir fait l'objet d'une investigation, soit 2 % de la surface[712] (fig. 170). De

[710] C. Lefebvre nous a confié que les bénévoles du G.U.M.R.A. ne connaissaient pas l'existence de ces autres structures.
[711] Nous tenons à remercier P. Kremer, topographe au pôle d'archéologie préventive de Metz Métropole pour le calcul de ces surfaces.

manière plus restreinte, seuls 7 ha des 166 ha, que constitue l'espace urbanisé à l'intérieur de l'ancienne enceinte médiévale, ont été fouillés, soit 4 % du territoire. Toutefois, il ne faut pas oublier de prendre en compte les terrains qui ont été perturbés par les destructions des années 1960 et 1970[713]. On peut estimer à seulement 17 ha, soit près de 10 % du centre historique, la surface qui ne livrera plus de vestiges archéologiques (fig. 171). Le potentiel archéologique de la ville de Metz est donc encore relativement important.

L'histoire du site de Metz commence, par ailleurs à être bien connue. Bien que des traces de l'époque néolithique (Rössen) aient été découvertes sur la colline Sainte-Croix, la première occupation importante remonte à l'âge du Bronze avec la présence d'une nécropole composée d'urnes cinéraires. Toutefois, les premiers témoins d'une occupation pérenne datent de la fin de l'âge du Fer. Ils sont matérialisés par la présence d'un *oppidum*, défendu par un rempart à poutrage interne se présentant comme une variante du *murus gallicus* décrit par César. Plusieurs réparations sont intervenues jusqu'à la conquête des Gaules par César, le plus ancien mur est construit vers 110 av. J.-C.

À partir de la fin du I^er^ siècle avant notre ère, la ville gallo-romaine se développe à partir de l'ancien *oppidum*. L'habitat est alors caractérisé par des structures en terre et en bois dont l'évolution technique tout au long du I^er^ siècle de notre ère a été remarquablement démontrée, avant de connaître une grande phase d'urbanisme au II^e^ siècle. On assiste à la construction de vastes *domus* en pierre comme celle du site de l'Arsenal Ney, mais aussi à l'élévation d'édifices monumentaux, comme l'amphithéâtre du Sablon ou les thermes du Carmel sur la colline Sainte-Croix. L'espace urbanisé à cette époque est relativement bien connu, dont l'extension maximale correspondra à celle de l'époque médiévale. La trame des rues présente également plusieurs quadrillages, et ce, dès le I^er^ siècle : un premier semble orthonormé au nord de la ville, tandis qu'un second suit une orientation différente, proposant des îlots de forme trapézoïdale. L'amphithéâtre du Sablon n'était pas isolé au dehors de la ville comme on l'a longtemps pensé, mais était bordé par des quartiers d'habitations.

Au cours de l'Antiquité tardive, la ville se munit d'une enceinte et l'espace urbanisé se réduit à un *castrum* d'une soixantaine d'hectares. À la fin du IV^e^ siècle, le bâtiment de Saint-Pierre-aux-Nonnains est construit.

[712] Le plan proposé en annexe ne présente que les emprises des fouilles les plus importantes. Les informations des fouilles les plus anciennes sont parfois lacunaires et il est difficile de retrouver l'emprise précise.
[713] En effet, la construction de certains immeubles a provoqué le creusement de fondations profondes, parfois jusqu'au terrain géologique, faisant disparaître tout vestige archéologique.

En revanche, peu de traces attestent de l'occupation du Haut Moyen Age. Seules quelques traces d'habitats de l'époque mérovingienne sont attestées sur la colline Sainte-Croix. Les données concernant la période carolingienne sont également peu abondantes. Excepté des témoins d'une occupation également localisée sur la colline Sainte-Croix, nos connaissances sur cette période se concentrent essentiellement sur l'évolution de Saint-Pierre-aux-Nonnains, à travers la découverte de son chancel. Un port du IX$^{e}$ siècle a aussi été mis au jour et bien étudié en 1992 sous la place de la Comédie et constitue la première trace d'une structure portuaire à Metz.

L'intérêt pour la période médiévale tardive (XIII$^{e}$-XVI$^{e}$ siècles[714]) ne date que des années 1980, ce qui explique le peu de données à notre disposition. Quelques fouilles, comme celles, de l'Espace Serpenoise (1984), de l'Arsenal (1986) et de la rue Taison (1987), ont livré des structures (en particulier le plan d'une maison sur le site de l'Espace Serpenoise) et du matériel relatif à cette période. Elles ont ainsi contribué à préciser les connaissances sur la culture matérielle. L'intérêt pour la période médiévale se retrouve surtout à travers les nombreuses opérations du bâti menées depuis la fin des années 1980. Elles ont notamment permis la découverte de multiples éléments de décor (plafonds peints, peintures murales).

La situation de l'époque moderne est encore plus précaire. En raison de l'existence des documents d'archives, les archéologues s'attardent peu souvent sur les niveaux relatifs à cette période. Si la topographie de la ville des XVII$^{e}$ et XVIII$^{e}$ siècles[715] est bien connue, la culture matérielle est un champ de la recherche qui reste à explorer.

De nombreuses problématiques subsistent encore dans plusieurs domaines de l'archéologie messine. L'emprise, ainsi que la fonction de l'*oppidum* celtique, sont à déterminer, tout comme l'extension précise de la ville à l'époque augustéenne et l'organisation de son développement sous l'Empire. Bien que la tradition localise le *forum* antique dans le secteur de la place Saint-Jacques et de la place Jean-Paul II – notamment par la présence de la « Maison Quarrée », dont la fonction reste à préciser – aucun élément ne le prouve formellement. De plus, alors que la pratique des cultes orientaux est supposée dans le sud de la ville gallo-romaine[716], aucun ensemble à vocation religieuse n'a été mis en évidence. La fonction du « petit amphithéâtre » reste aussi à préciser : s'agissait-il d'un théâtre édifié

[714] Traditionnellement, le Moyen Age s'achève à Metz en 1552, lorsque la cité est rattachée au royaume de France et perd ainsi son indépendance.
[715] Grâce notamment au plan dit « de Belle-Isle » daté de 1738 et conservé aux Bibliothèques-Médiathèques de Metz.
[716] Par la découverte d'une statue d'Isis et de blocs lapidaires dédiés à la déesse Cybèle.

dès le II^e^ siècle, d'un amphithéâtre plus modeste destiné à remplacer celui du Sablon abandonné à la fin du III^e^ siècle ou d'un tout autre bâtiment ?

Les champs d'investigation de l'archéologie médiévale et moderne sont encore plus vastes. Longtemps négligées par les archéologues, ces périodes font l'objet de plusieurs études depuis le début des années 1980. Malgré l'existence des nombreux documents d'archives – abondants à partir du XIII^e^ siècle –, les investigations restent nombreuses à entreprendre, notamment au sujet de la topographie du sud de la ville[717] et de la culture matérielle.

Dans l'avenir, certaines réponses pourraient être apportées par l'analyse du mobilier peu ou pas étudié, qui est à notre disposition, puisque chaque fouille ne livre pas assez de structures bâties et de mobilier archéologique pour répondre à toutes les problématiques posées. En effet, depuis plusieurs décennies, les typologies, notamment pour le mobilier céramique et le verre, s'affinent. Nous l'avons vu précédemment (cf. *supra* chap. 6, I., C.), la datation du mobilier découvert par J.-J. Hatt lors de fouilles menées à Strasbourg a été remise en question récemment. Ainsi, il serait intéressant de procéder à une nouvelle étude de celui mis au jour en 1957 lors du chantier de la Visitation, entreposé aujourd'hui dans les réserves du Musée de La Cour d'Or[718]. Il pourrait en être de même pour le mobilier issu des nombreuses autres fouilles messines, notamment les fouilles les plus anciennes, comme celle de l'amphithéâtre (1902) ou encore celle des thermes de l'îlot Saint-Jacques (1973-1974). Il ne s'agit pas là de remettre systématiquement en cause les résultats de ces fouilles, mais plutôt de procéder à une vérification avec l'aide des nouvelles méthodes de l'archéologie. Par exemple, un problème de datation se pose à propos de la date de construction du petit amphithéâtre, et de celle du prétendu cryptoportique localisé sous les bâtiments de l'Évêché de Metz. Des méthodes, comme l'archéomagnétisme ou la thermoluminescence, permettraient de déterminer une datation, comme ce fut le cas en 1988 pour Saint-Pierre-aux-Nonnains.

Il ne faut pas non plus négliger l'importance de certains types d'archives, qui peuvent être utiles lors de fouilles archéologiques. En premier lieu, les plans anciens, notamment à

[717] Qui a été détruit en 1560 pour laisser la place à une citadelle. De ce fait, la topographie y est très peu connue.
[718] Nous tenons à remercier L. Ayache, Conservatrice des collections archéologiques du Musée de La Cour, pour nous avoir montré ce matériel.

partir du début du XVIII[e] siècle en raison de leur précision, permettent dans certains cas de déterminer la fonction des structures bâties mises au jour. D'autres documents d'archives, comme les bans de tréfonds[719], pourraient contribuer à préciser la topographie urbaine du Moyen Age tardif.

Bien entendu, ces démarches sont en règle générale entreprises lors des fouilles en milieu urbain. Mais ceci devrait être réalisé à l'échelle de la ville pour établir une base de données opérationnelle pour les archéologues. De nouveaux outils, comme les S.I.G. (Systèmes d'Informations Géographiques), seraient à même de recueillir ce type d'éléments. Une numérisation des plans de la ville, compilés dans une telle base de données, permettrait d'avoir une meilleure connaissance des terrains à fouiller. Il s'agirait là d'une version numérique et évolutive du D.E.P.A.U. réalisé en 1992. Plusieurs programmes de ce type ont été mis en place à Metz. F. Gama, dans le cadre de l'I.N.R.A.P., a mis en œuvre un Projet Collectif de Recherches sur le POTentiel ARchéologique Urbain de Metz (P.C.R. POTARUM). Toutefois, cette tâche requiert un financement et un temps de travail conséquent pour l'achever.

Pour diminuer les coûts, certaines études peuvent être confiées à des étudiants d'universités locales, comme celles de Lorraine et de Strasbourg. Bien que l'Université de Metz ne dispense pas de cours en archéologie, ses professeurs ont souvent proposé des modules liés à cette discipline. Dans les années 1970, J.-E. Biehler dispensait des cours d'art antique, mais peu en rapport avec la région. À partir de 1984, des cours d'archéologie régionale sont assurés par M. Colardelle et par ses conservateurs (Frédérique Boura et Laurent Olivier), ainsi que par C. Lefebvre. Assez rapidement, ce dernier assure seul un cours jusqu'en 2004. De plus, plusieurs mémoires de Maîtrise en lien avec l'archéologie ont été menés par des étudiants, sous la direction de J.-M. Demarolle entre 1970 et 2004, puis de S. Benoist entre 2004 et 2007. Bien que ces sujets soient essentiellement en rapport avec le Parc européen de Bliesbruck-Reinheim, plusieurs d'entre eux avaient pour cadre la ville de Metz[720]. D'autres travaux universitaires portant sur les Médiomatriques évoquent également

[719] Trois fois par an, de nombreux habitants de Metz et du Pays messin se retrouvaient au Champ-à-Seille (place Coislin) ou au palais des Treize (disparu, sur l'actuelle place Jean-Paul II). Ils venaient « prendre leurs bans », c'est-à-dire faire enregistrer et proclamer leurs opérations immobilières en cours. De ce fait, de nombreuses données topographiques y sont consignées.

[720] VIAUD Véronique. *Les origines de Metz. Recherches sur la céramique gallo-romaine précoce (de La Tène finale à l'époque claudienne)*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1987 ; BOURGER Isabelle. *Atelier de potiers médiévaux (formes et production) du quartier du Pontiffroy à Metz.* Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1991.

leur chef-lieu. De plus en plus, d'autres universités, comme celles de Nancy 2[721] et de Strasbourg[722], proposent également des sujets de recherches portant sur la cité messine.

Malgré l'existence de ces travaux universitaires, force est de constater que les synthèses récentes sur Metz antique, voire sur le passé médiéval de la ville à travers l'archéologie, deviennent de plus en plus rares. Les derniers ouvrages synthétiques demeurent à ce jour l'*Histoire de Metz* publiée en 1986 et le catalogue d'exposition *Metz médiéval. Mises au jour, mise à jour* paru en 1996. Le petit ouvrage *Metz, cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987* est également précieux, car il possède d'extraordinaires photographies de fouille et son contenu synthétise, thème par thème, la réflexion et l'apport des fouilles de toute la décennie). La publication la plus récente est le volume concernant Metz de la *Carte archéologique de la Gaule* puisqu'il date de 2005 : il propose des notices thématiques développées sur la ville gallo-romaine, mais il ne prend pas en compte la période médiévale.

Il faut également souligner l'absence d'un groupe de recherche, rassemblant des spécialistes de l'université et des différentes composantes culturelles, comme le Musée de Metz et les opérateurs archéologiques, pour mener une réflexion sur l'évolution de l'organisation de l'espace urbain, par exemple, mais aussi sur d'autres problématiques qui pourraient guider les responsables des fouilles à venir.

Toutefois, un mouvement semble s'amorcer. Depuis cette année, la communauté d'agglomération de Metz Métropole a doté son pôle d'archéologie préventive d'un nouveau bâtiment consacré, entre autres, à la recherche scientifique : la Maison de l'Archéologie et du Patrimoine. Celle-ci devrait accueillir à terme des équipes de chercheurs, ainsi que des étudiants, pour entreprendre de nouvelles recherches sur le passé de la ville de Metz.

Il sera intéressant de connaître également les conclusions de la commission que la nouvelle ministre de la Culture a mandatée pour rédiger un livre blanc de l'archéologie préventive en 2013 : son bilan aboutira-t-il à une réforme de cette spécialité, qui n'est pas sans

[721] Voir le travail mené en 2012 sur les thermes du Carmel par Thibaud Bleuzé, sous la direction de P. Vipard.
[722] BULME Amandine. *Les sarcophages gallo-romains en plomb du Musée de Metz*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Strasbourg : 2001.

défaut, mais qui a permis un formidable renouvellement des connaissances sur l'ensemble du territoire national et dans le domaine de l'histoire urbaine en particulier ?

# Index biographique

**Roger CLÉMENT** (1876, Metz – 1950, Metz)

Originaire de Metz, R. Clément fait ses études de droits à Paris, où il soutient sa thèse sur « La condition des Juifs à Metz sous l'Ancien Régime ». Il est nommé Conservateur des Musées de Metz en 1919 et succède à J. B. Keune, qui le forme à ses nouvelles fonctions. Jusqu'en 1939, il surveille autant qu'il le peut les chantiers d'urbanisme liés à l'extension de la Nouvelle-Ville. Il ne parvient pas, toutefois, à sauvegarder le patrimoine archéologique, comme l'avait fait J. B. Keune. Sa période d'activité est marquée par la découverte des thermes du Carmel, sous les Musées, à partir de 1933. Expulsé pendant la Seconde guerre mondiale, il revient à Metz et récupère son poste en 1945. Il part en retraite l'année suivante.

**Michel COLARDELLE** (né en 1947, Mulhouse)

Titulaire d'un Doctorat en Archéologie médiévale, M. Colardelle démarre sa carrière en 1968 comme Conservateur du Musée dauphinois de Grenoble. Au cours de sa période d'activité en Rhône-Alpes, il côtoie J. Lasfargues, Conservateur du Musée de Lyon et Directeur des Antiquités Historiques. Celui-ci met en place les premières conventions entre archéologues et aménageurs afin de financer les fouilles de sauvetage urgent. Nommé en 1983 Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, M. Colardelle applique systématiquement cette politique, déjà amorcée dans le cadre des fouilles menées par le G.U.M.R.A. En 1984, il est nommé conseiller technique pour les musées et les arts plastiques au cabinet du ministre de la Culture, Jack Lang.

**Gérald COLLOT** (né en 1927, Paris)

Originaire de Paris, G. Collot effectue ses études à Nancy. Licencié ès Lettres en 1950 des spécialités Histoire de l'Art antique, du Moyen Age et moderne et études lorraines, il obtient son diplôme d'Études supérieures d'Archéologie et d'Histoire de l'Art en 1955. Il rédige son mémoire de fin d'études sur Étienne Cournault, peintre et graveur lorrain du début

du XX$^{e}$ siècle. Parallèlement, G. Collot s'adonne à la peinture et expose ses œuvres à Nancy, Paris, Liège et Karlsruhe. Employé à la bibliothèque universitaire de Nancy en 1956, il devient conservateur des Musées de Metz l'année suivante après avoir assisté son prédécesseur, A. Bellard. Entre 1957 et 1965, il assiste J.-J. Hatt dans son action de sauvetage du patrimoine archéologique messin. Nommé correspondant de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine, il récupère un nombre non négligeable d'œuvres, aussi bien archéologiques qu'artistiques jusqu'en 1967. À partir de là, il s'occupe pleinement de son établissement et inaugure en 1980 le musée d'architecture médiévale. Après avoir passé trente ans à la tête des Musées, il quitte ses fonctions en 1987. Depuis cette période, il profite de sa retraite dans les environs de Fontainebleau.

**Émile DELORT** (1880, Saint-Flour – 1958, Metz)

Diplômé de la Faculté de Lettres de Nancy, Émile Delort est nommé au lycée de Metz en 1919. Ce n'est qu'en 1932 qu'il s'adonne à des activités archéologiques en étudiant les ateliers de Satto et Saturtinus. Au cours de la seconde Annexion, il devient archéologue au *Landesdenkmalamt* et mène avec Wilhelm Reusch les fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains en 1942, après avoir dirigé celles de la nécropole d'Ennery. En 1945, il est nommé à la direction de la 17$^{e}$ Circonscription archéologique de la Moselle. Son action à Metz est limitée et il privilégie le secteur de Sarrebourg, en compagnie de Marcel Lutz. En 1957, suite au rattachement de la Moselle à la circonscription d'Alsace, Émile Delort cède sa place à Jean-Jacques Hatt.

**Jean-Jacques HATT** (1913, Paris – 1997, Zellwiller)

Issu d'une famille d'origine strasbourgeoise, J.-J. Hatt est licencié ès Lettres de Sorbonne en 1934. Il débute sa carrière de professeur au lycée Kléber de Strasbourg trois ans plus tard, en tant qu'agrégé de grammaire. Pendant la Seconde guerre mondiale, il séjourne en Auvergne et revient en Alsace à la Libération. Il est alors nommé conservateur du Musée de Strasbourg et devient titulaire de la chaire d'Antiquités Nationales de l'Université. En 1957, il obtient la direction de la Circonscription des Antiquités Historiques d'Alsace et de Moselle. Jusqu'en 1965, il mène plusieurs fouilles à Metz et démocratise la méthode stratigraphique. En compagnie de G. Collot, il sauvegarde le patrimoine archéologique menacé par les travaux

liés à la Reconstruction. Suite au rattachement de la Moselle à la circonscription de Lorraine, il repart en Alsace.

**Johann Baptist KEUNE** (1858, Trèves – 1937, Trèves)

Diplômé en philologie de l'université de Bonn, J. B. Keune travaille au *Landesmuseum* de Trèves avant son arrivée à Metz en 1892. Nommé Conservateur (1896), puis Directeur des Musées de Metz (1899), il est l'un des principaux acteurs de l'archéologie messine durant la première Annexion. Récoltant le mobilier archéologique sur les divers chantiers d'urbanisme, il développe parallèlement son établissement. L'histoire messine lui doit les principales synthèses sur Metz antique, comme celle sur la nécropole du Sablon (1903) et celle sur l'amphithéâtre gallo-romain, en collaboration avec E. Schramm et G. Wolfram (1902). Expulsé dans des conditions déplorables en 1919, il a sa charge le *Landesmuseum* de Trèves, avant de décéder à la fin de la période de l'entre-deux-guerres.

**Claude LEFEBVRE** (né en 1944, Champagnole)

Parallèlement à une maîtrise d'épigraphie latine et à un diplôme de méthodologie de l'archéologie obtenus à Nancy, C. Lefebvre suit les séminaires d'Albert France Lanord, Conservateur du Musée de l'Histoire du Fer à Jarville (Nancy). Il acquiert une solide formation pratique en participant à de nombreux chantiers dirigés par des chercheurs du C.N.R.S. Responsable de la fouille programmée des *oppida* de Jastres (Ardèche), il intègre l'U.P.R. 290 du C.N.R.S. (Civilisations protohistoriques de la France méditerranéennes), grâce à l'appui de son directeur G. Barruol, par ailleurs Directeur des Antiquités Historiques de la région Languedoc-Roussillon. Ce dernier lui fait découvrir tous les aspects de sa circonscription : le rôle moteur du service régional, les relations étroites avec les archéologues du C.N.R.S., l'encadrement et la formation des bénévoles, l'impact des dépôts archéologiques répartis dans la circonscription. C'est donc avec une mentalité d'archéologue du Midi de la France que le jeune professeur messin crée le G.U.M.R.A. et dirige, à la demande d'Y. Burnand, l'antenne de la D.A.H. jusqu'à l'arrivée d'un directeur à plein temps venu de Rhône-Alpes, M. Colardelle dont les idées correspondaient à ses propres aspirations.

**Wilhelm REUSCH** (1908, Cologne – 1995, ?)

Diplômé de l'Université de Cologne, W. Reusch soutient son Doctorat en 1931. Travaillant en tant qu'assistant à l'institut d'archéologie de l'Université de Cologne (1931-1932), à l'institut archéologique de Francfort (1933), au musée de Cologne (1934-1935), puis au *Rheinisches Landesmuseum* de Bonn (1936), il est titularisé comme assistant au *Wallraf-Richartz Museum* de Cologne en 1936. Après l'annexion de la Moselle au *Reich*, il remplace P.-H. Stemmermann à la tête de l'*Abteilung Vor- und Frühgeschichte Metz* et administre l'ensemble du *Landesdenkmalamt*. Il mène la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains avec l'aide d'É. Delort en 1942. À la Libération, il retourne en Allemagne et y continue ses travaux, notamment à Trêves.

**Wilhelm SCHMITZ** (1864, Lüttelforst – 1944, ?)

Architecte d'origine allemande, W. Schmitz exerce sa profession à Cologne avant d'arriver à Metz, afin d'assister P. Tornow dans le cadre de la restauration de la cathédrale. En 1906, il reprend le projet à son compte et est nommé Conservateur des Monuments Historiques en 1909. Au cours des travaux d'installation du chauffage central à la cathédrale, des vestiges des époques gallo-romaine et médiévale sont mis au jour. W. Schmitz les fait relever en plan et en coupe, sans toutefois les étudier, si l'on excepte l'analyse des sépultures épiscopales par R.-S. Bour. Il est expulsé en 1919 lors du retour de la Moselle à la France.

**Victor SIMON** (1797, Metz – 1865, Metz)

Avocat à Metz, puis juge au Tribunal de Briey, il devient Conseil à la Cour de Metz. Il est élu membre de l'Académie de Metz en 1824. Il étudie les vestiges gallo-romains mis au jour dans la première moitié du XIX$^{e}$ siècle. Afin de mettre en avant ces découvertes archéologiques, il fonde en compagnie d'autres membres de l'Académie de Metz la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle en 1858. Il est l'auteur de nombreuses notices à caractère archéologique dans les pages des *Mémoires* de l'Académie de Metz et des *Bulletins* de la S.A.H.M.

# Index

- ***Noms de personnes***

***A***

Abel (Charles) · 28, 29, 30, 31, 33, 39, 40, 41, 42, 47, 56, 91

***B***

Bach (Julien) · 56

Bazaine (maréchal) · 35

Bellard (André) · 104, 110, 128, 129, 131, 137, 140, 145, 247, 254, 260, 268

Belle-Isle (maréchal de) · 25, 44, 69, 251

Bellevoye (Adolphe) · 44, 45, 46

Benndorf (Otto) · 57, 60, 259

Berga (Charles) · 28, 52

Bertaux (Jean-Paul) · 153, 162, 166, 167, 177, 230

Bezançon (Paul) · 35

Biehler (Jean-Étienne) · 148, 149, 152, 156, 157, 162, 255, 293

Billoret (Roger) · 144, 146, 148, 149, 152, 153, 155, 161, 163, 165, 256, 262

Boinet (Amédée) · 97

Bour (Roch-Stephan) · 60, 82, 83, 92, 95, 106, 221, 223

Bouteiller (Ernest de) · 28, 29, 31, 33, 42

Brunella (Philippe) · 21, 165, 167, 178, 180, 182, 199, 201, 203, 207

Burnand (Yves) · 148, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 178, 179, 187, 203, 248, 269, 274, 275, 285, 288

Burnouf (Joëlle) · 193, 210, 220, 249, 257

***C***

Carcopino (Loi) · 103, 119, 134, 136, 214, 231, 247, 248, 262, 273, 274

Caumont (Arcisse de) · 28

Clément (Roger) · 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 113, 126, 128, 129, 144, 157, 232, 247, 254, 260, 268, 278, 279, 284

Clercx (Joseph) · 32

Colardelle (Michel) · 10, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 249, 256, 257, 263, 267, 276, 277, 285, 286, 288, 293

Collot (Gérald) · 13, 14, 17, 21, 22, 23, 138, 140, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 155, 156, 162, 163, 166, 168, 174, 181, 184, 196, 206, 226, 230, 240, 248, 255, 261, 267, 268, 269, 270, 275, 284, 286, 288

Conze (Alexander) · 71

Cormontaigne (Louis de) · 25, 73, 74, 76

***D***

Delaître (Francis) · 115, 123

Delort (Émile) · 19, 104, 115, 121, 122, 123, 126, 134, 137, 139, 233, 235, 239, 247, 255, 261, 262, 284, 287

Demarolle (Jeanne-Marie) · 16, 166, 200, 205, 293

Devilly (Louis) · 26

Devinoy (Nadia) · 167, 179, 183, 186, 187, 202, 214, 220, 221, 276

Dragendorff (Hans) · 58, 66, 71, 72, 85, 253, 259

Dressel (Heinrich) · 58

Dujardin (Auguste) · 42, 45

Dupriez (Raymond) · 40

***E***

Espérandieu (Émile) · 69, 100, 132

Euzenat (Michel) · 21, 138, 140, 147, 148

***F***

Fabricius (Ernst) · 65, 71, 72, 253, 259

Fisenne (F. von) · 55, 63

Forrer (Robert) · 109, 110, 130, 135, 139, 246, 253, 259, 260, 267, 272

Freyberg (baron von) · 35

***G***

Gama (Franck) · 201, 221, 224, 293

Gébus (Laurent) · 221, 224

Grenier (Albert) · 62, 101, 103, 110, 130, 132, 134, 135, 136, 146, 240, 252, 258, 273

Guillaume II · 37, 74, 75, 76, 77, 78, 87, 235, 258, 272

***H***

Halm (Alexander) · 35, 39, 43, 44, 45, 52

Hammerstein (baron von) · 37, 39, 47, 49, 76, 79

Hatt (Jean-Jacques) · 17, 19, 22, 23, 109, 126, 129, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 153, 155, 230, 233, 234, 235, 236, 240, 243, 246, 248, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 267, 274, 275, 279, 281, 284, 286, 288, 292

Hausen (Edmund) · 113, 247

Heckenbenner (Dominique) · 175, 177, 178, 199, 201, 203, 204

Hettner (Felix) · 53, 60, 70, 253, 259, 267, 286

Hirschfeld (Otto) · 57

Hocquard (Gabriel) · 104, 128, 136, 247

Hoffmann (Otto) · 49, 52, 53, 54, 61, 88, 90, 245, 253

Huber (Émile) · 43, 50, 51, 63, 67, 85

Huguenin (Alexandre et Jean-François) · 26

***J***

Jacob (Jean-Victor) · 31

Jacobi (Louis) · 71, 253

Jolin (René) · 155, 156, 180, 181, 182, 206, 256

Jullian (Camille) · 97, 103, 130, 273

***K***

Kekulé (Reinhard) · 42, 59

Keuth (Hermann) · 114, 126

Knitterscheid (Emil) · 63, 229, 238

Kramer (Sigismond von) · 55, 60

Kraus (Franz-Xaver) · 37

***L***

La Chaise (François de) · 97, 103

Lasfargues (Jacques) · 191, 193, 257, 276

Le Moigne (François-Yves) · 166, 184, 205

Ledain (abbé) · 43

Lefebvre (Claude) · 21, 164, 165, 166, 167, 168, 172, 173, 176, 177, 179, 181, 182, 184, 187, 189, 190, 192, 193, 194, 196, 199, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 226, 248, 256, 264, 270, 275, 279, 285, 286, 289, 293

Lehner (Hans) · 70, 253, 259, 267, 286

Lepage (Henri) · 28

Lorrain (Charles) · 31, 34, 43, 46, 265

Lutz (Marcel) · 115, 126, 135, 139, 149, 157, 166, 175, 178

***M***

Marcel (Roland) · 97, 115

Maréchal (Félix) · 25, 30, 245, 252, 258, 266, 287, 288

Massy (Jean-Luc) · 183, 195, 199, 200, 210, 249, 257, 263

Merciol (abbé) · 52

Michaelis (Adolf) · 53, 71, 72, 253, 259

Migette (Auguste) · 42, 45, 46

Mirman (Léon) · 96, 97

Möller (Fritz) · 37, 41, 44, 52

Mommsen (Theodor) · 57, 59

Mondon (Raymond) · 136, 137, 142, 143, 148, 150, 152, 202, 247, 254, 278

***O***

Opp (Eduard) · 115, 121, 122

***P***

Paulus (abbé) · 49, 50, 61, 63, 66, 74, 89

Perthes (Jacques Boucher de) · 58

Pêtre (Charles) · 33

Prost (Auguste) · 33, 40, 41, 42

Puttkammer (Robert von) · 39, 40

***R***

Rantz (Eugen) · 115, 121, 123
Rausch (Jean-Marie) · 151, 153, 154, 189, 194, 221, 222, 276
Reinach (Salomon) · 97, 102
Reinach (Théodore) · 102
Reitel (François) · 152, 153
Reusch (Wilhelm) · 115, 116, 121, 123, 124, 126, 229, 233, 235, 239, 247, 279, 284, 287

***S***

Sary (Monique) · 217
Saulcy (Félicien de) · 26
Schaeffer (Frédéric-Armand) · 110, 128, 135
Schlémaire (Gérard) · 21, 156, 157, 163, 165, 256
Schliemann (Heinrich) · 57
Schramm (Erwin) · 63, 64, 72, 74, 77, 89, 91, 93, 180, 207, 246, 278
Schumacher (Karl) · 70, 72, 86, 253, 259, 267, 286
Simon (Victor) · 26, 27, 28, 29, 31, 33, 34, 56, 74, 245, 252, 264, 265
Stemmermann (Paul-Hans) · 114, 115, 119, 126

***T***

Tabouillot (Nicolas) · 25, 61, 251, 265
Thion (Pierre) · 21, 56, 199, 201, 204, 214, 215, 216
Thiria (Michel) · 97, 98, 99, 100, 103
Thiriot (Jean) · 106, 181, 182
Ticheur (Marcel) · 148, 165
Tornow (Paul) · 18, 37, 42, 63, 74, 76, 77, 82, 83, 85, 266
Toussaint (Maurice) · 130, 131, 132, 133

***V***

Van der Straten-Ponthoz (Comte) · 28
Vautrin (Paul) · 99, 104, 247
Vigneulles (Philippe de) · 25, 61

***W***

Wagner (Pierre-Édouard) · 156, 177, 178, 181, 199, 203
Wahn (Conrad) · 42, 66, 73
Welter (Timothée) · 63, 65, 66, 104
Wernert (Paul) · 135
Wichmann (Karl) · 49, 51, 54, 63, 66
Willaume (Martine) · 210, 214, 215, 220, 221
Wolfram (Georg) · 39, 47, 49, 50, 51, 63, 64, 65, 67, 72, 91, 235, 266

***Z***

Zeppelin (-Aschhausen) (comte de) · 37, 65, 76, 80, 85

- ***Associations et sociétés savantes à vocation culturelle***

***A***

A.F.A.N. (Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales) · 131, 133, 162, 180, 192, 210, 211, 212, 213, 215, 217, 218, 219, 221, 225, 249, 257, 264, 269, 270, 276, 277

Académie de Metz · 19, 25, 26, 27, 31, 32, 33, 42, 56, 57, 67, 89, 103, 150, 186, 201, 245, 264, 265, 283

***G***

G.U.L.A.N. (Groupe Universitaire Lorrain d'Antiquité Nationale) · 166

G.U.M.R.A. (Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique) · 14, 21, 148, 163, 164, 165, 167, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 192, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 208, 210, 213, 242, 249, 256, 263, 264, 265, 268, 269, 270, 276, 280, 285, 287, 288, 289

G.U.M.R.A.U. (Groupe Universitaire Messin de Recherche en Archéologie Urbaine) · 199, 201, 249

*Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* · 14, 17, 18, 22, 37, 39, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 61, 63, 64, 65, 67, 70, 74, 75, 76, 79, 82, 85, 86, 90, 106, 107, 232, 238, 246, 258, 259, 260, 265, 266, 272, 283, 287

***R***

Renaissance du Vieux Metz · 150, 151, 152, 153, 154, 155, 202, 224, 248

***S***

Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle (S.A.H.M.) · 16, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 38, 39, 40, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 56, 57, 245, 252, 258, 264, 265, 266, 278, 283, 287, 288

Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine (S.H.A.L.) · 14, 16, 18, 22, 47, 57, 63, 66, 101, 106, 107, 108, 110, 120, 124, 131, 132, 136, 137, 139, 140, 146, 147, 157, 158, 166, 178, 181, 184, 206, 230, 239, 240, 241, 243, 247, 248, 254, 264, 267, 272, 284

- ***Noms de lieux (lieux de découvertes)***

***A***

Amphithéâtre · 12, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 228, 250, 280

Aqueduc · 15, 26, 37, 172, 180, 265, 288

Armes (place d') · 25, 206, 251

Arsenal Ney · 108, 172, 177, 180, 184, 185, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 216, 230, 233, 241, 242, 263, 290, 291

***B***

Bidinger (sablière) · 62, 83, 84, 89

Bons-Enfants (rue des) · 1531

Boucherie-Saint-Georges (rue) · 201

***C***

Carmel (Thermes du) · 108, 109, 128, 137, 138, 139, 145, 146, 147, 207, 233, 236, 240, 290, 294

Cathédrale · 87

Citadelle · 26, 31, 50, 229, 235, 238, 239

Clercs (rue des) · 26, 181, 206

Coislin (place) · 142, 144, 148, 149, 151, 293

***D***

Distler (sablière) · 62, 83, 84, 89

Dupont-des-Loges (rue) · 165, 174, 175

***E***

École des Arts appliqués · 145, 146, 147, 208, 230

Espace Serpenoise · 206, 213, 263, 291

Esplanade · 22, 78, 139, 145, 146, 147, 208, 221, 230, 233, 240, 242, 265

***F***

Fort-Moselle · 30, 142

En Fournirue · 26

***G***

Grand-Cerf (rue du) · 40

Grégoire-de-Tours (rue) · 105, 106

***H***

Hauts-de-Sainte-Croix · 30, 150, 175, 177, 181, 185, 186, 187, 189, 190, 193, 201, 205, 213, 256, 279, 285

La Horgne · 20, 73, 79, 80, 89, 92, 278

***I***

Icovellauna (temple d') · 41, 44

***L***

Lattre-de-Tassigny · 149

Le Moigne · 166, 184, 205, 307

Lunette d'Arçon · 20, 41, 44, 56, 62, 64, 73, 80, 81, 83

***M***

Maison Quarrée · 25, 281, 291

Marchant (rue) · 184, 192, 205, 213, 263

Maurice-Barrès (rue) · 149

Mazelle (rue) · 31, 34

Mey (sablière) · 41, 44, 50, 83

Musées de Metz · 13, 15, 19, 20, 21, 23, 32, 33, 38, 40, 42, 44, 45, 46, 48, 53, 55, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 70, 71, 74, 75, 80, 84, 86, 88, 89, 90, 94, 95, 96, 97, 98, 101, 103, 104, 106, 108, 109, 110, 113, 115, 125, 128, 129, 136, 137, 138, 145, 147, 148, 149, 151, 156, 166, 168, 181, 184, 217, 244, 246, 252, 261, 264, 266, 267, 268, 269, 283, 286, 288

***N***

Nouvelles Galeries · 146

***P***

Paul-Diacre (rue) · 105, 106

Pétain (rue) · 105, 106, 107, 232

Petit Amphithéâtre · 172, 177, 180, 230, 246, 263, 291, 292,

Pierre-Hardie (rue de la) · 213, 214, 216, 217, 280

Piques (rue) · 34

Pontiffroy · 50, 142, 144, 150, 151, 156, 157, 158, 160, 163, 165, 174, 248, 251, 255, 284, 293

Pont-Sailly (rue du) · 174, 280

Princerie (rue de la) · 201

Prisons-Militaires (rue des) · 34

***R***

République (place de la) · 15, 78, 228, 230, 233, 239, 242, 250

***S***

Sablon · 14, 15, 22, 26, 31, 39, 40, 41, 42, 44, 46, 51, 56, 59, 60, 62, 69, 73, 79, 80, 83, 89, 90, 91, 92, 95, 104, 105, 106, 107, 110, 220, 221, 232, 235, 246, 247, 253, 254, 258, 260, 278, 283, 286, 289, 290, 292

Saint-Arnould (abbaye) · 22, 40, 81, 82, 89, 92, 95, 106

Saint-Charles (rue) · 31, 34

Saint-Jacques (îlot) · 147, 151, 152, 154, 155, 156, 158, 160, 165, 206, 248, 255, 256, 284, 291, 292

Saint-Jacques (place) · 31, 207, 281, 291

Saint-Livier (église) · 50, 83, 144, 157, 174, 175

Saint-Louis (place) · 40, 56, 106, 144, 155, 247

Saint-Pierre-aux-Nonnains · 17, 19, 22, 78, 79, 83, 87, 115, 116, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 136, 137, 139, 145, 206, 229, 230, 231, 232, 233, 235, 236, 238, 239, 240, 242, 247, 258, 259, 273, 279, 284, 287, 290, 291, 292

Seille · 30, 49, 55, 86, 144

***T***

Taison (rue) · 56, 206, 208, 263, 279, 291

Trinitaires (rue) · 40

***V***

Visitation (îlot de la) · 19, 22, 30, 137, 138, 139, 140, 145, 233, 235, 236, 255, 259, 260, 292

***W***

Winston-Churchill (rue) · 201, 206, 213

***Z***

Z.A.C. Amphithéâtre · 280

# Sources

## I. Sources manuscrites et imprimées

### *A. Archives départementales de la Moselle (A.D.M.)*

Sous-série 7AL : Cultes et monuments historiques durant l'Annexion
Sous-Série 19J : Fond du Grand Séminaire de Metz
Sous-série 21J : Archives de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine
Sous-série 106J : Fonds privé d'Émile Delort et de Marcel Lutz
Série T : Fond pour le XIX$^{e}$ siècle et la première moitié du XX$^{e}$ siècle
Série W : Fond pour les archives publiques postérieures à 1940

**CP 1291** Projet Demoget et Braunwald du musée

**7AL325** Fouilles près de la Lunette d'Arçon au Sablon (1875-1884)

**7AL327** Musée de Metz (1872-1910)
Société d'Histoire et d'Archéologie Lorraine (1870-1919)

**7AL335** Monuments historiques, antiquités, fouilles et découvertes archéologiques
Généralités : instructions, correspondance (1874-1916)

**7AL337** Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine (1910-1914)

**7AL354** Fouilles et découvertes archéologiques (Ville de Metz 1892-1906, dessin)

**7AL366** Mise au jour de fondations romaines dans la crypte de la cathédrale (1916)

**19J248** Photographies de Metz (fouilles de l'Amphithéâtre et de la Citadelle) (Papiers de l'abbé Eugène PAULUS [1856-1927], curé de Puzieux et de Moulins, directeur de la bibliothèque municipale de Metz

**19J304-305** Cours d'archéologie (Papiers du chanoine Roch-Étienne BOUR [1870-1947], directeur du Grand séminaire)

**19J334** Notes sur les tombes découvertes à la cathédrale de Metz en 1914-1915 et notes sur le chapitre de la cathédrale (Papiers du chanoine Roch-Etienne BOUR [1870-1947], directeur du Grand séminaire)

**19J335** Photographies des objets découverts à la Cathédrale en 1914-1915 (Papiers du chanoine Roch-Étienne BOUR [1870-1947], directeur du Grand séminaire)

**19J342** Notes sur l'abbaye de Saint-Arnould de Metz tiré du *Jahrbuch* (Papiers du chanoine Roch-Étienne BOUR [1870-1947], directeur du Grand séminaire)

**19J361** Affaires concernant la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine (1914-1946) (Papiers du chanoine Roch-Etienne BOUR [1870-1947], directeur du Grand séminaire)

**19J763** Plans, photographies et dessins divers concernant Metz (XIX$^{e}$-XX$^{e}$ s.)

**21J16** Fouilles archéologiques. Généralités (1898-1913)

**21J17** Fouilles. Amphithéâtre du Sablon

**106J8** Metz. Généralités, traductions de publications de Keune

**106J9** Metz. Rues et Quartiers (Sablon, Queuleu)

**106J10** Metz. Église Saint-Maximin, Saint-Vincent, Saint-Pierre-aux-Nonnains, Tour d'Enfer, Chapelle des Templiers, Amphithéâtre et murs romains

**106J11** Metz. Musées

**106J19** Fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains (1942) : comptes rendus sommaires, plans, dessins de monnaies, de céramique et de vases, frottis d'estampilles de tuiles

**106J39** Dépouillement de revues allemandes et autrichiennes, de revues lorraines

**106J40** Inventaire des meubles et des caisses du matériel archéologique du Landeskmalamt (juillet 1945). Inventaire de photographies et de négatifs de Saint-Pierre-aux-Nonnains (1947)

**106J41** Notices biographiques de collectionneurs d'antiquités de Lorraine, d'archéologues et d'historiens.

**106J42** Correspondance reçue, principalement comme directeur de la XVI$^{e}$ circonscription archéologique (A. Grenier, M. Lutz, J.-J. Hatt, P.-M. Duval) (1946-1957)

**106J56** Séminaire d'études céramologiques à l'université de Metz – Cours, abrégés de céramologie gallo-romain

**3TP157** Commissariat de la République — Affaire Keune
Musée de guerre et Musée de Metz

*B. Archives municipales de Metz (A.M.M.)*

**1D/c 123** Délibération du conseil municipal (1896)

**1D/c 124** Délibération du conseil municipal (1898)

**1D/c 126** Délibération du conseil municipal (1899)

**1D/c 129** Délibération du conseil municipal (1902)

**1D/c 130** Délibération du conseil municipal (1903)

**1D/c 132** Délibération du conseil municipal (1905)

**1D/c 133** Délibération du conseil municipal (1906)

**2K101** Dossier du personnel municipal (Johann Baptist Keune)

**2R14** Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle (1858-1870)

**2R16** Congrès archéologique de France, Session à Metz (1852)

**2R59** Archéologie (1800-1871)

**2R83** Correspondances – Objets divers (1872-1881)

**2R84** Correspondances – Objets divers (1881-1890)

**2R85** Correspondances – Objets divers (1891-1900)

**2R86** Correspondances – Objets divers (1900-1913)

**2R87** Subventions de l'État (1880-1903)

**2R88bis** Commission du Musée (1904-1918)

**2R89** Correspondance relative aux gardiens et personnel auxiliaire (1871-1917)

**2R90** Rapport du directeur (1899-1908)

**2R92** Correspondance relative au catalogue (1890)

**2R93** Divers : achats, dons, trouvailles (1894-1918)

**2R94** Achat de vitrines d'exposition (1900)

**2R95** Objets divers et comptabilité ; voyages du directeur (1892-1918)

**2R96** Galerie archéologie : achats, dons, restauration, subventions de l'État, prêts (1871-1909)

**2R104** Musée : dons aux diverses sections (1870-1915)

**2R108, 2R109** Papiers du conservateur Keune, 40 cahiers concernant le courrier expédié, la comptabilité du budget... (1900-1910)

**2R170** Musée archéologique – Découvertes archéologiques à Metz (1920-1940)

**2R171** Musée archéologique – Murs romains de Metz, Notes de Clément

**7S1** Fouilles archéologiques en Lorraine (1890)

**7S4** Recherches archéologiques sur Metz et la Lorraine

**7S5** Metz, notes historiques extraites des registres des paroisses de la ville et des travaux du musée

**7S6** Descriptions de Metz et de Trèves

**7S8** Divinités celtiques

**7S9** Notes sur Silva et Epona

**7S10** Notes sur Boissard

**7S11** Notes archéologiques diverses

**7S12** Notes archéologiques diverses

**7S13** Notes extraites de *Corpus Descriptionum Latinorum*

**7S17** *Rundgang durch die Metz*

**7S18** *Guide de Metz* (1913)

**7S19** *Geschichte von Metz in römischer Zeit*

**7S21** Correspondance de Keune avec des érudits français

**7S22, 7S23, 7S24** Correspondance de Keune avec des personnalités allemandes

**7S25** Correspondance avec divers dont une lettre de Monseigneur Benzler

**30W41** Inauguration du nouveau musée d'Art et d'Histoire de Metz (1980)

**99W47** Direction des Antiquités préhistoriques et historiques de Lorraine, inventaire de

la rue Four du Cloître, entrepreneurs Chanzy Pardoux, chantier de fouilles archéologiques de la Visitation (coût), rapport des subventions allouées à la Direction des Antiquités pour des fouilles 1950-1986

**99W62** Salle d'architecture antique

*C. Archiv der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn*

Exmatrikelakte Phil 1879/80 Keune, Johann Baptist Carnet universitaire de Keune

*D. Archiv der Philipps-Universität Marburg*

UniA Marburg Best. 305 m 1 Sommersemester 1880
UniA Marburg 305 m 3 Sommersemester 1884

*E. Stadtarchiv/Stadtbibliothek Trier (Nachlass Keune)*

**Ka.19** Musée Metz, photographies (Migette)

**Ka.22** Lettre de Keune 1887-1919

**Ka.24** Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine, Metz (1914-1918)

**Ka.26** Metz, son histoire et curiosités, avec manuscrit de Keune (commencé en 1907)

*F. Musée de La Cour d'Or à Metz (M.M.)*

1. *Eingänge* (Inventaire des acquisitions des Musées)

**12 592** 1896-1898
**12 593** I (1899)
II (1899-1900)
**12 594** III (1900-1901)
**12 595** IV (23 mars 1900-28 octobre1901)
**12 596** V (1901-1902)
**12 597** VI (juin 1902-31 janvier 1903)
**12 598** VII (2 février – 8 juillet 1903)
**12 599** VIII (9 juillet 1903-13 janvier 1904)
**12 600** IX (14 janvier 1904 – mai 1904)
**12 601** X (juin au 20 septembre 1904)
**12 602** XI (21 septembre 1904 – janvier 1905)
**12 603** XII (19 janvier 1905 – 27 octobre 1905)
**12 604** XIV (juillet 1907 – décembre 1908)
**12 605** XV (20 décembre 1908 – 31 août 1910)
**12 606** XVI (1er septembre 1910 – 20 mai 1911)
**12 607** XVII (mai 1911 – octobre 1912)
**12 608** XVIII (23 octobre 1912 – 1er août 1914)

2. *Tagebücher* (Journaux) de Johann Baptist Keune

**12 574** Juillet 1903 au 1er avril 1904
**12 570** I. 5 novembre 1905 au 26 octobre 1906
**12 571** II. 27 octobre 1906 au 24 décembre 1908
**12 575** Octobre 1908 à mars 1909
18 janvier 1909 au 22 avril 1912
**12 576** 1er avril 1909 au 18 novembre 1909
**12 577** 18 novembre 1909 à février 1911
**12 572** III. 18 janvier 1909 au 22 avril 1912
**12 578** Mars 1911 au 8 juin 1912
**12 573** IV. 13 mai 1912 au 6 juin 1917
**12 579** 8 juin 1912 au 27 mai 1913
**12 580** 27 mai 1913 au 26 novembre 1913 (correspondance)
**12 581** 27 novembre 1913 au 14 avril 1914
**12 582** 16 avril 1914 au 12 décembre 1914

3. Dossiers de fouilles

Fouilles : 1890 – 1891/1892, 1892 – 1895
Fouilles Metz et la Moselle

**12 629** Fouilles Metz : La Horgne (mai – juillet 1903)
Fouilles Metz : Lunette d'Arçon, Sablon, Thionville (par J. B. Keune)
**12 625** Fouilles Lunette d'Arçon
Fouilles, acquisitions par le musée de 1905 à 1910

4. Publications des musées

Catalogue de la galerie archéologique (par M. Lorrain, 1874)
**12 652** Catalogue des Antiquités des Musées de Metz (1889)
**22-11** Découvertes faites lors des fouilles de l'amphithéâtre (1902)
*Eigentum des Altertums-Museums der Stadt Metz* (par Hoffman, 1892-1893)

5. Notes diverses

**12 639** Correspondances de la Société d'Histoire et d'Archéologie Lorraine (1890-1895)
**12 640** Correspondances de la Société d'Histoire et d'Archéologie Lorraine (1895-1896)
**12 520** Rapports d'activité du musée de Metz (1902)
**12 536** Rapports du musée 1909-1912, 1913 (collections), autres collections, rapports et notes
**12 641** Rapports sur les collections et différentes pièces (1918)
**12 644** Brouillons (mars 1907-23/10/1907)
**12 540** Brouillons des écrits (1909-1911)
**12 541** Brouillons des écrits (1909-1911)
**12 651** Voyages en France (août et octobre 1907)
**12 650** Voyages en France (juillet et août 1909)
**12 516** Frais d'affranchissement et autres petites dépenses (en 1909, 1910, 1915, 1917)

*G. Articles de presse*

KEUNE Johann Baptist, Fälschungen Römischer Inschriften zu Metz und die neuesten Funde im Kloster der Karmeliterinnen. *Lothringen Zeitung*, 1896.

KEUNE Johann Baptist, Die Romanisierung Lothringens und der angrenzenden Gebiete. *Lothringer Zeitung*, 1897.

KEUNE Johann Baptist, Metz in römischer Zeit. dans *Lothringer Zeitung*, 1900, 22 p.

KEUNE Johann Baptist, Die Flur Sablon in römischer Zeit. Ergebnisse der jüngsten Grabungen im südlichen Vorgelände von Metz. *Lothringer Zeitung*, 1904, 28 p.

KEUNE Johann Baptist, Museum der Stadt Metz. Bericht über die Sammlungen für die Rechnungjahre 1909-1912. *Le Messin*, 1914, 16 p.

*H. Service Régional de l'Archéologie de la Lorraine (S.R.A.)*

BERTAUX Jean-Paul. *Metz, Saint-Pierre-aux-Nonnains*. Rapport d'observations archéologiques préliminaires : 1974, 12 p.

BIEHLER Jean-Étienne. *Sondage de la caserne De Lattre à Metz*. Rapport de sondage : 1969, 3 p.

BIEHLER Jean-Étienne. *Découverte d'une mosaïque romaine polychrome, rue Maurice Barrès à Metz*. Rapport de découverte : 1970, 4 p.

BLAISING Jean-Marie. *Metz (Moselle) – Chambre des Métiers*. Rapport d'étude d'impact archéologique : 1989, 16 p.

BLAISING Jean-Marie. *Metz, Sablon, boulevard Kellermann*. D.F.S. de sauvetage : 1995, 25 p.

BOULANGER-BOUCHET Karine. *Z.A.C. Amos, Quartier du Sablon*. Rapport de fouille d'archéologie préventive : 2000, 120 p.

BOURADA Loni, KUCHLER Philippe. *Metz, Colline Sainte-Croix*. D.F.S. de fouille préventive : 2002, 2 vol., 117 p. et 161 p.

BRUNELLA Philippe. *Arsenal Ney*. Rapport de sauvetage urgent : 1981, 11 p.

BRUNELLA Philippe. *Pontiffroy, rue des Bénédictins*. Rapport de sauvetage urgent : 1981, 7 p.

BRUNELLA Philippe. *Rue de la Paix, à Metz*. Rapport de sauvetage programmé : G.U.M.R.A., Direction Régionale des Antiquités Historiques de Lorraine : Metz : 1982, 10 p.

BRUNELLA Philippe. *Les Hauts-de-Sainte-Croix*. Rapport de sauvetage programmé : 1984, 104 p.

BRUNELLA Philippe. *Les Hauts-de-Sainte-Croix*. Rapport de sauvetage programmé : 1985, 41 p.

BRUNELLA Philippe. *Les Hauts-de-Sainte-Croix*. Rapport de sauvetage programmé : 1986.

BRUNELLA Philippe. *Les Hauts-de-Sainte-Croix*. Rapport de sauvetage programmé : 1987.

BRUNELLA Philippe, LEFEBVRE Claude. *Musées de Metz*. Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1979, 30 p.

BUZZI Pierre. *Rue Boucherie Saint-Georges, Les Arcades des Trinitaires*. Rapport de sauvetage urgent : 1989, 86 p.

COLLOT Gérald. *Fouilles archéologiques sur le chantier de l'École d'Arts appliqués*. Rapport de fouilles : 1967, 11 p.

DAUTREMONT Nathalie. *Pontiffroy, salle du conseil Saint-Clément*. Rapport de sauvetage urgent : 1987, 8 p.

DELESTRE Xavier. *Saint-Pierre-aux-Nonnains*. Rapport de fouille de sauvetage : 1987, 7 p.

DELESTRE Xavier, BOURGER Isabelle et GEORGES Murielle. *Metz, Saint-Marcel*. Rapport de sauvetage urgent : 1987, 10 p.

FAYE Olivier. *Metz, Rue des Roses*. Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1992, 16 p.

FAYE Olivier. *Ilot Champé-Petit Champé*. Rapport de fouille préventive : 1994, 9 p.

FILIPPO Raphaël de. *Ancienne Chambre des Métiers (Metz-Moselle)*. D.F.S. : 2000, 2 vol., 116 p.

GAMA Frank. *Metz, rue de la Princerie*. Rapport de sondages : 1990, 23 p.

GAMA Franck. *Metz-41, rue du Rabbin Eli Bloch (Moselle), Extension du Home israélite*. Rapport de diagnostic archéologique préventif : I.N.R.A.P., S.R.A. Lorraine : 2002, 19 p.

GAMA Franck et PERNOT Patrice. *Metz-Rue Grégoire de Tours et place Saint-Livier (Moselle)*. Rapport de diagnostic archéologique préventif : I.N.R.A.P., S.R.A. Lorraine : 2003, 25 p.

GEBUS Laurent. *Metz, Résidence Saint-Vincent, rue Belle-Isle (1994)*. D.F.S. de fouille d'archéologie préventive : 1997, 110 p.

GEBUS Laurent. *Metz, 4, rue de la Pierre Hardie (1994)*. D.F.S. de fouille d'archéologie préventive : 1998, 181 p.

GEBUS Laurent. *Metz, Place du Général de Gaulle (1994)*. D.F.S. de fouille d'archéologie préventive : 1999, 232 p.

GEBUS Laurent. *Metz, Sainte-Chrétienne*. D.F.S. de fouille d'archéologie préventive : 2001.

GEBUS Laurent. *Metz-Sablon, 2000 : projet du parc urbain*. Rapport d'évaluation : 2001, 23 p.

GEBUS Laurent. *Metz-Sablon, quartier de l'amphithéâtre secteur de l'Esplanade et secteur Bour et Thielen*. D.F.S. d'évaluation archéologique : 2001, 92 p.

GEORGES Murielle. *Rue Boucherie Saint-Georges*. Rapport de sondages archéologiques : 1987, 7 p.

GEORGES Murielle. *Rue d'Enfer.* Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1987, 10 p.

GEORGES Murielle. *Metz-Pontiffroy, Jardins du Mail, tranche n° III*. Rapport d'intervention : 1988, 42 p.

GUILLAUME Jacques. *Coupe d'une voie antique à Metz (Pontiffroy)*. Rapport de fouilles : 1975, 2 p.

GUILLAUME Jacques. *Îlot Saint-Jacques, éléments architecturaux gallo-romains de Metz*. Rapport : 1976, 3 p.

GUY Christian. *Metz, fouilles de l'Esplanade 1964*. Compte rendu de fouilles : 1964, 3 p.

GUY Christian. *Note sur la citerne gallo-romaine située rue du Four du Cloître*. Rapport : 1965, 2 p.

HATT Jean-Jacques. *Chantier de la Visitation*. Rapport de fouilles : 1958, 4 p.

HATT Jean-Jacques. *Rue Chèvremont, campagne de 1962*. Rapport de fouilles : 1962, 2 p.

HATT Jean-Jacques. *Rue Four du Cloître, cité administrative*. Rapport de sondage : 1962, 2 p.

HATT Jean-Jacques. *Relevé des niveaux antiques sur le chantier du parking souterrain*. Rapport de fouilles : 1964, 2 p.

HECKENBENNER Dominique. *Arsenal Ney*. Rapport de fouille de sauvetage programmé : 1984, 14 p.

HECKENBENNER Dominique. *Arsenal Ney*. Rapport de fouille de sauvetage programmé : 1985, 24 p.

HECKENBENNER Dominique. *Arsenal Ney*. Rapport de fouille de sauvetage programmé : 1986, 60 p.

HENROTAY Denis. *Îlot de la Visitation, campagne 1992*. Rapport de fouilles : 1992, 31 p.

HENROTAY Denis. *Metz, Îlot de la Visitation, 23, rue des Allemands*. Rapport de fouilles : 1993, 53 p.

JANNIN Hélène. *Arsenal Ney*. Rapport de fouille de sauvetage programmé : 1983, 59 p.

JOLIN René. *Un caveau romain, rue de Chambière*. Rapport de fouilles : 1975, 2 p.

KUCHLER Philippe. *Metz, Centre Saint-Jacques*. D.F.S. de fouille préventive : 1998, 9 p.

LEFEBVRE Claude. *Rue Dupont des Loges*. Rapport de fouille de sauvetage : 1978, 3 p.

LEFEBVRE Claude. *Église Saint-Livier*. Rapport de fouille de sauvetage : 1978-1979, 9 p.

LEFEBVRE Claude. *Îlot des Roches, Place de Chambre*. Rapport de sauvetage urgent : 1981, 30 p.

LEFEBVRE Claude. *17, rue de la Chèvre*. Rapport de fouille de sauvetage : 1982, 4 p.

LEFEBVRE Claude, BRUNELLA Philippe. *Site des Hauts-de-Sainte-Croix (Metz)*. Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1983, 15 p.

OLIVIER Laurent. *Metz, rue aux Arènes, « Grand Amphithéâtre »*. Rapport de sauvetage urgent : 1984, 11 p.

PERICHON Denis. *Metz, rue Marchant*. Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1984, 18 p.

PERNOT Patrice. *Magasin-aux-Vivres.* Rapport de fouilles préventives : 2003.

PERNOT Patrice. *Esplanade*. Rapport de fouilles préventives : 2006, 3 vol.

SCHLEMAIRE Gérard. *Fouilles de sauvetage au Pontiffroy (cave S 1)*. Rapport de fouilles : 1973, 6 p.

SCHLEMAIRE Gérard. *Fouilles de sauvetage au Pontiffroy (bâtiments S 2 et S 3)*. Rapport de fouilles : 1974, 13 p.

SCHLEMAIRE Gérard. *Fouilles de sauvetage au Pontiffroy (site S 4 à S 11)*. Rapport de fouilles : 1976, 12 p.

SCHWEITZER F. *Metz, ZAC Amos, rue de la Marne (1996)*. D.F.S. de fouille d'archéologie préventive : 1997, 8 p.

THION Pierre. *Metz-Pontiffroy, parking Conseil régional*. Rapport de sauvetage urgent : 1986, 25 p.

THION Pierre. *Metz, Rue Taison*. Rapport de sauvetage urgent : 1987, 34 p.

THION Pierre, VERDEL Éric. *Metz, rue « Mabille »*. Rapport de sauvetage urgent : 1985, 16 p.

VERDEL Éric. *Espace Serpenoise*. Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1984, 19 p.

VERDEL Éric, WATON Marie-Dominique. *Rue Gisors à Metz*. Rapport de sondages : 1985, 8 p.

WATON Marie-Dominique. *Metz – Hôtel de Police au Pontiffroy*. Rapport de fouille de sauvetage urgent : 1983, 17 p.

WATON Marie-Dominique. *Metz – Hôtel de Police au Pontiffroy*. Rapport de fouille de sauvetage programmé : 1983-1984, 24 p.

WATON Marie-Dominique. *Metz, Pontiffroy (future cité administrative)*. Rapport de fouille de sauvetage programmé : 1984, 20 p.

## II. Sources iconographiques

### *A. Archives départementales de la Moselle*

**19J248** Visite d'un groupe de la G*esellschaft für lothringische Geschichte und Alterstumkunde* suite aux trouvailles à la Citadelle (13 juillet 1901) ; murs romains (1901) ; fouilles de l'amphithéâtre (1902) ; visite du chantier de l'amphithéâtre par un groupe de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Alterstumkunde* (13 mai 1903) ; visite du chantier de l'amphithéâtre par l'empereur Guillaume II (16 mai 1903)

**19J342** Fouilles de la crypte de l'abbaye Saint-Arnould (1905)

**106J9** Découvertes de sépultures au Sablon

**106J10** Découvertes faites à la citadelle ; fouilles de l'amphithéâtre (1902) ; fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains (1942)

**106J11** Musées de Metz (1919-1939)

**106J19** Plans de la fouille de Saint-Pierre-aux-Nonnains (1942)

### *B. Archives municipales de Metz*

**9Fi1814** Plan de la fouille faite au mois de juillet 1867 pour l'établissement d'un égout près de l'Hôpital et Fontaine St Nicolas

**9Fi1817** Plan des fouilles effectuées place d'Austerlitz (place St Jacques) en septembre-octobre 1869.

**9Fi1818** Halle aux légumes : plan des « substructions » (fouilles de la place en septembre-octobre 1869).

**9Fi1819** Fouilles de la halle aux légumes effectuées en septembre-octobre 1869 place d'Austerlitz (actuelle place St Jacques)

**9Fi1820** Plan d'alignement : fouilles de 1866 rue Châtillon

**9Fi1821** Fouilles effectuées en 1866 place St Thiébault

**9Fi1823** Fouilles effectuées le 16 août 1866 rue Châtillon

**9Fi1824** Fouilles effectuées côté nord-est vis-à-vis le n° 16 le 16-7-1869 place St Jacques

**9Fi1833** Fouilles effectuées en mars 1866 porte St Thiébaut

**99W62** Découverte de la mosaïque rue Maurice Barrès (1969)

*C. Archives municipales de Trèves*

**Ka19** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905) ; autel taurobolique découvert à la citadelle (février 1904)

*D. Musées de La Cour d'Or de Metz*

**A 2-1** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 3** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 4** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 6-1** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 7-1** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 8** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 9** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 10.1** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 11.1** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 12.1** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**A 90** Fouille de l'amphithéâtre (1902)
**AX 3.9** Lunette d'Arçon
**AX 39** Visite des fouilles de l'amphithéâtre par l'empereur Guillaume II (mai 1903)
**AX 40-1** Visite des fouilles de l'amphithéâtre par l'empereur Guillaume II (mai 1903)
**AX 72** Visite des fouilles de l'amphithéâtre par l'empereur Guillaume II (mai 1903)
**AX 136.1** Visite des fouilles de l'amphithéâtre par l'empereur Guillaume II (mai 1903)
**S 10** Découverte de la tombe de *Q. Iulius Castor* dans la sablière Distler (février 1903)
**S 14-1** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S 23-1** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S 24** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S25** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S 28** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S 31** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S 37-1** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)
**S 41-1** Découverte de sarcophages dans les sablières Distler et Bidinger (1903-1905)

*E. Bibliothèques -Médiathèques de Metz (Fond Prillot)*

Découvertes d'éléments architecturaux à la citadelle (1901-1904)
Louis de CORMONTAIGNE, *Plan des vestiges de l'amphithéâtre* (croquis manuscrit, feuille in-4 °, détruit en 1944), Bibliothèque de Metz, 1736, ms n° 151.

*F. Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle*

**C795** Photographies et coupes stratigraphiques faites lors de la fouille de la troisième travée de la cathédrale de Metz (juillet 1905)
**4953** Implantation des fouilles des thermes de l'îlot Saint-Jacques (1973)
**4954** Implantation des fouilles des thermes de l'îlot Saint-Jacques (1973)
**4967** Plan des fouilles des thermes de l'îlot Saint-Jacques (1973)
Fouille de la troisième et de la quatrième travée de la cathédrale de Metz (1877-1881)
Fouilles de la huitième travée de la cathédrale de Metz (1914)
Fouilles de l'amphithéâtre (1902)
Découverte de substructions gallo-romaines lors de la destruction de la porte Sainte-Barbe (1904)
Fouilles de Saint-Pierre-aux-Nonnains (1942)
*Festungsmuseum* (1944)
Découverte de substructions gallo-romaines rue Maurice Barrès (1969)
Découverte des vestiges de la citadelle (1972)

*G. Bibliothèque Nationale de France (Cabinet des Estampes)*

**Va. Mat. 10a** Plan des fouilles des troisième et quatrième travées de la cathédrale de Metz (1877-1881)

*H. Collections privées*

1. Jean Thiriot

Découverte de substructions gallo-romaines lors de la destruction de la porte Sainte-Barbe (1904)

2. Pierre-Édouard Wagner

Découverte du rempart gallo-romain sous l'îlot Saint-Jacques (1974)

3. Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique

Découverte de la mosaïque « aux gladiateurs » sous la place Coislin (1969)
Découverte du rempart gallo-romain sous l'îlot Saint-Jacques (1974)
Fouilles de la rue Dupont des Loges (1977)
Fouilles de l'îlot des Roches (1979)
Fouilles de l'église Saint-Livier (1979)

## III. Mémoires de recherche

ALPEN Murielle. *La conservation des vestiges archéologiques : le cas du musée de Metz*. Mémoire de 2e licence : Archéologie et Histoire de l'Art : Université catholique de Louvain-la-Neuve : 1999.

BERTINET Arnaud. *L'histoire mouvementée d'un musée de province. Les Musées de Metz de 1918 à 1957*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 1999.

BINOIS Laurent. *Le quartier sud de Metz à l'époque antique au travers des découvertes faites par les Allemands au début de ce siècle*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1994.

BOURGER Isabelle. *Atelier de potiers médiévaux (formes et production) du quartier du Pontiffroy à Metz*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1991.

BULME Amandine. *Les sarcophages gallo-romains en plomb du Musée de Metz*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Strasbourg : 2001.

DIEDRICH Jean-Christophe. *Les Musées de Metz de 1817 à 1872*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1997.

HANS-COLLAS Ilona. *Images de la société : entre dévotion populaire et art princier. La peinture murale en Lorraine du XIIIe au XVIe siècle*, Thèse de Doctorat : Art et Archéologie : Université de Strasbourg : 1999.

LE BRIGUAND Tanguy. *L'urbanisme à Metz de 1947 à 1971*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1996.

LUDWIG Virginie. *Roch-Étienne (R.-S.) Bour. Vie et œuvres*. Mémoire de Master 1 : Histoire : Université Paul-Verlaine de Metz : 2008.

MARQUE Paul. *Les accès sud et sud-est de Metz gallo-romaine. Étude de topographie routière et suburbaine*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Nancy 2 : 1971.

METZLER Lionel. *La Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, 1919-1970*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1991.

METZLER Lionel. *La politique de germanisation en Lorraine annexée (1870-1914). Culture et enjeux identitaires*. Thèse de Doctorat : Histoire : Université de Metz : 2007.

SCHNEIDER Béatrice. *Die Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde (1888-1918)*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1982.

THILLENS Marylène. *L'archéologie dans les milieux messins de 1750 à 1852*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1982.

TRICHIES Laurent. *L'Académie de Metz et ses Mémoires pendant l'annexion (1871-1918)*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1988.

VIAUD Véronique. *Les origines de Metz. Recherches sur la céramique gallo-romaine précoce (de La Tène finale à l'époque claudienne)*. Mémoire de Maîtrise : Histoire : Université de Metz : 1987.

## IV. Bibliographie

### *A. Outils*

d'ARBOIS de JUBAINVILLE Paul. *Dictionnaire biographique lorrain*. Metz : Serpenoise, 2003, 414 p.

BRUNELLA Philippe, DAUTREMONT Nathalie, THION Pierre et WAGNER Pierre-Edouard (dir.). *Metz, document d'évaluation du patrimoine archéologique urbain*. Tours : C.N.A.U., A.F.A.N., 1992, 117 p.

FLOTTE Pascal (dir.). *Metz 57/2*. Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2005, 371 p. (Carte archéologique de la Gaule)

FREZOULS Edmond (dir.). *Les villes antiques de la France : Belgique 1, Amiens, Beauvais, Grand, Metz*. Strasbourg : A.E.C.R., 1982, 350 p.

GRAN-AYMERICH Ève. *Dictionnaire biographique d'archéologie : 1798-1945*. Paris : C.N.R.S., 2001, 741 p.

Le MOIGNE François Yves (dir.). *Histoire de Metz*. Toulouse : Privat, 1986, 448 p.

PIGNON-FELLER Christiane. *Metz (1848-1918). Les métamorphoses d'une ville*. Metz : Serpenoise, 2005, 636 p.

POULOT Dominique. *Une histoire des musées de France*. Paris : La Découverte, 2008, 195 p.

ROTH François. Histoire de la Lorraine. L'époque contemporaine. 1. De la Révolution à la Grande Guerre. Nancy : Serpenoise, Presses Universitaires de Nancy, 1992, 271 p.

ROTH François. *La Lorraine annexée (1870-1918)*. 2e éd. Metz : Serpenoise, 2007, 751 p.

THIRIOT Jean. *Portes, tours et murailles de la cité de Metz*. Metz : Est-Imprimerie, 1970, 80 p.

TOUSSAINT Maurice. *Metz à l'époque gallo-romaine*. Metz : Paul Even, 1948, 222 p. (A.S.H.A.L.)

VIGNERON Bernard, *Metz antique. Divodurum Mediomatricorum,* Sainte-Ruffine : Maisonneuve, 1986, 306 p.

### *B. Travaux archéologiques sur Metz*

#### 1. Ouvrages

BLANCHET Adrien. *Les enceintes romaines de la Gaule. Étude sur l'origine d'un grand nombre de villes françaises*. Paris : Leroux, 1907, 356 p.

BLEICHER Gustave, BEAUPRE Jean-Nicolas. *Guide pour les recherches archéologiques (époques préhistoriques, gallo-romaine et mérovingienne) dans l'Est de la France*. Nancy : Crépin-Leblond, 1896, 115 p.

CHÂTELAIN V. *Le Grand amphithéâtre gallo-romain de Metz*. Metz : 1904, 94 p.

CHÂTELAIN V. *Le grand amphithéâtre gallo-romain de Metz, l'église de Saint-Pierre-aux-Arènes et la légende du Graoully*. Metz : 1904, 386 p.

CLERMONT-JOLY Magdeleine, Metz à l'époque mérovingienne : état des découvertes archéologiques. *Patrimoine et culture en Lorraine*. Metz : S.H.A.L., 1980, p. 66-81.

DELESTRE Xavier. *Saint-Pierre-aux-Nonnains, de l'époque romaine à l'époque gothique*. Paris : Ministère de la Culture et de la Communication (Guides Archéologiques de la France ; 15), 1988, 64 p.

DEVILLY L.. *Antiquités médiomatriciennes. Monuments trouvés en 1822, à l'ancienne citadelle de Metz*. Metz : C. Lamort, 1823, 19 p.

FAYE Olivier, KRIER V., THION Pierre, Le site de la rue Taison (Metz). *Enregistrement et analyses des fossés et de leur comblement en milieu urbain*, Tours : 1988, pp. 45-47.

KEUNE Johann Baptist, *Metz, ein Rundgang durch die Stadt*, Metz, Lang, 1907, 116 p.

KEUNE Johann Baptist. *Metz, seine Geschichte, Sammlungen und Sehenswürdigkeit*. Metz : Lupus R., 1907, 288 p.

KEUNE Johann Baptist. *Geschichtliche Wanderung durch die Stadt Metz und ihre nächste Umgebung*. Metz : 1907, 37 p.

KEUNE Johann Baptist. *Metz und seine Vororte, mit einer Zusammenstellung von Ausfluegen in die nähere und weitere Umgebung, insbesondere auch auf die Schlachtfelder um Metz*. Metz : Lothringer Druckanstalt, 1908, 78 p.

KEUNE Johann Baptist. *Lothringen und seine Hauptstadt*. Metz : Verlag des Lothringer, 1913, 55 p.

LALANCE Jean. *Deux monuments messins de l'époque gallo-romaine : l'aqueduc et l'amphithéâtre*. Metz : Even, 1923, 128 p.

LEFEBVRE Claude, L'aqueduc romain de Gorze à Metz au fil des siècles. *Gorze au fil des siècles*. Metz : Serpenoise, 1993.

## 2. Articles de périodiques

ABEL Charles, Le Sablon. *L'Austrasie*, vol. 6, 1858, p. 105-125.

ABEL Charles, Sur les objets antiques découverts dans la fouille de la rue Mazelle à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 21-24.

ABEL Charles, Trouvailles de la rue de la Garde et rue de la Glacière. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 186.

ABEL Charles, Sur l'amphithéâtre romain de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 7, 1864, p. 30-47.

ABEL Charles, Sur les excavations pratiquées sur les glacis Saint-Thiébault. *B.S.A.H.M.*, vol. 7, 1864, p. 67.

ABEL Charles, Sur les fouilles opérées dans le radier du pont Saint-Georges à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 77.

ABEL Charles, Sur les mortiers romains découverts à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 92-93.

ABEL Charles, Sur des colonnes antiques découvertes à Metz. *B.S.A.H.M*, vol. 13, 1870, p. 78-81.

ABEL Charles, Une explication historique des antiquités trouvées à Merten, *M.S.A.H.M.*, vol. 16, 1885, p. 1-40.

ABEL Charles, La *Dea Icovellauna* et la *Dea Victoria* au Sablon. *M.A.M.*, vol. 21, 1891-1892, p. 201-213.

AUDOY M., Note sur quelques sépultures antiques découvertes dans le terrain du polygone du génie à Metz en 1835. *M.A.M.*, vol. 17, 1835-1836, p. 249-251.

BACH Julien, Études sur les origines de Metz, de Toul et de Verdun. *M. S.A.H.M.*, vol. 4, 1863, p. 141-252.

BACH Julien, Mémoires sur les habitations gauloises et sur les vestiges qu'on en trouve dans les provinces de l'Est. *M. S.A.H.M.*, vol. 8, 1866, p. 83-96.

BAYARD Didier, L'ensemble du grand amphithéâtre de Metz et la sigillée d'Argonne au V^e^ siècle. *Gallia*, vol. 47, 1990, p. 271-301.

BELLARD André, Sur les « *cardo maximus* » et « *decumanus maximus* » de la Metz gallo-romaine. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 21-24.

BELLEVOYE Adrien, Musée de la ville de Metz. Statues et objets archéologiques au musée Migette à l'Hôtel de Ville. *M. S.A.H.M.*, vol. 17, 1887, p. 265-294.

BERGERE P., Note sur un monument antique existant à Metz. *M.A.M.*, vol. 17, 1835-1836, p. 252-253.

BERGTHOL E., Objets de parure trouvés au Sablon. *C.L.*, 1956, p. 64-66.

BIEHLER Jean-Étienne, Découverte d'une mosaïque polychrome, rue Maurice Barrès à Metz. *C.L.*, 2, 1972, p. 35-41.

BIEHLER Jean-Étienne et FRANÇOIS M.-F, Une officine céramique romaine découverte à Metz, dans l'enceinte de la caserne de Lattre de Tassigny. *A.S.H.A.L.*, t. LXXIV, 1974, p. 9-17.

BIEHLER Jean-Étienne et SCHLEMAIRE Gérard, Vestiges romains découverts 4-6, rue du Chanoine Collin à Metz. *A.S.H.A.L.*, t. LXXIV, 1974, p. 9-17.

BIGARD J., Metz (îlot Saint-Jacques) : le mur gallo-romain. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 3-4, 1975, p. 28.

BLOUET Vincent, SEILLY Marie-Paule, THION Pierre, Archéologie du Bâti. Évaluation et gestion du patrimoine. Archéologie du bâti en Lorraine. L'exemple de la ville de Metz. *Les Nouvelles de l'Archéologie*, vol. 53-54, automne-hiver 1993, p. 39-42.

BOUR Roch-Stephan, Die Benediktiner-Abtei St. Arnulf vor den Metzer Stadtmauern. Eine archäologische Untersuchung. *J.G.L.G.A.*, vol. 19, 1907, p. 1-136.

BOUR Roch-Stephan, Die Benediktiner-Abtei St. Arnulf vor den Metzer Stadtmauern. Eine archäologische Untersuchung. *J.G.L.G.A.*, vol. 20, 1908, p. 20-120.

BOUR Roch-Stephan, Anhang über die Gräberfunde. *J.G.L.G.A.*, vol. 26, 1914, p. 488-492.

BOUR Roch-Stephan, Gräberfunde im Metzer Dom. *J.G.L.G.A.*, vol. 29, 1917, p. 235-524.

BOUTEILLER Ernest de, Trouvailles au Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 155.

BOUTEILLER Ernest de, Sur les objets antiques et modernes découverts dans les fouilles de la Citadelle. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 6-8.

BOUTEILLER Ernest de, Fouilles à l'oratoire des Templiers. *B.S.A.H.M.*, vol. 4, 1861, p. 35-46.

BRESSOUD Alain, Metz, un oppidum des Médiomatriques : une connaissance réactualisée. *Archaeologia Mosellana*, vol. 5, 2003, p. 137-144.

BRESSOUD Alain, CABART Hubert, VELDE Bruce, Du verre au plomb bien avant le cristal (XIV$^{e}$ siècle). Une trouvaille lors des fouilles de la colline Sainte-Croix à Metz. *C.L.*, p. 21-32.

BRUNELLA Philippe, HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude et THION Pierre. *Metz. Cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987*. Metz : Direction des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine, G.U.M.R.A., 1988, 80 p.

BURNAND Yves, Un nouveau procurateur originaire de Gaule Romaine ? (Inscription inédite de Metz). *Blesa*, vol. 1, 1993, p. 247-251.

CALDELLI Maria Letizia, La dédicace de l'amphithéâtre de Metz. *M. E.F.R.A.*, vol. 111, 1999, 2, p. 919-925.

CHABERT François-Marie, Origine probable du placement des pierres antiques incrustées dans la pile du moulin du Therme à Metz. *M.A.M.*, vol. 39, 1857-1858, p. 511-514.

CHÂTELAIN V., Le grand amphithéâtre gallo-romain de Metz. *Revue historique de Metz et de la Lorraine Allemande*, vol. 1, 1904, p. 87-89.

CLEMENT Roger, Trouvaille archéologique au Sablon. *C.L.*, 1926, p. 99-100.

CLEMENT Roger, Dons faits aux musées de décembre 1918 au 17 mai 1926. *C.L.*, 1926, p. 136-139.

CLEMENT Roger, Nouvelles acquisitions archéologiques du musée de Metz. *C.L.*, 1931, p. 135-136.

CLEMENT Roger, Fouilles archéologiques et accessions nouvelles au musée lapidaire de Metz. *A. S.H.A.L.*, vol. 33, 1933, p. 437-449.

CLEMENT Roger, Découverte archéologique, rue Neuve-Saint-Louis, à Metz. *C.L.*, 1935, p. 35-36.

CLEMENT Roger, Trouvailles archéologiques à Metz et dans les environs. *A.S.H.A.L.*, t. XLV, 1936, p. 157-172.

CLEMENT Roger, Découvertes faites lors des travaux de construction des nouveaux bâtiments du Musée Central. *C.L.*, 1938, p. 75-76.

CLEMENT Roger, Découvertes gallo-romaines, rue des Murs à Metz, en septembre 1938. *A.S.H.A.L.*, t. XLVII, 1938, p. 207-217.

Abbé COCHET, Observations sur des vases de pierre découverts à Metz. *B.S.A.F.*, 1867, p. 149-150.

COLLARDELLE Michel, LEFEBVRE Claude, L'exemple de Metz. *Monuments historiques, Archéologie et projet urbain*, n° 136, décembre 1984-Janvier 1985, p. 49-54.

COLLOT Gérald, Découverte d'un mur romain chez Mayer Frères, 17 rue des Clercs. *A.S.H.A.L.*, t. LXI, 1961, p. 9-11.

COLLOT Gérald, Découverte de deux autels gallo-romains, rue des Clercs. *A.S.H.A.L.*, t. LXI, 1961, p. 12-14.

COLLOT Gérald, Nouvelles découvertes archéologiques rue des Clercs. *A.S.H.A.L.*, t. LXIII, 1963, p. 15-19.

COLLOT Gérald, Fouilles archéologiques sur le chantier du Parking souterrain de l'Esplanade et rue Poncelet ; fouilles et dégagement des thermes du Carmel en 1963 et 1964. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 41-78.

COLLOT Gérald, La Recherche archéologique à Metz de 1950 à 1966. *B.S.L.E.*, vol. 29, 1966, p. 10.

COLLOT Gérald, Fouilles archéologiques sur le chantier de l'École des Arts appliqués. *A.S.H.A.L.*, t. LXVII-LXVIII, 1967-1968, p. 5-32.

DAVILLE Camille, Communication sur la chaussée romaine de Toul à Metz. *B.A.C.T.H.*, 1924, p. XCIII-XCIV.

DAVILLE Camille, La voie romaine de Toul à Metz. *B.A.C.T.H.*, 1926, p. 27-37.

DAVILLE Camille, Nouvelles recherches sur la voie romaine de Metz à Verdun sur Meuse. *B.A.C.T.H.*, 1930-1931, p. 477-489.

DELESTRE Xavier, Saint-Pierre-aux-Nonnains : une nouvelle datation par l'archéomagnétisme. *C.L.*, 1988, p. 195-198.

DELESTRE Xavier, *Saint-Pierre-aux-Nonnains*, Paris, Imprimerie Nationale, 1992, 68 p.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Metz gallo-romaine à la lumière des découvertes et des recherches récentes. *Bulletin des Antiquités luxembourgeoises*, 1990, p. 237-246.

DEVILLY L., Rapport sur les antiquités découvertes en 1822 à la citadelle de Metz. *M.A.M.*, vol. 4, 1823, p. 72-79.

DOELL Albert, Der Aquadukt von Jouy-aux-Arches und die römische Wasserleitung von Gorze nach Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 16, 1904, p. 293-315.

DOLLINGER-LEONARD Yvette, De la cité romaine à la ville médiévale dans le région de Moselle et de la Haute-Meuse. *Studien zu den Anfängen des europäischen Städtewesens, Vorträge und Forschungen*, vol. 4, 1955-1956, p. 195-226.

DREIDEMY C., FAYE Olivier, GEORGES Murielle, PERICHON Denis et THION Pierre, Des remparts de La Tène à Metz, rue Taison. *C.L.*, 1988, p. 145-152.

DUFRESNE Antoine, Trouvailles au Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 164.

DUFRESNE Antoine, Sur des monnaies trouvées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 10, 1867, p. 180-181.

DUPRIEZ Raymond, Note sur un cimetière gallo-romain découvert au Sablon, près de Metz en 1877. *M.A.M.*, vol. VII, 1877-1878, p. 255-262.

Abbé EMEL, Fouilles de la place Saint-Louis. *B.S.A.H.M.*, vol.2, 1859, p. 127.

FAYE Olivier, GEORGES Murielle, THION Pierre, Des fortifications de La Tène à Metz (Moselle). *Trierer Zeitschrift*, vol. 53, 1990, p. 55-126.

FICHTL Stephan, DELNEFF Hélène, LEFEBVRE Claude, BRUNELLA Philippe, Une nécropole de La Tène moyenne à Metz. *Archaelogia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 359-384.

FICHTL Stephan, PIERREVELCIN Gilles, Nouveaux éléments pour une chronologie de l'oppidum du fossé des Pandours au col de Saverne (Bas-Rhin). *Archaelogia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 417-438.

GENNESON Louis, Le plus ancien édifice religieux de France ? Saint-Pierre-aux-Nonnains à Metz. *P.L.*, 1958, p. 137-150.

GENNESON Louis, Le grand amphithéâtre gallo-romain de Metz. *P.L.*, 1961, p. 1-35.

GEORGES-LEROY Murielle, Un cuvelage en bois du début du II$^{e}$ siècle après J.-C. découvert à Metz, rue Taison (Moselle). Mit einem Beitrag von Neyses M., Bericht zur dendrochronologischen Untersuchung der Brunnenhölzer. *Trierer Zeitschrift*, vol. 54, 1991, p. 107-116.

GRENIER Albert, L'amphithéâtre romain de Metz. *B.S.A.F.*, 1903, p. 256-261.

GRENIER Albert, Une basilique peut-être chrétienne au IV$^{e}$ siècle à Metz. *R.A.E.*, vol. LIV, 1952, p. 116-118.

GUY Christian, Adduction de la source des Bouillons de Gorze alimentant la cite des Médiomatriques : Gorze-Metz via Jouy-aux-Arches. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 3-4, 1965.

GUY Christian, L'aqueduc de Gorze à Metz. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 1, 1970, p. 7-12.

GUY Christian, Adduction de la source des Bouillons de Gorze alimentant la cite des Médiomatriques : Gorze-Metz via Jouy-aux-Arches. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 3-4, 1977, p. 42-47.

HATT Jean-Jacques, Fouilles stratigraphiques à Metz, juin-novembre 1957. *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 35-44.

HATT Jean-Jacques, Fouilles à Mackwiller et à Metz. *C.R.A.I,* 1958, p. 94-101.

HATT Jean-Jacques, Fouilles de Metz, campagne de 1958. *A.S.H.A.L.*, t. LIX, 1959, p. 5-15.

HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains de Metz en 1961. *A.S.H.A.L.*, t. LXI, 1961, p. 15-26.

HATT Jean-Jacques, Les fouilles de la basilique de Metz en 1961. *C.R.A.I.*, 1962, p. 116-123.

HATT Jean-Jacques, Relevé des niveaux antiques sur le chantier du Parking souterrain. *A.S.H.A.L.*, t. LXIV, 1964, p. 77-78.

HATT Jean-Jacques, Rapport sur les vestiges archéologiques mis au jour à Metz dans l'îlot Saint-Jacques. *Association Renaissance du Vieux Metz*, vol. 16, 1974, p. 21-22.

HECKENBENNER Dominique, BRUNELLA Philippe, LEROY Murielle, MILUTINOVIC Milan, THION Pierre et *alii*, Le quartier de l'Arsenal à Metz (Moselle) : topographie urbaine et évolution architecturale durant l'Antiquité. *Gallia*, vol. 49, 1992, p. 9-35.

HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude, Un secteur d'habitat antique rue Dupont des Loges à Metz. *R.A.E.*, vol. 35, 1984, p. 150-158.

HECKENBENNER Dominique et PERICHON Denis, Peintures murales de la rue Marchant à Metz, *Pictores per provincias*. *Cahier d'archéologie romande*, vol. 43, p. 181-185.

HECKENBENNER Dominique, THION Pierre, Fouille archéologique de l'Arsenal Ney à Metz. *C.L.*, 1986, p. 337-352.

HETTNER Felix et LAMPRECHT Karl, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1882, p. 11.

HETTNER Felix et LAMPRECHT Karl, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1886, p. 111.

HETTNER Felix et LAMPRECHT Karl, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1889, p. 242-243.

HOFFMANN Otto, Die Bagaudensäule von Merten im Museum von Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 1, 1888-1889, p. 14-39.

HOFFMANN Otto, Broncestatuette der Athena Promachos im Museum von Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 1, 1888-1889, p. 266-268.

HOFFMANN Otto, Neue Funde. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1890, p. 241.

HOFFMANN Otto, Die Kleinaltertümer des römisch-mittelalterlichen Museums der Stadt Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 4, 1892, p. 186-218.

HOFFMANN Otto, Die Kleinaltertümer des römisch-mittelalterlichen Museums der Stadt Metz (Fortsetzung). *J.G.L.G.A.*, vol. 5, 1893, p. 172-187.

ISMEUR, Trouvailles du Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 15-18.

ISMEUR, Trouvailles au Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 24.

JACOB Victor, L'aqueduc romain de Gorze à Metz. *L'Austrasie*, vol. 2, 1854, p. 19-31, 65-75.

JACQUES R.-C., Statuette d'Isis trouvée près de Metz. *R.A.E.*, 1955, p. 143-145.

JOLIN René, Implantation des vestiges romains retrouvés aux environs de la cathédrale de Metz au XVIII$^{e}$ siècle. *A.S.H.A.L.*, t. LXXV, 1975, p. 31-43.

JOLIN René, Vestiges romains entre la rue des Clercs et Nexirue à Metz. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVII, 1977, p. 17-25.

JOLIN René, Un théâtre romain à Metz. *C.L.*, 1979, p. 33-36.

JOLIN René, Quelques faits nouveaux sur l'aqueduc romain de Gorze à Metz. *C.L.*, 1981, p. 69-82.

JOLIN René, Les thermes Saint-Jacques à Metz. *C.L.*, 1982, p. 266-276.

JOLIN René, Les thermes de la ville haute à Metz. *C.L.*, 1983, p. 229-235.

JOLIN René, Interprétation de vestiges romains retrouvés au voisinage de la Place Saint-Jacques à Metz. *C.L.*, 1985, p. 109-117.

KEKULE Reinhard, *Victoria* aus Sablon bei Metz. *Westdeutsche Zeitschrift*, vol. 1, 1882, p. 291-296.

KEUNE Johann Baptist, Die Inschrift des Metzer Museums. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1890, p. 16.

KEUNE Johann Baptist, Römischer Grabfund in Sablon (bei Sablon). *J.G.L.G.A.*, vol. 6, 1894, p. 327.

KEUNE Johann Baptist, Römisches Gräberfeld zu Sablon. *J.G.L.G.A.*, vol. 7, 1895, p. 195.

KEUNE Johann Baptist, Die keltischen Göttersteine des Altertumsmuseums der Stadt Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 8, 1896, p. 56-61.

KEUNE Johann Baptist, Fälschungen Römischer Inschriften zu Metz und die neuesten Funde in der Trinitarierstrasse. *J.G.L.G.A.*, vol. 8, 1896, p. 1-118.

KEUNE Johann Baptist, Römisches Begräbnisfeld auf der Osteite von Metz. Aufdeckung römischer Altertümer bei Festungsbauten in der Jahren 1677 und 1678. *J.G.L.G.A.*, vol. 8, 1896, p. 66-73.

KEUNE Johann Baptist, Gallo-römische Kultur in Lothringen und den benachbarten Gegenden. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 155-201.

KEUNE Johann Baptist, Zur Geschichte von Metz in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 10, 1898, p. 1-71.

KEUNE Johann Baptist, Bericht über die Erwerbungen des städtischen Museums. *J.G.L.G.A.*, vol. 11, 1899, p. 374-386.

KEUNE Johann Baptist, Bericht über die Erwerbungen des Museums der Stadt Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 12, 1900, p. 346-416.

KEUNE Johann Baptist, Einige neueste Funde aus der Nähe von Metz und aus Diedenhofen (Vorläufiger Bericht). *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 476-478.

KEUNE Johann Baptist, Sablon in römischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 324-460.

KEUNE Johann Baptist, Inschriftsockel von der Citadelle zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 479.

KEUNE Johann Baptist, Gemälde bayerischer Herkunft im Museum der Stadt Metz. *Oberbayerisches Archiv für vaterländische Geschichte*, vol. 65, 1903, p. 232-234.

KEUNE Johann Baptist, Altertumsfunde aus Sablon. *J.G.L.G.A.*, vol. 16, 1904, p. 316-385.

KEUNE Johann Baptist, Aus einem Bericht über Altertumsfunde in Metz und Lothringen. *J.G.L.G.A.*, vol. 16, 1904, p. 477-482.

KEUNE Johann Baptist, Über die im südlichen Vorgelände von Metz gemachten neuesten Funde. *J.G.L.G.A.*, vol. 16, 1904, p. 483.

KEUNE Johann Baptist, Die Fundstücke aus dem Bauerngehöft römischer Zeit bei Urville. *J.G.L.G.A.*, vol. 18, 1906, p. 436-449.

KEUNE Johann Baptist, Bronzezeitlicher Fund aus Urville. *J.G.L.G.A.*, vol. 18, 1906, p. 538-541.

KEUNE Johann Baptist, Sablon in römischer Zeit. *Jahresbericht des Vereins für Erdkunde zu Metz*, t. XXVI, 1909, 99 p.

KEUNE Johann Baptist, Altertumsfunde in Lothringen. Erwerbungen des Museums der Statdt Metz von 1905-1910. *J.G.L.G.A.*, vol. 21, 1910, p. 487-537.

KEUNE Johann Baptist, Gusseiserne Herd- und Ofenplatten im Museum zu Metz. *Elsass-Lothringisches Jahrbuch*, vol. 7, 1928, p. 145-157.

KEUNE Johan-Baptist, Die römische Volksgemeinde der Metzer (*Civitas Mediomatricorum*). *Elsass-Lothringisches Jahrbuch*, vol. 8, 1929.

KEUNE Johann Baptist, WOLFRAM Georg. Trouvailles archéologiques. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 319-342.

KILL René, BRUNELLA Philippe et BLAISING Jean-Marie, Un puits à signes lapidaires rue Winston Churchill, à Metz. *C.L.*, 1992, p. 21-28.

KNITTERSCHEID Emil, Gräberfunde bei Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 13, 1901, p. 363-365.

KNITTERSCHEID Emil, Die Abteikirche St. Peter auf der Citadelle in Metz, ein Bau aus merovingischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 97-111.

KNITTERSCHEID Emil, Die Abteikirche St. Peter auf der Citadelle in Metz, ein Bau aus merovingischer Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 10, 1898, p. 120-152.

KUHNLE Gertrud, BAUDOUX Juliette, WATON Marie-Dominique, La mutation et le rôle du camp légionnaire de Strasbourg dans l'Antiquité. *R.A.E.*, supp. 30, 2011, p. 83-108.

LALANCE Jean, Les enceintes antiques de Metz. *B.A.C.T.H.*, 1920, p. 183-189.

LALANCE Jean, La première enceinte de Metz et la borne milliaire du musée lorrain de Nancy. *R.H.L.*, 1926, p. 128-131.

LEDAIN Alfred, Notice sur quelques découvertes archéologiques récentes. *M.A.M.*, vol. 50, 1868-1869, p. 513-542.

LEFEBVRE Claude, Les activités archéologiques du groupe universitaire messin de recherches archéologiques 1978-1980. *C.L.*, 1980, p. 117-119.

LEFEBVRE Claude, L'aqueduc de Gorze à Metz, état de la recherche. *C.L.*, 1985, p. 21-52.

LEFEBVRE Claude, Archéologie dans l'église Saint-Livier à Metz. *Blesa*, vol. 1, 1993, p. 295-311.

LORRAIN Charles, Sur une tombe romaine découverte à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 68-70.

LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 8, 1865, p. 93-97.

LORRAIN Charles, Notice sur les fouilles exécutées depuis le mois de juin jusqu'au mois de novembre 1865 dans les rues des Prisons Militaires, du Four-du-Cloître, Mazelle et de Saint-Charles. *M. S.A.H.M.*, vol. 7, 1865, p. 265-281.

LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 9, 1866, p. 13-19, 47-51, 78-82, 109-113, 136-142, 151-160.

LORRAIN Charles, Sur une inscription romaine du Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 9, 1866, p. 104-105.

LORRAIN Charles, Sur deux tombes gallo-romaines de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 9, 1866, p. 113-115.

LORRAIN Charles, Sur une inscription romaine trouvée à Metz en 1724. *B.S.A.H.M.*, vol. 10, 1867, pp. 18-23.

LORRAIN Charles, Sur des mortiers romains découverts à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 10, 1867, p. 52-53.

LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 10, 1867, p. 65-71, 87-90, 134-140, 157-162, 181, 203-210.

LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 11, 1868, p. 84-87, 155-168.

LORRAIN Charles, Sur une colonnette gallo-romaine, déposée au musée de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 12, 1869, p. 78-79.

LORRAIN Charles, Sur une sépulture trouvée au Sablon et un tiers sou d'or trouvé à Scy. *B.S.A.H.M.*, vol. 13, 1870, p. 44-45.

LORRAIN Charles, Sur les fouilles exécutées à Metz en 1869 et 1870. *B.S.A.H.M.*, vol. 15, 1872, p. 53-60, 63-70.

LORRAIN Charles, Les mortiers en pierre du Musée de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 16, 1873-1874, p. 72-73.

LORRAIN Charles, Musée de la ville de Metz. *M. S.A.H.M.*, vol. 13, 1874, p. 1-104.

MARQUE Paul, Découverte fortuite d'un petit cimetière gallo-romain à Montigny. *C.L.*, 1971, p. 65-70.

Paul MARQUE, Les accès sud de Metz gallo-romain. *A.S.H.A.L.*, t. LXII, 1972, p. 15-26.

MIGETTE Auguste, Une trouvaille d'antiquités romaines au Sablon. *B.S.A.H.M.*, vol. 15, 1873-1874, p. 18.

MÖLLER Fritz, Ein Fund römischer Altertümer an der Lünette d'Arçon bei Metz. *Jahresbericht des Vereins für Erkunde zu Metz*, vol. 3, 1880, p. 114-136.

MÖLLER Fritz, Fundberichte. Metz, Tetingen. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, vol. 1, 1882, pp. 1-2.

MÖLLER Fritz, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, vol. 1, 1882, p. 18.

MÖLLER Fritz, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, vol. 1, 1882, p. 24-30.

MÖLLER Fritz, Ein *Nymphaeum* in Sablon bei Metz. *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte*, vol. 2, 1883, p. 249-287.

MÖLLER Fritz, Fundberichte. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1883, p. 45.

MÖLLER Fritz, Zu dem Denarfund von Metz. *Westdeutschen Zeitschrift*, vol. 3, 1884, p. 129-135.

MÖLLER Fritz, *Miscellanae*. Zu römischen Grabinschriften in Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1884, p. 29-31.

MÖLLER Fritz, Neue Fund. Metz. *Korrespondenzblatt der Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1884, p. 81.

MORIN D., La mosaïque de la place Coislin à Metz. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, vol. 1, 1970, p.1-3.

MORIN D., Vestiges d'un habitat du I$^{er}$ siècle en bordure de la sablière de Blory-lès-Metz. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, vol. 7, 1970, p. 220-222.

NOWAKOWSKI Francis. *Catalogue des photographies archéologiques du musée de Metz*. Metz : Université de Metz, Centre de recherche Histoire et civilisation (Sources et documents. Série Histoire régionale antique), vol. 2, 1996, 222 p.

PETRE, Sur le cloaque romain découvert à Metz, rue des Bons-Enfants. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 13-14.

PROST Auguste, Dégagement de la cathédrale de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 181.

PROST Auguste, Vases de pierre trouvés à Metz. *B.S.A.F.*, 1866, p. 153.

PROST Auguste, Sur un hypocauste antique trouvé à Metz, dans la rue aux Ours. *B.S.A.H.M.*, vol. 11, 1868, p. 87-91.

PROST Auguste, Sur l'ancien pont découvert récemment entre le pont des Morts et le Pontiffroy. *B.S.A.H.M.*, vol. 11, 1868, p. 115-117.

PROST Auguste, Les fouilles de Metz en 1875. *M.A.M.*, vol. 57, 1875-1876, p. 373-396.

PROST Auguste, Découverte, en 1874 et en 1875, à Metz, d'objets divers de terre cuite de l'époque gallo-romaine. *M. S.A.H.M.*, vol. 15, 1879, p. 161-196.

PROST Auguste, Note sur deux monuments dédiés, l'un au dieu Cissonius, l'autre à la déesse Mogontia. *M. S.A.F.*, vol. 1, 1880, p. 1-21.

PROST Auguste, Découvertes d'antiquités romaines faites autour de Metz. *B.S.A.F.*, 1882, p. 247-248.

PROST Auguste, Découverte au Sablon, près de Metz, d'un édifice romain et de deux inscriptions sur plaques de bronze. *B.S.A.F.*, 1882, p. 276-278.

PROST Auguste, La cathédrale de Metz, étude sur ses édifices et sur ceux qui les ont précédés ou accompagnés depuis le V$^{e}$ siècle. *M. S.A.H.M.*, vol. 16, 1885, p. 216-698.

PROST Auguste, Les deux monuments de Merten et de Heddernheim. *M. S.A.H.M.*, vol. 17, 1887, p. 171-197.

QUINTARD Léopold, Visite aux fouilles de l'amphithéâtre de Metz. *B.M.S.A.L.*, vol. 52, 1903, p. 139-141.

REUSCH Wilhelm, Frankische Funde aus lothringischem Boden. Bericht über den gegenwärtigen Stand der frühgeschichtlichen Spatenforschung in Lothringen. *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*, 1943, vol. 5, p. 39-58.

REUSCH Wilhelm, Die St. Peter-Basilika auf der Zitadelle in Metz. Neue Untersuchungen und Ausgrabungen des Landesdenkmalamtes Metz im Jahre 1942. *Germania*, vol. 27, 1943, p. 79-92.

ROUSSEAU A., Chronique archéologique. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 31-32, 54-58, 61-63.

RENAISSANCE DU VIEUX METZ, Fouilles romaines au Pontiffroy. *Renaissance du Vieux Metz*, vol. 18, janvier 1975, p. 43-44.

SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1973. Cave S. 1. *A.S.H.A.L.*, t. LXXIV, 1974, p. 19-27.

SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1974. Bâtiments S. 2 et S. 3. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVI, 1976, p. 37-59.

SCHLEMAIRE Gérard, Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1976. Sites S. 4 à S. 11. *A.S.H.A.L.*, t. LXXVIII, 1978, p. 41-63.

SCHRAMM Erwin, WOLFRAM Georg et KEUNE Johann Baptist, Das grosse römische Amphitheater zu Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 340-430.

SIMON Victor, Note sur quelques antiquités trouvées à Metz. *M.A.M.*, vol. 15, 1834-1835, p. 427-435.

SIMON Victor, Notice sur les matériaux employés à Metz dans les temps antiques, tant pour la construction que pour la décoration des monuments. *M.A.M.*, vol. 20, 1838-1839, p. 265-275.

SIMON Victor, Notice sur quelques antiquités trouvées à Metz et dans ses environs. *M.A.M.*, vol. 20, 1838-1839, p. 276-299.

SIMON Victor, Notice archéologique sur Metz et ses environs. *M.A.M.*, vol. 22, 1840-1841, p. 145-163.

SIMON Victor, Notice sur l'aqueduc romain qui conduisait les eaux de Gorze à Metz. *M.A.M.*, vol. 23, 1841-1842, p. 131-136.

SIMON Victor, Notice archéologique notamment sur Metz et ses environs. *M.A.M.*, vol. 23, 1841-1842, p. 137-156.

SIMON Victor, Notice archéologique sur Metz et ses environs. *M.A.M.*, vol. 24, 1842-1843, p. 337-355.

SIMON Victor, Notice archéologique sur Metz et ses environs. *M.A.M.*, vol. 25, 1843-1844, p. 285-293.

SIMON Victor, Notice sur le Sablon près de Metz et sur les sépultures qui y ont été découvertes. *M.A.M.*, vol. 30, 1848-1849, p. 46-60.

SIMON Victor, Notice archéologique sur Metz et ses environs. *M.A.M.*, vol. 33, 1851-1852, p. 214-230.

SIMON Victor, Notice archéologique sur Metz et ses environs. *M.A.M.*, vol. 36, 1854-1855, p. 561-581.

SIMON Victor, Notice sur les sépultures découvertes au Sablon près de Metz. *M.A.M.*, vol. 37, 1855-1856, p. 259-265.

SIMON Victor, Notice sur un monument antique élevé au dieu *Proxsumus*. *M.A.M.*, vol. 39, 1857-1858, p. 396.

SIMON Victor, Rapport sur un mémoire de M. Klein lequel a pour titre *Inscriptiones Mediomatricorum nonnulae*. *M.A.M.*, vol. 39, 1857-1858, p. 371-375.

SIMON Victor, Rapport sur l'Académie impériale de Metz au nom de la commission chargée de surveiller les fouilles faites au Sablon par M. Ismeur. *M.A.M.*, vol. 39, 1857-1858, p. 401-405.

SIMON Victor, Matériaux romains de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 70-74.

SIMON Victor, Notice sur des antiquités découvertes à Metz et dans ses environs. *M.A.M.*, vol. 41, 1859-1860, p. 403-412.

SIMON Victor, Notice sur deux inscriptions antiques découvertes à Metz. *M.A.M.*, vol. 41, 1859-1860, p. 397-401.

SIMON Victor, Sur des inscriptions romaines découvertes à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 161-163.

SIMON Victor, Sur la porte antique de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 207-208.

SIMON Victor, Sur une inscription romaine découverte à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 7, 1864, p. 87.

SIMON Victor et SOLEIROL Joseph-François, « Antiquités de la Rue du Grand-Cerf », dans *B.S.A.H.M.*, II, 1859, p. 207.

SOLEIROL Joseph-François, Un monument de *Divodurum*. *M.A.M.*, vol. 40, 1858-1859, p. 291-300.

STEMMERMANN Paul-Hans, Vorgeschichte in Lothringen. *Westmärkische Abhandlungen zur Landes und Volksforschung*, 1941, vol. 4, p. 105-125.

SCHAAFFENHAUSEN, Drei Schädel aus Römergrabern bei Metz. *Jahresbericht des Vereins für Erkunde zu Metz*, vol. 3, 1880, p. 136-160.

SCHRAMM Erwin, Die Keller des Metzer Bischofpalastes. Die Reste einer Römerbrücke bei Magny. *J.G.L.G.A.*, vol. 15, 1903, p. 483.

THION Pierre, FAYE Olivier, GEORGES-LEROY Murielle, DREIDEMY C. et PERICHON Denis, Les fortifications gauloises de Metz (Moselle). *Annales de l'Est*, vol. 53, 2, 2003, p. 7-34.

TICHEUR M., Découvertes de la *Place Coislin* à Metz, stratigraphie et mosaïque. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 3-4, 1970, p. 80.

TICHEUR M., Découvertes de la Place Coislin à Metz, stratigraphie et mosaïque. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 5, 1970, p. 114-117.

VERDEL Éric, Fouille de sauvetage de l'Espace Serpenoise à Metz. *C.L.*, 1986, p. 353-362.

VEYNANT, Musée archéologique de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 25.

VEYNANT, Trouvailles à l'abbaye Saint-Vincent. *B.S.A.H.M.*, vol. 3, 1860, p. 102.

WATON Marie-Dominique, Metz : Pontiffroy (Moselle). Sauvetage 1983-85. *R.A.E.*, vol. 37, 1986, p. 75-98.

WATON Marie-Dominique, Céramiques gallo-belges et fumigée au Pontiffroy à Metz. *R.A.E.*, vol. 38, 1987, p. 223-236.

WEISSE N., Metz (Devant-les-Ponts), pierres sculptées représentant des divinités gauloises. *Fiche d'information de l'A.A.A.M.*, n° 1-2, 1973, p. 368.

WEYAND, Sur les objets antiques et modernes trouvés dans les fondations de l'ancien hôtel Fabert à Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 1, 1858, p. 29-30.

WOLFRAM Georg, Ausgrabungen vor der Kirche St-Livier in Metz. *J.G.L.G.A.*, vol. 3, 1891, p. 418.

WOLFRAM Georg, Römerstrasse nach Scarpona. *J.G.L.G.A.*, vol. 4, 1892, p. 240-250.

WOLFRAM Georg, Die römische Ausdehnung von Metz zu römischer und frühmittelalterlicher Zeit. *J.G.L.G.A.*, vol. 9, 1897, p. 124-154.

WOLFRAM Georg, Vorläufiger Bericht über die Aufdeckung der römischen Mauer zwischen Höllenturm und Römerthor. *J.G.L.G.A.*, vol. 13, 1901, p. 348-355.

## 3. Colloques

BLOUET Vincent, BRUNELLA Philippe, HECKENBENNER Dominique, LEFEBVRE Claude, LEGENDRE Jean-Pierre, OLIVIER Laurent, WATON Marie-Dominique, La Lorraine. *Architectures de terre et de bois. L'habitat prive des provinces occidentales du monde romain. Antécédents et prolongements : protohistoire, Moyen Age et quelques expériences contemporaines*, Actes du Congrès archéologique de Gaule méridionale de Lyon, 2-6 novembre 1983, éd. par LASFARGUE Jacques. Paris : M.S.H., D.A.F., 2, 1985, pp. 103-112.

BRUNELLA Philippe, COISPINE Jean-Marie, HECKENBENNER Dominique, WATON Marie-Dominique, La céramique dite gallo-belge à Eincheville-le-Tenig et à Metz. *S. F.E.C.A.G.*, Actes du Congrès de Reims, 1985, p. 15-20.

BURNAND Yves, COLLOT Gérald, Metz, archéologie urbaine. Actes du colloque international de Tours, 17-20 novembre 1980, Paris : 1982, p. 559-563.

BURNAND Yves, Les sévirs augustaux messins donateurs de l'aqueduc de Gorze à Metz (C.I.L. XIII, 4325). *Les aqueducs de la Gaule romaine et des régions voisines*, Actes du colloque du Centre de recherches A Piganiol, mai 1996, éd. par BEDON Robert, Paris : Université de Limoges, Pulim, Caesarodunum, vol. 31, 1999, p. 559-563.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, L'atelier de sigillée de Metz, le témoignage des estampilles. Actes de l'Association interuniversitaire de l'Est, 1986, Mulhouse : 1987, p. 67-77.

DERU Xavier, FELLER Marc, Horizons chronologiques de la céramique de l'Haut-Empire dans le quartier du Pontiffroy à Metz (Moselle). *S. F.E.C.A.G.*, Actes du Congrès de Marseille, 1996, p. 433-458.

FREIGANG Y., Les stèles funéraires de Metz, îlot Saint-Jacques : une nouvelle approche de la datation de la sculpture en pays mosellan. *La sculpture d'époque romaine dans le Nord, dans l'Est des Gaules et dans les régions avoisinantes, acquis et problématiques actuelles*, Actes du colloque international de Besançon, 12 au 14 mars 1998, éd. par WALTER Hélène, 2000, p. 123-128.

HECKENBENNER Dominique, THION Pierre, L'habitat urbain dans une ville de Gaule Belgique à l'époque claudienne : le cas de Metz. *Claude de Lyon, empereur romain*. Actes du colloque Paris-Nancy-Lyon, Novembre 1992/éd. pat BURNAND Yves, LE BOHEC Yvan, MARTIN Jean-Pierre, Paris : Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998, p. 497-502.

LEFEBVRE Claude, Le développement topographique d'une ville de Gaule Belgique à l'époque Claudienne : l'exemple de Metz. *Claude de Lyon, empereur romain*. Actes du colloque Paris-Nancy-Lyon, Novembre 1992/éd. pat BURNAND Yves, LE BOHEC Yvan, MARTIN Jean-Pierre, Paris : Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1998, p. 487-495.

LEFEBVRE Claude, L'aqueduc de Metz. *Les aqueducs de la Gaule romaine et des régions voisines*, Actes du colloque du Centre de recherches A Piganiol, mai 1996, éd. par BEDON Robert, Paris : Université de Limoges, Pulim, Caesarodunum, vol. 31, 1999, p. 405-439.

LEFEBVRE Claude, WAGNER Pierre-Edouard, Metz antique. Remarques sur la connaissance de l'organisation spatiale. *Les villes de la Gaule Belgique du Haut Empire*, Actes du colloque de Saint-Riquier, 22-24 octobre 1982, Revue archéologique de Picardie, 1984, n ° 3-4, p. 149-169.

## 4. Chroniques

BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 24, 2, 1966, Metz, p. 290-294.

BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 26, 2, 1968, Metz, p. 387-388.

BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 28, 2, 1970, Metz, p. 300.

BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 30, 2, 1972, Metz, p. 364-366.

BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 32, 2, 1974, Metz, p. 353-356.

BILLORET René, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 34, 2, 1976, Metz, p. 362-367.

BURNAND Yves, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 36, 2, 1978, Metz, p. 326-327.

BURNAND Yves, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 38, 2, 1980, Metz, p. 408-409.

BURNAND Yves, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 40, 2, 1982, Metz, p. 323-326.

BURNAND Yves, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 42, 2, 1984, Metz, p. 339-344.

BUZZI Pierre, Metz, rue Boucherie Saint-Georges (Moselle). *Archéologie Médiévale*, vol. 13, 1990, p. 74.

DELORT Émile, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 12, 2, 1954, Metz, p. 477.

GEORGES Murielle, Metz (Moselle), résidences du Jardin du Mail. Tranche III (quartier du Pontiffroy). *Archéologie Médiévale*, 1989, p. 367-368.

HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 16, 2, 1958, Metz, p. 323-329.

HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 18, 2, 1960, Metz, p. 213-220.

HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 20, 2, 1962, Metz, p. 492-496.

HATT Jean-Jacques, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 22, 2, 1964, Metz, p. 347-351.

HENROTAY Denis, Metz (Moselle) : Îlot de la Visitation. *Archéologie médiévale*, 1993, p. 334-336.

HENROTAY Denis, Metz (Moselle) : 9, rue des Murs. *Archéologie médiévale*, 1994, p. 397-398.

MASSY Jean-Luc, Informations archéologiques. *Gallia*, vol. 44, 2, 1986, Metz, p. 297-301.

SEILLY Marie-Paule, Metz (Moselle) : 9, rue de la Fontaine. *Archéologie médiévale*, 1992, p. 419.

SEILLY Marie-Paule, Metz (Moselle) : 10, rue des Huiliers – 11, rue de la Fontaine. *Archéologie médiévale*, 1994, p. 398-399.

SEILLY Marie-Paule, Metz (Moselle) : 1, rue des Piques. *Archéologie médiévale*, 1995, p. 209.

VAN TORHOUDT Éric, Metz (Moselle) : 1, rue des Murs. *Archéologie médiévale*, 1991, p. 283-284.

## 5. Catalogues d'exposition

ADRIAN Anne, AYACHE Laïla, KAZEK Kevin et *alii*. *Metz, La Cour d'Or : Visages d'un musée*, Paris : Chêne, 2011, 142 p.

BRUNELLA Philippe, La nécropole de la fin de l'âge du Fer sur le site des résidences Sainte-Croix à Metz (Moselle). *L'âge du Fer en Lorraine*, Sarreguemines : Musée de Sarreguemines, 1987, p. 60-72.

BRUNELLA Philippe, LEFEBVRE Claude, THION Pierre et WAGNER Pierre-Edouard, Metz-Divodurum. *La Lorraine antique. Villes et villages. 30 ans d'archéologie*. Metz : Musées de Metz, 1990, p. 169-171.

BRUNELLA Philippe, LEFEBVRE Claude, THION Pierre et WAGNER Pierre-Edouard, Metz antique. *La Lorraine antique. Villes et villages. 30 ans d'archéologie*. Metz : Musées de Metz, 1990, p. 164-168.

COLLOT Gérald, *Musée archéologique de Metz. La civilisation gallo-romaine dans la cité des Médiomatriques*, 2 vol., 1964.

COLLOT Gérald, Metz romaine. *La civilisation romaine de la Moselle à la Sarre. Vestiges romains en Lorraine, au Luxembourg, dans la région de Trèves et en Sarre*, 1983, p. 46-49.

DOMMANGET, Catalogue du musée archéologique de Metz. *B.S.A.H.M.*, vol. 2, 1859, p. 41.

DUPOND Renata, *Metz. Place de la République. 2000 ans d'histoire. Recherches et fouilles archéologiques*. Metz : Serpenoise, 2010, 80 p.

GOEDERT Valérie, THOMAS Valérie et THION Pierre. *Metz médiéval : mises au jour, mise à jour*, Metz : Serpenoise, 1996, 175 p.

HOFFMANN Otto, *Der Steinsaal des Metzer Altertums-Museum*, Metz : Lang, 1889, 116 p.

KEUNE Johann Baptist. *Bericht über die Geschäftsjahre 1902 und 1903 Museum der Stadt Metz*. Trèves : 1904, 32 p.

KEUNE Johann Baptist. *Museum der Stadt Metz. Bericht über die Sammlungen für das Rechnungsjahr 1907*. Metz : Lang frères, 1909, 16 p.

KEUNE Johann Baptist. *Museum der Stadt Metz*. Metz : Lang frères, 1910, 7 p.

LEFEBVRE Claude, L'aqueduc de Gorze à Metz. *La Lorraine antique. Villes et villages. 30 ans d'archéologie*. Metz : Musées de Metz, 1990, p. 37-39.

LORRAIN Charles, Catalogue de la galerie archéologique, 1874.

THION Pierre, VERDEL Éric, Un atelier dans un chef-lieu urbain : Metz (Moselle), rue Mabille. *La Lorraine antique. Villes et Villages. 30 ans d'archéologie*, Metz : Musées de Metz, 1990, p. 110-111.

### 6. Bilans Scientifiques Régionaux

Bilan scientifique de la région Lorraine 1991, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1992, 84 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1992, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1993, 115 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1993, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1994, 123 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1994, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1995, 149 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1995, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1997, 151 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1996, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1998, 139 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1997, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 1999, 148 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1998, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2001, 153 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 1999, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2003, 156 p.

Bilan scientifique de la région Lorraine 2000, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication.

Bilan scientifique de la région Lorraine 2001, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2007, 194 p.

### *C. Historiographie régionale*

#### 1. Ouvrages

AMES Gerhard, Die Affäre Keune. Ein « deutscher » Museumsdirektor im annektierten Metz. *Grenzenlos. Lebenswelten in der deutsch-französichen Region an Saar und Mosel seit 1840*, Historisches Museum Saar, 1998, p. 374-398.

AVANZATO Gaëtan. *Raymond Mondon. Maire de Metz et Ministre de la nouvelle société*. Metz, Serpenoise, 2000, 336 p.

BARDIES Isabelle, Les Musées de Metz entre 1940 et 1944. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 115-118.

BARDIES Isabelle, Le "Professor" Keune. Conservateur allemand dans la guerre. *De la frontière au front. Un point de vue allemand. Campagnes photographiques 1914/1917*. Metz : Musées de la Cour d'Or, 2003, p. 14-21.

BARDIES-FRONTY Isabelle, La Lorraine annexée ou les ambiguïtés d'une politique patrimoniale. *L'archéologie nationale-socialiste dans les pays occupés à l'ouest du Reich*, éd. par LEGENDRE Jean-Pierre, OLIVIER Laurent, SCHNITZLER Bernadette, Gollion, 2007, p. 203-215.

BERRAR Jean-Claude. *Metz défigurée dans les années 60-70*. Metz, Serpenoise, 2011, 168 p.

BLOUET Vincent, Le développement de l'archéologie préventive en Lorraine. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul, LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 200-209.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Patrimoine archéologique et société savante. L'exemple de la société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. *Patrimoine et culture en Lorraine*, éd. par LE MOIGNE François-Yves, Metz : Serpenoise, 1980, p. 15-29.

DESMARS Bernard, *Félix Maréchal (1798-1871). Médecin et Maire de Metz*. Metz, Serpenoise, 2011, 264 p.

DEVINOY Nadia, Dix ans d'archéologie urbaine à Metz. Évolution de la conception de la conservation du patrimoine urbain. *Blesa*, vol. 1, 1993, p. 279-282.

LEGENDRE Jean-Pierre, Les fouilles de la nécropole mérovingienne d'Ennery (1941) : *Dichtung und Wahrheit* (fiction et réalité) », *L'archéologie nationale-socialiste dans les pays occupés à l'ouest du Reich*, éd. par LEGENDRE Jean-Pierre, OLIVIER Laurent, SCHNITZLER Bernadette, Gollion, 2007, p. 217-230.

LEGENDRE Jean-Pierre, Un musée nazi en Lorraine annexée. Le *Festungsmuseum* de Metz (1943-1944), *Des musées au-dessus de tout soupçon*, éd. par André GOB, Paris, A. Colin, 2007, p. 238-247.

LEGENDRE Jean-Pierre, Archéologues et historiens de l'art au service du nazisme. L'exemple de la Moselle annexée au Troisième Reich (1940-1944). *Écrire le passé. La fabrique de la préhistoire et de l'histoire à travers les siècles*, éd. par BEAUNE Sophie A. de, Paris, C.N.R.S., 2010, p. 165-179.

SCHNITZLER Bernadette, LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 19-45.

SCHNITZLER Bernadette, BARDIES Isabelle, LEGENDRE Jean-Pierre, D'importantes expositions de propagandes. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*. Metz : Serpenoise, 2001, p. 104-114.

TRAPP Julien, À la découverte de l'Antiquité. Regard sur les vestiges gallo-romains mis au jour à Metz au XVIII$^{e}$ siècle. *Metz et les Trois-Évêchés au temps de Belle-Isle*, éd. par HOCH Philippe, 2012 (à paraître).

WILMOUTH Philippe, La Moselle annexée de fait (1940-1945). *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*, Metz : Serpenoise, 2001, p. 11-17.

## 2. Congrès

LEGENDRE Jean-Pierre, L'archéologie, auxiliaire de la propagande nazie en Moselle annexée (1940-1944). *L'archéologie, instrument du politique. Archéologie, histoire des mentalités et construction européenne*, Actes du colloque de Luxembourg, 16-18 novembre 2005, Dijon : CRDP de Bourgogne, Glux-en-Glenne, Bibracte, Centre archéologique européen, 2006.

THION Pierre, Metz. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 25-28.

### 3. Articles de périodiques

BLOUET Vincent, SEILLY Marie-Paule et THION Pierre, Gestion du Patrimoine archéologique : une politique au service de la recherche. Présentation de l'expérience Lorraine. *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 43, printemps 1991, p. 5-9.

BLOUET Vincent, SEILLY Marie-Paule et THION Pierre, Carte archéologique et gestion prévisionnelle du Patrimoine. *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 45, automne 1991, p. 17-18.

BURNAND Yves, Les institutions culturelles régionales V. La direction des Antiquités historiques de Lorraine. *C.L.*, 1981, p. 1-4.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Vitalité de l'archéologie lorraine. *C.L.*, 1977, p. 97-98.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Des vestiges et des hommes : un siècle d'archéologie mosellane au sein de la S.H.A.L. *C.L.*, n° 4, septembre-décembre 1990, p. 237-246.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, La S.H.A.L. en 1992. *C.L.*, 1992, p. 1-2.

HIEGEL Henri, A la mémoire de l'archéologue Émile Linckenheld. *C.L.*, 1976, p. 125-126.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Les Médiomatriques et leur *civitas* au miroir de l'archéologie mosellane (1871-1918). *C.L.*, 1/2, juin 2009, p. 6-21.

DEVINOY Nadia, Dix ans d'archéologie urbaine à Metz : évolution de la conception de la conservation du patrimoine urbain. *M.A.M.*, 1993, p. 91-95.

HIEGEL Henri, La germanisation et la nazification de la vie culturelle du département de la Moselle sous l'occupation allemande de 1940 à 1944. *M.A.M.*, 1984, p. 84-96.

JACQUEMOT Stéphanie, La carte archéologique de la Lorraine, rapport d'activités. 1985-1986. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 43-50.

LEFEBVRE Claude, Peut-on encore faire des fouilles archéologiques aujourd'hui ? *C.L.*, 1, p. 2-6.

LEGENDRE Jean-Pierre, L'organisation et le fonctionnement de l'archéologie en Moselle pendant la Seconde Annexion (1940-1944) : le *Landesdenkmalamt Metz* et l'*Abteilung vor- und frühgeschichte*. *Archaeologia Mosellana*, vol. 6, 2005, p. 439-487.

LE MOIGNE François-Yves, Autour d'un cent-cinquantenaire, la renaissance de l'Académie de Metz. *C.L.*, 1969, p. 99-123.

LE MOIGNE François-Yves, La fondation de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine. *C.L.*, n° 4, septembre-décembre 1990, p. 203-228.

LOEW Guy, 1918-1970. Un demi-siècle d'urbanisme messin. De la ville épargnée à la ville martyre. *C.L.*, n° 3/4, 2003, p. 66-75.

MASSY Jean-Luc, Autopsie archéologique d'une région, la Lorraine. *Nouvelles de l'archéologie*, 27, Printemps 1987, p. 26-42.

METZLER Lionel, Les membres de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine de 1888 à 1970. *C.L.*, 2000, p. 185-204.

PAULUS Abbé E., Apport à l'histoire des études archéologiques et historiques pendant le XVIII$^{e}$ siècle. *J.G.L.G.A.*, vol. 14, 1902, p. 210-269.

RENAISSANCE DU VIEUX METZ, La destruction du site archéologique. *Renaissance du Vieux Metz*, vol. 16, juillet 1974, p. 21-23.

RICHET Christine, Nouveau scandale à Metz ! *Archéologia*, n ° 183, octobre 1983, p. 26-33.

RICHET Christine, De l'affrontement au compromis. *Archéologia*, n ° 187, février 1984, p. 9.

SPECHT Sophie, Quand le Maire de Metz trouve la mariée trop belle. *Archéologia*, n ° 67, février 1974, p. 72-73.

SPECHT Sophie, Comment grâce à Archéologia le Maire de Metz a pu acheter des Indulgences pour ses pêchés de vandalisme ? *Archéologia*, n° 67, février 1974, p.74.

THEVENIN André, Les institutions culturelles régionales IV. La direction des antiquités préhistoriques de Lorraine. *C.L.*, 1980, p. 112-115.

TOUVERON Yves, La direction régionale des affaires culturelles de Lorraine. *C.L.*, 1980, p. 19-21.

## 4. Notices biographiques

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Marcel Lutz (1908-2000). *C.L.*, 2001, p. 81-82.

DEMAROLLE Jeanne-Marie, Marcel Lutz. *M.A.M.*, 2002, p. 61-64.

GRENIER Albert, J. B. Keune. *A.S.H.A.L.*, t. XLV, 1936, p. 325-328.

GRENIER Albert, Maurice Toussaint (1885-1955). *Gallia*, vol. 13, 1955, p. 1-3.

GRENIER Albert, É. Delort (1880-1958). *Gallia*, vol. 17, 2, 1959, p. 203.

HATT Jean-Jacques, Marcel Lutz. *R.A.E.*, n° 147-148, 1987, p. 3-4.

HEINEN Heinz, Johann Baptist Keune (1858-1937). *Trierer Zeitschrift*, n° 40/41, 1977/78, p. 303-307.

LAPARRA Jean-Claude, Johann Baptist Keune, directeur du musée de Metz (1899-1918) : un Allemand si lorrain. *C.L.*, 1/2, juin 2009, p. 22-37.

LUTZ Marcel, Émile Delort (1880-1958). *A.S.H.A.L.*, t. LVIII, 1958, p. 67-70.

LUTZ Marcel, Hommage à Émile Delort ou cinquante ans de céramologie romaine en Moselle. *C.L.*, 1984, p. 103-106.

MERTEN Jürgen, Johann Baptist Keune. *Trierer Biographisches Lexikon*, éd. par MONZ Heinz, Trèves : 2000, p. 218.

PROST Auguste, Notice sur V. Simon et ses travaux ». *M.A.M.*, vol. 47, 1865-1866, p. 189-210.

SCHNITZLER Bernadette, Jean-Jacques Hatt (1913-1997). *R.A.E.*, vol. 47, 1996, p. 5-6.

SCHNITZLER Bernadette, Jean-Jacques Hatt (1913-1997). *B.S.P.F.*, vol. 94, pp. 132-133.

SCHRUB A., Marcel Lutz. Biographie. *Au Pays de Sarrebourg*, n° 14, 2000, p. 18-20.

VERT M., Émile Delort (1880-1958). *M.A.M.*, 1959-1961, p. V-IX.

## *D. Historiographie française*

### 1. Ouvrages

ALIBERT Chantal, Historique des recherches archéologiques. *Narbonne et le Narbonnais 11/1*, éd. par DELLONG Éric, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2002, p. 58-71 (Carte archéologique de la Gaule)

BAUD Geneviève, VOEGTLIN Monique, JEUNESSE Christian, VOEGTLIN Christian. *L'archéologie en Alsace*. Strasbourg : A.P.R.A.A., Hors-série, 1991, 183 p.

BUSSON Didier. *Paris ville antique*. Paris : Éditions du Patrimoine, 2001, 162 p. (Guides archéologiques de la France)

CHAPELOT Jean et GENTILI François, Trente ans d'archéologie médiévale en France. *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*, éd. Par CHAPELOT Jean, Caen : C.R.A.H.M., 2010, p. 3-24.

CHAPOUTOT Johann, *Le national-socialisme et l'Antiquité*, Paris, P.U.F, 2008, 532 p.

CHOMER Claire et LE MER Anne-Catherine, Historiographie lyonnaise, *Lyon 69/2*, éd. par CHOMER Claire et LE MER Anne-Catherine, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2007, p. 109-123 (Carte archéologique de la Gaule).

COURMONT Juliette, *L'odeur de l'ennemi (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, 2010, 186 p.

DELESTRE Xavier. *100 ans d'archéologie en Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Paris : Edisud, 2008, 199 p.

DEMOLON Pierre, Les services archéologiques territoriaux. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 189-199.

DEMOULE Jean-Paul, Perspectives pour l'archéologie en France. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 281-293.

ÉTIENNE Robert. *La vie quotidienne à Pompéi*. Paris : Hachette, 1989, 440 p.

FEUVRIER-PRÉVOTAT Claire, Histoire des recherches, *Reims 51/2*, éd. par CHOSSENOT Raphaëlle, ESTÉBAN Angélique et NEISS Robert, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2010, p. 54-58 (Carte archéologique de la Gaule).

GAUTHIER Marc, Organisation et réglementation de la recherche archéologique en France. *Archéologie de la France. 30 ans de découvertes*. Paris : Réunion des Musées Nationaux, 1989, p. 462-463.

GAUTHIER Marc, L'élaboration de la convention de Malte. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 227-238.

GEBARA Chérine, Fréjus. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 17.

GIFFAULT Michèle, Grenoble. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 19.

GRAN-AYMERICH Ève. *Naissance de l'archéologie moderne : 1798-1945*. Paris : C.N.R.S., 1998, 504 p.

GRAN-AYMERICH Ève, La réorganisation de l'archéologie française entre 1939 et 1969 : les conséquences de la décolonisation. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 134-146.

GRAN-AYMERICH Ève, GRAN-AYMERICH Jean. L'archéologie au C.N.R.S. : origine et mise en place. *Cahiers pour l'histoire du C.N.R.S. 1939-1989*, vol. 9, 1990, p. 81-105.

JACQUES Alain, Arras. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 9.

JOLY Martine et VIARD Georges, Histoire de la recherche archéologique. *Langres 52/2*, éd. JOLY Martine, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2001, p. 22-26 (Carte archéologique de la Gaule).

LANDES Christian, Amateurs et sociétés savantes. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 54-66.

LASFARGUES Jacques, Naissance de l'archéologie préventive en Rhône-Alpes. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 178-188.

LE BIHAN Jean-Paul, Quimper. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 29.

LEQUOY Marie-Clotilde et GUILLOT Bénédicte, Histoire de la recherche archéologique concernant la période gallo-romaine à Rouen, *Rouen 76/2*, éd. par LEQUOY Marie-Clotilde et GUILLOT Bénédicte, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2004, p. 48-53 (Carte archéologique de la Gaule).

LERAT Lucien. *Besançon antique*. Paris : Imprimerie Nationale, 1989, 148 p. (Guides archéologiques de la France).

LOUSTAUD Jean-Pierre, Limoges. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 23.

MONTEL Nadia, 1910-1913 : l'occasion manquée d'une réglementation des fouilles. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 101-119.

OLIVIER Laurent. *Nos ancêtres les Germains. Les archéologues au service du nazisme*. Paris : Tallandier, 2012, 322 p.

PICHON Blaise, Histoire des recherches archéologiques. *Amiens 80/1*, éd. PICHON Blaise, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2009, p. 23-26 (Carte archéologique de la Gaule).

POT Nicole, L'Inrap, une construction difficile et mouvementée. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 266-280.

REBOUL Jean-Pierre, Genèse et postérité des lois Carcopino. *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 120-133.

REBOURG Alain et GOUDINEAU Christian. *Autun antique*. Paris : Éditions du Patrimoine, 2002, 130 p. (Guides archéologiques de la France).

ROTHÉ Marie-Pierre, Histoire de la recherche, *Marseille et ses alentours 13/3*, éd. par ROTHÉ Marie-Pierre et TRÉZINY Henry, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2005, p. 93-106 (Carte archéologique de la Gaule).

ROUQUETTE Jean-Maurice et SINTÈS Claude. *Arles antique*. Paris : Imprimerie Nationale, 1989, 116 p. (Guides archéologiques de la France).

SCHNAPP Alain. *La conquête du passé : Aux origines de l'archéologie*. Paris : Carré, 1993, 383 p.

SCHNAPP Alain, L'archéologie face au national-socialisme. *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'Annexion (1940-1944)*, Metz : Serpenoise, 2001, p. 7-9.

SCHNITZLER Bernadette. *La passion de l'Antiquité. Six siècles de recherches archéologiques en Alsace*. Strasbourg, Société savante d'Alsace (Recherches et documents), 60, 1998, 351 p.

SCHNITZLER Bernadette, Histoire des recherches sur le passé antique de Strasbourg. *Strasbourg 67/2*, éd. par BAUDOUX Juliette, FLOTTE Pascal, FUCHS Matthieu et WATON Marie-Dominique, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 2002, p. 46-50 (Carte archéologique de la Gaule).

SINTES Claude, Arles. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 7.

TALON Marc, BELLAN Gilles, Développement et professionnalisation de l'archéologie préventive en France : l'Afan (1973-2001). *La fabrique de l'archéologie en France*, éd. par DEMOULE Jean-Paul et LANDES Christian, Paris : La Découverte, 2009, p. 251-265.

TROADEC Jacques, Bourges. *Stratégies de fouille en milieu urbain*, Table ronde de Tours, 29 février, 1er mars, 17-18 novembre 1988, Tours : Centre National d'Archéologie Urbaine, Tours, 1988, p. 15.

VEYRAC Alain, Historique des recherches et présentation de la documentation. *Nîmes 30/1*, éd. par FICHES Jean-Luc et VEYRAC Alain, Paris : Académie des Inscriptions et Belles-lettres, 1996, p. 61-73 (Carte archéologique de la Gaule).

## 2. Articles de périodiques

DELAGE Franck, La législation de l'archéologie. *La Grande Revue*, 1911.

REINACH Salomon, La question des fouilles. *Revue archéologique*, vol. 17, 1911.

# Table des matières

**Remerciements** ..... **2**

**Liste des abréviations** ..... **5**

**Résumé** ..... **6**

**Zusammenfassung** ..... **7**

**Summary** ..... **8**

**Sommaire** ..... **9**

**Introduction** ..... **12**

**Chapitre préliminaire**
**Une première organisation de l'archéologie à Metz (1750-1871)** ..... **25**
Introduction : Les premières découvertes archéologiques (1750-1858) ..... 25
I. La Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle ..... 27
A. La création de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle en 1858 : un contexte favorable ..... 27
B. La composition de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle ..... 29
II. Chercher, conserver, publier ..... 30
A. Chercher : les découvertes liées aux travaux d'urbanisme ..... 30
B. Conserver : l'idée d'une galerie archéologique ..... 32
C. Publier : Les Bulletins et les Mémoires de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle ..... 34

**Première partie**
**L'Ère Keune : la naissance de l'archéologie moderne messine à l'époque allemande (1871-1918)** ..... **35**

**Chapitre 1**
**Le fonctionnement de l'archéologie messine avant l'arrivée de Johann Baptist Keune (1871-1896)…** ..... **36**
I. La lente germanisation de l'archéologie messine ..... 36
A. La mise en place de l'administration allemande ..... 36
B. Le déclin de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle ..... 38
C. Les découvertes fortuites ..... 39
D. L'achèvement du musée archéologique ..... 42
II. La prise de relais des chercheurs allemands ..... 47
A. La *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, une société savante allemande ..... 47
B. Les balbutiements de l'archéologie moderne ..... 50
C. La réorganisation des Musées de la ville ..... 52

**Chapitre 2**
**La nomination de Johann Baptist Keune à la tête des Musées de Metz : une impulsion décisive ..... 59**
I. L'arrivée de Johann Baptist Keune à Metz ..... 59
A. Son parcours universitaire en Allemagne (1877-1892) ..... 59
B. Du professeur du Petit Séminaire au Directeur des Musées de Metz (1892-1896) . 60
C. Les méthodes de travail de Johann Baptist Keune ..... 61
II. Le rôle de Johann Baptist Keune au sein de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* ..... 63
III. Les rapports de Johann Baptist Keune avec le monde scientifique ..... 66
A. Johann Baptist Keune et les savants lorrains ..... 66
B. Les voyages de Johann Baptist Keune en France ..... 67
C. La correspondance avec les savants allemands ..... 69

**Chapitre 3**
**L'apport des méthodes allemandes à l'archéologie messine ..... 73**
I. L'archéologie de terrain ..... 73
A. Les fouilles de l'amphithéâtre ..... 73
B. Les surveillances de chantiers suite aux travaux d'urbanisme ..... 77
1. La découverte du chancel de Saint-Pierre-aux-Nonnains ..... 78
2. La nécropole gallo-romaine de la Horgne ..... 79
3. Les nécropoles gallo-romaine et carolingienne sous la lunette d'Arçon ..... 80
4. Les découvertes sous la cathédrale Saint-Étienne ..... 82
5. Les mises au jour dans les sablières Distler et Bidinger au Sablon ..... 83
II. Un réel financement de l'archéologie ..... 84
III. Une évolution dans la diffusion de l'information ..... 86
A. L'essor de la galerie archéologique ..... 86
B. Le rôle du *Jahrbuch* ..... 90
C. Un effort de synthèse ..... 91
IV. L'absence de Johann Baptist Keune de Metz durant la Première Guerre mondiale .... 93

**Deuxième partie**
**Le retour à la France : un manque évident de moyens (1918-1976) ..... 96**

**Chapitre 4**
**Le ralentissement de l'activité archéologique (1918-1940) ..... 96**
I. Le tournant : l'expulsion de Johann Baptist Keune (1918-1919) ..... 96
II. Un manque de moyens humains et financiers ..... 102
A. Un contexte national défavorable ..... 102
B. Roger Clément, un juriste à la tête des Musées de Metz ..... 103
C. Des découvertes archéologiques rares ..... 104
III. La découverte des thermes du Carmel : l'élaboration d'un musée de site (1932-1938)… ..... 108

**Chapitre 5**
**L'archéologie au service d'une idéologie sous la seconde Annexion (1940-1944) ..... 111**
I. Le premier encadrement de l'archéologie messine : le *Landesdenkmalamt* ..... 113
II. Les fouilles de la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains : démontrer l'ascendance germanique du peuple mosellan (1942) ? ..... 119

**Chapitre 6**
**Du calme à la tempête (1945-1976) ..... 127**
I. Le réveil timide de l'archéologie messine ..... 129
A. La synthèse archéologique de Maurice Toussaint ..... 129
B. La première organisation de l'archéologie française ..... 132
C. Jean-Jacques Hatt et l'utilisation systématique de la fouille stratigraphique (1957-1964) ..... 135
II. Entre aubaine et désastre ..... 141
A. Les grands travaux d'urbanisme : une période de destruction massive ..... 141
B. Un homme providentiel : Gérald Collot ..... 144
III. Le traumatisme des années 1970 ..... 149
A. La prise de conscience de l'opinion ..... 149
B. La destruction des thermes gallo-romains de l'îlot Saint-Jacques ..... 150
C. La longue agonie du quartier du Pontiffroy ..... 155

**Troisième partie**
**La prise de conscience : l'encadrement de l'archéologie (1976-2008) ..... 159**

**Chapitre 7**
**Une volonté d'organiser (1976-1980) ..... 159**
I. Une organisation embryonnaire de l'archéologie ..... 159
A. La mise en place de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ..... 159
B. Les services archéologiques : un manque de moyens ..... 160
C. L'organisation de la Direction des Antiquités Historiques dans les années 1970 . 161
II. La création du Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique ..... 164
III. Le colloque de Tours : le besoin de passer à une archéologie préventive ..... 167

**Chapitre 8**
**Le Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique, bras « séculier » de l'antenne messine de la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (1978-1983) 171**
I. Repenser l'archéologie messine : les objectifs du G.U.M.R.A. ..... 171
A. Les moyens mis en œuvre ..... 171
B. Les conditions de fouilles ..... 172
C. L'emploi de nouvelles méthodes d'analyse des données ..... 173
II. Une nécessité : la formation des archéologues bénévoles ..... 175
III. Vers une archéologie urbaine : le tournant de l'année 1980 ..... 178
IV. Une réflexion sur Metz antique ..... 180
V. L'intérêt suscité par le G.U.M.R.A. ..... 182

**Chapitre 9**
**Le passage de relais entre l'archéologie bénévole et la Direction des Antiquités Historiques de Lorraine (1983-1984) ..... 186**
I. Le chantier des Hauts-de-Sainte-Croix : les limites de l'archéologie bénévole ..... 186
II. Michel Colardelle, premier Directeur des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Lorraine à plein-temps ..... 189

**Chapitre 10**
**La professionnalisation de l'archéologie messine : les origines de l'archéologie préventive (1984-1991) ..... 194**
I. La modification des institutions et de la législation ..... 194
II. Les missions de la Direction des Antiquités de Lorraine ..... 197
A. L'élaboration d'une carte archéologique ..... 197
B. L'animation du milieu archéologique : l'encadrement les bénévoles ..... 199
C. La mise en œuvre de l'archéologie préventive ..... 201
D. Publier et diffuser l'information archéologique ..... 204

**Chapitre 11**
**La prédominance de l'archéologie préventive (1991-2008) ..... 208**
I. La mise en place du Service Régional de l'Archéologie ..... 208
II. L'A.F.A.N., instrument du Service Régional de l'Archéologie ..... 209
A. L'absence de l'A.F.A.N. à Metz jusqu'au milieu des années 1980 ..... 209
B. L'exemple de la fouille de la rue de la Pierre-Hardie (1994) ..... 212
III. Le renforcement de la législation : la création d'un opérateur national, l'I.N.R.A.P. 217
A. Les premières lois sur l'archéologie préventive ..... 217
B. L'exemple de l'aménagement de la Z.A.C. Amphithéâtre (2006-2007) ..... 218
IV. L'ouverture du marché : l'émergence des nouveaux opérateurs archéologiques ..... 225

**Quatrième partie**
**Bilan d'un siècle d'archéologie messine ..... 228**

**Chapitre 12**
**Financements, méthodes et résultats de l'archéologie messine : l'exemple du quartier de l'ancienne citadelle ..... 228**
I. Un financement de l'archéologie messine relativement tardif ..... 230
II. De la méthode stratigraphique à la mécanisation de l'archéologie ..... 233
III. Enrichir les connaissances sur l'histoire de Metz ..... 237

**Chapitre conclusif**
**Un siècle d'archéologie moderne à Metz ..... 243**
I. Heurs et malheurs de l'archéologie messine du XVIII[e] s. au début du XXI[e] s. ..... 244
II. Les caractéristiques de l'archéologie messine ..... 250
A. Les périodes de grands travaux d'urbanisme facilitent l'émergence de personnalités ..... 250
B. Un élément moteur : les conceptions archéologiques des acteurs ..... 256
1. Les politiques allemandes ..... 257
2. La méthode de Jean-Jacques Hatt ..... 259
3. L'émergence d'un nouveau champ de l'archéologie : l'archéologie urbaine ..... 261
C. Structures passives, structures actives : des sociétés savantes aux opérateurs archéologiques ..... 263
1. Les structures passives : le rôle des sociétés savantes et du musée archéologique ..... 264
2. Les structures actives : du bénévolat à l'archéologie professionnelle ..... 267
D. Metz, moteur de l'archéologie régionale ? ..... 270
III. L'apport de l'archéologie à la connaissance historique de Metz ..... 276

**Conclusion ..... 282**

**Index biographique ..... 295**

**Index ..... 299**

**Sources ..... 310**
I. Sources manuscrites et imprimées ..... 310
A. Archives départementales de la Moselle (A.D.M.) ..... 310
B. Archives municipales de Metz (A.M.M.) ..... 312
C. Archiv der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn ..... 314
D. Archiv der Philipps-Universität Marburg ..... 314
E. Stadtarchiv/Stadtbibliothek Trier (Nachlass Keune) ..... 314
F. Musée de La Cour d'Or à Metz (M.M.) ..... 315
1. *Eingänge* (Inventaire des acquisitions des Musées) ..... 315
2. *Tagebücher* (Journaux) de Johann Baptist Keune ..... 315
3. Dossiers de fouilles ..... 315
4. Publications des musées ..... 316
5. Notes diverses ..... 316
G. Articles de presse ..... 316
H. Service Régional de l'Archéologie de la Lorraine (S.R.A.) ..... 317

II. Sources iconographiques ..... 321
A. Archives départementales de la Moselle ..... 321
B. Archives municipales de Metz ..... 321
C. Archives municipales de Trèves ..... 322
D. Musées de La Cour d'Or de Metz ..... 322
E. Bibliothèques -Médiathèques de Metz (Fond Prillot) ..... 322
F. Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle ..... 323
G. Bibliothèque Nationale de France (Cabinet des Estampes) ..... 323
H. Collections privées ..... 323
1. Jean Thiriot ..... 323
2. Pierre-Édouard Wagner ..... 323
3. Groupe Universitaire Messin de Recherche Archéologique ..... 324
III. Mémoires de recherche ..... 324
IV. Bibliographie ..... 325
A. Outils ..... 325
B. Travaux archéologiques sur Metz ..... 326
1. Ouvrages ..... 326
2. Articles de périodiques ..... 327
3. Congrès ..... 342
4. Chroniques ..... 342
5. Catalogues d'exposition ..... 343
6. Bilans Scientifiques Régionaux ..... 344
C. Historiographie régionale ..... 345
1. Ouvrages ..... 345
2. Congrès ..... 346
3. Articles de périodiques ..... 347
4. Notices biographiques ..... 348
D. Historiographie française ..... 349
1. Ouvrages ..... 349
2. Articles de périodiques ..... 352

**Table des matières ..... 353**

**Annexes ..... 359**

# Annexes